MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE AGRONOMIQUE DE MONTPELLIER

THESE

présentée à l'Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Montpellier

pour obtenir le DIPLOME DE DOCTORAT

en agro-économie

TANAH SABRANG

(La terre d'en face)

La Transmigration en Indonésie : permanence d'une politique agraire contrainte

par

LEVANG Patrice

Soutenue le 16 juin 1995 devant le Jury composé de :

M. LACOMBE Philippe, Professeur, ENSA.M.	Président
M. BONNEMAISON Joël, Professeur, Université Paris IV	Rapporteur
M. CHATAIGNER Jean, Directeur de Recherche, INRA	Directeur de thèse
M. MALASSIS Louis, Professeur, ENSA.M.	Examinateur
M. MAURER Jean-Luc, Professeur, Directeur de l'IUED de Genève	Examinateur
M. MILLEVILLE Pierre, Directeur de Recherche, Orstom	Rapporteur

TANAH SABRANG

(La terre d'en face)

La Transmigration en Indonésie : permanence d'une politique agraire contrainte

Patrice Levang

Chargé de Recherche Orstom

Orstom Montpellier, 1995

Sommaire

Kata pengantar 5

Remerciements 6

Prologue : *Tanah sabrang* 11

Introduction générale :
La Transmigration en Indonésie : politique sociale, politique de développement ou géopolitique ? 25

Première partie : Des prémisses erronées 75
Introduction 79
Chapitre 1 : Les hommes sans terre 85
Chapitre 2 : Les terres sans hommes 115
Chapitre 3 : Une vision agraire du développement 147
Conclusion : Un problème de perception et de représentation 165

Deuxième partie : Quatre grands types de projets 169
Introduction 173
Chapitre 4 : Les projets irrigués 179
Chapitre 5 : Les projets *pasang surut* 217
Chapitre 6 : Les projets vivriers en culture pluviale 243
Chapitre 7 : Les projets en cultures pérennes 275
Conclusion : Pas de Transmigration sans infrastructures 295

Troisième partie : La Transmigration est-elle la solution ? 299
Introduction 303
Chapitre 8 : La colonisation agricole, une réponse unique à des problèmes multiples ? 307
Chapitre 9 : L'héritage des royaumes agraires javanais 333
Chapitre 10 : Transmigration et politiques alternatives 365
Conclusion : Un despotisme physiocratique 387

Conclusion générale : Un remarquable outil à usages multiples 391

Annexe 1 : Travaux de terrain et publications 407

Annexe 2 : La Transmigration, une littérature relativement abondante 415

Bibliographie 421

Noms propres et acronymes 435
Glossaire 445

Summary 451
Ringkasan 452

Table des illustrations 453
Table des matières 457

Kata pengantar

Disertasi tentang «Tanah sabrang (La terre d'en face)» *ini merupakan hasil studi selama sebelas tahun yang disusun berdasarkan kaidah-kaidah keilmiahan untuk dipertanggungjawabkan di depan Majelis Guru Besar* Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Montpellier.

Dalam menyelesaikan disertasi ini kami dapat masukan dan informasi baik itu dari rekan-rekan dari Departemen Transmigrasi maupun dari para transmigran sendiri. Segala saran dan kritik dalam penulisan ini semata-mata untuk lebih sempurnanya program Transmigrasi di Indonesia.

Kepada semua pihak terutama rekan-rekan Indonesia yang telah membantu dalam penyelesaian disertasi ini kami ucapkan banyak terima kasih.

Demikian semoga penyajian disertasi ini dapat diterima dan bermanfaat bagi pihak-pihak yang berkepentingan. Namun apabila ada hal-hal yang kurang berkenan, perkenankanlah kami mohon maaf.

Patrice (alias Pak Tris) Levang

Remerciements

Cette thèse est le fruit d'une collaboration longue et originale entre un ministère technique indonésien, la Transmigration, et un institut de recherche français, l'Orstom. Depuis 1979, l'intérêt et le soutien du Ministère pour les recherches menées avec l'Orstom n'ont jamais faiblis. Mes remerciements les plus sincères vont à Monsieur le ministre Sugiarto pour l'attention qu'il a portée à nos travaux, ainsi qu'à Messieurs Wibowo, Rofiq, Amir Hasan Mutalib, Santoso, Manurung, Darwin, Simatupang, Thomas et Tardi. Merci également aux autorités provinciales pour leur soutien, en particulier celles de Kalimantan-Centre, de Lampung et de Yogyakarta.

Les études de centres de Transmigration sont le résultat d'un travail d'équipe. Riskan Marten m'a accompagné sur le terrain pendant plus de sept ans. Sudirman Subchan, Epi Tasrif, Sumartono, Arini Rahyuwati, Piyono, Wiyono, Srie Hermiaty, Sri Martani, Joko Wiryatno, Karsan, Thierry Edmond et Eric Mougeot ont participé à une ou plusieurs campagnes. Je conserverai toujours le souvenir de nos interminables parties de tarot à la lumière des *petromax*.

Je n'oublierai pas non plus mes collègues et amis de l'Orstom en Indonésie, Olivier Sevin avec lequel je troquais des concepts agronomiques contre des concepts géographiques (puisse-t-il admettre un jour qu'il n'a pas perdu au change), Daniel Benoit dont l'humour grinçant ébranla plus d'une fois l'harmonie des anciens royaumes concentriques, Gaston Roland Sieffermann dont les colères légendaires n'ont d'égales que l'admiration et l'amitié que je lui porte, Hubert de Foresta et Geneviève Michon qui m'ont appris à reconnaître des agroforêts là où je ne voyais que des plantations mal entretenues, Caspar et Iris Netscher dont je partage l'amour de la cuisine indonésienne.

Merci à Anne Gouyon pour m'avoir fait découvrir l'hévéaculture paysanne à Sumatra, à François Ruf pour les coupures de presse et à tous les amis du Cirad en Indonésie. Merci à Yildiz Aumeeruddy, à Jean-Marie Bompard, à Yves Laumonier, à Fabienne Mary, à Sandrine Dury et à Cécile Lapenu pour les idées échangées et les bons moments partagés. Merci également à Endang Thohari, à Agus Supangat, à Aras Mulyadi, à Bambang Yulianto, à Sudharto (Prawiro), à Bambang Irawan, à Bambang Cahyono, à Sucipto Hariyanto, à Hewindati, à Andi et à tous les étudiants indonésiens de Montpellier pour leur disponibilité et leur aide efficace.

Je suis tout particulièrement reconnaissant à Antoine Cornet, à Claude Marius, à Guy Hainnaux, à Jean-Luc Guillaumet et à Claude Fillonneau pour m'avoir soutenu dans l'adversité, pour m'avoir encouragé à passer cette thèse et, surtout, pour m'avoir donné les moyens de le faire. Merci également à mes collègues et amis du Laboratoire d'Etudes Agraires, à Jean-Pierre Chauveau pour m'avoir fait découvrir la sociologie (ou était-ce l'anthropologie ?) et initié à un langage nouveau, à Jean-Marc Gastellu pour m'avoir fait découvrir l'anthropologie économique, à Pierre Gondard pour l'oppidum d'Ensérune, à Thierry Ruf pour Urcuqui, à Marie-Christine Cormier-Salem pour la mangrove casamançaise, à Jean-Paul Dubois pour ses conseils en

placements, à Georges Serpantié pour Bidi, à Claude Bouet pour les capitelles, à Xavier Le Roy pour les Gbatobele de Karakpo et à Eric Mollard pour l'amitié.

Merci aux documentalistes de l'Orstom et de l'Inra-Ensam pour leur assistance et leur gentillesse. Un très grand merci à tous ceux qui ont pris sur leur temps de repos pour me venir en aide : Marie-Odile Charvet et Christine Milleville pour la correction du manuscrit, Ali et Clara Bordji pour les tirages nocturnes, Roger et Dyoudyou Mathon pour les *pepes ikan*, Brigitte Parent pour les illustrations, Damien pour les cartes, Christelle pour les tableaux, Karine pour m'avoir laissé dormir et Cathy pour m'avoir supporté jusqu'au bout.

Je tiens également à remercier tous les chercheurs et enseignants du DEA d'économie de l'Ensam pour leurs salutaires séminaires de «remue méninges». Merci tout particulièrement à Gabriel Degert pour le temps qu'il m'a consacré, pour la pertinence de ses conseils et pour m'avoir fait apprécier l'épistémologie.

Toute ma reconnaissance va à Philippe Lacombe pour m'avoir accueilli dans la formation doctorale qu'il dirige, pour m'avoir formé à l'économie rurale, pour m'avoir enseigné l'histoire de l'agriculture française, pour m'avoir fait comprendre l'agriculture javanaise à travers la lecture de Marc Bloch et de Fernand Braudel, pour la qualité de son écoute et pour les conseils prodigués.

Merci à Louis Malassis pour m'avoir fait comprendre que la solution à un problème agricole se trouvait rarement dans l'agriculture, pour m'avoir associé à l'aventure d'Agropolis-Muséum, pour m'avoir accordé sa confiance et pour me faire l'honneur de siéger au jury de ma thèse. Merci également à Joël Bonnemaison pour m'avoir fait connaître «la dernière île» et le monde mélanésien, pour son soutien et pour sa bonne humeur communicative. Mieux que les mots, le nombre de citations dans ma thèse exprime tout ce que je dois à Jean-Luc Maurer. Pour la pertinence de ses analyses, pour la qualité de son écriture et pour avoir accepté de participer à mon jury, merci.

Que dire enfin à Pierre Milleville pour m'avoir initié au monde tropical, pour m'avoir intéressé à la recherche, pour m'avoir incité à rentrer à l'Orstom, pour m'avoir soutenu et défendu dans les moments difficiles, pour m'avoir remis dans le droit chemin de l'agronomie lorsque je cédais aux sirènes d'autres disciplines, pour m'avoir régulièrement encouragé et conseillé..., sinon merci du fond du cœur.

De Jean Chataigner, je conserverai toujours le souvenir de la longue conversation que nous avons eue dans le petit hôtel d'Alabio à Kalimantan-Sud. Si je lui ai fait connaître la Transmigration, je lui dois de l'avoir comprise. Pour le temps passé à me lire, pour son soutien sans faille, pour ses encouragements, pour ses nombreux conseils et pour ses 51 pages de commentaires, merci.

Last but not least, je voudrais remercier tous ceux qui ont quitté leur île natale pour rejoindre *tanah sabrang*, tous ceux qui endurent la vie de pionnier pour que leurs enfants connaissent un avenir meilleur, ceux qui m'ont ouvert leur porte et fait partager leur repas, ceux sans qui ce travail n'aurait jamais vu le jour, les transmigrants.

OCEAN
MER
INDIENNE.
BORNEO
CELEBES
Les Isles de la Sonde, entre lesquelles sont Sumatra, Iava, Borneo, &c.
Par le S.r Sanson d'Abbeville, Geographe du Roy.
Ligne
Equinoc
Septentrion.
Midy.
Occident.
Orient.
Mille Pas Geometriques
Lieues comm.s de France
Lieues grandes de France
Lieues com.s d'Alemagne
Degrés de Longit.e et Latit.e
A. de Winter sculp.

Prologue

Tanah sabrang

«... and over sea and sky and the wonderland before us was all the dewy freshness of dawn in Eden».

E. R. Scidmore *(Java, the garden of the East, 1899)*

— *Mari kita ke tanah sabrang.*

Riskan Marten, mon homologue indonésien, jeune ingénieur du ministère de la Transmigration, me fait signe de le suivre en agitant sa carte d'embarquement. Mais que dit-il ? Voilà un mois et demi que je suis à Jakarta, et je ne comprends toujours qu'un mot sur deux. On m'avait pourtant assuré que l'indonésien était une langue facile. «Allons à *Tanah sabrang*» m'a-t-il dit. Ne devions-nous pas aller à Bornéo ? Ou à Kalimantan, comme on appelle ici la partie indonésienne de l'île ? Je lui poserais bien la question, mais comme je ne comprendrai pas la réponse, je préfère renoncer. *Tanah sabrang* n'est probablement qu'un autre nom pour désigner Bornéo.

Tout à ma joie d'avoir appris un mot nouveau, j'allai l'utiliser à tort et travers dans la grande île. Souvent, son emploi éteignait les sourires sur les visages de mes interlocuteurs. Parfois, on me demandait de préciser ma pensée. Jamais on ne me fit remarquer que j'étais dans l'erreur. Politesse asiatique oblige.

Bien plus tard, j'appris que, dans l'archipel aux 13 667 îles, *Tanah sabrang* signifie «la terre d'en face». La terre d'en face ne désigne pas l'étranger, mais l'île voisine, celle que l'on voit depuis Java. Et par extension, toutes les îles périphériques d'un archipel dont Java serait le centre. Mais où donc placer la «*Java major*» des anciens, si ce n'est au centre ? Pour l'ancien colonisateur, il ne faisait aucun doute que le «joyau de la couronne» constituait le centre des Indes Orientales Néerlandaises. Dès lors, les appellations «îles intérieures» et «îles extérieures» devaient s'imposer pour distinguer Java, Bali et Madura de leurs voisines plus éloignées : Sumatra, Bornéo, Célèbes, Moluques et Nouvelle-Guinée.

Les îles intérieures, Java, la «perle de l'Orient», et Bali, «l'île des dieux», ne m'étaient pas inconnues. J'avais eu l'occasion de les visiter quelques années auparavant et d'apprécier la beauté de leurs paysages, l'hospitalité de leurs habitants et la richesse de leurs cultures. J'avais également découvert leurs villes aux rues embouteillées, leurs campagnes grouillantes de monde et leurs transports en commun bondés. Mais en ce début juillet 1980, j'allai enfin découvrir, avec quelque appréhension il est vrai, l'une de ces fameuses îles extérieures. Et pas la moindre. Dans le monde entier, l'île de Bornéo était réputée pour ses forêts vierges impénétrables et ses farouches coupeurs de têtes.

Voilà un peu plus d'une heure que nous avons décollé de Kemayoran, l'aéroport domestique de Jakarta. Les villages aux maisons serrées au sein des rizières ne sont plus qu'un lointain souvenir. Sous les ailes de l'avion, un fleuve aux eaux boueuses serpente dans un paysage plat, monotone, uniformément vert. La forêt cèle toute trace de vie. Le contraste entre Java et Kalimantan est saisissant.

Expert ou chercheur ?

Ce contraste, justement, n'était pas étranger à ma présence en ces lieux. Désireux de s'implanter en Indonésie, l'ORSTOM[1], qui n'était encore que l'O.R.S.T.O.M.[2], venait de signer une convention avec le ministère indonésien de la Main-d'œuvre et de la Transmigration. Cette convention allait être reconduite plusieurs fois et, à l'heure actuelle, l'ORSTOM compte toujours quelques chercheurs au ministère de la Transmigration. Mais au début des années 1980, le Ministère n'accueillait pas encore de chercheurs (*peneliti*), il ne recrutait que des *ekspert*.

Le responsable de la programmation du Ministère avait été clair. «*Notre problème est simple. Les deux tiers de la population indonésienne s'entassent sur Java, qui ne représente que 7 % de la superficie nationale. Nous avons besoin de vous pour trouver à Kalimantan-Centre des sites pouvant accueillir des colons javanais*». Nous n'étions pas seuls en course. A Kalimantan-Est la GTZ allemande passait la province au crible. Les Anglais de l'ODA se chargeaient des zones en bordure de la Transsumatranaise. La plupart des institutions internationales ainsi que de nombreux pays participaient au financement du programme de Transmigration. Les représentants de bureaux d'études du monde entier se bousculaient au Ministère pour récupérer une partie de cette manne.

Un institut de recherche fondamentale avait-il sa place dans cette cohue ? La question, assurément, devait être bonne. En guise de réponse, la Direction de l'Office me pria de me contenter de répondre aux questions de notre partenaire, et me rappela que d'autres seraient

1 Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération.

2 Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer.

ravis d'être à ma place, car «*l'Indonésie est un pays merveilleux*». L'argumentation était imparable, il est vrai que l'Indonésie est un pays merveilleux.

Quant aux questions du partenaire, elles avaient le mérite d'être peu nombreuses et surtout claires : «*où, et combien ?*». L'équipe pluridisciplinaire, composée de géographes, de pédologues et d'agronomes à laquelle j'appartenais en 1980, devait réaliser «l'étude de reconnaissance» des districts de Kotawaringin-Timur et de Kotawaringin-Barat dans la province de Kalimantan-Centre. Soit au bas mot 9 millions d'hectares de forêts marécageuses, de forêts primaires et secondaires uniquement pénétrées par quelques fleuves et par de rares pistes forestières. Qui plus est, l'étude devait être réalisée en l'absence de cartes topographiques, géologiques et pédologiques fiables. La couverture aérienne promise ne fut disponible qu'un an après la fin de l'étude de reconnaissance. Les images satellite disponibles à l'époque ne servaient le plus souvent qu'à confirmer l'importance de la couverture nuageuse de l'île. L'objectif assigné à l'équipe consistait à déterminer des zones favorables à l'installation de centres de Transmigration («*où ?*») et de préciser, pour chacune d'entre elles, sa capacité maximale d'accueil («*combien ?*»). Le rôle plus particulièrement dévolu à l'agronome consistait, en relation avec les pédologues, à établir des cartes d'aptitudes culturales et à préconiser des systèmes de culture adaptés.

Quelle ne fut pas la surprise du partenaire, lorsque je décidai de m'intéresser aux pratiques culturales des autochtones. «*Mais que peuvent donc nous apprendre ces Dayak primitifs aux techniques archaïques ? La culture sur brûlis ne mérite même pas d'être qualifiée d'agriculture*». L'une des missions des transmigrants n'était-elle pas justement d'apprendre à cultiver à ces «barbares» des îles périphériques ? L'agronome découvrait peu à peu que la technique pouvait véhiculer un modèle culturel et que la Transmigration ne visait pas uniquement à donner de la terre à ceux qui en manquent et à accroître la production agricole.

Je ne compris pas tout de suite pourquoi certaines de mes propositions étaient régulièrement écartées ou ignorées par le Ministère. Mais il apparut assez rapidement que toute proposition n'allant pas dans le sens d'une agriculture vivrière intensive n'avait aucune chance d'être retenue. Tout ce qui était incompatible avec le «modèle javanais» était inéluctablement rejeté. Pourtant, les conditions climatiques et surtout édaphiques de nombreuses îles périphériques se prêtaient mal à des projets mettant l'accent sur les cultures vivrières pluviales intensives. Si l'on ne retenait que ce type de projet, de nombreuses zones devenaient *unsuitable* (inadaptées) pour la Transmigration. Les réticences de l'équipe à retenir certaines zones pour des projets de Transmigration eurent pour effet d'agacer les responsables du Ministère. D'autres consultants avaient moins d'états d'âme. D'ailleurs d'une manière générale, les recommandations des experts n'étaient pas suivies, du moins pas à la lettre. La nécessité absolue de réaliser les objectifs du Plan poussait le Ministère à reclasser l'*unsuitable* en *moderately suitable*, et le *moderately suitable* en *suitable*.

Mais quel est le rôle de l'agronome dans ces conditions ? La réponse du partenaire était claire : «*L'agronome doit trouver les solutions techniques*». Encore une fois, la question posée présentait l'avantage de la simplicité, du moins dans sa formulation : «*Que faire ?*». Les responsables de la Transmigration vous posaient habituellement cette question après

vous avoir fait visiter un centre installé sur des tourbes épaisses et acides ou sur des sables blancs lessivés. La question posée traduisait surtout une confiance aveugle en la technique. Au début des années 1980, les dirigeants du Ministère estimaient encore que le simple recours à la fertilisation chimique permettrait la mise en valeur des milliers d'hectares de terrains marginaux de Sumatra et de Kalimantan. Cette vision était soutenue par l'extraordinaire réussite des thèmes techniques préconisés par la révolution verte en riziculture irriguée. L'agronome était chargé d'adapter les mêmes recettes à la culture pluviale.

Les centres de recherche agricole s'appliquaient d'ailleurs à mettre au point des systèmes de culture adaptés pour les projets de Transmigration. Les résultats ne devaient cependant pas être à la hauteur des espérances. Techniquement, les systèmes de culture étaient au point. Ils affichaient des rendements qui, sans être exceptionnels, restaient tout à fait corrects. Bien évidemment, les frais de culture étaient relativement élevés en raison du coût de la fertilisation et de celui de la protection phytosanitaire. La lutte contre les adventices, particulièrement ardue en culture pluviale, impliquait le recours à la main-d'œuvre salariée, même pour des surfaces relativement modestes. Dans la pratique, les transmigrants refusaient obstinément d'adopter les systèmes de culture proposés par la recherche. Les années passant, notre interlocuteur finit par admettre que l'existence d'une solution technique ne suffisait pas à en assurer la mise en œuvre.

Même au Ministère, l'idée avait peu à peu fait son chemin qu'il valait mieux prévenir les situations catastrophiques que d'essayer de les guérir à grands frais. La nouvelle question à laquelle notre équipe était désormais confrontée pouvait s'énoncer : «*Comment faire pour éviter que...?*». Pour nous donner les moyens de répondre à cette question, nous devions entreprendre une importante étude comparative de centres de Transmigration placés dans des conditions aussi différentes que possible. Notre ambition était de déterminer les principales causes de la réussite ou de l'échec de ces centres. Quels étaient l'importance et les rôles relatifs de facteurs aussi variés que la fertilité chimique des sols, la qualité des infrastructures, le choix du système de culture, le niveau technique ou d'éducation des migrants, leur origine ethnique, leur capacité d'organisation, etc. Jusqu'à mon départ d'Indonésie en 1991, mon questionnement devait rester le même : comment améliorer la Transmigration pour lui permettre de mieux réaliser ses objectifs ?

Même si *a priori* je ne négligeais aucune piste, pour moi, améliorer la Transmigration signifiait forcément améliorer les conditions de la production agricole. Dans un premier temps, je devais privilégier les aspects techniques dans le procès de production. Les caractéristiques économiques étaient bien sûr prises en compte, mais comme des données externes sur lesquelles l'agronome n'a pas de prise. Une telle démarche, caractéristique du cloisonnement disciplinaire, suppose en fait l'indépendance du technique et de l'économique.

Or, il n'en est rien, comme je devais rapidement le découvrir. De par une formation mettant tout particulièrement l'accent sur l'élaboration du rendement, je restais persuadé que mon rôle consistait à identifier les techniques permettant l'obtention d'un rendement maximal. Mon premier contact avec les tropiques me fit découvrir que des techniques extensives pouvaient aboutir à une meilleure rémunération du travail que des techniques

intensives, que le paysan ne raisonnait pas en rendement mais en production, qu'il était avant tout soucieux de la rémunération de son travail et des risques liés à la production. L'amélioration de ses conditions économiques ne passait donc pas nécessairement par l'augmentation des rendements des cultures, mais plutôt par l'amélioration de la rémunération du travail et de la sécurité.

La fréquentation assidue des centres de Transmigration et le suivi régulier des familles de colons sur une longue période devaient définitivement me convaincre de la prééminence de l'économique sur le technique. La recherche des déterminants de la réussite d'un centre m'avait également conduit à mieux connaître les transmigrants. M'interroger sur leurs motivations m'avait amené à rechercher ce qui les différenciait des autres paysans javanais ou balinais, ce qui les distinguait surtout de ceux qui refusent ou ne ressentent pas le besoin de quitter leurs provinces surpeuplées.

J'avais déjà découvert qu'il ne fallait pas confondre «exploitation agricole» et «famille paysanne». On m'avait appris qu'il ne fallait pas isoler la parcelle du système de culture, ni ce dernier du système de production. Je découvris qu'il ne fallait pas non plus chercher à isoler ce dernier de l'environnement économique global ; que la résolution d'un problème technique n'était pas forcément à rechercher dans le domaine technique ; et d'une manière plus générale, pour reprendre la formule de Louis Malassis, que «c'était rarement dans l'agriculture que l'on trouvait la solution à des problèmes agricoles». Mais surtout, je découvris que les phénomènes économiques eux-mêmes étaient indissociables des phénomènes sociaux.

Entre agronomie et sciences sociales : l'«anthropologie agronomique»

Ce cheminement complexe d'un agronome glissant progressivement vers les sciences sociales, loin de constituer un cas isolé, s'inscrit dans ce qu'on pourrait appeler un renouvellement de la discipline agronomique. En France, ce renouvellement de l'agronomie commence vers la fin des années 1960. Sous l'impulsion de S. Hénin et de M. Sébillotte, l'agronomie se donne pour objectif de théoriser les liens entre le climat, le sol et le peuplement végétal sous l'action des techniques. Ce faisant, l'agronomie devient une discipline de synthèse se distinguant des sciences agronomiques spécialisées. L'évolution touche autant les concepts que les démarches. Désormais, l'agronome quitte la station expérimentale pour s'intéresser aux pratiques des agriculteurs. L'enquête s'impose ainsi comme l'une des démarches essentielles de l'agronome.

La démarche, à vrai dire, n'est novatrice que pour les agronomes. A l'Orstom, enquêtes de terrain et recherches monographiques représentent l'ordinaire des géographes comme des économistes. Les premiers, sous l'impulsion de P. Pélissier et G. Sautter, se consacrent aux fameuses études de terroir au sud du Sahara, alors que les seconds s'inscrivent dans le courant de l'anthropologie économique. Dans les années 1970, enfin, les agronomes sortent

de leurs stations et rejoignent géographes et économistes sur le terrain. Les uns et les autres découvrent des outils nouveaux, des points de convergence et de divergence. Et surtout, chacun découvre au contact de l'autre des renseignements et des concepts indispensables à sa propre compréhension des phénomènes étudiés. Il ne s'agit pas pour l'agronome de se transformer en géographe, en économiste ou en sociologue. Le rôle de l'agronome n'est pas d'analyser les rapports de l'homme à l'espace, ni de vérifier si la rationalité des choix opérés est en accord avec le paradigme néoclassique, ni d'étudier les rapports sociaux de production. Par contre, l'agronome qui cherche à expliciter un fait technique ne peut absolument pas se permettre d'ignorer les apports des disciplines des sciences sociales. L'agronome qui comparerait les techniques du semis direct et du repiquage du riz sur la seule base de leur efficacité pour le contrôle des adventices, sans tenir compte du coût relatif de la main-d'œuvre et des herbicides, sans se soucier du prestige rejaillissant sur le donneur d'emploi ou du rôle de redistribution communautaire assigné à certaines opérations, etc., ne ferait pas son travail d'agronome.

Faire accepter cette approche méthodologique nouvelle au ministère de la Transmigration ne fut pas une mince affaire. Pour lui, l'agronome, en tant que dépositaire de la science, devait enseigner au paysan l'art de bien cultiver. La demande du partenaire était très précise à ce sujet. S'intéresser aux pratiques des paysans laissait supposer que la science ne disposait pas de la solution, ou pire, que le comportement du paysan était rationnel ! Et si le paysan avait raison de faire ce qu'il fait, quel rôle resterait-il au pouvoir ? Le problème, on le voit, dépassait largement le cadre scientifique. La structure très hiérarchisée et paternaliste du pouvoir en Indonésie privilégie les approches de type «*top-down*». La bataille fut gagnée lorsque les dirigeants du Ministère comprirent qu'une meilleure connaissance du paysan permettrait d'améliorer l'efficacité de leur action.

La méthodologie d'enquête que je souhaitais mettre en œuvre s'inspirait de celle mise au point par Pierre Milleville pour le suivi du projet «Terres Neuves» au Sénégal (Dubois, Milleville, et Trincaz, 1976). Malheureusement, je ne fus jamais en mesure d'appliquer la méthodologie «Terres Neuves». Le mode de fonctionnement du Ministère supposait des missions relativement courtes. L'éloignement des centres de Transmigration entraînait des coûts de transport élevés et il était hors de question de revenir tous les dix jours sur le site. Rappelons que Sulawesi-Nord se situe à plus de 2 000 km de Jakarta et qu'au début des années 1980 il fallait compter cinq jours pour rejoindre certains sites de Kalimantan-Centre. Il fallut s'adapter et changer d'échelle. L'opération «Terres Neuves» concernait moins de 300 familles alors que la Transmigration déplaçait 100 000 familles par an. Le suivi régulier de parcelles n'étant pas possible, il fallut renoncer à l'analyse précise des systèmes de culture et se limiter à une étude plus globale des systèmes de production.

La démarche finalement retenue pour nos études pourrait être qualifiée d'anthropologie agronomique. Au même titre que l'anthropologue, nous faisons des incursions dans des domaines aussi divers que l'histoire, la sociologie, les sciences politiques ou l'économie. Mais contrairement à l'anthropologue qui «*cherche à comprendre et à expliquer la condition humaine par delà les cultures et le temps*» (Plattner, 1989), nous nous contentons de chercher à comprendre et à expliquer le procès de la production agricole. La recherche est essentiellement empirique. Elle peut prendre la forme de monographies,

d'analyses comparatives ou d'études régionales. Etrangère à tout dogmatisme, elle fait appel aussi bien à l'individualisme méthodologique, au holisme, au néopopulisme ou au matérialisme historique. Cette diversité représente une force autant qu'une faiblesse. Une force, car la lumière jaillit souvent de la confrontation de points de vue différents sur une même réalité de terrain. Une faiblesse aussi, car la diversité des interprétations possibles ne favorise guère la théorisation.

A vrai dire, le recours à des recherches empiriques relève plus d'une obligation que d'un choix raisonné. En effet, le chercheur tropicaliste ne dispose que rarement des données de base indispensables et n'est pratiquement jamais en mesure de s'appuyer sur un appareil statistique fiable. Suivant les pays, les données officielles concernant le secteur agricole peuvent être absentes, disparates, voire pléthoriques. Dans tous les cas, leur fiabilité n'est jamais à la hauteur des attentes des chercheurs.

En matière de statistiques, l'Indonésie ne fait pas exception à la règle, mais présente quelques particularités liées à son histoire et à sa culture. L'époque coloniale est très riche en documents de toutes sortes et le plus souvent de bonne qualité, surtout en ce qui concerne l'île de Java. Entre 1941 et 1967, l'Indonésie connaît des périodes troublées peu propices à l'obtention des données de base indispensables à la mise en valeur agricole de terres neuves — couvertures aériennes, cartes topographiques, hydrographiques, géologiques, pédologiques, etc. Les relevés de données macro-économiques ainsi que les relevés climatiques de nombreuses stations météorologiques présentent des interruptions plus ou moins longues pendant cette période. Depuis 1969, l'appareil d'Etat fait des efforts importants pour rattraper le retard accumulé. Le développement du programme de Transmigration n'est d'ailleurs pas étranger à la priorité accordée à la cartographie du milieu naturel de certaines provinces. Mais l'effort le plus considérable concerne l'obtention des données statistiques d'ordre général.

Tous les ministères sont en proie à une véritable boulimie de statistiques. L'administration recense tout, partout, tout le temps. Le ministère de la Transmigration ne fait pas exception. Tous les chefs de centres sont astreints à remettre des rapports hebdomadaires, mensuels et annuels. Dans les sous-districts, les districts et les provinces, des dizaines de fonctionnaires compilent ces données de base avant de les transmettre aux centaines de fonctionnaires du niveau ministériel. Les méthodes de collecte ne diffèrent guère d'un ministère à l'autre. Logique bureaucratique oblige, il semble aller de soi que le plus informé soit aussi le mieux informé. Et pourtant.

La fiabilité des données officielles indonésiennes laisse fortement à désirer. Toutes souffrent de deux maux pratiquement incurables. Le premier provient de la manipulation volontaire des chiffres pour des raisons de haute politique (réalisation du Plan) ou de manière plus pragmatique pour satisfaire son supérieur hiérarchique direct. Cette dernière motivation est à l'origine de manipulations multiples mais surtout incontrôlées, et ce à tous les niveaux de la pyramide. L'absence de coordination entre les différents services des ministères ne permet absolument pas d'uniformiser les manipulations. Par exemple, le taux de réalisation du Plan annoncé par les différentes directions d'un ministère présente souvent une dispersion importante autour d'une valeur de 100 %. Aucun des taux annoncés ne présente d'intérêt

pour le chercheur. Leur dispersion, par contre, témoigne de l'extrême sensibilité de certaines données.

L'effet des manipulations volontaires reste toutefois assez secondaire comparé à celui des erreurs involontaires. Les divergences d'avec la réalité commencent avec la saisie de l'information de base. L'administration exige, de la part de ses agents de terrain, la collecte permanente d'une quantité invraisemblable de données de base. Invraisemblable est bien le mot qui convient. Totalement accaparés par la gestion quotidienne des centres, les agents de terrain se contentent souvent d'évaluations approximatives en lieu et place de mesures et de recensements fastidieux. Ensuite, à chaque niveau hiérarchique, la reprise et l'agrégation de l'information se traduit par d'innombrables erreurs de transcription et de calcul.

Le total manque de fiabilité de la plupart des données officielles[3] n'est un secret pour personne. Surtout pas pour ceux qui s'en servent et qui appliquent consciencieusement des traitements statistiques sophistiqués à des données issues de l'imagination des fonctionnaires de ministères. Une croyance communément répandue chez les administratifs comme chez les chercheurs veut qu'aux derniers niveaux d'agrégation les erreurs successives s'annulent et que les ordres de grandeur restent conservés. Miracle des statistiques. [4]

Mais même si les données statistiques étaient de bonne qualité, leur interprétation nécessiterait de recourir à des recherches empiriques. Le chercheur qui s'intéresse à des agricultures «étrangères» ne dispose pas de manière innée du référentiel indispensable à leur compréhension. En 1948 déjà, Marcel Mauss constatait : «*Pour bien parler des techniques, il faut d'abord les connaître. Or il est une science qui les concerne, celle qu'on appelle la technologie, et qui n'a pas en France la place à laquelle elle a droit*» (Mauss, 1948 cité par Sigaut, 1975 : 103). Pour Marcel Mauss comme pour André Leroi-Gourhan (1973) et Haudricourt (1968), la technologie est avant tout culturelle. La rationalité d'une technique ne se définit qu'à l'intérieur d'un cadre culturel déterminé. «*Toute technique (...) appartient à un ensemble culturel en dehors duquel elle perd une partie de sa signification*» (Sigaut, 1985 : 19). Comme pour l'anthropologie, la démarche préconisée est surtout participative. L'anthropo-agronome cherche à s'imprégner de la culture et du système de valeur de la communauté étudiée, afin de mieux comprendre ses pratiques culturales. La méthode la plus efficace consiste bien entendu à partager, autant que possible, la vie de la communauté en question, à participer aux travaux des champs, à suivre les rituels religieux, la vie politique, économique et sociale. Pour ce faire, il est indispensable que l'observateur parle couramment la langue vernaculaire ou au moins la langue véhiculaire de la communauté. Seul un suivi couvrant l'ensemble d'une année agricole permet d'avoir un aperçu complet de la succession

3 En particulier les données concernant les superficies agricoles et forestières, les données de production et de revenus, etc. Malgré quelques imperfections mineures, les données issues des recensements généraux de population peuvent être considérés comme étant de bonne qualité.

4 N'appartenant pas à cette école de pensée, nous limiterons l'utilisation des données officielles au strict nécessaire.

des saisons et du calendrier des activités agricoles. Les données sont récoltées par le biais d'enquêtes directives, semi-directives et d'entretiens libres. Les enquêtes sont complétées et vérifiées par des observations directes et des mesures.

Pour bien faire, il faudrait que l'observateur passe inaperçu au sein de la communauté pour éviter d'induire chez celle-ci des attitudes, des comportements et des réponses spécialement destinés à celui-là. Ce souci de ne pas interférer dans la vie de la communauté reste cependant plus marqué chez l'anthropologue que chez l'agronome (Le Roux et Ivanoff, 1991 : 70 ; Besson, 1991 : 82). De par sa formation d'ingénieur, ce dernier est souvent plus enclin à émettre des recommandations, à proposer des améliorations et à envisager des expérimentations en milieu réel. Lorsque passer inaperçu s'avère impossible, ce qui est généralement le cas, la seule issue consiste à se faire accepter tel que l'on est, différent mais bienveillant. La gentillesse naturelle des Indonésiens et leur hospitalité légendaire facilitent grandement la tâche. A la première visite, l'espoir d'une aide financière ou la crainte de l'impôt biaisent souvent les réponses. A la deuxième visite, la franchise est au rendez-vous. On ne trompe pas un ami. A la troisième visite, vous faites pour ainsi dire partie de la famille. Faisant partie de la famille, vous découvrez et partagez ses petits secrets. La découverte vous met en situation, plus que tout autre, de bien connaître la communauté étudiée. Le partage vous pousse à prendre parti et à vous impliquer plus directement. C'est bien là que résident les avantages et les inconvénients de toutes les études monographiques. L'extraordinaire connaissance du milieu acquise par le chercheur doit souvent être tempérée par le manque d'objectivité inhérent à la forte implication de ce dernier. Enfin, le danger majeur — ou le péché mignon — de toute étude monographique consiste à généraliser les observations réalisées sur une petite communauté à l'ensemble d'une société[5].

Que faire alors, si l'on a le souci de la représentativité ? Si le particulier ne permet pas de passer au général, comment obtenir une vision globale, en l'absence de données officielles fiables ? La seule solution consiste alors à multiplier les études monographiques et à ne procéder à la généralisation qu'après avoir pris en compte toute l'hétérogénéité inter-villageoise. Toutes ces études ne se situent pas dans le même plan. S'il fallait obtenir le même niveau de précision pour tous les villages (ou communautés) étudiés, à raison d'une année par monographie, plusieurs vies ne suffiraient pas à se faire une idée d'une région. L'ensemble de mes travaux de terrain s'organise en trois phases successives d'études monographiques se situant à des niveaux de précision décroissants dans le temps.

La première phase a pour objectif d'obtenir une connaissance aussi complète que possible de quelques communautés jugées *a priori* représentatives de l'ensemble de la zone (ou du phénomène) étudié. Cet objectif implique des enquêtes précises, des suivis réguliers,

5 Cette critique, habituellement formulée à l'encontre des études monographiques, n'est pas non plus exempte du péché de généralisation. Les travaux menés depuis de nombreuses années à l'Orstom se gardent bien d'effectuer le saut du particulier au général en l'absence de garde-fou. Par contre, ils prouvent tout à loisir que des études monographiques fouillées peuvent être source d'enseignements à portée générale. Par ailleurs, le choix de sites particuliers peut se justifier par leur caractère exemplaire, plus que par leur représentativité au sens statistique du terme.

des mesures exhaustives, etc., et surtout le long apprentissage d'une langue et d'une culture étrangère. Le niveau de précision requis n'autorise pas la multiplication des sites d'investigation.

La deuxième phase consiste à confronter les résultats obtenus lors de la première phase dans des situations voisines pour tester la validité d'une éventuelle généralisation. La démarche est plus comparative que monographique. Seuls les villages présentant des différences importantes (avec ceux déjà étudiés) font l'objet d'études complémentaires précises. Cette phase est particulièrement importante lorsque, comme en Indonésie, l'hétérogénéité inter-villageoise dépasse considérablement l'hétérogénéité intra-villageoise. A ce niveau, les monographies se font plus légères, l'objectif des études visant davantage la réalisation d'une typologie des villages. Le moindre niveau de précision requis autorise l'investigation d'un plus grand nombre de sites.

La troisième phase, enfin, que l'on peut qualifier d'étude régionale, a pour objet d'appliquer la typologie préalablement établie à l'ensemble de la zone (ou du phénomène) étudié. Des investigations rapides et légères privilégiant quelques critères déterminants permettent de répartir l'ensemble des villages dans la grille préétablie et de vérifier sa validité. A l'issue de la troisième phase, le chercheur est enfin en mesure de faire la part du particulier et du général au sein de la zone étudiée.

Les villages et sites étudiés pendant toute la durée des travaux de terrain sont présentés succinctement dans l'annexe 1. Environ la moitié seulement des études réalisées a donné lieu à la rédaction de rapports contractuels édités conjointement par l'Orstom et le ministère de la Transmigration. L'autre moitié a été dépouillée, mais n'a pu faire l'objet de rapports ou de publications par manque de temps. En fait, ce «manque de temps» est inhérent à la méthodologie retenue. Le recours aux études monographiques a pour effet de «noyer» le chercheur sous les données, autant quantitatives que qualitatives. Chaque donnée en appelle d'autres, chaque réponse débouche sur de nouvelles questions, chaque terrain chasse l'autre. La possibilité d'aller au détail empêche toute généralisation. Chaque cas devient rapidement un cas particulier, et les typologies comptent souvent autant de types que de villages. Toute tentative de généralisation est ressentie comme une trahison, et remise à plus tard... après une ultime vérification de terrain. Ce terrain il a fallu s'en arracher, s'en détacher, s'en éloigner et l'oublier... sans quoi la thèse qui suit n'aurait jamais vu le jour.

Synthèse ou thèse ?

Lorsqu'à l'issue de onze années de travaux de terrain, je décidai enfin de valoriser mes acquis de recherche par la rédaction d'une thèse, le sujet s'imposait : la Transmigration en Indonésie. Ma problématique de thèse était déjà arrêtée et s'intitulait «Déterminants agro-économiques de la réussite ou de l'échec des centres de Transmigration». Le terrain étant déjà effectué, la rédaction de la synthèse de mes travaux n'aurait pas dû prendre plus d'une année. L'anthropo-agronomie n'étant pas une discipline universitaire reconnue, il fallait bien

se rattacher à une discipline plus classique comme l'anthropologie, l'agronomie, la géographie ou l'économie. Ma formation initiale d'agronome et un intérêt croissant pour la science économique me firent opter pour l'agro-économie.

Inconsciemment j'espérais trouver dans la science économique les bases théoriques me permettant d'apporter des réponses à mes questions d'agronome. Pour resituer ses observations empiriques dans un cadre théorique, l'agronome, ne disposant pas de théorie globale, se retrouve le plus souvent dans l'obligation d'adapter des théories élaborées dans des disciplines connexes. La géographie n'est guère mieux lotie, certains hésitant même à lui accorder le statut de «science». A l'inverse, ce même statut est parfois refusé à l'économie en raison du nombre pléthorique de théories souvent contradictoires qui s'en réclament. A l'issue de ma formation complémentaire en économie[6], je n'avais toujours pas trouvé de réponses, mais je ne me posais plus les mêmes questions. Avec le recul et la confrontation de mon expérience à celles de chercheurs d'autres disciplines sur d'autres terrains, je ne voyais plus la Transmigration de la même manière. Surtout, j'avais compris que synthèse n'est pas thèse.

Dès lors, il ne m'était plus possible de conserver ma problématique initiale. Bien que celle-ci m'aurait permis de tirer le meilleur parti des travaux de terrain, j'aurais eu l'impression de passer à côté des «vrais» problèmes. La tentation était grande, comme il est fréquent en économie, de retenir un cadre théorique bien défini et de passer la Transmigration au crible d'une grille d'analyse préétablie. Mais quel cadre théorique retenir ?

Me situant aux marges de plusieurs disciplines, j'étais par nature peu enclin à opter pour l'un ou l'autre des paradigmes économiques dominants. Le seul courant dont je me sentais vraiment proche était celui de l'anthropologie économique. Le fait que l'anthropologie économique recourt indistinctement à l'un ou l'autre de ces paradigmes et qu'elle utilise alternativement des concepts néoclassiques ou marxistes n'est pas étranger à cette proximité. En fait, cet éclectisme s'impose de lui-même lorsque l'on tente d'appliquer l'une ou l'autre des théories économiques aux réalités du terrain. En cela, l'approche essentiellement inductive de l'anthropologie s'oppose aux approches plus normatives voire dogmatiques des théories économiques dominantes. L'anthropologue se contente souvent de décrire les choix opérés sans vouloir prescrire quelle serait la décision économiquement la plus efficiente. Les concepts néoclassiques de «comportement économique», de «maximisation», de «rareté», «d'utilité», de «rationalité économique», de «choix» et de «prise de décision», etc. s'appliquent mal aux réalités du terrain. Le transmigrant qui refuse d'appliquer un système de culture lui permettant de tripler ses rendements se comporte-t-il de manière rationnelle ? Que maximise le Dayak qui participe à une partie de chasse plutôt que de désherber sa rizière ? Et le paysan javanais qui déclare ne pas avoir d'argent pour acheter des intrants, mais vend sa vache pour inviter tout le village au mariage de sa fille ? Et le Balinais qui dépense toute sa fortune dans la construction d'un autel domestique ?

6 DEA Economie du développement agricole, agro-alimentaire et rural de l'ENSA de Montpellier.

La rationalité de certains choix ou comportements économiques n'apparaît pas de manière immédiate. Mais sur le long terme, le renforcement des liens sociaux (par le biais de fêtes, par exemple) peut se révéler autrement plus «payant» qu'un achat d'engrais. La rationalité de certaines actions ne devient compréhensible que lorsqu'elles sont resituées dans leur contexte social. Vu sous cet angle, il est pratiquement impossible pour une action, quelle qu'elle soit, d'être irrationnelle. Le concept de rationalité conserve-t-il alors une quelconque utilité ? Pourquoi ne pas, comme l'écrit Dalton, «*se contenter de dire ce qu'ils (les paysans) font et d'indiquer pour quelles raisons ils le font*» ? (Dalton, 1971a : 7). Pour de nombreux anthropologues, le comportement économique le plus fréquent dans toutes les sociétés est l'aversion du risque. Le plus souvent, la prise de décision ne vise pas à maximiser l'utilité mais à minimiser le risque. D'une manière générale, la validité des concepts néoclassiques hors des sociétés capitalistes a fréquemment été remise en cause.

Les années 1960 ont retenti du débat académique opposant «formalistes» et «substantivistes». Les anthropologues qui analysaient le choix comme une prise de décision rationnelle impliquant les valeurs marginales étaient qualifiés de «formalistes» ou encore d'«anti-polanyiens» [7]. Cette approche postule que les individus, quelle que soit leur culture, exercent des choix rationnels dans un cadre défini de moyens, d'objectifs, de contraintes et d'opportunités. Opposés à cette approche, les «substantivistes» ou «polanyiens» estimaient qu'elle amalgamait indûment les caractéristiques de cultures par trop différentes [8]. La critique est double : d'une part, un biais descriptif ou historiciste non généralisable, d'autre part, le sentiment que les termes de la théorie néoclassique n'ont de sens que dans une société capitaliste (Plattner, 1989 : 13).

La discussion portait surtout sur des sociétés primitives non sujettes à l'économie de marché mais qui fonctionnaient selon des principes de réciprocité et de redistribution, pour reprendre les termes de Polanyi. Le débat, très vif à ses débuts, s'éteignit de lui-même, sans vainqueur ni vaincu. En fait, les deux points de vue étaient défendables tant qu'ils se bornaient à analyser la rationalité du comportement économique, et non à discuter de son existence. «*Si nous admettons que les individus, où qu'ils soient, se comportent de manière rationnelle, alors la théorie du choix rationnel du comportement économique devient un paradigme, et non plus une description généralisante*» (Plattner, 1989 : 15 ; d'après Cancian, 1966). S'il n'y avait qu'un seul point à retenir de tout ce débat, ce serait que toutes les économies sont enchâssées (*embedded*) dans un système social, c'est-à-dire que «*l'économie est un aspect de la vie sociale plutôt qu'un segment de la société*» (Gudeman, 1986).

---

7 Le courant formaliste regroupe des auteurs comme Robbins (1932), Burling (1962), LeClair (1962), Salisbury (1962), Pospisil (1963) et Cook (1966).

8 Le courant substantiviste regroupe des auteurs comme Polanyi (1944, 1947, 1957, 1966), Bohannan (1955), Fusfeld (1957), Neale (1957), Sahlins (1960, 1965) et Dalton (1961, 1962, 1965).

En définitive, je préférai renoncer à adapter ma problématique à l'exposé des travaux de terrain, comme de restreindre l'analyse en fonction d'une question théorique. J'optai pour une troisième solution consistant à relire mes travaux de terrain en essayant de les rendre intelligibles par rapport aux objectifs auxquels ils étaient sensés participer, discutant au passage les questions théoriques qu'ils suscitaient. En conséquence, la thèse qui suit représente moins le fruit de onze années d'études de terrain que celui de trois années de réflexion, passées à essayer de comprendre les phénomènes observés. Cette thèse illustre également le cheminement d'un agronome découvrant progressivement que les techniques sont mises en œuvre par des sociétés complexes, dans lesquelles les phénomènes économiques eux-mêmes sont indissociables des phénomènes sociaux.

Introduction générale

La Transmigration en Indonésie :

politique sociale, politique de développement, ou géopolitique ?

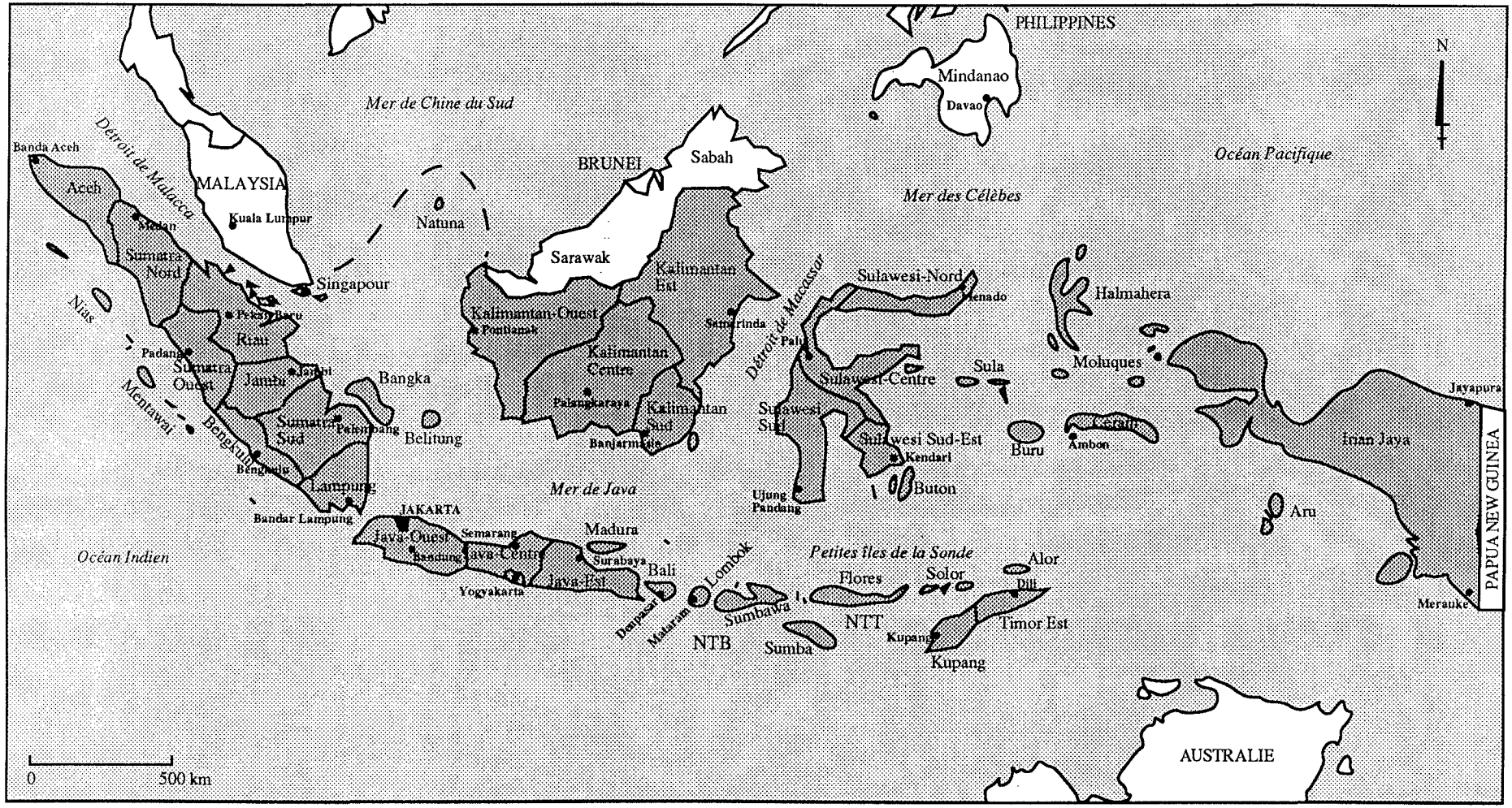
«Ce qui est simple est faux, ce qui est compliqué est inutilisable».

Paul Valéry

«Le 12 décembre 1950, au terme d'un long et pénible voyage en autobus, 23 familles originaires de Java-Centre posent enfin pied au Lampung, la province la plus méridionale de l'île de Sumatra. Ces quelques familles constituent l'avant-garde de millions de personnes en provenance de villes surpeuplées ou de champs surexploités, chassés par la faim et la maladie vers les terres neuves porteuses d'espoir en une vie meilleure. Ces familles sont les premières à profiter d'un ambitieux programme initié par le Gouvernement indonésien pour offrir terre et opportunité d'emploi aux plus pauvres des citoyens indonésiens. Ce programme est appelé Transmigration.» [1]

1 Ces 23 familles, officiellement considérées comme les premiers «transmigrants», ne constituent cependant pas les premiers migrants à bénéficier d'un grand programme de colonisation agricole en Indonésie. En fait, la Transmigration prend la suite d'un vaste programme de colonisation agricole des îles extérieures initié par le Gouvernement colonial néerlandais dès 1905 et très justement appelé *Kolonisatie*. Après l'Indépendance, le terme étant porteur de connotations par trop péjoratives en cette période de décolonisation, il fallu trouver un nom nouveau au programme. Le choix se porta sur trans-migration, puisque ni émigration ni immigration, le transfert de population s'effectuait entre les îles d'un même Etat souverain.

Figure 1. L'archipel indonésien



Au nom du peuple indonésien, par respect pour sa terre, et pour un avenir meilleur[2]

«L'Indonésie est un pays de contrastes. Une civilisation ancienne riche en traditions, une nation jeune au potentiel incomparable. D'est en ouest, l'archipel aux 13 667 îles s'étend sur 5 000 km de part et d'autre de l'équateur. La distance séparant Sabang (extrémité nord-ouest) et Merauke (extrémité sud-est) correspond à la distance séparant l'Irlande de la Turquie orientale.

En 1990, l'Indonésie compte 180 millions d'habitants. Là encore le contraste est saisissant puisque 60 % de la population indonésienne est regroupée sur la seule île de Java qui ne représente que 7 % de la superficie nationale. Malgré le succès remporté par un programme original de planning familial, la population de l'île de Java continue de s'accroître à un rythme rapide.

Bénéficiant de riches sols volcaniques, Java constitue l'une des régions agricoles les plus productives au monde. Pendant des siècles, les paysans ont mis en valeur ces terres fertiles. Aujourd'hui, la surpopulation est telle que l'île n'est plus en mesure de nourrir tous ses habitants. La terre fait cruellement défaut. Près d'un paysan de Java sur deux ne dispose pas de la terre indispensable à la survie de sa famille.

Paysans sans terre et chômeurs ruraux rejoignent en masse les grandes cités dans l'espoir d'une vie meilleure. Malgré les milliers d'emplois créés chaque année, le secteur industriel n'est pas en mesure d'absorber l'exode rural. Les opportunités d'emploi n'étant pas en rapport avec leur savoir-faire, les nouveaux citadins s'enfoncent dans la misère.

A l'inverse, les îles extérieures de l'archipel présentent une population clairsemée et des ressources inexploitées. Ces îles — Sumatra, Sulawesi, Kalimantan et l'Irian Jaya — possèdent d'immenses surfaces de terres non encore mises en valeur et pourtant favorables à un usage agricole.

Pour corriger ce déséquilibre — trop de paysans sans terre à Java, et trop de terres sans paysans dans les îles extérieures — l'Indonésie a entrepris un programme ambitieux visant à donner de la terre à ceux qui en manquent. Ce programme est appelé Transmigration.

La participation au programme est volontaire. Les candidats désirant rejoindre la Transmigration doivent répondre à certains critères : âge du chef de famille, taille de la famille, bonne santé physique et mentale, croyance en Dieu et expérience en agriculture.

---

2 Cette présentation officielle du programme est adaptée de plusieurs plaquettes réalisées par le ministère de la Transmigration. Dans notre traduction, nous avons respecté, tant que faire se peut, le lyrisme propre à la prose officielle des ministères.

Dans les zones de colonisation, les migrants reçoivent une maison et des terres dont le produit leur revient exclusivement. En moyenne, un projet de Transmigration compte environ 2 000 familles réparties en quatre villages de 500 familles chacun.

Entre 1950 et 1993[3], le programme a assuré le déplacement et l'installation de près de 1 725 000 familles, soit environ 6 200 000 personnes. Ces chiffres comprennent les transmigrants officiels (*tran umum*) *totalement pris en charge par le Gouvernement, des migrants spontanés (tran spontan) partiellement assistés et ayant rejoint les projets de Transmigration de leur propre initiative, ainsi que des transmigrants locaux (tran lokal) vivant déjà dans la zone de colonisation et désirant participer au projet.*

Une attention particulière est portée aux populations tribales autochtones dont le niveau de développement peut accuser plusieurs siècles de retard sur celui des colons. Ainsi, la vallée du Baliem, au centre des hautes terres fertiles d'Irian Jaya, est déjà densément peuplée par la tribu des Dani. Bien que constituant une zone de colonisation idéale, la vallée n'accueillera aucun transmigrant. Les populations tribales bénéficient d'autres programmes gouvernementaux concernant plus particulièrement la santé publique et l'éducation. Ces programmes ont pour tâche de leur faciliter le passage vers le XX^{e} siècle tout en minimisant le choc culturel.

La surpopulation à Java et dans les îles avoisinantes comme Bali et Madura se traduit en termes de misère et de pauvreté pour les habitants mais aussi en termes de dégradation irréversible de l'environnement. Alors que la population javanaise s'accroît, les ressources en terres arables régressent. A la recherche désespérée de terre, les paysans javanais s'attaquent aux dernières réserves forestières et mettent en culture les pentes abruptes des volcans. L'objectif légitime de nourrir leur famille les conduit à dégrader involontairement les parties amont des bassins versants. Les fortes pluies tropicales arrachent la terre des versants défrichés, provoquent des inondations catastrophiques en aval, alors que les alluvions envasent les rivières, les réservoirs et les canaux d'irrigation. On estime qu'à Java 200 000 ha par an sont irréversiblement dégradés par la main innocente de ces paysans.

L'un des objectifs du programme de Transmigration consiste à alléger la pression sur la terre afin de réduire les dégâts causés à l'environnement par la surpopulation. Pour ce faire, des zones de colonisation sont ouvertes à Sumatra, Kalimantan, Sulawesi et en Irian Jaya.

Les zones de Transmigration ne sont retenues qu'après plusieurs années d'études préalables, elles-mêmes suivies de plusieurs années de planification et de préparation. Au moins cinq ans séparent les études de reconnaissance de l'arrivée des premiers transmigrants.

3 Récapitulation officielle du ministère de la Transmigration en date du 4 juillet 1993.

Les études en question concernent le milieu physique mais aussi humain. Tout site ne permettant pas l'amélioration du niveau de vie des colons ou l'accroissement de la production vivrière nationale ou la création d'emplois nouveaux est rejeté. Il en va de même pour les sites mettant en danger l'environnement ou la stabilité économique et culturelle des populations locales.

Pour toutes ces raisons, sur 6 millions d'hectares concernés par les études préalables, 1,4 million seulement ont été retenus pour la Transmigration, c'est-à-dire moins de 1 % de la superficie totale de l'Indonésie.

Dès qu'un site est retenu, d'autres études démarrent. Elles concernent la mise au point des systèmes de culture, la réalisation des infrastructures de base et la construction des villages. En quelques mois, le paysage se transforme. Les voies de communication se dessinent, les premières parcelles sont défrichées, écoles, dispensaires et lieux de culte poussent comme des champignons. Lorsque les maisons des transmigrants sont achevées, le site est prêt à accueillir les premiers colons.

Par beaucoup d'aspects, la Transmigration ressemble à la conquête de l'Ouest américain au siècle dernier. Ciment de l'unité américaine, les pionniers ont transformé des terres inutilisées en l'une des régions les plus fertiles et les plus productives au monde. En essayant de rapprocher les hommes sans terre des terres sans hommes, l'Indonésie poursuit le même objectif : mieux tirer parti de ses potentialités. Toutefois, à la différence des Etats-Unis au siècle dernier, l'implication du Gouvernement indonésien dans le programme de Transmigration est beaucoup plus forte.

A son arrivée sur le site, chaque famille de colons reçoit une maison et trois parcelles de terre (au total deux à cinq hectares suivant les projets) dont deux parcelles déjà défrichées. Les familles reçoivent également des vêtements, des ustensiles de cuisine, des outils agricoles, des semences et des plants, des engrais et des pesticides, etc. Dans l'attente des premières récoltes, pendant douze à seize mois, le projet subvient à l'alimentation des familles.

La vie de pionnier n'est pas facile. Peu à peu, à force de travail, les familles deviennent autosuffisantes. Grâce à un encadrement dense, les rendements progressent, la santé des habitants s'améliore, le planning familial devient une réalité, les enfants vont à l'école et les fronts pionniers se transforment en villages actifs.

Après cinq années sur le site, les colons reçoivent leurs titres de propriété. Ce qui apparaissait autrefois comme un rêve inaccessible devient alors réalité, point de départ d'une vie nouvelle et porte ouverte sur d'autres rêves.

Le programme de Transmigration est un élément essentiel des plans de développement indonésiens. A elle seule, la Transmigration ne résoudra pas tous les problèmes auxquels l'Indonésie est confrontée. Pendant les quelques années à venir[4]*, le rythme des migrations va ralentir. En effet, le Ministère a décidé de faire porter l'essentiel de ses efforts sur la bonification des sites existants et sur l'accroissement de leur production agricole avant de procéder à de nouvelles ouvertures. Mais le programme a déjà atteint ses principaux objectifs :*

— il a encouragé le développement des îles extérieures. Les villages créés dans les années 1950 et 1960 sont aujourd'hui de petites villes dynamiques ;

— il a permis d'élever le niveau de vie de paysans autrefois dans la misère. Le nombre de volontaires pour un départ en Transmigration dépasse toujours largement les possibilités d'accueil. Des migrants spontanés rejoignent en grand nombre les sites de Transmigration. Moins de 1 % des familles retourne dans les zones d'origine ;

— de nouveaux emplois ont été créés. La production agricole s'est accrue. Premier importateur mondial de riz dans les années 1960, l'Indonésie a retrouvé son autosuffisance au début des années 1980. Environ 5 % de la production rizicole nationale provient de centres de Transmigration ;

— en ralentissant la croissance démographique dans les îles intérieures, le programme a permis de contenir l'exode rural. Il a transformé des paysans souffrant de malnutrition en producteurs efficaces et lutté contre la dégradation de l'environnement ;

— la Transmigration participe à la construction de l'unité nationale. Tout en conservant leurs particularités, les habitants des milliers d'îles composant l'archipel font aujourd'hui partie intégrante d'une seule et même nation. L'accroissement des échanges commerciaux et culturels facilite les contacts entre les principaux groupes ethniques et comble progressivement les fossés culturels au sein de la nation. Le mot d'ordre de Sukarno «un pays, une langue, une nation» devient enfin une réalité.

A l'heure actuelle, plus de six millions de personnes ont rejoint la Transmigration. Les trois quarts d'entre eux estiment que leur niveau de vie est plus élevé qu'avant leur départ. Ceux qui estiment que leurs revenus ne se sont pas améliorés préfèrent malgré tout leur nouveau mode de vie. Leurs raisons sont claires. Ils possèdent une maison et de la terre. De la nourriture pour leur famille. Des écoles pour leurs enfants. Et des soins médicaux pour tous.

Par-dessus tout, ils ont retrouvé l'espoir, pour eux, pour leurs enfants et pour leur pays.»

4 Ce passage est extrait d'une plaquette datée de 1987.

Trop beau pour être vrai ?

Cette présentation idyllique du programme est tirée de plaquettes de propagande. Sachant que l'esprit critique ne figure habituellement pas au nombre des qualités requises pour le recrutement d'un propagandiste, nous n'accorderons qu'une foi limitée à la dernière partie de ce texte. Le bilan de la Transmigration tel qu'il y est présenté reflète davantage les souhaits des dirigeants que la réalité quotidienne des transmigrants. Cette réserve mise à part, la plaquette apparaît particulièrement riche en enseignements.

Tout d'abord, elle affiche bien la double ambition d'un programme qui se veut à la fois politique sociale et politique de développement. La vocation sociale du programme est clairement exprimée : il veut venir en aide «*aux plus pauvres des Indonésiens*», aux paysans sans terre, aux chômeurs urbains, aux exclus. La Transmigration a également pour objectif de développer les îles extérieures, «*de mettre en valeur leurs immenses surfaces inexploitées, de transformer les terres inutilisées en terres fertiles et productives*». Accessoirement, le programme contribue à «*la construction de l'unité nationale en facilitant l'intégration des populations tribales à la Nation indonésienne*».

La plaquette présente on ne peut plus clairement les problèmes — réels ou supposés — à l'origine du programme. Ces problèmes s'appellent misère, pauvreté, faim, maladie, chômage, exode rural, etc. Le responsable de tous ces maux est nettement désigné : la surpopulation à Java et dans les îles avoisinantes. La surpopulation se traduit par une fragmentation excessive des propriétés. La surpopulation est à l'origine du nombre impressionnant de paysans sans terre. La surpopulation provoque la surexploitation des terres et leur dégradation irréversible. Bref, «*les îles intérieures ne sont plus en mesure de nourrir tous leurs habitants*».

A l'inverse, les îles extérieures sont présentées comme sous-peuplées, sous-exploitées, sous-développées. A Sumatra, à Kalimantan, à Sulawesi et en Irian Jaya, des milliers d'hectares de terres généreuses attendent d'être mises en valeur. Dès lors, la solution au problème apparaît dans toute son évidence : «*il faut déplacer les hommes sans terre vers les terres sans hommes*».

Pour ce faire l'intervention de l'Etat est indispensable. La conception paternaliste du pouvoir en Indonésie transparaît nettement dans certaines formulations. Le brave paysan n'est pas en mesure de faire face seul aux problèmes qui l'assaillent. Dans sa quête légitime pour nourrir sa famille, sa main innocente provoque des dégâts considérables. Venir en aide à cet être «innocent» constitue un devoir moral pour les pouvoirs publics.

La plaquette ne s'étend guère sur d'éventuelles difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du programme. En lisant entre les lignes, on découvre cependant : que les îles extérieures sous-peuplées présentent localement de fortes densités de population ; que ces populations sont culturellement très éloignées de celles des îles intérieures ; qu'un faible pourcentage seulement des terres fertiles des îles périphériques convient à des projets de

colonisation ; que «*bonification des sites existants*» signifie probablement réhabilitation de projets en situation d'échec ; que l'effort d'accroissement de la production agricole vise surtout à assurer l'autosuffisance des sites ; que si un quart des transmigrants estime que leurs revenus ne se sont pas améliorés, la situation des trois autres quarts ne doit pas être si florissante que cela ; et enfin, que si posséder une maison et un lopin de terre suffit à assurer le bonheur d'un migrant, peut-être que des opérations moins coûteuses que la Transmigration auraient pu parvenir au même résultat.

Enfin, pour qui connaît la Transmigration, il ne fait aucun doute que certains des points abordés en détail dans la plaquette (sélection et préparation des sites, sélection et encadrement des migrants, etc.) visent surtout à prévenir les critiques habituellement émises à l'encontre du programme. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

Qu'une plaquette de propagande présente un bilan favorable, qu'elle taise les difficultés et élude le débat n'a rien de surprenant. Mais pourquoi fait-elle démarrer la Transmigration en 1950 ? Pourquoi tirer un trait sur 45 ans d'histoire ?

De la *Kolonisatie* à la *Transmigrasi*, 90 ans d'histoire

L'Indonésie moderne et indépendante entretien des rapports ambigus avec son histoire. D'un côté, elle veut ignorer trois siècles[5] de colonisation et de domination néerlandaise, d'un autre côté, elle n'hésite pas à rendre le colonisateur responsable de tous ses problèmes passés et actuels. Merveilleux bouc émissaire, le colonisateur est affublé de tous les maux. Il est vrai qu'il n'a pas toujours été tendre avec ses «indigènes». Cultures forcées et travaux forcés ont laissé un souvenir indélébile dans la mémoire collective des peuples colonisés. Toutefois, les légendaires pragmatisme et sens des affaires des Néerlandais ont toujours été tempérés par une morale protestante rigoureuse. Mais que le colonisateur ait pu être à l'origine d'une politique sociale visant à l'amélioration du bien-être des indigènes cadre mal avec le rôle qu'on veut lui faire jouer.

La *Kolonisatie* : une dette d'honneur

Laissé exsangue par les guerres napoléoniennes et la sécession de la Belgique, le royaume des Pays-Bas décide d'exploiter ses colonies de manière «rationnelle» et sans états d'âme. La contribution des Indes néerlandaises, le fameux *batig slot*, s'avère décisive pour le redressement économique de la métropole. Entre 1851 et 1870, cette contribution s'élève à 491 millions de florins, c'est-à-dire 31,5 % du revenu total du Trésor néerlandais (Maddison, 1989 : 19).

---

5 Du moins dans la partie septentrionale de Java. Le contrôle de l'ensemble de l'île ne date que de 1830. Celui des îles extérieures ne fut effectif qu'au tout début du XX^{e} siècle.

Alors que cette exploitation «rationnelle» des richesses de la colonie est citée en exemple à suivre pour les nouveaux colonisateurs comme la France (Leroy-Beaulieu, 1891 ; Chailley-Bert, 1901), l'opinion publique néerlandaise commence à s'inquiéter du sort des «indigènes». Le livre que Eduard Douwes Dekker signe sous le pseudonyme de Multatuli : *Max Havelaar ou les ventes de café de la Compagnie commerciale des Pays-Bas (1860)* émeut profondément la métropole. Plusieurs intellectuels libéraux, tiers-mondistes avant la lettre, comme van Deventer, van Kol et Brooschoft forment un groupe de pression connu sous le nom de *Ethici*. Ces derniers, tenants d'une «voie morale», considèrent que la métropole a une dette d'honneur envers sa colonie. Ils estiment que les revenus de la colonie doivent en priorité être affectés au soulagement de la misère des indigènes. Leur action trouve un écho favorable dans l'opinion publique et incite le gouvernement à mettre en œuvre une «politique éthique» à partir de 1900. Les maîtres-mots de cette politique sont : éducation, irrigation et migration. Le troisième volet du programme conduit à la création, en 1905, de la *Kolonisatie*, ancêtre de la Transmigration actuelle.

La phase expérimentale (1905-1931)

Le gouvernement colonial charge l'assistant-résident H. G. Heijting d'étudier la possibilité de faire migrer des Javanais de la région de Kedu vers les îles extérieures. Véritable visionnaire, Heijting propose tout d'abord d'installer un noyau de 500 familles pour chaque projet ; les familles totalement prises en charge pendant la première année seraient rejointes par d'autres les années suivantes, ce qui permettrait de réduire les coûts ; chaque famille subventionnée devrait attirer un nombre important de parents et par suite initier un mouvement de migration spontanée (Pelzer, 1945 : 191). Jugé trop ambitieux, le projet est ramené à la taille d'une simple expérimentation.

En 1905, Heijting convoie un groupe de 155 familles de Kedu (Java-Centre) à Gedong Tataan (Lampung). Là, ils fondent le village de Bagelen, premier village de la *Kolonisatie*. Quatre autres villages voient le jour entre 1906 et 1911. Chaque famille reçoit 70 ares de rizière et 30 ares de jardin. Transport, matériaux de construction, outils et aide alimentaire (pendant deux ans) sont pris en charge par le projet.

L'installation d'une famille coûte cher, trop cher. Le gouvernement envisage alors de faire supporter une partie des coûts par les colons. Entre 1911 et 1928, une banque (*Lampongsche Volksbank*), créée pour l'occasion, est chargée de financer le programme. Pour réduire les coûts, la *Kolonisatie* met en place un système de crédit. La colonie de Wonosobo (près de Kota Agung) est créée sur ce modèle en 1921. Deux autres tentatives, à Sulawesi et à Kalimantan, échouent totalement. Une gestion peu rigoureuse — octroi trop facile de crédits aux colons, difficultés de remboursement et détournements de fonds — conduit la banque à la faillite et à sa liquidation en 1928.

Entre 1928 et 1931, découragé par les mauvais résultats des projets de colonisation, le gouvernement songe à abandonner le programme. Pourtant, la pompe est amorcée. Bon

an mal an, près d'un millier de Javanais rejoignent le Lampung à leurs propres frais, sans aucune assistance officielle.

Le second souffle (1931-1941)

En 1931, la grande crise frappe de plein fouet le secteur des plantations industrielles. Des milliers d'ouvriers javanais sont renvoyés dans leurs foyers. Une situation quasi explosive dans les campagnes javanaises oblige le gouvernement colonial à reconsidérer sa position concernant la *Kolonisatie.*

Tout d'abord, plusieurs milliers de personnes sont envoyées en renfort dans les colonies déjà existantes. La forte demande de main-d'œuvre pour la récolte du riz pousse de nombreux colons à accueillir les nouveaux arrivants. La pratique du *bawon*, partage de récolte accordant 1/4 à 1/5 de la production au récolteur, permet d'assurer la subsistance des migrants.

Enfin, trois périmètres irrigués couvrant plus de 71 000 ha ainsi que la ville nouvelle de Metro sont créés dans le centre du Lampung. Entre 1935 et 1941, en moins de 7 ans, la colonie de Sukadana accueille plus de 47 000 personnes. La qualité et l'ampleur du projet sont sans commune mesure avec les réalisations antérieures. A la même date, la colonie de Gedong Tataan, 35 ans après sa fondation ne compte guère plus de 38 000 personnes.

Entre 1905 et 1941, le gouvernement colonial déplace en tout et pour tout un peu plus de 200 000 personnes depuis Java vers les îles extérieures. Mais pendant le même laps de temps, la population de Java passe de 30 à 49 millions d'habitants ! Pourtant, les jalons des migrations futures sont posés. Les dirigeants de la jeune République indépendante auront beau dénoncer les erreurs du colonisateur et nier les acquis de la *Kolonisatie*, ils appliqueront les mêmes recettes et imposeront les mêmes modèles. Par contre, en raison de sa connotation par trop péjorative, le nom du programme est définitivement abandonné. A partir de 1947, la *Transmigrasi* succède à la *Kolonisatie.*

Les solutions d'urgence de l'immédiat après-guerre

Du 17 août 1945, date de la proclamation de l'Indépendance, au départ des Néerlandais en 1949, le pays est en proie aux actions de police et à la guérilla. Avec la fin des troubles au début des années 1950, l'Indonésie doit faire face au difficile problème de la démobilisation des soldats de l'armée de libération. Les CTN (Cadangan Tentara Nasional), groupes de combattants plus ou moins contrôlés, se constituent en pelotons autonomes et créent des villages de pionniers dans le sud de Sumatra. De nouvelles armes, attribuées en échange des anciennes, sont promises aux combattants. A l'ouverture des caisses, les vétérans découvrent des houes. La nouvelle mission qui leur est confiée ne soulève

cependant pas le même enthousiasme que le combat pour la liberté. Les CTN désertent en masse (Utomo, 1974).

Pour faciliter et surtout mieux contrôler la réinsertion des militaires démobilisés, le gouvernement instaure le Biro Rekonstruksi Nasional (BRN) en 1951. Celui-ci, en moins de sept ans, installe environ 25 000 personnes sur divers sites dans la province de Lampung. Mieux encadrés et plus motivés, les BRN sont à l'origine de plusieurs centres de peuplement importants, comme Sumberjaya, Tanjung Raya et Sri Bhawono.

Le temps du doute et du rêve

La Transmigration survit. Si son intérêt général n'est jamais remis en cause, son organisation pratique subit de nombreuses vicissitudes. Placée sous la tutelle du ministère du Travail et du Bien-être social en 1947, la Transmigration passe sous celle du ministère du Développement et de la Jeunesse puis sous celle du ministère de l'Intérieur en 1948. Simple service du ministère du Développement communautaire, elle repasse au Bien-être social avant de devenir ministère d'Etat de la Transmigration en 1957. A partir de 1959, elle est associée aux Coopératives et au Développement rural sous trois formes différentes, puis à l'Intérieur, aux Vétérans, puis retour aux Coopératives, au ministère de la Main-d'œuvre, Transmigration et Coopératives, puis Main-d'œuvre et Transmigration... et enfin ministère de la Transmigration à part entière en 1983.

De 1947 à la fin des années 1960, la Transmigration connaît un mouvement brownien. Ballottée de ministère en ministère, la Transmigration cherche ses marques. A une époque où la foi déplace les montagnes, les projets les plus irréalistes se succèdent. Malheureusement, la foi ne suffit pas à déplacer les colons. Les déceptions sont à la hauteur des espérances. Un plan de 1947 prévoyait de déplacer 31 millions de personnes en quinze ans. Réajusté en 1951, l'objectif du plan devait passer à 48 675 000 personnes sur 35 ans. Les réalisations ne suivent pas. En 1953, par exemple, malgré un effort remarquable, 40 000 personnes seulement sont installées dans le sud de Sumatra alors que le plan prévoyait plus d'un million de colons.

Avec le démarrage du premier plan quinquennal (1969-1974), les planificateurs renouent avec des objectifs plus réalistes. Enfin, la loi de 1972, en précisant les motivations et les objectifs de la Transmigration, met fin à 25 ans de divagations institutionnelles.

Le renouveau de la Transmigration

Le renouveau de la Transmigration au début des années 1970 a lieu dans un climat politique et économique tout à fait particulier. L'ère sukarnienne, teintée de nationalisme romantique et de lutte anti-impérialiste finit dans le bain de sang de 1965. Le coup d'Etat

communiste avorté et sa brutale répression permettent à une nouvelle équipe d'accéder au pouvoir.

Résolument pro-occidental, le gouvernement Suharto bénéficie de l'appui des organisations internationales, FMI et Banque mondiale, pour redresser une situation économique particulièrement dégradée.

Le premier plan quinquennal, démarré en 1969, est avant tout un plan de stabilisation. Son principal objectif est d'atteindre l'autosuffisance en riz, ce qui suppose une augmentation de la production de 50 % en cinq ans. Pour ce faire, deux voies s'ouvrent aux responsables :

— l'intensification de la riziculture, grâce à la Révolution verte ;

— l'extension des surfaces cultivées, grâce à la Transmigration.

Les deux premiers plans sont marqués par une frénésie de grands travaux. Au sein de l'appareil d'Etat, le corps des ingénieurs des Travaux Publics, particulièrement bien structuré, joue un rôle déterminant. En dignes successeurs des ingénieurs hydrauliciens néerlandais — en leur temps qualifiés de fanatiques de l'irrigation — ils favorisent les grands projets d'aménagement hydraulique. Leur ambition est de transformer les basses plaines de Sumatra et de Kalimantan en greniers à riz.

En adaptant un système traditionnel bugis à des échelles plus vastes, les Travaux Publics drainent des milliers d'hectares de marais maritimes à Sumatra comme à Kalimantan. Un unique réseau de canaux et de drains est chargé d'assurer à la fois circulation, drainage et irrigation grâce au jeu de battement de la marée. Le système, baptisé *pasang surut* (flot et jusant), s'avère peu efficace à l'usage. Si, en règle générale, la fonction drainage est bien assurée, l'irrigation reste déficiente. Dans de nombreux projets, les unités situées en amont des canaux, exondées en permanence, doivent être abandonnées. Plus en aval, l'irrigation insuffisante provoque des remontées de sulfates acides. Les rendements sont si faibles que le mirage du grenier à riz s'évanouit rapidement.

L'âge de la *target*

Les troisième et quatrième plans correspondent à l'âge de la *target*, sacro-saint objectif du plan à atteindre à tout prix. Pour le troisième plan (1979-1984), l'objectif est fixé à 500 000 familles, c'est-à-dire plus de 2 millions de personnes. Devant les réticences de la Transmigration, le ministère des Travaux Publics se déclare prêt à relever le défi. Le gouvernement décide de répartir les tâches entre tous les ministères concernés. Les Travaux Publics se chargent de la préparation des sites, la Transmigration sélectionne, déplace et encadre les migrants, l'Agriculture s'occupe du développement rural, la Santé des dispensaires, la Religion des mosquées et des églises... Pour résoudre le problème de la coordination entre les innombrables services des ministères concernés, le gouvernement crée une instance supplémentaire, baptisée «comité de coordination» (Bakotrans).

La Transmigration devient une priorité nationale. Pratiquement tous les ministères sont concernés peu ou prou par le programme. Il ne se passe pas un jour sans que la presse ne publie un article vantant l'intérêt du programme, ses réalisations et ses réussites. Pourtant quelques critiques percent ça et là. Au sein même du ministère de la Transmigration, des voix discordantes s'élèvent contre les technocrates des Travaux Publics. Ces derniers «*oublient trop souvent que derrière les chiffres se cachent des êtres humains*» (Amir Hasan Mutalib, comm. pers.). Pour atteindre les objectifs du plan, de trop nombreux sites sont installés à la va-vite et en dépit du bon sens. La quantité prime sur la qualité.

Le programme s'emballe

Loin de corriger le tir, le quatrième plan quinquennal (1984-89) annonce un objectif encore plus ambitieux, puisqu'il envisage le déplacement de 750 000 familles. Déjà, l'objectif du troisième plan n'a été atteint qu'en recourant à une astuce comptable : l'intégration de 150 000 familles de migrants spontanés.

A l'annonce des chiffres, les langues se délient, à l'étranger mais aussi à l'intérieur du pays. Pour la seule province de Kalimantan-Centre, le plan prévoit le déplacement de 230 000 familles, soit environ 1 million de personnes, alors que la province ne compte que 954 000 habitants. Si le projet devait se réaliser, les autochtones de plusieurs provinces de Kalimantan et d'Irian Jaya se retrouveraient en minorité en moins de cinq ans.

Cette perspective préoccupe surtout les observateurs étrangers. A l'intérieur du pays, l'on s'inquiète davantage des conditions dans lesquelles s'effectueront les déplacements de population. Les nouvelles des centres sont mauvaises. Loin de participer à l'effort national pour parvenir à l'autosuffisance vivrière, de nombreux villages de Transmigration deviennent de lourdes charges pour les provinces d'accueil. Dans l'incapacité d'entretenir les infrastructures mises en place, la situation se dégrade considérablement dans la plupart des sites. A juste titre, la Banque mondiale estime qu'avant d'augmenter les effectifs de migrants, il serait plus judicieux de réhabiliter les centres de Transmigration en difficulté. Malheureusement, ces projets de réhabilitation, officiellement dénommés *Second Stage Development Projects* par goût de l'euphémisme, équivalent le plus souvent à l'administration de vitamines à un moribond.

Correction de tir

Dès 1986-87, la chute des cours du pétrole met toutes les parties d'accord. En deux ans, le budget de la Transmigration est réduit de 75 %. Mais bien que revus à la baisse, les objectifs restent largement supérieurs aux possibilités du Ministère. Faute de moyens, des sites déjà préparés ne peuvent recevoir les colons dans les délais impartis. Plusieurs scandales

éclatent dans la presse. Jusqu'au plus haut niveau, des personnalités s'interrogent sur l'intérêt du programme. La Transmigration vacille.

Mais lorsque le chef de l'Etat, relayé par l'état-major des forces armées, réaffirme son soutien indéfectible à la Transmigration, les critiques perdent de leur virulence. A l'intérieur, la mise en avant de l'intérêt stratégique du programme suffit à faire taire les détracteurs. A l'extérieur, la forte réduction des objectifs numériques calme les inquiétudes des défenseurs des sociétés «primitives».

Pourtant, si le navire a réduit sa vitesse, il a conservé son cap. En 1993, un habillage qui se veut plus médiatique associe encore davantage Transmigration et développement. Le nouveau nom du Ministère : Departemen Transmigrasi dan Perambah Hutan (Transmigration et défrichement) cherche indubitablement à présenter la Transmigration comme le moyen d'étendre le monde civilisé aux dépens de la sylve sauvage.

L'histoire succincte du programme, depuis 1905 jusqu'à nos jours, met en lumière une Transmigration moins idyllique que celle dépeinte par les plaquettes officielles. Dès ses débuts, le programme s'est heurté à de nombreuses difficultés ... dont la résolution faisait apparaître de nouvelles difficultés. Ses promoteurs les plus enthousiastes finissaient par baisser les bras devant l'ampleur de la tâche. L'histoire de la Transmigration est ainsi faite de hauts et de bas, d'espoirs et de déceptions. Dans les phases d'euphorie, le programme s'emballe, les zéros se bousculent sur les tablettes des planificateurs, et des milliers de familles de colons se retrouvent en difficulté. Dans les phases de doute, la priorité va à la correction des erreurs passées et à l'amélioration de la qualité des colonies. L'histoire de la Transmigration n'est que le relevé des oscillations du pendule entre le pôle de la qualité et celui de la quantité.

Un dilemme permanent : quantité ou qualité

Dès les premiers jours de la *Kolonisatie*, le programme s'avère plus coûteux que prévu. La première erreur de Heijting est de croire qu'il suffit de déplacer des riziculteurs pour créer des rizières. Malheureusement, les colons javanais au savoir-faire légendaire se révèlent incapables de mettre en place un réseau d'irrigation efficace, sans l'assistance d'ingénieurs hydrauliciens. Après divers échecs, les responsables du programme arrivent à la conclusion que la mise en place d'infrastructures de qualité est indispensable pour assurer le succès d'une colonie.

En observant les rizières désespérément sèches et les maisons inondées des premiers jours de Bagelen, les mêmes responsables se convainquent de la nécessité d'études préliminaires sérieuses et d'une planification rigoureuse. Enfin, les nombreuses difficultés auxquelles se heurtent les colons pendant la phase pionnière (récoltes insuffisantes ou

dévastées, problèmes sanitaires, contacts avec les autochtones, etc.) nécessitent une assistance alimentaire ainsi qu'un encadrement technique et administratif.

A l'issue de la phase expérimentale, il ne fait aucun doute que le succès d'une colonie dépend de la qualité des infrastructures mises en place. Dès lors, le coût du déplacement d'une famille s'avère beaucoup plus élevé que prévu.

Pour donner un ordre d'idée, au début des années 1980, le coût moyen d'installation d'une famille de transmigrants était de l'ordre de :

— 5 300 $ pour les projets en culture pluviale ;

— 7 200 $ pour les projets *pasang surut* ;

— 5 500 à 5 800 $ pour les projets en cultures pérennes.

Pour les projets en culture irriguée, il convient d'ajouter le coût d'installation de l'irrigation au coût d'un projet en culture pluviale. En général, la mise en place d'un réseau d'irrigation double le coût d'installation d'une famille. Mais si l'opération nécessite la construction d'un barrage important, qui plus est à grande distance du site, la facture s'allonge considérablement[6].

Les projets en culture pluviale sont de loin les moins coûteux. Lorsque les sites à développer sont peu accidentés, à proximité d'un grand axe de communication, et non recouverts de forêt[7], le coût d'installation d'une famille peut être ramené à moins de 3 000 $. Malheureusement, les projets les moins chers à installer sont également les moins performants, ceux qui connaissent les taux d'échecs et d'abandons les plus élevés (Cf. chapitre 6 pour plus de détails).

Les promoteurs du programme se trouvent confrontés à un problème quasi insoluble. Le succès des colonies dépend de la qualité des infrastructures. La réalisation d'infrastructures de qualité entraîne un coût élevé par famille installée. Le budget du programme étant limité, le nombre total de familles déplacées en sera forcément réduit. Or, le programme tel qu'il est conçu ne présente d'intérêt, et ne peut donc se maintenir, que s'il touche un nombre élevé de migrants. Pour ce faire, il convient de réduire autant que possible le coût d'installation d'une famille. Cette réduction passe inévitablement par l'abandon des infrastructures les plus coûteuses. Dès lors, le succès des centres n'est plus assuré. Accusé de se contenter de déplacer la misère, le programme est remis en cause. Pour pouvoir se maintenir, la Transmigration doit assurer le succès des colonies. Or, celui-ci dépend de la qualité des infrastructures...

Ainsi, toutes les périodes privilégiant la qualité des implantations — Gedong Tataan (1905-1911), Metro (1935-1941), BRN (1951-1958) — ainsi que les tentatives

6 Ce cas de figure tend à se généraliser, les sites favorables se faisant de plus en plus rares.

7 Cette définition correspond trait pour trait aux sites infestés par *Imperata cylindrica*.

d'amélioration des infrastructures — Way Abung et Batumarta (1976-1983) — débouchent inévitablement sur le constat du coût exorbitant du déplacement d'une famille.

Les périodes suivantes mettent alors l'accent sur la nécessité d'augmenter les effectifs déplacés et par conséquent de réduire le coût par famille. Pour ce faire, différents moyens sont testés :

— faire supporter une partie importante du coût des infrastructures directement par les migrants par le biais d'un système de crédit subventionné — Lampongsche Volksbank (1911-1928) ;

— faire supporter le coût du déplacement par des migrants déjà installés (système *bawon*, 1932-1935), voire faire supporter l'ensemble des coûts par les colons eux-mêmes, en encourageant la migration spontanée (1928-1932, 1958-1968 et depuis 1983)[8] ;

— faire des économies d'échelle en créant des infrastructures communes à de nombreux villages regroupés au sein de gigantesques sites de Transmigration (Way Seputih, 1950-1968 ; projets *pasang surut* des années 1970[9] ; Rimbobujang, 1976-1980) ;

— faire financer les infrastructures par le secteur privé. Les sociétés de plantation, par exemple, récupèrent leurs investissements grâce à la commercialisation du produit, dont elles obtiennent le monopole (système *Perkebunan Inti Rakyat* ou *Nucleus Estate and Smallholders* depuis 1983)[10] ;

— plus prosaïquement, limiter les infrastructures au strict nécessaire, c'est-à-dire se contenter d'une piste d'accès et d'un défrichement sommaire (tous les projets vivriers en sec installés entre 1950 et 1990 à Sumatra et à Kalimantan)[11].

A l'issue d'une période privilégiant la quantité de migrants déplacés, de nombreux constats d'échec se réfèrent à des centres à l'avenir incertain, installés à la hâte et dans des conditions difficiles. Les observateurs les plus tendres parlent d'inévitable réhabilitation, et les plus durs n'hésitent pas à remettre en cause l'ensemble du programme. La Transmigration est moribonde. Mais la crise est habituellement de courte durée. Que survienne un licenciement massif d'ouvriers de plantations, une éruption volcanique, une expropriation pour la construction d'un barrage, ou des incidents aux frontières de la Papouasie... et le phoenix renaît de ses cendres.

Suite à la présentation, par trop complaisante, de la plaquette officielle, l'exposé historique amènerait plutôt à douter du programme. Que la Transmigration connaisse des difficultés, soit. Qui n'en connaît pas ? Mais si le programme a été maintenu pendant 90 ans,

8 Cf. chapitre 4.

9 Cf. chapitre 5.

10 Cf. chapitre 8.

11 Cf. chapitre 7.

s'il a survécu, au-delà de la période coloniale, au-delà de l'ère sukarnienne, à cinq gouvernements d'ordre nouveau, son bilan ne doit pas être si négatif que cela.

Un bilan mitigé

Le bilan d'un programme tel que la Transmigration ne peut se dresser qu'en regard de ses objectifs (qu'ils soient affichés ou tus). Or, ces objectifs ont considérablement évolué dans le temps.

Des objectifs et des motivations fluctuant au gré des politiques globales

Dès le départ, la *Kolonisatie* se présente à la fois comme une politique sociale et une politique de développement. Les tenants de la «voie éthique» souhaitent soulager la misère du peuple javanais. Pour eux, les causes de cette misère sont claires : une population trop nombreuse se partage des ressources limitées. En faisant appel à la migration, les autorités espèrent réduire la pression démographique sur Java et, en voie de conséquence, améliorer le bien-être des indigènes. En réduisant le nombre de convives, on espère que les parts du gâteau seront plus grandes. Quant aux personnes déplacées, elles sont censées contribuer au développement des îles extérieures par l'extension des surfaces cultivées et par l'introduction de techniques de culture intensives. Tout en améliorant leur niveau de vie, elles seront à l'origine de pôles économiques dynamiques servant de modèles aux autochtones.

Avec le temps, d'autres objectifs plus ponctuels se rajoutent aux objectifs de départ. La Transmigration est tour à tour chargée d'accueillir les ouvriers des plantations coloniales licenciés en masse lors de la grande crise, les soldats démobilisés à l'issue de la guerre d'Indépendance, les victimes de catastrophes naturelles, les paysans expropriés pour cause de travaux d'intérêt général, les vagabonds raflés dans les centres des grandes villes. Dans tous les cas de figure la motivation reste d'ordre social.

La politique de développement, quant à elle, se traduit toujours par l'installation de colonies dans les îles périphériques. Seul «l'habillage» varie : extension des surfaces cultivées, augmentation de la production vivrière, autosuffisance nationale en riz, mise en valeur des marécages, mise en valeur des terres marginales et, depuis 1983, extension des surfaces en cultures de rapport (hévéa, palmier à huile, cocotier, etc.).

Mais avec l'arrivée au pouvoir de l'armée, suite au coup d'Etat communiste avorté de 1965, la Transmigration acquiert une dimension supplémentaire que nous qualifierons de «géopolitique». Les militaires considèrent en effet le programme comme un incomparable outil de construction nationale, mais aussi de défense et de sécurité nationale.

La loi de 1972 résume parfaitement et sans ambiguïté les sept principales missions dévolues à la Transmigration (Riwanto, 1989 : 51) :

— améliorer le niveau de vie des migrants ;

— participer au développement régional ;

— réduire le déséquilibre démographique national ;

— assurer un développement équitable au sein du pays ;

— améliorer l'utilisation des ressources naturelles et humaines ;

— favoriser l'unité nationale ;

— participer à la sécurité et à la défense nationale.

L'ordre dans lequel les objectifs de la Transmigration sont présentés dans la loi de 1972 n'est pas anodin. Pas plus que les formulations. Tous deux sont significatifs d'une certaine évolution du programme et d'une modification dans la hiérarchie des priorités. Ainsi, l'objectif de soulagement de la pression démographique à Java, pourtant à l'origine de la *Kolonisatie*, n'apparaît plus qu'en troisième position, et ce, sous une forme nettement moins ambitieuse, et plutôt vague, de «réduction du déséquilibre démographique». Les objectifs d'ordre social apparaissent minoritaires par rapport aux objectifs de développement des îles extérieures et aux motivations géopolitiques.

Des chiffres imposants, mais insuffisants

Que faut-il entendre au juste par «réduction du déséquilibre démographique» ? Sinon que l'objectif d'endiguement du croît démographique javanais (par le recours à la migration) a été rangé au rayon des rêves inaccessibles. Mais que le rêve soit inaccessible n'empêche pas de rêver. A chaque question sur les réalisations de la Transmigration, il vous sera répondu «milliers de familles» ou «millions de personnes». Avoir organisé «le plus important transfert de population au monde» fait la fierté de plus d'un fonctionnaire indonésien. Quant à l'évaluation des résultats du Ministère, il semble bien qu'elle ne concerne que la réalisation des objectifs numériques du Plan. Dans tous les ministères, la non réalisation des objectifs du Plan se traduit immanquablement par des remaniements ministériels. Au ministère de la Transmigration, les objectifs du plan étant toujours trop ambitieux et par conséquent jamais atteints, aucun ministre ne peut se vanter d'avoir obtenu un deuxième mandat.

Pourtant, les chiffres sont imposants. Entre 1905 et 1993, *Kolonisatie* et *Transmigrasi* déplacent officiellement 6,4 millions de personnes, soit près de 1 750 000 familles (Departemen Transmigrasi, 1993). Le tableau 1 et la figure 2 donnent le détail des réalisations pendant les différentes périodes. La figure 3 présente les contributions des différentes provinces des îles intérieures au recrutement des colons.

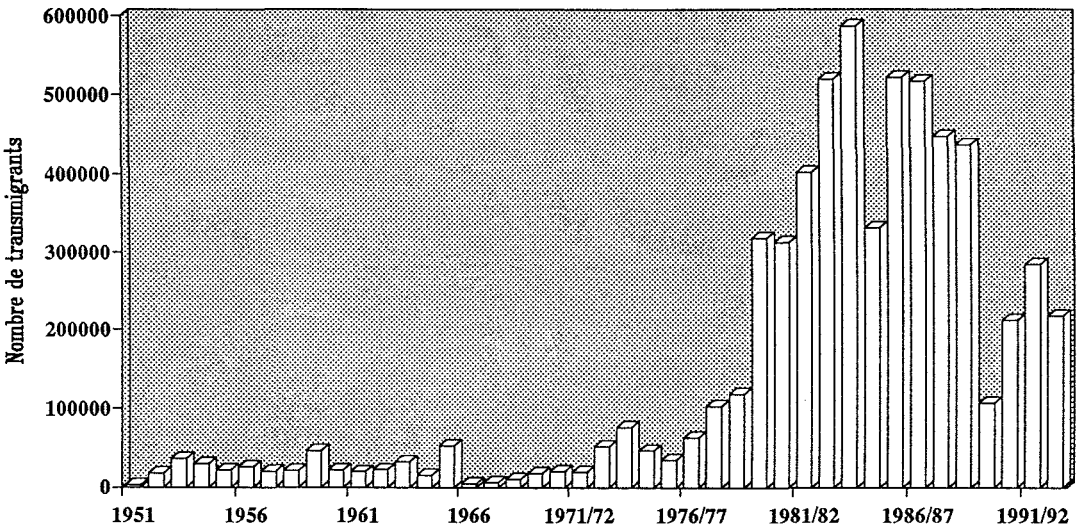
Tableau 1. Nombre de familles et de personnes transmigrées (1951-1993)

Période	Année budgétaire	Familles	Personnes
Prapelita	1951	790	2951
(avant planification)	1952	3855	17605
	1953	9240	36178
	1954	8409	29738
	1955	5491	21389
	1956	6091	25519
	1957	4421	20045
	1958	4799	20603
	1959	11439	46096
	1960	5625	22078
	1961	5064	19600
	1962	5075	22193
	1963	7327	32131
	1964	3425	15222
	1965	13249	52325
	1966	1148	4650
	1967	1312	6166
	1968	1991	10490
Sous-total	**prapelita**	**98751**	**404979**
Premier Plan	1969/70	3933	17845
	1970/71	4438	19985
	1971/72	4171	18870
	1972/73	11314	51918
	1973/74	16412	76566
Sous-total	**premier plan**	**40268**	**185184**
Deuxième Plan	1974/75	11000	46613
	1975/76	8100	34968
	1976/77	13910	63237
	1977/78	22949	102940
	1978/79	27000	118663
Sous-total	**deuxième plan**	**82959**	**366421**
Troisième Plan	1979/80	79861	319445
	1980/81	78359	313437
	1981/82	100552	402209
	1982/83	129927	519709
	1983/84	146775	587100
Sous-total	**troisième plan**	**535474**	**2141900**
Quatrième Plan	1984/85	101888	332224
	1985/86	166347	521859
	1986/87	172859	517247
	1987/88	163947	447042
	1988/89	145109	436884
Sous-total	**quatrième plan**	**750150**	**2255256**
Cinquième Plan	1989/90	26533	107131
	1990/91	54834	212746
	1991/92	75250	284955
	1992/93	55453	217959
	1993/94 (*)	4725	17549
Sous-total	**cinquième plan**	**216795**	**840340**
Total général		**1724397**	**6194080**

Source : Direktorat Pelaksanaan Pemindahan Transmigrasi (1993).
(*) Jusqu'au 4.7.93 seulement.

Toujours donnés à l'unité près, ces chiffres ne représentent que des ordres de grandeurs, selon la formule consacrée. La comparaison avec les valeurs présentées dans le tableau 2 est édifiante à ce sujet. Pire, en compilant les données tout aussi officielles provenant d'un autre service du même ministère, on aboutit à un total de 2,9 millions de personnes et 700 000 familles «transmigrées». Comme nous l'avons déjà signalé, l'importance de la distorsion témoigne surtout de la sensibilité de la donnée en question.

Figure 2. Evolution du nombre de transmigrants (1951-1993)

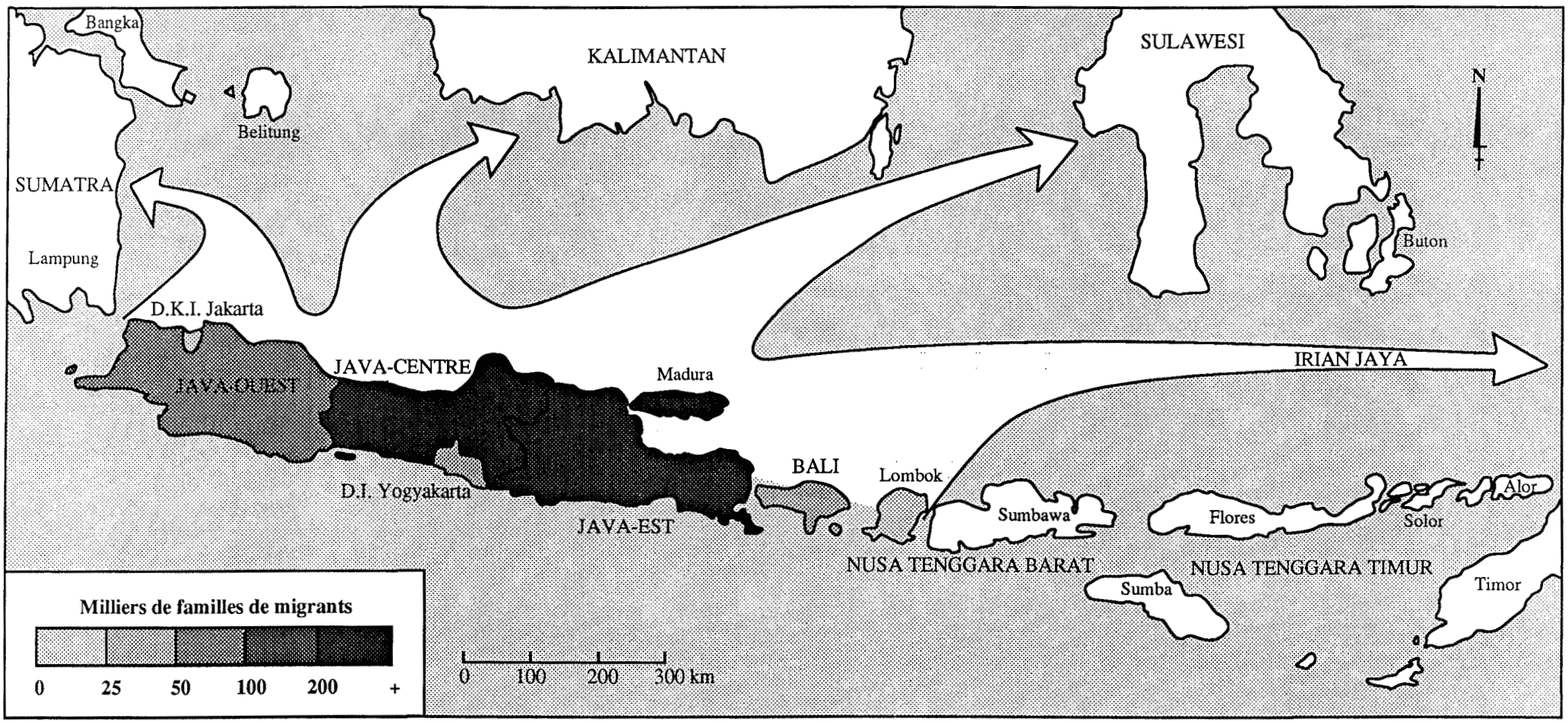


Source : Ministère de la Transmigration (1993).

Les fonctionnaires du Ministère justifient l'extrême variabilité des chiffres officiels par l'intégration d'un nombre plus ou moins grand de migrants spontanés. Or, le terme de *tran spontan* (migrant spontané) recouvre différentes réalités. Les *spontan DBB*, ou migrants assistés, bénéficient des mêmes avantages que les transmigrants mais rejoignent les centres à leurs propres frais. Les *spontan TBB*, ou migrants non assistés, ne touchent qu'une allocation en terre, tous les autres frais restent à leur charge. Enfin, les *spontan spontan*, ou migrants spontanés *stricto sensu*, ne profitent d'aucune aide quelle qu'elle soit et ne devraient pas être comptabilisés par la Transmigration. Mais vers la fin du Plan quinquennal, lorsqu'on s'aperçoit que les objectifs ne seront pas atteints, tout *spontan* est bon à prendre. «*Après tout, sans la Transmigration, il n'y aurait pas de migrants spontanés*» (Amir Hasan Mutalib, comm. pers.).

Cette assertion contient sa part de vérité et d'exagération. S'il est indéniable que la Transmigration ait initié un important mouvement de migration spontanée, il serait cependant abusif de la créditer de la totalité de ce flux. Par ailleurs, rien ne permet d'affirmer que celui-ci n'aurait pas eu lieu en son absence. En effet, de nombreux mouvements de population inter-îles, dont certains très anciens, se sont développés indépendamment de la Transmigration.

Figure 3. Contribution des îles intérieures à la Transmigration (1905 - 1993)



Source : Departemen Transmigrasi (1993)

D. Levang

En 1905, Heijting espérait que l'installation de quelques colonies amorcerait un mouvement spontané de migration vers les îles extérieures. Qu'en est-il ? Partie de 157 000 habitants en 1905, la province de Lampung en compte un peu plus de 6 millions au recensement de 1990. Javanais et Sundanais représentent plus de 75 % du total. Au Lampung, le nombre de migrants spontanés dépasse de cinq fois au moins celui des transmigrants.

Pour l'ensemble des îles périphériques, le recensement de 1980 signale que 7,3 millions d'habitants parlent l'une des langues des îles intérieures (javanais, sundanais, madurais, balinais et sasak), soit 16 % de la population rurale des îles extérieures (World Bank, 1988 : 23). La Banque mondiale estime que 30 % d'entre eux seraient des transmigrants ou des descendants de transmigrants. En l'absence de critères objectifs, ce genre d'exercice s'avère cependant périlleux et sujet à de nombreux «dérapages».

Mais que la Transmigration ait touché 6,4 ou 2,9 millions de personnes en tout importe finalement peu. Même artificiellement gonflés, les chiffres restent insuffisants. En 1905, par exemple, sans même parler d'allègement de la pression démographique, le simple maintien du *statu quo* aurait nécessité le déplacement de 450 000 personnes par an. Or, entre 1905 et 1941, l'administration coloniale n'installe, en tout et pour tout, que 200 000 personnes dans les îles extérieures. Pendant le même laps de temps, la population de Java s'accroît de 19 millions d'habitants. Au meilleur de sa forme, la *Kolonisatie* ne parvient à déplacer que le vingtième du croît démographique annuel de Java.

Sous le gouvernement de Sukarno, un plan établi en 1951 visait à déplacer 1 million de personnes en plus du croît démographique naturel en 1953, puis 2 millions l'année suivante, puis 3... toujours en plus du croît naturel ! Il va sans dire que l'objectif devait rester à l'état de plan.

Pendant le troisième plan quinquennal[12], qui représente à lui seul 45 % des réalisations, la Transmigration ne parvient à déplacer que le cinquième du croît naturel annuel de Java.

2,9 ou 6,4 millions de personnes transmigrées ? A quoi bon tricher ? Entre 1905 et 1990, la population de Java passe de 30 à 108 millions d'habitants ! La comparaison est édifiante. Elle porte cependant injustement tort à la Transmigration. Car même si la performance se révèle insuffisante, déplacer 100 000 familles par an pour les installer dans 200 villages de colonisation agricole, répartis entre Sumatra, Kalimantan, Sulawesi et l'Irian Jaya représente un véritable exploit qui mérite largement d'être salué.

12 Du 1er avril 1979 au 31 mars 1984.

Le premier des objectifs de la Transmigration, tel qu'il apparaît dans la loi de 1972, s'intitule «améliorer le niveau de vie des migrants». La formulation n'est pas sans rapport avec l'abandon (ou la mise en sommeil ?) de l'objectif de soulagement de la pression démographique à Java des premiers temps. Le programme n'ambitionne plus de «*soulager la misère du peuple javanais*», il se contente désormais d'améliorer le bien-être des seuls colons.

L'évaluation du degré d'amélioration du niveau de vie des migrants donne lieu aux interprétations les plus fantaisistes. Dans ce domaine, généralisation et exagération sont de règle. Pour certains, la Transmigration ne fait que déplacer la pauvreté (Otten, 1986 : 71). Au mieux, les migrants passent de la pauvreté à la subsistance. Au pire, les colons désertent les centres en masse. Pour d'autres, les transmigrants croulent sous les récoltes miracles, inscrivent leurs enfants dans les universités, se construisent des palaces, et prennent l'avion pour rendre visite à leurs parents restés sur Java.

Les uns et les autres ont raison... et tort. La diversité des projets est telle, que tous les cas de figure se rencontrent. La réussite — ou l'échec — d'un centre de Transmigration dépend étroitement de la combinaison de facteurs écologiques (climat, sols, topographie, etc.), de facteurs économiques (niveau d'investissement, accessibilité aux marchés des produits et du travail, choix des spéculations, etc.), de facteurs techniques (qualité des infrastructures, adéquation des modèles proposés, etc.) et de facteurs humains (niveau technique des colons, qualité de l'encadrement, etc.).

L'extraordinaire diversité des situations ne permet pas de généraliser les résultats de quelques sites à l'ensemble de la Transmigration. Par contre, cette diversité permet d'analyser avec précision la contribution relative des divers facteurs à la réussite ou à l'échec d'un site. Cette analyse fait l'objet de la deuxième partie de la thèse.

Une dernière fonction sociale du programme, bien qu'elle n'apparaisse dans aucun écrit, du moins sous cette forme, consiste à aider à la résolution de problèmes conjoncturels de toute nature. Ainsi, l'intégration des soldats de l'armée de libération au sein de projets de colonisation vise davantage à faciliter leur démobilisation qu'à développer la production agricole. Les violents affrontements entre bandes armées rivales à Java-Ouest dans les années 1950 se soldent par l'afflux de centaines de réfugiés dans les villes de la région. L'installation de ces réfugiés dans le Lampung permet de résoudre le problème au plus vite. De même, pour venir en aide aux milliers de victimes de l'éruption du Gunung Agung à Bali en 1963, les Autorités distribuent des billets aller-simple pour Sumatra. La permanence du programme permet de réserver à tout moment la priorité d'accès des sites aux victimes de catastrophes naturelles. Les occasions ne manquent pas : inondations à Java-Est, émanations de gaz du Plateau de Dieng, éruption du Galunggung, explosion du Kelud, etc.

Pour les pouvoirs publics, la Transmigration représente également un moyen très intéressant d'indemniser les victimes d'expropriations. A Java, la construction de barrages

pour la production d'électricité hydraulique se traduit inévitablement par l'inondation de vallées densément peuplées. Pour réduire le coût des indemnisations, l'administration propose aux victimes de rejoindre la Transmigration. Ce genre de transaction a tendance à se généraliser pour tous les projets considérés d'intérêt public : barrages, extension de terrains d'aviation ou de camps militaires, projets de reboisement, mises en réserve naturelle et, plus récemment, construction de terrains de golf !

Bien que très en retrait par rapport aux débuts du programme, les motivations d'ordre social restent présentes dans la Transmigration moderne. Toutefois, l'on s'y réfère surtout pour justifier l'existence du programme. Pour juger de ses réalisations, le discours se déplace volontiers vers le développement des îles extérieures.

Développer les îles extérieures

Si l'effet de la migration apparaît négligeable sur Java, il n'en va pas de même dans les zones d'accueil de la Transmigration. Prélever 500 000 personnes par an parmi 108 millions de Javanais n'aura pas un effet déterminant à Java. Par contre, les installer dans une province comptant à peine un million d'habitants ne passera pas inaperçu.

Le Lampung, en tant que première destination des colons, est significatif à cet égard. Alors qu'il ne comptait que 150 000 âmes au tournant du siècle, il atteint 511 400 habitants en 1941. Sur ce total, plus de la moitié sont originaires de Java. En 1990, le Lampung compte 6 millions d'habitants dont 78 % se rattachent à des groupes ethnolinguistiques originaires des îles intérieures. Destination privilégiée de la *Kolonisatie*, le Lampung devient zone de recrutement vers la fin des années 1980.

Les destinations des colons évoluent avec le temps. Les implantations réalisées par la *Kolonisatie* se situent pour l'essentiel dans l'extrême sud de Sumatra : Gedong Tataan (1905), Wonosobo (1921), Metro (1935) et Belitang (1937). Les colonies installées à Sulawesi et Kalimantan ne comptent que 13,5 % du nombre total des migrants en 1940.

Immédiatement après l'Indépendance, Sumatra, avec 85 % des effectifs en moyenne, reste la destination principale des transmigrants. Entre 1969 et 1979, Sulawesi accueille 22 à 28 % des colons. Kalimantan prend progressivement le relais à partir de 1976, avec des proportions du même ordre de grandeur. Enfin, bien que faisant couler beaucoup d'encre, la Transmigration en Irian Jaya ne débute à proprement parler qu'en 1979. Au total, elle ne concerne guère que 4,5 % des colons (Cf. tableau 2 et figure 4).

C'est volontairement que nous avons commencé l'évaluation de la contribution de la Transmigration au développement régional par des données de peuplement. La notion de «développement» est avant tout affaire de perception. Par «développement» les autochtones des îles périphériques entendent routes, électricité, eau courante, tout-à-l'égout, écoles, dispensaires, hôpitaux, promotion de l'industrie et du commerce, etc. Mais, pour le pouvoir

Tableau 2. Répartition des transmigrants par zone d'accueil (1905-1986)

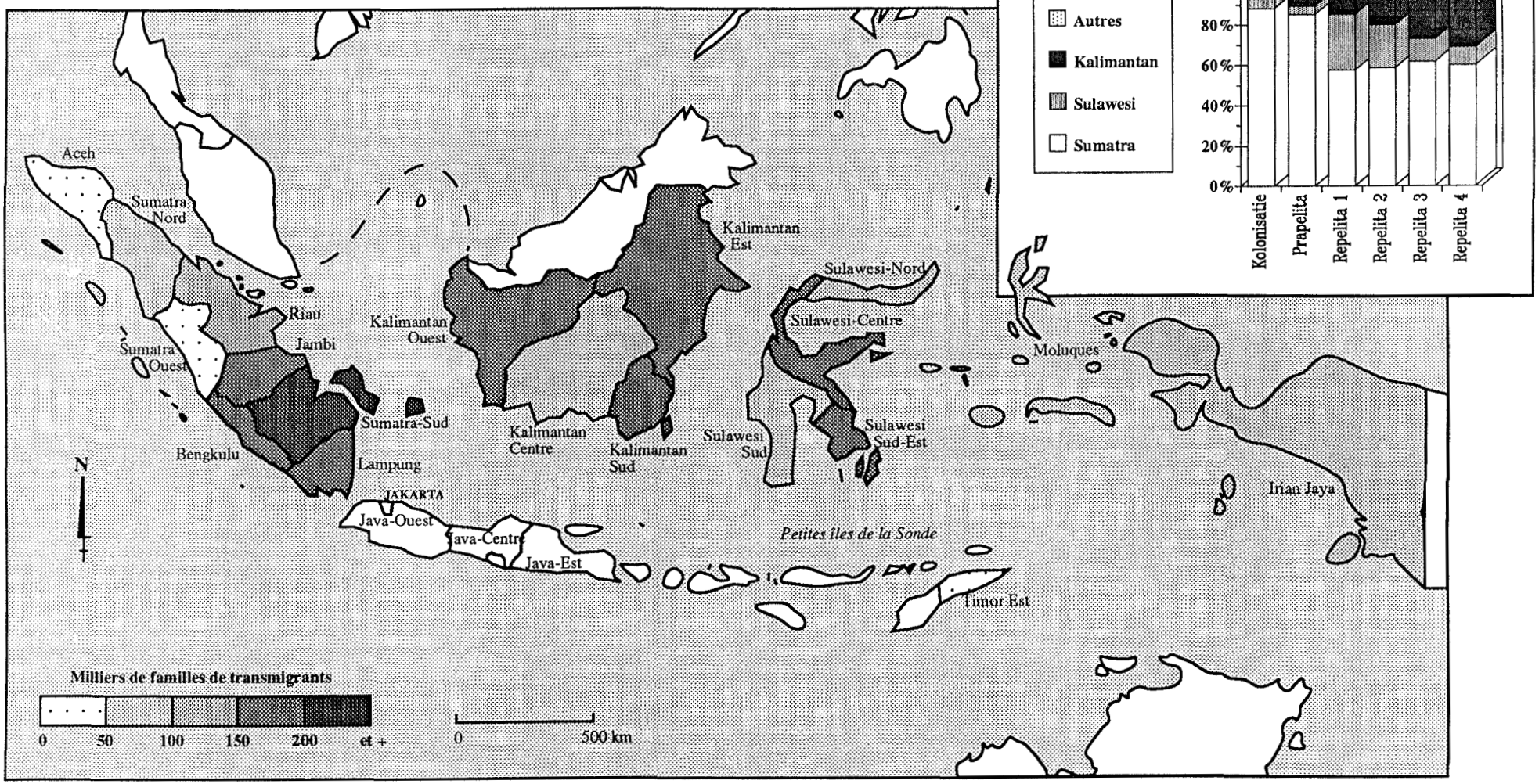
Période	Sumatra		Kalimantan		Sulawesi		Autres		Total
	Migrants	%	Migrants	%	Migrants	%	Migrants	%	
Kolonisatie									
1905-1941	203200	88,4	3100	1,3	23600	10,3	0	0,0	229900
Prapelita									
1951-1959	197500	91,3	12100	5,6	5300	2,5	1400	0,6	216300
1960-1969	116100	76,5	23000	15,2	10400	6,9	2300	1,5	151800
Sous-total	313600	85,2	35100	9,5	15700	4,3	3700	1,0	368100
Premier Plan									
1969/70	11112	62,3	2599	14,6	4137	23,2	0	0,0	17848
1970/71	8350	41,8	2539	12,7	8863	44,3	233	1,2	19985
1971/72	12496	55,6	4383	19,5	5120	22,8	485	2,2	22484
1972/73	31757	65,1	7027	14,4	9538	19,5	473	1,0	48795
1973/74	57396	56,8	12465	12,3	30210	29,9	1001	1,0	101072
Sous-total	121111	57,6	29013	13,8	57868	27,5	2192	1,0	210184
Deuxième Plan									
1974/75	29729	65,0	5502	12,0	9898	21,6	595	1,3	45724
1975/76	14284	45,5	6362	20,3	10322	32,9	425	1,4	31393
1976/77	22652	44,7	9869	19,5	18152	35,8	0	0,0	50673
1977/78	58865	58,3	23605	23,4	18124	17,9	448	0,4	101042
1978/79	73621	65,7	18800	16,8	17261	15,4	2290	2,0	111972
Sous-total	199151	58,4	64138	18,8	73757	21,6	3758	1,1	340804
Troisième Plan									
1979/80	151000	60,4	51500	20,6	27500	11,0	20000	8,0	250000
1980/81	210500	56,1	82600	22,0	62000	16,5	20000	5,3	375100
1981/82	276520	60,4	92960	20,3	59035	12,9	29440	6,4	457955
1982/83	295595	61,6	123250	25,7	31685	6,6	29440	6,1	479970
1983/84	216095	72,5	38205	12,8	31715	10,6	11890	4,0	297905
Sous-total	1149710	61,8	388515	20,9	211935	11,4	110770	6,0	1860930
Quatrième Plan									
1984/85	153695	54,1	78320	27,6	31430	11,1	20820	7,3	284265
1985/86	599375	61,8	240395	24,8	79395	8,2	50675	5,2	969840
Sous-total	753070	60,0	318715	25,4	110825	8,8	71495	5,7	1254105
Total général	**2739842**	**64,3**	**838581**	**19,7**	**493685**	**11,6**	**191915**	**4,5**	**4264023**

Source : Hugo et al. (1987).

central, «développement» signifie d'abord peuplement, défrichement et extension de l'espace cultivé, du moins lorsque le terme est associé à «île périphérique». Une conclusion s'impose : «développement régional» est synonyme de Transmigration. Dans ces conditions, nul ne doutera que la contribution de la Transmigration au développement régional ne soit déterminante.

L'examen des budgets de développement des provinces des îles extérieures ne laisse aucun doute à ce sujet. Pendant les trois années budgétaires recensées dans le tableau 3, la Transmigration s'octroie entre 25 et 48 % du budget total de développement des principales provinces d'accueil. En principe, la dotation Transmigration vient en plus des budgets normalement alloués aux provinces par le pouvoir central. Mais, comme ces derniers sont

Figure 4. Principales zones d'accueil de la Transmigration



Source : Departemen Transmigrasi (1993).

déterminés en fonction de l'importance numérique de la population de la province, les provinces les moins peuplées sont également les moins dotées. Et comme ce sont elles qui accueillent le plus de transmigrants, la part importante du budget total de ces provinces revenant à la Transmigration s'explique aisément.

Pour l'essentiel, la dotation Transmigration est destinée à l'extension des surfaces cultivées, à la création et à l'entretien des infrastructures routières et à l'amélioration des services régionaux. Plus prosaïquement, il s'agit de défricher les lots alloués aux transmigrants, de créer les routes d'accès aux centres et d'assurer leur encadrement technique. Les investissements bénéficient en priorité aux transmigrants.

Tableau 3. Budgets de la Transmigration dans les provinces d'accueil (1979-1982)

Province	Budget Transmigration (milliards Rp) (*)	Répartition en % du budget total	Transmigration en % du budget provincial
Aceh	15193	3,3%	11%
Sumatra-Nord	6659	1,4%	3%
Sumatra-Ouest	5147	1,1%	3%
Riau	62956	13,6%	24%
Jambi	28367	6,1%	29%
Sumatra-Sud	114486	24,7%	44%
Bengkulu	16505	3,6%	20%
Lampung	10316	2,2%	9%
Total Sumatra	**259629**	**55,9%**	**19%**
Kalimantan-Ouest	29098	6,3%	26%
Kalimantan-Centre	22765	4,9%	33%
Kalimantan-Sud	39030	8,4%	27%
Kalimantan-Est	26297	5,7%	29%
Total Kalimantan	**117190**	**25,2%**	**28%**
Sulawesi-Nord	7265	1,6%	8%
Sulawesi-Centre	20622	4,4%	25%
Sulawesi-Sud	6678	1,4%	4%
Sulawesi-Sud-Est	24755	5,3%	37%
Total Sulawesi	**59320**	**12,8%**	**15%**
Maluku	11634	2,5%	17%
Irian Jaya	16668	3,6%	27%
Total	**28302**	**6,1%**	**22%**
TOTAL GENERAL	**464441**	**100,0%**	**20%**

Source : World Bank (1988 : 82).

(*) Totaux de trois années budgétaires : 1.4.79 au 31.3.82

Le tableau 4 indique, par province d'accueil, le pourcentage de la surface cultivée par des ménages de transmigrants, ainsi que la proportion de transmigrants parmi la population agricole. Ces chiffres[13], loin d'être négligeables, ne concernent pourtant que le troisième plan quinquennal (1979-1984). Il ne fait aucun doute que la Transmigration ait fortement contribué à l'extension des surfaces cultivées. Par contre, la médiocre fiabilité des statistiques disponibles ne permet pas de déterminer avec précision son impact sur l'accroissement de la production agricole. La Banque mondiale évalue à 5 %, la part de la Transmigration dans l'augmentation de la production de riz des îles extérieures pendant le troisième plan quinquennal (World Bank, 1988 : 85). Cette évaluation, souvent citée dans la littérature, ne repose en fait que sur une grossière estimation de la production moyenne de riz par une famille moyenne de transmigrants. Quand on connaît la diversité des situations au sein des centres et surtout entre centres de Transmigration, cet exercice s'avère particulièrement douteux.

Jusqu'à présent, les seules données fiables de production agricole proviennent d'études ponctuelles de centres de Transmigration. Le sujet étant sensible par nature, l'absence d'études plus globales s'explique aisément. De telles études ne feraient que confirmer ce que tous les responsables savent pertinemment : l'impact global de la Transmigration sur la production agricole indonésienne reste malheureusement insignifiant. Seuls les centres bénéficiant d'une irrigation de bonne qualité connaissent une production excédentaire en riz. Dans les centres de *pasang surut*, l'autosuffisance alimentaire est atteinte tant bien que mal. Tous les centres en agriculture pluviale sont déficitaires en riz. Toutefois, même lorsqu'ils sont déficitaires, les centres de Transmigration n'importent que peu de riz, le manioc et le maïs complétant souvent la diète des familles. Nous donnerons plus de précisions sur la production agricole des centres dans la deuxième partie de la thèse.

Pendant le troisième plan quinquennal, la Transmigration a contribué de manière plus que conséquente à l'accroissement du réseau routier de la plupart des provinces (tableau 5). La part lui revenant s'élève à 20 % dans l'ensemble des îles extérieures, et dépasse même 50 % dans quatre provinces. Pour l'essentiel, cet accroissement concerne des routes d'accès aux centres de Transmigration. Elles ne bénéficient que rarement aux populations autochtones.

Le rôle primordial de la Transmigration en matière de créations d'emploi dans les îles extérieures est souligné par de nombreux auteurs. La Banque mondiale propose une évaluation un peu moins fantaisiste que les autres (World Bank, 1988 : 71). Cette évaluation repose pour l'essentiel sur deux hypothèses. La première, implicite, suppose que le migrant n'avait ni terre ni emploi avant son départ ou que, s'il possédait un emploi, celui-ci serait rendu disponible pour un tiers après son départ. La deuxième hypothèse, exprimée celle-ci, suppose l'autosuffisance alimentaire des colons à l'issue des deux premières années[14]. En

13 Les réserves habituelles s'imposent quant à la fiabilité de ces données.

14 L'une comme l'autre de ces hypothèses ne nous semblent guère réalistes. Nous aurons l'occasion d'y revenir dans le chapitre 1 et dans la deuxième partie de la thèse.

Tableau 4. Transmigration et surfaces agricoles utiles dans les provinces d'accueil en 1985

Province	Surfaces agricoles utiles (km^2)	Surfaces allouées à la Transmigration (km^2)*	Transmigration en % de la surface totale	Transmigrants en % des exploitations
Aceh	10965	173	1,6%	3,4%
Sumatra-Nord	13725	127	0,9%	0,7%
Sumatra-Ouest	7713	90	1,2%	1,5%
Riau	7101	679	9,6%	14,1%
Jambi	6626	376	5,7%	11,3%
Sumatra-Sud	10622	1711	16,1%	10,1%
Bengkulu	1527	230	15,1%	15,3%
Lampung	7774	1001	12,9%	7,3%
Total Sumatra	**66053**	**4387**	**6,6%**	**6,3%**
Kalimantan-Ouest	6831	250	3,7%	7,7%
Kalimantan-Centre	6479	479	7,4%	17,0%
Kalimantan-Sud	6223	373	6,0%	7,3%
Kalimantan-Est	4841	256	5,3%	13,1%
Total Kalimantan	**24374**	**1358**	**5,6%**	**9,6%**
Sulawesi-Nord	3549	66	1,9%	1,4%
Sulawesi-Centre	63001	300	0,5%	9,1%
Sulawesi-Sud	15308	115	0,8%	0,7%
Sulawesi-Sud-Est	3363	364	10,8%	10,8%
Total Sulawesi	**85221**	**845**	**1,0%**	**3,3%**
TOTAL GENERAL	**175648**	**6590**	**3,8%**	**5,8%**

Source : World Bank (1988 : 83).

(*) Ces valeurs ne concernent que les transmigrants déplacés pendant le troisième plan quinquennal.

Note : la S.A.U. retenue pour Sulawesi-Centre est très excessive. Elle dépasse 90 % de la superficie de la province, et avoisine la S.A.U. de l'ensemble de Sumatra.

retenant ces deux hypothèses, la Transmigration peut s'enorgueillir d'au moins autant de créations d'emploi que de départs enregistrés. La Banque mondiale estime ainsi que, à raison de 0,6 homme-année dans l'agriculture et 0,7 à 1 homme-année dans le secteur non agricole par ménage, le programme génère 1,3 à 1,6 homme-année d'emploi par ménage transmigré (World Bank, 1988 : 71). Si l'on retenait ces valeurs, le coût de création d'un emploi en 1986 s'élèverait à :

— 3 300 à 4 100 $ en culture pluviale ;

— 4 500 à 5 500 $ en *pasang surut* ;

— 3 600 à 4 200 $ en culture pérenne.

Tableau 5. Transmigration et infrastructures routières (1985)

Province	Infrastructures provinciales (km)	Routes de la Transmigration (km) *	Transmigration en % du total
Aceh	9982	740	7%
Sumatra-Nord	15132	758	5%
Sumatra-Ouest	8632	326	4%
Riau	7262	2274	31%
Jambi	4580	1459	32%
Sumatra-Sud	9692	3565	37%
Bengkulu	3527	678	19%
Lampung	4596	3001	65%
Total Sumatra	**63403**	**12801**	**20%**
Kalimantan-Ouest	4182	2500	60%
Kalimantan-Centre	4355	2216	51%
Kalimantan-Sud	4119	941	23%
Kalimantan-Est	3338	1687	51%
Total Kalimantan	**15994**	**7344**	**46%**
Sulawesi-Nord	5627	344	6%
Sulawesi-Centre	6309	1167	18%
Sulawesi-Sud	17807	440	2%
Sulawesi-Sud-Est	5012	1015	20%
Total Sulawesi	**34755**	**2966**	**9%**
Iles orientales	10293	808	8%
Irian Jaya	5194	2256	43%
Total	**15487**	**3064**	**20%**
TOTAL GENERAL	**129639**	**26175**	**20%**

Source : World Bank (1988 : 82).

(*) Ne concerne que les réalisations du troisième plan quinquennal.

En retenant ces valeurs, au moins comme ordre de grandeur, le coût de création d'un emploi par la Transmigration apparaît plus avantageux que dans le secteur industriel (10 000 à 20 000 $ par emploi), mais plus élevé que dans les services.

Les estimations de la Banque mondiale nous semblent cependant pécher par optimisme sur plusieurs points. Tout d'abord, elles ne tiennent aucun compte d'un taux parfois élevé de désertions. Ensuite, dans de nombreux centres, le temps de travail consacré à l'agriculture diminue considérablement à partir de la troisième année. Il n'est pas rare que, dès la cinquième année, l'activité agricole se limite au jardin entourant l'habitation.

L'ouverture et l'extension d'un centre de Transmigration se traduisent toujours par des commandes auprès d'entreprises locales[15] spécialisées pour les travaux de défrichement, la réalisation d'infrastructures, la construction de bâtiments, le transport des personnes et des biens, le commerce de produits de première nécessité, etc. La plupart de ces opportunités d'emplois non agricoles dont profitent largement les transmigrants ne sont malheureusement que temporaires. Pour les colons, la disparition des emplois non agricoles sur les centres est souvent concomitante de la réduction des activités agricoles. Les seules activités se maintenant au-delà de la phase de création d'un centre concernent le transport et le commerce. Toutes les provinces accueillant un nombre important de transmigrants connaissent une forte croissance dans ces deux secteurs. L'augmentation d'activité profite pour l'essentiel aux petits entrepreneurs installés dans les capitales provinciales ou dans les centres secondaires dynamiques.

Que ce soit au niveau des provinces, des districts ou des centres, l'afflux des transmigrants nécessite le recrutement de personnels de santé, de vulgarisation agricole, d'encadrement, d'éducation, etc. La Transmigration est à l'origine de la plupart des postes de fonctionnaires et de contractuels créés dans les provinces. Ces emplois qualifiés échoient habituellement aux jeunes diplômés des provinces d'accueil. L'offre excède d'ailleurs souvent la demande. Dans les centres isolés, de nombreux postes ne trouvent pas preneur. Les jeunes diplômés, pour la plupart des ruraux récemment urbanisés, n'apprécient guère le charme des campagnes reculées.

Involontairement, cette fois, la Transmigration joue un rôle non négligeable dans le développement de l'économie régionale. En effet, la faillite de nombreux centres sur le plan agricole contraint les transmigrants à rechercher coûte que coûte des emplois extérieurs. Cette situation se traduit pour les entreprises locales par une offre pléthorique de main-d'œuvre bon marché. De nombreuses activités jusque-là peu rentables en raison du coût élevé de la main-d'œuvre autochtone profitent de l'afflux de transmigrants. L'extraction minière, le travail du bois, les tuileries et les briqueteries, le petit agro-alimentaire et la fabrication d'outillage connaissent un développement sans précédent. Sur le plan agricole, les autochtones disposant de quelques capitaux profitent du faible coût de la main-d'œuvre agricole pour investir dans le secteur des plantations ou dans la pisciculture.

Si l'on mesure le développement régional au taux d'accroissement de la population, au nombre d'hectares défrichés, à l'extension des surfaces cultivées et à l'augmentation de la production agricole dans les provinces d'accueil, la contribution de la Transmigration est indubitable. Par contre, si l'on considère la promotion de l'industrie et du commerce, l'exploitation et la transformation des ressources naturelles, et l'amélioration des transports et des communications indispensable à leur intégration effective dans l'économie nationale

15 Les gros contrats sont habituellement captés par des *kontraktor* de stature nationale et bien en cour dans les ministères. Après un prélèvement forfaitaire variable, les contrats sont proposés à des *kontraktor* au niveau régional, et ainsi de suite. En fin de chaîne, l'entrepreneur local est rarement en mesure de respecter le cahier des charges.

et internationale... la contribution de la Transmigration reste marginale (Arndt, 1983 : 59).

Il n'est cependant pas exclu que cette contribution ne reste marginale que dans un premier temps. Dans de nombreuses régions, l'augmentation de la population se traduit par une augmentation rapide de la demande (produits de base, matériaux de construction, transport, etc.) et de l'offre (produits agricoles, travail salarié, etc.). L'effet marginal de la Transmigration sur le développement de Kalimantan en 1990 n'est pas sans rappeler l'effet, jugé tout aussi marginal à ses débuts, de la *Kolonisatie* sur le développement du Lampung.

Grâce à la Transmigration, le pouvoir central oriente le développement régional dans le sens qui lui convient. En cela, il va parfois à l'encontre des vœux des populations locales et de leurs représentants. Cette volonté de contrôle de la périphérie par le centre apparaît encore plus nettement lorsque l'on examine les objectifs d'ordre géopolitique de la Transmigration.

Sécurité, défense et construction nationales

Pour le général Benny Murdani, commandant en chef des Forces Armées indonésiennes au début des années 1980, la Transmigration est : «*le seul programme dans le domaine économique qui doit impérativement être lié à des considérations de défense et de sécurité nationales*» (Sinar Harapan, 8 mars 1985). L'armée indonésienne, issue des luttes pour l'Indépendance, a été formée à l'école de la guérilla. Elle allie les concepts de «défense civile», d'occupation du terrain et de «cordon sanitaire» au sein d'une théorie plus générale, appelée «gestion territoriale».

En vertu de cette théorie, la population civile doit contribuer à la défense du territoire national, en particulier dans les zones sensibles. Or, les zones sensibles, zones frontières ou îles isolées, présentent le double inconvénient d'être peu peuplées et éloignées du centre. La frontière avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée, à 3 700 km à vol d'oiseau de Jakarta, n'est qu'un simple trait sur une carte. Les 1 000 km de frontière avec la Malaysia[16] (Sabah et Sarawak) sont aussi inaccessibles aux défenseurs qu'aux éventuels agresseurs. Les îles isolées des Natuna (mer de Chine du Sud), des Mentawai et de Nias (océan Indien), ainsi que les milliers d'autres îles très peu peuplées de l'archipel, représentent autant de points faibles dans le dispositif de défense nationale.

Le contrôle des zones sensibles passe par leur peuplement. Pour ce faire, l'armée demande à être associée à toutes les études préliminaires de sélection des sites de Trans-

16 Les orientalistes préconisent l'emploi de «Malaysia» pour désigner l'Etat fédéral qui regroupe les Etats de la péninsule malaise ou Malaisie *stricto sensu* et les Etats de Sabah et de Sarawak dans l'île de Bornéo.

migration. Dans les zones frontières, la localisation des sites et la sélection des migrants répond indubitablement à des objectifs stratégiques. Les centres, appelés *Saptamarga*, alignés le long de routes stratégiques accueillent en priorité des vétérans des Forces Armées. Conçus comme de véritables cordons sanitaires, ces projets rappellent étrangement la colonisation romaine le long du *limes*. Dans la Rome antique, l'attribution de lots de terre aux vétérans des légions avait pour fonction de stabiliser la frontière de l'empire et de faciliter sa défense contre les incursions des peuples barbares. En installant des colonies romaines dans les provinces nouvellement conquises, Rome cherchait également à faciliter leur intégration à l'empire et à décourager toute velléité séparatiste.

Au même titre que la colonisation romaine, la Transmigration est considérée comme un facteur d'unité nationale. Le président Sukarno lui-même n'a pas hésité à présenter le programme comme «*... un véhicule pour la construction d'une nation par le biais de l'assimilation et de l'intégration ethnique*» (Sukarno, 1964). Dans un archipel constitué de 13 667 îles réparties sur 5 000 km le long de l'équateur, comprenant plus de trois cents groupes ethnolinguistiques, plusieurs religions, et dont la devise est *Bhinneka Tunggal Ika* (l'unité dans la diversité) la construction d'une nation revêt une importance primordiale.

Car les risques de désintégration sont bien réels. Dès les premières années de l'Indépendance, des mouvements séparatistes agitent les Moluques. En 1958, un gouvernement rebelle, le PRRI (Gouvernement révolutionnaire de la République d'Indonésie), est mis en place à Bukittinggi (Sumatra-Ouest). Il est immédiatement rejoint par le mouvement séparatiste Permesta, actif à Sulawesi et plus particulièrement à Sulawesi-Nord. Malgré le soutien occulte des Etats-Unis, les rebelles du PRRI et de Permesta sont rapidement anéantis par l'armée nationale (Ricklefs, 1981 : 250). A cette occasion, justement, les villages de colons javanais installés à Sulawesi par la *Kolonisatie* firent office de points d'appui pour les Forces Armées. Les transmigrants avaient tout à craindre d'une rébellion dirigée contre le pouvoir central, principal garant de leur sécurité.

L'armée dispose des moyens nécessaires pour anéantir toute tentative de rébellion jusque dans les îles les plus excentrées de l'archipel. Aujourd'hui encore, elle en administre régulièrement la preuve à Aceh, en Irian Jaya et à Timor Timur. Mais pour prévenir les conflits, pour résoudre définitivement le problème et pour assurer l'inaliénabilité du territoire national, elle compte avant tout sur la Transmigration. Par le biais du brassage ethnique, la Transmigration a pour mission de contribuer à l'assimilation et à l'intégration de l'ensemble des ethnies en une seule nation indonésienne. Dans certains cas, cet objectif peut paraître lointain. Les villages de colons apparaissent alors comme autant d'enclaves en territoire étranger. Mais l'expérience a prouvé que la présence de ces enclaves peut suffire à prévenir les velléités séparatistes des autochtones. Dans d'autres cas, le nombre des migrants dépasse si rapidement celui des autochtones, que le problème se résout de lui-même.

Les leaders de la jeune République indépendante reprochaient à la *Kolonisatie* ne n'avoir créé que des enclaves javanaises dans les îles extérieures et de ne pas avoir facilité l'intégration des divers groupes ethniques au sein d'une grande nation indonésienne. Pour

eux, il ne faisait aucun doute qu'il s'agissait là d'une volonté délibérée du colonisateur de «diviser pour mieux régner».

Pour éviter que les centres de Transmigration ne se transforment en enclaves, le Ministère cherche à faciliter leur intégration dans les provinces d'accueil. Pour ce faire, 10 % des lots sont réservés aux autochtones (APPDT). En Irian Jaya, ce quota a même été porté à 25 %. N'aurait-il pas été plus efficace de demander à chaque village autochtone d'accueillir 10 % de colons ? La réponse à cette question, ingénument posée à un responsable de la Transmigration, ne laisse aucun doute. Il ne faut pas confondre intégré et intégrant. La périphérie doit adhérer au modèle du centre et non l'inverse.

Le centre a une telle foi en la supériorité de son modèle qu'il n'arrive pas à imaginer que l'on puisse refuser d'y adhérer. Par l'exemple, les colons sont supposés enseigner les techniques agricoles intensives aux autochtones. Subjugués par les résultats obtenus, ces derniers devraient alors propager les techniques modernes jusque dans leurs villages. Peu à peu, une agriculture moderne devrait supplanter les pratiques archaïques encore en vigueur dans les îles extérieures.

Cet effet d'entraînement a été largement surestimé par les autorités. La Transmigration ne semble présenter guère d'attrait pour les habitants des îles extérieures. Les autochtones ne remplissent pratiquement jamais les quotas d'APPDT. Le bénéfice de l'aide alimentaire gratuite pendant douze mois constitue la principale motivation des rares familles qui rejoignent la Transmigration. Encore faut-il que le centre de Transmigration ne soit pas trop éloigné du village d'origine, car les familles en question ne résident sur le site qu'à l'occasion des distributions d'aide. Celle-ci peut être revendue à bas prix sur place (engrais, pesticides) ou ramenée au village (alimentation et biens de consommation). A l'issue de la première année, les lots rarement mis en valeur sont revendus à des migrants spontanés ou à de nouveaux ménages. De leur séjour en Transmigration, les autochtones ne conservent souvent que les tôles des toits en souvenir.

En matière d'apprentissage de techniques agricoles, il arrive que la Transmigration aboutisse au résultat inverse de celui souhaité. Dans les projets de culture pluviale à Kalimantan, en particulier, il n'est pas rare que des transmigrants javanais s'associent aux Dayak pour pratiquer la riziculture sur brûlis. A Kalimantan-Sud, les colons javanais abandonnent l'agriculture et exploitent des gisements aurifères et diamantifères en suivant l'exemple Banjar. Dans les projets *pasang surut*, les techniques Banjar et Bugis font également de nombreux émules parmi les transmigrants. Curieusement, c'est probablement dans les zones de Transmigration les moins performantes que l'intégration des migrants et des autochtones semble la plus avancée. Les premiers indicateurs d'une véritable synergie entre communautés ne constituent-ils pas la meilleure preuve d'une intégration réussie ?

A l'inverse, dans les projets performants en culture irriguée, les transmigrants n'ont guère fait d'émules parmi la population locale. Par contre, ils ont attiré un grand nombre de migrants spontanés. Malgré leur résistance, les autochtones, noyés sous l'afflux massif des immigrants, se retrouvent alors intégrés par «dilution».

Dilution ne rime pas forcément avec sujétion et acculturation. Aujourd'hui nettement minoritaires dans une province aux trois quarts javanaise[17], les Lampung ne sont pas devenus Javanais pour autant et n'ont pas non plus été transformés en citoyens de second ordre. Les Lampung ont su conserver leur identité culturelle. Les villages autochtones, situés le long des principales voies de pénétration fluviales et routières, se reconnaissent au premier coup d'oeil. Les Javanais n'en sont pas absents, mais relégués dans des hameaux plus en retrait. Les deux communautés vivent en bonne entente mais se mélangent peu. Dans le cas de mariages interethniques, l'élément féminin javanais se retrouve généralement intégré à la communauté lampung. Il est beaucoup plus rare qu'une femme lampung épouse un Javanais. Face à l'invasion javanaise, l'identité culturelle lampung aurait plutôt tendance à s'affirmer qu'à disparaître.

Pour les Lampung, l'afflux de colons s'est aussi traduit par une valorisation du foncier et une réduction du coût du travail. Grâce aux capitaux procurés par la vente d'une partie de leur patrimoine foncier et à une abondante main-d'œuvre bon marché, les Lampung ont investi dans la création de plantations, voire de rizières confiées à des métayers javanais. Ils investissent également dans l'éducation de leurs enfants. Une fois diplômés, les plus chanceux obtiennent un poste dans l'administration provinciale. Les autres (trans)migrent vers Java à la recherche d'emplois salariés. De jeunes Lampung, issus des écoles d'agriculture, sont nommés vulgarisateurs agricoles dans des centres de Transmigration. Ironie du sort, les enfants d'essarteurs «arriérés» sont chargés d'inculquer les techniques rizicoles modernes à des migrants prétendument «civilisés».

Bien que minoritaires, les Lampung jouent un rôle prédominant dans l'administration provinciale. De nombreux villages à majorité javanaise élisent des chefs lampung dans le seul but de mettre un terme aux éternelles querelles foncières. En effet, un Javanais se portant acquéreur d'un terrain auprès d'un Lampung ne découvre souvent le vrai propriétaire de ce terrain (ou ses multiples ayants droit) qu'après la transaction. Visé par un chef de village lampung, l'acte de vente devient inattaquable.

La haute administration provinciale, la chambre des représentants régionale et la justice sont largement dominés par les Lampung. En 1985, sur les 76 *kecamatan* (sous-district) de la province, 67 étaient dirigés par des *camat* lampung, 6 par d'autres Sumatranais, 3 seulement par des Javanais. Evoquer l'assujettissement des populations de la périphérie au modèle du centre s'avère abusif dans ces conditions. Si les *camat* ne dépendaient pas directement du pouvoir central, l'on serait plutôt enclin à s'inquiéter de l'assujettissement des migrants.

Mais, pour les pouvoirs publics, il importe peu que les Lampung soient influents ou asservis, qu'ils conservent ou perdent leur identité culturelle. L'essentiel est que le Lampung soit définitivement intégré à l'espace national indonésien, que l'objectif de construction nationale soit atteint.

---

17 D'après le recensement de 1980, le javanais, le sundanais, le madurais et le balinais constituent la langue maternelle de 78 % de la population rurale de la province du Lampung.

En Indonésie, comme ailleurs, les particularismes ethniques ont la vie dure. La construction nationale est une œuvre de longue haleine. Si l'assimilation reste un objectif à long terme, l'intégration au territoire national semble acquise pour la plupart des provinces accueillant des transmigrants. Comment, en effet, imaginer que des provinces ne comptant plus qu'une minorité d'autochtones se lancent dans une aventure séparatiste ? La lutte serait par trop inégale.

De plus en plus souvent, les membres de diverses communautés s'affirment Indonésiens avant de se réclamer d'une quelconque appartenance ethnique. Les mariages interethniques sont de plus en plus fréquents. Il n'est pas exclu que, dans un proche avenir, l'urbanisation, l'Education nationale, la télévision et la radio aient raison des derniers clivages. Dans la construction de la nation indonésienne, la Transmigration aura joué un rôle sinon déterminant du moins important.

L'établissement d'un bilan global de la Transmigration pose, nous l'avons vu, de nombreuses difficultés. Une grande partie d'entre elles est à relier à l'extraordinaire longévité du programme. Démarré à l'époque coloniale, le programme s'est poursuivi après l'Indépendance et a pris son ampleur maximale sous les gouvernements du «nouvel ordre» indonésien. Alors que les conditions économiques du pays évoluaient considérablement, le modèle de colonisation agricole proposé aux migrants variait peu. A des maux de plus en plus divers, les pouvoirs publics présentaient le même remède : la Transmigration.

Une autre série de difficultés provient de l'ambition démesurée et de la multiplicité des objectifs poursuivis. Les moyens accordés au programme ne furent jamais en concordance avec les objectifs. De nombreuses réalisations, qui dans l'absolu méritent le qualificatif de «performance», restent bien en deça des ambitions affichées. Par ailleurs, indépendamment de la fiabilité douteuse des statistiques officielles, la nature même des objectifs ne facilite pas les évaluations. L'impact d'une politique sociale peut-il se ramener à un nombre de migrants ? L'impact sur le développement régional peut-il s'exprimer en kilomètres de routes construites ? Le brassage ethnique contribue-t-il à la construction nationale ou exacerbe-t-il les clivages ? La Transmigration est avant tout affaire de perception. On y croit ou on n'y croit pas. C'est d'ailleurs bien sur ce registre que se situe le débat classique autour du programme.

Pour ou contre la Transmigration ?

Depuis ses débuts, la Transmigration fait l'objet de débats controversés. Ne laissant personne indifférent, elle divise strictement l'opinion en «pour» et «contre». L'importance des enjeux politiques et économiques ne favorise pas non plus la sérénité des débats. Que les positions soient tranchées ne les empêche d'ailleurs pas d'évoluer en fonction de la conjoncture. Ainsi, craignant une désertion massive des coolies, le lobby des planteurs

néerlandais tenta vainement de s'opposer à la création de la *Kolonisatie* en 1905. Plus tard, lorsque la crise de 1930 les obligea à licencier leurs ouvriers, ces mêmes planteurs devinrent le principal soutien de la *Kolonisatie.*

Le camp des «pour» regroupe bien évidemment tous les protagonistes du programme, les pouvoirs publics indonésiens, les instituts internationaux de financement, les gouvernements des pays ayant des intérêts en Indonésie, tous les bureaux d'études nationaux et internationaux, les industriels des secteurs public et privé, etc., ainsi que les candidats à la Transmigration. Bref, tous ceux qui d'une manière ou d'une autre sont en mesure de retirer un bénéfice quelconque de l'opération : satisfaction du devoir accompli, prestige, de gros gains financiers, ou plus modestement l'espoir d'un avenir meilleur.

Le camp des «contre» se compose de ceux qui pensent que la Transmigration doit être supprimée parce qu'elle ne remplit pas la mission qui lui est confiée, et de ceux qui estiment qu'elle n'y réussit que trop ! Cette deuxième catégorie regroupe les défenseurs des sociétés tribales menacées d'acculturation et les défenseurs des forêts tropicales menacées de disparition. Les critiques les plus vives proviennent bien entendu de l'étranger. A l'intérieur du pays, une certaine retenue est recommandée. La retenue n'exclut toutefois pas la critique, même aux niveaux les plus élevés de l'Etat. Le ministre de la Transmigration est régulièrement en butte aux agressions de ses collègues[18]. Depuis l'Indépendance, à l'occasion de chaque renouvellement de cabinet, les analystes politiques envisagent la disparition pure et simple du ministère de la Transmigration et son absorption par des ministères plus classiques. A chaque fois, il bénéficia du soutien sans faille du chef de l'Etat. Nul doute que pour Sukarno comme pour Suharto, la contribution de la Transmigration à la construction de la nation indonésienne ait emporté la décision.

Les critiques exprimées à l'encontre de la Transmigration sont de plusieurs ordre. Les plus nombreuses concernent les insuffisances du programme et son incapacité à atteindre les objectifs qu'il s'est lui même fixés. D'autres critiques remettent en cause certains objectifs de la Transmigration, ou l'accusent de poursuivre des buts inavoués et inavouables. Les dernières en date concernent des effets secondaires du programme.

De nombreuses insuffisances

La Transmigration, «ça ne marche pas» ! «*La Transmigration ne fait que déplacer la pauvreté*» (Otten, 1986a : 71). L'espoir de parvenir à l'autosuffisance nationale en riz par l'extension des surfaces cultivées dans les îles extérieures s'est révélé vain. Si la bataille de l'autosuffisance en riz a été gagnée dans les anciennes campagnes javanaises et balinaises grâce à la mise en œuvre de la Révolution verte, la plupart des centres de Transmigration ne sont même pas autosuffisants. Toutes les études le confirment : les échecs répétés du programme proviennent de l'insuffisante sélection des migrants (la plupart d'entre eux n'ont

18 «*Mes collègues estiment que s'ils disposaient de mon budget, ils obtiendraient de bien de meilleurs résultats*» (Sugiarto, 1988 : comm. pers.).

aucune expérience en agriculture), du mauvais choix des sites (sols peu fertiles, mauvaise accessibilité, absence de marché pour les produits comme pour le travail), de la mauvaise qualité ou de l'absence des infrastructures (routes, canaux d'irrigation et de drainage), de l'encadrement déficient des migrants (personnel insuffisamment formé), et par-dessus tout, d'une planification désastreuse des opérations. C'est probablement à cette mauvaise organisation chronique du ministère de la Transmigration que fait allusion Emil Salim, ministre de l'Environnement, lorsqu'il déclare que la Transmigration peut être comparée à «*la navigation sur un bateau en construction. Certains passagers sont encore occupés à clouer les planches, d'autres écopent l'eau qui s'infiltre, d'autres enfin discutent toujours de la destination finale du bateau.*» (Sinar Harapan, 21 février 1984).

A toutes ces critiques, le Ministère répond que déplacer des millions de personnes dans des conditions correctes est une opération particulièrement difficile. On ne trouve pas forcément les meilleures solutions au premier essai. La Transmigration est un programme perfectible et le Ministère travaille sans relâche à son amélioration. Il estime que les erreurs du passé doivent servir à améliorer le futur et non à remettre en cause le programme. Enfin, le ministre de la Transmigration invita son collègue de l'Environnement à balayer devant sa porte, et à extraire de son oeil cette poutre qui gênait tant la clarté de sa vision.

Des remises en cause plus globales

La Transmigration, «ça ne sert à rien» ! Loin de soulager la pression démographique sur Java, loin d'éponger le croît démographique naturel de la population javanaise, la Transmigration ne contrebalance même pas l'immigration depuis les îles extérieures (Sundrum, 1982). En effet, le flux migratoire vers Java, ou plus exactement vers Jakarta, dépasse régulièrement les réalisations de la Transmigration. Toutefois, en tenant compte de la migration spontanée, le solde migratoire de Java reste nettement négatif, comme le montre le tableau 6 (Arndt, 1983 : 55).

Tableau 6. Flux migratoires entre Java et les autres îles (1950-1972 et 1975-1980)

Flux migratoires (milliers de personnes)	**Période 1950-1972**		**Période 1975-1980**	
	Total	**Par an**	**Total**	**Par an**
Transmigrants	418	19	377	75
Migrants spontanés	1650	75	730	146
Total émigration depuis Java	2068	94	1107	221
Immigration vers Java	1065	48	509	104
Emigration nette	1003	46	598	117

Source : Arndt (1983).
Note : Les erreurs de calcul du tableau original ont été corrigées.

Dont acte. Le Ministère reconnaît volontiers que le nombre de migrants déplacés reste insuffisant. Mais même si la Transmigration ne parvient pas à réduire la pression démographique dans les îles intérieures, sans elle, la situation serait bien pire. D'ailleurs, à qui la faute ? Avec le budget qu'on lui alloue, le Ministère est au maximum de ses possibilités. Le ministre Martono aimait à répéter : «*Doublez mon budget, et je doublerai le nombre de transmigrants*».

La Transmigration, «ça ne sert qu'aux transmigrants» ! Mentionner la contribution de la Transmigration au développement des îles extérieures ... fait grincer bien des dents dans ces mêmes îles extérieures. Cette contribution se traduit surtout par l'attribution de terres aux transmigrants, par la création d'emplois pour les transmigrants, par la construction de routes, d'écoles, de dispensaires, de lieux de culte pour les transmigrants, par la création de services pour les transmigrants, etc. La Transmigration ne bénéficie aux autochtones que de manière indirecte (Babcock et Cummings, 1984 : 22). «*Si la Transmigration veut réellement contribuer au développement de notre province, qu'elle nous confie donc son budget*» (Koetin, 1982 : comm. pers.). Cette boutade d'un responsable provincial de la planification et du développement (BAPPEDA) rend parfaitement compte de la position des élites autochtones sur ce sujet épineux.

Face à ce genre de critiques, le Ministère rétorque que l'on ne peut pas avoir l'argent de la Transmigration sans la Transmigration, que le tribalisme appartient au passé, et qu'il n'y a plus ni autochtones ni allochtones, mais une seule Nation indonésienne.

La Transmigration est «une politique ethnocide» ! Les objectifs de nature géopolitique soulèvent en général la réprobation hors des frontières nationales. Les détracteurs de la Transmigration s'étonnent d'ailleurs de voir ces objectifs aussi clairement mis en avant par les officiels indonésiens (Budiardjo, 1986 : 113). Entre les deux camps, l'incompréhension est totale. Avec la même bonne foi et les mêmes certitudes, les uns appellent «développement» ce que les autres considèrent comme une «acculturation». Là où les premiers ne voient qu'un «légitime objectif de construction nationale par l'assimilation des minorités» ... les seconds ne voient qu'«ethnocide» par le biais d'une «javanisation forcée» de l'archipel. Assez curieusement d'ailleurs, les détracteurs du programme, toujours prompts à dénoncer ses échecs, s'inquiètent de le voir réussir sa politique «ethnocide». Pourtant, cette assimilation tant décriée reste encore loin de satisfaire les pouvoirs publics.

Que la construction nationale signifie à terme la disparition des particularismes locaux ne fait aucun doute. Que le modèle privilégié par le centre soit imposé à la périphérie ne surprendra personne. Il ne nous appartient pas ici de discuter la légitimité des choix opérés par les dirigeants indonésiens. Pendant plus de trois siècles, le pouvoir colonial néerlandais a tiré parti des clivages ethniques pour assurer sa suprématie sur l'archipel. L'Indépendance du pays a été gagnée au cri de : «*satu negara, satu bangsa, satu bahasa*» (un pays, une nation, une langue). Que l'armée, principal garant de l'Indépendance nationale, s'intéresse

à la Transmigration comme outil privilégié de la construction d'une nation semble légitime. La «javanisation» de l'archipel ne serait répréhensible que si elle impliquait la suprématie d'une ethnie sur toutes les autres. Or, le problème est plus complexe, comme nous le verrons dans la troisième partie de la thèse.

Des objectifs inavoués ?

Parmi les objectifs inavoués que certains prêtent à la Transmigration, la «javanisation» de l'archipel, son «islamisation», et l'«*ethnocide des sociétés tribales*» (Colchester, 1986a : 89 et 1986b : 99) figurent en bonne place. D'autres soupçonnent la Transmigration de participer «*au renforcement de la dictature de général Suharto*» (Budiarjo, 1986 : 111), dénoncent «*une collusion internationale visant au pillage des ressources de l'archipel*» (Colchester, 1986a : 61), etc. Nous nous épargnerons tout commentaire sur ces opinions relevant davantage de prises de position politique.

Par contre, revenons plutôt sur un grief fréquemment émis à l'encontre de la *Kolonisatie* : la fourniture de main-d'œuvre bon marché aux plantations coloniales. Les auteurs indonésiens accusent volontiers le pouvoir colonial de n'avoir eu que cette seule motivation pour créer la *Kolonisatie* (Anwas Adiwilaga, 1970)[19]. Rien n'est plus faux. Tout d'abord, la plupart des colonies furent installées dans le Lampung, à plus de mille kilomètres de la principale zone de plantation de Sumatra-Nord. Par ailleurs, le lobby des planteurs était peu favorable au projet. Confronté à d'importantes difficultés de recrutement, il craignait que la *Kolonisatie* ne tarisse sa source de main-d'œuvre. Pour vaincre l'opposition des planteurs, Heijting dû présenter les colons comme d'éventuels fournisseurs de produits vivriers, jusque là importés à grands frais depuis Java. Enfin, la *Kolonisatie* ne prit réellement son essor qu'au début des années 1930, lorsque la grande crise contraignit les planteurs à se séparer d'un grand nombre de leurs ouvriers.

Mais si la *Kolonisatie* des premiers temps ne saurait être soupçonnée d'avoir fourni de la main-d'œuvre bon marché aux planteurs, il n'en va pas de même de la Transmigration post-Indépendance. La localisation de nombreux villages de Transmigration à proximité immédiate des grandes plantations privées de canne à sucre, d'ananas et de manioc dans le centre du Lampung ne semble rien devoir au hasard. Par ailleurs, l'évolution récente des projets PIR tend à transformer les transmigrants en de simples ouvriers agricoles au service des sociétés de plantation, qu'elles soient privées ou d'économie mixte. Une manière comme une autre de concevoir «l'amélioration de l'utilisation des ressources naturelles et humaines».

19 Que le colonisateur néerlandais ait pu se laisser conduire par des sentiments altruistes semble profondément gêner les auteurs indonésiens. La construction nationale passe aussi par la «diabolisation» de l'ancien colonisateur.

Des effets secondaires

Derniers adversaires en date, les défenseurs de l'environnement accusent la Transmigration d'être le principal responsable de la déforestation en Indonésie et de mettre en danger la survie des derniers tigres et éléphants de Sumatra. Aux défenseurs de l'environnement, le Ministère rétorque qu'en inculquant des techniques intensives aux cultivateurs sur brûlis, la Transmigration participe à la défense de la forêt primaire. L'argument n'est cependant guère recevable.

S'il est indéniable que de nombreux projets ont été installés au détriment de la forêt primaire, la surface totale occupée par les centres de Transmigration reste cependant insignifiante par rapport à celle du massif forestier indonésien. Par contre, les migrants spontanés, les cultivateurs sur brûlis, les sociétés de plantation et surtout les exploitations forestières portent une responsabilité autrement plus lourde dans le recul de la forêt en Indonésie.

On le voit, le débat autour de la Transmigration est un débat ancien et plutôt complexe. Dans ce genre de conflit, les certitudes des uns s'opposent violemment aux certitudes des autres. Les perceptions et les sensibilités des divers protagonistes diffèrent trop pour qu'un débat serein puisse s'installer. Surtout, les adversaires de la Transmigration ne proposent jamais de solution alternative. Le Ministère reconnaît volontiers que son remède miracle présente quelques effets secondaires. Il reste cependant persuadé que le remède, même s'il ne guérit pas toujours le malade, au moins le maintient en vie.

Pour conserver l'analogie avec le remède miracle, force est de constater que l'essentiel des débats a surtout porté sur le mode d'administration, la posologie, le conditionnement, le coût, les effets secondaires voire les contre-indications du médicament. Tour à tour, le remède a été accusé de tuer le patient, ou comparé à un vulgaire placebo. Les uns ont parlé d'acharnement thérapeutique, les autres d'emplâtre sur une jambe de bois. Mais dans l'acharnement mis à tester et à adapter le remède, n'a-t-on pas trop perdu de vue le malade ? S'est-on suffisamment intéressé à l'étiologie de la maladie ? Ne s'est-on pas borné à corriger les conséquences de la maladie sans s'attaquer aux causes ? N'a-t-on pas négligé des remèdes alternatifs autrement plus efficaces ?

La thèse

La Transmigration, il m'est arrivé de la présenter un nombre incalculable de fois, en Indonésie, en France ou ailleurs, à des auditoires extrêmement divers à l'occasion de discussions impromptues entre amis, de cours, de conférences ou de communications scientifiques. A chaque fois, mon exposé suscitait pratiquement les mêmes questions et les mêmes réactions.

La première question, que posait tout interlocuteur, restait bien entendu celle à l'origine de l'exposé : «la Transmigration, qu'est-ce que c'est ?». Après lui avoir présenté le programme comme «une gigantesque opération gouvernementale de colonisation agricole visant à réduire l'important déséquilibre démographique entre les îles intérieures et les îles périphériques de l'archipel», j'étais en général amené à préciser certains points plus en rapport avec les préoccupations de chaque interlocuteur.

Invariablement, avant même de pouvoir passer au bilan de l'opération, l'interlocuteur s'inquiétait : «Et ça marche ?». L'ambition du programme suffisait à engendrer le doute chez toute personne un tant soit peu au courant des difficultés inhérentes à ce type de projet dans un pays en voie de développement. A l'époque où je posais moi-même cette question, j'obtenais des réponses contradictoires. Les officiels et les personnes fortement impliquées dans le programme m'invitaient à me rendre à Metro (Lampung) ou à Parigi (Sulawesi-Centre) pour me donner un aperçu de la réussite du programme. A l'autre extrême, les opposants à la Transmigration me conseillaient plutôt de visiter Sebamban (Kalimantan-Sud) ou Sintang (Kalimantan-Ouest) pour me faire une idée de l'ampleur du désastre. Je suivais les conseils des uns et des autres, et visitai tour à tour Metro, Parigi, Sebamban et Sintang. Dès lors, l'extrême diversité de la Transmigration m'apparaissait en pleine lumière. Les échecs retentissants côtoyaient des réussites indéniables.

Mais alors, pourquoi certains centres connaissent-ils l'échec et d'autres la réussite ? La responsabilité en revient-elle aux conditions du milieu, aux infrastructures de base, au niveau technique et au degré de motivation des migrants, à l'encadrement ou aux systèmes de culture préconisés ? Une meilleure connaissance des déterminants de la réussite ou de l'échec d'un centre ne permettrait-elle pas d'améliorer le programme ?

Insensiblement, le piège s'est refermé. Le débat s'est enlisé dans les ornières habituelles : pour ou contre la Transmigration ? comment améliorer le programme ? Une fois encore, devant l'intérêt porté au remède on a oublié le patient. Il est grand temps de recentrer le débat sur le vrai problème. Ce patient, de quoi souffre-t-il au juste ? Le remède est-il seulement adapté aux maux qu'il est supposé guérir ?

La question à laquelle nous allons tenter de répondre est double. Son premier volet s'intitule : **pourquoi la Transmigration ne répond-elle que très imparfaitement à l'attente des pouvoirs publics comme à celle des migrants ?** Cette inadéquation entre les attentes et les réalisations est habituellement mise sur le compte : d'ambitions démesurées

eu égard aux moyens mis en œuvre ; de la sélection défaillante des migrants et des sites ; d'une incapacité chronique à organiser l'ensemble de l'opération. Aucune de ces réponses n'est satisfaisante. Depuis 90 ans, les pouvoirs publics tentent d'adapter leurs objectifs aux moyens disponibles et réciproquement, d'améliorer la sélection des migrants et des sites, de mettre au point des systèmes de culture efficaces, d'introduire une planification rigoureuse, etc. Rien n'y fait. Nous pensons que pour répondre efficacement à la question posée, il faut d'abord se demander : **la Transmigration est-elle une politique adaptée au(x) problème(s) que les pouvoirs publics souhaitent résoudre ?**

Notre hypothèse est que toutes les difficultés auxquelles se heurte la Transmigration ne proviennent pas de problèmes de mise en œuvre mais d'**une conception erronée du programme dès le départ**. Ces erreurs de conception résultent, pour l'essentiel, d'une méconnaissance profonde de la société paysanne javanaise et de son évolution sous une pression démographique croissante, de préjugés tenaces à l'égard du milieu physique et des autochtones des îles périphériques, et de l'incapacité à imaginer le développement hors de l'agriculture et, pour cette dernière, hors de l'agriculture vivrière intensive. Mais l'origine profonde de toutes ces erreurs est à rechercher dans la vision du monde propre aux anciens royaumes agraires javanais, dans leurs conceptions du pouvoir et du développement. Inconsciemment, les concepteurs de la *Kolonisatie* ont reproduit des schémas mis au point plusieurs siècles auparavant. Vu sous cet éclairage, la Transmigration apparaît comme le dernier avatar de l'expansion des royaumes agraires javanais. Mais en 1905 déjà, Java n'était plus un royaume agraire, et les recettes éprouvées du passé devaient se révéler inadaptées aux nouveaux environnements.

Le discours justificatif de la Transmigration repose sur un raisonnement simple, voire simpliste :

(1) surpopulation = misère. Il est généralement admis que la surpopulation des îles intérieures se traduit par une réduction du bien-être et par un accroissement de la misère. La croissance démographique de la population sur un espace saturé conduit à la fragmentation des exploitations agricoles et à l'accroissement du nombre de paysans sans terre. La diminution des ressources, suite à la réduction des superficies des exploitations voire à l'exclusion de l'accès au foncier, entraîne alors la réduction du bien-être, la pauvreté, la misère. Pour venir en aide aux populations rurales, la mise en œuvre d'une politique sociale s'impose.

(2) sous-peuplement = sous-développement. Il est tout aussi généralement admis que dans les îles extérieures, les populations autochtones, trop peu nombreuses et ne disposant que de techniques archaïques, se révèlent incapables de mettre en valeur d'importantes ressources foncières. Pour leur venir en aide, la mise en œuvre d'une politique de développement s'impose.

Présenté ainsi, le rapprochement des propositions (1) et (2) s'impose de lui-même et la solution du problème apparaît dans toute son «évidence» : il suffit d'amener les «hommes sans terre» aux «terres sans hommes». La Transmigration est née. La formule est forte, mais

suppose implicitement que «les hommes sans terre» sont des paysans et que les «terres sans hommes» sont agricoles. Ainsi, en déplaçant des paysans sans terre javanais au sein de projets de colonisation dans les îles périphériques, les pouvoirs publics envisagent de faire en même temps œuvre sociale et œuvre de développement. L'équation s'écrit :

(3) Politique sociale + Politique de développement = Transmigration

Alors qu'aucune critique n'a été épargnée à la Transmigration, le mode de résolution du système (1 et 2) et la solution proposée (3) n'ont jamais été remises en cause, du moins à notre connaissance. Pourtant, plusieurs questions nous viennent à l'esprit. En premier lieu, les deux termes du premier membre de l'équation (3) sont-ils compatibles ? Plus précisément, est-il concevable de mener une politique de développement agricole en faisant appel à des paysans sans terre ? L'idée peut sembler généreuse, mais l'on se doute que l'efficacité ne sera probablement pas au rendez-vous[20]. En second lieu, la résolution de l'équation nécessite l'intervention de l'Etat pour mettre (1) et (2) en contact. La solution semble si évidente que l'on peut se demander pourquoi le problème ne s'est pas résorbé de lui-même. Pourquoi donc des millions de Javanais, déjà à l'étroit dans leur misère, continuent-ils de s'entasser sur leur île ? Alors qu'à un jet de pierre, de vastes espaces vierges n'attendent qu'à être mis en valeur ? Pourquoi donc les autochtones des îles périphériques se complaisent-ils dans leur sous-développement, alors qu'il y a plusieurs siècles qu'ils sont en contact avec une civilisation florissante ? La réponse — que l'on devine aisément — habituellement apportée à ces questions par les pouvoirs publics montre à quel point ils tiennent en piètre estime et les paysans javanais et les habitants des îles extérieures. Pour notre part, nous estimons que cette réponse est fausse, et que par conséquent les solutions proposées sont inadaptées.

La réponse est fausse parce que les prémisses du raisonnement sont erronées. La première proposition (surpopulation = misère) provient de la conjonction d'une vision malthusienne de l'effet de la croissance démographique et d'une vision homogénéisatrice et figée de la société paysanne javanaise. La théorie malthusienne veut qu'au-delà d'un certain seuil, la population se multipliant plus vite que les «subsistances», celles-ci viennent à manquer. La vision figée du paysannat imagine une population homogène, sans défense et surtout sans initiative devant les conséquences funestes de la croissance démographique. Le chapitre premier démontrera qu'il n'en est rien.

La deuxième proposition (sous-peuplement = sous-développement) laisse entendre que les îles extérieures sont sous-développées parce qu'elles manquent d'hommes. Ce manque se traduit sur le plan quantitatif mais aussi qualitatif. Il est implicitement admis que les autochtones sont «incapables» de mettre en valeur les riches potentialités de leur milieu naturel. Cette incapacité ne peut provenir que de la permanence de structures sociales

20 Un Premier ministre et économiste français de renom ne proposait-il pas aux chômeurs de créer des entreprises ?

archaïques et du recours à des pratiques agricoles primitives. Le chapitre deux montrera que ces assertions ne relèvent que de préjugés.

La troisième erreur fondamentale des concepteurs du programme consiste à n'avoir retenu qu'un seul modèle de développement : l'agriculture vivrière intensive. Le refus d'adapter les systèmes de culture aux conditions du milieu, l'acharnement mis à adapter le milieu aux exigences du système de culture retenu, l'incapacité à imaginer des modèles alternatifs et à penser le développement en dehors de l'agriculture portent une lourde responsabilité dans les échecs du programme (chapitre 3).

La deuxième partie de la thèse montrera comment ces trois erreurs de conception se traduisent sur le terrain, au niveau des centres de Transmigration, dans le vécu quotidien des familles. Quatre grands types de centres seront examinés tour à tour, les projets irrigués (chapitre 4), les projets *pasang surut*, où l'irrigation et le drainage sont assurés par le jeu de battement de la marée (chapitre 5), les projets en cultures vivrières pluviales (chapitre 6) et, enfin, les projets en cultures pérennes (chapitre 7).

Dans la dernière partie de la thèse, le chapitre 8 s'attachera à resituer la Transmigration, ses motivations, ses objectifs et ses réalisations, dans l'ensemble plus vaste des opérations de colonisation agricole dans le monde. Le chapitre 9 mettra en évidence la responsabilité de l'héritage des royaumes agraires javanais dans les erreurs de conception et, par suite, dans la spécificité de la Transmigration. Le chapitre 10, enfin, s'intéressera à des politiques alternatives, avant de revenir à l'évolution récente du programme et d'envisager son avenir dans une Indonésie en profonde mutation.

Première partie

Des prémisses erronées

(a) + (b)

(c)

«La Transmigration assure un avenir meilleur»

Introduction

«Il faut chercher en toutes choses la fin principale et puis après les moyens d'y parvenir».

Jean Bodin (1529-1596)

En déplaçant des populations volontaires issues des îles intérieures pour les installer au sein de projets de colonisation agricole implantés dans les îles périphériques de l'archipel, la Transmigration s'inscrit délibérément dans le cadre d'une politique à vocation sociale. En prélevant des migrants dans les zones surpeuplées, elle ambitionne d'y réduire la pression sur les ressources et, par là, d'améliorer le bien-être de la population. En installant ces migrants dans des villages de colonisation, le programme veut également faire œuvre de développement agricole dans les îles extérieures. Accessoirement, comme nous l'avons vu, en favorisant l'assimilation et l'intégration des multiples groupes ethnolinguistiques, la Transmigration participe à l'objectif plus général de construction de la Nation indonésienne.

Démarré par le colonisateur néerlandais en 1905, repris par Sukarno après l'Indépendance, le programme est amplifié sous l'égide du président Suharto et des gouvernements du «nouvel ordre» indonésien. L'extraordinaire longévité du programme s'explique, en partie, par sa capacité à s'adapter et à s'orienter en «fonction des vents politiques dominants». Mais elle s'explique, aussi et surtout, par la permanence des problèmes que la Transmigration est supposée résoudre. Les critiques, nombreuses et justifiées à son égard, signalent qu'elle n'est jamais parvenue à alléger la pression démographique dans les îles intérieures et que sa contribution au développement des îles extérieures reste relativement modeste compte tenu du coût global de l'opération. Mais curieusement, toutes les critiques, loin de déboucher sur une remise en cause du programme, se soldent plutôt par son renforcement.

La Transmigration semble inébranlable. Cette force provient pour l'essentiel de la solidité de ses assises, de son caractère indispensable et incontournable. Sa justification ne

repose pas sur des raisonnements alambiqués ou sur des calculs compliqués. Bien au contraire. Sa justification repose sur la plus solide des bases qui soit : l'évidence. En l'occurrence, il s'agit même de trois évidences ou, plus exactement, d'une triple évidence tant la constatation de l'une renforce les autres, et réciproquement.

La première de ces évidences, concerne la surpopulation de Java et des autres îles intérieures. Les chiffres sont frappants. Qu'on les examine dans l'absolu, sous l'angle des taux de croissance ou des densités, le doute n'est pas permis : Java «est» surpeuplé. Et qui dit surpeuplement, dit pauvreté, misère, disette, famine... Devant le nombre toujours croissant «*d' exclus du banquet de l' humanité*», l'intervention des pouvoirs publics devient indispensable.

La deuxième évidence concerne le sous-peuplement et le sous-développement des îles périphériques de l'archipel. Là encore, les chiffres sont frappants. Dans l'absolu, mais encore bien plus en comparaison avec Java, les îles périphériques apparaissent vides d'hommes. D'immenses massifs forestiers n'attendent que la hache des défricheurs pour être mis en valeur. Les rares autochtones qui hantent ces immensités ne disposent ni de la force, ni de la volonté, ni du savoir-faire nécessaires pour se sortir seuls de leur sous-développement. Apporter la civilisation aux peuples «arriérés» des îles périphériques constitue une obligation morale pour les pouvoirs publics.

Dernière évidence, en raison de la «faible propension migratoire» et du «profond attachement à la terre» des Javanais, le déséquilibre démographique entre les îles de l'archipel ne se résorbe pas de lui-même, mais aurait plutôt tendance à s'aggraver. L'intervention des pouvoirs publics devient, encore une fois, indispensable.

Quant aux formes que pourrait prendre cette intervention, le souci de faire d'une pierre deux coups — politique sociale à Java et politique de développement dans les îles périphériques — privilégie tout «naturellement» le recours à la colonisation agricole.

Que l'île de Java soit très peuplée ne fait aucun doute. Mais que veut dire «surpeuplée» ? En écologie, on parle de surpopulation lorsque la taille de la population d'une zone définie dépasse sa «capacité de charge maximale», c'est-à-dire lorsqu'une population commence à vivre sur ses ressources non renouvelables (Odum et Ehrlich, cités par Le Bras, 1994). Mais peut-on comparer l'évolution d'un paysannat à celle d'une population de bactéries dans une éprouvette ? Si à l'aube du XX^{e} siècle, avec 29 millions d'habitants, l'on considérait Java comme surpeuplée, que peut-on dire en 1990 face aux 108 millions d'habitants de l'île ? N'est-ce pas faire injure au paysannat javanais que de l'imaginer incapable de générer les ressources indispensables à sa survie, voire à son développement ? Le premier chapitre démontrera que la «surpopulation» de Java relève davantage du mythe que de la réalité. Il montrera comment le paysannat javanais a su s'accommoder d'un nombre toujours plus élevé de bouches à nourrir et comment il a évolué face à une pression démographique croissante. Nous serons alors mieux à même de comprendre pourquoi les candidats à la migration ne correspondent jamais à ce colon idéal que le Ministère cherche

tant à recruter et pourquoi le déséquilibre démographique au sein de l'archipel ne s'est pas résorbé de lui-même. En appeler à la «faible propension migratoire» et au «profond attachement à la terre» des Javanais n'est guère fécond. Guère plus que d'en appeler au «pouvoir dormitif de l'opium» pour expliquer l'effet soporifique de ce dernier (Bachelard, 1934).

Quant aux îles périphériques de l'archipel, est-il bien sûr qu'elles ne soient habitées que par des populations clairsemées ne disposant que de techniques primitives ? Comment se fait-il que ces régions peu peuplées n'aient «... *profité que dans une faible mesure des influences civilisatrices originaires de l'Eurasie*» (Robequain, 1946 : 109). Ces indigènes «*rétifs à toute forme d'autorité, et ne constituant qu'une main-d'œuvre indolente et peu fidèle*» ne seraient-ils pas tout bonnement victimes de jugements de valeur à l'emporte-pièce et de préjugés tenaces ? Au vu des appréciations contradictoires concernant leurs milieux physique et humain, il ne fait surtout aucun doute que les îles extérieures soient mal connues. La faiblesse de leur peuplement ne serait-il pas plutôt en relation avec des conditions édaphiques peu favorables ? Connaître les raisons ayant conduit au sous-peuplement des îles extérieures constitue de toute manière un préalable indispensable à une tentative de colonisation. S'intéresser aux pratiques culturales des autochtones devrait également être riche en enseignements. En raison de leur permanence, il y a de fortes chances que celles-ci soient parfaitement adaptées aux conditions du milieu. Quand on sait que les trois quarts de la production de caoutchouc naturel indonésien proviennent des petits planteurs de Sumatra et de Kalimantan (Gouyon, 1993) et que ces derniers concurrencent durement les plantations capitalistes... on est en droit de s'interroger sur l'«archaïsme» de leurs pratiques.

Une dernière interrogation, mais de taille, subsiste. Le recours à la colonisation agricole dirigée est-il le meilleur moyen d'associer une politique sociale et une politique de développement ? Une politique incitative de la migration spontanée n'aurait-elle pas eu plus d'effet ? Pourquoi, parmi les nombreuses possibilités de développement agricole dans les îles extérieures a-t-on délibérément écarté les modèles déjà mis en œuvre par les populations autochtones ? Pourquoi, parmi les systèmes de culture proposés aux transmigrants n'a-t-on retenu que des systèmes vivriers intensifs ? Le troisième chapitre démontrera que les choix opérés proviennent autant de la volonté des agronomes d'aménager rationnellement le milieu naturel que de la volonté des politiques d'assurer le contrôle social du milieu humain. Cette étonnante convergence entre l'agronome et le politique ne s'explique que par une vision commune du développement : une vision exclusivement agraire.

Chapitre 1

Les hommes sans terre

«Un homme qui est né dans un monde déjà occupé, s'il ne lui est pas possible d'obtenir de ses parents les subsistances qu'il peut justement leur demander, et si la société n'a nul besoin de son travail, n'a aucun droit de réclamer la moindre part de nourriture et, en réalité, il est de trop. Au grand banquet de la nature, il n'y a point de couvert disponible pour lui ; elle lui ordonne de s'en aller, et elle ne tardera pas à mettre son ordre à exécution, s'il ne peut recourir à la compassion de quelques convives du banquet. Si ceux-ci se serrent pour lui faire place, d'autres intrus se présentent aussitôt, réclamant les mêmes faveurs».

Malthus (*Essai sur le principe de population, 1798)*

Avec 180 millions d'habitants au dernier recensement général de population (1990), l'Indonésie confirme sa cinquième place au palmarès des nations les plus peuplées au monde[1]. En Asie du Sud-Est, un habitant sur deux est Indonésien. L'île de Java, avec une population de 108 millions d'habitants, atteint une densité démographique moyenne de 818 habitants par km^2.

Si le poids démographique de l'archipel est bien connu, par contre, son caractère relativement récent peut surprendre. En 1817, Sir Thomas Stamford Raffles (Gouverneur-général de l'île de Java pendant l'intermède britannique de 1811 à 1816 et futur fondateur de Singapour en 1819) écrit : «*Over far the greater part, seven-eighths of the island, the soil is either entirely neglected or badly cultivated, and the population scanty. It is by the produce of the remaining eighth that the whole of the nation is supported*» (Raffles, 1817 réédition 1988, I : 108). Le dénombrement effectué par l'administration britannique en 1815 confirme

1 Voire la quatrième place depuis la disparition de l'URSS.

l'impression de Raffles, puisqu'il évalue la population totale de l'île à 4,6 millions d'habitants. Moins d'un siècle plus tard, en 1900, Java compte 29 millions d'habitants. L'île aurait ainsi connu un taux annuel d'accroissement démographique de 2,2 % sur une longue période, performance inégalée à l'époque, en Asie comme en Europe (Hugo *et al.*, 1987 : 32).

Cet accroissement démographique hors du commun fait la fierté des administrateurs coloniaux néerlandais avant de devenir leur principal sujet d'inquiétude. Pour eux, il ne fait aucun doute que l'application de la *pax neerlandica*, les campagnes de vaccination, les projets d'assainissement et, d'une manière plus générale, l'amélioration des conditions de vie, d'hygiène et de nutrition soient à l'origine du succès.

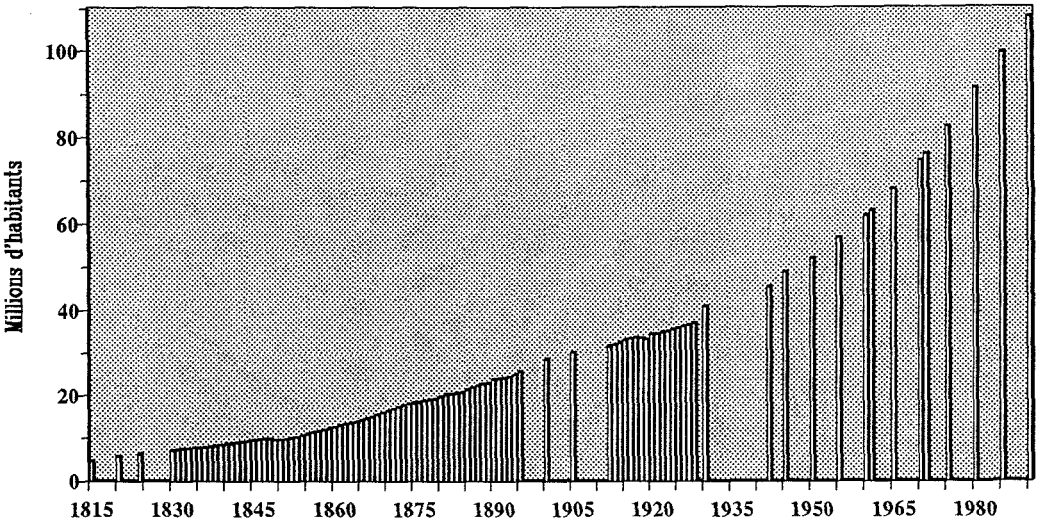
Sans vouloir nier les bienfaits de l'administration coloniale néerlandaise, de nombreux auteurs mettent en doute la qualité des évaluations de population du début du XIX^{e} siècle. Il est aujourd'hui communément admis que le dénombrement de Raffles, basé sur les déclarations de fonctionnaires et de chefs de village, sous-évalue considérablement la population totale de Java. L'importance de ce biais, par contre, fait toujours couler beaucoup d'encre (Breman, 1963 ; Wander, 1965 ; Widjojo, 1970 ; Peper, 1970 ; Keyfitz, 1972 ; McDonald, 1980 ; Reid, 1983). En fait, chaque auteur procède à ses propres estimations à partir d'hypothèses sur des taux d'accroissement jugés plus «réalistes», de l'ordre de 1 %, pour le début du XIX^{e} siècle. Selon l'évaluation de Reid, habituellement considérée comme la plus pertinente, la population de Java en 1815 devait avoisiner les 6,5 millions d'habitants.

Probablement un peu inférieur à 1 % au début du XIX^{e} siècle, le taux de croissance de la population s'élève à 1,5 % vers 1900, mais ne dépasse les 2 % qu'au XX^{e} siècle (Hugo et al., 1987 : 38). En moins d'un siècle, l'île de Java, sous-peuplée sous l'administration de Raffles, devient l'exemple le plus souvent cité en matière de surpopulation rurale et d'intensification agricole. Les théories du dualisme de Boeke (1942) et de l'involution agricole de Geertz (1963) se focalisent sur Java. D'autres auteurs, comme Boserup (1970), Wittfogel (1957) et Myrdal (1976) accordent également une large place à l'exemple javanais dans l'exposé de leurs thèses.

Des hommes en trop : l'annonce d'une catastrophe malthusienne

La population de Java, comprise entre 5,2 et 10 millions d'habitants en 1800, passe à 29 millions d'habitants en 1900, à 42 millions au recensement de 1930, à 63 millions à celui de 1961, et enfin à 108 millions au recensement de 1990. La figure 5 illustre cette croissance régulière de la population qu'aucun événement majeur ne parvient à enrayer. De la guerre de Java (1825-1830) aux massacres liés au coup d'Etat communiste et à sa répression (environ 500 000 morts entre 1965-1967), en passant par les rigueurs du *cultuurstelsel* du gouverneur-général Van den Bosch (1830-1870), les épidémies de choléra ou de grippe, les

Figure 5. Croissance de la population de Java (1815-1990)



Sources : Boomgaard et al. (1991) ; BPS, Jakarta.

exactions japonaises pendant la Seconde Guerre mondiale, les luttes pour l'Indépendance et la gestion erratique de Sukarno... la population croît inexorablement.

Les densités démographiques javanaises frappent encore davantage les imaginations. Elles atteignent 219 habitants par km^2 en 1900, 318 en 1930, 477 en 1961 et 818 en 1990. Etonnant visionnaire, Du Bus de Gisignies exprimait, dès 1827, la crainte qu'en l'absence de développement du secteur agricole, Java présenterait bientôt : «*... over its whole surface a population quite the same as that which now inhabits and cultivates a part of that surface : ... millions of tenants on whole, half, and quarter of acres of land, each farming to obtain his food, each growing rice and nothing else, each farming for an income like that of the meanest day labourer*» (*in* Boeke, 1966 : 275). En fait, Du Bus de Gisignies ne faisait qu'extrapoler à l'ensemble de l'île, ce qu'il constatait pour sa partie cultivée. Selon ses critères d'Européen du début du XIX^e siècle, Java était déjà surpeuplée en 1827, alors que l'île dans son ensemble comptait moins de 10 millions d'habitants.

De recensement en recensement, les auteurs traitant de Java ou de l'Asie en général relèvent les valeurs-seuils des ratios population/ressource. Pierre Gourou écrit en 1940 à propos de la Cochinchine occidentale : «*Une telle densité rurale (160 au km^2) est déjà le résultat d'une adaptation perfectionnée de l'homme au milieu, d'une utilisation habile de toutes les ressources*» (Gourou, 1940). Or en 1940, la densité démographique moyenne de Java s'élève déjà à 358 habitants au km^2.

Qui plus est, toutes ces valeurs ne sont jamais que des moyennes. Les terres arables ne couvrant que 67 % de la superficie de Java, les densités réelles sont encore plus élevées. Les moyennes masquent également une très forte hétérogénéité entre districts. A partir du recensement de 1930 et en excluant les chefs-lieux de district, Mohr obtient des valeurs de

1 486 pour Pekalongan, 1 052 pour Tegal et 1 023 pour Klaten, alors que Bojonegoro n'en compte que 232 et que Cibaliyung ne dépasse pas les 20 habitants au km^2. Pour Mohr il ne fait aucun doute que : «... *the figure for each district can be explained on the ground of the nature of the soil combined with climatic conditions.*» (Mohr, 1938 : 480-481). Les plus fortes densités s'observent sur les sols jeunes, dérivés de matériaux issus du volcanisme basique, et peu lessivés.

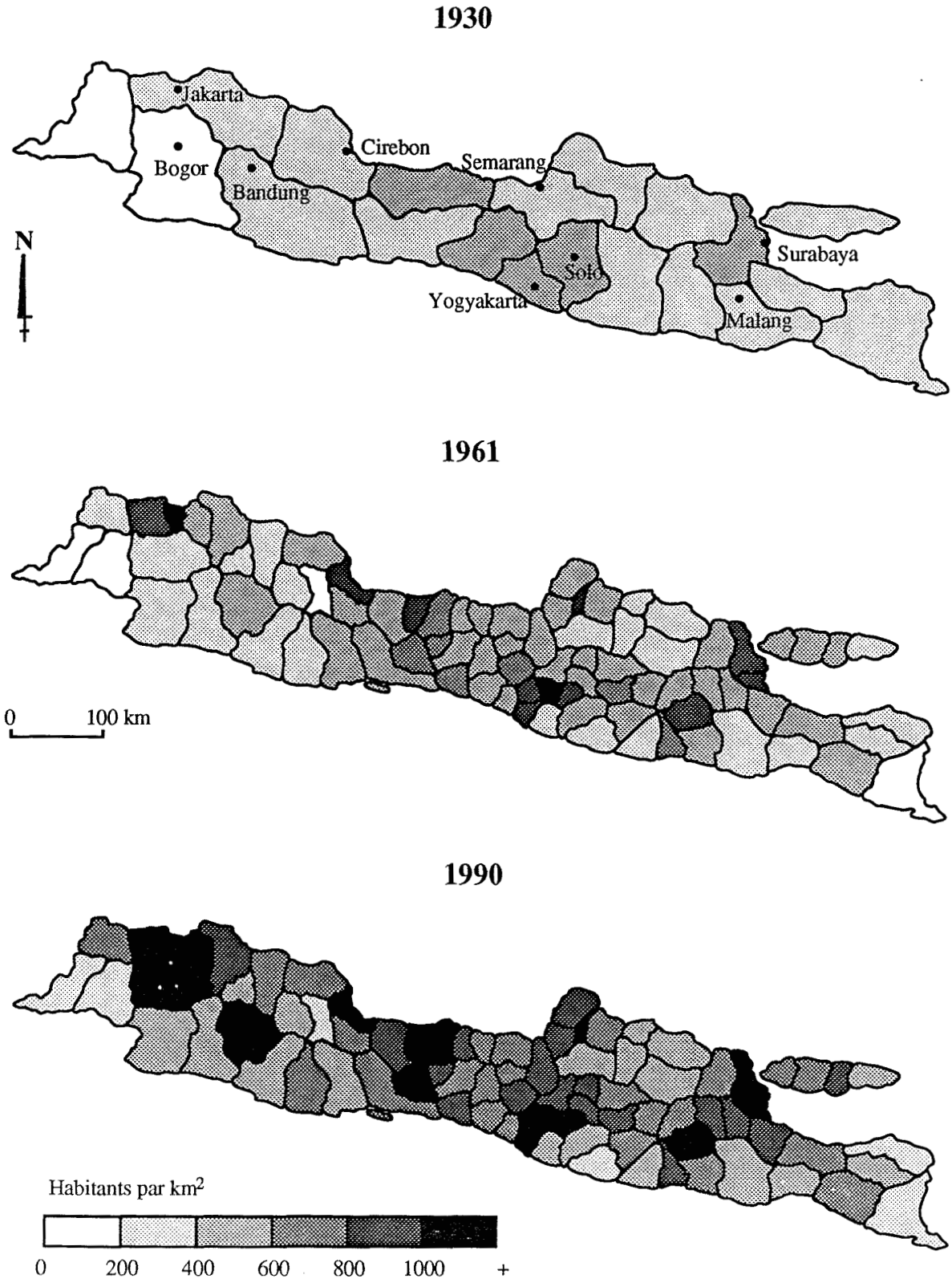
Mais si la fertilité du milieu permet d'expliquer les différences de densités démographiques, il serait faux de conclure, comme le font certains, qu'à un niveau donné de fertilité correspond un seuil de densité. Au recensement de 1930, 8 % seulement des districts javanais dépassent 600 habitants au km^2. Un demi-siècle plus tard, au recensement de 1980, 62 % des districts dépassent les 600 habitants au km^2. La figure 6 illustre l'évolution des densités javanaises entre 1930, 1960 et 1990. Tous les districts voient leur population augmenter. Si les taux de croissance de la population sont habituellement plus élevés dans les districts peu peuplés, aucune valeur seuil ne se dégage, même dans les districts les plus peuplés.

Quoique plus fines, les valeurs de densité par district restent encore des moyennes. Il conviendrait de descendre au niveau du village. Le village de Tirtonirmolo près de Yogyakarta compte 2 579 habitants par km^2 en 1972 ; ramenée à la superficie de terres arables cette densité passe à 2 998, et à 3 451 sur la base des terres arables privées (Maurer, 1986 : 76-78). Peut-on encore parler de densités rurales, lorsque celles-ci dépassent certaines densités urbaines ?

Depuis la fin du XIX^e siècle, chaque recensement donne l'occasion de réitérer l'annonce d'une catastrophe malthusienne à venir. L'augmentation constante de la population sur un espace limité ne peut conduire qu'à une fragmentation excessive des exploitations, à l'exclusion d'une fraction croissante du paysannat de l'accès au foncier ou même du secteur agricole. Le partage d'une ressource limitée entre un nombre croissant d'individus conduit forcément à l'appauvrissement de tous.

Dès la fin du XIX^e siècle, l'accroissement rapide de la population — déjà qualifié d'explosion démographique — commence à inquiéter le colonisateur néerlandais de plus en plus préoccupé du bien-être des indigènes. Jusque-là, le colonisateur s'était surtout montré soucieux de contrer ce qu'il était coutume d'appeler «l'indolence des naturels» pour le plus grand bien du Trésor néerlandais. Ecrit sous le pseudonyme de Multatuli, le roman d'Edouard Douwes Dekker : *Max Havelaar, ou les ventes de café de la Compagnie commerciale des Pays-Bas* paraît en 1860. Ce livre marque un tournant dans l'évolution des mentalités (Multatuli, 1860, éd. française de 1991). Considéré comme un chef-d'œuvre de la littérature néerlandaise, *Max Havelaar* donne mauvaise conscience au colonisateur. En ne poursuivant que ses intérêts égoïstes, ce dernier laisse des potentats locaux sans scrupules s'enrichir aux dépens d'une paysannerie misérable. Dekker ne remet pas en cause le colonialisme. Bien au contraire, il investit ce dernier d'une haute mission civilisatrice, d'un devoir sacré envers les indigènes des colonies.

Figure 6. Densités démographiques à Java (1930 - 1961 - 1990)



Sources : Boomgaard et al. (1991) pour 1930 ; BPS, Jakarta pour 1961 et 1990.

D. Levang

L'opinion publique de la métropole découvre alors que les Indes orientales ne correspondent plus au paradis si souvent dépeint. Les rapports des administrateurs coloniaux confirment la dégradation des conditions de vie des indigènes. Il va sans dire que l'administration coloniale n'accepte aucune responsabilité dans cette dégradation. Certains princes javanais ont bien eu la main un peu lourde, mais la vigilance des contrôleurs et des résidents a su y mettre bon ordre. La diminution du bien-être des indigènes — selon l'appellation consacrée — n'a qu'un seul responsable : l'explosion démographique.

Cette idée communément admise donne lieu aux fameuses enquêtes de la *Mindere Welvaartscommissie* (*Diminishing Welfare Committee*, 1904-1914). La Commission sur la diminution du bien-être des indigènes est chargée d'étudier les causes et l'ampleur de cette dégradation mais aussi de trouver les moyens d'y remédier. Les travaux de la Commission, confiés à des administrateurs mais aussi à des scientifiques, contribueront de manière considérable à l'amélioration de la connaissance du monde javanais. Par contre, ils n'apporteront jamais de réponse au problème posé. En effet, à l'issue de ses travaux, la Commission ne constate aucune dégradation du bien-être des indigènes. Loin de diminuer, les revenus *per capita* augmentent, faiblement mais régulièrement, pendant toute la période coloniale (Maddison, 1989 : 34). Il ne faudrait cependant pas en conclure que le Javanais s'est enrichi. Les revenus des indigènes restent très faibles. Ils n'assurent guère que la stricte reproduction des familles. Pire, la quantité de travail nécessaire à l'obtention de ce revenu augmente régulièrement. Si dans l'absolu le Javanais ne s'est pas appauvri pendant la période coloniale, par contre, la rémunération de sa journée de travail a fortement chuté. L'économie villageoise ne s'est pas dégradée au cours du XIX^{e} siècle. La misère du paysan javanais ne s'est pas non plus accrue. Seul changement notoire : le colonisateur a pris conscience de cette misère.

Les résultats des travaux de la Commission passeront totalement inaperçus, et ce pour deux raisons. Tout d'abord, il n'est pas facile d'aller à l'encontre du sens commun. Or, ce dernier reste un farouche adepte des idées malthusiennes. L'accroissement du nombre de convives se traduit obligatoirement par une diminution de la taille des parts du gâteau. Ensuite, l'on n'attend jamais la fin des travaux d'une commission pour prendre les mesures qui s'imposent. Ces mesures sont au nombre de trois : éducation, irrigation et migration.

Non seulement la Transmigration va naître d'une vision malthusienne erronée, mais elle va se perpétuer grâce à celle-ci. De manière directe ou implicite, le même point de vue prévaut 80 ans après sa création. Le discours n'évolue guère : «*Si rien n'est fait pour soulager la pression démographique sur Java, nous courons à la catastrophe ; la migration est indispensable pour réduire la surpopulation des îles intérieures...*». Le sentiment de catastrophe immanente est renforcé et entretenu par la peur du nombre et par l'accroissement des inégalités entre ville et campagne. Les sentiments altruistes des bourgeois envers les paysans sont surtout motivés par la peur de voir des milliers de miséreux incontrôlables investir les cités.

Il est des certitudes que rien n'entame. En 1905, avec 250 habitants par km^2, Java était dangereusement surpeuplée. En 1985, avec 755 habitants par km^2, Java est toujours surpeuplée. Bien que la population ait triplé dans l'intervalle et que les revenus *per capita*

aient considérablement augmenté, les discours restent immuables. C'est toujours la surpopulation qui est responsable de la diminution du bien-être des paysans. Et la Transmigration reste l'une des principales solutions envisagées pour résoudre le problème.

La force et la persistance de la vision malthusienne proviennent pour l'essentiel de son caractère trivial. La compréhension du phénomène ne fait appel à aucune théorie complexe mais à une loi mathématique simple et à la portée de tous. Lorsque le dénominateur tend vers l'infini, le résultat d'une fraction tend vers zéro. En conséquence, l'accroissement démographique se traduit inévitablement par la réduction de la taille des exploitations agricoles et, à terme, par l'augmentation de la pauvreté rurale.

En bonne logique, les districts javanais aux densités démographiques les plus élevées devraient compter les tailles d'exploitation les plus faibles, la pauvreté rurale la plus flagrante, et le nombre de candidats à la Transmigration le plus élevé.

Or, il n'en est rien. L'étude comparative entre districts javanais menée par Heeren dans les années 1960 conclut à une absence totale de corrélation entre la densité démographique et le nombre de transmigrants (Heeren, 1976 : 33). L'étude ne prenant pas en compte d'éventuelles différences de rendements entre régions, Guinness reprend le travail de Heeren en incluant des données de disponible vivrier (Guinness, 1977 : 28). Il aboutit au même résultat : le nombre de candidats à la migration d'un district est indépendant des conditions économiques propres à ce district. La seule corrélation significative ressortant de l'étude concerne le nombre de colons issus d'un district et le nombre de candidats à la migration de ce même district. Indépendamment de leur densité, certains districts présentent une propension migratoire plus élevée que d'autres. Mais ce terme de «propension migratoire» n'explique rien. Il ne fait que masquer l'existence de réseaux informels, plus ou moins actifs, canalisant les flux migratoires.

De 1905 à 1985, Java a vu sa population tripler. Et la catastrophe malthusienne n'a pas eu lieu. Pourtant considérée comme surpeuplée en 1905, l'île a su s'accommoder d'un nombre régulièrement croissant de bouches à nourrir. Est-ce à dire qu'elle n'était pas encore surpeuplée en 1905 ? Depuis quand l'est-elle ? Est-on bien sûr qu'elle l'est aujourd'hui ? Et si tout simplement «surpopulation» ne voulait rien dire ?

La catastrophe malthusienne est reportée à une date ultérieure

L'erreur fondamentale de toutes les prévisions catastrophistes malthusiennes consiste à isoler un milieu aux ressources bien déterminées et à le soumettre à un niveau de prélèvement excédant le renouvellement de la ressource. Le pire des cas concerne bien entendu celui d'une ressource fixe soumise à des prélèvements allant croissant. En cela les rizières javanaises sont pareilles à un gâteau ; augmentez le nombre de paysans et la taille

des rizières se réduira comme la taille des parts du gâteau lorsque le nombre de convives s'accroît. A terme, la part ne suffira plus à rassasier le convive ni à nourrir le paysan. Pour fonctionner «le piège malthusien» a besoin de cette délimitation stricte de la ressource (Le Bras, 1994 : 32). Sans cette délimitation, on peut toujours imaginer que certains convives apportent leur propre gâteau, que l'on propose d'autres desserts, que par politesse ou par souci de leur ligne d'autres invités renoncent au dessert, etc. Toutes les maîtresses de maison, inquiètes de ne pas rassasier leurs invités, se retrouvent régulièrement avec des restes à l'issue du banquet. Ce nouvel apologue est contestable, il est vrai, mais ni plus ni moins que le précédent. Pour quelle raison les paysans javanais découperaient-ils leurs rizières en portions de plus en plus petites jusqu'à mourir de faim ? Les paysans javanais seraient-ils à ce point dépourvus d'initiative ?

Depuis le début du XIX^{e} siècle, le monde rural javanais tente d'ajuster sa production de riz à son croît démographique. Pour Ester Boserup, la pression démographique croissante est source d'évolution agraire ou, plus exactement, d'intensification des systèmes de culture (Boserup, 1970). Pour cet auteur, l'augmentation de la production agricole javanaise est rendue possible par l'extension d'un système de culture intensif, jusque-là limité à une partie seulement de Java, à l'ensemble de l'île. «*La cause principale de l'énorme élasticité dont a fait preuve la production alimentaire de l'île réside dans la diffusion progressive, sur tout le territoire de Java, de méthodes de culture appliquées depuis des siècles avant l'arrivée des Hollandais, mais seulement en certaines parties de l'île.*» (Boserup, 1970 : 97). Ce fait, attesté par les nombreux rapports de l'administration coloniale, ne saurait être mis en doute. Il n'en va cependant pas de même des modalités de cette extension, telles que présentées par l'auteur à l'appui de sa théorie.

Sur la partie de Java encore cultivée de manière extensive, l'accroissement régulier de la pression démographique aurait eu pour conséquence de réduire les durées des jachères arborées. Le raccourcissement des jachères allant de pair avec l'augmentation de la pression des adventices herbacées, les paysans auraient progressivement été contraints d'adopter «*le labourage profond et le fumage*», pour atteindre à terme «*la phase de la culture annuelle*» (Bartlett, 1956, *in* Boserup, 1970 : 97-99). Par le passage progressif de la jachère arborée à la culture multiple, l'exemple javanais illustrerait à merveille cette évolution linéaire des systèmes de culture sous l'accroissement constant de la pression démographique.

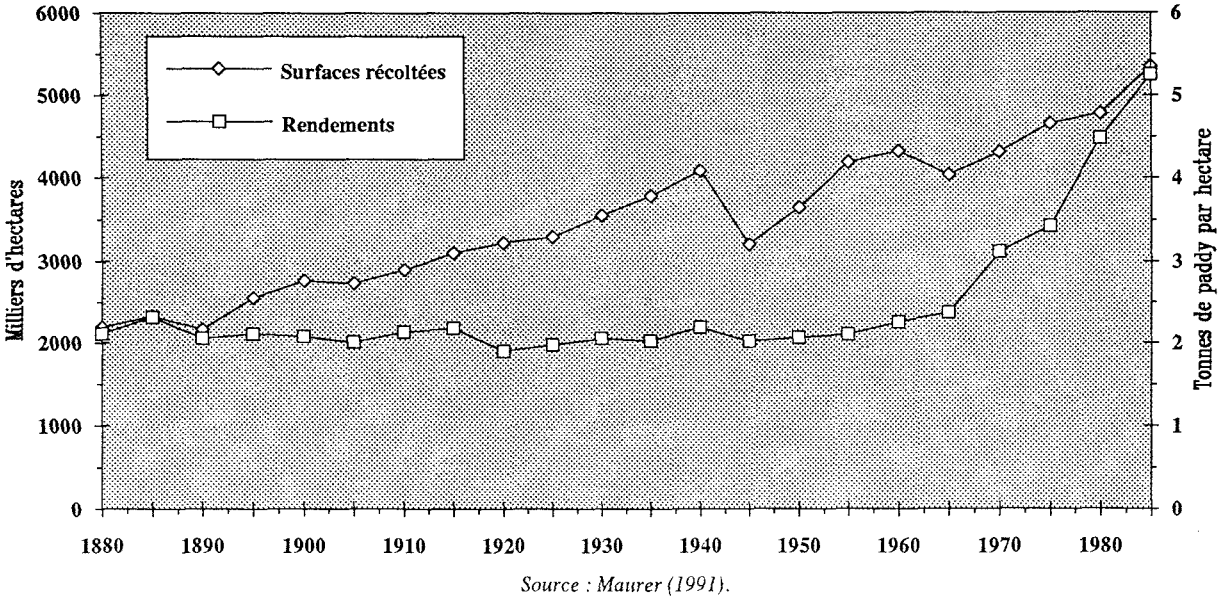
Ce passage n'a pourtant rien eu de progressif. Tout d'abord, Boserup se garde bien de s'interroger sur les raisons qui ont pu pousser des paysans javanais à mettre au point des systèmes de culture intensifs dans des clairières au sein de vastes forêts primaires. Cette simple constatation aurait suffi à remettre en cause l'ensemble de sa thèse. Ensuite, les zones de culture sur brûlis n'ont pas connu cet accroissement progressif de pression démographique qui aurait pu les inciter à évoluer. Bien au contraire, ce sont les zones déjà cultivées de manière intensive qui ont connu un fort accroissement démographique. Et ce sont les habitants de ces zones qui ont progressivement mis en valeur les forêts avoisinantes. L'extension de la riziculture irriguée n'est progressive que dans l'espace. Le changement dans le temps est beaucoup plus radical, puisque la riziculture inondée remplace directement la culture sur brûlis, sans passer par de nombreux systèmes intermédiaires.

Clifford Geertz, dans son ouvrage célèbre et désormais incontournable *Agricultural involution*, semble ignorer le rôle de l'extension spatiale de la riziculture inondée (Geertz, 1963). Selon lui, l'augmentation de la production de riz à Java proviendrait de l'intensification permanente du système de culture. Pour nourrir une population en croissance régulière, les paysans javanais auraient progressivement mis au point des techniques de production de plus en plus intensives : prégermination, repiquage, préparation du sol et sarclages de meilleure qualité, double culture, amélioration du contrôle de l'eau, etc. D'innovation en innovation, le système de culture aurait évolué vers ce que Geertz qualifie de «*technical hairspliting*».

Pour Geertz, cette évolution s'explique par les caractéristiques propres à la riziculture irriguée. «*Wet-rice cultivation, with its extraordinary ability to maintain levels of marginal labor productivity by always managing to work one more man in without a serious fall in per-capita income, soaked up almost the whole of the additional population that Western intrusion created, at least indirectly. It is this ultimately self-defeating process that I have proposed to call agricultural involution*» (Geertz, 1963 : 80).

Merveilleuses *sawah* (rizières inondées) qui traduisent tout supplément de travail par un supplément de récolte. Cette affirmation de Geertz[2], à la base de sa fameuse théorie de l'involution agricole et de la pauvreté partagée, ne repose malheureusement sur aucune réalité. En effet, les fameuses innovations qu'il signale correspondent à des techniques

Figure 7. Surfaces récoltées annuellement et rendements des sawah



Source : Maurer (1991).

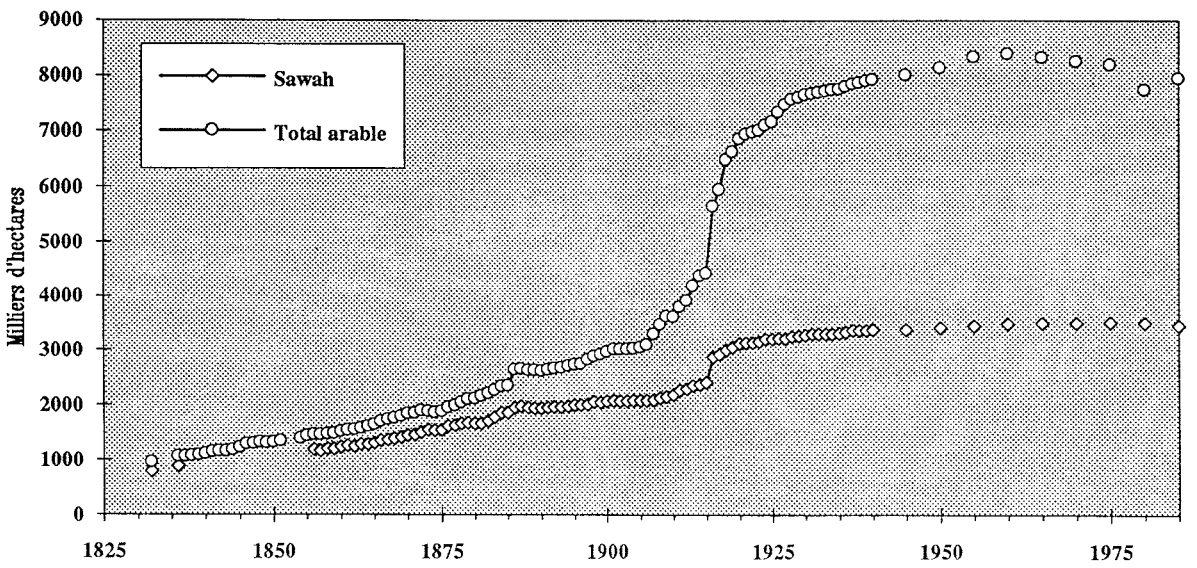
2 Geertz n'est d'ailleurs pas le seul à investir le riz de vertus exceptionnelles. Selon Fernand Braudel, «*le riz permet les surpopulations*» (Braudel, 1979 : I-130).

agricoles déjà décrites par Raffles en 1817. Par ailleurs, aucune des enquêtes de temps de travaux disponibles dans la littérature ne corrobore l'hypothèse d'un accroissement de la quantité de travail consacrée à la culture (White, 1983 : 25).

Les rendements n'ont pas plus augmenté que les temps de travaux. La figure 7 ne laisse subsister aucun doute à ce sujet. De 1880 à 1965, les rendements moyens stagnent autour de 2 tonnes de paddy par hectare. Ces valeurs correspondent d'ailleurs parfaitement aux estimations de rendements pour la fin du XVIII^{e} siècle (Boomgaard, 1989 : 118). Elles semblent correspondre à un seuil que la riziculture javanaise aurait atteint depuis plusieurs siècles.

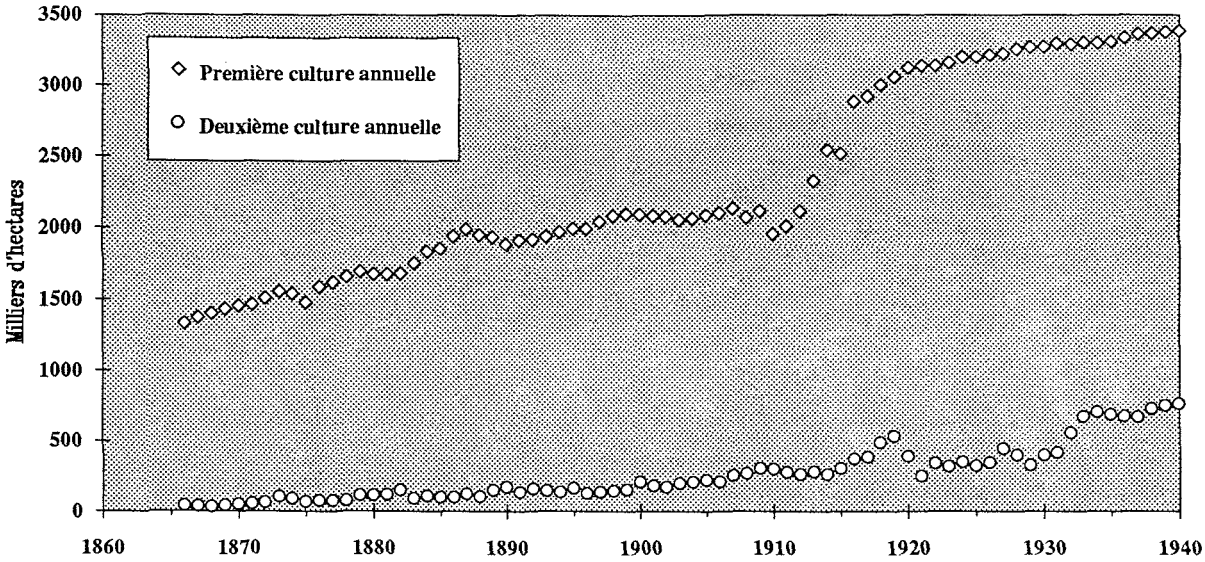
Dans ces conditions, l'augmentation de la production ne peut provenir que de l'augmentation des surfaces cultivées. Jusqu'en 1885, les surfaces en *sawah* croissent au même rythme que la population rurale (figures 8 et 10). Après cette date, l'épuisement des sites facilement irrigables contraint les paysans à défricher les bordures des vallées, puis à remonter progressivement les pentes des volcans. Ces terrains sont consacrés à des vivriers en culture pluviale (*tegal*) ou à des plantes pérennes (*kebun*). Entre 1910 et 1925, l'intensité des défrichements est telle, que les surfaces cultivées doublent, anticipant même le croît démographique (figure 8). Mais à partir de 1930, l'espace javanais est saturé. Toute augmentation de la production de riz passe alors par l'amélioration de l'irrigation qui permet la double culture annuelle. En progression régulière depuis 1890, la double culture de riz connaît un accroissement très rapide entre 1930 et 1942 grâce aux importants travaux hydrauliques engagés par le pouvoir colonial (figure 9).

Figure 8. Evolution des surfaces cultivées à Java



Sources : Boomgaard et al. (1989) ; Maurer (1991).

Figure 9. Evolution des surfaces plantées en riz à Java (1865-1940)



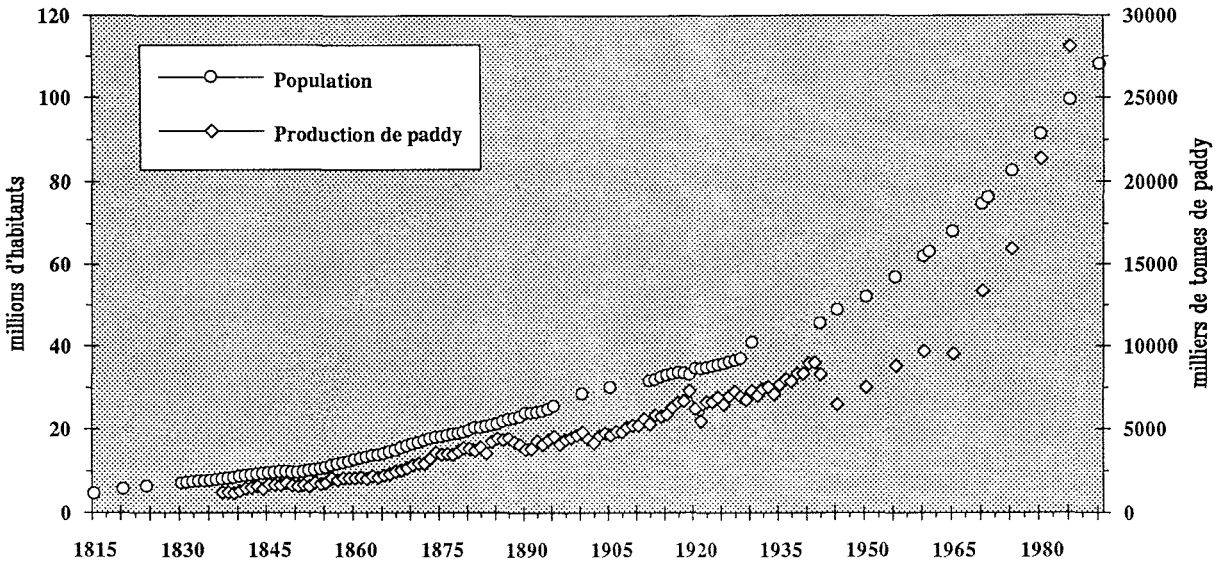
Source : Boomgaard et al. (1989).

La figure 10 montre bien l'évolution rigoureusement parallèle de la population et de la production rizicole jusqu'en 1885. Après un léger décrochement, les deux courbes retrouvent leur parallélisme jusqu'en 1942, maïs, manioc et autres cultures de *tegal* complétant la diète des Javanais. Suite à l'occupation japonaise, aux luttes pour l'Indépendance et à la gestion sukarnienne, les deux courbes divergent considérablement. Pour de nombreux Javanais, le *tiwul* (mélange de riz et de manioc en proportions variables) remplace le riz comme aliment de base. La situation ne s'améliorera qu'avec la mise en œuvre de la Révolution verte, à partir de la fin des années 1960.

L'année 1930 marque un tournant important dans l'histoire agraire de Java. Elle correspond à la fois à la fin de l'expansion des surfaces cultivées et à la grande crise. Cette dernière frappe de plein fouet une économie coloniale dominée par des produits agricoles destinés à l'exportation, tels que le sucre, le café et le caoutchouc. Conformément au pacte colonial, le pouvoir réserve le développement industriel à la métropole. Dès lors, les surfaces par actif agricole diminuent régulièrement (figure 11) alors que la proportion de la population employée dans l'agriculture reste stable, du moins jusqu'en 1960 (figure 12). La surface moyenne des exploitations agricoles passe de 1,0 ha en 1930 à 0,6 ha en 1973 (Booth, 1988 : 47). La comparaison de ces valeurs avec celles de la figure 11 donne une idée de l'importance du nombre de paysans sans terre.

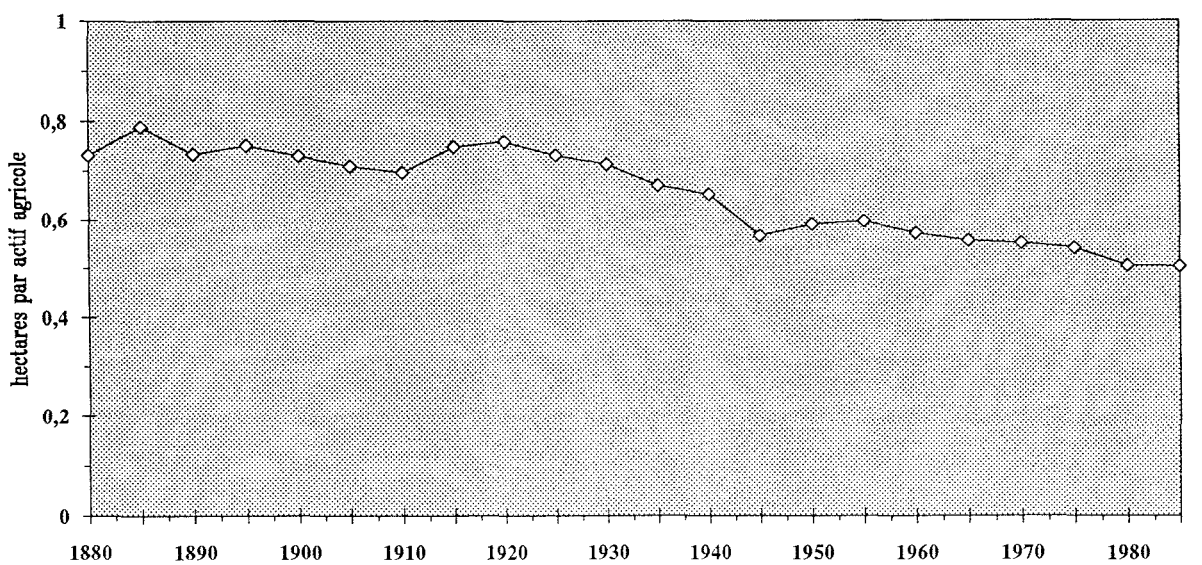
Les proportions de paysans sans terre varient énormément suivant les auteurs, même à partir de sources identiques. En effet, de nombreux paysans ne sont propriétaires que des quelques ares de jardin entourant leur maison. Peut-on pour autant les considérer comme agriculteurs ? La petitesse des surfaces cultivées rend le choix des limites particulièrement délicat. En retenant 0,1 ha comme valeur limite, 42 % des ménages javanais peuvent être

Figure 10. Evolution de la population et de la production de riz à Java



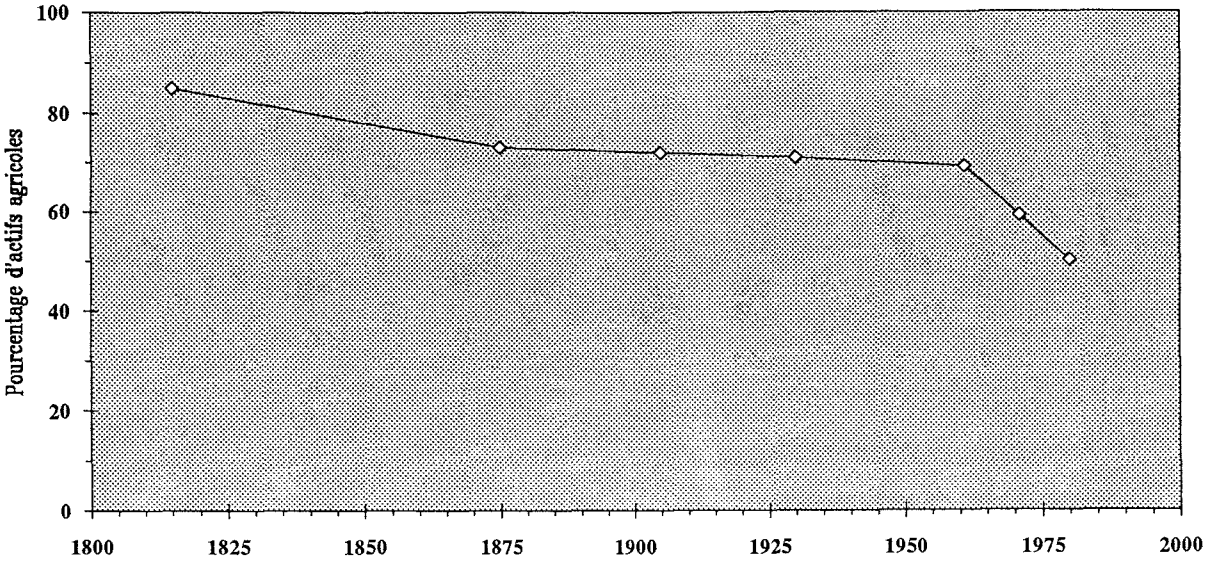
Sources : Boomgaard et al. (1989 et 1991) ; Maurer (1991) ; BPS, Jakarta.

Figure 11. Evolution de la surface par actif agricole à Java



Source : Maurer (1991).

Figure 12. Evolution de la population employée dans l'agriculture



Sources : Boomgaard (1991) ; White (1991) ; Booth (1988).

considérés comme paysans sans terre en 1983 (White, 1991 : 57). Près de 62 % de ces derniers ne sont d'ailleurs pas impliqués dans des activités agricoles.

Il semblerait logique, *a priori*, que la croissance démographique se traduise par un accroissement de la proportion de paysans sans terre. Curieusement, en 1905, Java compte déjà 40 % de ménages sans terre, alors qu'une grande partie de l'île reste encore à aménager (White, 1991 : 57). Encore plus haut dans l'histoire, en 1870, 38 % des ménages sont déjà exclus de la propriété foncière. La catégorie des paysans sans terre n'est pas une nouvelle venue dans la société agraire javanaise.

Le morcellement de la propriété foncière est le corollaire inévitable de la faible croissance du nombre d'exclus depuis le début du siècle. Entre 1905 et 1973, les proportions d'exploitations de très petite taille — 0,1 à 0,5 ha — augmentent considérablement, au détriment des exploitations de taille moyenne — 0,5 à 0,75 ha.

Tableau 7. Evolution de la propriété foncière à Java

Taille des exploitations (hectare)	Répartition en 1903 (%)	Répartition en 1973 (%)
0,1-0,2	15	21
0,2-0,5	32	36
0,5-0,75	25	17
0,75-3,0	24	24
>3,0	3	2

Source : Booth (1988 : 52).

Ce morcellement de la propriété foncière, allié à une quasi-absence de concentration foncière, conduit Geertz à élaborer le concept désormais célèbre de «pauvreté partagée». Ce partage de la pauvreté, propre à la société rurale javanaise, serait à l'origine de l'involution agricole. Le partage égalitaire de la terre et de la richesse ne permettrait ni la formation d'un prolétariat rural, ni l'émergence d'une classe d'entrepreneurs et d'agriculteurs capitalistes. Une forte homogénéité sociale et économique empêcherait ainsi tout décollage économique.

Bien qu'abondamment critiqué, le concept de pauvreté partagée conserve une influence prépondérante sur l'idéologie du développement des gouvernements du «nouvel ordre» indonésien. Il véhicule une vision égalitaire de la société paysanne javanaise qui correspond en fait à une vision homogénéisatrice. Pour Geertz, comme pour l'aristocratie javanaise dont il semble épouser la vision, les paysans forment une masse homogène où l'on distingue à grand peine les *cukupan* (juste assez) des *kurangan* (pas assez) (White, 1983 : 26).

Même si vu du palais tous les paysans apparaissent comme uniformément pauvres, la société paysanne javanaise ne saurait pour autant être qualifiée d'homogène. En effet, sa stratification repose strictement sur la propriété foncière. Des différences ténues sur le plan quantitatif peuvent revêtir une importance considérable sur le plan sociologique.

Dans la société javanaise, comme dans toute société agraire, la terre ne saurait se réduire à un simple facteur de production. Le statut social d'un paysan javanais s'évalue avant tout en unités de surface de rizière. La propriété foncière permet de distinguer quatre groupes statutaires au sein des villages javanais. Le groupe des *gogol* se compose de paysans possédant à la fois une rizière et un *pekarangan*[3] avec une maison. Les *stengah gogol*, ou demi-paysans, possèdent un *pekarangan* avec une maison mais pas de rizière. Les *menumpang* possèdent une maison, mais pas de terre. Au plus bas de l'échelle sociale, les *kumpulan* ou *nusup* ne possèdent ni maison ni terre (Pelzer, 1945 : 165).

Suivant les régions, les appellations varient mais le principe de classification reste identique. Dans le centre et dans l'est de Java, les immigrants récents sont appelés *pondok* ou *glongsor* ; les *lindung* ne possèdent que leur maison et leur jardin ; les *kuli* sont propriétaires d'une rizière ; les *tiyang baku*, descendants des fondateurs du village, bénéficient d'un prestige supplémentaire ; enfin, les membres de l'administration villageoise, les *prabot dusun* règnent au sommet de la pyramide (Koentjaraningrat, 1985 : 188).

Obnubilé par le riz et les rizières, Geertz semble ignorer qu'un grand nombre de ménages paysans ne disposent de rizières ni en propriété ni en métayage, et ne sont pas en mesure d'assurer leur autosuffisance alimentaire en riz. Dès 1905, environ deux ménages javanais sur trois ne sont plus autosuffisants en riz. Dans les rations caloriques moyennes,

3 Le *pekarangan* est une sorte de jardin-verger abritant une ou plusieurs maisons. L'ensemble des *pekarangan* forme le village javanais.

la part revenant au riz diminue régulièrement au profit du maïs et du manioc. En deuxième saison, après le riz, la culture de *palawija* (terme générique pour toutes les cultures secondaires : maïs, soja, manioc, légumineuses, patate douce, ignames) tend à se généraliser en l'absence d'irrigation (Maurer, 1991 : 359). Pour de nombreux ménages javanais, le *tiwul*, mélange de riz et de manioc en proportions variables, remplace le riz comme aliment de base.

Enfin, seul le recours de plus en plus fréquent à des emplois non agricoles permet la survie d'un grand nombre de familles. Encore une fois obnubilés par les rizières, de nombreux observateurs n'ont pas vu ou voulu voir l'importance sans cesse croissante de la pluri-activité dans le milieu rural. En 1972, dans le village de Tirtonirmolo près de Yogyakarta, 16,3 % seulement des chefs de famille tirent l'essentiel de leurs ressources de l'activité agricole. Les autres chefs de famille se déclarent ouvriers (52,8 %), fonctionnaires ou employés (14,4 %), commerçants et entrepreneurs (10,6 %), retraités et sans emploi (5,9 %). Pratiquement toutes les familles disposent de plusieurs sources de revenus (Maurer, 1986 : 92).

L'étude de l'évolution du monde rural javanais depuis le début du XIX^{e} siècle éclaire d'un jour nouveau les problèmes de recrutement de la Transmigration. Le portrait-robot du transmigrant dont rêve l'administration correspond trait pour trait au portrait de ce paysan javanais si difficile à trouver : cet agriculteur émérite, petit propriétaire ou métayer d'une rizière de 50 à 100 ares, qui n'a aucune raison de rejoindre la Transmigration. A l'inverse, le transmigrant peu entreprenant et sans expérience agricole que les pouvoirs publics veulent tant éviter de recruter correspond en tous points au candidat potentiel à la Transmigration : le paysan sans terre.

Le transmigrant tel qu'on voudrait qu'il soit

Dès 1937, la *Centrale Commissie voor Migratie en Kolonisatie van Inheemschen* (Commission centrale pour la migration et la colonisation indigène) publie les «dix commandements» pour la sélection des colons (Pelzer, 1945 : 210) :

1. Sélectionner de vrais agriculteurs ; les non-agriculteurs sont un fardeau pour la colonie et compromettent son succès.

2. Sélectionner des individus physiquement forts ; ils seront les plus aptes à endurer les difficultés inhérentes à une vie de pionnier.

3. Sélectionner des individus jeunes ; cela permettra de réduire l'accroissement démographique javanais dans le futur.

4. Sélectionner des familles ; les familles sont le fondement de la paix et de l'ordre dans les colonies.

5. Ne pas sélectionner de familles avec trop d'enfants en bas âge ; la charge serait trop lourde à supporter dans les premières années.

6. Ne pas sélectionner d'anciens ouvriers de plantations ; dans 90 % des cas il sont la cause de troubles dans les colonies.

7. Ne pas autoriser les soi-disant «mariages de colonisation» ; ils sont une source de troubles dans les colonies.

8. Ne pas accepter de femmes enceintes ; le pionnier a besoin de l'aide de sa femme pendant la première année.

9. Ne pas accepter de célibataires ; tôt ou tard ils s'intéresseront aux femmes des autres pionniers.

10. Autoriser les villages à migrer dans leur totalité. Dans ce cas les neuf premiers commandements peuvent être ignorés.

Malgré la saveur désuète de certaines formulations, la plupart de ces dix commandements restent en vigueur à l'heure actuelle. Pour être retenu, le candidat doit être citoyen indonésien et originaire d'une zone considérée comme prioritaire ; il doit être âgé de 20 à 40 ans, être marié et ne pas avoir plus de quatre enfants ; il doit bénéficier d'une bonne santé physique et mentale ; et ne pas avoir été impliqué dans le coup d'Etat communiste de 1965.

Bien entendu, l'édification de règles ne suffit pas à assurer la qualité du recrutement. En 1938 déjà, les responsables de la *Kolonisatie* se plaignent de la «mauvaise qualité» des migrants. Selon eux, 30 % des colons n'auraient pas dû être retenus, en raison de leur âge, de leur condition physique ou de leur situation familiale (Pelzer, 1945 : 252). Beaucoup de colons n'avaient pratiqué l'agriculture que très occasionnellement. Une bonne moitié d'entre eux s'avérait inadaptée à la vie de pionnier et était à l'origine de la majorité des désertions dont souffraient les colonies.

Un demi-siècle plus tard, rien n'a vraiment changé. Les responsables de centres de Transmigration se plaignent toujours de la médiocre qualité des transmigrants. Non seulement les colons manquent d'initiative, mais nombre d'entre eux développent une mentalité d'assistés. D'une manière générale, le niveau technique laisse profondément à désirer. Peu de colons disposent d'une véritable expérience agricole.

Pour les responsables de la Transmigration, le problème provient essentiellement du non respect des critères de sélection. Pendant la période coloniale, l'administration imposait des quota aux chefs de village des districts «surpeuplés» de Java. Or, l'observation stricte des critères de recrutement ne leur permettait pas de remplir les quota imposés. En effet, les villageois remplissant les conditions requises — jeunes, forts, en bonne santé, disciplinés et bons agriculteurs — n'avaient aucune raison de rejoindre la Transmigration. Les chefs de village étaient plutôt enclins à profiter de l'occasion pour se débarrasser d'éléments indésirables : cas sociaux et administrés indociles.

Depuis l'Indépendance, le Ministère organise directement la sélection des candidats sur la base de quota par districts. Si les critères de sélection ont peu évolué avec le temps, par contre, la base de recrutement s'est considérablement élargie.

Des origines de plus en plus diverses

Jusqu'en 1940, la *Kolonisatie* recrute presque exclusivement dans les provinces de Java-Centre et de Java-Est, ainsi que dans les principautés de Yogyakarta et de Surakarta. Les districts à forte densité de population — Kedu, Banyumas, Pekalongan, Yogyakarta, Surakarta, Kediri, Madiun, Bojonegoro — fournissent les plus gros contingents. Dans la province de Java-Ouest, seul le district de Cirebon recrute quelques centaines de familles de colons. Après l'Indépendance, le recrutement s'élargit à toute la province de Java-Ouest ainsi qu'à la zone spéciale de Jakarta (Daerah Khusus Ibukota ou DKI), puis à Bali à partir de 1953. En 1973, Lombok rejoint le groupe des provinces de départ (Cf. figure 13). A partir de 1978, la rubrique APPDT (Alokasi Penempatan Penduduk Daerah Transmigrasi) apparaît dans les statistiques du Ministère. Elle concerne le quota de 10 % réservé dans chaque centre aux autochtones des provinces d'accueil. Cette mesure entend favoriser une meilleure intégration régionale des centres de Transmigration. Plus récemment, le 4^{e} décret présidentiel de 1986 ajoute les îles de Flores, Alor, Sumba et Timor au nombre des zones d'origine de la Transmigration (Aditjondro, 1986 : 71).

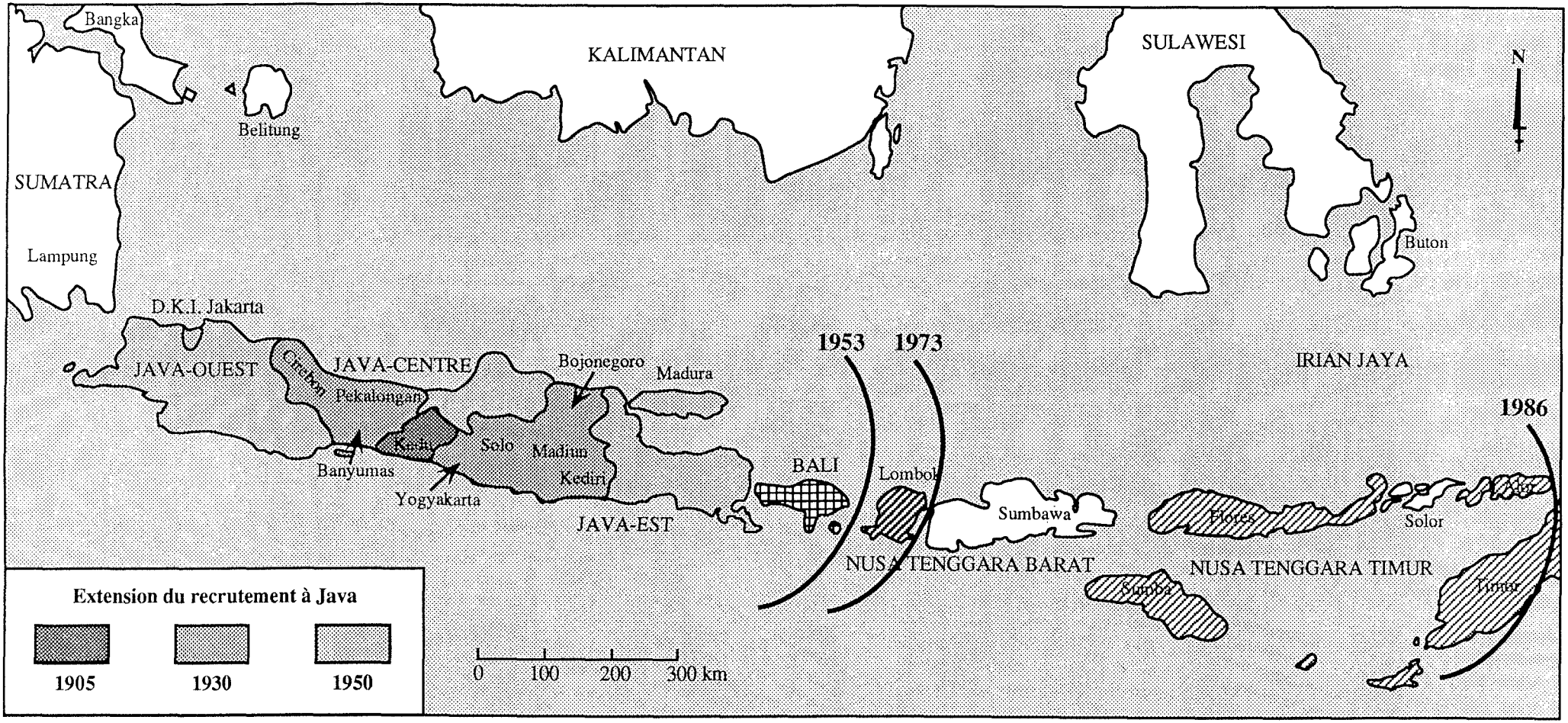
Malgré l'élargissement constant de la base de recrutement, dans leur grande majorité les transmigrants sont originaires des îles de Java et de Madura. Les statistiques ne mentionnent jamais l'appartenance ethnique des colons, mais uniquement la province et le district d'origine. Rappelons que tous les habitants de l'île de Java ne sont pas Javanais, mais tout aussi bien Sundanais (majoritaires à Java-Ouest) ou Madurais (dans plusieurs districts de Java-Est). De même, tous les habitants de Lombok ne sont pas Sasak, puisque les Balinais dominent largement dans le nord-ouest de l'île.

Sauf rares exceptions, la connaissance du district d'origine donne cependant une bonne indication de l'appartenance ethnique des colons. La domination javanaise est très nette : plus de trois transmigrants sur quatre sont Javanais. Ces derniers dominent même la rubrique APPDT, en principe réservée aux autochtones des provinces d'accueil. Pour être considéré comme autochtone, il suffit de résider dans la province d'accueil. Comme les «vrais» autochtones ne s'intéressent que très modérément à la Transmigration, les migrants spontanés javanais profitent en grand nombre de cette opportunité.

Avec environ 15 % des effectifs, les migrants de Java-Ouest, en majorité Sundanais, arrivent en deuxième position. Certains districts, comme celui de Cirebon, présentant des populations mélangées, il y a fort à parier qu'un nombre non négligeable de Javanais se soit glissé parmi les Sundanais.

Les contingents originaires de Bali et de Lombok représentent moins de 10 % des migrants. Seul un événement exceptionnel, comme l'éruption du Gunung Agung à Bali en

Figure 13. Extension des zones d'origine des transmigrants (1905 - 1993)



Source : Departemen Transmigrasi (1993)

D. Levang

1963, permet aux Balinais de devenir majoritaires pour cette seule année. Près de 23 000 victimes de l'éruption rejoignent la Transmigration.

En même temps qu'il élargissait la base spatiale de recrutement des transmigrants, le Ministère introduisait la notion de catégories et de zones prioritaires.

Catégories et zones prioritaires

A priori, l'élaboration de catégories et de zones prioritaires semble en contradiction avec l'objectif d'amélioration du recrutement des colons. Il illustre cependant la multiplicité des objectifs dévolus à la Transmigration. Le tableau ci-après, tiré de Hardjono (1986 : 41), présente, par ordre de priorité, les neufs catégories de migrants, ainsi que les pourcentages de familles déplacées entre le 1er avril 1984 et le 31 janvier 1986.

Tableau 8. Catégories de migrants et zones de recrutement prioritaires

Type	Catégorie ou zone prioritaire	Pourcentage de migrants
1	Victimes de catastrophes naturelles	10,2
2	Zones érodées	35,1
3	Zones densément peuplées	12,5
4	Projets d'intérêt public	8,4
5	Vétérans de l'armée	0,5
6	Action sociale	1,1
7	Populations locales	11,2
8	Réinstallation de migrants spontanés	16,2
9	Réinstallation de transmigrants	4,8

Source : Hardjono (1986).

La priorité accordée aux victimes de catastrophes naturelles se comprend aisément, étant donné la fréquence des éruptions volcaniques, des tremblements de terre, des raz-de-marée et autres inondations en Indonésie. En accord avec le 10^{e} commandement déjà cité, aucune sélection n'est habituellement opérée parmi les victimes de catastrophes naturelles.

La catégorie «projets d'intérêt public» concerne les familles expropriées dans le cadre de projets de reboisement, de mise en eau de barrages, d'extension de camps militaires, etc. Au même titre que les victimes de catastrophes naturelles, les familles entrant dans cette catégorie bénéficient de conditions plus avantageuses que la moyenne des colons. L'administration leur réserve habituellement des centres bien situés, à proximité de Java. Pour satisfaire aux normes de taille de famille en vigueur à la Transmigration, il arrive que les fonctionnaires responsables de la sélection enregistrent des ménages fictifs. Les familles nombreuses disposent ainsi de lots plus importants à leur arrivée sur les centres. L'opération

présente le triple avantage de réduire le coût des expropriations, d'éviter les risques de désordre et de donner bonne conscience aux autorités.

Le ministère de l'Action sociale (*Departemen Sosial* ou *Depsos*), fidèle aux mythes de la réhabilitation par le travail et du retour à la nature, se réserve un certain nombre de places en Transmigration pour la réinsertion des *gelandangan* (vagabonds et mendiants) occasionnellement raflés dans les centres des grandes villes. Contrairement aux autres transmigrants, les protégés du *Depsos* ne sont pas toujours volontaires. Le recours à une persuasion musclée et la perspective d'une aide alimentaire de douze mois peuvent inciter un *gelandangan* à accepter l'offre du gouvernement. Par contre, rien ne l'obligera à rester contre sa volonté. Ainsi, à l'issue des douze mois d'aide alimentaire assurés par le Ministère, la quasi-totalité des migrants d'origine urbaine déserte les centres.

Le ministère des Armées se réserve également un certain nombre de places pour ses vétérans. Les sous-officiers désirant prendre leur retraite dans un centre de Transmigration sont toujours les bienvenus. Certains projets d'intérêt stratégique (*Saptamarga*) sont d'ailleurs exclusivement réservés aux vétérans.

Pour faciliter l'intégration des transmigrants, 10 % des lots sont réservés aux populations locales, ou plus exactement aux habitants de la province d'accueil. En fait, les candidats se recrutent le plus souvent parmi des migrants spontanés d'origine javanaise.

Les catégories 8 et 9 concernent la réinstallation de migrants spontanés ou de transmigrants originaires de projets jugés «peu performants», pour reprendre l'euphémisme officiel. Il s'agit le plus souvent de corriger des erreurs manifestes de planification.

Enfin, les catégories «zones érodées» et «zones surpeuplées» représentent à elles seules près de la moitié des transmigrants. En fait, les deux catégories se recouvrent largement et leur distinction ne correspond à aucun critère précis. Elles concernent l'ensemble des provinces d'origine des migrants : les îles surpeuplées de l'archipel indonésien.

La recherche perpétuelle du «bon» transmigrant

En théorie, le nombre pléthorique de candidats à la migration devrait permettre d'effectuer une sélection rigoureuse. Dans la pratique, les lenteurs administratives sont telles qu'un délai de deux ans sépare souvent l'acte de candidature de la date de départ. Enfin prévenus d'un départ imminent, de nombreux candidats ont changé d'avis. D'une part, leur situation familiale a pu se modifier, d'autre part, la destination proposée peut ne pas leur convenir. En principe, un candidat ne peut pas choisir sa destination au moment de l'inscription. Il reste cependant libre de refuser de partir lorsqu'on le convoque. Ainsi, à la veille d'un départ pour l'Irian Jaya, les agents du Ministère constatent habituellement une forte recrudescence d'épouses enceintes, de vieilles mamans malades ou d'enfants à scolariser de toute urgence. Seule l'annonce d'un départ imminent pour Sumatra permet d'enrayer l'hécatombe.

Tous les migrants se plaignent de la mauvaise organisation des départs. Les uns, après avoir vendu leurs rares biens, restent parfois plus d'un an à attendre leur départ dans des conditions économiques difficiles. Les autres, priés de se décider sur le champ, vendent en catastrophe au plus offrant. Dans les deux cas, le maigre pécule réuni par les colons disparaît longtemps avant le départ. La faiblesse des sommes en jeu ne permet guère de parler de capital de départ.

Toujours est-il qu'à la veille de chaque départ, une proportion importante de candidats soigneusement sélectionnés fait défaut. Pour compléter les convois, l'usage veut que tout volontaire soit bon à prendre.

Régulièrement bredouilles dans leur recherche du «bon» transmigrant, les autorités invoquent une fois de plus le non-respect des règles de recrutement. L'argument ne résiste pas à l'analyse. Si le respect des règles améliorait la sélection des colons, en bonne logique, leur non-respect devrait la détériorer. Or, dans le cas de victimes de catastrophes naturelles ou d'expropriations pour cause de projets d'intérêt public, le Ministère n'est pas tenu de respecter les règles en question. Loin de constater une quelconque péjoration, les responsables de la Transmigration sont unanimes : les centres accueillant des colons issus de ces deux catégories sont de loin les plus dynamiques. Ce paradoxe s'explique aisément. La perte d'une rizière pour cause de catastrophe naturelle ou d'expropriation concerne surtout les agriculteurs propriétaires de leurs terres et non les paysans sans terre.

Cruelle dérision, il faut une catastrophe naturelle pour que les agriculteurs dont rêvent les autorités s'intéressent à la Transmigration. Mais faut-il s'étonner de compter plus de paysans sans terre que d'agriculteurs émérites parmi les candidats à la Transmigration ? Rien ne sert de peaufiner les critères de sélection si l'on ne s'adresse pas aux bons candidats. Ces transmigrants, qui sont-ils donc ?

Les transmigrants : ni élite ni rebut de la société

Certains auteurs n'hésitent pas à présenter les transmigrants comme issus des couches les plus misérables des communautés rurales, voire comme des rebuts de la société (Hardjono, 1977 : 36). S'il est indéniable que les transmigrants ne représentent pas l'élite de la société, ils sont pourtant loin d'en constituer le rebut. Les nombreuses études menées dans les centres de Transmigration de Kalimantan, de Sumatra et de Sulawesi nous permettent de brosser un portrait-robot du transmigrant moyen et de préciser ce qui le distingue du Javanais moyen.

Conformément aux critères de sélection retenus, le transmigrant appartient à une classe d'âge particulière : celle des 20-40 ans. L'obligation d'être marié a pour conséquence d'élever l'âge moyen du chef de famille à 35 ans lors de son arrivée sur le centre. Cet âge

n'est bien sûr qu'approximatif, puisqu'en l'absence d'état-civil rigoureux, les mentions «né vers ...» ou «âge : xx ans» remplacent fréquemment la date de naissance sur les papiers d'identité. L'âge enregistré par le fonctionnaire correspond plus souvent au vœu du candidat qu'à la réalité, et reste d'ailleurs immuable jusqu'au renouvellement des papiers d'identité. Quoi qu'il en soit, il est rare que le chef de famille ait moins de 25 ans ou plus de 45 ans. L'épouse, plus jeune de cinq ans en moyenne, est mère de deux à trois enfants.

La taille moyenne des ménages à l'arrivée sur les centres s'établit aux environs de 4,2 personnes, contre 4,6 en moyenne pour Java (BPS, 1982 : 25). A classe d'âge équivalente, la différence serait d'ailleurs nettement plus sensible. Contrairement aux provinces d'origine, les familles de transmigrants sont presque exclusivement nucléaires. Le Ministère ne payant le déplacement et l'aide alimentaire qu'au chef de famille, à son épouse et à quatre enfants au maximum, toute personne supplémentaire reste à la charge des colons. Dans ces conditions, il est même fréquent que des enfants en surnombre restent à Java où ils sont confiés à leurs grands-parents ou à un parrain. Sur les centres, l'épouse reste confinée aux tâches domestiques en raison du jeune âge des enfants[4]. En pleine phase pionnière, la force de travail des migrants est souvent au plus bas.

Dans les provinces d'origine, environ un tiers des colons ne possédait pas de maison et logeait à titre gracieux chez des membres de la famille, le plus souvent chez les parents de l'épouse. Pour les deux autres tiers, le terme de *gubug* (cabane) revient plus fréquemment que celui de *rumah* (maison) dans les enquêtes. Ne pouvant espérer aucun bénéfice de la vente des maisons, les futurs transmigrants les confient à des membres de la famille, les terrains étant habituellement déjà en indivision.

Suivant les centres, 54 à 66 % des colons ne possédaient aucune propriété foncière dans les zones de départ. Parmi les propriétaires, les surfaces moyennes tournent autour de 25 ares et ne dépassent que très rarement 50 ares. Les terrains en sec sont plus fréquents que les rizières. Rappelons que pour l'ensemble de Java en 1983, les paysans sans terre représentent 42 % des ménages.

En 1980, la totalité des biens mobiliers des futurs colons de Sebamban s'élevait à 170 000 Rp (environ 1 500 FF) en moyenne par famille. Sur ce total, 54 % devaient être vendus, 38 % remis à des membres de la famille et 8 % seulement emportés sur le Centre. D'une manière générale, la plus grande partie de l'argent provenant de la vente éventuelle de la maison, du foncier, du cheptel et des biens mobiliers devait être consommée avant le départ ou pendant le voyage. A l'arrivée sur le centre, les familles ne disposaient en moyenne que de Rp 26 000 (environ 230 FF).

Le niveau d'éducation des migrants est tout à fait satisfaisant. En 1980, à Sebamban, seulement 20 % des chefs de famille et 28 % de la population âgée de plus de dix ans sont analphabètes. Ces valeurs, remarquablement proches de la moyenne nationale (28,8 %), sont

4 A Java, la garde des enfants est souvent assurée par la mère ou par une jeune sœur de l'épouse.

nettement plus faibles que celles des provinces d'origine : Java-Centre (33,6 %), Java-Est (36,8 %), Bali (37,8 %) et Lombok (44,9 %). A Sebamban toujours, 20 % des chefs de famille possèdent un niveau d'éducation supérieur au certificat d'études et 8 % sont bacheliers.

Le niveau de qualification professionnelle laisse davantage à désirer. A Batumarta, par exemple, 15 % des colons n'avaient jamais pratiqué l'agriculture et 34 % n'étaient qu'ouvriers agricoles. En raison de la faible taille des exploitations, la pluri-activité est de règle. Suivant les régions d'origine, elle revêt des formes différentes. A Java-Ouest, les hommes s'emploient volontiers comme journaliers dans le secteur du bâtiment et des travaux publics. Les femmes préfèrent se consacrer au petit commerce de fruits et légumes, de poulets, voire de textiles pour celles disposant d'un petit capital. A Bali, hommes et femmes dépendent presque exclusivement des grands chantiers de construction pour s'assurer un revenu monétaire. A Java-Est, les emplois de journaliers agricoles dominent largement. La région de Yogyakarta se distingue des autres en proposant des emplois plus qualifiés, mais temporaires, dans le secteur de l'artisanat traditionnel. Le dénominateur commun à tous ces emplois non agricoles est leur extrême précarité. Pratiquement aucun colon n'occupait d'emploi fixe, même sous-payé, dans le secteur public ou privé. D'une manière générale, les migrants se plaignent moins de leur niveau de vie que de l'absence de perspectives d'avenir dans les régions d'origine.

Le niveau technique agricole n'est pas à la hauteur de la réputation du paysan javanais ou balinais. Pour cent migrants, trente seulement peuvent être qualifiés d'exploitants agricoles. Même parmi ces derniers, certains thèmes techniques comme la fertilisation et les traitements phytosanitaires ne sont pas unanimement répandus. Seule une infime minorité a eu l'occasion d'utiliser les services du crédit agricole (BIMAS - INMAS) dans les provinces d'origine. L'esprit d'entreprise fait cruellement défaut au transmigrant moyen. Mais faut-il s'en étonner ? Comme le signale justement Hardjono (1977 : 36) : «*Those who possessed initiative but felt that opportunities for making a good living were limited in their village moved to the urban centres of Java and not to uncultivated land in Sumatra*».

Pour l'essentiel, les transmigrants se recrutent parmi les paysans sans terre, petits métayers, ouvriers agricoles et autres journaliers. Paysans pluri-actifs plutôt qu'agriculteurs, leur niveau de vie ne les distingue en rien du Javanais ou du Balinais moyen.

Motivations et objectifs des migrants

Bien qu'il n'existe pas de transmigrant type, certaines spécificités se font jour en regard surtout des origines sociale et géographique des migrants. Que le degré de motivation d'un vagabond, plus ou moins recruté de force, soit inférieur à celui d'un agriculteur balinais est évident.

Pour une minorité de migrants, rejoindre la Transmigration signifie avant tout s'assurer le gîte et le couvert pendant douze mois. L'aide alimentaire complète (riz, poisson séché, sel, sucre, huile, etc., mais aussi pétrole lampant et savon), accordée par le Ministère

pendant douze à dix-huit mois suivant le type de projet, suffit à attirer un certain nombre de candidats. Pour cette raison, même parmi les migrants les moins motivés, comme les protégés du Depsos, les désertions restent rares pendant la première année sur les centres.

Par ordre de motivation croissante, il convient de signaler les fameux DKI (Daerah Khusus Ibukota), colons recrutés dans la zone spéciale de Jakarta, ainsi que les Sasak originaires de Lombok. Véritable cauchemar des chefs de centres, les DKI désertent en masse dès la fin de l'aide alimentaire. Ayant goûté à l'argent facile dans la capitale, les DKI sont peu adaptés à une vie de pionniers. Jugés aussi paresseux qu'indisciplinés, nul ne regrette leur départ.

Bien que moins indisciplinés, les Sasak de Lombok sont également taxés d'une solide réputation de paresse. Chez ces derniers, les fortes solidarités familiales et villageoises ainsi que la valorisation sociale du partage contreviennent à toute velléité d'enrichissement personnel par le travail. La quasi-obligation de partager tout revenu avec l'ensemble de la communauté ne favorise pas l'initiative individuelle. Dès la fin de l'aide alimentaire, de nombreux Sasak revendent les tôles de leur toit, puis les planches et enfin les parcelles, une à une ou en bloc. La dernière vente se négocie au prix du billet retour pour Lombok. Depsos, DKI et Sasak restent heureusement très minoritaires par rapport à l'ensemble des colons.

Dans leur immense majorité, les transmigrants visent plus haut que la survie au jour le jour. Presque tous sont animés du désir d'améliorer leur condition économique et sociale grâce à l'activité agricole. Presque tous désirent s'installer définitivement dans les zones d'accueil. Aucun ne rêve sérieusement d'un enrichissement rapide grâce à l'activité agricole. Contrairement à l'Amazonie, l'Asie ne cultive pas le mythe de l'eldorado. Pour s'enrichir rapidement, les Javanais comptent davantage sur le SDSB[5] que sur la Transmigration.

Parmi les motivations des transmigrants, la préoccupation du futur l'emporte largement sur les difficultés du présent. La survie au quotidien n'inquiète pas les candidats à la migration. Ni plus riches, ni plus pauvres que les autres villageois, ils connaissent les mêmes difficultés et les résolvent de la même manière. C'est avant tout la précarité de leur situation qui les inquiète. La faible taille des propriétés, voire l'absence de terre, ne permettent pas aux paysans de se replier sur leur exploitation. La survie de la famille dépend en grande partie d'opportunités d'emplois non-agricoles. Or, l'essentiel de ces opportunités concerne des emplois peu qualifiés, de courte durée et mal rémunérés. Tout empêchement — accident, maladie, vieillesse — prive la famille de ressources.

On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, que devenir propriétaire foncier et assurer l'avenir de ses enfants soient les motivations les plus souvent citées par les migrants. Les deux motivations vont d'ailleurs de pair. Pour le paysan, la propriété foncière, c'est d'abord l'assurance de pouvoir satisfaire les besoins élémentaires de la famille. C'est la certitude, en cas de maladie ou d'invalidité, d'obtenir un revenu minimum en confiant sa rizière à un

5 Version indonésienne du loto, le SDSB a été supprimé en 1993 suite à plusieurs manifestations d'étudiants intégristes musulmans.

métayer. Au pire, la rizière fait office de garantie pour l'obtention d'un prêt usuraire. La terre, enfin, représente le patrimoine indispensable aux enfants pour assurer une retraite décente à leurs parents.

Mais l'avenir des enfants, dont se préoccupent tant de transmigrants, n'est pas forcément dans l'agriculture. Accéder à la propriété foncière n'est pas un but en soi, mais plutôt le moyen d'assurer une éducation correcte à leurs enfants. S'il le faut, les paysans n'hésitent pas à vendre leur patrimoine foncier pour permettre à leurs enfants d'entrer dans la fonction publique[6].

A la fois assurance maladie, assurance vieillesse et assurance éducation, la propriété foncière constitue en outre un élément essentiel du statut social. Or, les candidats à la Transmigration appartiennent pour l'essentiel aux groupes statutaires inférieurs de la société javanaise, ceux des *glongsor* et des *lindung*, tous deux exclus de la propriété d'une rizière. En rejoignant la Transmigration, le colon se hisse d'emblée au niveau le plus élevé de la société agraire javanaise, celui de *tiyang baku* réservé aux fondateurs des villages.

D'autres motivations sont parfois citées. L'ouverture d'un centre de Transmigration donne toujours lieu à la création de quelques postes de fonctionnaires. Ces postes restent difficiles à pourvoir dans les régions reculées. Ainsi, pour les migrants disposant d'un niveau d'éducation élevé, la Transmigration peut représenter l'opportunité d'entrer dans la fonction publique, et par là d'accéder à un statut social encore supérieur à celui de *tiyang baku.*

Bien qu'aucune statistique ne soit disponible sur le sujet, il semblerait également que la «perte de face» soit à l'origine de nombreux départs. Celle-ci peut être causée par la découverte d'opérations financières douteuses, par de grosses pertes de jeu, ou bien encore par des problèmes conjugaux. Pour les victimes d'une «perte de face», la Transmigration représente souvent la seule chance de refaire leur vie, l'unique alternative à la marginalisation.

Enfin, le grand nombre de candidats à la migration ne saurait masquer l'énorme majorité de ceux qui ne partent pas ; ceux qu'en toute logique la misère devrait pousser hors de Java ou que la perspective d'amélioration du statut social devrait attirer vers les îles extérieures.

«Propension migratoire» contre «attachement à la terre» ?

L'attachement à la terre et au village natal des paysans javanais et balinais a fait couler beaucoup d'encre. La comparaison avec les Minangkabau, les Batak ou encore les Bugis pousse de nombreux auteurs à conclure à la faible propension migratoire des Javanais.

---

6 En raison du grand nombre de candidats, l'entrée dans la Fonction publique indonésienne s'apparente davantage à un «achat de charge» qu'à un concours de recrutement.

Il est vrai que pour la plupart des colons enquêtés, le départ pour la Transmigration représente souvent la première occasion de quitter le village natal. A Batumarta par exemple, 69 % des chefs de famille n'avaient jamais voyagé ; 15 % seulement connaissaient Sumatra. Chez les colons balinais, la proportion de chefs de famille connaissant le «monde extérieur» peut tomber à 1 % (Charras, 1982 : 159). Pris individuellement, Javanais et Balinais sont en effet peu mobiles. Leur mobilité ne semble s'exprimer qu'en groupe.

Dès 1817, Raffles signale : «*During the administration of Marshall Daendels, in the years 1808, 1809, and 1810, nearly all the inhabitants of the province of Demak, one of the richest in the eastern districts, fled into the Native Provinces ; and when an order was given for the rigid enforcement of the coffee monopoly, every district suffered in its population, in proportion to the extent of service levied upon it*». (Raffles, 1817 réédition 1988 : 65).

Le recensement de 1930 révèle que plus de 10 % des Javanais ne sont pas nés dans leur district de résidence. A la même époque, 55 % des personnes de culture et de langue maduraise avaient quitté Madura pour l'extrémité est de Java (Pelzer, 1945 : 176). Plus récemment, les importantes migrations depuis le Kejawen vers les zones urbaines de la côte nord de Java confirment que les paysans javanais ne sont pas moins mobiles que d'autres.

L'attachement à la terre résiste mal aux pressions économiques. Toutes ces migrations restent cependant internes au monde javanais, au monde connu. Le saut vers l'inconnu semble nécessiter l'intervention de l'Etat. Mais si cette dernière est nécessaire, elle est loin d'être suffisante.

Vers la fin des années 1970, la mise en eau du barrage de Wuriantoro dans la région de Wonogiri devait entraîner l'inondation de plusieurs villages. Malgré les efforts répétés de l'administration et les conditions particulièrement avantageuses offertes aux volontaires, un grand nombre de villageois refusèrent de rejoindre la Transmigration. Les raisons de ce refus, à la fois économiques et socio-culturelles, sont riches en enseignements (Gondowarsito, 1990 : 57-62). Tous les paysans possédant plus de 25 ares de rizière décidèrent de rester. Les indemnisations furent utilisées pour racheter des rizières de taille inférieure dans le voisinage. L'augmentation du prix de la terre eut pour effet d'accroître le prestige lié à la propriété foncière. Aucun fonctionnaire ne voulut prendre le risque de perdre son emploi et sa position. Tous ceux bénéficiant d'un revenu régulier, même faible, préférèrent rester. Les ménages ayant des enfants scolarisés dans le secondaire ou de proches parents en zone urbaine firent le même choix.

Pour les personnes âgées, les facteurs socio-culturels — la peur de l'inconnu, la crainte de ne plus bénéficier de la bénédiction des ancêtres, le souhait d'être enterré auprès de leurs parents — furent déterminants. A leur tour, les femmes âgées exercèrent de fortes pressions sur leurs filles et empêchèrent plus d'un jeune ménage de rejoindre la Transmigration. Une croyance communément répandue à Java prédit les pires malheurs à celui qui quitterait la maison sans la bénédiction de ses parents. Malgré la volonté exprimée par le jeune chef de ménage, la décision finale appartenait le plus souvent à sa belle-mère. Dans la région de Wonogiri, la tradition d'uxorilocalité renforce encore le phénomène. Le jeune couple se retrouve sous la dépendance économique des beaux-parents. Considérés comme de vulgaires

aides familiaux, les gendres ne supportent leur condition que dans l'espoir d'hériter d'une parcelle de rizière. La Transmigration leur permet de s'affranchir de cette dépendance.

Les liens familiaux ne sont pas les seuls à retenir d'éventuels migrants. Le village javanais est bien plus qu'une unité de résidence. Une très forte solidarité lie les membres d'un même hameau ou quartier. Il est de coutume de s'entraider en cas de difficulté. Les occasions ne manquent d'ailleurs pas de prouver sa sollicitude. Maladie, décès, mariage, 7^{e} mois de grossesse, naissance, changement de nom, circoncision, etc., sont prétextes à fêtes et à quêtes. La sécurité de chacun est l'affaire de tous. Un voleur serait mal avisé de compter sur l'indifférence des voisins. L'éducation des enfants est assurée par l'ensemble de la communauté. Expliquer à un paysan javanais à quoi sert un orphelinat engendre la perplexité, une maison de retraite la consternation.

La solidarité villageoise tient lieu d'assurance sociale et de sécurité civile. S'y soustraire, pour invraisemblable que cela paraisse, supposerait se mettre en marge de la société. En l'absence de services de santé, de police et de sapeurs-pompiers, l'opération serait particulièrement risquée. «*Tous les habitants sont pris dans un réseau de dettes de reconnaissance (hutang budi)*» *(Lombard, 1990 : III-82).*

Dans ces conditions, la faible mobilité individuelle des Javanais et des Balinais s'explique aisément. Seul un groupe d'individus interdépendants est en mesure de fonder un village en terre étrangère et de recréer l'harmonie indispensable à sa survie. Une telle colonie, issue d'un réseau, participe à l'extension du réseau. Après plusieurs générations, à des centaines de kilomètres de distance, les liens avec le village mère restent vivaces.

La situation est très différente dans les centres de Transmigration où l'Etat regroupe, au hasard, des familles recrutées dans plusieurs provinces. En attendant que s'établisse un nouveau réseau de dettes de reconnaissance, la solidarité doit être assurée par l'administration. Tous les chefs de centres de Transmigration se plaignent amèrement de la «mentalité d'assistés» dont font preuve leurs administrés.

Là encore, la responsabilité des difficultés est attribuée aux migrants ou plus exactement à leur recrutement. Nul ne doute que la mise au point de critères rigoureux de sélection et de leur stricte application ne permettent de recruter le transmigrant idéal : ce pionnier émérite que d'aucuns n'ont pas hésité à qualifier de meilleur agriculteur au monde.

Les îles intérieures sont-elles surpeuplées ?

Le surpeuplement de Java et de Bali préoccupe les gouvernements depuis la fin du XIX^{e} siècle. Les visions malthusiennes persistent, même chez les auteurs les plus avertis. Mais à partir de quelle densité démographique y a-t-il «*des hommes de trop*» ? Cette expression de Malthus avait amené Proudhon à déclarer : «*il n'y a qu'un homme de trop sur terre, c'est M. Malthus*» (Clerc, 1994 : 58). Chaque recensement s'accompagne de

l'inévitable : «*cette fois-ci le plafond est atteint*». Mais à force de relever les plafonds, on en viendrait presque à douter de la notion de seuil. Le concept de «population limite» cher aux écologistes ne semble guère applicable aux populations humaines. Jean Bodin (1529-1596) n'écrivait-il pas dès le XVI^{e} siècle : «*Il n'est de richesse que d'hommes*» ? Elie Faure ne faisait que reprendre la même idée lorsqu'il écrivait : «*La surpopulation crée des besoins nouveaux, les besoins nouveaux des idées vivantes, et les idées vivantes des ressources insoupçonnées auparavant*» (Faure, 1964 : 681). Les prévisions les plus ambitieuses et les calculs les plus précis pèchent par excès de simplification. Comment imaginer que dix Javanais puissent survivre sur une rizière qui en théorie n'en nourrit que cinq ? N'est-ce pas ignorer que pour de nombreux Javanais l'aliment de base n'est plus le riz mais le *tiwul* (mélange de riz et de manioc dans des proportions fortement corrélées aux revenus des ménages) ? N'est-ce pas oublier que paysan[7] ne signifie pas agriculteur, et encore moins exploitant agricole ?

Les îles intérieures ne sont pas surpeuplées. Leur population ne permet cependant pas à l'ensemble du paysannat d'avoir accès à la propriété foncière, ni de se cantonner aux activités agricoles pour assurer sa subsistance. Les paysans sans terre semblent davantage préoccupés par la précarité de leur situation que par leur niveau de vie. L'absence ou la taille insuffisante de la propriété foncière interdisent toute position de repli. L'accès à la propriété reste la principale motivation des candidats à la Transmigration. Le statut social lié à la propriété renforce le phénomène, tant il est vrai que : «*L'homme agit, de manière, non pas à protéger son intérêt individuel à posséder des biens matériels, mais de manière à garantir sa position sociale, ses droits sociaux, ses avantages sociaux*» (Polanyi, 1983 : 75).

La Transmigration aura beau affiner ses critères de sélection, elle n'intéressera jamais que les paysans sans terre, les journaliers et les petits métayers, bref, les moins qualifiés des agriculteurs. Le colon idéal — jeune, vigoureux, intelligent et entreprenant — aura mieux à faire que de postuler à un départ en Transmigration.

7 Au sens que lui prête l'anthropologie économique.

Chapitre 2

Les terres sans hommes

«La sylve sumatrienne, dont l'étendue confond l'imagination, constitue (...) un abîme illimité de verdure, où l'impénétrabilité, l'humidité, l'ombre céruléenne et le bruissement indéfinissable dont s'ouate le silence, mettent une sorte d'horreur angoissante et hostile».

O. J. A. Collet *(Terres et peuples de Sumatra, 1925)*

Douterait-on de la surpopulation de Java, que la comparaison avec les îles avoisinantes convaincrait les plus sceptiques. Le contraste est flagrant. En 1930, Java héberge 69 % de la population des Indes néerlandaises, alors que l'île représente moins de 7 % de la superficie de l'archipel. La densité démographique moyenne des îles extérieures dépasse rarement 10 habitants par km^2. Procédant de la même logique, la sous-population des îles extérieures fait pendant à la surpopulation de Java.

Des terres vierges ?

La majeure partie des îles extérieures demeurait encore *terra incognita* à la fin du XIX^{e} siècle. Les contacts anciens et fréquents se limitaient pour l'essentiel aux zones côtières. L'intérieur des terres restait le domaine de tribus réputées farouches : cannibales papous, chasseurs de têtes dayak, ou «*Abung assoiffés de sang*» (Loeb, 1981). Suivant la sensibilité de «l'explorateur», les autochtones sont présentés soit comme des sauvages sanguinaires écumant les forêts tropicales, soit comme des «naturels» ignorant le péché et vivant en harmonie avec la nature (Marsden, 1986 ; Wallace, 1989 ; Loeb, 1972 ; Collet, 1925 ; Hose, 1988 ; Bock, 1988 ; Beccari, 1989 ; Payne, 1990).

La deuxième moitié du XIX^{e} correspond à la mise en place des grands empires coloniaux. La fidélité trop souvent vacillante des potentats locaux conduit le pouvoir colonial néerlandais à renoncer à sa politique de contrôle indirect. Le sultan de Banjarmasin est déposé en 1860, le roi de Lombok en 1894, le sultan de Jambi en 1901. Progressivement, les anciens sultanats et royaumes alliés passent sous administration directe. Les derniers royaumes indépendants ne sont conquis qu'au tout début du XX^{e} siècle. En 1905-06, les Néerlandais viennent enfin à bout de la résistance des Bugis, des Makassar et des Toraja de Sulawesi. La dernière rébellion balinaise est noyée dans le sang en 1908. A Aceh, les dernières batailles rangées datent de 1910-1912, mais la résistance se poursuit dans la clandestinité (Ricklefs, 1981 : 125-139).

L'absence de données fiables ne permet pas de retracer l'évolution de la population des îles extérieures avant le XX^{e} siècle. Les premiers recensements de population de 1905 et de 1920 ne sont guère plus fiables. Le premier recensement digne de ce nom date de 1930. Il reste d'ailleurs incomplet dans de nombreuses régions. Ainsi, l'important croît démographique des îles extérieures (2,5 % par an) dont témoignent les données de 1920 et de 1930 s'explique davantage par l'amélioration des techniques de recensement que par l'évolution des caractéristiques démographiques de la population.

Le tableau 9 récapitule les résultats des divers recensements ainsi que les évaluations de population pour 1600, 1800 et 1900. Bien que très approximatives, ces dernières confirment l'écart grandissant entre Java et les autres îles. Le fossé se creuse surtout au courant du XIX^{e} siècle, la population de Java étant multipliée par quatre, alors que celle du reste de l'archipel ne croît que de 35 %. A partir de 1930, le taux de croissance démographique des îles extérieures dépasse celui de Java. Mais comme il s'applique à des nombres beaucoup plus faibles, le déséquilibre persiste. Avec 69 % de la population totale de l'archipel, le poids démographique de Java reste prédominant (figure 14).

Non seulement Java est dix-neuf fois plus peuplé que Kalimantan en 1930, mais cette dernière est quatre fois plus vaste (539 000 km^2 contre 132 000 km^2). En conséquence la

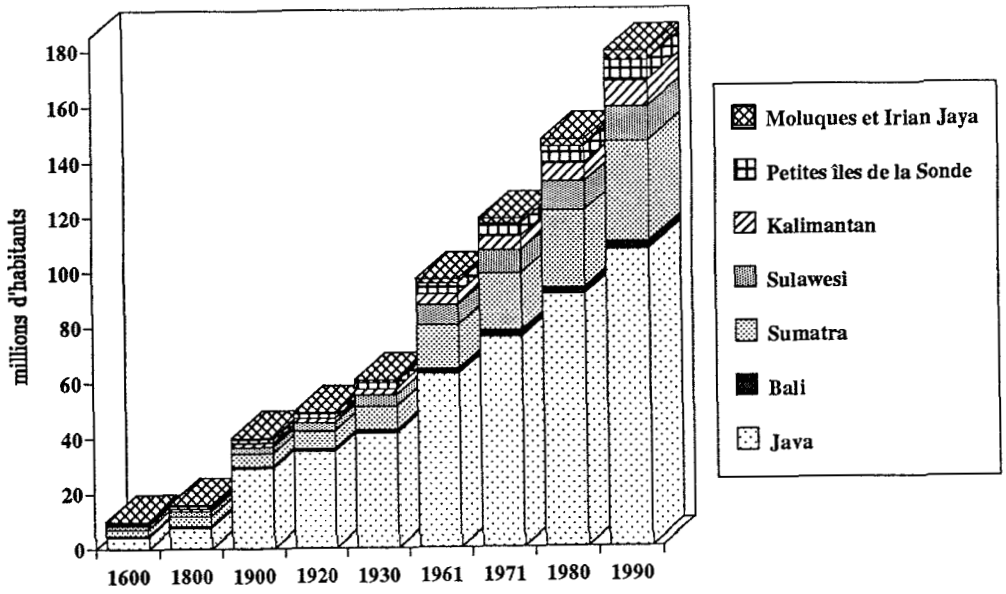
Tableau 9. Evolution de la population indonésienne de 1600 à 1990 (en millions d'habitants)

Iles	1600	1800	1900	1920	1930	1961	1971	1980	1990
Java	3,4 - 5,0	5,2 - 10,0	29,0	35,0	41,7	63,0	76,1	91,3	107,5
Bali	0,6	0,7	0,8	1,0	1,1	1,8	2,1	2,5	2,8
Sumatra	2,4	3,5	4,5	6,3	8,3	15,7	20,8	28,0	36,4
Sulawesi	1,2	1,8	2,5	3,1	4,2	7,1	8,5	10,4	12,5
Kalimantan	0,7	1,0	1,3	1,6	2,2	4,1	5,2	6,7	9,1
Petites îles de la Sonde	0,6	0,9	1,4	1,8	2,4	3,8	4,5	6,0	7,4
Moluques et Irian Jaya *	0,3	0,4	0,5	0,4	0,9	1,5	2,0	2,6	3,5
Total général	**9,1-10,7**	**13,5-18,3**	**40,2**	**49,2**	**60,8**	**97,0**	**119,2**	**147,5**	**179,2**

Sources : Hugo et al. (1987) ; BPS (1961, 1971, 1980, 1990).

(*) L'Irian Jaya n'est prise en compte que depuis 1961.

Figure 14. Evolution de la répartition de la population indonésienne



Sources : Hugo et al. (1987) ; BPS, Jakarta.

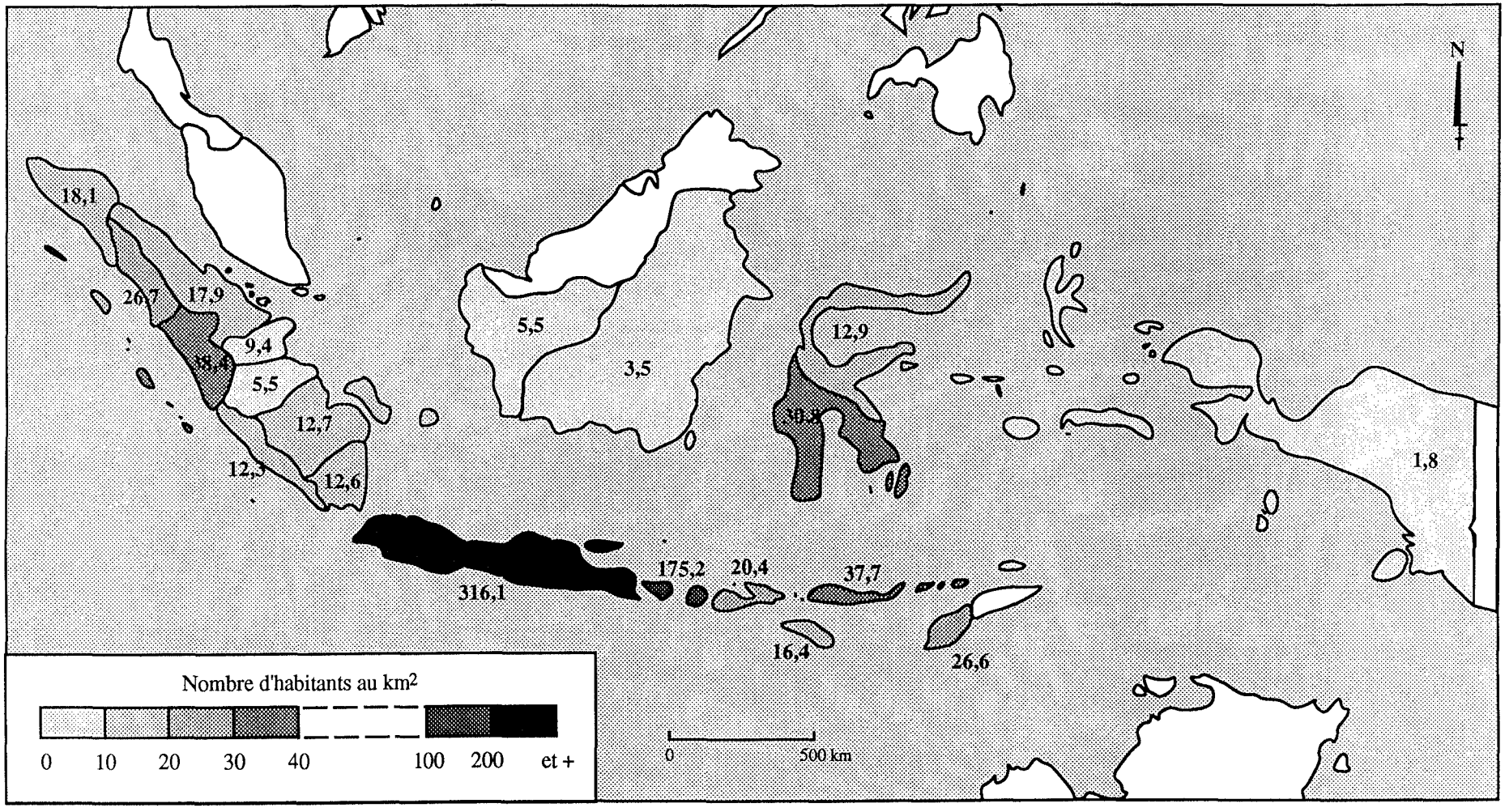
densité démographique moyenne de Java est 77 fois supérieure à celle de Kalimantan. Kalimantan ne constitue pas une exception : environ 77 % de la superficie des îles extérieures supportent des densités démographiques inférieures à 10 hab./km^2 (Pelzer, 1945 : 185).

En 1930, les densités démographiques varient considérablement d'une extrémité à l'autre de l'archipel, comme en témoigne la figure 15. Les densités les plus faibles se rencontrent aux Moluques et en Irian Jaya (Nouvelle-Guinée occidentale), à Kalimantan et dans la région de Jambi à Sumatra. La majeure partie de Sumatra et de Sulawesi présente des densités faibles (12 hab./km^2), mis à part les pays Batak, Minangkabau et Bugis dont les densités avoisinent celles des petites îles de la Sonde (25-40 hab./km^2). Bali et Lombok se distinguent très nettement des autres îles avec 175 hab./km^2, mais restent loin derrière Java avec 316 hab./km^2.

Cette faible densité démographique des îles extérieures va de pair avec une importante couverture forestière. Selon des évaluations réalisées entre 1930 et 1940, la forêt couvre 68 % de la superficie des îles extérieures (tableau 10).

Les superficies en «forêt» du tableau 10 incluent probablement de vastes zones de forêts secondaires d'âges divers, voire des savanes à *Imperata cylindrica*. Les cartes des forestiers attachant souvent plus d'importance au statut du sol qu'à la végétation, il n'est pas rare que des cartes réalisées en 1989 signalent encore des forêts... défrichées cinquante ans auparavant (Durand, 1989). D'une manière générale, les données chiffrées ainsi que les documents cartographiques concernant le massif forestier indonésien laissent particulièrement à désirer. Suivant les sources, la superficie de forêt primaire de Kaliman-

Figure 15. Densités démographiques dans les Indes néerlandaises en 1930



Source : Recensement général de population de 1930.

Tableau 10. Evolution des superficies forestières dans les îles extérieures (1952 et 1990)

Iles extérieures (milliers de km²)	Superficie totale de l'île	Superficie forestière en 1952		Superficie forestière en 1990	
		Surface	Pourcentage	Surface	Pourcentage
Sumatra	474	292	61,6%	204	43,0%
Kalimantan	539	435	80,7%	347	64,4%
Sulawesi	189	105	55,6%	103	54,5%
Petites îles de la Sonde	88	14	15,9%	18	20,5%
Moluques	75	63	84,0%	60	80,0%
Irian Jaya	422	317	75,1%	336	79,6%
Total îles extérieures	**1787**	**1226**	**68,6%**	**1068**	**59,8%**

Sources : Service des Forêts pour 1952, FAO pour 1990, cités par Durand (1994).
Note : Les estimations pour l'Indonésie orientale ne reposent sur aucun fondement solide.

tan-Est serait d'environ 60 % en 1980, contre 91 % en 1987, après vingt ans d'exploitation (Durand, 1994 : 337). Les travaux de Laumonier (1983, 1991) donnent 12 % de forêt primaire pour le Lampung en 1983, alors que des études plus récentes (RePPProT[1], 1988 cité par Durand, 1994) concluent à 19 %. Ces divergences s'expliquent aisément. Dans le premier cas (Laumonier), nous avons affaire à des travaux de chercheur, menés sans grands moyens, pendant plusieurs années, et avec d'innombrables vérifications de terrain. Dans le deuxième cas (RePPProT), les travaux sont menés tambour battant et à grands frais par un bureau d'études, pratiquement sans vérification de terrain, mais sur l'ensemble de l'archipel. Malgré les incertitudes qui subsistent toujours quant à la proportion de forêt primaire résiduelle (12 ou 19 %) à la fin des années 1980, l'important recul du domaine forestier du Lampung depuis 1930 ne fait aucun doute, comme en témoigne la figure 16.

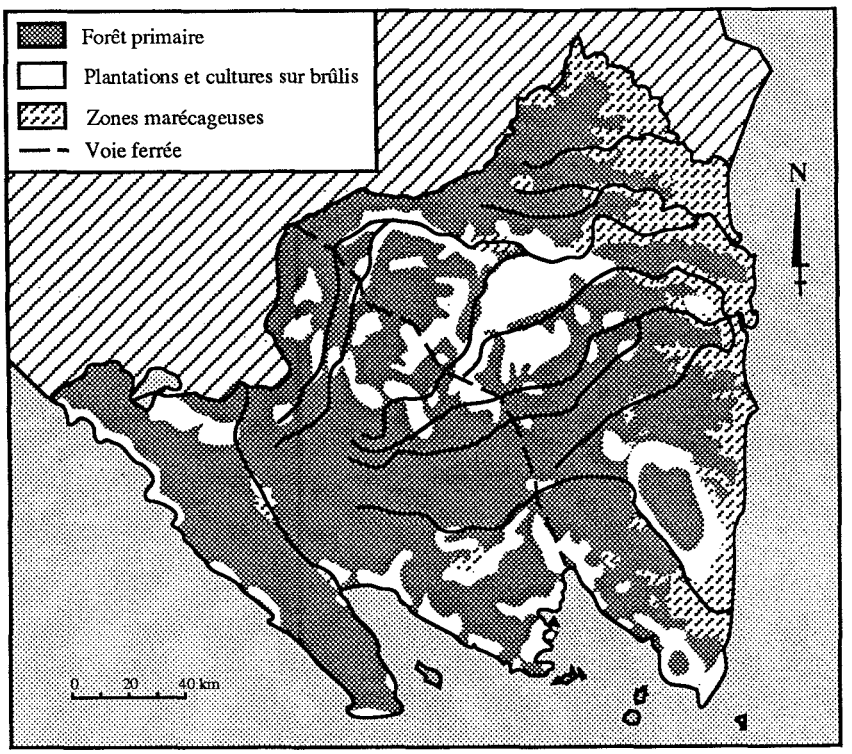
Kalimantan, en 1980, ressemble au Lampung des années 1930. A Kalimantan-Centre, la forêt primaire couvre encore 75 % du pays Dayak Ngaju[2]. Les 25 % restant se composent d'une mosaïque d'essarts et de végétation secondaire. La figure 17 illustre un mode d'occupation de l'espace typique de Bornéo mais aussi de toute la côte est de Sumatra. L'habitat, exclusivement ripuaire, se localise préférentiellement sur les berges hautes à la confluence de rivières. L'accessibilité par voie d'eau à partir du village détermine l'extension de la zone de cultures sur brûlis.

Malgré l'intensité des défrichements, depuis le début du siècle et surtout pendant ces trente dernières années, en 1985 le potentiel forestier reste important dans la plupart des provinces extérieures (tableau 11).

1 RePPProT est l'acronyme de *Regional Physical Planning Programme for Transmigration.*

2 D'après la planimétrie d'images satellite Landsat et de nombreuses vérifications de terrain réalisées par G. R. Sieffermann.

Figure 16. Occupation de l'espace au Lampung en 1930



Source : Pain et al. (1989).

Dans certaines provinces cependant, comme Sud-Sumatra et Lampung, le potentiel forestier a été fortement entamé depuis le début du siècle. La comparaison de la figure 16, présentant la couverture forestière de la province de Lampung en 1930, avec les 39 % annoncés par le tableau 11 en 1985 donne une idée de l'ampleur des défrichements. La Transmigration n'est d'ailleurs pas étrangère au recul du domaine forestier dans ces deux provinces.

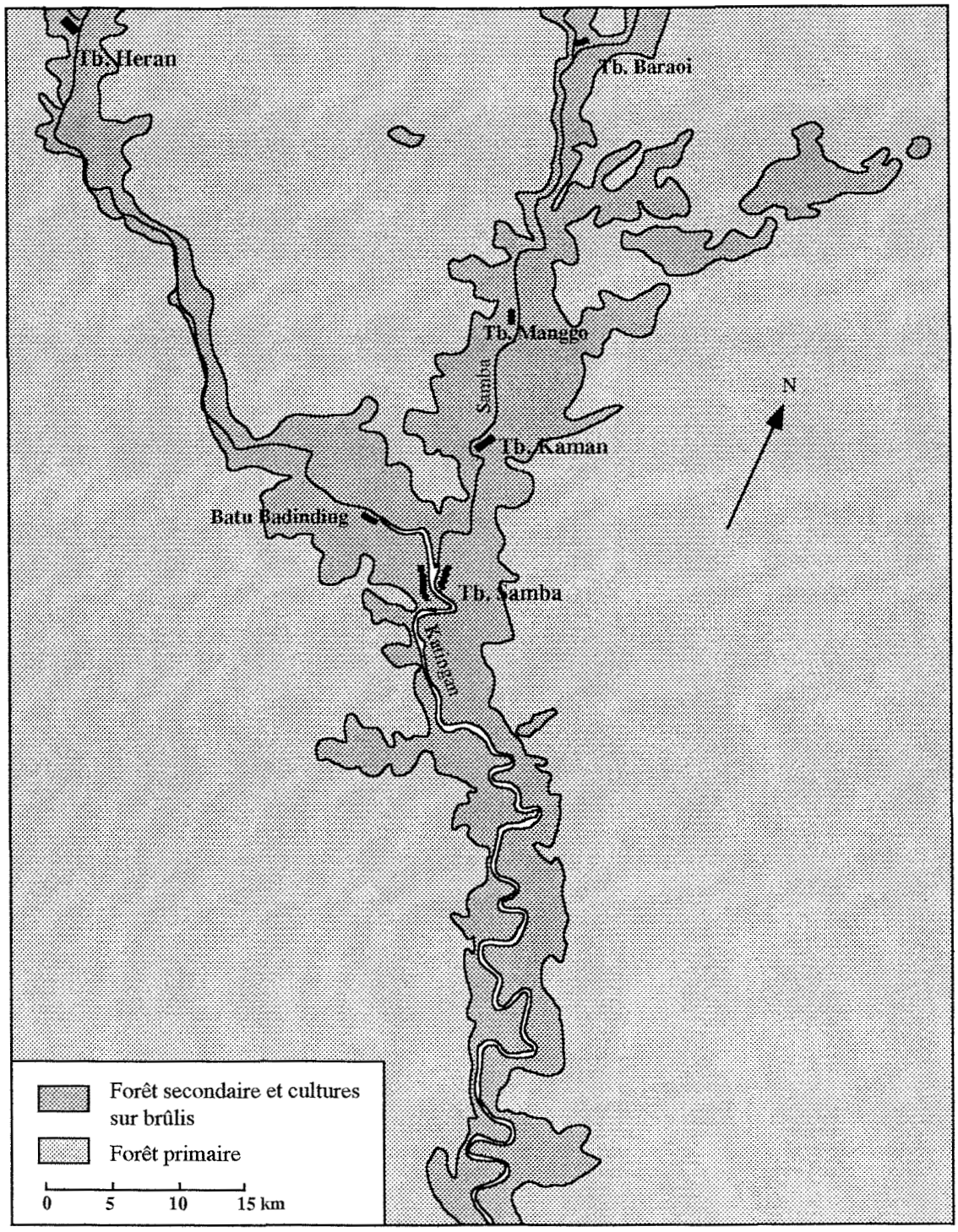
Mais revenons au commencement, à l'origine de la Transmigration. En 1905, les îles extérieures présentent de vastes zones très peu peuplées et couvertes de forêts[3]. Peut-on rêver de meilleures terres de colonisation ? Cette constatation amène pourtant à se poser deux questions. La première concerne l'origine du déséquilibre démographique, la seconde s'interroge sur sa persistance.

L'analyse historique abordée dans le chapitre précédent permet de répondre à cette dernière question. Java a toujours été considérée comme «surpeuplée» dans sa partie habitée[4]. Mais en 1905, l'extension du domaine cultivé restait encore possible à Java. Les Javanais n'en étaient pas encore réduits à s'intéresser aux «îles d'en face». En démarrant la *Kolonisatie* dès 1905, le gouvernement colonial ne faisait qu'anticiper sur l'inéluctable saturation des terres agricoles à Java.

3 Neuf décennies plus tard, cette proposition reste vraie pour Kalimantan et l'Irian Jaya.

4 La réflexion de Du Bus de Gisignies en 1827 est symptomatique à cet égard.

Figure 17. Occupation de l'espace à Kalimantan-Centre en 1980



Source : Orstom (1982).

Tableau 11. Ressources forestières dans les provinces d'accueil en 1985

Province	Superficie totale (x 1 000 ha)	Superficie en forêt (x 1 000 ha)	Pourcentage en forêt
Aceh	5539	3282	59%
Sumatra-Nord	7168	3526	49%
Sumatra-Ouest	4230	2943	70%
Riau	9456	6546	69%
Jambi	5100	2614	51%
Sumatra-Sud	10276	4028	39%
Bengkulu	1978	991	50%
Lampung	3200	1244	39%
Total Sumatra (*)	**46947**	**25174**	**54%**
Kalimantan-Ouest	14600	7695	53%
Kalimantan-Centre	15300	10997	72%
Kalimantan-Sud	3700	2029	55%
Kalimantan-Est (**)	15114	15951	(75%)
Total Kalimantan (*)	**54824**	**36672**	**67%**
Sulawesi-Nord	2751	1583	58%
Sulawesi-Centre	6803	4165	61%
Sulawesi-Sud-Est	3814	2190	57%
Sulawesi-Sud	6292	3351	53%
Total Sulawesi	**19660**	**11289**	**57%**
Maluku	8572	5096	59%
Irian Jaya	41066	28816	70%
Total	**49638**	**33912**	**68%**
TOTAL GENERAL (*)	**171071**	**107047**	**63%**

Source : Whitten et al. (1987 : 17).

(*) Les erreurs de totalisation proviennent de la source.

(**) Le domaine forestier dépasse la superficie de la province !

Par contre, la question concernant l'origine du déséquilibre démographique indonésien et, plus précisément, les causes du sous-peuplement des îles extérieures, fait toujours l'objet de nombreuses polémiques. La part respective des facteurs d'ordre écologique, sanitaire, économique, social, culturel, politique ou autres apparaît particulièrement difficile à établir. Les arguments faisant appel à des différences de fertilité naturelle (pour des raisons génétiques, alimentaires ou socio-culturelles) sont aujourd'hui abandonnés. Certes, des différences existent d'une ethnie à l'autre. Elles ne sauraient cependant être généralisées à plus de trois cents groupes ethniques indonésiens. Rappelons qu'à partir de 1930, le taux de croissance naturel des îles extérieures dépasse celui de Java. Il s'agit donc moins d'une différence que d'un retard.

Ce retard de croissance démographique des îles extérieures est souvent mis sur le compte d'une application plus tardive de la *pax neerlandica*. De nombreuses îles restent le siège de guerres tribales, de chasses aux têtes et de pratiques anthropophages jusqu'au tout début du XX^{e} siècle. Mais pour justifier son intervention, le colonisateur a toujours eu tendance à exagérer l'impact de ces pratiques, au demeurant plus rituelles que guerrières. Selon les héritiers de la tradition toraja, il ne fait aucun doute que la seule conquête du pays toraja par l'armée néerlandaise en 1905 s'est soldée par plus de morts que vingt années de chasse aux têtes à Sulawesi. Il est peu plausible que l'instauration de la paix néerlandaise ait eu un effet direct sur les taux de mortalité dans les régions «pacifiées».

Par contre, l'administration coloniale n'est pas étrangère à l'amélioration rapide des conditions sanitaires dans les régions passant sous sa juridiction. Les campagnes systématiques de vaccination contre la variole n'atteignent la plupart des îles extérieures qu'avec 50 à 75 ans de retard sur Java. Mais malgré des améliorations substantielles, les îles périphériques ne rattrapent jamais complètement leur retard. En 1980 encore, à Kalimantan-Centre, des épidémies de choléra peuvent emporter 10 % de la population d'un village en quelques jours[5]. A Kalimantan comme à Sumatra, la grande majorité des villages ne dispose pas de puits. Les rivières fournissent l'eau pour tous les besoins de la vie courante et servent de lieux d'aisance. En saison sèche, le débit ralenti des cours d'eau favorise la transmission des vibrions cholériques. Dysenteries et fièvres diverses se conjuguent pour maintenir la mortalité infantile à un niveau très élevé. Dans plusieurs villages étudiés à Kalimantan et à Sumatra, environ un enfant sur deux meurt avant l'âge de cinq ans. L'eau de boisson, pas toujours bouillie, porte une lourde responsabilité dans la stagnation démographique des îles extérieures.

Le principal argument avancé pour expliquer le déséquilibre démographique indonésien reste cependant d'ordre écologique. L'extraordinaire fertilité des sols javanais serait à l'origine de densités démographiques élevées. *A contrario*, la faible densité de population des îles extérieures s'expliquerait par la fertilité médiocre de leurs sols. L'argument, couramment invoqué au XIX^{e} siècle, retrouve une vigueur nouvelle suite aux travaux de Mohr (1938). En s'appuyant sur le premier recensement général de population de 1930, Mohr analyse, district par district, la relation entre la densité démographique et la nature géologique des substrats. Il arrive à la conclusion que : «*in the Netherlands Indies the population density is a function of the nature of the soil, and this is a function of the presence of active volcanoes.*» (Mohr, 1938 : 493).

L'auteur extrapole les observations précises réalisées à proximité des volcans de Java à l'ensemble des Indes néerlandaises. A l'instar de Java, la fertilité du sol — plus précisément le volcanisme actif — permet d'expliquer des différences de densité de population considérables entre régions. Les parties les plus peuplées de Sumatra : le pays Batak, les hauteurs du pays Minangkabau et la zone montagneuse séparant les provinces de Bengkulu et de Sumatra-Sud correspondent très exactement aux zones de volcanisme récent (Mohr,

5 Village de Pundu, 148 habitants, 15 morts en cinq jours (août 1980).

1938 : 488). Peu nombreux et peu actifs, les volcans sumatranais libèrent essentiellement des matériaux acides. Leur influence, nettement moins favorable que celle des volcans javanais, se limite à leur voisinage immédiat.

A Sulawesi, les fortes densités de population des pays Bugis, Toraja et Minahasa correspondent également aux zones à volcanisme actif. En 1930, les îles moluquoises d'origine volcanique comme Ambon, Saparua et Banda présentent des densités supérieures à 70 hab./km^2 alors que toutes les autres ne dépassent pas 5 hab./km^2 (Mohr, 1938 : 491).

La côte est de Sumatra, Kalimantan et l'Irian Jaya ne présentent aucun volcanisme actif et ne bénéficient d'aucun apport volcanique récent. Une pluviométrie annuelle supérieure à 2 000 mm provoque un intense lessivage des sols. Dans ces régions, les populations se fixent habituellement sur les berges des rivières, les dépôts alluvionnaires récents formant les plus fertiles des sols, sinon les moins défavorables.

La démonstration de Mohr reste, aujourd'hui encore, irréfutable. En zone rurale, la densité de population est fortement corrélée à la fertilité chimique des sols, elle-même fonction de l'origine géologique du substrat. Même si dans le détail, les contre-exemples ne manquent pas, la corrélation reste indéniable au niveau suffisamment général des districts. Toutefois, corrélation ne signifie pas causalité. L'auteur se garde d'ailleurs de préciser selon quelles modalités la fertilité du sol agirait sur la densité démographique.

La causalité paraît si évidente, qu'il semble vain de la préciser. Vision malthusienne et sens commun se rejoignent une fois de plus. A l'évidence, un terrain plus fertile portera des récoltes plus abondantes qui permettront de nourrir une population plus nombreuse. A l'inverse, un terrain de fertilité médiocre ne supportera qu'une population clairsemée. Cette vision est inséparable du concept de «population limite» ou de «charge de capacité maximale». Ce concept, populaire chez les écologistes[6], veut qu'un milieu donné ne puisse nourrir qu'une certaine quantité de population. Au delà d'une valeur seuil appelée «capacité de charge maximale», les ressources deviennent insuffisantes et le système entre en crise. Plusieurs générations de chercheurs ont ainsi tenté de déterminer les seuils de viabilité des principaux agro-écosystèmes. L'erreur consiste, une fois de plus, à considérer les ressources comme constantes, la seule variable étant la population. Nous avons déjà vu comment, à Java, chaque recensement de population remettait en cause les valeurs seuil déterminées au recensement précédent ; sans pour autant aboutir à une remise en cause du concept.

Inopérant à Java, le concept l'est aussi dans les îles extérieures. En effet, pour que la médiocre fertilité des sols puisse être la cause de la stagnation démographique des îles extérieures, il faudrait en toute logique que ces dernières aient dépassé ce fameux seuil au delà duquel le manque de ressources ne permet plus la croissance de la population. Or, que ce soit à Sumatra, à Kalimantan ou en Irian Jaya, l'espace contrôlé par les populations autochtones est loin d'être saturé. A Kalimantan-Centre, dans le pays Dayak Ngaju, 75 %

6 Il apparaît pour la première fois dans les manuels d'écologie des années 1930 et n'a rien perdu de sa vigueur depuis. Cf. le *Traité d'écologie* d'Odum (1971).

de l'espace reste couvert de forêt primaire. Les Dayak disposent d'importantes réserves foncières à moins d'une heure de marche des villages. Aucune légende populaire, aucun dicton, ne font référence à une quelconque disette. La mémoire collective a conservé le souvenir de combats épiques, d'inondations catastrophiques, de sécheresses prolongées, d'épidémies dévastatrices... mais pas de famines. En cas de récoltes de riz insuffisantes, le manioc complète la diète. Si, par extraordinaire, le manioc venait à manquer, l'igname sauvage (*Dioscorea hispida*) prendrait le relais.

Curieusement, alors que les ressources restent amplement disponibles dans les îles extérieures jusqu'en 1930, la population stagne. A Java, où les ressources font cruellement défaut, la population ne cesse de croître. Il est désormais clairement établi que le concept de «population limite» ne permet aucunement de transformer la forte corrélation entre fertilité du sol et densité démographique en un lien de causalité[7]. Mais inopérant ou non, le concept est si profondément ancré dans le sens commun que les démonstrations les plus savantes n'en viendront pas à bout.

D'importantes réserves foncières ?

Quelle qu'en soit la raison, le fait demeure indéniable : les îles extérieures disposent de ressources foncières faisant défaut à Java. Mais ces ressources conviennent-elles à des projets de colonisation agricole ? En bonne logique, il ne serait pas surprenant que les terrains les plus favorables à une utilisation agricole soient déjà appropriés par les populations autochtones, et que les seuls terrains disponibles se composent de sols marginaux, peu accessibles ou difficiles à mettre en valeur.

Les «meilleures» terres sont déjà occupées

D'une région à l'autre, les îles extérieures présentent des différences de densité démographique considérables. Mohr avait déjà signalé que les régions les plus peuplées correspondaient aux zones de volcanisme récent. Le pays Batak et les hauteurs du pays Minangkabau à Sumatra, les pays Bugis et Toraja à Sulawesi font ainsi figure d'exception au sein des îles extérieures. Ces quatre régions furent le siège de royaumes indépendants, capables de résister longtemps à la puissance coloniale. Contrairement à leurs voisins exclusivement essarteurs, Batak, Minangkabau, Bugis et Toraja pratiquent la riziculture irriguée. Leurs pratiques culturales intensives et leur dynamisme démographique les rapprochent davantage des Javanais, dont ils partagent d'ailleurs certains problèmes.

Ces quelques exceptions mises à part, la majeure partie des îles extérieures présente des densités démographiques inférieures à 10 habitants par km^2, voire à 5 habitants par km^2

7 Le concept n'est guère plus opérant lorsqu'il est appliqué à des systèmes agraires.

comme en Irian Jaya. Ces valeurs ne représentent bien entendu que des moyennes. En 1980, la province de Kalimantan-Centre compte 7,2 habitants par km^2. Or, les villes de Sampit et Palangkaraya regroupent à elles seules 12 % de la population de la province. La densité démographique du pays Dayak Ngaju, en amont de ces deux villes, ne s'élève qu'à 4 habitants par km^2 en moyenne. Sachant que 75 % du pays Dayak Ngaju restent recouverts de forêt primaire, la densité de la partie occupée (essarts, plantations et jachères arborées) s'élève en fait à 16 habitants par km^2. Ce dernier chiffre correspond davantage à l'impression que laisse au voyageur la relative proximité des villages s'égrenant sur les berges des fleuves.

La localisation d'un village dayak dépend essentiellement de trois critères : l'accessibilité, la sécurité et la fertilité du sol. Le premier critère restreint l'implantation d'un village aux berges des fleuves et des rivières principales. Les cours d'eau constituent non seulement les seules voies de communication mais encore les seules sources d'eau potable. Comme les récoltes de riz pluvial doivent impérativement être ramenées au village, l'extension maximale de la zone de culture sur brûlis correspond environ à une heure de portage. Le moindre affluent autorisant le transport par pirogue permet d'élargir considérablement la zone des essarts. Pour cette raison, les villages se localisent préférentiellement à la confluence des rivières, dont ils prennent d'ailleurs le nom.

L'insécurité, autrefois causée par la chasse aux têtes, explique également le regroupement de l'habitat. Toutes les berges ne conviennent pas. La préférence va aux berges hautes, les seules à rester exondées lors des crues des fleuves. Les rivières au débit insuffisant et les portions de fleuve où le cours est ralenti sont réputées insalubres. Elles sont le lieu de fréquentes épidémies de choléra.

Les berges des grands fleuves présentent les meilleures conditions d'accessibilité et de sécurité. Régulièrement fertilisés par les crues des rivières, les bourrelets de berge possèdent également les sols les plus favorables[8] à une utilisation agricole.

Les études pédologiques menées par l'Orstom à Kalimantan-Centre confirment les conclusions d'études antérieures, réalisées au Sarawak (Andriesse, 1977) ou à Kalimantan-Est (TAD, 1978). Les résultats sont extrapolables à l'ensemble de Bornéo. Quelle que soit la roche mère (basalte, schiste ou granite) la fertilité chimique des sols de la grande île s'avère particulièrement médiocre. Les pH varient entre 4,2 et 4,5 en surface, contre 5 en profondeur. Les sommes de bases échangeables ne dépassent jamais 2 meq pour 100 g de terre. Tous les sols sont fortement carencés en calcium et en phosphore, alors que les taux d'aluminium échangeable peuvent dépasser 10 meq pour 100 g de terre. En raison de la prédominance de la kaolinite parmi les argiles minéralogiques, les capacités d'échange sont essentiellement liées à la matière organique des sols. La pluviométrie élevée, de 2 000 à 4 000 mm par an, se traduit par un intense lessivage des sols et par la lixiviation des bases. Les taux de saturation en bases échangeables varient entre 5 et 30 % (Sieffermann et Levang, 1982).

8 L'expression «les moins défavorables» conviendrait davantage.

En raison de la grande homogénéité de leurs caractéristiques chimiques, les sols se distinguent surtout par leurs caractéristiques physiques. Or, ces dernières dépendent plus précisément du type de roche mère. Les populations locales ne s'y trompent pas. Une trentaine de plantes témoins et quelques tests simples permettent aux Dayak de déterminer les sols les plus aptes à être mis en culture (Levang, 1983). Ainsi, les podzols vrais, fréquents dans la moyenne vallée de la Katingan, représentent l'archétype du sol à éviter. L'extension des *tanah gagas* (sols médiocres en dayak ngaju) correspond presque exactement à la répartition des sols développés à partir des roches sédimentaires d'âge tertiaire. De même, les terrains considérés de qualité moyenne regroupent l'ensemble des sols développés à partir de roches éruptives acides ou métamorphiques. Les terrains les plus fertiles de la classification dayak correspondent aux sols développés à partir de basaltes et surtout aux alluvions récentes des bourrelets de berge.

Tous les ans ou tous les deux ans, le Dayak choisit l'emplacement d'un nouvel essart ou *ladang*[9]. Son autosuffisance alimentaire et, à terme, la survie de sa famille, dépendront du bon choix de cet emplacement. Faut-il douter dans ces conditions de la pertinence des savoirs indigènes ? Ce qui est vrai pour les Dayak l'est également pour l'ensemble des populations autochtones des îles extérieures. Tout terrain facilement accessible et de bonne fertilité sera occupé en priorité. Ce postulat souffre peu d'exceptions. Son corollaire : tout terrain libre sera difficilement accessible ou de fertilité médiocre, non plus.

Des terres libres, mais difficiles d'accès

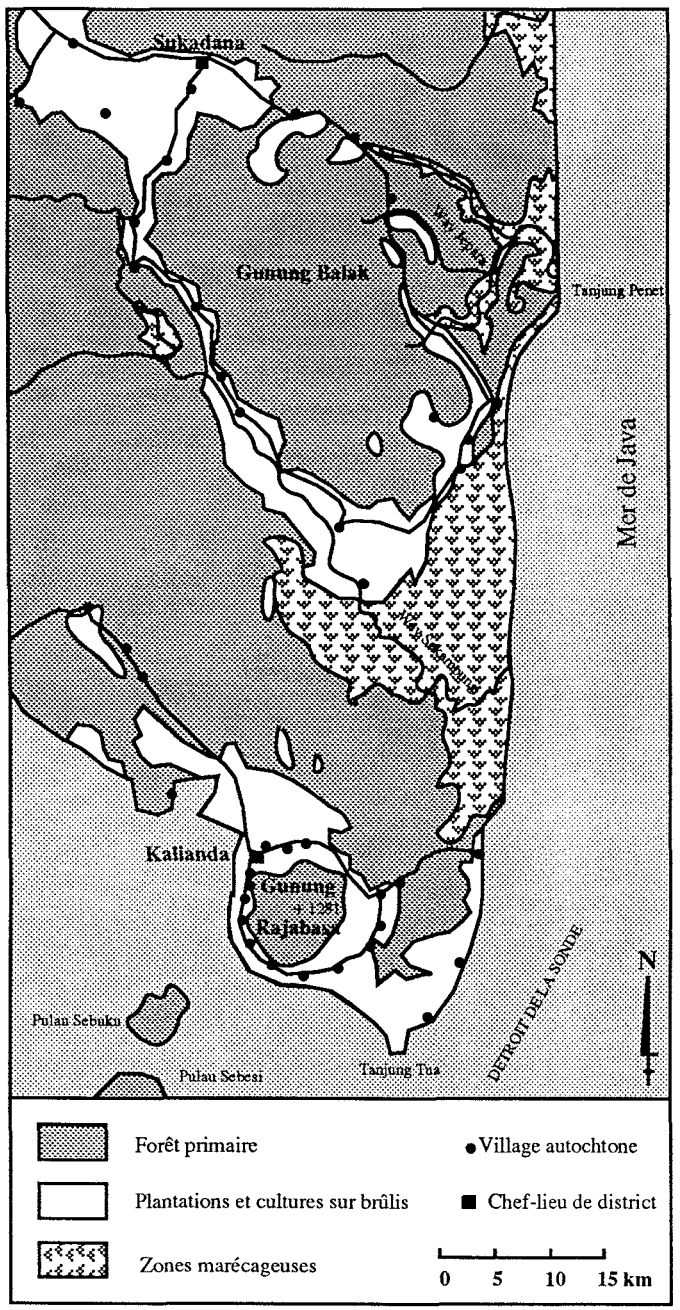
L'accessibilité d'un terrain est une notion toute relative. Elle peut se mesurer en heures ou en kilomètres, mais aussi en joules ou en unités monétaires. Elle dépend du point de départ retenu, des moyens de transport disponibles, mais aussi de nombreux autres facteurs, parfois sans lien direct avec un problème d'accès. Ainsi, à Kalimantan-Centre, la nécessité de ramener la récolte de riz pluvial au village confine l'extension des essarts aux zones accessibles en pirogue. L'ouverture d'une piste par une compagnie d'exploitation forestière modifie les données du problème. L'arrivée de puisatiers javanais peut être encore plus décisive, puisqu'elle lève l'obligation d'installer les villages sur les berges des rivières.

Quoi qu'il en soit, dans l'état actuel de développement des populations autochtones, l'occupation de l'espace se restreint à la proximité immédiate des cours d'eau. Les interfluves les plus larges restent libres de toute occupation humaine, et ce indépendamment de la qualité de leurs sols. Placé devant un choix, l'essarteur préférera toujours défricher le terrain le plus fertile. Mais au-delà d'une certaine distance du village, les inconvénients du portage l'emportent sur les avantages liés à la différence de fertilité du sol. Pour cette raison, les parties amont des bassins ainsi que les interfluves larges ont pu rester libres de toute occupation humaine jusqu'à une date récente.

---

9 Le terme *ladang* désigne une parcelle gagnée sur la forêt primaire ou secondaire (essart) et destinée à la riziculture sur brûlis pendant une ou deux années consécutives. Par extension, il arrive que le terme soit appliqué à tout système de culture sur brûlis impliquant une jachère arborée.

Figure 18. Occupation de l'espace à Gunung Balak (Lampung) en 1930



Source : Benoit et al. (1989).

Dans la région de Gunung Balak au Lampung par exemple, les villages autochtones se confinent au pourtour d'un affleurement basaltique (figure 18). Les sols particulièrement fertiles de l'intérieur du massif restent intouchés jusqu'en 1963. Le massif fonctionne comme un château d'eau. Aucun cours d'eau ne le traverse. Les villages sont installés en pourtour, sur la ligne de résurgence des sources. Au centre du massif, seul le creusement de puits de trente mètres de profondeur permet d'accéder à l'eau potable. Ce problème, insurmontable pour les Lampung, n'arrête pas les Javanais. En deux ans à peine, de 1963 à 1965, plusieurs milliers de colons javanais investissent l'intérieur du massif.

A Sulawesi-Centre et Sulawesi-Nord, des terrains d'excellentes fertilité et accessibilité restent inoccupés jusqu'au début des années 1960 pour cause d'insécurité. Les fréquents actes de piraterie, le brigandage, puis l'insurrection armée ne favorisent pas le développement de la région. La colonisation agricole du centre et du nord de Sulawesi ne démarre véritablement qu'après la mise au pas des rebelles du Permesta.

Des terrains libres et de bonne fertilité subsistent encore dans la plupart des îles extérieures. Pour diverses raisons — accès difficile, manque d'eau potable, insalubrité ou insécurité — ces régions ont jusqu'ici échappé à la hache des essarteurs. La paix civile, l'assainissement, le creusement de puits et la construction de pistes d'accès suffisent à les ouvrir à la colonisation agricole. Mais ce cas de figure reste exceptionnel. Dans leur immense

majorité, les terrains libres de toute emprise humaine présentent également les sols les plus médiocres.

Des terres libres, mais de fertilité médiocre

Dans la moyenne vallée de la Katingan (Kalimantan-Centre), les terrains cultivés par les Dayak se limitent strictement à la zone des alluvions fluviatiles. A deux kilomètres seulement de part et d'autre du fleuve, s'étend une vaste forêt primaire. Le fort accroissement démographique des deux dernières décennies a contraint les Dayak Katingan de réduire la durée des jachères arborées à moins de dix ans. Curieusement, aucun essart n'a été ouvert dans une forêt primaire pourtant très proche des villages. Cette anomalie s'explique aisément par la nature des sols concernés : des podzols vrais aux caractéristiques plus que marginales pour une utilisation agricole. Avec une densité démographique moyenne de 4 habitants par km^2, la région entre dans la catégorie des zones d'accueil de colons. Pourtant, en excluant les podzols et les zones inondées, cette densité dépasse les 80 habitants par km^2 dans la plupart des villages (Lahuec *et al.*, 1981).

A Sumatra et à Kalimantan, entre les forêts marécageuses de la côte et les premiers contreforts des montagnes, subsistent encore de vastes zones relativement peu peuplées. Ces zones correspondent pour l'essentiel à des sols développés à partir de matériaux sédimentaires divers, le plus souvent d'âge tertiaire. Tufs acides dans l'est de Sumatra, alluvions côtières entrecoupées de récifs coralliens fossiles dans le sud de Kalimantan, tous présentent des caractéristiques chimiques et physiques peu favorables à une utilisation agricole.

Les autochtones évitent, tant que faire se peut, d'utiliser ces terrains pour la culture sur brûlis. En plus de leurs aptitudes médiocres pour la culture, ces derniers sont extrêmement fragiles. Une fois défrichés et cultivés pendant deux à trois années consécutives, les terrains sont rapidement envahis par *Imperata cylindrica* (ou *alang-alang* en indonésien). En saison sèche, cette graminée brûle facilement. Les feux fréquents préviennent tout recrû forestier. En deux à trois ans, la forêt primaire est remplacée par une savane à *alang-alang*. Ne pouvant plus entrer dans le cycle essart - jachère arborée, le terrain perd tout intérêt pour un riziculteur sur brûlis.

Tant que la pression démographique reste faible et que des terrains plus favorables restent disponibles, les populations locales évitent soigneusement de défricher ce type de terrain. Ainsi à Kalimantan-Centre, dans la grande zone de sols ferralitiques désaturés à tendance podzolique, l'activité agricole se confinait encore aux bourrelets de berge en 1980. Dix ans plus tard, les premiers *ladang* commencent à apparaître sur des terrains auparavant jugés peu favorables à la culture.

A Kalimantan-Sud, depuis les années 1950, plusieurs villages banjar et bugis de la côte sud se sont spécialisés dans l'exploitation forestière. Pour faciliter l'extraction des grumes et assurer leur autosuffisance alimentaire, ils pratiquent une culture sur brûlis

particulièrement dévastatrice. En deux décennies, la forêt a fait place à l'*alang-alang* sur 150 km de côte.

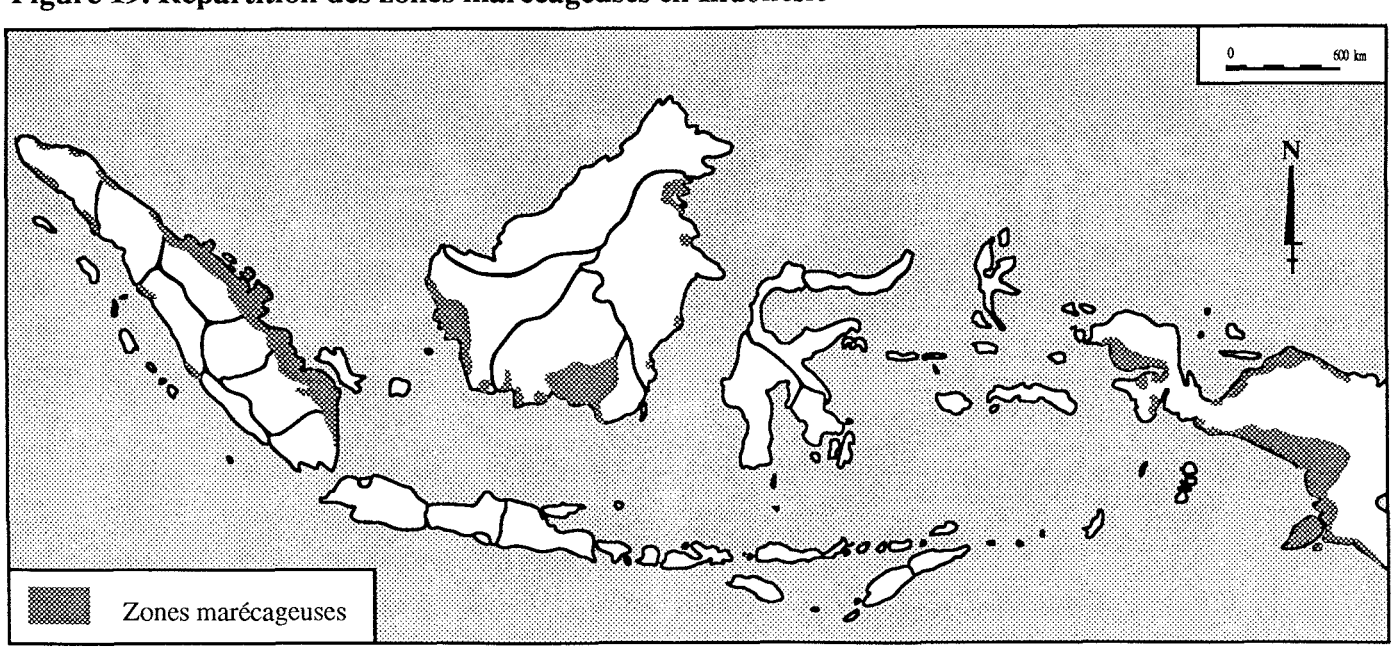
A Sumatra-Sud, la forte croissance démographique depuis le début du siècle (croissance naturelle mais aussi immigration) a contraint les autochtones à défricher même les terrains les moins favorables à la culture sur brûlis. L'extension des défrichements s'est immédiatement traduite par une extension de l'*alang-alang*. Aujourd'hui, seuls quelques lambeaux de forêts secondaires et d'anciennes plantations d'hévéas rompent la monotonie d'une vaste savane à *Imperata.*

Des terres libres et d'accès aisé subsistent à Sumatra comme à Kalimantan. Il n'y a cependant pas de secret. Leurs aptitudes culturales médiocres expliquent que ces dernières ne soient pas convoitées par les autochtones.

Des terres libres, mais difficiles à mettre en valeur

Les vastes forêts marécageuses de Sumatra, de Kalimantan et d'Irian Jaya, malgré une excellente accessibilité par voie maritime et fluviale, n'intéressent que très modérément les populations locales. En effet, leur mise en valeur nécessite d'importants travaux de drainage, souvent hors de portée des communautés autochtones. Par contre, elles présentent un intérêt considérable pour la colonisation agricole puisqu'elles recouvrent environ 15 % de la superficie de l'Indonésie. Leur caractère hydromorphe leur vaut d'être indistinctement regroupées dans la catégorie *wetlands* (en anglais) ou *rawa* (en indonésien). Cette homogénéité apparente masque pourtant une grande variété de sols.

Figure 19. Répartition des zones marécageuses en Indonésie



Source : Nedeco et al. (1984)

Driessen et Sudjadi (1984 : 143-160) subdivisent les sols de *rawa* en sols minéraux dérivés d'alluvions fluviatiles ou d'alluvions marines, et en sols organiques dérivés de tourbes topogènes ou de tourbes ombrogènes. Chaque type de sol présente des problèmes particuliers de mise en valeur.

Les alluvions fluviatiles donnent habituellement des sols peu structurés, avec des pH proches de la normalité en raison des phénomènes de réduction propres aux sols mal drainés. Leurs caractéristiques chimiques dépendent de l'origine des matériaux sédimentés. Le volcanisme basique et les roches calcaires produisent des alluvions riches en bases. Malheureusement, à Sumatra comme à Kalimantan, la plupart des grands fleuves charrient des matériaux acides.

Le contrôle des inondations reste le problème principal de mise en valeur de ces zones. En cas de fortes pluies en amont, les berges, trop basses, ne peuvent contenir les crues. En période de sécheresse, un niveau d'eau trop bas provoque l'intrusion d'eaux salées ou saumâtres dans les parties aval des bassins. En raison de la faible pente des terrains, seul le creusement de longs canaux d'irrigation permet d'éviter la salinisation des rizières. Plus en amont, lorsque le battement de la marée devient insignifiant, le drainage ne peut être assuré qu'à l'aide de pompes.

La mise en valeur de ce type de milieu suppose des infrastructures d'irrigation et de drainage d'une certaine ampleur, ainsi que la correction des déficiences des sols par le recours à la fertilisation chimique.

Les alluvions marines sont essentiellement formées de sédiments argileux plus ou moins riches en débris végétaux. L'inondation permanente crée des conditions réductrices. Les pH restent proches de la neutralité. La présence fréquente de pyrite (FeS_2) dans les sédiments est un grave handicap à la mise en valeur de ces sols. En effet, l'aération du sol provoque une oxydation de la pyrite qui produit entre autres de l'acide sulfurique. Le pH des sols potentiellement sulfatés acides passe brutalement de la neutralité à la forte acidité (pH 4) des vrais sols sulfatés acides. L'acidification génère des toxicités ferriques et aluminiques ainsi que des déficiences en phosphore préjudiciables à pratiquement toutes les cultures. Une connaissance précise de la répartition des sédiments riches en pyrite, de leur teneur en pyrite, et surtout de la profondeur des horizons incriminés constitue un préalable indispensable à la mise en valeur de sols développés à partir d'alluvions marines.

L'effet tampon des argiles limite habituellement l'acidification des sols à des pH de l'ordre de 3,8. Lorsque la formation d'acide sulfurique excède la capacité tampon des argiles, ces dernières libèrent de l'aluminium, du magnésium et de la silice. Le pH peut alors tomber à 3 voire à 2. Peu d'espèces végétales survivent dans de telles conditions.

Pour éviter l'acidification des sols potentiellement sulfatés acides, il convient de limiter le drainage au strict minimum et surtout d'éviter toute aération brutale des couches riches en pyrite. Comme nous le verrons un peu plus loin, Banjar et Bugis sont conscients de ce problème puisqu'ils évitent soigneusement d'aérer le sol en profondeur lorsqu'ils mettent en valeur ce type de milieu. D'une part, ils limitent le travail du sol à la couche

superficielle, d'autre part, un contrôle rigoureux du jeu de battement de la marée leur permet de maintenir l'inondation permanente des couches profondes.

A l'inverse, l'aération massive du sol peut également donner de bons résultats. En conditions de forte pluviosité, la création de planches surélevées, alternant avec des fossés de drainage, assure le lessivage de l'acidité produite par l'oxydation de la pyrite. Cette méthode permet la mise en culture des planches (cocotiers, agrumes, etc.) mais rend plus problématique celle des fossés, surtout pendant les trois premières années.

En voulant à tout prix assurer un bon drainage des marécages côtiers, de nombreux projets d'aménagement ont causé des dégâts irrémédiables. Un drainage excessif, associé à une période de sécheresse plus marquée qu'à l'habitude, peut produire une aération en profondeur des sols. Qui plus est, l'acidification rapide des sols s'accompagne souvent de mouvements de subsidence irréguliers modifiant profondément la topographie du site.

La mise en valeur des alluvions marines suppose non seulement la création d'un réseau d'irrigation et de drainage de bonne qualité, mais surtout d'en assurer une maintenance régulière. Dans la majorité des cas, la faible fertilité chimique des sols impose le recours à une forte fumure minérale.

Les tourbes topogènes se forment généralement dans les parties intérieures et stagnantes des plaines côtières. L'accumulation de débris végétaux s'effectue dans de petites dépressions, d'où leur nom de tourbes topogènes. Généralement peu profondes, ces tourbes prennent naissance à partir de plusieurs types de végétation en eau douce ou saumâtre.

Les tourbes topogènes sont d'autant plus faciles à mettre en valeur qu'elles sont peu épaisses. Leur mise en culture se traduit habituellement par une forte minéralisation de la matière organique et une subsidence générale, provoquée par la compaction de la tourbe. Peu gênante le plus souvent, la subsidence peut toutefois provoquer la rupture des canaux d'irrigation et de drainage lorsque la tourbe est épaisse. La fertilité chimique est particulièrement favorable, la minéralisation de la tourbe libérant une grande quantité d'éléments nutritifs.

Toutefois, lorsque les alluvions marines formant le substrat de ce type de tourbe contiennent des matériaux riches en pyrite, ce qui est fréquemment le cas dans les zones de mangroves, les précautions signalées plus haut restent en vigueur.

Les tourbes ombrogènes (dont la genèse dépend des pluies) forment des dômes importants dans les interfluves. La faible quantité de bases échangeables et le pH très bas empêchent la décomposition microbienne de la matière organique. Ces tourbes sont beaucoup plus anciennes que celles des dépressions. Des travaux récents menés à Kalimantan les datent de 6 000 ans à un mètre de profondeur et de plus de 8 000 ans à cinq mètres de profondeur (Sieffermann et al., 1988 : 95). Le record est détenu par un échantillon prélevé à 60 km au nord de Palangkaraya et daté de plus de 11 000 ans (Rieley et al., 1992 : 83). «*La vitesse de leur accroissement qui était de plus de 20 cm par siècle vers 8 000 B.P. a régulièrement diminué pour devenir nulle vers 3 000 B.P. Depuis trois millénaires, ces*

tourbes sont en voie de destruction et perdent environ 10 cm par siècle au centre de l'interfluve sous végétation naturelle.» (Sieffermann, 1988 : 652).

Leur extrême porosité et un contenu minéral parfois inférieur à 1 % posent des problèmes quasi insurmontables pour leur mise en valeur. Le drainage des tourbes ombrogènes provoque l'abaissement de la nappe phréatique et, par suite, l'effondrement de la masse tourbeuse sous son propre poids. La subsidence, très variable en fonction de la compaction de la tourbe, provoque la rupture des canaux d'irrigation et de drainage en de très nombreux points du réseau. La très faible fertilité chimique des sols rend le recours aux engrais indispensable.

Les coûts et les risques liés à la mise en valeur des tourbes ombrogènes ne justifient l'opération que dans le cadre d'une agriculture à forte intensité en capital. Mais même dans ce cas, la culture hydroponique serait plus rentable.

Sans être impossible, la mise en valeur des forêts marécageuses nécessite un savoir-faire minutieux et des capitaux importants. Faut-il s'étonner que ces zones soient les dernières à être mises en valeur ?

Ce dernier exemple illustre également le danger que représente le recours trop fréquent au concept de fertilité. Largement débattue au sein de la discipline agronomique, «*l'idée de fertilité appartient plus au domaine des représentations sociales qu'à celui des concepts scientifiques*» (Sebillotte, 1993 : 128). Un sol n'est pas fertile en soi. Il ne fait que correspondre plus ou moins à ce que l'on veut ou peut en faire. «*La notion de fertilité doit s'envisager relativement aux fonctions que le milieu doit remplir dans le processus producteur*» (Sebillotte, 1993 : 130).

Le terme d'aptitudes culturales est plus approprié que celui de fertilité. En effet, un sol ne présente d'aptitudes culturales qu'en fonction de l'utilisation envisagée dans le système technique disponible. Un même sol pourra présenter d'excellentes aptitudes culturales pour une utilisation en riziculture sur brûlis, mais des aptitudes médiocres pour une utilisation alternative, et réciproquement. Curieusement, l'aire d'extension de la culture sur brûlis, en Indonésie mais aussi ailleurs, correspond presque exactement aux zones de sols chimiquement peu fertiles[10] et aux zones de faible densité de population. Comme si celle-là ne pouvait pas aller sans celles-ci.

10 Par fertilité chimique d'un sol, nous entendons essentiellement sa richesse en bases échangeables. A Kalimantan, il est rare que les bases échangeables totales dépassent 2 meq pour 100 g de sol.

Des systèmes de culture adaptés aux environnements physique et économique

La riziculture sur brûlis

A Sumatra comme à Kalimantan, les vastes zones de sols chimiquement peu fertiles comprises entre les marécages côtiers et les premiers contreforts des montagnes sont, de longue date, dévolus à la riziculture sur brûlis. L'ouverture d'un *ladang* se fait préférentiellement sur forêt primaire. Dans ce cas, l'essart peut être cultivé deux années de suite sans baisse significative de rendement. Mais lorsque les terrains vierges se trouvent à plus d'une heure de marche du village, les inconvénients du portage l'emportent sur les avantages de la forêt primaire. Dès lors, le Dayak préfère rouvrir un *ladang* dans une zone plus proche du village, sur forêt secondaire. Ce type d'essart ne sera cultivé qu'une seule année. Le terrain, loin d'être épuisé, pourrait être cultivé une année supplémentaire. Cependant, le contrôle des adventices nécessiterait un surcroît de travail sans commune mesure avec le défrichement d'un nouvel essart (Levang, 1993 : 184). Le tableau 12 présente les temps de travaux moyens obtenus pour 60 riziculteurs répartis dans 7 villages pendant la campagne 1980-81.

Tableau 12. Temps de travaux en riziculture sur brûlis (Kalimantan-Centre)

Opération	**Essart sur forêt primaire** (jours-homme / ha)	**Essart sur jachère de 15 ans** (jours-homme / ha)
Débroussaillement	21 ± 7	28 ± 4
Abattage	27 ± 7	24 ± 4
Brûlage	1,3 ± 0,4	2,4 ± 1,3
Semis	20 ± 5	31 ± 5
Sarclage	3 ± 3	15 ± 7
Clôture (facultatif)	11 ± 3	11 ± 3
Abri (facultatif)	7	7
Récolte	31 ± 6	44 ± 5
Total	**121 ± 20**	**162 ± 17**

Source : Levang (1984).

La préférence accordée à la forêt primaire pour l'ouverture d'un *ladang* provient de la quasi-absence de stock d'adventices herbacées. Bien que plus pénible, l'essartage en forêt primaire se révèle intéressant puisqu'il permet non seulement de se passer de sarclage la première année, mais encore de cultiver la même parcelle pendant deux années consécutives. Ceux qui se hasardent à cultiver deux années consécutives des essarts ouverts en forêt secondaire s'exposent à des chutes de rendement de l'ordre de 60 %. Les sols sont loin d'être épuisés puisque le brûlis met à disposition des quantités considérables de nutriments.

L'infestation des essarts par les adventices herbacées est le principal responsable de cette chute de rendement.

La mise en jachère sert essentiellement à contrôler les adventices herbacées[11]. Plus la jachère arborée sera longue, plus son effet sera identique à celui de la forêt primaire. En fait, cinq à dix ans de jachère suffisent à reconstituer la biomasse nécessaire pour fertiliser le sol par le brûlis. Par contre, quinze années de jachère s'avèrent indispensables pour réduire le stock d'adventices de manière conséquente.

Contrairement à une idée reçue persistante, la jachère forestière ne restitue pas la fertilité du sol. Les teneurs en bases échangeables d'un sol ne varient pas significativement pendant vingt ans de jachère. Tout se passe comme si la forêt vivait sur elle-même, lessivage et prélèvements de la végétation étant contre-balancés par les restitutions de cette même végétation (Andriesse, 1977 : 7). La jachère arborée ne restitue pas la fertilité du sol, mais restitue la possibilité de le fertiliser par le brûlis en reconstituant une biomasse importante (Levang, 1993 : 187).

La reproductibilité du système est strictement liée à la mise en place rapide de la jachère arborée. Toute tentative de culture continue se heurte au triple problème de la multiplication des adventices, de l'infestation par les parasites et de la chute de la fertilité chimique du sol. Dès la deuxième année de culture, le développement exubérant des adventices contraint les riziculteurs à consacrer un temps important au sarclage. Les parasites les plus divers se concentrent sur les parcelles cultivées en continu. La baisse de rendement qui en résulte réduit d'autant la rentabilité du supplément de travail nécessité par le sarclage. Au bout de trois ou quatre ans, les parcelles envahies d'adventices sont abandonnées. Dès lors, la moindre période sèche prolongée va se traduire par des feux qui vont empêcher tout recrû forestier. Les savanes à *Imperata cylindrica*, ne pouvant plus être fertilisées par le brûlis d'une biomasse importante, sont définitivement abandonnées.

La quantité importante de cendres produite par le brûlis disparaît très rapidement, par ruissellement et par lessivage. Sur les pentes, même légères, les sols retrouvent leurs caractéristiques chimiques antérieures au brûlis en moins d'un an. Sur terrain plat ou en bas de pente l'effet fertilisant peut se maintenir plusieurs années. En moyenne, 10 % seulement des éléments fertilisants produits par le brûlis sont utilisés par la culture (Andriesse, 1977 : 6).

La reproductibilité du système nécessite une surface relativement importante de jachères forestières. Une jachère arborée de longue durée est indispensable au contrôle des adventices herbacées. Malgré d'excellentes caractéristiques chimiques, un sol sali

11 Pour plus d'informations sur la dynamique de la végétation herbacée dans le cadre d'une jachère arborée, on se reportera utilement à l'excellente thèse de Anneke de Rouw (1991).

d'adventices ne répondrait pas à la définition d'un sol fertile pour un Dayak, alors qu'il conviendrait à tout agriculteur disposant d'herbicides ou d'une importante force de travail. Pour un Dayak, un sol fertile est avant tout un sol produisant une quantité importante de riz pluvial pour un investissement minimal en travail[12].

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que la culture sur brûlis soit omniprésente dans les zones de sols à faible fertilité chimique et à faible densité de population. D'une part, en l'absence de fertilisation minérale, seul le brûlis permet d'amener les éléments minéraux indispensables à une mise en culture. D'autre part, en l'absence d'herbicides, seule la jachère arborée permet d'éliminer les adventices herbacées. Dans un contexte de faible densité de population où l'accès à la terre est facile et le travail le principal facteur limitant, le paysan cherchera à maximiser le revenu du facteur le plus rare : le travail. Or, au-delà de la deuxième année de culture, le coût du sarclage devient disproportionné en regard de la faiblesse des rendements obtenus.

De la cueillette à l'agroforesterie

Les riziculteurs sur brûlis sont souvent présentés comme des peuplades primitives pratiquant un «système de culture archaïque» et vivant en quasi autarcie. C'est méconnaître une ouverture très ancienne au marché. Des textes chinois font remonter au IV^{e} siècle les débuts d'un commerce de résine entre Sumatra et la Chine (Wolters, 1967 : 95-127). De nombreuses sources, dont la plus ancienne remonte à 1225, signalent que les royaumes du sud de Sumatra importaient régulièrement du riz de Java (Miksic, 1985 : 450). Depuis de nombreux siècles, les îles extérieures exportent de l'or, du benjoin, des résines, du camphre, de l'ivoire, du rotin, et importent du sel, du fer, du cuivre, des porcelaines, des tissus et du riz.

Depuis le début du XX^{e} siècle, à Sumatra comme à Bornéo, l'hévéa s'est substitué à de nombreux produits de cueillette. Complantés dans les essarts à l'aide d'un simple bâton à fouir, les jeunes plants d'hévéa sont abandonnés dans le recrû forestier. Huit à dix ans plus tard, les arbres ayant survécu peuvent être saignés. Le résultat ressemble davantage à une forêt secondaire enrichie en hévéas qu'à une plantation d'hévéas. Les spécialistes du caoutchouc naturel recourent fréquemment au terme quelque peu péjoratif de *jungle rubber* pour insister sur l'aspect «sauvage» d'une plantation «qui compte largement plus d'adventices que d'hévéas». Mais à y regarder de plus près, on se rend rapidement compte qu'une fraction importante de ces fameuses adventices sont des arbres fruitiers ou des arbres à bois (Gouyon et al., 1993). Qu'elles soient plantées ou spontanées, peu de plantes sont là par hasard. Toutes ont, à des degrés divers, leur utilité : latex, résine, écorce, fruit, légume, bois d'œuvre, bois de feu, pharmacopée, marqueur de propriété, aliment pour le bétail, protection du sol, lutte contre *Imperata*, refuge pour la faune, etc. C'est bien d'agroforesterie et non de jungle dont il s'agit. Mais agroforesterie ne signifie pas protection de la forêt

12 Cet exemple illustre parfaitement la nécessité d'inclure la productivité du travail dans le concept de fertilité.

primaire. La forêt primaire n'est pas conservée, mais abattue et brûlée, pour faire place à une forêt reconstruite par la main de l'homme et enrichie en espèces utiles. Les pratiques agroforestières en usage en Indonésie conservent environ la moitié de la biodiversité (faune et flore) de la forêt primaire (Michon et de Foresta, 1990, de Foresta et Michon, 1990, 1991a et b). Dans de nombreuses régions, le développement rapide des agroforêts à hévéas depuis le début du siècle s'est traduit par une recrudescence des défrichements, voire par une véritable course au foncier.

En 1980, dans le pays Dayak Ngaju (Kalimantan-Centre), une famille contrôle en moyenne 14 hectares de terre. Un essart de 1,4 ha assure, bon an mal an, 6 à 9 mois d'autoconsommation en riz. Le complément est acheté grâce au revenu tiré des 2 à 3 ha de plantations d'hévéa ou de rotin, ou encore de la confection de bardeaux en bois de fer (*Eusideroxylon zwageri*) en forêt primaire. Une bonne dizaine d'hectares est constituée de recrûs forestiers d'âge divers, complantés ou non d'hévéas ou de rotins. Tous les ans, ou un an sur deux, la jachère la plus ancienne est convertie en *ladang*. De temps à autre, une nouvelle parcelle est gagnée sur la forêt primaire.

C'est en fait d'agroforesteries au pluriel dont il convient de parler, tant leur diversité est grande. D'une extrémité à l'autre de l'archipel, les fameux «hommes de la forêt» ont su reconstruire des «forêts pour l'homme» : canneliers du Kerinci, durians de Maninjau, bancoulier des Moluques, hévéa de Sumatra, rotins et *tengkawang* de Kalimantan, *damar* du Pesisir, et beaucoup d'autres (Michon, 1985 ; Michon et Bompard, 1987 ; Mary, 1987, Aumeeruddy, 1993). Alors que les forestiers les considèrent comme de vulgaires destructeurs de forêts, les populations autochtones des îles extérieures auraient plus d'une leçon à leur donner en matière de gestion forestière.

Bien que la riziculture sur brûlis et l'agroforesterie soient parfaitement adaptées aux conditions des milieux physique et humain des îles périphériques, on ne saurait recommander de tels systèmes de culture à des millions de transmigrants. Ce qui reste de forêt en Indonésie n'y suffirait pas. Mais alors, si les transmigrants ne peuvent recourir ni au brûlis ni à la jachère arborée, comment corrigeront-ils les déficiences minérales du sol ? Comment régleront-ils le problème des adventices ? Les solutions techniques existent. Elles ont un coût. Reste à savoir si l'opération sera rentable.

Des terres pas si vierges que cela

Que des îles «sous-peuplées» soient le domaine de pratiques culturales extensives relève de la même logique qui veut que les îles «surpeuplées» pratiquent une agriculture intensive. Mais si la logique est la même, les perceptions diffèrent. Un Dayak comprend aisément qu'une forte pression démographique contraigne les Javanais à pratiquer une agriculture intensive. Par contre, le Javanais se méprend sur les raisons qui poussent les

Dayak à pratiquer une agriculture extensive. La riziculture sur brûlis est ainsi considérée comme une pratique archaïque, dispendieuse, dangereuse pour l'environnement, etc. et ne méritant même pas d'être qualifiée d'agriculture. Pour un Javanais, seuls le manque de technicité et la paresse empêchent les Dayak de pratiquer une agriculture intensive. Dans ces conditions, les pratiques culturales extensives ne sont que l'expression d'une civilisation inférieure.

Ici, deux rationalités s'affrontent. Pour un Javanais, une parcelle de recrû forestier équivaut à une friche, à un gaspillage éhonté. Pour un Dayak, la jachère arborée est le principal garant d'une rémunération élevée de son travail. Là où le premier ne verra qu'une terre vierge, le second verra un bien inaliénable. Cette incompréhension se retrouve à tous les niveaux. Bien que pratiquant tous deux couramment la langue nationale indonésienne, Dayak et Javanais n'utiliseront pas les mêmes vocables pour décrire une même entité. Les *kebun karet*, *kebun rotan* ou *belukar* (plantation d'hévéa, de rotin ou forêt secondaire) du Dayak seront invariablement qualifiées de *hutan* (forêt) par le Javanais.

Droit coutumier et droit indonésien

Selon le droit foncier indonésien, fortement calqué sur le modèle javanais, tout terrain non cultivé et *a fortiori* couvert de forêt appartient à l'Etat. Dans les îles extérieures, les droits coutumiers, malgré une extrême diversité, ne laissent pourtant planer aucun doute quant à l'appropriation des terres en question. Chez les Dayak Ngaju, par exemple, le premier défricheur d'une parcelle sur forêt primaire bénéficie d'un droit de hache inaliénable. Même si cette parcelle reste inutilisée pendant trente ans, l'essarteur en conserve la pleine propriété. Il peut la prêter pour une année à un tiers, la transmettre en héritage à l'un de ses enfants, et pourrait même la vendre... si quelqu'un consentait à l'acheter.

Dans d'autres groupes ethniques, à Kalimantan comme à Sumatra, le droit de hache n'est pas transmissible. A la mort du premier défricheur, seules les plantations sont partagées entre les héritiers. Toutes les parcelles en recrû forestier (non complantées d'espèces commerciales) tombent en indivision au profit de tous les héritiers. Dès lors, ces parcelles restent exclusivement réservées à la riziculture sur brûlis. Toute implantation d'espèces pérennes supposerait leur appropriation individuelle. En conséquence, tout ayant-droit désireux de créer une plantation dans une parcelle en indivision doit auparavant obtenir l'approbation de l'ensemble du lignage (Jambi, haute vallée de la Bungo).

Les mêmes règles prévalaient encore au début du siècle dans le Lampung Pesisir. Toutefois, l'ensemble du domaine forestier était considéré comme la propriété de la *marga* (clan). L'essarteur n'obtenait qu'un droit d'usage temporaire de la parcelle défrichée. Après la récolte, ce droit s'éteignait et la parcelle redevenait bien communautaire. Il était bien entendu strictement interdit de complanter les essarts d'espèces pérennes. Le développement important du marché des cultures d'exportation à partir du début du XX^{e} siècle poussera les responsables des *marga* à modifier le droit coutumier et à lever cette interdiction. Cette décision a eu pour conséquence de favoriser l'appropriation individuelle des terres. Une fois

toutes les jachères transformées en plantations, il a fallu ouvrir de nouveaux essarts aux dépens de la forêt primaire pour assurer l'autosuffisance alimentaire.

Les nouveaux essarts étant également transformés en plantations, la pérennité du système nécessite l'extension régulière du domaine cultivé. La forêt primaire, à la limite des zones cultivées, fait office de réserve foncière indispensable. Ainsi, en voulant interdire l'ouverture de nouveaux essarts, les pouvoirs publics font plus que d'empêcher l'extension du système, ils le condamnent à disparaître.

Que l'appropriation soit individuelle ou collective, au niveau du village, du lignage, du clan ou de la tribu, que le terrain soit cultivé ou non, les populations des îles extérieures revendiquent des droits sur des espaces relativement étendus. Avec la promulgation de la loi agraire de 1870, l'Etat colonial néerlandais nie les droits des indigènes sur leurs terrains de chasse et de cueillette, et entre en conflit avec le droit coutumier. L'Indonésie indépendante reprend à son compte le dualisme hérité du colonisateur. Ainsi, la loi agraire de 1960 stipule : «*en matière agraire, le droit coutumier prévaut tant qu'il n'est pas contraire aux intérêts de la Nation et de l'Etat*» (*Law n°5, Basic Agrarian Law, 1960*).

De multiples conflits d'intérêts

La formulation de la loi agraire reste suffisamment vague pour permettre à l'Etat de spolier n'importe quel groupe humain au nom des intérêts supérieurs de la Nation. Conformément aux clauses du *Basic Transmigration Act* de 1972, tout terrain destiné à la Transmigration doit être libre de toute revendication. Or, les droits de chasse, de cueillette et la culture sur brûlis ne figurent pas au nombre des revendications recevables.

Bien qu'en accord avec les lois de la République, la dépossession d'un nombre important de cultivateurs sur brûlis risquerait cependant de poser quelques problèmes aux autorités. Pour cette raison, l'Etat évite soigneusement d'installer des centres de Transmigration à proximité de villages autochtones importants. Lorsque le nombre de familles concernées reste faible, les autorités provinciales essaient de les convaincre de renoncer à leurs droits et de rejoindre la Transmigration en tant que migrant APPDT, parfois contre dédommagement. En cas d'échec des négociations, certains centres tolèrent de petites enclaves en leur sein.

L'importance des surfaces en forêt primaire permettrait d'éviter de spolier les autochtones. Mais le ministère des Forêts veille. Le domaine forestier indonésien, deuxième par la taille après l'Amazonie, est divisé en de nombreuses concessions forestières attribuées à des compagnies privées ou semi-publiques, nationales ou étrangères. L'exploitation particulièrement lucrative des forêts indonésiennes n'incite guère le ministère des Forêts à céder des terrains au ministère de la Transmigration. Contraint de déclasser un certain pourcentage de «forêt de production» en «forêt de conversion» pour les besoins de la Transmigration, le ministère des Forêts sélectionne tout particulièrement les zones déjà défrichées, les étendues infestées par *Imperata* et les forêts les moins productives. Bref, la Transmigration hérite le plus souvent des terrains les moins favorables.

Depuis la fin des années 1970, un nouveau concurrent participe à la course au foncier. D'importantes sociétés privées et semi-publiques investissent dans le secteur des grandes plantations industrielles (palmier à huile, hévéa, canne à sucre, cacao, etc.). Ces sociétés obtiennent souvent des baux emphytéotiques sur des terrains de bonne qualité, auparavant refusés à la Transmigration. Des forêts, jusque-là jalousement protégées, se retrouvent «converties» en plantations industrielles sans élever la moindre protestation de la part du ministère des Forêts. La puissance financière des sociétés de plantation n'est probablement pas étrangère à ce revirement.

Plus récemment encore, l'irruption d'un nouvel interlocuteur se traduit par une internationalisation du conflit. Pour les défenseurs de la forêt tropicale, essarteurs, transmigrants, planteurs et forestiers ne représentent qu'un seul et même ennemi. Les médias nationaux indonésiens font largement écho aux messages écologistes occidentaux. Les bailleurs de fonds institutionnels rechignent désormais à financer des projets impliquant une quelconque déforestation.

Le ministère des Forêts a même su tirer parti du renfort d'alliés aussi involontaires qu'inattendus. C'est au nom de la défense de l'environnement que deux cents maisons sont brûlées et autant de familles expulsées de terres défrichées «illégalement» dans les montagnes du Lampung. C'est au nom de la protection des bassins versants et de la lutte contre l'érosion que 13 000 familles sont expulsées de Gunung Balak vers le nord du Lampung. Enfin, c'est au nom de la conservation de la biodiversité que la Direction des Parcs spolie les populations locales de leurs dernières réserves foncières.

Bien entendu, les défenseurs de la forêt primaire ne sauraient être rendus responsables des excès de quelques fonctionnaires zélés. Il est vrai qu'il convient de protéger les derniers îlots de forêt primaire, forêts d'altitude ou forêts marécageuses et mangroves. La disparition du tigre et de l'éléphant de Sumatra serait certainement une perte pour l'humanité. Malheureusement, certains défenseurs de la nature se soucient bien peu de l'humanité en question. La protection de l'environnement ne peut ni ne doit se concevoir sans prendre en compte les intérêts des populations concernées.

Les forêts de Sumatra, de Bornéo et de Sulawesi abritent encore quelques rares groupes de chasseurs-cueilleurs comme les Kubu, les Punan et autres *suku terasing* («tribus isolées» selon la nomenclature officielle). Ces populations ne sauraient être confondues avec les cultivateurs sur brûlis. Vivant en petits groupes nomades, elles limitent le contact avec le monde extérieur aux échanges indispensables (Sandbukt, 1988 : 118 ; Dounias, 1988). Le ministère des Affaires sociales (Depsos) est chargé de leur intégration au sein de la nation indonésienne. Plus qu'un devoir sacré, apporter le développement à ces populations primitives est une obligation morale pour les agents du Depsos. Les Indonésiens, dans leur grande majorité, comprennent mal les réactions virulentes des médias occidentaux face à ce qu'ils considèrent comme une mission civilisatrice. La sédentarisation forcée de chasseurs-cueilleurs ne concerne cependant que de faibles effectifs, rarement plus d'une dizaine de familles à la fois. Le Depsos opère ces regroupements dans le cadre de *resettlement projects* indépendants des centres de Transmigration.

Il n'en va pas de même en Irian Jaya où 25 % des places en Transmigration sont réservées aux autochtones. Habituellement, les 10 % de places réservées aux APPDT visent à faciliter l'intégration des centres de Transmigration dans les provinces d'accueil. En Irian Jaya, il semblerait plutôt qu'on cherche à intégrer les Papous dans les centres de Transmigration. Le fossé culturel séparant un Javanais d'un Dayak n'est qu'une simple fente de retrait comparé au gouffre qui sépare les mondes insulindien et mélanésien. La mission civilisatrice dont les autorités s'estiment investies se heurte à la profonde incompréhension des principaux intéressés.

Les tractations sur le foncier débouchent fréquemment sur des conflits violents. En maniant la carotte et le bâton auprès des chefs coutumiers, les autorités obtiennent facilement des cessions importantes de terre. Invariablement, ces cessions sont remises en cause par l'ensemble des membres de la tribu, les tractations foncières n'étant pas du ressort du chef de tribu. En effet, l'attachement à la terre des ancêtres, les conflits fonciers et la défense du territoire tribal sont des éléments structurants des sociétés mélanésiennes (Bonnemaison, 1986 : 138). Céder la moindre parcelle du patrimoine foncier équivaut à une mutilation. Les autorités, quant à elles, s'estiment flouées, et il n'est pas rare qu'elles recourent à la force pour faire respecter les clauses du contrat.

Une capacité d'accueil plus restreinte que prévu

Trouver des terrains favorables à l'implantation de colons dans des îles pourtant sous-peuplées et couvertes à 75 % par des forêts s'avère plus difficile que prévu. Mais faut-il s'en étonner ? La luxuriance de la forêt tropicale induit facilement en erreur. En 1783, William Marsden, auteur de *The History of Sumatra* écrivait : «*Every person at first sight, and on a superficial view of the Malayan countries, pronounces them the favorites of nature, where she has lavished her bounties with a profusion unknown in other regions, and laments the infatuation of the people, who neglect to cultivate the finest soil in the world. But I have scarcely known one, who, after a few years' residence, has not entirely altered his opinion*». (Marsden, 1783, rééd. 1986 : 80).

D'une manière générale, la fertilité chimique des sols des îles extérieures est nettement inférieure à celle des îles intérieures. Les terrains facilement accessibles et présentant de bonnes aptitudes culturales sont déjà appropriés par les populations autochtones. Le ministère des Forêts, quant à lui, revendique les terrains favorables encore recouverts de forêts. Le plus souvent, la Transmigration doit se contenter des terrains convoités ni par les autochtones ni par les forestiers. Ces terrains peuvent être rangés en trois grandes catégories :

— les sols à tendance podzolique ; les *red-yellow podzolics* de la classification indonésienne désignent des sols ferralitiques désaturés. De fertilité chimique médiocre, ces terrains sont peu convoités par les autochtones, surtout lorsqu'ils sont éloignés des voies de communication. Couverts de forêts peu productives ils n'intéressent que modérément les forestiers ;

— les savanes à *alang-alang* ; suite à des défrichements inconsidérés et à des feux répétés, ces sols de fertilité chimique particulièrement médiocre sont infestés par *Imperata cylindrica*. Malgré une bonne accessibilité, ils ne présentent d'intérêt ni pour les autochtones ni pour les forestiers ;

— les forêts marécageuses ; cette catégorie regroupe des sols divers présentant chacun des problèmes particuliers de mise en valeur. D'importants travaux de drainage et d'irrigation s'avèrent toujours nécessaires.

A un environnement physique peu favorable peut s'ajouter un environnement humain peu accueillant. En Irian Jaya, la cession d'une partie même infime du territoire tribal est vécu comme une mutilation. Le fossé culturel entre colons et autochtones est tel, qu'il est aussi vain d'espérer l'intégration des uns que l'assimilation des autres. A Banda Aceh, à l'autre extrémité de l'archipel, le nationalisme exacerbé des Acihais s'accommode mal de l'intrusion de colons javanais. Derniers à résister au colonialisme néerlandais, les Acihais entendent bien rester maîtres chez eux.

Mais d'une manière générale, les populations locales envisagent plutôt favorablement l'arrivée de colons. L'arrivée de transmigrants présente de nombreux avantages pour les autochtones. Les avantages financiers ne sont pas les moindres. Toute personne pouvant faire valoir un droit de propriété sur une parcelle de terrain incluse dans un projet de Transmigration a droit à une juste compensation. Le montant de l'indemnisation est fixé par consentement mutuel entre le propriétaire, les autorités provinciales et les représentants du ministère de la Transmigration. En l'absence de certificats de propriété, seuls les terrains cultivés ouvrent droit à indemnisation. Dès lors, le moindre hévéa ou le moindre arbre fruitier survivant tant bien que mal dans le recrû forestier seront preuve de propriété. Une indiscrétion au sujet de la sélection d'un site peut se solder par la mise en place rapide de centaines d'hectares de plantations d'hévéa, comme à Sukamandang (Kalimantan-Centre) en 1980. Il n'est pas rare de voir les autorités provinciales s'allier aux villageois pour extorquer des sommes rondelettes au pouvoir central.

L'arrivée d'un nombre important de colons se traduit également par la revalorisation du capital foncier des autochtones. Jusque-là, en raison d'un accès relativement facile à la terre, le marché foncier était quasi inexistant. Les transactions se limitaient aux plantations en production. Le montant de la transaction ne s'évaluait jamais par unité de surface mais par unité de produit. Avec l'arrivée des colons javanais, même d'anciennes plantations en friche deviennent négociables. Le prix de la terre grimpe au rythme de l'arrivée des migrants spontanés. De nombreux propriétaires fonciers se laissent tenter et vendent ainsi des parcelles aux immigrants, année après année, jusqu'à épuisement.

L'arrivée des colons présente aussi l'avantage de faire baisser le coût de la main-d'œuvre. A Kalimantan-Centre, le travail de saignée des hévéas est rétribué par la moitié de la récolte. Ces conditions pourtant exceptionnelles ne suffisent pas toujours à intéresser les jeunes Dayak. Mais pour un colon, cette rémunération est au moins cinq fois supérieure à

celle en vigueur à Java. De même, tous les travaux jugés pénibles par les autochtones, comme le sarclage et le portage, trouvent facilement preneur chez les migrants dont ils forment le lot quotidien.

Transmigration va aussi de pair avec développement. La Transmigration permet de rompre l'enclavement des arrières-pays des îles extérieures. L'ouverture de nouvelles routes facilite les échanges marchands en abaissant les coûts de transport. De nouveaux débouchés s'ouvrent aux produits locaux et une concurrence accrue entre commerçants bénéficie aux consommateurs. Enfin, les autochtones espèrent également profiter de la création d'écoles primaires et secondaires, de dispensaires, de coopératives, de centres de vulgarisation agricole et de lieux de culte destinés aux transmigrants.

Dans l'ensemble, les autochtones envisagent plutôt favorablement l'arrivée des colons des îles intérieures. Ce qu'ils imaginent moins par contre, c'est qu'en très peu de temps ils seront totalement submergés par le flot des immigrants, que bientôt ils ne représenteront plus qu'une minorité ethnique sur la terre de leurs ancêtres.

Chapitre 3

Une vision agraire du développement

«On s'étonne trop de ce qu'on voit rarement et pas assez de ce qu'on voit tous les jours».

Comtesse de Genlis

Les îles intérieures et les îles extérieures de l'archipel indonésien ne se distinguent pas uniquement par leurs environnements humains. Les environnements physiques sont tout aussi contrastés. Même si nous n'avons pas été en mesure d'établir clairement des liens de causalité, il est indéniable que les corrélations entre densité de population, fertilité des sols[1] et système de culture pratiqué sont élevées. Il est tout aussi indéniable que Java compte de nombreux paysans sans terre et qu'il reste des espaces inutilisés dans les îles extérieures. Dès lors, proposer de la terre à ceux qui en manquent n'a rien de répréhensible. Sumatra et Kalimantan peuvent encore s'accommoder de quelques cultivateurs sur brûlis et agroforestiers supplémentaires. Des Javanais cultivateurs sur brûlis ? «*Nous cherchons à progresser, pas à revenir en arrière !*»[2], m'a-t-on répondu. Pour qui en doutait encore, la réponse a le mérite de bien situer le problème dans le registre des perceptions. Le progrès, le développement, supposent la mise en œuvre de systèmes de culture intensifs. Et les plus intensifs d'entre eux ont toujours eu (et auront toujours ?)[3] les faveurs des pouvoirs publics et des agronomes. Les paysans, par contre, même javanais ne sont pas de cet avis. Dès lors, l'exigence de développement agricole nécessite un encadrement dense des paysans. La Transmigration est ainsi conçue, presque exclusivement, comme le véhicule du développement agricole dans les îles périphériques. En 90 ans, les contextes politiques,

1 Plus exactement caractéristiques chimiques des sols (capacité d'échange, richesse en bases, pH, taux de matière organique, etc.).

2 «*Itu kemunduran, bukan kemajuan !*» (Amir Hasan Mutalib, directeur de la Programmation, ministère de la Main-d'œuvre et de la Transmigration, 1981 : comm. pers.).

3 Il semblerait que les mentalités évoluent depuis quelques années.

économiques et sociaux ont considérablement évolué en Indonésie. Pourtant, à tous les problèmes qu'elle était censée résoudre, la Transmigration n'a jamais apporté qu'une seule réponse : la colonisation agricole. Comme s'il était inconcevable qu'une politique sociale destinée à des paysans, puisse leur proposer autre chose que de rester paysans.

Des préjugés tenaces

Les cultivateurs sur brûlis n'ont jamais eu bonne presse, que ce soit en Indonésie, ou ailleurs. De tous temps, ils ont inquiété, dérangé et été accusés des pires méfaits. Dès 1930, le colonisateur avait nommé une commission d'enquête (*Studiecommissie voor het ladangvraagstuk*) pour étudier l'impact de la culture sur brûlis (*ladang*) sur la péjoration du climat, l'érosion des sols, les inondations, la déforestation, etc. (Studiecommissie..., 1931). La Commission avait également pour mission d'émettre des recommandations permettant de lutter contre le fléau. Contrairement à toute attente, les conclusions de l'étude furent très réservées quant à la nocivité des *ladang*. Mais conformément à la tradition, personne n'y prêta attention.

Aujourd'hui encore, pour le gouvernement central, la culture sur brûlis est un système archaïque, dispendieux et dangereux, qui n'a pas sa place dans une Indonésie moderne. Le système est archaïque car il n'a pas évolué depuis que l'homme a inventé l'agriculture. Il ne fait appel qu'à un outillage rudimentaire, n'utilise aucun intrant moderne ni variété sélectionnée, ne fait appel à aucun travail du sol, et ne suppose qu'un entretien sommaire des cultures. Il est dispendieux car il nécessite d'importantes surfaces de terre par famille, gaspille une énorme quantité de bois lors du brûlis, n'utilise une parcelle qu'un à deux ans sur un cycle de dix à vingt ans, et tout ça pour un rendement ridicule de l'ordre de 1 à 1,5 tonne de paddy par hectare. Il est dangereux pour l'environnement par la masse de CO_2 dégagée dans l'atmosphère par le brûlis, par l'érosion accélérée des sols mis à nu par la déforestation, par les inondations provoquées en aval des bassins versants... Bref, où le *ladang* passe, la forêt trépasse et l'*alang-alang* la remplace.

Quant aux personnes pouvant encore pratiquer de tels systèmes de culture — mais peut-on seulement parler d'agriculture dans le cas du *ladang* ? — en plein XX^{e} siècle, nul ne doute qu'il s'agisse de «nomades» (*yang hidup secara berpindah-pindah*), de «tribus isolées» (*suku terasing*), de «primitifs» (*orang terbelakang*), et «d'attardés ne disposant d'aucun bagage technologique ni intellectuel»[4].

Que de tels propos puissent être tenus par les ingénieurs d'un ministère en plein XX^{e} siècle est tout simplement consternant. Tout d'abord, le discours, délibérément ethnocentrique, relève du jugement de valeur. Le mode de vie élu par les rares groupes de chasseurs-

4 Extrait des Actes du séminaire "Agroforesterie et contrôle du *ladang*", ministère des Forêts, Jakarta, 1981, cité par Dove (1986 : 222).

cueilleurs Punan et Kubu subsistant encore dans les forêts de Kalimantan et de Sumatra n'est ni supérieur ni inférieur à un autre mais différent. Ensuite, le discours est faux car il amalgame indûment (sciemment ?) les cultivateurs sur brûlis à des chasseurs-cueilleurs. Pourtant, la grande majorité des habitants des îles périphériques habitent dans des villages bien fixés et installés sur les berges de cours d'eau navigables. En 1980, le taux d'alphabétisation à Kalimantan-Centre était de 81 %, alors qu'il tournait autour de 65 % à Java. Quant au niveau de vie des Dayak, qu'il nous suffise de rappeler la boutade du *Demang* A. B. Mambey, chef coutumier du district de Kuala Kuayan, Kalimantan-Centre (1981 : comm. pers.) : «*Si le montant de la dot (à payer par le marié) y était aussi élevé que chez nous, Java ne serait pas surpeuplé*».

Que le système du *ladang* soit dispendieux se discute également. D'un point de vue économique, la préférence pour l'extensif se justifie totalement tant que le travail est plus rare que la terre. L'extensif permet de préserver ou d'accroître la productivité du travail, au prix de rendements faibles. Il permet aussi d'accroître la production et de gérer le risque (dispersion des parcelles, absence de consommations intermédiaires), et enfin, il autorise le contrôle foncier sur des espaces plus vastes (Couty, 1988 : 15 ; 1991 : 68). «*Alors que la rationalité technique a pour premier objectif la croissance des rendements par unité de surface, la logique paysanne vise en premier lieu, le revenu maximum par journée de travail investie, par unité de temps. (...) dans toutes les situations où la terre n'est pas un bien rare, c'est la logique paysanne qui fait le meilleur calcul économique*» (Pélissier, 1979 : 5).

Quant aux effets néfastes du *ladang*, une fois encore les ingénieurs des ministères amalgament indûment les essarts destinés à la culture sur brûlis avec des défriches destinées à la culture permanente. Dans le premier cas, l'essart n'est pas éssouché, son sol n'est pas travaillé, l'érosion est très faible même sur de fortes pentes, et il retourne à la jachère forestière après un à deux ans d'utilisation. Dans le deuxième cas, la parcelle défrichée est régulièrement travaillée, complantée de vivriers et de cultures pérennes (souvent des caféiers), l'érosion est intense et, par fortes pluies, les parties aval des bassins versants sont régulièrement inondées. Dans le premier cas, nous avons affaire à des autochtones des îles extérieures, dans le deuxième cas, fréquent dans les zones montagneuses de Sumatra, le responsable des dégâts est souvent un migrant spontané javanais à la recherche de terre. Mais les forestiers ne font pas le détail. Les uns comme les autres sont des intrus dans leur domaine réservé : la forêt.

Pour détourner les populations autochtones de la pratique «funeste» du brûlis, les autorités (ministère des Forêts, ministère des Affaires sociales et ministère de la Transmigration) cherchent à les intégrer au sein de projets de Transmigration ou de *resettlement* (Depsos). Mais la Transmigration ne présente guère d'attrait pour eux. L'accès à la propriété ? La plupart des autochtones disposent de réserves foncières importantes ou sont en mesure d'y accéder facilement. En raison de l'abondance de terre, le foncier est peu valorisé. Seul le travail investi dans la terre lui confère une valeur. Devenir propriétaire d'un lot de 2 ha ne se traduit pas non plus par un gain de statut social. L'apprentissage de techniques intensives ? Les pratiques extensives du *ladang*, comme nous le verrons plus loin, rémunèrent mieux le travail. L'amélioration du revenu ? Grâce à l'exploitation des plantations, à la cueillette et à quelques activités annexes, le revenu moyen des autochtones

est nettement supérieur à celui des transmigrants. Invariablement, les autochtones désertent les centres à la fin de l'aide alimentaire. Invariablement, les autorités s'en étonnent.

L'intensification : paradigme ou dogme ?[5]

A l'étonnement des autorités s'ajoute celui des agronomes. En effet, logique paysanne et rationalité technique ont longtemps fait mauvais ménage. En France, comme dans la plupart des pays développés, de nombreux observateurs mettaient même en doute la rationalité des agriculteurs. Les promoteurs du «progrès technique» se plaignaient régulièrement de l'«archaïsme» des paysans, de leur «attachement immodéré à des traditions désuètes», de leur «incapacité chronique à comprendre où était leur intérêt», etc. Déjà peu enclin à accorder une quelconque rationalité à un agriculteur issu de la même culture, l'agronome français était mal préparé à comprendre le comportement d'un paysan africain. Jusque dans les années 1960 incluses, les rapports des agronomes tropicalistes abondent en savoureuses réflexions désabusées et en jugements de valeur à l'emporte-pièce. Le malentendu fondamental qui opposait (et qui souvent oppose encore) l'agronome et le paysan provenait de l'incapacité du premier à raisonner son système technique dans le cadre plus large des contextes économiques, sociaux et politiques. Ainsi, une technique n'est ni bonne ou mauvaise en soi, ni progressiste ou rétrograde, mais plus ou moins bien adaptée au contexte dans lequel on veut l'appliquer. Ce qui semble évident aujourd'hui, ne l'était pas encore dans les années 1960, du moins pour la majorité des agronomes. Il a fallu que des géographes, plus à l'écoute des paysans, leur ouvrent les yeux. En 1978, Paul Pélissier expliquait à un parterre d'agronomes : «*Alors que la rationalité technique a pour objectif primordial la fixation de l'espace agraire et l'exercice d'une maîtrise technique croissante par des procédés d'intensification, la majorité des populations paysannes (d'Afrique tropicale) met aujourd'hui l'accent sur la recherche du contrôle foncier grâce à l'application des techniques de production les plus expéditives*» (Pélissier, 1979 : 3). Alors que pour les techniciens, le développement est synonyme de pratiques intensives, pour les paysans africains le progrès consiste d'abord à s'assurer le contrôle de l'espace. D'ailleurs, les exemples de «détournement» de techniques intensives par les paysans dans un objectif d'extensification du système de culture ne manquent pas en Afrique. Dans des projets de développement au Sénégal, l'introduction de la traction attelée visait à améliorer les rendements grâce au labour. Les paysans, unanimes, refusèrent le labour mais adoptèrent la traction attelée pour assurer le sarclage et le semis. Le labour, trop exigeant en temps, aurait nécessité de réduire les surfaces cultivées. Par contre, le sarclage en attelé permettait de gagner du temps, et par là, d'étendre les surfaces cultivées. Dans le contexte du Sénégal

5 En économie rurale, un système de culture est considéré comme «intensif» s'il utilise beaucoup de facteurs de production autres que la terre (Boussard, 1987 : 10).

oriental (terre disponible et travail rare), la logique paysanne faisait le meilleur calcul économique (Milleville et Dubois, 1979 : 513-518).

La plupart des agronomes d'aujourd'hui ont appris à faire la distinction entre «technique» et «pratique»[6] et, par conséquent, à resituer leurs propositions techniques dans le cadre socio-économique et politique dans lequel celles-ci sont supposées s'insérer. Toutefois, aujourd'hui comme hier, pour l'agronome, toute amélioration d'un système de production, quel qu'il soit, passe toujours par l'intensification[7]. Une telle affirmation demanderait bien entendu à être nuancée. Pour certains changements techniques, on ne sait plus s'il convient de parler d'intensification ou d'extensification. En riziculture irriguée, par exemple, le passage du semis direct au repiquage correspond à n'en pas douter à une intensification, en raison de l'accroissement de la quantité de travail nécessaire. Par contre, le passage du repiquage au semis direct[8] représente une intensification ou une extensification, suivant que l'on considère l'augmentation des consommations intermédiaires (herbicides) ou la réduction de travail. Appliquer la définition de Boussard à cet exemple pose évidemment problème.

Mais pour l'agronome «classique», la question ne se pose pas dans les mêmes termes. Celui-ci considère invariablement qu'il y a intensification s'il y a augmentation de rendement. Pour lui, développement agricole, amélioration des cultures, intensification ou tout simplement progrès, ne sont que des synonymes d'«accroissement des rendements». Cette confusion des genres, que l'on pourrait qualifier de biais techniciste, conduit souvent l'agronome à orienter sa recherche dans l'unique but d'augmenter les rendements[9]. D'autres objectifs, comme l'amélioration des conditions de production, de la productivité, de la rémunération du travail — toutes choses auxquelles l'agriculteur est particulièrement attentif — passent souvent au second plan. Et lorsque l'agronome s'intéresse à l'amélioration de la productivité du travail, il ne conçoit celle-ci qu'à rendement constant ou croissant. Améliorer la productivité en consentant une baisse de rendement semble (encore) incompatible avec ses schémas mentaux. Quant à proposer des cultures alternatives, ou pire, des activités alternatives à un agriculteur, de nombreux agronomes déclarent forfait. Cette tendance «naturelle» est souvent accentuée par un cloisonnement interne de la discipline, qui privilégie les approches par type de culture ou par plante. Pour l'agronome spécialisé, le développement agricole en général se confond alors avec le développement d'une culture

---

6 La «pratique» étant comprise comme la mise en œuvre des techniques par les agriculteurs (Teissier, 1979 ; Milleville, 1987 : 3-7).

7 En Afrique tropicale, la seule exception semble être la célèbre expérience des «couloirs de défriche» réalisée par l'Inéac dans le sud-est du Kasaï avant l'Indépendance du Congo Belge (Beguin, 1960).

8 Phénomène de plus en plus fréquent en Asie du Sud-Est suite au renchérissement de la main-d'œuvre.

9 Il ne faudrait cependant pas en conclure que l'augmentation des rendements se conçoit «à n'importe quel prix». L'agronome associe toujours une notion de durabilité à celle d'intensification. Ainsi, il ne préconisera jamais l'exploitation agricole minière d'un sol, même si ce choix s'avérait le plus rentable sur la base du simple calcul économique (à court terme).

en particulier. Cette dérive est très nette dans certains instituts de recherche spécialisés par plante. Cette approche verticale, privilégiée pour des raisons d'efficacité, a largement contribué à éloigner le chercheur des préoccupations du paysan.

Ce véritable dogme de l'intensification a longtemps empêché l'agronome tropicaliste de comprendre les logiques paysannes en Afrique tropicale. Tant que la terre reste disponible à profusion, il est facile de lui prouver qu'il a tort, géographes et économistes ne s'en sont pas privés. Mais dans le monde entier, en raison de l'accroissement démographique naturel ou de l'effet des migrations, les situations où la terre reste disponible à profusion se font de plus en plus rares. Dès lors, les agronomes ont de moins en moins tort. Et l'intensification, qui jusque-là relevait plutôt du dogme, peut enfin être considérée comme un paradigme.

L'évolution de la situation à Kalimantan pose le problème dans des termes semblables. L'accroissement naturel de la population, l'arrivée des transmigrants et le contrôle de plus en plus rigoureux exercé par l'Etat sur le domaine forestier, contraignent les autochtones à réduire la durée des jachères forestières. Comme nous l'avons déjà vu, le raccourcissement de la durée de la jachère se traduit par un enherbement croissant des essarts. La nécessité de recourir au sarclage augmente les temps de travaux, sans pour autant parvenir à maintenir les rendements. Dès lors, la productivité du travail chute considérablement (tableau 13). La pression foncière accrue se traduisant également par une réduction de la surface des essarts, la production de riz ne suffit plus à assurer l'autosubsistance des familles. Le système, dont la reproductibilité n'est plus assurée, est en crise.

Tableau 13. Rendements et productivités en riziculture sur brûlis (Kalimantan-Centre)

Type de ladang	Sur forêt primaire	Sur jachère de 15 ans	Sur jachère de 7 ans
Surface cultivée (ha)	1,4	1,4	1
Production (kg paddy)	1 400 - 2 100	1 400 - 2 100	750 - 1 250
Quantité de travail (jours-homme)	144	200	175
Rendement (kg/ha)	1 000 - 1 500	1 000 - 1 500	750 - 1 250
Productivité (kg/jour-homme)	9,7 - 14,6	7,0 - 10,5	4,3 - 7,1

Source : Levang (1984).

Jusque-là nos observations concordent parfaitement avec la théorie de Boserup. En vertu de la loi des rendements décroissants, la productivité marginale du travail diminue, et par suite, la productivité moyenne baisse également. Tant que le paysan en a la possibilité, son intérêt consiste à gagner de nouvelles parcelles sur la forêt primaire. Dans le cas contraire, il se voit dans l'obligation de travailler davantage pour maintenir un niveau de revenu équivalent. A terme, seule une innovation technologique majeure, comme le houage ou le labour en attelé, permet au paysan de retrouver son niveau de productivité passé. Ainsi, toujours selon Boserup, l'accroissement de la pression démographique serait le moteur de l'évolution agraire. Une évolution qui aurait progressivement conduit l'humanité de la culture sur brûlis avec jachère arborée, à la culture sur brûlis avec jachère arbustive puis herbacée, à la culture continue et, enfin, à la culture multiple par le recours à l'irrigation. La

théorie est séduisante, mais critiquable. Elle peut se vérifier sur de courtes sections. La réduction de la durée des jachères et son effet sur l'évolution des systèmes de culture, par exemple, a été confirmée en de nombreux points du globe. Par contre, le schéma évolutif global qu'elle propose ne correspond à aucune réalité vérifiée ou vérifiable.

Curieusement, le schéma de Boserup ne tient aucun compte des contraintes du milieu naturel. Il laisse entendre que dans une région agricole quelconque, à Kalimantan comme à Java, l'homme, sous la contrainte d'une pression démographique croissante, inventera les techniques agricoles indispensables à l'accroissement de la production et au maintien de la productivité. En cela, l'optimisme de Boserup fait pendant au pessimisme de Malthus. Que la corrélation entre densité de population et intensification agricole soit forte est indéniable, mais ne suffit pas à prouver la causalité. Si le milieu naturel n'avait qu'une influence secondaire, comme le laisse entendre Boserup[10], pourquoi donc les zones de sols chimiquement peu fertiles ne présentent-elles jamais que des densités de population faibles ? Pourquoi donc, les zones densément peuplées correspondent-elles toujours à des sols chimiquement fertiles ?[11]

A notre sens, le principal écueil de la thèse de Boserup provient du choix délibéré de la croissance démographique comme seule variable explicative. En se positionnant résolument contre les théories néo-malthusiennes, Boserup considère la croissance démographique comme un donné indépendant des variables qu'elle veut expliquer[12]. En refusant de s'intéresser aux causes de l'évolution démographique, ne se prive-t-elle pas d'éléments explicatifs essentiels ? Et si la croissance démographique était due à l'amélioration de la diète, elle-même consécutive à une évolution agraire, suite à un changement politique majeur ? La croissance agraire serait alors à l'origine de l'évolution démographique, pour paraphraser l'auteur.

A notre avis, évolution agraire et croissance démographique sont si intimement liées qu'il est vain de chercher laquelle serait à l'origine de l'autre. A bien chercher, l'on trouvera toujours à l'origine de l'une comme de l'autre un changement politique majeur (paix civile, expansion territoriale, grandes découvertes, réorganisation des échanges, etc.). Ces changements politiques ne sont pas indépendants des conditions du milieu. Nous restons persuadés que dans un milieu naturel comme celui de Kalimantan, certains choix, comme de recourir d'emblée à des systèmes intensifs, ne s'offraient pas aux sociétés primitives. Alors qu'à

---

10 Comme Boserup, nous nous intéressons à l'évolution agraire de l'ère pré-industrielle, époque où l'homme ne disposait pas encore de tous les moyens techniques nécessaires à lever les contraintes imposées par le milieu naturel.

11 On se souvient que pour cette dernière corrélation, nous avions également récusé tout lien de causalité.

12 «*Il n'entre pas dans nos intentions, cependant, de discuter ici de ces autres facteurs — médicaux, biologiques, politiques, etc. — qui pourraient aider à expliquer pourquoi le taux de croissance du nombre des hommes, dans les sociétés primitives, fut ce qu'il fut. Notre étude toute entière est consacrée aux effets de l'évolution démographique sur l'agriculture, et non aux causes de cette évolution elle-même*» (Boserup, 1970 : 12).

Java, cette solution était envisageable et a d'ailleurs été choisie, comme nous l'avons déjà signalé. Un système extensif comme le *ladang*, malgré une bonne productivité, ne favorise pas la croissance agricole. Il ne produit que peu d'excédents, les familles ajustant les surfaces cultivées à leurs besoins alimentaires, eux-mêmes en rapport avec leur force de travail. Il ne permet pas l'accumulation. Un nouvel essart devant être ouvert tous les ans ou tous les deux ans, le travail investi dans la terre est régulièrement perdu. En l'absence de rente foncière, l'appropriation individuelle du sol ne présente guère d'intérêt. Dévoreur d'espace, le système n'autorise pas les grandes concentrations humaines. Par là, il ne favorise ni la division du travail, ni la structuration de la société, ni l'extraction du surplus par une catégorie sociale, ni la mise en place d'un Etat fort. Vu sous cet angle, le déséquilibre démographique indonésien se comprend mieux, certains préjugés et erreurs d'interprétation également.

Faut-il s'étonner, dans ces conditions, que les dirigeants indonésiens, avec le souci de contrôle social absolu qui les caractérise, soient résolument opposés au *ladang* ? Quant à la querelle entre néo-malthusiens et boserupiens, les mêmes dirigeants hésitent à prendre parti. Confrontés à la croissance démographique javanaise, ils seraient plutôt enclins à céder aux sirènes de Malthus. Mais en ce qui concerne les îles périphériques, ils restent fondamentalement et viscéralement des partisans de Boserup, sans même l'avoir lue. Ils sont tout d'abord intimement persuadés que la riziculture irriguée représente l'état le plus achevé de l'évolution agraire, et qu'à l'opposé, la culture sur brûlis correspond à son stade le plus primitif. Ils ont ensuite, comme Boserup, une foi sans bornes en la technique et dans les capacités de l'homme à dompter la nature. Ils pensent, enfin, que la croissance démographique est le moteur de l'évolution agraire, ce qu'ils traduisent en termes plus simples par «Transmigration = intensification». Pour eux, l'intensification agricole relève davantage du dogme que du paradigme.

Cette foi en l'intensification se retrouve dans le choix des systèmes de culture proposés aux transmigrants : la riziculture intensive en continu à raison de 2 ha par famille, en conditions irriguées, inondées par le jeu de battement de la marée, ou en culture pluviale. La prolifération des adventices ? Houage et labourage en auront raison. Le fertilité chimique déficiente ? On mettra de l'engrais. Les prédateurs ? Des pesticides. Le coût ? Le travail est fourni par les transmigrants et les intrants sont subventionnés... Nul ne doute que la réussite de l'agriculture javanaise ne puisse être transposée à Sumatra ou à Kalimantan. Nul ne doute de la supériorité des paysans javanais ou balinais sur les paysans sumatranais ou dayak[13]. Les habitants des îles extérieures sont «paresseux, indisciplinés, individualistes et désorganisés». Ceux des îles intérieures sont «travailleurs, disciplinés, solidaires et organisés». Et par dessus tout, ils sont encadrés.

13 Ce sentiment de supériorité, surtout d'ordre culturel dans le cas des îles périphériques occidentales (Sumatra, Kalimantan et Sulawesi), n'est pas exempt d'un certain racisme à l'encontre des peuples mélanésiens d'Indonésie orientale.

Encadrement technique ou contrôle social ?

A vrai dire, cette fameuse supériorité du paysan javanais ne doit être que relative car, dans l'absolu, et à y regarder de plus près, les technocrates des ministères ne manquent pas de reproches à lui adresser. Mais faut-il encore démontrer que rationalité technique et logique paysanne font mauvais ménage ? Personne ne s'étonnera donc d'apprendre que pour le technocrate indonésien[14], le paysan javanais a «un comportement irrationnel, un total manque d'initiative, une mentalité d'assisté, une propension à vivre au jour le jour et à consommer au lieu d'investir, une forte inclination pour les jeux de hasard et les festivités et une tendance naturelle à paresser dès qu'il a le ventre rempli». En cela, à vrai dire, le paysan ne se distingue en rien du fonctionnaire moyen. Mais là n'est pas le problème.

Le problème provient de l'incapacité du fonctionnaire à comprendre la logique paysanne. Cette incapacité est d'autant plus surprenante que technicien et paysan se réclament de la même culture et ne diffèrent pas fondamentalement dans leurs pratiques. Seules leurs positions respectives dans la pyramide sociale font que ce qui est toléré chez celui-là est jugé inadmissible pour celui-ci. Prenons, par exemple, le grief concernant le goût immodéré pour les festivités et autres dépenses à caractère ostentatoire, comme les *selamatan*[15]. Les technocrates crient au gaspillage, car ils estiment que l'argent consacré à ces dépenses aurait été bien mieux investi dans l'achat d'outils agricoles, de bétail ou d'intrants divers. Pour les paysans, toutefois, c'est bien d'investissement et non de consommation dont il s'agit. Mais au lieu d'investir dans des moyens de production, ceux-ci préfèrent investir dans le renforcement des liens sociaux. Les fonctionnaires n'agissent pas autrement lorsqu'ils invitent plusieurs centaines[16] de personnes — famille, amis, voisins et collègues — au mariage de leur progéniture.

Qu'importe. Encore une fois, le problème n'est pas là. Pour le fonctionnaire, le paysan est «un grand enfant, bien brave, mais ne comprenant pas toujours où se situe son intérêt». Dès lors, il est absolument indispensable qu'il soit bien encadré (*di bimbing* en indonésien, c'est-à-dire guidé, conduit, dirigé). Se contenter d'inciter les paysans javanais à migrer serait tentant sur le plan financier — quel meilleur moyen de réduire le coût d'installation d'une famille ? — mais en totale opposition avec la volonté d'aménager rationnellement les îles extérieures. Dans le monde entier, cette volonté d'aménagement rationnel, fruit de la logique des développeurs, marque le paysage d'une empreinte identique : une géométrie parcellaire. «*On se trouve là à la convergence de deux facteurs : d'un côté, le découpage de haut en*

14 Même si celui-ci est le plus souvent d'origine javanaise, il se considère avant tout comme un fonctionnaire de la République.

15 Repas communiels que tout paysan javanais doit organiser au moins une fois par an, indépendamment des mariages, circoncisions, changements de nom, etc.

16 Le millier est régulièrement dépassé pour les fonctionnaires de rang élevé.

bas de l'échelle de l'aménagement, conforme à l'esprit déductif des agronomes, utilise inévitablement l'angle et la ligne droite ; de l'autre côté, la logique du développement par la voie hiérarchique et descendante mène non moins fatalement à des unités («lots individuels», parcelles) de forme régulière et de dimension standard» (Sautter, 1978 : 239).

La propension du technocrate à raisonner en «standard» ne se limite pas aux dimensions des parcelles. L'aménageur a horreur de la diversité. Il lui faut des transmigrants-type, des rations-type, des associations de cultures-type, des rotations-type, des paquets technologiques-type, etc. Entre plusieurs solutions, l'aménageur ne laisse à quiconque le soin de choisir à sa place. Car s'il y a plusieurs solutions, il y en a forcément une, meilleure que les autres. Qui d'autre que l'aménageur est mieux placé pour déterminer laquelle ? *«Tout a été conçu, tout fonctionne selon la logique des développeurs. (...) C'est à prendre en bloc ou à laisser, la formule est totalitaire»* (Sautter, 1978 : 238).

Inévitablement, la confrontation au réel démontre les faiblesses des modèles imaginés par les technocrates. Mais l'échec ne provient jamais de la mauvaise conception d'un projet, mais du non respect des règles fixées par ses concepteurs. L'échec ne conduit jamais à une remise en cause des modèles, mais au durcissement des règles. Les transmigrants ne correspondent pas à l'image que l'on avait des paysans ? C'est parce que l'on n'a pas respecté les critères de sélection. Il faut les renforcer. Les sites développés ne correspondent pas à l'image que l'on avait des îles extérieures ? C'est parce les études de reconnaissance ont été insuffisantes. Il faut les multiplier. Les systèmes de culture recommandés sont refusés par les paysans ? C'est en raison de leur comportement irrationnel. Il faut les convaincre ou les contraindre. A la remise en cause (la sienne, pas celle des autres), le technocrate préfère la fuite en avant.

Personne, il est vrai, n'aime se remettre en cause, et les agents de l'Etat, moins que quiconque. Le fonctionnaire ne travaille pas pour l'Etat, mais il fait partie de l'Etat, et dans une certaine mesure, il est l'Etat. Se remettre en cause, impliquerait une remise en cause implicite de l'Etat. Ce type de comportement, vérifiable dans tous les pays du monde, est tout particulièrement marqué dans les pays dotés d'un Etat fort, pays dont l'Indonésie fait partie.

Loin de nous l'idée de dépeindre le fonctionnaire (indonésien ou autre) comme un être vil, corrompu, dénué de scrupules, et uniquement soucieux de son enrichissement personnel. Les médias occidentaux et les militants tiers-mondistes tombent facilement dans ce travers lorsqu'ils parlent des pays en voie de développement. Le fonctionnaire n'est pas non plus cet être droit, scrupuleux et plein d'abnégation qui sacrifie sa vie de famille et sa santé pour le bien public. De nombreux agents de l'Etat aiment à se présenter ainsi. Y croient-ils seulement ? Ou bien espèrent-ils nous y faire croire ?

Le fonctionnaire trouve sa légitimité dans la légitimité de l'Etat. Les despotes les plus radicaux ressentent le besoin de justifier leur pouvoir, de moraliser leurs actes, de se sentir utiles à la société et rêvent de laisser leur nom dans l'histoire pour des faits glorieux et non pour des actes méprisables. L'Etat moderne trouve sa légitimité dans la Nation. Ce n'est pas en son propre nom, mais au nom de la Nation dans son ensemble qu'il agit. Ce n'est pas

dans son propre bien, mais dans le bien du peuple tout entier qu'il œuvre (Anderson, 1983 : 477). De même, les aménageurs pensent, réalisent et présentent leurs projets comme allant dans l'intérêt des paysans, alors qu'ils ne vont que dans leur propre intérêt. Il s'agit là moins d'hypocrisie que d'illusions auto-entretenues (Dove, 1986 : 239). Il va de soi que ces illusions vont toujours dans le même sens, celui de l'intérêt de l'aménageur ou du fonctionnaire. Ces derniers ne cèdent jamais à des illusions laissant entendre que les paysans se porteraient mieux s'ils s'occupaient un peu moins d'eux. S'ils y cédaient, ils mettraient en péril leur propre reproduction sociale[17].

On ne s'étonnera donc pas que, dans un Etat fort, l'action des fonctionnaires soit orientée consciemment ou inconsciemment vers le renforcement de l'Etat. Ce dernier passe par la sécurisation des frontières du pays, par la disparition des particularismes ethniques (droits coutumiers, réflexes tribaux, velléités indépendantistes), par l'adhésion à un modèle (celui du centre) et à une idéologie (*pancasila*) uniques, bref, par la construction d'une nation moderne. Le rôle privilégié et déterminant de la Transmigration pour parvenir à cet objectif dans les îles périphériques a déjà été signalé. Mais dans l'ensemble de l'archipel, de Sabang à Merauke, le renforcement de l'Etat passe d'abord et surtout par le renforcement du contrôle social.

Dès lors, entre migration spontanée et migration organisée, quelle sera la solution privilégiée par l'Etat ? En matière de contrôle social, la question ne se pose même pas, la priorité va bien évidemment à la Transmigration. En matière de coût, le problème est plus complexe. L'Etat aurait tout intérêt à opter pour la migration spontanée dont la promotion ne représenterait que des coûts modestes. Les agents de l'Etat, par contre, privilégient toujours la solution la plus coûteuse, en l'occurrence la Transmigration. Le fonctionnaire indonésien, faut-il le rappeler, ne touche qu'un salaire dérisoire en comparaison de ce qu'il pourrait obtenir dans le secteur privé. Suivant le grade et la compétence, l'écart entre les deux secteurs peut aller de 3 à plus de 20 ! Conformément à une vieille tradition asiatique, le fonctionnaire, qui autrefois complétait son revenu sur sa charge, le complète aujourd'hui sur les *proyek* (projets). Ce qui est fréquemment qualifié, à tort, de corruption, n'est autre qu'un prélèvement forfaitaire destiné à assurer l'entretien des agents de l'Etat. Ce que les mauvaises langues qualifient de détournement, varie énormément d'un agent à l'autre, mais ne doit jamais dépasser les limites du raisonnable, ces limites étant la sauvegarde du projet. Il s'agit donc moins d'un détournement que d'une ponction, un *persenan* (pourcentage) en indonésien. Ces pratiques favorisent tout naturellement les «gros projets» au détriment de solutions plus «raisonnables». Comme le rappelle le dicton indonésien : «*ada proyek, ada duit*» (littéralement : il y a projet, il y a argent). Bref, entre une migration spontanée peu

17 En 1993 à Montpellier, Michel Sebillotte s'adressait aux agronomes (de plus en plus nombreux à se satisfaire des seules capacités innovatrices du monde paysan) en ces termes : «*Attention, si vous pensez que les paysans se débrouillent très bien sans vous, à quoi servez-vous encore ?*».

coûteuse mais ne favorisant pas le contrôle social et une Transmigration coûteuse et bien encadrée, les agents de l'Etat n'hésitent pas[18].

La volonté de contrôle social se retrouve exacerbée dans les centres de Transmigration. En fait, l'organisation et les structures d'un centre ne diffèrent, en théorie, en rien de ce qu'elles devraient être dans n'importe quel village indonésien. Ce qui veut dire qu'elles diffèrent en tout dans la pratique. La direction du centre est assurée par un fonctionnaire du ministère de la Transmigration assisté de plusieurs agents, et non par un chef de village élu. En face, les transmigrants ne forment pas encore une communauté mais un ensemble d'individus que ne lie aucun lien de solidarité. Devant cette absence de contre-pouvoir, certains se prennent à rêver du nouvel Adam indonésien, résolument moderne, détaché des traditions ancestrales et désuètes. Cet homme (et cette femme) moderne, on va essayer de le façonner au travers de centaines de réunions de formation et d'information. Tous les grands thèmes nationaux sont abordés : *pancasila*, autosuffisance alimentaire, intensification, diversification, coopératives, défense de l'environnement, reboisement (*sic*), planning familial, amélioration de la diète, suivi de la mère et de l'enfant, alphabétisation, anticommunisme, etc. Certaines semaines, les transmigrants sont conviés jusqu'à trois réunions. Si l'anticommunisme ne figurait pas au programme, on ne se croirait pas dans un pays se réclamant du libéralisme économique.

Fort heureusement, le «totalitarisme» inhérent au modèle est largement tempéré par une bonne dose de pragmatisme asiatique. Même compétents et dévoués à leur tâche, les chefs de projet sont totalement débordés par la gestion quotidienne des centres. Ils cherchent surtout à convaincre, jamais à contraindre. D'ailleurs le voudraient-ils, qu'ils n'y parviendraient pas. Ils ne réussiraient qu'à liguer les migrants contre eux, et seraient désavoués par leurs supérieurs. Les méthodes restent bon enfant. A la fin de l'exposé, l'orateur demande à l'audience si elle a bien compris, et la foule, comme un seul homme, de crier oui. Il serait particulièrement mal venu d'effectuer un test pour vérifier. D'ailleurs l'orateur s'en garde bien.

Le transmigrant sait bien que cet encadrement dense ne durera qu'un temps. Après cinq années, en moyenne, les agents du Ministère iront rejoindre d'autres fronts pionniers. Le centre deviendra alors un village en titre et dépendra directement de l'administration locale. On regrettera alors le chef de centre qui pestait contre les femmes qui s'épouillaient sur le seuil de leur maison au lieu de participer aux travaux des champs. Dépendre de l'administration locale fait un peu peur. Mais d'ici là, les transmigrants auront su tisser des liens de solidarité étroits entre eux et former une vraie communauté. Et quoi de plus résilient qu'un village javanais ou balinais.

---

18 Ce genre de dysfonctionnement n'est pas réservé à l'Indonésie, ni même aux pays en voie de développement. Les primes versées en France aux ingénieurs du Génie rural et des Eaux et Forêts, au prorata du montant des projets, s'apparentent étrangement aux *persenan* indonésiens.

Une politique agraire

Le contrôle social ne représente pas un but en soi. L'objectif ultime consiste bien évidemment à assurer la stabilité et la paix sociales et, par là, la pérennité du pouvoir. Par opposition à la ville, les campagnes ont toujours été considérées comme des havres de paix et de stabilité. Les jacqueries occasionnelles inquiétaient moins le pouvoir que les émeutes urbaines. Rapidement circonscrites, les premières étaient facilement réprimées. La violence de la répression, villages brûlés et habitants massacrés, décourageait les paysans des villages voisins de se lancer à leur tour dans l'aventure et rétablissait l'ordre pour un certain temps. Les émeutes urbaines, plus proches du siège du pouvoir, constituaient une menace plus sérieuse. Leur répression était plus délicate, et ravivait souvent les troubles au lieu d'y mettre un terme. Cette vérité semble universelle, du moins dans les pays à forte assise rurale. «*Face aux agitations parisiennes, la stabilité paysanne paraissait le meilleur fondement de l'équilibre de la nation et le meilleur soutien du pouvoir*» (Mendras, 1994 : 31). En France, depuis la Révolution et jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, tous les gouvernements, sous tous les régimes, se sont évertués à maintenir une paysannerie forte et nombreuse. Cette remarquable constance dans les choix politiques français allait se traduire par un important retard de l'industrialisation par rapport aux pays voisins. L'Indonésie devait connaître une évolution semblable, encore aggravée par la sujétion coloniale.

Lorsque, dans un système agraire intensif de riziculture irriguée, la population rurale connaît un accroissement rapide, la marge de manœuvre des pouvoirs publics s'avère particulièrement réduite. Tant que des terrains libres subsistent à proximité, l'extension géographique du système permet de résoudre l'essentiel des problèmes. Une fois toutes les réserves mises en valeur, les systèmes de culture, déjà très intensifs, ne sont guère en mesure d'assurer l'indispensable accroissement de la production agricole. Jusque dans les années 1960, les rendements rizicoles ne connaissent aucune progression. Les techniques de culture étant déjà très intensives, tout supplément de travail investi dans la rizière ne se traduit aucunement par un supplément de récolte.

En l'absence de méthodes modernes de contraception, les pouvoirs publics ne sont pas non plus en mesure d'enrayer la croissance démographique javanaise. La volonté de l'enrayer semble d'ailleurs faire plus défaut que les moyens. Pour les familles paysannes javanaises, une progéniture nombreuse est gage de bonne fortune (*banyak anak, banyak rezeki*). Le président Sukarno, à l'instar de nombreux dirigeants nationalistes, s'est toujours laissé abuser par l'illusion du nombre. Un pays peut-il être «grand» s'il ne compte pas un grand nombre d'habitants ? Consciemment ou inconsciemment, la taille démographique d'une nation est assimilée à un élément de prestige.

Enfin, l'alternative la plus efficace à la Transmigration ne serait-elle pas plutôt la création d'emplois non agricoles, l'industrialisation de Java ? Selon Geertz, les situations économiques de Java et du Japon étaient encore remarquablement identiques au début du XIX^{e} siècle. En matière de production agricole, Java détenait même un léger avantage sur le Japon. A partir de 1830, alors que Java glissait lentement vers l'involution agricole, le

Japon connaissait un développement hors pair. Le recours massif aux fertilisants permettait d'élever la productivité du travail comme de la terre. La population agricole restait stable, l'expansion rapide du secteur industriel permettant d'absorber l'essentiel du croît démographique national. L'important exode rural allait de pair avec une urbanisation très rapide (Geertz, 1963 : 130-143). Java devait connaître une évolution très différente. Pour Geertz, il ne fait aucun doute que la responsabilité en revient essentiellement au colonisateur néerlandais. En parfait accord avec le «pacte colonial», ce dernier confine sa colonie à la production primaire et réserve le développement industriel à sa métropole.

Que l'on partage ou non l'analyse de Geertz sur les causes profondes du sous-développement de l'Indonésie du milieu du XX^{e} siècle, c'est bien au niveau du développement industriel que se situe le vrai problème. Dès le milieu du XIX^{e} siècle, la croissance de la production agricole se révèle incapable de suivre le rythme de l'accroissement démographique. Une fois les sites les plus favorables à la riziculture irriguée mis en valeur, l'extension des surfaces cultivées concerne des terrains de plus en plus marginaux : fortes pentes, marécages ou sols de fertilité médiocre. L'augmentation de la production agricole par le biais d'une intensification des techniques de culture n'est guère envisageable dans une agriculture qui confine déjà au jardinage. Enfin, même si l'on peut regretter l'absence d'une volonté politique affirmée de contrôle des naissances, il ne faut pas se leurrer. En l'absence de moyens efficaces de contraception, la volonté politique ne suffit pas. Dès la fin du XIX^{e} siècle, l'industrialisation constitue le seul remède efficace au mal javanais. Pourtant, parmi les solutions préconisées par les généreux *Ethici* — éducation, irrigation et migration — l'industrialisation fait cruellement défaut.

Avec l'Indépendance, la situation ne va pas s'arranger, bien au contraire. Non seulement, l'industrialisation régresse suite au retrait des capitaux étrangers, mais dans les campagnes la situation s'aggrave. Au début des années 1960, la légendaire stabilité paysanne n'est plus qu'un lointain souvenir. Les campagnes javanaise et balinaise sont devenues un enjeu politique majeur pour le Parti communiste indonésien (PKI). Si Java est surtout réputée pour ses *microfundia*, l'image du grand propriétaire absentéiste exploitant le travail des paysans sans terre n'y est pas inconnue. Dans les zones rurales, le PKI fait du morcellement des grandes propriétés, au bénéfice des paysans sans terre, son principal cheval de bataille. La loi n^{o} 56 de 1960 pose les principes de la réforme agraire. Dans les régions à densité de population supérieure à 400 habitants par km^{2}, la loi fixe à 5 ha la superficie maximale de rizière en propriété privée individuelle. Le Front paysan (BTI), d'obédience communiste, mène de nombreuses actions d'éclat dans les campagnes pour faire appliquer la loi. Certains propriétaires fonciers préfèrent prendre les devants et faire don de leurs terres excédentaires à des fondations religieuses sous la forme de *wakaf* (biens de mainmorte). Le nombre total de *wakaf* fait plus que doubler pendant la période précédant le coup d'Etat de 1965 (Rachmat Djatnika, 1985 : 133).

Toutefois, les grands propriétaires javanais ne sauraient se comparer aux latifundiaires d'Amérique du Sud. A Java, la grande propriété commence au delà de 5 ha de rizières. A Java-Est, la superficie moyenne des *wakaf* s'établit à 7 ha de rizières et les donations les plus importantes plafonnent à 16 ha environ (Rachmat Djatnika, 1985 : 130-132). La concentration foncière est surtout le fait des régions de propriété individuelle comme le

Priangan (Java-Ouest). Selon Svensson (1983), le processus de concentration foncière dans le Priangan débute dès la promulgation de la loi foncière de 1870. Le recouvrement de la taxe foncière en espèces précipite les petits propriétaires dans les griffes des usuriers. Partant d'une situation relativement égalitaire, un nombre sans cesse croissant de petits paysans perd l'accès à la propriété foncière au bénéfice d'une classe de grands propriétaires issus de la sphère villageoise. Ces derniers sont à la fois usuriers, commerçants et entrepreneurs. En 1925, 1 226 personnes possèdent plus de 20 ha de rizières dans le Priangan. Une vingtaine d'entre eux, seulement, dépasse la centaine d'hectares de rizière en propriété. Dans les districts de Java-Centre et de Java-Est, le nombre de grands propriétaires ne dépasse jamais 250 personnes (Svensson, 1983 : 98-102).

On le voit, le combat du BTI pour la réforme agraire est surtout symbolique. La redistribution des rizières des «grands propriétaires» ne concernerait qu'un nombre infime de paysans sans terre. Les propriétés en question étant déjà cultivées par des métayers, l'expropriation ne se traduirait pas par une augmentation de surface disponible en rizières. Les métayers verraient certes leurs revenus augmenter, mais rien ne changerait pour les paysans ne disposant d'aucun accès aux rizières.

A Java, la difficulté d'accéder au foncier est due au manque de ressources foncières, et non à l'inégalité de leur répartition. L'inégalité de la répartition ne devient flagrante qu'à l'échelle de l'Indonésie, les îles extérieures constituant 93 % de la superficie de l'archipel. Or, l'essentiel des ressources foncières de ces îles est considéré, à tort ou à raison, comme insuffisamment mis en valeur.

Ainsi, en tant que politique agraire visant à la redistribution des terres et non des ressources, la Transmigration correspond parfaitement à la définition d'une réforme agraire. En favorisant l'accès à la propriété dans les îles extérieures aux paysans sans terre des îles intérieures, l'Etat poursuit les objectifs typiques de toutes les réformes agraires. L'objectif de justice sociale, habituellement mis en avant, est inséparable d'objectifs à caractère plus politique. Ignorer les souhaits d'accession à la propriété d'une masse toujours plus considérable de paysans sans terre[19] constituerait une erreur politique majeure. Privée d'espoir, cette masse pourrait se laisser tenter par des actions plus radicales. Les opérations de commando du Front paysan (BTI) dans les années 1960 et les troubles liés à la tentative de coup d'Etat du PKI de 1965 et à sa répression ont profondément marqué les esprits.

«*Les réformes agraires peuvent aussi répondre à des considérations plus directement économiques lorsque la concentration foncière fait obstacle au type de développement agricole souhaité par les classes dirigeantes*» (Dufumier, 1986 : 58). En Amérique Latine, la concentration foncière se caractérise habituellement par une mauvaise répartition de la force de travail. Les petits paysans se concentrent sur les terres les moins fertiles qu'ils cultivent de manière intensive, alors que les grands propriétaires monopolisent les meilleures terres et les cultivent de manière extensive. Le problème est très différent en Indonésie,

19 Si la proportion de paysans sans terre reste relativement stable dans la société paysanne javanaise, leur nombre continue de croître dans l'absolu.

puisque les petits paysans se concentrent sur les terres fertiles des îles intérieures. Dans les îles extérieures, les populations autochtones contrôlent de vastes espaces qu'elles mettent insuffisamment en valeur, à l'image de latifundiaires sud-américains. En distribuant ces terres aux petits paysans javanais, la Transmigration peut être assimilée à une réforme agraire. Les populations autochtones ne constituant pas une oligarchie foncière puissante, la mise en œuvre de la réforme agraire en est grandement facilitée.

Que la Transmigration ne parvienne pas à soulager la pression démographique sur Java la rapproche également d'une réforme agraire. Aucune réforme agraire n'a jamais eu d'effet déterminant à long terme sur l'économie agricole d'un pays. L'effet des réformes est surtout psychologique. Même si les paysans sans terre des îles intérieures ne l'empruntent pas, la Transmigration leur offre une porte de sortie honorable. Pour eux, elle représente la seule alternative à l'exode rural.

Véritable politique agraire, la Transmigration véhicule une vision exclusivement agraire du développement. Selon cette vision, l'accroissement démographique à Java ne produit pas des manœuvres, des journaliers ou des ouvriers... mais des paysans sans terre. Maintenir ces derniers à la terre nécessite de recourir à la réforme agraire ou à son substitut : la colonisation agricole. Toute autre possibilité est exclue d'office. Que proposer d'autre à un paysan, que de rester à la terre ? Toujours selon cette vision agraire, le sous-développement des îles extérieures n'a d'autre cause que le sous-développement de son agriculture. Dès lors, la colonisation agricole des îles extérieures par les paysans sans terre des îles intérieures s'impose à l'évidence comme «la» solution pour améliorer les problèmes économiques des premières tout en corrigeant l'excédent démographique des secondes. Le propre de toute vision agraire n'est-il pas de rechercher des solutions exclusivement agricoles à des problèmes uniquement considérés sous un angle agricole ?

Le vrai problème, on le voit, n'est pas et n'a jamais été de trouver une alternative à la Transmigration, mais de trouver une alternative à un développement exclusivement agricole. L'industrialisation constituant la seule alternative, le problème consiste moins à trouver sa voie qu'à s'y engager[20]. Dans ces conditions, la Transmigration représente l'ultime espoir de maintenir à l'agriculture des paysans sans terre de plus en plus nombreux ; le moyen de retarder l'inéluctable développement industriel ; le type même du combat d'arrière-garde perdu d'avance.

20 Nous reviendrons sur ce problème des alternatives à la Transmigration dans le chapitre 10.

«***Où es-tu vérité ?***» (Socrate)

Conclusion

Un problème de perception et de représentation

«Les premières causes de nos erreurs sont les préjugés de notre enfance».

Descartes

La justification première de la Transmigration réside en l'absolue nécessité de corriger le déséquilibre démographique profond et persistant dont souffre l'archipel. Le déséquilibre est profond, puisque les deux-tiers de la population indonésienne s'entassent sur 7 % seulement de la superficie nationale. Il est également persistant, puisqu'il se maintient, voire s'aggrave, depuis près de deux siècles. Enfin, l'archipel en souffre, car ce déséquilibre se traduit, à la fois, par le surpeuplement des îles intérieures et par le sous-peuplement des îles extérieures. Celui-là engendre misère et pauvreté, celui-ci sous-développement. L'action de l'Etat vise à corriger l'un et l'autre, en proposant aux «hommes sans terre» de mettre en valeur les «terres sans hommes» par le biais de la colonisation agricole dirigée.

Les critiques, surtout nombreuses à douter de la capacité de la Transmigration à résoudre le problème démographique indonésien, ne remettent cependant jamais en cause la nécessité de résoudre ce problème démographique. La raison en est simple : cette nécessité apparaît évidente à tous. N'est-il pas évident que la surpopulation met la planète en danger ? N'est-il pas évident que sous-peuplement rime avec sous-développement ? N'est-il pas évident que la colonisation agricole dirigée permettrait, à la fois, de réduire l'excédent démographique javanais et d'aménager rationnellement les îles extérieures ? De telles évidences ne se démontrent pas, elles se perçoivent. Et c'est bien là que réside leur force. Même contredites par les faits, les perceptions restent souvent immuables.

Les idées malthusiennes, par exemple, près de deux siècles après la publication de l'*Essai sur le principe de population* (1798), conservent une vigueur sans pareil. Rénovées récemment par l'adjonction des concepts de «population limite» ou de «capacité de charge maximum» chers aux écologistes, les idées malthusiennes ressurgissent opportunément en agitant le spectre de la surpopulation et de la famine. Aujourd'hui, ce n'est plus la croissance

de la population qui inquiète, mais son «explosion», à en croire les titres des ouvrages à succès de l'écologiste américain Paul Ehrlich : *La Bombe P* et *The population explosion* (Ehrlich, 1972 et 1990, cités par Le Bras, 1994). Et quel plus bel exemple de surpopulation que les campagnes javanaises.

Confronté aux fortes densités de population des campagnes asiatiques à la fin du XIX^{e} siècle, quel est l'auteur qui eût hésité à parler de surpopulation ? Un siècle plus tard, alors que les densités ont plus que triplé, les réflexes sont restés les mêmes. Et pourtant, la catastrophe malthusienne si souvent annoncée, n'a jamais eu lieu. Dès 1858, Marx, farouche opposant aux thèses malthusiennes, signalait : «*La surpopulation relative n' a pas la moindre relation avec les moyens de subsistance comme tels, mais avec la manière de les produire*» (cité par Clerc, 1994 : 58). Face à la croissance inexorable de la population, le paysannat javanais ne s'est pas laissé mourir de faim. Il a évolué. La manière de produire ses «subsistances» également.

Mais cette évolution, que certains ont qualifié d'«involution» n'a pas été homogène. Car le paysannat javanais, pas plus qu'un autre d'ailleurs, ne représente une entité homogène. Bien au contraire, l'accès inégal à la propriété foncière le structure en groupes statutaires bien définis. Non seulement, la catégorie des paysans sans terre n'est pas une nouvelle venue dans la société paysanne javanaise, mais la proportion de paysans sans terre est restée relativement stable, et ce malgré la forte croissance démographique de l'île. Leurs activités, par contre, ont considérablement évolué. Au siècle dernier, les paysans sans terre étaient, dans leur grande majorité, des «domestiques» (dans le sens «attaché à la maison»), le *kumpulan* ou *nusup* javanais n'étant que l'équivalent de nos anciens valets de ferme. Avec la fragmentation des propriétés suite à l'accroissement démographique, les valets de ferme se sont progressivement transformés en journaliers agricoles, puis en journaliers tout court. Dès les années 1970, environ les deux tiers des paysans sans terre ne sont plus du tout impliqués dans des activités agricoles. Ce sont ces derniers, ceux qui manquent le plus d'expérience agricole, qui forment les gros bataillons des candidats à la Transmigration. Pour eux, la Transmigration représente surtout la possibilité d'accéder au statut social envié de paysan-propriétaire. Curieusement, ce sont aussi eux que le Ministère veut à tout prix éviter de recruter.

Quant aux îles extérieures, s'il est indéniable qu'elles sont peu peuplées, surtout en comparaison de Java, leur sous-développement, par contre, n'apparaît pas de façon criante. Tout d'abord, la faible occupation humaine de ces îles n'est probablement pas sans rapport avec une fertilité du milieu très marginale. La capacité d'accueil des îles périphériques s'avère beaucoup plus restreinte que prévu. D'une part, les meilleures terres sont déjà appropriées par les populations autochtones. D'autre part, les terres disponibles pour la Transmigration présentent presque toujours l'un ou plusieurs des handicaps suivants :

— une accessibilité médiocre ;

— une faible fertilité chimique (sables lessivés, podzols, etc.) ;

— des difficultés de mise en valeur (mangroves, tourbes épaisses).

Ensuite, il ne fait aucun doute que les autochtones des îles périphériques soient victimes de préjugés tenaces à leur encontre. Leurs systèmes de culture, pourtant parfaitement adaptés aux conditions des milieux naturel et humain, sont jugés archaïques, dispendieux, voire répréhensibles. Les Néerlandais qualifiaient le *ladang* de *Raubbau*, littéralement «culture de vol». Pour un Javanais, la culture sur brûlis, de part la proximité, voire la promiscuité, qu'elle suppose entre l'homme et la forêt, ne peut se situer qu'aux premiers stades de l'évolution de l'humanité, aux premiers balbutiements d'une civilisation. L'association des mots «homme» et «forêt» (respectivement *orang* et *hutan* indonésien) ne donne-t-elle pas *orang-hutan* (orang-outan en français) ?

Cette profonde incompréhension des systèmes de culture extensifs n'est pas propre à Java. Combien d'agronomes européens se sont évertués à faire accepter des systèmes de culture intensifs aux «populations primitives et retardées» d'Afrique tropicale ? Si aujourd'hui, l'égalité des cultures est devenu le discours dominant, si la meilleure rémunération du travail dans les systèmes extensifs est parfois reconnue, il n'en demeure pas moins que ceux-ci restent perçus comme des survivances du passé. L'avenir est à l'intensification.

Pour l'aménageur, intensification et développement sont si intimement liés qu'ils sont régulièrement confondus dans son langage. Nous passons là du domaine des perceptions à celui des représentations. Selon Jean-Pierre Olivier de Sardan, chez les opérateurs du développement, deux types de représentations sont actives. Les unes, explicites, normatives, sont en partie constitutives des théories académiques. Elles portent sur le développement souhaitable, le but à atteindre, le modèle de société à bâtir. Les autres représentations, plus implicites, portent sur la société telle qu'elle est, ou plutôt telle qu'on s'imagine qu'elle est (Olivier de Sardan, 1993 : 5). Les aménageurs seraient ainsi les adeptes d'une «méta-idéologie» du développement. «*Deux paradigmes semblent inextricablement liés, qui légitiment l'ensemble des pratiques professionnelles des développeurs, quelles que soient leurs orientations "théoriques" ou politiques : (a) le développement a pour objet le bien des autres (paradigme altruiste) ; il en découle qu'il a une forte connotation morale ; (b) le développement implique progrès technique et économique (paradigme de modernisation) ; il en découle qu'il a une forte connotation évolutionniste*» (Olivier de Sardan, 1993 : 5).

L'aménageur, qu'il soit agronome ou politique, justifie ses actes et ses choix en recourant au paradigme altruiste : il œuvre pour le bien des paysans, ce bien étant l'intensification (paradigme de modernisation). Ce faisant, l'aménageur n'œuvre jamais que dans son propre intérêt, il assure sa reproduction sociale et participe au renforcement des structures préexistantes. Consciemment ou inconsciemment, le fonctionnaire d'un Etat fort orientera son action dans le sens du renforcement de l'Etat.

La volonté d'aménager rationnellement le milieu naturel, conjuguée à la volonté de contrôler le milieu humain, ne se satisfont pas de vagues mesures incitatives. Elles réclament des projets planifiés, carrés, encadrés, dirigés, bref, des projets de Transmigration. Un dernier écueil, et non des moindres, guette le développeur. Lorsqu'il s'adresse à des agriculteurs, ou à ce qu'il croit être des agriculteurs, il n'envisage jamais qu'une seule forme de développement : le développement agricole. La Transmigration, en proposant à des

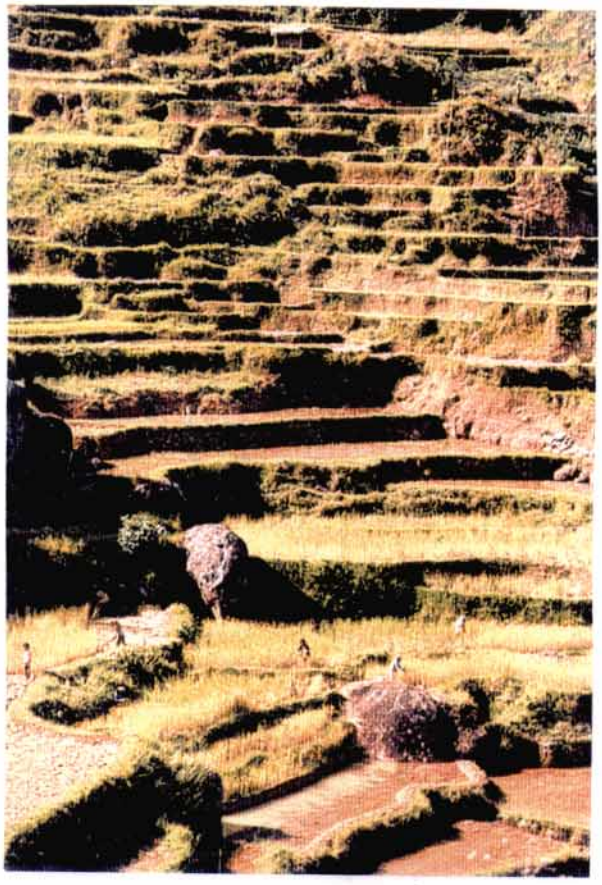
paysans de rester paysans, entre parfaitement dans ce schéma. En voulant associer une politique sociale et une politique de développement, l'Indonésie n'a fait que mettre en œuvre une politique agraire.

Mais n'est-ce pas le propre de toutes les visions agraires que de rechercher exclusivement dans l'agriculture la solution à des problèmes agricoles ? D'oublier que la politique agricole n'est qu'une composante de la politique globale ? En la matière, nous autres Français n'avons aucune leçon à donner à nos amis Indonésiens. Comme le signale Louis Malassis : «*Le danger est grand de s'enfermer dans l'agricole pour traiter du devenir de l'agriculture et, en France, une forte tradition va dans ce sens. Il faut résolument traiter du devenir global — comme problème de société — et cesser de traiter de l'avenir des ménages agricoles en termes exclusivement agricoles*» (Malassis, 1994 : 29).

Deuxième partie

Quatre grands types de projets

ou l'unicité dans la diversité



a | b

c | d

Introduction

«Bhinneka Tunggal Ika».

L'unité dans la diversité (devise de l'Indonésie).

Qu'une perception erronée des effets de la «surpopulation» des îles intérieures et de la «sous-population» des îles extérieures ait incité les pouvoirs publics à vouloir corriger le déséquilibre démographique indonésien est maintenant établi. Qu'une représentation exclusivement agraire du développement ait poussé les Autorités à privilégier la solution de la colonisation agricole pour résorber ce déséquilibre, soit. Il n'en demeure pas moins que «*Transmigrasi adalah*» (la Transmigration est !), comme aimait à le rappeler le ministre Martono à d'éventuels détracteurs. Intéressons-nous donc à la Transmigration telle qu'elle est, ou plus exactement aux conséquences des choix des aménageurs sur les aménagés.

Le programme, nous l'avons déjà signalé, n'autorise pas les avis tranchés. La Transmigration n'est ni une réussite ni un échec. Elle est avant tout un ensemble de projets, de villages de colonisation ou de centres de Transmigration. Chaque centre possède ses caractéristiques propres. Avec le temps, certains d'entre eux se sont transformés en des pôles dynamiques stimulant l'activité économique de toute une région. D'autres végètent dans des conditions difficiles, ou ont depuis longtemps disparu de la mémoire des hommes. Cette extraordinaire diversité provient de la grande variété des situations et des conditions dans lesquelles ont été placés les centres.

Des vallées fertiles de Sulawesi-Nord, aux tourbes acides de Kalimantan-Centre, en passant par les mangroves de Sumatra, la Transmigration colonise les milieux naturels les plus divers. A Java, Bali ou Lombok, elle recrute des colons de toutes sortes, des agriculteurs, des paysans sans terre, des chômeurs urbains, des vétérans de l'armée et des cas sociaux. Certains centres bénéficient d'infrastructures de qualité, d'autres se contentent de promesses.

Certains sont densément encadrés, d'autres laissés à eux-mêmes. Tous constituent un merveilleux laboratoire pour le chercheur.

Toutefois, la diversité s'arrête là. Dans le choix du modèle de développement et des systèmes de culture, le monolithisme est de règle. La priorité va, on l'a vu, à l'intensification agricole. Le programme évolue et s'adapte, mais toujours en respectant cette règle. Historiquement, la Transmigration expérimente quatre grands types de projets. Aux projets irrigués de la *Kolonisatie*, succèdent les projets *pasang surut* de la fin des années 1960, ceux en cultures vivrières pluviales de la fin des années 1970, et enfin ceux en cultures pérennes dans les années 1980. A vrai dire, la succession n'est pas aussi nette. Certaines années, le Ministère peut tout aussi bien amener l'irrigation à un centre en culture pluviale, étendre un projet en *pasang surut* et développer un projet PIR. En l'occurrence, il s'agit davantage d'une tendance évolutive que d'une succession stricte.

L'année 1983 marque cependant une rupture très nette, avec le démarrage des projets PIR. Jusque-là, tous les efforts de la Transmigration visaient surtout à assurer l'autosuffisance vivrière des colons et à contribuer à l'autosuffisance alimentaire nationale en riz. Le manque d'imagination dans le choix des systèmes de culture est en fait une conséquence directe de la «dualité» de la Transmigration, qui se veut à la fois politique sociale et politique de développement. En tant que politique sociale, elle se doit de toucher un grand nombre de familles. En conséquence, les surfaces attribuées et le coût d'installation par famille doivent être aussi faibles que possible. Or, assurer l'autosuffisance en riz de la famille paysanne sur une surface de 1 à 2 hectares représente déjà une performance en culture pluviale. La faible taille des lots distribués et la priorité accordée à l'autosuffisance en riz, aussi bien par la famille paysanne que par les politiques nationales, limitent considérablement la gamme des choix possibles.

Les premiers essais menés par la *Kolonisatie*, à partir de 1905, devaient rapidement conclure à l'absolue nécessité d'assurer l'irrigation des lots confiés aux colons. Parfaitement au point, ce type de projet représente malheureusement un coût particulièrement élevé en infrastructures, surtout si l'eau d'irrigation n'est pas disponible à proximité (chapitre 4).

Les projets *pasang surut* développés à partir de la fin des années 1960 envisagent justement de mettre en valeur des zones où l'eau ne manque pas : les vastes marécages côtiers de Sumatra et de Kalimantan. Ces derniers présentent en outre l'avantage de n'être que peu convoités par les autochtones comme par les forestiers. L'utilisation du jeu de battement de la marée pour assurer à la fois l'irrigation et le drainage permet de faire l'économie des coûteux travaux de barrage et d'amenée d'eau des projets en irrigation traditionnelle. Les canaux, servant également de voies de communication, permettent de faire l'économie des infrastructures routières. Malheureusement, la réalisation des projets s'avère beaucoup plus délicate que prévue, comme en témoigne le chapitre 5.

L'idéal consisterait bien évidemment à faire l'économie des infrastructures d'irrigation. C'est ce que tentera la Transmigration avec les projets en culture pluviale des années 1970. A vrai dire, l'idée n'est pas nouvelle, le colonisateur néerlandais y avait déjà songé pendant la phase expérimentale de la *Kolonisatie*. Il avait cependant fallu renoncer à

ce type de projet, faute de pouvoir maintenir les rendements des cultures à un niveau suffisant. Mais au début des années 1970, le problème ne se pose plus dans les mêmes termes. C'est du moins ce que pensent les instigateurs du programme. D'après eux, le recours massif à la fertilisation minérale devrait permettre la mise en valeur des terres marginales (chapitre 5). Cette foi inébranlable en la technique doit beaucoup à l'extraordinaire réussite de la Révolution verte dans les zones de riziculture irriguée.

Les premiers essais d'implantation de cultures pérennes dans un centre de Transmigration datent de 1976. Avec l'accession à l'autosuffisance en riz en 1983, les priorités nationales en matière agricole évoluent. Désormais, l'Etat encourage le développement des cultures d'exportation. Pour ce faire, il va intéresser les sociétés de plantations publiques et privées au financement de la Transmigration. Avec la mise en œuvre des projets PIR, le programme va innover en matière de production agricole, mais aussi prendre un tournant décisif quant à sa finalité (chapitre 7).

En matière de Transmigration, tout semble joué à l'avance. Refusant de faire confiance à l'initiative paysanne, l'aménageur a tout prévu, tout organisé, tout bloqué. Le moule est prêt, le migrant n'a plus qu'à s'y couler. Malheureusement, ce moule n'est pas toujours à la hauteur des espoirs de ses concepteurs. Il arrive alors, que l'initiative paysanne permette de «sauver les meubles».

Chapitre 4

Les projets irrigués

«La vraie prouesse des rizières, ce n'est d'ailleurs pas d'utiliser sans fin la même surface cultivable, d'en sauvegarder les rendements grâce à une hydraulique précautionneuse, mais de réussir, chaque année, une récolte double, parfois triple».

Fernand Braudel (1979)

Démarrée en 1905, la phase expérimentale de la *Kolonisatie* s'achève en 1931. Le premier bilan est loin d'être favorable au programme. A la fin de 1931, les colonies de Gedong Tataan et de Wonosobo ne comptent respectivement que 29 900 et 3 400 habitants. Par ailleurs, quelques colonies de faible taille végètent dans la province de Bengkulu, et deux tentatives d'implantation aux Célèbes et à Bornéo se soldent par des échecs.

Les instigateurs du programme doivent rapidement faire face à des difficultés insoupçonnées auparavant. Le milieu naturel des régions d'accueil s'avère particulièrement décevant. Dans les zones les plus favorables au développement de la riziculture, comme la vallée de la Semangka, les colonies souffrent de conditions sanitaires désastreuses. Malaria, dysenteries et grippe intestinale touchent tout particulièrement la colonie de Wonosobo qui connaît des taux de mortalité oscillant entre 4,1 et 7,2 % entre 1922 et 1927 (van der Zwaal, 1936 : 214).

Les excellents résultats des cultures faisant immédiatement suite au défrichement et au brûlis ne se maintiennent pas. Les rendements chutent de moitié dès la deuxième année, et continuent de décroître les années suivantes. Le recours à l'irrigation s'impose rapidement comme la seule solution permettant le développement d'une agriculture vivrière permanente.

Heijting constate, à sa grande surprise, qu'il ne suffit pas de déplacer des riziculteurs pour voir apparaître des rizières. Les premiers colons ne sont guère à la hauteur de la

réputation de l'agriculteur javanais. Problème de recrutement ou réputation usurpée ? Toujours est-il que l'intervention des Travaux Publics s'avère indispensable à la création des réseaux d'irrigation. Dès lors, le coût du programme s'alourdit considérablement.

Pourtant, la phase expérimentale a parfaitement joué son rôle : celui d'essuyer les plâtres. Heijting et ses successeurs savent tirer les leçons de leurs échecs. Dès le début des années 1920, la *Centrale Commissie voor Migratie en Kolonisatie van Inheemschen* (Commission pour la migration des indigènes) dispose d'un ensemble de recommandations, essentielles pour assurer le succès d'une colonie.

Les enseignements de la *Kolonisatie*

Onze clés pour le succès

La Commission tire les leçons de la phase expérimentale. Selon elle, onze clés ouvrent la route du succès à une colonie agricole (Pelzer, 1945 : 200) :

(1) les sites sélectionnés doivent présenter des terrains exondés pour l'installation des villages et des zones favorables à la riziculture. Seuls les colonies disposant de vastes rizières irriguées auront une chance de succès ;

(2) l'étude des sols et des possibilités d'irrigation est un préalable indispensable au choix d'un site ;

(3) seules les zones forestières devraient être retenues. Le développement de zones herbacées nécessite la fourniture d'animaux de trait et de charrues en acier. En zone forestière, l'enherbement ne devient un problème qu'au bout de trois à quatre ans. C'est le laps de temps nécessaire à l'installation de l'irrigation ;

(4) toute économie réalisée aux dépens de la qualité du réseau d'irrigation se solderait par des surcoûts ultérieurs ;

(5) sélectionner de vastes zones permettant l'installation de nombreux villages. Les premiers villages installés feront office de noyau et attireront de nouveaux arrivants. Le coût élevé de l'installation d'un noyau sera largement compensé par les économies réalisées lors du développement des villages voisins. Les premiers colons aideront les suivants à s'installer ;

(6) l'envoi d'une deuxième vague de colons doit avoir lieu juste avant la période de récolte. Les nouveaux arrivants assisteront les premiers pionniers lors des travaux de récolte, et obtiendront par là (système *bawon* du partage de récolte) de quoi survivre jusqu'à leur première récolte ;

(7) l'établissement des premiers noyaux à proximité de villages indigènes permet d'assurer un marché pour les produits des colons ainsi que des opportunités de salariat agricole ;

(8) sélectionner les colons avec le plus grand soin. Ne recruter que de vrai agriculteurs, jeunes et vigoureux. Eviter les anciens ouvriers de plantations coloniales, ils ont perdu toute

initiative individuelle et s'avèrent incapables de survivre en l'absence de revenus réguliers. Eviter de recruter des célibataires, ils sont source de troubles et désertent à la première difficulté ;

(9) inutile d'attirer les colons en leur offrant des primes d'engagement ;

(10) ne pas proposer de crédits importants aux colons. Ils n'y sont pas habitués et les utilisent de manière déraisonnable ;

(11) protéger au mieux la santé des colons dans la phase pionnière, lorsque les conditions de vie sont précaires et le travail exténuant. Réaliser des économies sur ce chapitre risque de se traduire par de lourdes pertes dans les rangs des colons.

Le message est clair. Le succès d'une colonie dépend avant tout du bon choix du site et des colons, de la qualité des infrastructures et de l'encadrement, ..., toutes choses impliquant des coûts importants.

La mise au point du modèle : Metro et Belitang

Les préceptes ci-dessus seront scrupuleusement respectés pour la création des colonies de Belitang (figure 20) et de Sukadana, cette dernière plus connue sous son nom ultérieur de Metro (figure 21).

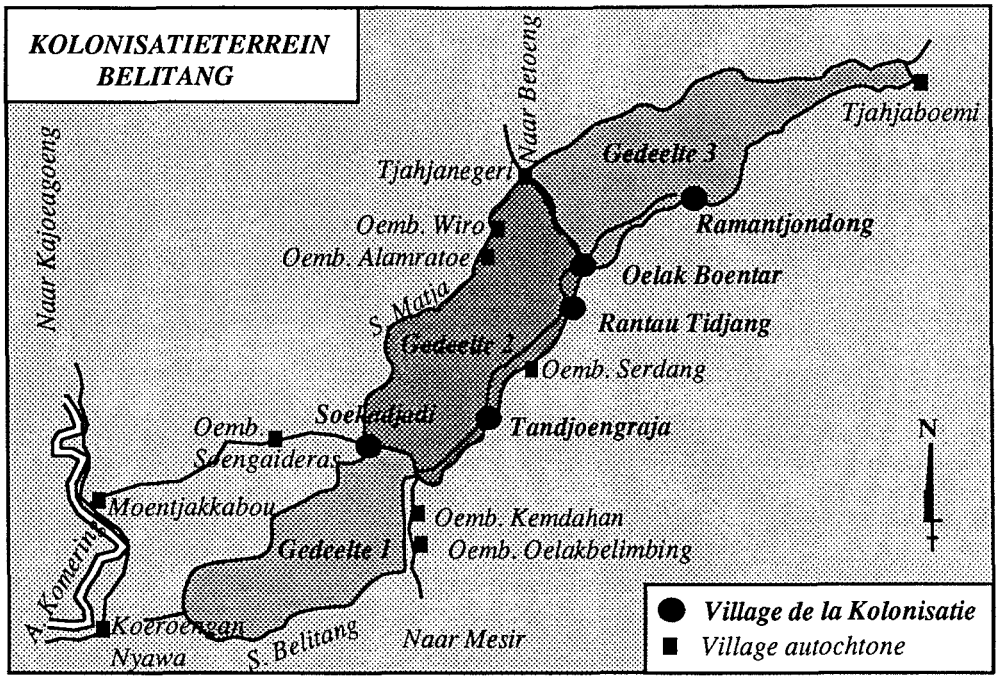
La préparation des sites

Dans les deux cas, les études de reconnaissance démarrent trois ans avant l'envoi des premiers colons. Des négociations menées au niveau local, entre le pouvoir colonial et les représentants des *marga* (la même appellation recouvre le clan et son extension territoriale) concernées, délimitent l'extension des colonies. En raison des très faibles densités démographiques (12 habitants par km^2) du sud de Sumatra dans les années 1930, les *marga* cèdent volontiers de vastes étendues de terrain. Parfois, comme dans le cas de Belitang, chaque membre du clan obtient deux *bau* (un *bau* équivaut à 0,71 ha) de rizière irriguée en compensation. En encourageant ce genre de transaction, le gouvernement colonial espère détourner les autochtones de la «désastreuse pratique de l'agriculture itinérante».

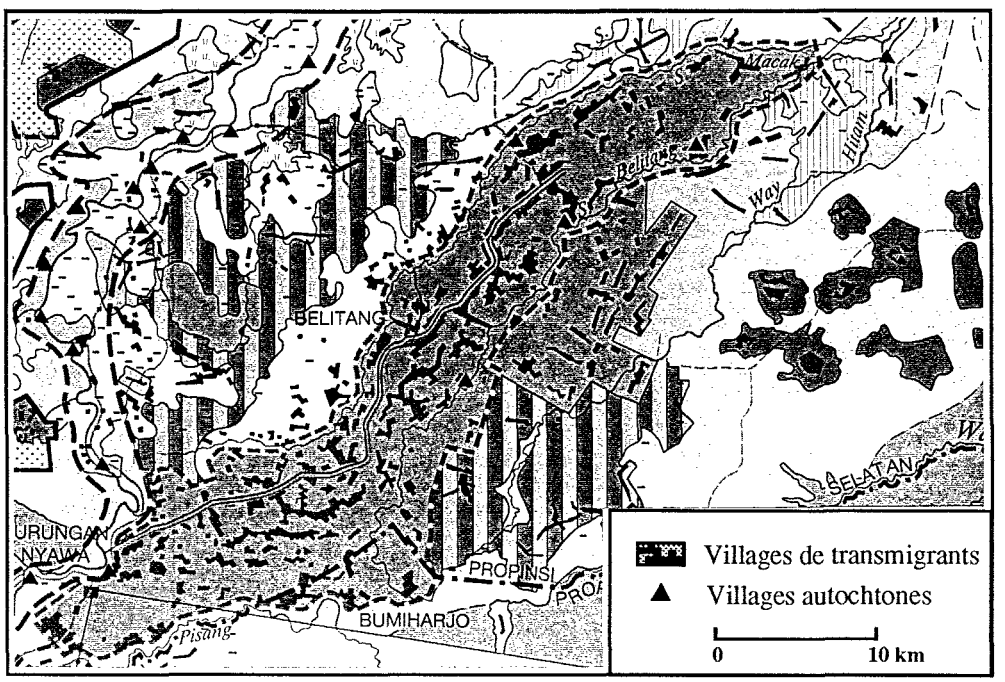
Les études pédologiques confirment que les sols des deux sites, en majorité alluvions et tufs argileux, présentent des caractéristiques physiques favorables à la riziculture. Les caractéristiques chimiques se révèlent moins propices, un intense lessivage se traduisant par une forte désaturation des sols. Par contre, l'analyse des eaux des rivières voisines, fortement chargées de limons, confirme leur intérêt pour l'irrigation.

La construction d'un barrage sur la rivière principale et le creusement d'un canal primaire (de 40 kilomètres de long dans le cas de Belitang) permet, à terme, l'irrigation de près de 20 000 ha de rizières. La première tranche du projet est achevée exactement quatre ans après l'arrivée des premiers pionniers. L'achèvement des autres tranches suit approximativement le rythme d'arrivée des colons.

Figure 20. Belitang au temps de la *Kolonisatie* et en 1990

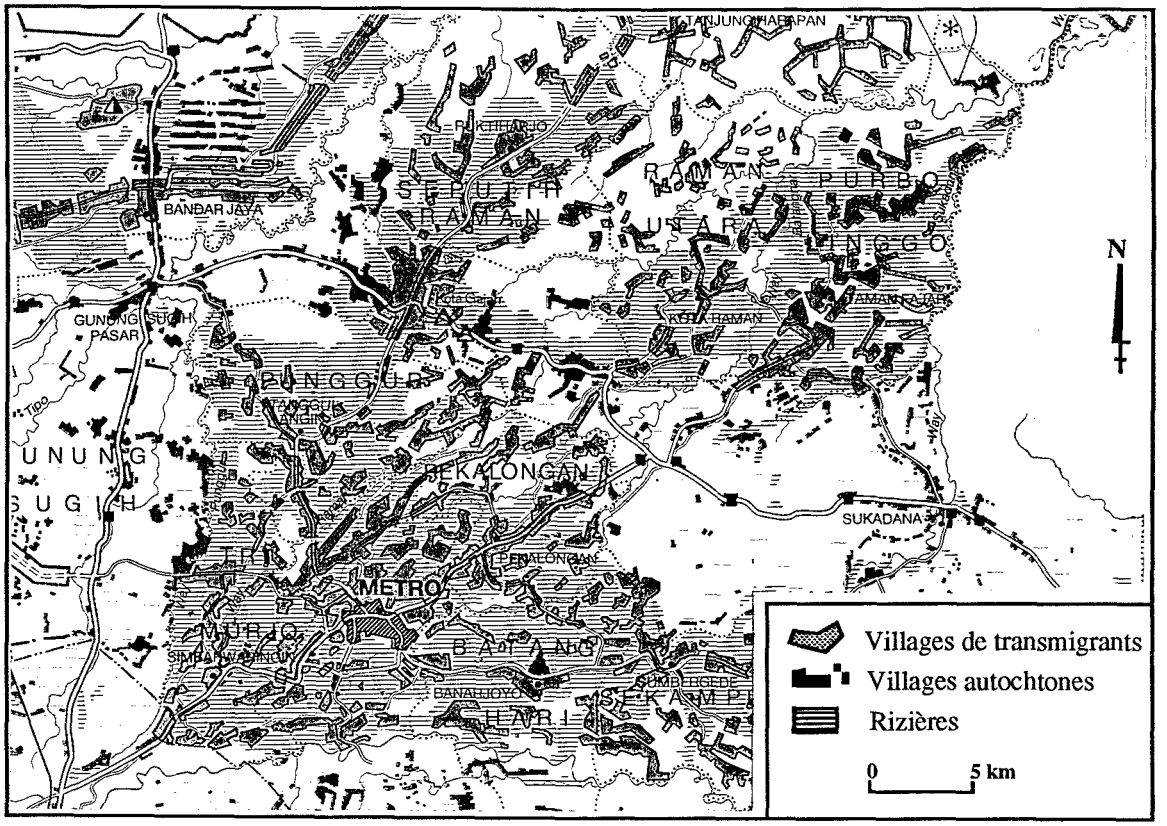


Source : Kolonisatie Bulletin (1938).



Source : Charras et Pain (1993).

Figure 21. Colonisation agricole à Metro (1989)



Source : Pain et al. (1989).

L'arrivée des colons

Recrutés à Java, les familles de colons rejoignent Batavia (aujourd'hui Jakarta) par le rail, puis le Lampung par le vapeur. De là, en bus ou en train, ils sont acheminés vers les colonies de Metro ou de Belitang. Les premières familles, celles qui forment le noyau de peuplement, bénéficient d'une assistance maximale. En contrepartie, elles doivent aider à l'insertion des nouveaux venus et assurer leur subsistance par le biais du système d'entraide. Après trois années de présence sur le centre, les familles sont supposées aptes à accueillir de nouveaux colons. En moyenne, cinq familles déjà établies prennent en charge une famille de nouveaux arrivants, le temps nécessaire à son installation. Ultérieurement, cette famille rendra le même service à d'autres colons, et ainsi de suite.

L'administration attribue une aide alimentaire, sous forme de riz, d'huile, de sel et de poisson séché, aux colons ne pouvant être placés comme récolteurs auprès de familles déjà installées. Cette aide, au même titre que les frais de transport et autres menus frais, est comptée au débit des colons. Le remboursement, en liquide ou en nature, intervient à partir des premières récoltes.

Regroupées à plusieurs dans des abris sommaires (*bedeng* Cf. photo) à leur arrivée, les familles défrichent elles-mêmes leurs parcelles de *pekarangan* et construisent des abris

individuels. Les matériaux ne manquent pas. Le bois, si cher à Java est disponible à profusion. Le projet se contente de prêter les outils ou de les vendre à crédit.

Deux modèles de développement

L'implantation spatiale des familles de pionniers peut suivre des règles différentes. A Belitang, le planificateur privilégie un développement synchrone de l'ensemble du site. Les villages noyaux sont répartis de manière régulière. Les nouveaux arrivants s'agglutinent autour des villages déjà établis et comblent progressivement les vides. Cette méthode facilite l'insertion des nouveaux colons, en mesure de s'installer à proximité des donneurs d'emploi potentiels. Par contre, en maintenant de vastes zones de forêt entre villages, elle induit la prolifération des ravageurs de récoltes, éléphants, sangliers, cerfs, singes, etc.

A Metro, les planificateurs optent pour un développement graduel de l'ensemble du site. L'ouverture de villages adjacents les uns aux autres progresse régulièrement à la manière d'un front pionnier. Cette méthode présente l'avantage de repousser progressivement les divers prédateurs vers l'extérieur de l'espace défriché. Son inconvénient est d'éloigner les nouveaux arrivants de leurs éventuels employeurs (Kolonisatie Bulletin, 1938).

Défrichements et mises en culture

Peu après leur arrivée, les colons reçoivent un quart de *bau* de *pekarangan* et un *bau* de terre irrigable par famille. Les premiers colons bénéficient parfois de parcelles déjà défrichées par les soins du projet. Les colons de la deuxième vague doivent procéder eux-mêmes au défrichement. Pendant les trois premières années, les parcelles sont cultivées en sec selon le système javanais traditionnel du *tumpang sari*, associant riz pluvial, maïs et manioc. En principe, dès la quatrième année, l'extension du réseau d'irrigation permet la création des rizières.

Les Services agricoles conseillent les paysans sur les choix des cultures, des techniques, et plus particulièrement sur le calendrier des opérations dans un milieu relativement différent de celui de Java. Ces mêmes services établissent des pépinières et distribuent des semences et des plants à tous les colons.

A Belitang, les Services agricoles lancent diverses expérimentations pour suivre l'évolution des sols sous culture, en milieu contrôlé ainsi que chez les paysans. Conformément aux attentes, les rendements moyens en riz pluvial décroissent rapidement à partir de la troisième année de culture. Au delà de la quatrième année, l'utilisation d'engrais chimiques devient indispensable au maintien des rendements dans des limites acceptables. Toutes les expérimentations menées en milieu paysan confirment l'intérêt de la mise en place rapide du réseau d'irrigation.

Les marchés

La proximité de villages autochtones se révèle intéressante à plus d'un titre. Tout d'abord, les colons y trouvent un débouché pour la commercialisation de leurs produits.

Légumes, arachides, préparations à base de soja, beignets et pâtisseries agrémentent l'ordinaire des riziculteurs sur brûlis. L'augmentation brutale du nombre de consommateurs attire également quantité de commerçants et transforme certains villages en marchés importants.

Enfin, grâce aux revenus tirés de leurs plantations d'hévéas, de nombreux autochtones sont en mesure d'employer des ouvriers agricoles et des artisans javanais. Les emplois offerts concernent autant la main-d'œuvre masculine que féminine. En effet, le décorticage du riz, effectué au pilon, réclame une importante quantité de travail.

Une surveillance médicale accrue

Les débuts tragiques de la colonie de Wonosobo, décimée par la malaria et la grippe intestinale, restent présents à tous les esprits. La Commission fait un effort tout particulier en matière de surveillance médicale. Tous les colons sont vaccinés contre le choléra et le typhus avant de quitter Java. Dans les colonies, des infirmiers surveillent régulièrement l'état de santé des colons. Belitang dispose de trois dispensaires et d'un médecin attitré.

Chaque village compte un responsable de la distribution de quinine. Pour éviter que les paysans ne revendent la quinine sur le marché local, la Commission préconise l'administration des pilules par la force si nécessaire. L'état de santé des pionniers pose toujours problème pendant les premières années de l'établissement d'une colonie. Les conditions sanitaires précaires, la dureté du travail, voire la malnutrition, fragilisent les colons et les rendent particulièrement sensibles aux attaques de malaria.

Education et loisirs

Bien que les plans initiaux prévoient plusieurs écoles à Belitang, une seule unité est en fonctionnement en 1941. Les enseignants sont recrutés à Java et payés par le projet.

Chaque village reçoit habituellement un ensemble complet d'instruments de *gamelan* ainsi qu'un jeu de marionnettes de théâtre d'ombre (*wayang kulit*). Plusieurs jeux de grande qualité sont offerts par les sultans de Yogyakarta et de Surakarta pour assurer la pérennité de la culture javanaise dans les territoires outre-mer.

Administration et imposition

L'administration des villages ne diffère en rien du modèle javanais. L'ensemble de la colonie est administrée par un assistant-*wedana* (chef de sous-district), lui-même sous la direction du *controleur* néerlandais (chef de district). Seules les colonies de très petite taille dépendent directement de la juridiction des *marga*.

Les colons sont dans l'obligation de rembourser au projet les dépenses de transport, l'aide alimentaire, les outils agricoles et les ustensiles de cuisine. Toutefois, pendant une période de trois ans, les colons restent exemptés du payement des taxes foncières ainsi que de la corvée (*heerendienst*).

Démarrée en 1935 à Metro et en 1937 à Belitang, la colonisation agricole des deux sites devait s'achever en 1951. Le coût d'installation d'une famille, particulièrement élevé les premières années, devait décroître régulièrement. Une part importante du coût d'installation des vagues suivantes allait être supporté par les premiers colons. De cette manière, le coût moyen d'installation d'une famille sur l'ensemble de la période pouvait être maintenu dans des limites raisonnables.

Malheureusement, ce coût moyen d'installation n'a jamais pu être évalué. En trois mois, du 8 décembre 1941 (Pearl Harbor) au 8 mars 1942 (reddition des Forces néerlandaises à Java), les Japonais mettent un terme à plus de trois siècles d'ordre colonial néerlandais.

Dans la colonie de Metro, les premières rizières mises en eau en 1941 ne donnent que de maigres récoltes. Dès 1942 toutefois, les rendements s'établissent à un niveau comparable à la moyenne javanaise. Malheureusement, la récolte est engrangée par l'armée japonaise (Sevin, 1989 : 88). Les exactions des forces d'occupation, la désorganisation due à la guerre et une sécheresse exceptionnelle se soldent par une famine mémorable. Après-guerre, la situation des colons reste problématique. L'organisation du réseau d'irrigation ne permet qu'une seule récolte de riz irrigué par an. La deuxième saison est consacrée à une culture de *palawija* (terme générique désignant toutes les cultures vivrières secondaires). A partir de 1956-57, l'amélioration du réseau d'irrigation permet de passer à deux cultures annuelles de riz. La prospérité est enfin au rendez-vous.

Dès lors, Metro et Belitang vont devenir l'archétype du centre de Transmigration réussi, le modèle à suivre pour les générations futures.

Variations sur un même thème

Disposer d'un modèle éprouvé ne suffit pas à assurer sa reproduction. Les responsables de la Transmigration de la jeune République d'Indonésie l'apprennent à leurs dépens. Le succès d'une implantation ne dépend pas uniquement du bon choix du site et des migrants. Un mauvais départ, des difficultés imprévues lors de la phase pionnière peuvent se solder par une longue stagnation, voire par l'abandon des villages. La création d'un centre de Transmigration réclame une planification rigoureuse. Une arrivée trop précoce des migrants dans un milieu non encore défriché rejaillit gravement sur leur moral. Une arrivée trop tardive par rapport au début de la saison des pluies retarde d'une année l'autosuffisance alimentaire des familles. Le respect du planning suppose une administration efficace et une parfaite coordination entre les services impliqués. La Transmigration n'a pratiquement jamais été en mesure de reproduire le modèle mis au point par les Néerlandais.

Pour compenser les défaillances de l'administration, les colons ne peuvent souvent compter que sur leurs propres forces. A Parigi, dans la province de Sulawesi-Centre, la forte cohésion sociale des colons balinais et un environnement hors-pair vont sauver la situation.

Mais dans les cas les plus fréquents, comme dans la zone de Transmigration de Way Abung, dans le Lampung, les colons n'auront d'autre solution que de s'armer de patience.

Parigi, des Balinais à l'assaut de Sulawesi

A l'issue de l'expérience de Bagelen en 1905, Heijting conclut qu'il ne suffit pas de déplacer des riziculteurs pour créer des rizières. A Parigi, au fond du golfe de Tomini, des migrants balinais vont prouver le contraire.

Entre 1969 et 1973, la Transmigration installe 1 852 familles balinaises sur le site de Parigi. En majorité de confession hindouiste, les Balinais ont la fâcheuse tendance d'élever des porcs, ce qui agace profondément tous les migrants javanais, madurais, sundanais et sasak, en majorité musulmans. Pour éviter que cet agacement ne dégénère en guerre sainte, le Ministère évite soigneusement de mêler les Balinais aux migrants des autres régions de départ.

Le modèle retenu est celui mis au point par les Néerlandais à Metro. Sur le papier, la seule différence concerne les surfaces attribuées et surtout la gratuité des aides. Pour éviter que la deuxième génération de colons ne se retrouve en situation de pénurie de terres, les autorités décident de doubler les allocations initiales. Ainsi, à Parigi, chaque famille devait se voir attribuer 1,75 ha de terres irrigables et une surface non déterminée de *ladang* (Charras, 1982 : 163). En fait, le mesurage déficient du site se solde par une superficie totale insuffisante. De nombreux migrants sont lésés lors de la répartition des parcelles.

Dans la réalité, l'installation des transmigrants à Parigi n'est que le pâle reflet du modèle mis au point par les Néerlandais à Metro. A leur arrivée sur le site, les colons découvrent qu'aucune des parcelles allouées n'a encore été défrichée. Aucune des maisons promises n'est prête à accueillir les familles épuisées par le voyage. Quant à l'irrigation promise...

Pour se tirer d'affaire, les Balinais disposent de deux atouts majeurs : une forte organisation communautaire et un milieu naturel favorable à leurs plans. Si à Java, la solidarité communautaire est surtout la résultante d'un réseau complexe de dettes de reconnaissance, à Bali, la solidarité communautaire est organisée de manière formelle au sein des quartiers villageois : les *banjar*. L'assemblée du *banjar*, à laquelle participent tous les hommes mariés d'un même quartier, organise strictement le travail communautaire. Toutes les opérations nécessitant l'intervention de la communauté sont du ressort du *banjar* : défrichement, construction du temple, aménagement du réseau d'irrigation, autodéfense, etc.

Il est hors de question de se soustraire au travail communautaire. En cas de maladie ou d'empêchement justifié, l'absence d'un chef de famille peut être excusée. Il est cependant de bon ton de se faire remplacer par un fils ou un neveu. Les absences répétées sont considérées comme suspectes et se soldent, pour les paresseux, par des amendes à verser au trésor du *banjar*. Le montant de l'amende est calculé en fonction du coût de remplacement

de la main-d'œuvre défaillante. Le non-paiement de l'amende conduit inévitablement à l'exclusion de la communauté. Il va sans dire que le recours à cette sanction ultime reste extrêmement rare, aucun Balinais n'envisageant de se couper de sa communauté.

A Parigi, les migrants bénéficient en plus d'un milieu naturel particulièrement avantageux. Les sols, pour l'essentiel des alluvions et des colluvions issus de matériaux volcaniques récents, présentent des caractéristiques chimiques et physiques éminemment favorables. Le défrichement et le brûlis de la couverture végétale, surtout constituée de forêts secondaires anciennes, contribuent largement à l'enrichissement des sols en matières nutritives.

A cette latitude très proche de l'équateur, la pluviométrie se répartit de manière équilibrée tout au long de l'année. Seuls les mois de janvier et de décembre présentent des risques de déficit hydrique. Le mois de juillet est le plus arrosé, mais là encore les pluviométries excessives restent rares.

La position topographique, enfin, est tout à fait exceptionnelle. L'ensemble du site correspond à une étroite plaine littorale en pente douce et bien drainée. Cette plaine sert d'exutoire à un grand nombre de torrents issus d'une chaîne montagneuse abrupte, culminant à plus de 2 350 m. Les torrents principaux, jamais à sec, représentent des sources idéales pour l'irrigation des rizières.

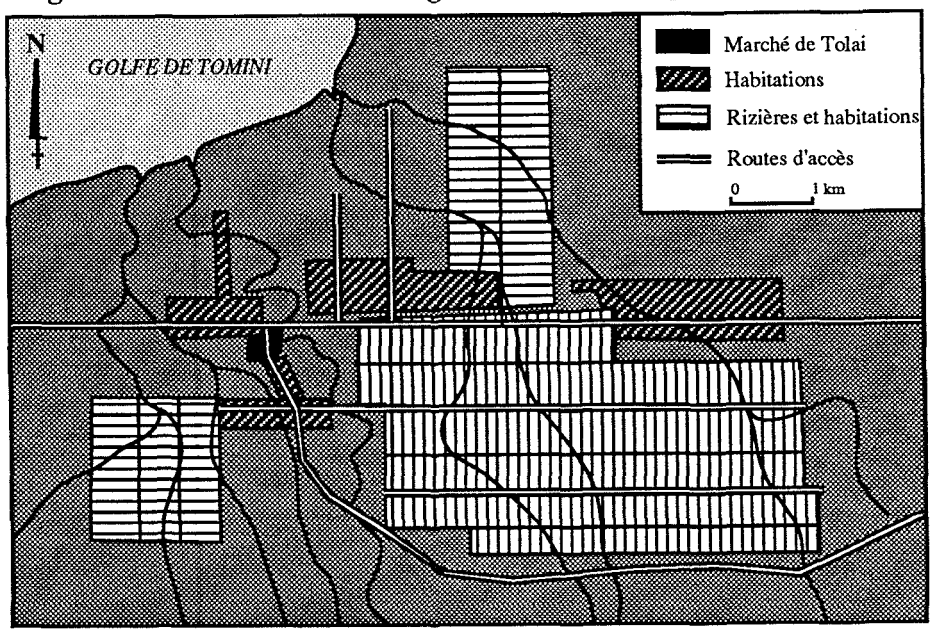
A raison de deux journées de travail communautaire par semaine, les migrants de Parigi créent de toutes pièces un réseau permettant l'irrigation de 250 ha (Charras, 1982 : 179-182). Deux barrages permettent de détourner les eaux de la Torue et de son affluent la Sampaloe. Un canal primaire, (d'un mètre de profondeur et de 80 cm de large) entièrement creusé à la houe et à la pelle, amène l'eau en amont des rizières. Le creusement des canaux secondaires et tertiaires est assuré individuellement par chaque propriétaire de rizière.

Moins de trois ans après leur arrivée, les Balinais de Parigi récoltent leurs premières parcelles de *padi sawah* (riz irrigué). Ils ont un an d'avance sur les projets les mieux organisés de l'administration coloniale néerlandaise. Quant au coût de l'opération, il a été presque totalement pris en charge par les colons eux-mêmes.

Les Balinais vont montrer qu'ils savent encore mieux faire. A Tolai, à l'est de Parigi, ils vont carrément se substituer aux Services de la Transmigration. En 1968, Tolai compte 49 familles de migrants spontanés balinais de religion chrétienne. Le chef de cette communauté, ancien fonctionnaire de l'Education nationale, veut favoriser l'installation de Balinais chrétiens. Il commence par battre le rappel de tous ses coreligionnaires dans la Province. Ces derniers étant trop peu nombreux, il décide d'élargir sa base de recrutement jusqu'à Bali. Le ministère de la Transmigration favorise cette initiative intéressante. Le rôle de l'administration se limite à la fourniture des semences pour la première culture, à une assistance alimentaire partielle jusqu'à la première récolte, et surtout à garantir la propriété foncière.

A partir de 1970, le mouvement migratoire s'amplifie. Pour faciliter l'implantation des nouveaux arrivants, Tolai expérimente une nouvelle structure : le *teri*. Les habitations sont construites à intervalles réguliers de 50 ou 100 mètres le long d'une voie d'accès. Chaque famille se voit attribuer un lot de 250 ares, d'un seul tenant derrière l'habitation. Cette structure présente l'avantage de rapprocher au maximum le paysan de son lieu de travail, ce qui a pour conséquence d'accélérer le développement agricole des centres. En revanche, elle présente l'inconvénient d'éloigner les familles les unes des autres, ce qui gêne considérablement la vie sociale des villages.

Figure 22. Centre de Transmigration de Tolai : parcellaire en *teri*



Source : Edmond et al. (1986)

Tolai présente des caractéristiques encore plus favorables que Parigi. Non seulement l'eau d'irrigation ne fait jamais défaut, mais en plus, tout le territoire de la commune peut être transformé en rizière. Les migrants, dans leur grande majorité, vont jusqu'à transformer leurs *pekarangan* en rizières. Le succès ne se fait pas attendre. Dès 1976, la commune de Tolai compte près de 8 500 habitants et 1 500 ha de *sawah* en production.

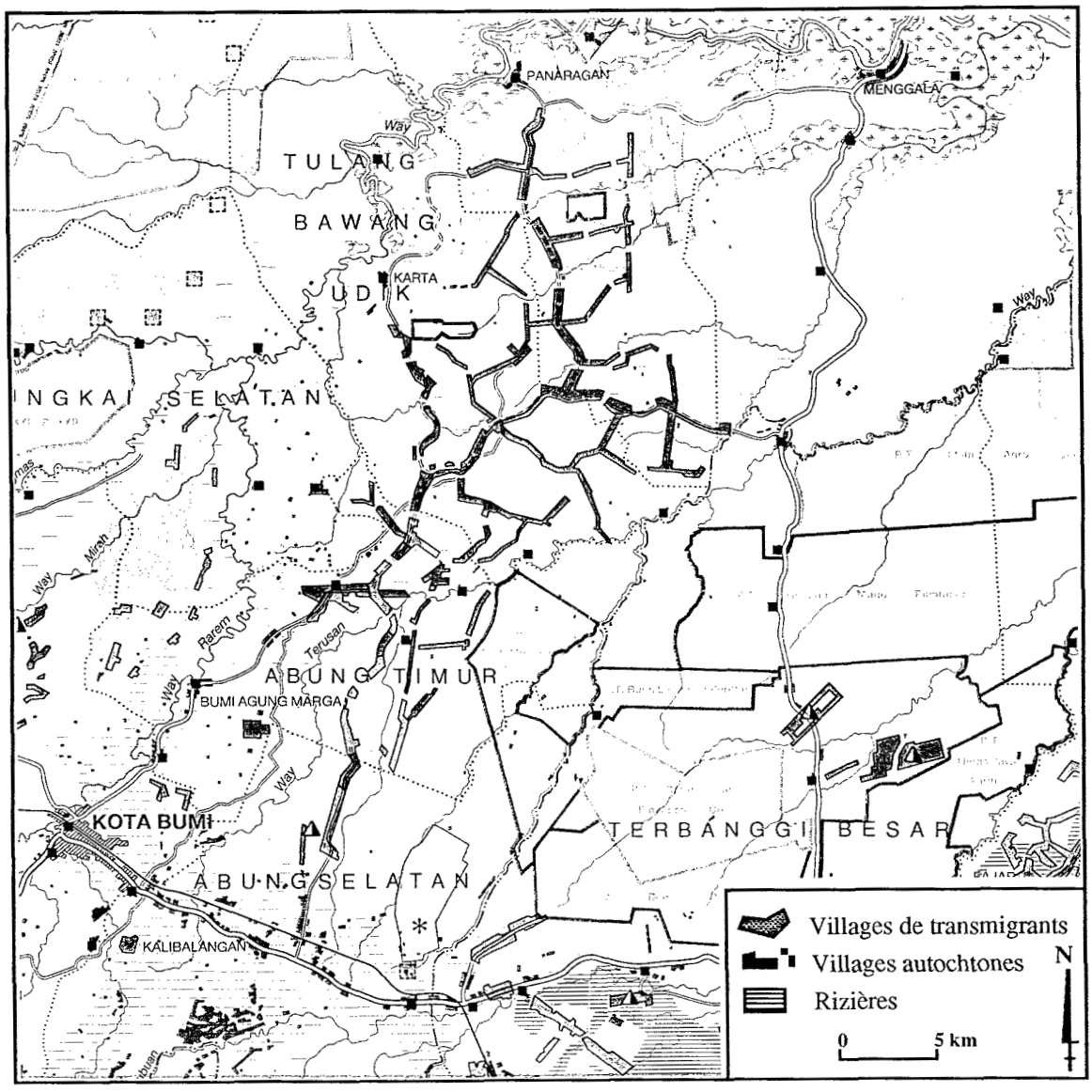
A condition de réunir un certain nombre de caractéristiques, comme à Parigi ou à Tolai, l'intervention de l'administration peut se réduire au minimum. Aucun centre de Transmigration classique n'a jamais connu un développement aussi rapide que Tolai. Certains observateurs estiment même que l'intervention de l'administration peut être préjudiciable au développement des villages. En effet, il n'est pas rare que des projets initiés par les Travaux Publics pour améliorer les réseaux d'irrigation villageois se soldent par des coûts exorbitants pour une moindre efficacité.

Mais les conditions dont bénéficie Tolai — pluviométrie bien répartie, sols fertiles, terrains faciles à irriguer et migrants motivés — ne forment malheureusement pas l'ordinaire de la Transmigration. Les conditions adverses sont plus fréquentes.

Way Abung : mieux vaut tard ...

Les toutes premières implantations de villages dans la zone de Way Abung - Panaragan (Lampung-Nord) remontent au début des années 1960. Toutefois, la phase principale de colonisation du site coïncide avec le premier plan quinquennal, de 1969 à 1974.

Figure 23. Le site de Transmigration de Way Abung - Panaragan



Source : Pain et al. (1989).

Plusieurs milliers de familles sont ainsi installées dans l'interfluve de deux affluents de la Tulang Bawang. Les villages sont organisés de manière linéaire, le long de pistes tracées au bulldozer. Cette disposition permet de regrouper les parcelles des colons en un seul bloc de deux hectares, contigu à l'habitation. En rapprochant les colons de leurs parcelles, l'administration les éloigne les uns des autres. Ce faisant, elle espère privilégier le travail agricole au détriment d'activités à caractère exclusivement social. Pour tous les responsables, le goût immodéré des colons pour les manifestations festives serait un frein au développement des centres. En rendant plus difficiles les contacts entre colons, l'administration cherche également à éviter la formation d'associations informelles qui pourraient éventuellement s'opposer à elle.

L'irrigation est pour demain

Curieusement, dans toute la zone de Way Abung, la configuration du parcellaire ne tient aucun compte des possibilités d'irrigation. Ultérieurement, les ingénieurs des Travaux Publics seront priés d'adapter le réseau d'irrigation à la configuration du parcellaire.

L'irrigation du site est une opération particulièrement coûteuse et techniquement hors de portée d'une association villageoise. En effet, elle nécessite la construction d'un barrage de grande taille sur la Way Rarem, la création d'un lac-réservoir important et le creusement d'un canal primaire de plus de 60 km de long. En principe concomitant de l'installation des transmigrants, le démarrage des opérations est remis sans cesse, faute de crédits. L'irrigation est pour *besok*[1]. Vers la fin des années 1980, l'irrigation si souvent promise parvient enfin au site de Way Abung, vingt ans après l'arrivée des premiers colons.

Tous n'ont pas eu la patience d'attendre. En comparaison avec Sulawesi, la fertilité du milieu apparaît particulièrement médiocre. Une saison sèche bien marquée de juin à septembre mais pouvant s'étendre d'avril à octobre fait courir des risques considérables aux cultures de contre-saison. Une pluviométrie toujours très élevée de novembre à février se traduit par un intense lessivage des sols, voire par leur érosion, même sur des pentes relativement faibles. Pour la plupart issus de tufs acides, les sols présentent des caractéristiques chimiques médiocres. Une faible capacité d'échange se double d'une forte désaturation. Une acidité élevée (pH 4 à 4,5) va de pair avec diverses carences et toxicités. La végétation, pour l'essentiel composée de formations secondaires dégradées et de friches à *Imperata cylindrica*, ne permet guère de compenser la médiocrité des sols. Après défrichement, l'effet du brûlis s'estompe rapidement alors que le stock d'adventices s'accroît régulièrement. En plus des sangliers, cerfs et rats, prédateurs habituels de toutes les zones

1 *Besok* signifie «demain» en indonésien, et s'utilise indifféremment pour désigner le futur proche ou le futur lointain.

de Transmigration, le Lampung-Nord compte d'importantes hordes d'éléphants de Sumatra[2].

Way Abung, en l'absence d'irrigation, végète. Pendant vingt ans, la population des villages reste stable, voire diminue. Le croît naturel de la population et l'arrivée de migrants spontanés compensent à grand peine les abandons. Les maigres récoltes assurent tout juste l'autosuffisance des colons. Le recours au travail extérieur est souvent indispensable pour permettre le maintien des familles sur le site.

Toutes les tentatives d'appliquer à l'agriculture pluviale les recettes de la Révolution verte se soldent par des échecs. Les transmigrants refusent obstinément d'adopter les systèmes de culture mis au point par les instituts de recherche. Ces systèmes de culture, surtout performants sur le papier, présentent deux défauts majeurs. Ils sont particulièrement exigeants en travail et en intrants. Or, les migrants ne disposent ni de la force de travail, ni des moyens financiers pour les adopter.

Habituellement, les services de vulgarisation expliquent la non-adoption de certains thèmes techniques en culture pluviale par le prix excessif des intrants et le faible niveau technique des colons. Diverses actions de formation, de subventions des intrants et de mise à disposition de crédit bon marché ne parviennent cependant pas à venir à bout des réticences des paysans.

Pourtant, dès la mise en service de l'irrigation, ces mêmes migrants consentent, sur les *sawah*, des temps de travaux équivalents à ceux réclamés par les systèmes proposés auparavant. Quant aux intrants, le dépassement est de règle.

L'explication ne réside pas dans le montant de l'investissement, mais dans le risque lié à cet investissement. En effet, les risques encourus en culture irriguée sont nettement plus faibles qu'en culture pluviale. Cette différence est due à de nombreux facteurs.

En culture pluviale, même en saison des pluies, des stress hydriques survenant au mauvais moment (floraison) peuvent gravement compromettre la récolte ; le lessivage des sols, plus précisément la lixiviation des bases, limite considérablement l'efficacité de l'engrais ; un contrôle efficace des adventices herbacées nécessite des temps de travaux importants, mal valorisés par des rendements de toutes manières peu élevés ; sangliers, cerfs et singes s'allient souvent aux autres pestes pour réduire à néant les espoirs de récolte des paysans.

En culture irriguée, le paysan contrôle l'alimentation hydrique de la plante ; qui plus est, l'inondation des rizières facilite l'absorption de l'engrais par le riz et empêche le développement d'un grand nombre d'adventices ; le *puddling*, en créant un horizon imperméable, évite la lixiviation des bases et améliore considérablement l'efficacité de la

2 L'évolution d'un centre de Transmigration placé dans de telles conditions sera traitée plus en détail dans le chapitre 6.

fertilisation ; le repiquage, bien que coûteux en main-d'œuvre, permet de réduire de moitié la dose de semences ; en conférant au riz un mois d'avance sur les mauvaises herbes résistantes à l'inondation, le repiquage permet également de réduire le temps consacré au sarclage ; les gros mammifères hésitent à s'aventurer dans les rizières ; enfin, les semences sélectionnées de riz irrigué disponibles en Indonésie sont nettement plus performantes que les semences de riz pluvial.

En bref, la riziculture irriguée rentabilise mieux, et à moindre risque, les investissements en travail comme en consommations intermédiaires. Les enquêtes menées à Tatakarya en 1986 et 1990, c'est-à-dire avant et après la mise en service de l'irrigation, ne laissent aucun doute à ce sujet.

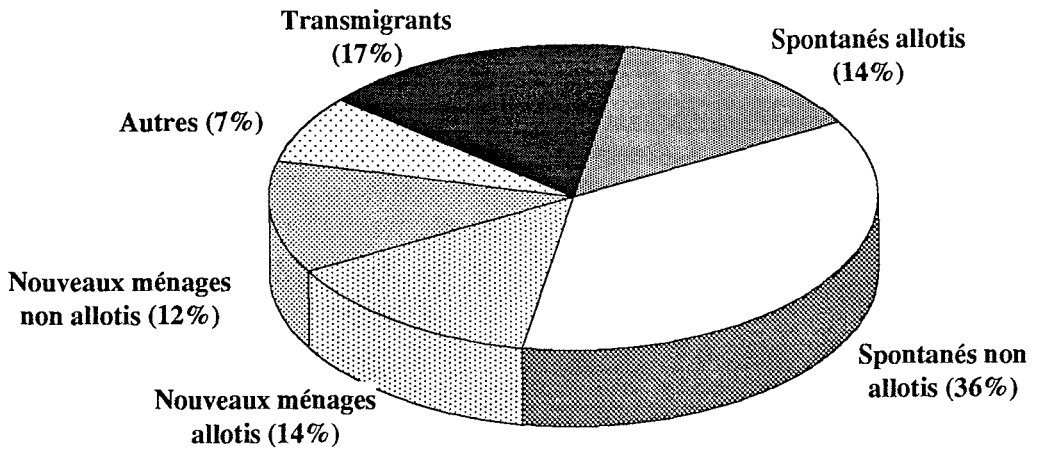
Tatakarya : avant et après l'irrigation

Le village de Tatakarya, fondé en 1965 connaît des débuts tout à fait honorables. Sa position centrale au sein de la zone de Transmigration, le désigne tout naturellement comme futur chef-lieu de canton. L'afflux de nombreux commerçants permet d'établir un marché permanent. Pendant les trois premières années, les migrants assurent, tant bien que mal, leur autosubsistance alimentaire grâce à la culture de riz pluvial complanté de maïs. Une culture-relais de manioc permet de compléter la diète des colons et de procurer un léger revenu monétaire. Ultérieurement, suite à la baisse régulière des rendements de riz pluvial, le manioc passe du statut de complément à celui d'aliment de base. De nombreux migrants renoncent progressivement à la culture de riz pluvial pour se livrer à la monoculture de manioc. Cultivé sans apport d'engrais, mal entretenu, le manioc voit ses rendements décroître régulièrement.

En raison d'une offre surabondante, les quelques usines de tapioca installées dans la région ne proposent que des prix peu attractifs aux paysans. En 1980, par exemple, le prix d'achat du manioc ne couvre même pas les frais de récolte. De nombreux paysans renoncent alors à la culture. Certains abandonnent le village, d'autres, plus nombreux, partent à la recherche d'emplois non-agricoles dans le voisinage. La saison suivante, l'approvisionnement déficient des usines provoque une remontée des cours du manioc, qui se solde par un regain d'intérêt pour la culture... et l'enclenchement d'un cycle comparable à celui bien connu des éleveurs de porcs en Europe.

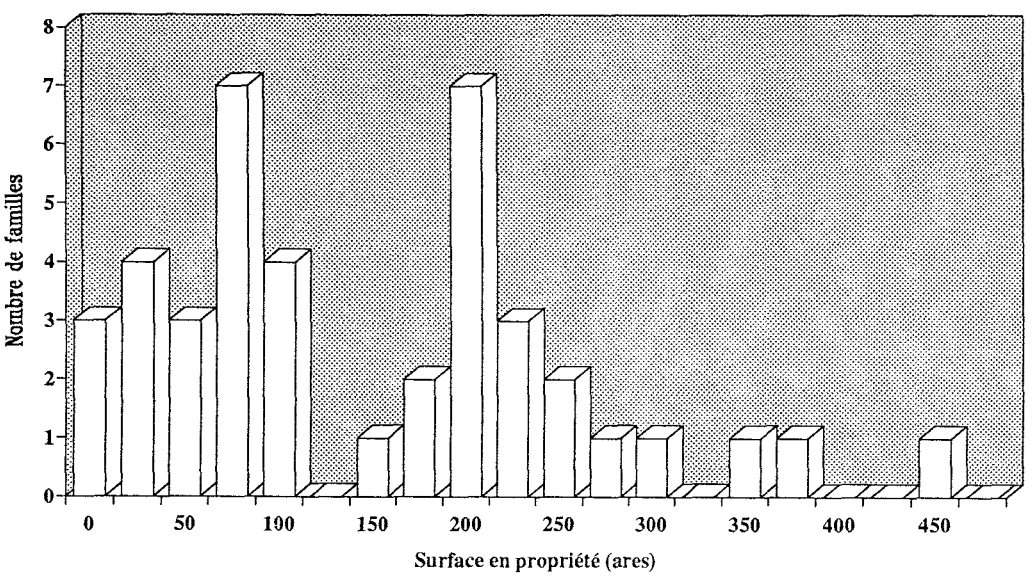
En 1986, vingt-et-un ans après sa fondation, Tatakarya n'a toujours pas connu le développement espéré. Les statistiques officielles rendent compte d'un accroissement substantiel de la population depuis la création du village. En fait, cette augmentation reste inférieure au croît naturel. Qui plus est, les chiffres masquent d'importants mouvements de population. Ainsi, près de 50 % des transmigrants installés en 1965 ont été remplacés, soit par des migrants spontanés, soit par de jeunes mariés. Pour agrandir leur dotation foncière, certains colons n'hésitent pas à marier leurs enfants encore adolescents. Sur tous les centres de Transmigration, la disponibilité de terre se traduit par un abaissement de l'âge au mariage des enfants de migrants. Les responsables du Ministère ferment pudiquement les yeux sur des pratiques qui présentent l'avantage de masquer un nombre parfois trop important d'abandons. Jusqu'en 1973 inclus, tout migrant spontané désirant s'installer à Tatakarya

Figure 24. Origine des ménages de Tatakarya en 1986



Source : Enquêtes de terrain (1986).

Figure 25. Surfaces en propriété à Tatakarya (1986)



Source : Enquêtes de terrain (1986).

obtient gratuitement (ou presque) un lot de deux hectares. A partir de 1975, les nouveaux arrivants et les nouveaux ménages ne peuvent plus obtenir de terre que par achat ou par héritage. La figure 24 montre la répartition des ménages de Tatakarya en 1986 en fonction de leur origine.

La situation égalitaire de 1965, avec deux hectares attribués à chaque famille, n'est plus qu'un lointain souvenir en 1986. La figure 25 illustre la variété des situations rencontrées. La dotation initiale n'est restée inchangée que pour 14,6 % des ménages de l'échantillon. En rachetant des parcelles à des colons abandonnant le village, 26,8 % des familles ont pu agrandir leur domaine foncier. La grande majorité des ménages (51,2 %) possède moins de deux hectares, et 7,3 % ne possèdent aucune propriété foncière. Ces deux dernières catégories concernent des migrants spontanés récents, des jeunes mariés et quelques transmigrants ayant été contraints de se défaire de l'une ou de l'autre de leurs parcelles.

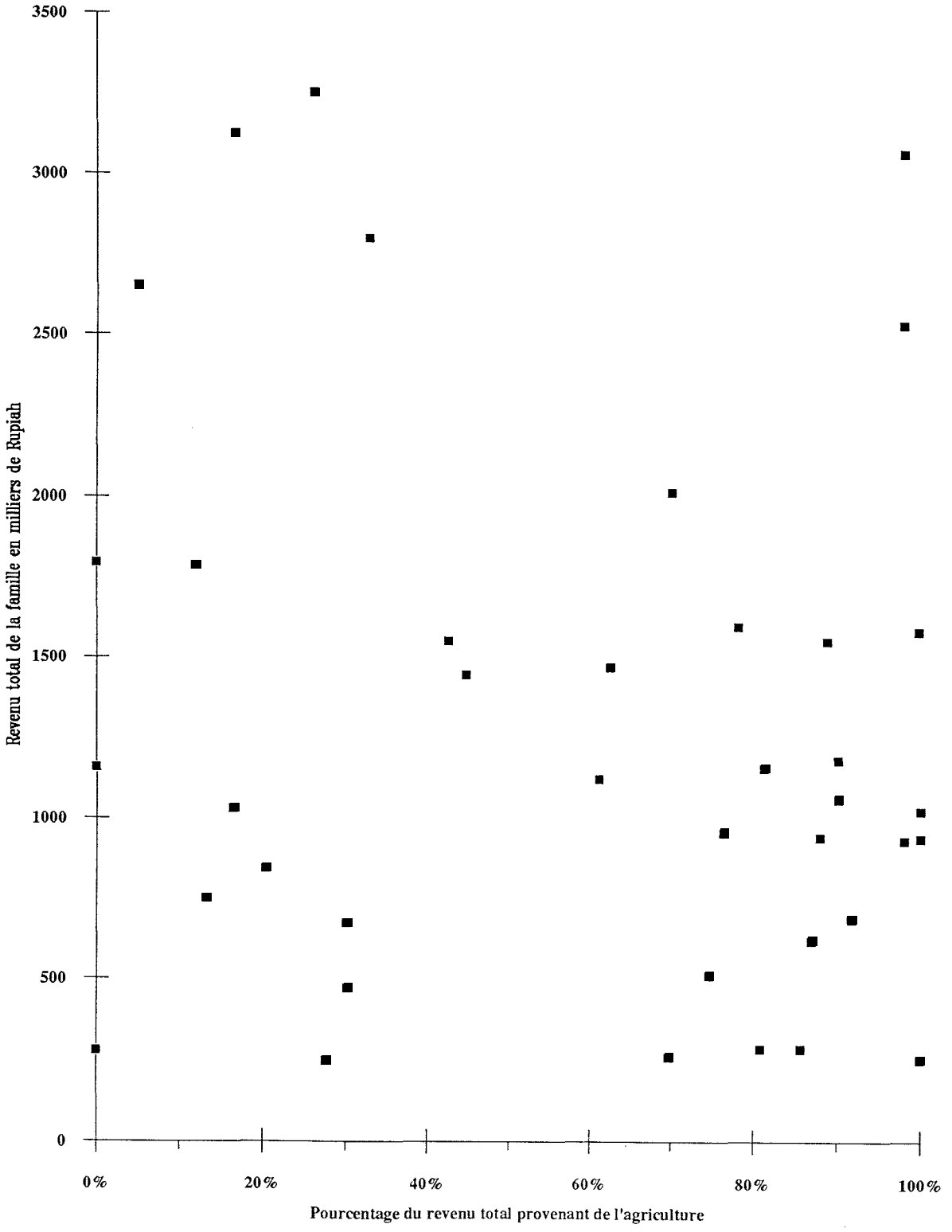
La figure 26 montre la répartition des familles de l'échantillon en fonction de son revenu annuel et du pourcentage de ce revenu provenant de l'activité agricole non salariée. Quatre groupes se distinguent nettement. Le plus important (46,3 %) se constitue de familles au revenu presqu'exclusivement agricole (riz pluvial, maïs, manioc et petit élevage) complété par un salariat agricole occasionnel (labour et partage de récolte, le plus souvent au sein du village). Un groupe plus restreint (7,3 %) se détache du précédent en raison d'une propriété foncière plus importante et de revenus élevés procurés par l'élevage bovin. Le revenu de la vente d'une seule tête de bétail (400 000 Rp en moyenne en 1986) équivaut pratiquement au revenu annuel de toutes les cultures confondues. Le cheptel permanent de ces éleveurs dépasse rarement trois bovins en propriété ou en bail à mi-croît (*gaduhan*). Un groupe intermédiaire (21,9 %) correspond à des paysans pluri-actifs, compensant une dotation foncière insuffisante par le recours régulier au travail salarié en dehors des périodes de pointe en agriculture. La recherche de ce type d'emploi les conduit fréquemment à s'éloigner du village pour des périodes de quinze jours à un mois. Pour le dernier groupe (19,5 %), l'activité agricole reste très secondaire par rapport à l'artisanat, au commerce ou à des activités salariées régulières.

La grande majorité des familles (75,6 %), avec un revenu annuel inférieur à 750 000 Rp, ne fait qu'assurer sa survie. Survie problématique d'ailleurs, pour 34,1 % de ménages disposant de moins de 1 000 Rp par jour pour 5,7 personnes en moyenne.

Les 24,4 % de familles plus aisées ne disposent que de revenus modestes, leur assurant un niveau de vie légèrement supérieur mais ne permettant en aucune manière l'accumulation. L'état déplorable de l'habitat en est la preuve la plus éclatante.

Avec la mise en service de l'irrigation vers la fin de 1986, la situation change radicalement et rapidement. Quatre ans plus tard, le paysage est méconnaissable. Les rizières

Figure 26. Revenus des familles de Tatakarya (1990)



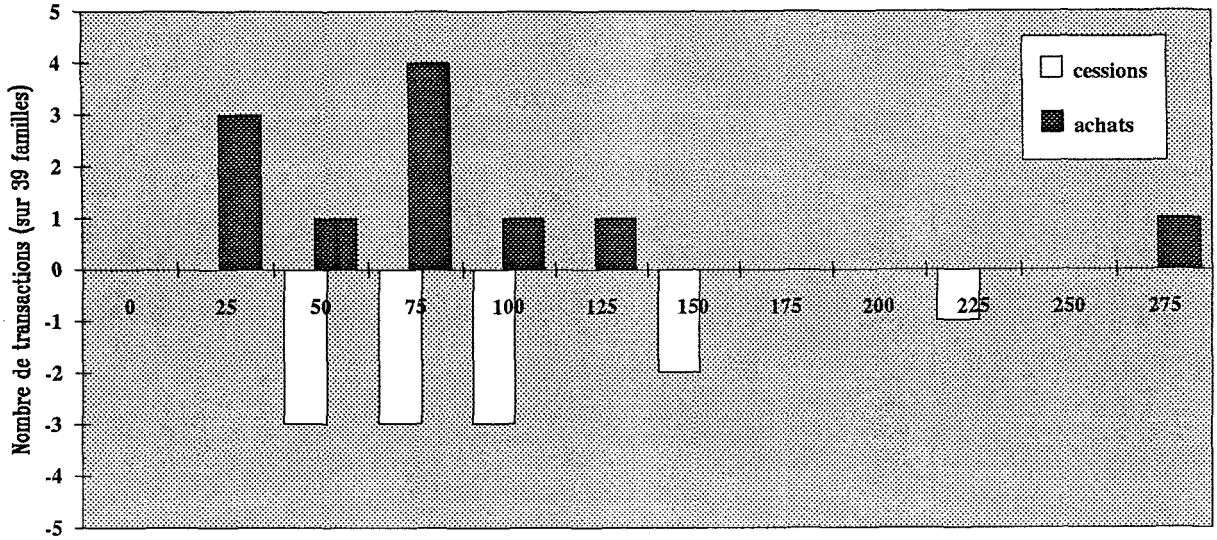
Source : Enquêtes de terrain (1990-91).

irriguées remplacent les *ladang* et des maisons en dur éclipsent les misérables cahuttes des migrants. En 1990, la réactualisation des données de l'enquête de 1986 s'impose.

A deux exceptions près, un départ définitif et une absence, tous les chefs de famille ont pu être enquêtés à nouveau. La composition moyenne des familles reste remarquablement stable, puisqu'elle passe de 5,71 à 5,65 personnes. Le nombre de départs compense presqu'exactement le nombre de naissances pour l'ensemble des familles. Au sein du village, par contre, le nombre de familles s'accroît régulièrement.

La surface moyenne en propriété évolue peu, puisqu'elle passe de 150,7 ares à 148,7 ares[3]. En fait, la stabilité de la moyenne masque un grand nombre de transactions foncières. Ces dernières concernent 57,5 % des familles (figure 27).

Figure 27. Transactions foncières à Tatakarya (1986 - 1990)



Source : Enquêtes de terrain (1990-91).

En roupies courantes, le revenu moyen des familles fait plus que doubler entre les deux passages. Si nous retenons le prix du paddy au producteur pour déflater les revenus de 1990, l'accroissement s'élève à 52,7 %. La comparaison des tableaux 14 et 15 montre que l'accroissement global du revenu en roupies constantes est dû, pour l'essentiel, à l'accroissement des revenus de la riziculture (+129 %), du salariat agricole (+82 %) et du commerce (+388 %). Le passage de la culture pluviale à la culture irriguée a entraîné la création de nombreuses opportunités d'emplois de journaliers agricoles pour la préparation du sol, le repiquage et la récolte.

3 Ces valeurs concernent les familles de l'échantillon de 1986. Un échantillon prélevé en 1990 et intégrant les nouveaux arrivants et les jeunes ménages, tous deux très faiblement dotés en terres, donnerait des résultats différents.

Tableau 14. Revenus agricoles à Tatakarya avant et après irrigation

Revenus en milliers de Rp	Avant irrigation (1986)	Après irrigation (1990)		Accroissement en termes réels
		Rp courantes	Rp constantes	
Riz				
Familles concernées	88%	79%	79%	-9%
Revenu par famille concernée	147	495	371	153%
Revenu moyen (échantillon)	129	394	296	129%
Autres vivriers				
Familles concernées	98%	67%	67%	-32%
Revenu par famille concernée	140	222	167	19%
Revenu moyen (échantillon)	136	148	111	-18%
Divers				
Familles concernées	5%	26%	26%	426%
Revenu par famille concernée	205	98	74	-64%
Revenu moyen (échantillon)	10	25	19	88%
Jardin-verger				
Familles concernées	41%	41%	41%	-1%
Revenu par famille concernée	59	78	59	-1%
Revenu moyen (échantillon)	24	32	24	0%
Elevage				
Familles concernées	73%	72%	72%	-2%
Revenu par famille concernée	91	142	107	17%
Revenu moyen (échantillon)	66	102	77	16%
Total agricole				
Familles concernées	100%	92%	92%	-8%
Revenu par famille concernée	366	759	569	56%
Revenu moyen (échantillon)	366	701	526	44%

Source : Enquêtes de terrain 1986 et 1990.
Note : le revenu des cultures équivaut à la rémunération du travail familial (valeur de la récolte diminuée des charges proportionnelles et des dépenses en main-d'oeuvre salariée.
Les prix de 1990 sont déflatés en fonction du prix du riz payé au producteur.

L'augmentation des revenus des riziculteurs comme des journaliers s'est soldée par une augmentation de la consommation de produits de première nécessité, particulièrement favorable au développement du petit commerce de proximité. Le nombre de familles présentant une activité commerciale double entre 1986 et 1990.

L'influence de l'irrigation est encore plus importante qu'il n'y paraît. A première vue, les zones non irriguées semblent minoritaires dans le paysage. Comme toujours, les *sawah* attirent l'oeil de l'observateur le plus impartial. Pourtant, 37,6 % seulement des surfaces appropriées par notre échantillon bénéficient de l'irrigation, et seulement 44,4 % des rizières sont concernées par la double culture. Conçu *a posteriori*, le réseau d'irrigation ne touche pas tous les quartiers de Tatakarya. Suivant la localisation de leurs parcelles, certaines familles ne bénéficient pas de l'irrigation alors que d'autres possèdent jusqu'à 225 ares de *sawah* (figure 28).

Dans notre échantillon, seulement 26 familles sur 40 possèdent une parcelle irriguée. Trois familles confient leur parcelle en métayage (1/2 ou 1/3 de la récolte nette revenant au

Tableau 15. Revenus non agricoles à Tatakarya avant et après irrigation

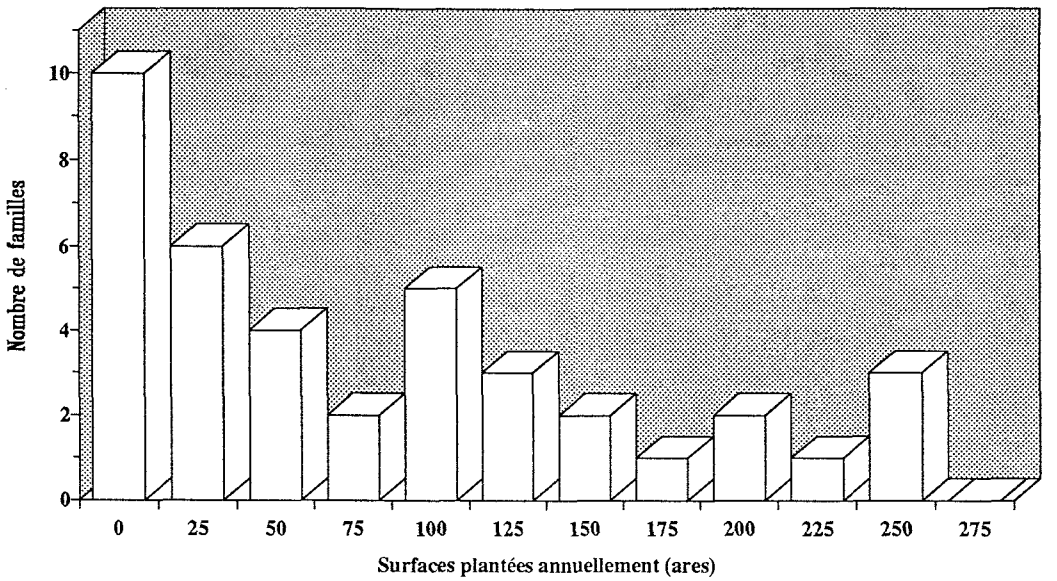
Revenus en milliers de Rp	Avant irrigation (1986)	Après irrigation (1990)		Accroissement en termes réels
		Rp courantes	Rp constantes	
Emplois de journaliers				
Familles concernées	56%	62%	62%	10%
Revenu par famille concernée	101	225	169	67%
Revenu moyen (échantillon)	57	139	104	83%
Commerce				
Familles concernées	12%	26%	26%	110%
Revenu par famille concernée	270	838	629	133%
Revenu moyen (échantillon)	33	215	161	389%
Artisanat				
Familles concernées	24%	10%	10%	-58%
Revenu par famille concernée	296	253	190	-36%
Revenu moyen (échantillon)	72	26	20	-73%
Divers				
Familles concernées	22%	33%	33%	52%
Revenu par famille concernée	454	592	444	-2%
Revenu moyen (échantillon)	100	198	149	49%
Total non agricole				
Familles concernées	83%	90%	90%	8%
Revenu par famille concernée	316	643	482	53%
Revenu moyen (échantillon)	262	577	433	65%
Total général				
Familles concernées	100%	100%	100%	0%
Revenu par famille concernée	628	1278	959	53%
Revenu moyen (échantillon)	628	1278	959	53%

Source : Enquêtes de terrain 1986 et 1990.
Note : les prix de 1990 sont déflatés en fonction du prix du riz payé au producteur.

propriétaire). Trois familles non propriétaires cultivent des rizières sous contrat *cetak*. En contrepartie de l'important travail de création (*cetak*) de la rizière (aplanissement, creusement des canaux tertiaires, établissement des diguettes), ces familles en obtiennent l'usufruit pour une période de trois ans. Par ce type de contrat, beaucoup plus fréquent entre 1986 et 1989, le propriétaire d'une parcelle irrigable récupère, trois ans plus tard, une rizière prête à produire, sans effort et sans recours à l'emprunt. Le coût de l'opération, réalisée par une entreprise, s'élèverait à 450 000 roupies pour un hectare. Pour le preneur, malgré le surcroît de travail, ce type de contrat est nettement plus avantageux qu'un simple métayage.

Pour les responsables de la Transmigration comme pour les Services agricoles, les difficultés économiques des migrants de Tatakarya, ou de villages présentant des conditions identiques, ont deux causes principales : la «paresse» des paysans et la non-adoption des thèmes techniques préconisés par la vulgarisation. L'accusation de «paresse» particulièrement savoureuse dans la bouche d'un fonctionnaire n'est citée que pour mémoire. Intéressons-nous plutôt à la non-adoption des thèmes techniques proposés par la vulgarisation.

Figure 28. Surfaces en rizières à Tatakarya (1990)



Source : Enquêtes de terrain (1990-91).

Les paquets techniques qui ont fait le succès de la Révolution verte en culture irriguée ne connaissent pas le même engouement en culture pluviale. De manière quasi générale, les paysans ne respectent pas les doses d'engrais préconisées, n'épandent pas d'amendements calciques et ne pratiquent le contrôle phytosanitaire qu'à des doses homéopathiques. Les temps de travaux habituellement consacrés aux sarclages restent insuffisants. Pour les experts, il ne fait aucun doute que la non-adoption des techniques «modernes» de production provient du manque de capital et du manque de technicité des transmigrants (Irawan, 1993 : 42-43). Et pourtant.

Les 26 familles de notre échantillon, qui pratiquaient la culture pluviale en 1986 et qui bénéficient de rizières irriguées en 1990, démentent cette affirmation. Entre ces deux dates, la consommation d'engrais (urée, triple-super-phosphate, et KCl) s'accroît de 21 % en quantité épandue, et de 40 % par rapport à la surface cultivée, alors que le prix de l'engrais connaît pendant le même laps de temps une hausse de 82 % (tableau 16).

Tableau 16. Evolution de l'utilisation d'engrais en riziculture

Valeurs moyennes par famille	Prix au kg (Rp)	Quantité épandue (kg)	Dosage (kg/ha)	Dépense moyenne (Rp)	Coût à l'ha (Rp)
Avant irrigation (1986)	110	253	274	27900	30100
Après irrigation (1990)	200	305	384	61000	76700
Accroissement	82%	21%	40%	119%	155%

Source : Enquêtes de terrain 1986 et 1990.

Les dépenses en pesticides connaissent la plus forte progression (tableau 17). Les produits ayant changé entre les deux dates, il n'est pas possible de comparer les quantités et les dosages. Cependant, tous les paysans concernés sont passés du traitement curatif occasionnel au traitement préventif. En 1990, plus de la moitié des paysans possèdent leur propre pulvérisateur, malgré un prix relativement élevé à l'achat (tableau 18). Enfin, 38,5 % des familles utilisent couramment des herbicides (tableau 17).

Tableau 17. Evolution des dépenses en pesticides et en herbicides

Dépenses moyennes	Pesticides		Herbicides	
	par paysan	par hectare	par paysan	par hectare
Avant irrigation (1986)	1100	1300	0	0
Après irrigation (1990)	16600	25300	3800	4700
Accroissement	1409%	1846%		

Source : Enquêtes de terrain 1986 et 1990.

Tableau 18. Evolution de l'usage du pulvérisateur

Pulvérisateur	En propriété %	En location %	Non utilisé %
Riziculture pluviale (1986)	12,5	62,5	25,0
Tous riziculteurs confondus (1990)	51,5	36,4	12,1
Riziculture irriguée seulement (1990)	57,7	42,3	0,0

Source : Enquêtes de terrain 1986 et 1990.
Coût moyen à l'achat d'un pulvérisateur : 46800 Rp.

Le recours au travail salarié, exceptionnel en 1986, devient pratiquement la règle en 1990, surtout pour le labour et le repiquage (tableau 19). Le tableau 20 récapitule les principaux postes de dépenses et les recettes de la culture pour les deux années d'enquêtes.

Il apparaît clairement qu'entre 1986 et 1990, les familles de paysans concernées par l'enquête sont arrivées à surmonter un manque chronique de capital et à administrer la preuve

Tableau 19. Evolution du recours à la main-d'oeuvre salariée

Opération	Labour		Semis / repiquage		Sarclage	
	Fréquence	Coût moyen	Fréquence	Coût moyen	Fréquence	Coût moyen
Avant irrigation (1986)	44,4%	19000	3,7%	6000	14,8%	33000
Après irrigation (1990)	55,6%	53000	70,4%	36000	14,8%	25000
Accroissement	25%	179%	1800%	500%	0%	-24%

Source : Enquêtes de terrain 1986 et 1990.

Tableau 20. Evolution de la rémunération de la riziculture

Milliers de Rp par ha	Revenu brut	Intrants	Main-d'oeuvre salariée	Rémunération du travail	Rémunération déflatée /86
Avant irrigation (1986)	259	41	19	199	199
Après irrigation (1990)	653	120	91	442	332
Accroissement	152%	193%	379%	122%	67%

Source : Enquêtes de terrain 1986 et 1990.

d'une technicité hors-pair. L'irrigation ne leur a pas apporté le capital. Bien au contraire, la création des rizières représente un coût important. L'irrigation ne leur a pas apporté la technicité. Elle leur a permis de l'exprimer. L'irrigation leur a surtout apporté la sécurité. La sécurisation de la production et du revenu constituent une condition *sine qua non* d'un éventuel accroissement des consommations intermédiaires.

Enfin confiants en l'avenir, les habitants de Tatakarya investissent dans l'amélioration de l'habitat. Trois ans après la mise en service de l'irrigation, poutres, planches, briques et tuiles encombrent pratiquement toutes les cahuttes octroyées par la Transmigration. Certaines ont déjà été remplacées par de vastes maisons en dur, réalisant ainsi l'un des rêves les plus chers de tout migrant.

L'irrigation réhabilitation

Way Abung ne représente pas un cas isolé. Pratiquement tous les centres de Transmigration créés dans le Lampung pendant les années 1960 et 1970 ne connaissent l'irrigation que dix à vingt ans plus tard. Si les multiples fonctions de l'irrigation restent peu connues des autorités, l'effet de l'irrigation sur le développement économique d'une région rurale n'est un secret pour personne. Ainsi, la mise à disposition de l'irrigation est souvent considérée comme une opération de réhabilitation.

L'objectif social l'emporte habituellement sur l'efficacité économique. Les projets au nord-est de Metro, par exemple, étaient conçus à l'origine comme de simples extensions de l'ancienne zone de colonisation. Le réseau d'irrigation existant, déjà trop étendu eu égard aux disponibilités en eau, ne permettait d'en irriguer qu'une infime partie. Malgré de très coûteuses améliorations des infrastructures, l'eau disponible devait s'avérer insuffisante pour irriguer l'ensemble de la zone. Plutôt que d'assurer deux saisons de culture irriguée à une zone restreinte, les autorités préférèrent irriguer une zone la plus étendue possible pendant une seule saison.

La solution retenue double pratiquement le coût de l'opération. Par contre, elle permet de réhabiliter un grand nombre de centres de Transmigration en difficulté. La réalisation d'une culture irriguée suivie d'une culture pluviale suffit habituellement aux migrants pour redresser une situation économique désastreuse.

Dans tous les centres, l'arrivée de l'irrigation signifie la fin d'une longue période de stagnation. Non seulement elle met un terme à la déperdition de population mais en plus elle provoque un afflux régulier de migrants spontanés. Du jour au lendemain, des opportunités d'emplois apparaissent dans le secteur agricole. Des activités salariées se développent rapidement dans le secteur artisanal. Sortant de leur torpeur de cité-dortoir, les villages connaissent une activité fébrile. D'une saison à l'autre, les fabricants de tuiles et de briques, ainsi que les menuisiers et les charpentiers remplissent leurs carnets de commandes.

Le paysan est avant tout attaché à la sécurité. Or, celle-ci lui est offerte par la riziculture irriguée. Sur une surface relativement faible (1 ha), la bonne maîtrise des principaux facteurs de production lui assure une récolte suffisante pour subvenir aux besoins élémentaires de sa famille. En cas de maladie ou d'accident, il peut confier sa rizière à un métayer qui lui rétrocédera la moitié de la récolte. En cas de décès, ses enfants ne resteront pas démunis. La rizière est le principal garant de la sécurité du paysan javanais. Son attachement à la riziculture irriguée n'est que la résultante de son attachement à la sécurité.

En assurant la sécurité, l'irrigation crée le climat de confiance indispensable à la mise en œuvre d'investissements dans le secteur productif, dans l'habitat, et dans l'éducation des enfants. Dès qu'ils bénéficient de l'irrigation, les pires des centres de Transmigration perdent leur caractère répulsif et se transforment en véritables pôles d'attraction de la migration spontanée.

L'évolution des centres : une formidable croissance démographique

Les villages de la phase expérimentale de la *Kolonisatie*

Le village de Fajaresok, à la sortie ouest de Pringsewu, est fondé en 1926. Selon diverses estimations, la zone de Pringsewu présentait une densité démographique de l'ordre de 8 hab./km^2 peu avant l'arrivée des premiers colons. Les enfants prêtent l'oreille lorsque les grands-parents racontent la dure vie des pionniers, leur lutte contre la forêt primaire et les animaux sauvages. Les enfants ont bien du mal à s'imaginer le cadre de vie des pionniers. Autour d'eux, l'artificialisation du paysage est totale. Des rizières à perte de vue semblent témoigner d'une occupation fort ancienne de l'espace. Celle-ci ne date pourtant que de deux ou trois générations.

Pendant les années 1930, de nombreux migrants spontanés rejoignent la centaine de familles installée par la *Kolonisatie*. En raison de la guerre et des troubles accompagnant les premières années de l'Indépendance, la population reste stable pendant les années 1940 et 1950. Le flux migratoire ne reprend que pendant les décennies suivantes, mais fortement

amplifié. Qui plus est, le taux de croissance naturelle de la population reste supérieur à 2 % sur toute la période depuis la fondation du village. En 1980, Fajaresok compte 7 151 habitants pour une superficie de 619 ha, c'est-à-dire une densité de 1 155 habitants au km^2. A partir de 1980, l'immigration diminue fortement. Le prix de la terre devient exorbitant et la demande en travail excède considérablement l'offre. Un mouvement d'émigration très net commence à se dessiner[4]. Les statistiques officielles ne rendent compte que très imparfaitement de ce phénomène. En effet, de nombreux jeunes gens célibataires, toujours immatriculés au village, vivent et travaillent de manière régulière à Bandar Lampung, voire à Jakarta.

Vingt pour cent des familles de Fajaresok ne possèdent ni rizière ni *tegalan*, 12,5 % ne possèdent même pas le *pekarangan* qui abrite leur misérable masure. Pour les jeunes ménages que leurs parents n'ont pu doter, rester à la terre signifie devenir métayers. La concurrence est rude car de nombreux petits propriétaires cherchent également à agrandir leur surface cultivée en recourant au métayage.

La surface moyenne cultivée par famille s'établit à 33,3 ares, 41,2 % de la surface totale en rizières sont cultivés par des métayers. Sur l'ensemble des parcelles d'un *bau* (71 ares) attribuées aux colons, rares sont celles n'ayant pas été divisées. A l'heure actuelle, le quart de *bau* représente la plus petite division pour une parcelle de *sawah*. Toute division ultérieure ne permettant plus d'assurer l'autosubsistance vivrière d'une famille, de nombreux enfants se voient exclus de l'héritage.

L'accroissement démographique se traduit également par l'évolution de certaines techniques. Jusqu'au début des années 1960, le recours à la traction attelée est quasi unanime pour la préparation du sol des rizières. La double culture reste l'exception, les buffles étant laissés à pâturer dans les rizières en contre-saison. A partir de la fin des années 1960, le morcellement des parcelles oblige un grand nombre de familles à recourir à la double culture pour assurer leur autosuffisance alimentaire. Ne pouvant plus être laissés à pâturer, les buffles doivent être nourris en stabulation. Cette charge de travail est particulièrement lourde. L'herbe des diguettes et des bords de route devient objet de convoitise. Il n'est pas rare que les éleveurs s'éloignent à plus de 10 km du village pour récolter journellement le fourrage nécessaire. La bicyclette devient un outil de travail indispensable à l'éleveur.

Dès lors, le nombre de buffles décroît rapidement dans la région. En 1985, seulement 10 % des familles possèdent encore des buffles. Ceux-ci sont mis à profit pour la préparation des rizières de leurs propriétaires, puis interviennent contre rémunération sur les parcelles des familles qui en font la demande. En fonction de leurs moyens financiers, ces dernières font effectuer un double ou un simple passage en traction attelée, qu'elles complètent respectivement par un ou deux houages manuels. Pour trente pour cent des familles, la faiblesse des revenus ne permet pas de recourir à la traction attelée. Pour ces familles

4 Depuis 1980, la région de Pringsewu connaît une émigration relative. La population continue à augmenter dans l'absolu, mais sa croissance reste inférieure au croît naturel.

toutefois, la petitesse des surfaces cultivées permet d'effectuer l'ensemble des travaux de préparation du sol en manuel, sans prendre de retard sur le calendrier de culture.

De nombreux jeunes couples de paysans sans terre désirent rejoindre la Transmigration dans le nord de la province. La région de Pringsewu n'étant pas jugée prioritaire par les autorités, les candidats effectuent tout d'abord un crochet par les zones de montagne destinées au reboisement. Un petit cadeau au chef de village tient lieu de formalité administrative. Dans leur grande majorité, les petits-enfants des pionniers de Pringsewu se déclarent candidats à la Transmigration.

Avec une surface moyenne de 33,3 ares, le paysan de Fajaresok ne consacre que 156 jours/an à sa rizière. Le potentiel de travail familial reste ainsi largement sous-employé. La faiblesse des revenus agricoles contraint les familles à rechercher des sources de revenus complémentaires hors de leur exploitation. La croissance démographique de la province de Lampung (6 % par an) va de pair avec un dynamisme économique remarquable. La région de Pringsewu, la plus peuplée après la capitale provinciale, n'est pas en reste. Suite à une forte demande régionale en matériaux de construction, les petites briqueteries et tuileries artisanales ont su s'adapter à un marché en pleine expansion.

Plusieurs d'entre elles, regroupées dans le village de Sidoharjo à l'est de Pringsewu, produisent environ 10 000 tuiles mécaniques par cuisson mensuelle. Chaque unité emploie une dizaine de salariés sur une base régulière. Faut-il s'étonner dans ces conditions que 66 % des familles du village ne possèdent pas ou plus de rizières, et que 39 % n'exercent aucune activité agricole, même occasionnelle ?

En voulant corriger le déséquilibre démographique entre îles intérieures et extérieures, la Transmigration n'a fait que reconstituer des densités javanaises dans les zones de colonisation. A peine un demi-siècle après leur fondation, les villages de colonisation connaissent les mêmes problèmes que les zones d'origine. Pour Fachurrozie et MacAndrews (1978 : 102), il ne fait aucun doute que la Transmigration n'apporte aucune solution au problème démographique indonésien. Elle ne permet guère que de gagner du temps.

Les villages de la *Kolonisatie* de la grande époque

Les villages créés par la *Kolonisatie* à Metro et Belitang entre 1935 et 1940 connaissent de graves difficultés pendant la Deuxième Guerre mondiale. Aux problèmes liés à la première mise en eau des rizières se rajoutent la sécheresse de 1942 et les exactions de l'armée japonaise. La population des centres ne retrouve son niveau initial qu'au milieu des années 1950. Ensuite, en vingt à trente ans, la population des centres va plus que doubler. Untoro, à quelques kilomètres de Metro, compte 668 habitants au km^2 en 1985, Sidomulyo dans la région de Belitang atteint les 651 hab./km^2 en 1977.

Les surfaces moyennes en propriété ont moins évolué que dans la région de Pringsewu. A Untoro, la moyenne s'établit actuellement à 20 ares de *pekarangan*, 67 ares de rizière et 9,3 ares en culture pluviale. En 1937, chaque famille avait reçu 30 ares de *pekarangan* et 70 ares de rizière dont 10 % devaient être rétrocédés pour la mise en place du réseau d'irrigation. En une cinquantaine d'années, la surface moyenne en propriété est passée de 93 à 96,2 ares par famille (dont 66,9 ares en irrigué), alors que le nombre de familles a plus que doublé pendant le même laps de temps. L'explication de ce paradoxe réside dans la forte augmentation des surfaces cultivées. En 1937, seulement la moitié du finage est mis en valeur et bénéficie de l'irrigation. Les parties hautes et les zones de sols marginaux restent couvertes de bosquets. En 1980, finage et terroir se confondent exactement. A l'instar des zones rurales les plus peuplées de Java, Untoro ne compte pratiquement plus que deux catégories foncières : *sawah* et *pekarangan*.

Les moyennes masquent cependant d'importantes variations entre familles. A Belitang, par exemple, les surfaces en propriété diminuent rapidement d'une génération à l'autre (tableau 21). Si 64 % des colons de première génération ont pu conserver *grosso modo* les lots attribués, 24 % ont dû se résoudre à en vendre une grande partie ; 12 % seulement ont été en mesure d'augmenter considérablement leur surface initiale. En deuxième génération, malgré une grande hétérogénéité, le glissement vers les faibles surfaces est de règle. En troisième génération, la situation redevient homogène, 84 % des familles possédant moins de 50 ares.

Tableau 21. Evolution de la propriété foncière à Belitang (Sumatra-Sud)

Village (année de fondation)	Génération (N. de fam.)	Répartition des familles (%) / surface (ha)					Surface moyenne
		<0,50	0,51 -0,75	0,76 - 1,00	1,00 - 2,00	>2,01	
Sidomulyo (1937)	G1 (41)	24		27	37	12	1,14
	G2 (70)	35	15	10	29	11	0,64
	G3 (7)	84	16				0,28
	SP (16)						0,55
Sukanegara (1953)	G1 (44)	14		23	42	21	1,50
	G2 (33)	24	24	18	15	19	0,92
	SP (10)	30	20		20	30	0,54
Margacinta (1954)	G1 (15)		40		46	14	1,60
	G2 (13)	54	23		23		0,51
	SP (7)	28	29		43		1,11
Karangemenjangan (1965)	G1 (39)	20	34	26	20		0,97
	SP (8)						0,87
Harjomulyo (1974)	G1 (58)		6		87	7	1,55
	SP (5)						1,01

Source : Fachurrozie et MacAndrews (1978).

SP : migrants spontanés ; G1, G2 et G3 : première, deuxième et troisième génération de transmigrants.

Dans un même village, l'importance du recours au travail extérieur est fonction de la taille des surfaces cultivées, de la composition familiale et de l'âge du chef de famille. Ces trois facteurs ne sont pas indépendants puisque les jeunes chefs de famille ne disposent le plus souvent que de très faibles surfaces. Ce sont eux qui fournissent les principaux contingents de journaliers, au même titre que les célibataires des familles mal loties en terre. *A contrario*, il est rare que le membre d'une famille possédant plus de 50 ares de rizière recoure au travail salarié. L'intérêt financier de l'opération ne compenserait pas la «perte de face» correspondante.

Dans les tous les centres de la *Kolonisatie*, des plus anciens (Gading Rejo - Pringsewu) aux plus récents (Metro, Belitang) il apparaît clairement que la Transmigration n'a servi qu'à gagner du temps. Un temps relativement court d'ailleurs, puisque la fragmentation rapide des exploitations ne laisse en moyenne qu'un demi-hectare de rizière à la deuxième génération. Quant à la troisième, elle se trouve dans une situation presque comparable à celle qui a poussé la première génération à transmigrer. Conscients de ce problème, les autorités décident de doubler l'allocation en terre des transmigrants en la portant à 2 hectares dans tous les projets irrigués démarrés après l'Indépendance. Mais le problème reste entier. La solution retenue ne permet que de repousser l'échéance à la génération suivante.

Dans les années 1960, les analyses économiques concernant l'Indonésie et de manière plus générale l'Asie du Sud et du Sud-Est sont empreintes d'un profond pessimisme. En 1971, Gunnar Myrdal publie *Asian drama : an inquiry into the poverty of nations*. Le cas indonésien le préoccupe tout particulièrement (Myrdal, 1976 pour l'édition française).

L'Indonésie va surprendre les analystes les plus compétents. Menacée de famine dans les années 1960, elle va retrouver son autosuffisance en riz en une quinzaine d'années. Ce succès, elle le doit à la mise en œuvre d'une politique clairvoyante accordant la priorité au développement de l'agriculture. Cette volonté politique va s'appuyer sur les acquis les plus récents de la recherche agronomique : la Révolution verte.

La Révolution verte

Les quelques essais ponctuels d'introduction de variétés de riz à hauts rendements dans les environs de Yogyakarta au début des années 1960 semblent prometteurs. Ils décident en tout cas le gouvernement du «nouvel ordre indonésien» à accorder une priorité absolue à la modernisation de l'agriculture dans le premier plan quinquennal (1969-1974).

L'autosuffisance en riz constitue le principal objectif du gouvernement. Dans les ports de l'archipel, il y a bien longtemps que les jonques chargées de riz javanais ont cédé la place aux cargos en provenance de Thaïlande. L'Indonésie est devenue le premier importateur de

riz au monde. Au début des années 1960, pour éviter la famine dans les campagnes et les soulèvements dans les villes, le gouvernement Sukarno importe régulièrement plus d'un million de tonnes de riz par an.

Pour atteindre l'autosuffisance alimentaire, le gouvernement Suharto compte, d'une part, sur l'extension des surfaces cultivées grâce à la Transmigration, et d'autre part, sur l'intensification de la production grâce à la Révolution verte. L'essentiel des ressources pétrolières du pays est consacré à la modernisation de la production rizicole.

Le système BIMAS géré par la BRI accorde un crédit de campagne en nature à des taux subventionnés (1 % d'intérêt par mois). Il facilite ainsi la dissémination des semences sélectionnées de riz, des engrais et des pesticides, eux-mêmes largement subventionnés. Le ministère de l'Agriculture recrute et forme des milliers de vulgarisateurs. Les Travaux Publics réhabilitent et étendent autant que possible les réseaux d'irrigation. Le BULOG (Badan Urusan Logistik) obtient le monopole de l'importation de céréales. Il est chargé de gérer les réserves vivrières nationales et d'assurer la stabilité des prix des principaux produits vivriers en intervenant sur les marchés nationaux et régionaux.

Cette politique coûteuse va porter ses fruits. Au début des années 1970, de nombreux experts doutent encore de la réussite du programme (Scholtz, 1974 :4-9). Dans les campagnes, seuls quelques précurseurs semblent tentés par les nouvelles technologies. De nombreux programmes de recherche s'intéressent aux causes profondes du refus de l'innovation. La situation évolue rapidement, puisque dès la fin des années 1970, les chercheurs commencent à s'intéresser aux laissés pour compte de la Révolution verte. Enfin, au début des années 1980, on ne parle plus que des effets induits par l'introduction des nouvelles techniques. Leur adoption est générale. En 1983, l'Indonésie devient autosuffisante en riz.

La Révolution verte connaît surtout un succès remarquable à Java, ainsi que dans toutes les régions de tradition rizicole ancienne. Dans les projets de Transmigration en irrigué, l'adoption des nouvelles techniques connaît des résultats variables, en fonction surtout de l'âge des centres. Les villages de Fajaresok (1926), Untoro (1937) et Tolai (1970) sont exemplaires à cet égard.

A Fajaresok, les rendements moyens avoisinent les 2,5 tonnes de paddy par hectare et par an au début des années 1960. Dans ces conditions, la stricte subsistance de la famille n'est assurée que si elle dispose d'au moins 40 ares en propriété ou de 80 ares en métayage. L'amélioration du réseau d'irrigation, l'introduction des variétés sélectionnées à cycle court et le recours aux engrais et pesticides permettent le passage à la double récolte annuelle ainsi qu'une forte augmentation des rendements. A raison de 4,1 tonnes de paddy par hectare en première récolte (*rendengan*) et 3,8 tonnes en contre-saison (*gadu*) en moyenne, une surface de 15 ares en propriété ou de 30 ares en métayage suffit en théorie à assurer la subsistance d'une famille.

A Fajaresok, comme dans toute la région de Pringsewu, la Révolution verte a surtout permis le maintien à la terre d'un grand nombre de paysans ne contrôlant qu'une très faible

surface. Seulement 55 % des familles disposent régulièrement de surplus commercialisables.

A Untoro, la Révolution verte intervient dans un contexte très différent de celui de Fajaresok. Le centre étant plus récent, la fragmentation des propriétés est moins poussée que dans la région de Pringsewu. Qui plus est, la double culture y est de règle depuis 1956. Malgré des rendements légèrement plus faibles, les paysans d'Untoro disposent de revenus nettement supérieurs au seuil de pauvreté. Ce différentiel de revenu se répercute sur le niveau d'éducation des habitants. Ainsi, 67,5 % des chefs de famille d'Untoro possèdent leur certificat d'études, contre 35 à 40 % dans la région de Pringsewu.

Dans ces conditions, le rôle des vulgarisateurs est grandement facilité. Untoro se hisse rapidement au rang des meilleures zones rizicoles javanaises. En 1986, sur un échantillon aléatoire de 40 familles, le rendement moyen s'établit à 7 690 kg de paddy par hectare en première saison. Non seulement aucun rendement n'est inférieur à 4 000 kg, mais encore 25 % de l'échantillon dépassent les 10 000 kg par hectare. En deuxième saison, les rendements sont plus faibles de 10 % environ en moyenne.

A Untoro, la Révolution verte a permis d'augmenter substantiellement les revenus des paysans. Le surplus a été investi dans l'éducation des enfants dont la grande majorité poursuit des études secondaires. Le nombre d'étudiants est en croissance régulière. L'habitat n'est pas en reste, puisque 87 % des maisons sont en dur. Par ailleurs, 65 % des familles possèdent un transistor, 7,5 % la télévision et 17,5 % une motocyclette.

A Tolai, l'extension du centre en 1970 concorde très exactement avec les débuts de la Révolution verte. Disposant de 2,5 ha de terres fertiles, les Balinais de Tolai pratiquent une riziculture beaucoup moins intensive qu'à Untoro. Les consommations intermédiaires restent à des niveaux très faibles, rarement plus de 100 kg d'engrais par hectare contre 560 kg à Untoro. En 1984, malgré d'importants dégâts causés par les rats, les rendements de l'échantillon étudié sont remarquablement groupés autour d'une moyenne de 3 390 kg de paddy par hectare. Le revenu moyen d'une famille de Tolai est 2,5 fois supérieur à celui d'une famille d'Untoro.

La destination des surplus diffère un peu des autres villages, en raison surtout du jeune âge du centre. L'arrivée récente d'un grand nombre de migrants a eu pour conséquence d'élever le prix de la terre. Pour les autochtones disposant de réserves foncières importantes, la tentation est grande de se défaire de parcelles qu'ils ne sont pas en mesure de cultiver régulièrement. Les prix des terrains en jachère ou en friche restent très attractifs pour les Balinais. L'investissement s'avère rentable puisque la transformation en rizière permet de décupler la valeur du terrain. A Tolai, 36 % des migrants ont procédé à des achats de terre pour eux-mêmes ou pour des membres de leur famille. Quinze ans après leur arrivée, les colons possèdent en moyenne 3,2 ha.

Des sommes importantes sont consacrées à l'amélioration de l'habitat (100 % de maisons en dur ou mixtes[5]) ; à l'éducation (20 % des familles comptent au moins un enfant scolarisé dans la capitale provinciale) ; aux biens de consommation (17 % de télévisions et 34 % de motocyclettes) ; et aux voyages (dans 60 % des familles, un ou plusieurs membres ont emprunté une ligne aérienne pour rendre visite à des parents restés à Bali). Très en avance sur le reste de l'Indonésie, 86 % des familles de Tolai font appel à des tractoristes pour la préparation du sol des rizières. Trente pour cent des familles possèdent un motoculteur, en pleine ou en co-propriété.

La Révolution verte a eu des effets variables en fonction de l'âge des centres de Transmigration. Elle a surtout profité aux centres les plus jeunes, ceux bénéficiant d'une allocation initiale en terre plus importante et présentant des exploitations non encore fragmentées. Dans les centres plus anciens, elle n'a fait qu'assurer le maintien à la terre et la subsistance d'un grand nombre de paysans pauvres, sans vraiment leur permettre d'améliorer leur condition.

Grâce à la Révolution verte, les centres récents devraient échapper au sort des premières colonies. Des revenus nettement supérieurs au seuil de subsistance ouvrent l'accès à l'enseignement secondaire et supérieur aux enfants des colons. Les jeunes diplômés issus des campagnes recherchent des emplois salariés, de préférence dans la fonction publique. Rares sont ceux qui envisagent de succéder à leurs parents. Déjà de nombreuses successions ne sont plus assurées que par les enfants en situation d'échec scolaire.

Avant la Révolution verte, la fragmentation des exploitations restait limitée par un seuil de l'ordre d'un demi bau de rizière (35 ares). Des surfaces inférieures ne permettant pas d'assurer la subsistance d'une famille, de nombreux héritiers renonçaient à faire valoir leurs droits à l'héritage. Ces dernières années, la situation a cependant considérablement évolué. En l'absence de repreneurs, les exploitations sont partagées équitablement entre les héritiers et confiées à des métayers. Le phénomène de concentration foncière reste exceptionnel. D'une part, le prix de la terre, fortement surévalué, empêche les métayers de se porter acquéreurs. D'autre part, cette même surévaluation du foncier décourage d'éventuels investisseurs. En effet, les opportunités de placements plus avantageux — commerce, transport, petites industries, etc. — ne manquent pas. En conséquence, un nombre de plus en plus important de parcelles de très petites tailles reste la propriété de citadins. Ces derniers, peu intéressés par des contrats de métayage, préfèrent recourir au *kontrak*. Equivalent d'un fermage payable d'avance, le *kontrak* est d'autant plus avantageux qu'il porte sur une période plus longue. Les propriétaires, pour toucher immédiatement une somme importante, privilégient les contrats de longue durée, deux à trois ans payables d'avance. Les montants étant dégressifs, les locataires trouvent également leur intérêt dans ce genre de transaction. A condition d'être en mesure d'effectuer l'avance initiale, ils bénéficient de loyers plus

5 Sous-bassement en dur et partie supérieure en bois.

modérés et surtout de l'assurance de disposer de la surface nécessaire d'une saison à l'autre. Les petits métayers sont bien entendu exclus de ce type de transaction.

Si, comme il est prévisible, la pratique du *kontrak* se généralisait, la grande masse des métayers se retrouverait exclue de l'accès au foncier. Une telle perspective n'est pas pour déplaire aux partisans de la modernisation de l'agriculture indonésienne. Des paysans qui se transforment soit en agriculteurs soit en prolétaires urbains ? Voilà une évolution qui ne serait pas originale.

Transmigration = Irrigation ?

A l'issue de la phase expérimentale de la *Kolonisatie*, l'administration néerlandaise aboutit à la conclusion que seuls les projets irrigués ont une chance de succès. Dans le Lampung, la moindre fertilité du milieu pose de graves problèmes aux migrants javanais. Pour l'administration coloniale, il ne fait aucun doute que la principale difficulté provient de l'incapacité du paysan javanais à pratiquer autre chose que la riziculture irriguée. Pire encore, le migrant se révèle incapable d'installer par lui-même le réseau d'irrigation.

Dès lors, l'administration doit se substituer au paysan déficient. Une planification rigoureuse prévoit des études de reconnaissance de sites potentiels, des relevés topographiques et pédologiques dans les sites retenus, la construction de routes d'accès, le défrichement partiel, le mesurage des parcelles ; le recrutement et le transport des familles de colons, la mise à disposition d'une aide alimentaire, de plants et de semences, d'outils et de fournitures diverses ; l'encadrement administratif et technique des colons ; la construction de bâtiments administratifs, d'écoles, de dispensaires et de lieux de culte, etc. Techniquement, le modèle est au point. La réussite des zones de Transmigration de Metro et de Belitang est indéniable. Malheureusement, l'indispensable mise à disposition d'infrastructures coûteuses limite considérablement l'impact du programme.

Le succès des premières colonies illustre bien l'aspect temporaire de la «solution Transmigration». L'allocation insuffisante de terre (1 ha par famille) conduit à la fragmentation des exploitations dès la deuxième génération. L'afflux massif d'immigrants spontanés reconstitue en moins d'un demi-siècle des densités démographiques équivalentes à celles des régions d'origine.

Pour cette raison, les centres de Transmigration créés après l'Indépendance accordent deux hectares de terre aux candidats à la migration. Pour le reste, rien n'est changé au modèle mis au point par le colonisateur néerlandais, du moins officiellement. Dans les faits, aucun projet n'a jamais respecté la planification des opérations, sans parler de la qualité des études ou des réalisations. A Way Abung, l'irrigation n'atteint les villages que vingt ans après l'arrivée des colons. A Parigi, la forte organisation communautaire des Balinais compense les déficiences de l'administration. Profitant de conditions naturelles favorables, la communauté crée son propre réseau d'irrigation. A Tolai enfin, des migrants spontanés

balinais se substituent presque totalement à la Transmigration... et connaissent un succès fulgurant.

Les conditions naturelles de Sulawesi-Centre, très proches de celles de Java ou de Bali, ne forment malheureusement pas l'ordinaire de la Transmigration. Le détournement d'un torrent en amont d'une plaine littorale n'est qu'un problème d'organisation du travail pour une communauté rurale javanaise ou balinaise. Par contre, le barrage d'un fleuve et le creusement d'un canal primaire d'une cinquantaine de kilomètres de long n'est pas à sa portée. L'intervention de l'Etat est alors indispensable pour assurer le financement, le contrôle foncier, la technologie et l'organisation du travail.

L'Etat a souvent reculé devant le coût de l'opération. Dans de très rares cas, lorsque la fertilité du milieu est élevée comme dans de nombreuses régions de Sulawesi, les centres peuvent se développer en agriculture pluviale. Mais dans la grande majorité des cas, à Sumatra comme à Kalimantan, l'absence d'irrigation condamne les colonies à la stagnation.

Le suivi de centres de Transmigration, avant et après la mise en place d'un réseau d'irrigation, permet de bien mettre en évidence le rôle de l'irrigation. Celui-ci est multiple. Sur le plan agronomique, le contrôle de l'eau assure tout d'abord l'alimentation hydrique de la plante ; l'inondation permanente des parcelles associée au repiquage permettent de lutter efficacement contre les adventices ; l'inondation favorise l'assimilation des éléments nutritifs par la plante ; le *puddling* des rizières évite la lixiviation des bases ; la conjugaison des deux caractéristiques précédentes améliore considérablement l'efficacité des engrais chimiques ; l'eau d'irrigation est souvent chargée d'éléments nutritifs en quantité non négligeable. Même en l'absence de semences sélectionnées, d'engrais, de pesticides et d'herbicides, le riziculteur est pratiquement assuré d'obtenir, année après année, des rendements de l'ordre de 2 tonnes de paddy par hectare et ce pour une charge de travail stable et connue d'avance.

Sur le plan économique, l'irrigation permet au paysan d'améliorer la productivité de son travail et surtout de limiter les risques liés à la spéculation. C'est cette relative sécurité de la production qui apparaît comme décisive. En effet, la sécurité crée le climat de confiance indispensable pour décider le paysan à investir. Elle seule permet de convaincre les paysans de s'endetter pour accroître les consommations intermédiaires et d'adopter les technologies de la Révolution verte. C'est elle encore qui est à l'origine de la forte surévaluation du foncier dans les zones de rizières. En effet, la rizière représente plus qu'un outil de production puisqu'elle tient lieu également d'assurance maladie et d'assurance vieillesse. Contraint d'abandonner son activité pour cause de maladie, d'invalidité ou de vieillesse, le paysan n'aura aucune difficulté à trouver un métayer lui assurant un revenu régulier correspondant à la moitié de la production de sa rizière.

Sur le plan social, enfin, devenir propriétaire d'une rizière permet déjà d'accéder aux couches supérieures de la société rurale javanaise. Faire partie des familles fondatrices du village assure d'un prestige réservé aux élites.

La Révolution verte n'a fait que renforcer l'attrait des paysans pour la riziculture irriguée. L'utilisation de variétés sélectionnées, d'engrais, de pesticides et d'herbicides suppose une avance importante aux cultures. Ce risque financier plus élevé est cependant contrebalancé par l'amélioration de la sécurité due au renforcement du contrôle des facteurs de production. En effet, les nouvelles technologies permettent d'obtenir des productions :

— plus élevées (les nouvelles variétés permettent de quadrupler les rendements) ;

— plus fréquentes (les variétés à cycle court permettent la double, voire la triple culture annuelle) ;

— plus sûres (grâce au contrôle phytosanitaire et surtout grâce à la stabilité des prix et des revenus) ;

— et pour moins de travail (grâce au sarclage chimique et à l'usage de la faucille pour la récolte, sans parler d'une éventuelle motorisation).

S'il ne fait guère de doute que l'irrigation soit indispensable à la Transmigration, l'attrait de la riziculture irriguée est tel, que l'on peut se demander si le recours à la Transmigration est vraiment indispensable dans le cas de projets irrigués. Dans les cas les plus favorables, comme à Tolai, des migrants balinais ont créé de leur propre initiative un centre plus performant que les meilleures réalisations du Ministère. Le rôle de la Transmigration s'est borné à garantir la propriété foncière aux migrants spontanés. Ce rôle aurait très bien pu être joué par une agence de distribution de terre sous contrôle provincial.

Lorsque, comme dans la majorité des cas, l'intervention de l'Etat s'avère indispensable pour la réalisation de réseaux d'irrigation d'une certaine ampleur, le recours à la Transmigration ne s'impose pas forcément. Dans l'est du Lampung, par exemple, la vaste dépression de Rawa Seragi devait accueillir plusieurs milliers de familles de transmigrants. A l'issue des travaux d'assainissement réalisés par les Travaux Publics, d'innombrables familles de migrants spontanés mais aussi d'autochtones se déclarent prêtes à acheter des lots. Dès lors, le gouvernement provincial décide de privilégier les migrants spontanés et n'hésite pas à exproprier de nombreux transmigrants, malgré les mises en garde du ministre Martono. Le gouvernement provincial sort vainqueur de la confrontation. Ses arguments sont imparables. La mise en valeur de la Rawa Seragi étant imputée sur le budget de développement de la Province, les autorités locales s'estiment en droit de récupérer une partie de leur mise. Un grand nombre de candidats, déjà sur place, se déclarant prêts à acheter les lots, il serait ridicule d'en faire cadeau à des transmigrants déplacés à grands frais depuis Java. Qui plus est, les migrants spontanés, de meilleure technicité et plus motivés que les transmigrants, ne nécessitent aucun encadrement.

Ces deux exemples montrent clairement que dans le cadre de projets irrigués, l'intervention de l'Etat pourrait se limiter à la mise en vente de lots déjà irrigués ou facilement irrigables. Libre à lui de favoriser l'accession à la propriété de familles victimes de catastrophes naturelles, d'expropriations, ou plus simplement de difficultés économiques. Le premier cas correspond à une politique de développement, le second à une politique sociale. La confrontation entre ces deux politiques illustre, une fois de plus, l'ambiguïté fondamentale de la Transmigration.

Chapitre 5

Les projets *pasang surut*

«No other soil type combines so many unused possibilities with so many unsolved difficulties».

Soepraptohardjo et Driessen (1976 : 15)

Vers la fin des années 1960, lorsque le gouvernement d'ordre nouveau lance le premier plan quinquennal (1969-1974), personne ne croit vraiment en la Révolution verte. Les objectifs affichés de doublement des rendements s'apparentent par trop aux ambitions délirantes de l'ère sukarnienne. Pour assurer l'autosubsistance alimentaire en riz du pays, les autorités comptent davantage sur l'extension des surfaces cultivées.

C'est à la Transmigration que revient la mission de mettre en valeur les vastes espaces sous-utilisés des îles extérieures. Or, depuis quelques années, la Transmigration connaît des difficultés croissantes pour trouver des zones favorables à l'implantation de projets rizicoles. Pour éviter les conflits fonciers de plus en plus fréquents avec les populations autochtones, le Ministère doit se tourner vers des zones de plus en plus isolées. Cette solution engendre bien évidemment un surcoût important en infrastructures routières, surtout si les sites à développer sont de faible taille. Les travaux d'irrigation d'une certaine ampleur — barrages, détournements de rivières — ne se justifient que pour des projets de taille supérieure à 4 000 ha.

Or, l'Indonésie dispose, en grande quantité, de zones présentant des facteurs éminemment favorables à leur mise en valeur par la Transmigration. Selon les auteurs, les forêts marécageuses couvrent 9 à 20 % du territoire national (Collier, 1980 : 35 ; Nedeco - Euroconsult, 1984 : 7 ; Collier *et al.*, 1984 : 183). Suivant les estimations, 18 à 40 millions d'hectares répartis entre Sumatra, Kalimantan et l'Irian Jaya ne demandent qu'à être convertis en rizières. L'Indonésie croit avoir découvert là un nouveau grenier à riz. Le succès de la mise en valeur des bassins fluviaux du Chao Phraya en Thaïlande et de l'Irrawaddy en Birmanie, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, confirme l'optimisme des autorités (Scholz, 1988 : 150).

Les zones marécageuses de Sumatra et de Kalimantan présentent l'avantage d'être facilement accessibles par voies maritime et fluviale. Ce sont également les zones les moins peuplées de l'archipel. La pression démographique dépasse rarement 5 habitants au km^2. Les autochtones, regroupés au sein de rares villages sur les bourrelets de berges des fleuves, ne sont guère en mesure de faire prévaloir des droits coutumiers sur les vastes forêts marécageuses des interfluves.

Les conflits d'intérêt restent rares, même avec les forestiers. Les forêts sur tourbe ne contenant que peu d'espèces d'intérêt commercial et surtout en faible quantité, le ministère des Forêts n'hésite pas à les déclasser en «forêts de conversion».

Cette quasi absence de conflits d'intérêts dans un milieu facilement accessible ne s'explique que par l'extrême difficulté de sa mise en valeur. Or, à Sumatra comme à Kalimantan, des immigrants spontanés Bugis et Banjar ont administré la preuve que les marais côtiers pouvaient être convertis en rizières et en cocoteraies productives. Pour l'Administration, là où Bugis et Banjar ont réussi, Javanais et Transmigration ne peuvent échouer.

Les premiers essais menés à Delta Upang (Sumatra-Sud) à partir de 1969 et la mise au point du modèle *garpu* à Kalimantan-Sud débouchent sur un gigantesque projet de mise en valeur de l'ensemble des marais côtiers de Sumatra et de Kalimantan. Les deux premiers plans quinquennaux (1969-1974 et 1974-1979) accordent la priorité aux projets de Transmigration de type *pasang surut* (littéralement «flot et jusant»). L'appellation *pasang surut* rappelle que l'irrigation et le drainage des rizières sont assurés par le jeu de battement de la marée. Le creusement des canaux primaires et secondaires représente un coût très élevé. Mais comme ces derniers servent également de voies de transport, les projets font l'économie des infrastructures routières, toujours onéreuses dans les centres de Transmigration.

Les centres n'évoluent malheureusement pas conformément aux souhaits des autorités. Les rendements de riz restent médiocres. Le contrôle de l'eau s'avère particulièrement difficile. Il n'est pas rare qu'un même projet souffre d'inondations excessives dans sa partie aval et de sécheresse dans sa partie amont. L'évolution des sols sous culture, surtout, pose de graves problèmes. Salinisation, acidification et subsidence de la tourbe forment l'ordinaire des centres. La plupart des colonies connaissent de nombreuses désertions.

Dès le début des années 1980, le gouvernement renonce à lancer de nouveaux projets de type *pasang surut*. Consultants internationaux et instituts de recherche sont sollicités pour la réhabilitation des centres en difficulté.

Localement, les transmigrants ne restent pas inactifs. Une meilleure connaissance du milieu leur permet de mettre au point des techniques mieux adaptées. Les méthodes mises au point par les Bugis et les Banjar retiennent toute leur attention. Malheureusement, la plupart de ces techniques impliquent un usage peu intensif du milieu. Les rêves de grenier à riz s'évanouissent.

Le défi reste entier. La recherche agronomique se doit de le relever. Le gouvernement indonésien n'a pas perdu l'espoir qu'un jour prochain il sera en mesure de développer ces zones marécageuses qui représentent un cinquième de la superficie du pays.

Un milieu plus varié qu'il n'y paraît

Un peu plus de 20 % de la superficie des trois plus grandes îles d'Indonésie, Kalimantan, Irian Jaya et Sumatra entrent dans la catégorie *rawa* (en indonésien) ou *wetlands* (en anglais). En fait, cette catégorie recouvre des types de végétation bien distincts : mangroves, forêts côtières en milieu saumâtre, forêts marécageuses, forêts sur tourbes topogènes, forêts sur tourbes ombrogènes, rizières, cocoteraies et recrûs divers. Cette catégorie recouvre également plusieurs types de sols[1] dont la seule caractéristique commune concerne sa sujétion à l'inondation.

Ce regroupement de milieux très différents au sein d'une même catégorie est sans conteste à l'origine des graves difficultés rencontrées par la Transmigration lors de leur mise en valeur. Le modèle de développement mis au point sur des alluvions fluviatiles soumises au jeu de battement de la marée n'aura bien évidemment que peu de succès dans les zones à tourbe ombrogène.

Les sols de *rawa* se subdivisent tout d'abord en sols minéraux et en sols organiques. Dans le premier cas, nous avons affaire à des sols dérivés d'alluvions, et dans le deuxième cas, de sols dérivés de tourbes. Là encore, il faut y regarder de plus près, tous les sols alluvionnaires argileux et tous les sols tourbeux n'étant pas équivalents (Cf. chapitre 2).

Les alluvions fluviales génèrent des sols dont la fertilité chimique dépend étroitement des roches mères dont elles proviennent. Les caractéristiques chimiques sont habituellement favorables à une utilisation agricole. En raison de leur position topographique basse, ces sols bénéficient également des apports fertilisants de limons charriés par les fleuves à l'occasion des crues souvent imprévisibles. La mise en valeur agricole de ces terrains implique le contrôle des inondations. Ce dernier nécessite presque toujours la réalisation d'infrastructures coûteuses.

Les alluvions marines présentent le désavantage d'être le plus souvent potentiellement sulfatés acides. Leur aération par le travail du sol se traduit par une acidification brutale gravement préjudiciable à pratiquement toutes les plantes cultivées. La mise en valeur agricole de ces sols, particulièrement délicate, nécessite des travaux d'irrigation et de drainage non seulement importants mais encore d'excellente qualité.

1 Cf. chapitre 2 pour plus de détails sur les sols de *rawa*.

Les tourbes topogènes peu épaisses qui se développent sur les alluvions marines des plaines côtières, présentent des caractéristiques éminemment favorables à une mise en valeur agricole. La mise en culture se traduit toutefois par une minéralisation — et par suite, à une disparition — rapide de la tourbe.

Quant aux tourbes ombrogènes fossiles des interfluves, leur épaisseur et leurs caractéristiques chimiques de très forte acidité devraient suffire à décourager une éventuelle utilisation agricole.

On le voit, il y a *rawa* et *rawa.* Ce qui est vrai pour les unes, ne l'est pas forcément pour les autres. Les Banjar et les Bugis ne s'y sont pas trompés. Ils ont su mettre au point des techniques adaptées à chaque milieu, et ont soigneusement évité les milieux les plus problématiques. Leur expérience a été déterminante pour décider les autorités à mettre en valeur les zones côtières de Sumatra et de Kalimantan.

Bugis et Banjar, un savoir-faire étonnant

Marins hors-pair, guerriers redoutés, commerçants habiles et riziculteurs émérites, la réputation des Bugis déborde largement leur aire d'implantation historique de Sulawesi-Sud. La silhouette caractéristique de leurs goélettes est connue bien au-delà des mers indonésiennes. Depuis moins d'un siècle, les Bugis passent en plus pour de remarquables aménageurs de marais côtiers. Ce type de milieu étant pratiquement inexistant à Sulawesi, on peut s'interroger sur l'origine de ce savoir-faire.

Les Bugis ont probablement acquis les techniques indispensables à la mise en valeur des marais à l'occasion de contacts avec les Banjar. Alliés traditionnels des Bugis, les Banjar de Kalimantan-Sud ont su, de longue date, tirer parti d'un univers amphibie particulièrement contraignant.

Profiter du jeu de battement de la marée

La mise en valeur des marais côtiers sur alluvions marines ou fluviatiles pose de nombreux problèmes aux paysans. Après défriche, un drainage léger permet plus ou moins d'évacuer les eaux stagnantes grâce au jeu de battement de la marée. Les rizières *pasang surut* ainsi créées donnent des rendements de l'ordre de 2 à 3 tonnes de paddy par hectare pendant les trois premières années. Au delà, les rendements décroissent rapidement, et ce, pour de multiples raisons. L'effet bénéfique du brûlis s'estompe rapidement dans les sols à fertilité chimique médiocre de Kalimantan. L'absence de travail du sol permet d'éviter l'oxydation mais provoque le foisonnement des adventices. Enfin, un drainage trop léger ne permet ni d'évacuer l'excès d'acidité, ni d'empêcher la salinisation des rizières.

L'abandon pur et simple des rizières au bout de quelques années ne permettrait pas de rentabiliser l'important travail de mise en valeur consenti. Par contre, cette période peut être mise à profit pour installer des cultures pérennes. Le cocotier emporte la faveur des paysans. Il présente l'avantage de se satisfaire de sols peu fertiles, de répondre favorablement à une salinisation légère, et surtout d'être peu exigeant en travail.

Pour implanter des espèces pérennes au sein de la rizière, un drainage efficace s'avère indispensable pour disposer de terrains exondés. En principe, la simple création de buttes régulièrement espacées permet l'installation d'une cocoteraie. Malheureusement, les acides sulfates libérés par l'oxydation de la pyrite dans les parties exondées se concentreraient dans les parties inondées, ce qui serait fatal au riz.

Le trait de génie des Banjar consiste à utiliser le jeu de battement de la marée pour à la fois drainer et irriguer les terrains à mettre en valeur. La création de planches exondées (destinées aux cultures pérennes) s'accompagne du creusement de larges fossés de drainage (destinés à la riziculture). Le percement du bourrelet de berge raccorde les fossés aux cours d'eau. Une porte sommaire permet de bloquer l'entrée ou la sortie de l'eau. La terre prélevée dans les fossés est entassée sur les planches afin que ces dernières restent exondées à marée haute. Le secret de l'opération consiste à maintenir la profondeur des fossés de drainage dans la limite du jeu de battement de la marée (Sevin, 1985 : 57).

A marée haute, le phénomène de mascaret provoque le reflux des eaux douces vers les parcelles aménagées et assure l'irrigation des cultures. Lorsque l'eau atteint son niveau le plus haut, la porte est fermée. A marée basse, on assure ainsi un dénivelé important entre les niveaux d'eau dans les parcelles et dans la rivière. L'ouverture de la porte permet alors d'évacuer les eaux plus acides des parcelles par un effet de chasse d'eau. Enfin, lors de périodes de sécheresse, le paysan est toujours en mesure de maintenir un niveau d'eau suffisant dans les parcelles, évitant ainsi l'oxygénation des couches profondes, riches en pyrite.

L'importante quantité de travail nécessaire à la création d'une cocoteraie est répartie sur de nombreuses années. En général, les deux premières années suivant la défriche d'une parcelle sont exclusivement consacrées à la riziculture. Au cours de la troisième année, les Banjar construisent, perpendiculairement au cours d'eau, des planches de 3 m de large et espacées de 4,5 m. Les planches sont complantées de cocotiers, de bananiers, de caféiers, d'agrumes et de divers légumes. Les intervalles restent réservés au riz. Ensuite, année après année, les planches sont élargies au détriment des intervalles. Les productions de bananes et de légumes sont progressivement relayées par celle de café, d'agrumes et de noix de coco. Pour compenser la disparition du riz, une nouvelle parcelle est défrichée un peu plus loin. Le front de colonisation progresse. A partir de la neuvième année, la cocoteraie est en place. Entre les planches, ne subsistent plus que d'étroits fossés de drainage (Sevin, 1985 : 486).

A partir des années 1930, les Banjar créent ainsi plusieurs milliers d'hectares de cocoteraies dans la basse Mentaya à Kalimantan-Centre. L'importante quantité de main-d'œuvre nécessaire au creusement des canaux constitue le seul frein au développement des vastes forêts sur tourbe de la basse Mentaya. Or, 500 km à peine séparent le port de Sampit

de l'inépuisable réservoir de main-d'œuvre que constituent les îles de Madura et Java. La saison sèche, particulièrement marquée à Madura et dans l'est de Java, pousse régulièrement les paysans à quitter leurs villages pour rechercher des emplois de manœuvres. Tous les ans, de nombreux Madurais et Javanais empruntent les goélettes bugis pour se rendre à Kalimantan dans les cocoteraies banjar. Ces migrations circulaires évoluent vers des migrations définitives, grâce à un habile système d'accès à la propriété mis au point par les Banjar pour fidéliser leur main-d'œuvre (Collier, 1980 : 45-51 ; Sevin, 1985 : 491).

Des variétés et des techniques adaptées

Dans les zones de tourbes topogènes, la meilleure fertilité chimique des sols permet la culture continue du riz. Leur position topographique en dépression ne permet malheureusement pas d'évacuer facilement l'eau en excès. Ne pouvant contrôler le niveau de l'eau, il faut s'y adapter. La riziculture de décrue est de règle.

La réussite d'une culture de décrue dépend avant tout du bon choix de la date du repiquage. Trop tardif par rapport à la décrue, le développement rapide des adventices nécessitera des sarclages fastidieux. Trop précoce, une crue éventuelle pourra se traduire par une submersion fatale aux jeunes plants de riz. La difficulté est de taille. En effet, le début de la décrue varie considérablement d'une année sur l'autre. Qui plus est, la vitesse de cette décrue varie également. L'idéal serait de disposer à tout moment de plants prêts à être repiqués. Dans cet esprit, les Banjar ont sélectionné des variétés de riz à cycle long (6 à 10 mois) et mis au point des techniques originales.

Ces variétés peuvent être soumises à un triple repiquage en cas de besoin. Une première pépinière de très faible surface est établie dans une zone exondée, voire même sur un radeau. Cinq à six kilogrammes de semences suffisent pour un hectare de rizière. Au bout de trois semaines environ, une première transplantation consiste à répartir les plants de riz par bottes dans les terrains boueux fraîchement exondés. Un mois plus tard, les bottes sont arrachées, les talles séparées et repiquées dans la partie nouvellement exondée de la parcelle. Un mois ou un mois et demi plus tard, les plants de haute taille sont enfin repiqués dans l'ensemble de la parcelle (Sevin, 1985 : 61-62).

Les techniques banjar ont de quoi surprendre un agronome adepte de la Révolution verte. Leur objectif est avant tout d'assurer une production minimale dans des conditions très contraignantes. Le triple repiquage permet d'adapter la longueur du cycle du riz à l'importance des crues. Si la crue se prolonge, les durées en pépinières sont allongées. Si la décrue est rapide, le nombre de repiquages peut être ramené à deux. La multiplication du nombre de repiquages permet de suivre avec précision l'évolution de la décrue et de répartir le travail sur une période plus longue. Le surcroît de travail dû aux repiquages est largement compensé par la réduction conséquente des temps de travaux pour le sarclage. En effet, le repiquage de plants de grande taille gêne considérablement le développement des adventices. Enfin, la technique de séparation des talles permet d'économiser une quantité importante de semence (5-6 kg par ha au lieu de 30-40 kg par ha), sans parler de l'économie de place pour la réalisation des pépinières. Au plus fort des crues, les espaces exondés sont rares. Le

repiquage de talles présente cependant l'inconvénient de rallonger considérablement la période de maturation du riz et d'étaler la récolte sur plus d'un mois. Une récolte sélective, panicule par panicule, réclame plus de 40 jours de travail par hectare.

Que ce soit dans la mise en place ou dans la maintenance des rizières et des cocoteraies, les Banjar ont acquis une maîtrise technique exceptionnelle. Leur réussite repose sur une transformation progressive du milieu, un habile compromis entre aménagement et adaptation.

Des techniques qui s'exportent

Vers le tout début du XX^{e} siècle, des colons bugis se lancent dans la colonisation agricole des marais côtiers compris entre les deltas de l'Inderagiri et de la Batang Hari, sur la côte est de Sumatra. Cette zone, à cheval sur les provinces de Riau et Jambi, n'est que très peu peuplée. Quelques rares villages autochtones vivent de la pêche et de la riziculture pratiquée dans les *lebak*. Les *lebak* correspondent à de petites dépressions en arrière des bourrelets de berge des grands fleuves. Les vastes marais côtiers compris entre les deltas restent totalement inexploités. Les alluvions fluviatiles, issus de matériaux volcaniques plus récents, sont nettement plus riches en éléments nutritifs que celles du sud de Kalimantan.

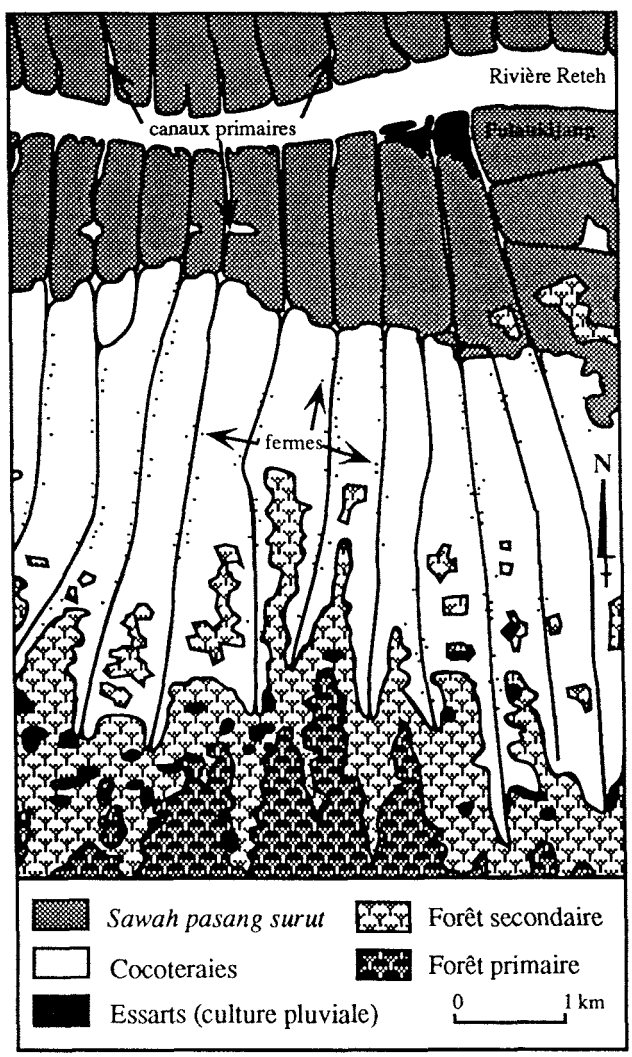
On peut se demander quelles sont les raisons qui ont pu pousser des Bugis à défricher un milieu aussi difficile à plus de 2 000 km de Sulawesi. D'après Scholz (1988 : 151), c'est avant tout l'exploitation forestière qui attire les Bugis vers les forêts marécageuses. Le bois, disponible à profusion sur la côte est de Sumatra, est une denrée rare à Java. Grâce à leurs goélettes, les Bugis sont à l'origine d'un commerce inter-îles particulièrement florissant. La colonisation agricole n'interviendrait que dans un deuxième temps, pour tirer parti de l'exploitation forestière.

Les mouvements historiques de colonisation bugis coïncident toujours avec des périodes de troubles à Sulawesi. Les modes d'organisation de cette colonisation s'expliquent par les fondements mêmes de la société bugis. Dans cette société nobiliaire complexe, «*les fondements mythiques des seigneuries tels que les rapporte la littérature bugis font toujours état, soit d'une communauté de paysans qui se rassemblent autour d'un personnage éminent pour établir de nouvelles rizières, soit d'un véritable exode de paysans menés par un seigneur à la conquête de terres neuves*». Comme «*les avantages (des seigneurs) sont liés à la fonction et non à la lignée (...) on est en droit de se demander si, pour se maintenir en tant que groupe social, la noblesse bugis n'est pas contrainte à l'émigration et à la conquête des terres neuves*» (Sevin et Benoit, 1993 : 101-103).

La noblesse joue ainsi un rôle décisif dans l'aménagement des marais. De petits nobles engagent leur autorité et leurs capitaux pour encadrer des groupes de 15 à 40 familles de paysans chacun. Ils assurent les besoins élémentaires de leurs dépendants jusqu'aux premières récoltes. A intervalles réguliers, de l'ordre de 300 brassées (450 m), les colons creusent des canaux primaires perpendiculairement au cours d'eau. Ces canaux rectilignes s'enfoncent de plusieurs kilomètres dans les marais, tant que l'épaisseur de la tourbe reste

inférieure à un mètre. Les canaux s'avèrent particulièrement utiles pour évacuer le bois. Les canaux primaires sont ensuite interconnectés par des canaux secondaires, creusés à intervalles réguliers et parallèles à la rivière (Cf. figure 29). A l'instar du modèle banjar, des portes installées à l'entrée des canaux tertiaires permettent de réguler le niveau d'eau dans les parcelles grâce au jeu de battement de la marée. Chaque famille défriche 2 à 3 hectares de forêt pour les transformer en rizières. Pour dédommager le seigneur de son aide, chaque famille lui remet un quart d'hectare de rizière. Le seigneur se retrouve ainsi à la tête d'un domaine foncier d'une dizaine d'hectares au maximum qu'il confie à des métayers.

Figure 29. Mise en valeur des marécages côtiers par les Bugis (côte est de Sumatra)



Source : Scholz (1989)

L'organisation du paysage diffère quelque peu de celle de Kalimantan-Sud. Des rizières permanentes occupent toute la zone d'alluvions fluviatiles, de part et d'autre de la rivière. Des cocoteraies, installées de la même manière qu'à Kalimantan, couvrent la zone des tourbes topogènes. Plus en arrière, enfin, les zones de tourbes épaisses restent réservées à l'exploitation forestière (Scholz, 1983 : 176).

Les rendements de riz, relativement faibles la première année, s'accroissent et passent par un pic vers la troisième et quatrième année. Mais au bout de huit ans de culture, l'infestation par les adventices est telle, que de nombreux colons bugis préfèrent abandonner les parcelles plutôt que de recourir à des pratiques plus intensives. Ils se consacrent alors à l'exploitation de leur cocoteraie ou défrichent de nouveaux terrains plus en amont sur la rivière. Dans les premières zones colonisées, près de Tembilahan sur l'Inderagiri, plusieurs milliers d'hectares de rizières sont aujourd'hui en friche. Dans les zones de colonisation plus récentes, les rizières peuvent être confiées en métayage ou vendues à des immigrants javanais. Ces derniers, accoutumés à des rémunérations beaucoup plus faibles de leur travail, n'hésitent pas à recourir au houage et au sarclage pour contrôler l'enherbement des rizières (Scholz, 1988 : 151).

Les colons bugis sont organisés comme de véritables agences de défrichement. Particulièrement attentifs à la rémunération de leur travail, ils préfèrent revendre les parcelles défrichées, lorsque les travaux de maintenance dans les rizières et dans les cocoteraies deviennent trop exigeants en main-d'œuvre. Remplacés par des Banjar ou des Javanais, ils repartent à l'assaut de la forêt. Ainsi, en un demi-siècle, un nombre relativement faible de colons bugis met en valeur plus de 300 000 ha de marais entre l'Inderagiri et la Batang Hari. A partir de 1965, le front de colonisation se déplace vers le sud pour toucher le delta de la Musi, en aval de Palembang (Sumatra-Sud).

Le succès remarquable des colons bugis donne des idées aux autorités. Bugis et Banjar ont su prouver que les marais côtiers étaient aménageables en rizières. Toutefois, les techniques utilisées restent rudimentaires. L'utilisation d'engins de travaux publics pour le creusement des canaux permettrait d'accroître considérablement le rythme de mise en valeur. Surtout, le recours à des techniques de production plus intensives — variétés sélectionnées, fertilisation, sarclages, double culture, etc. — permettrait d'obtenir des rendements beaucoup plus élevés, et ainsi tirer parti au mieux des aménagements réalisés.

La solution s'impose d'elle-même. Il faut confier le creusement des canaux et les défrichements aux Travaux Publics, et la mise en culture à des colons javanais ou balinais dans le cadre de projets de Transmigration. Dès 1969, deux zones pilotes sont choisies pour tester un nouveau modèle de Transmigration. Il s'agit de Delta Upang à Sumatra-Sud et de Barambai à Kalimantan-Sud.

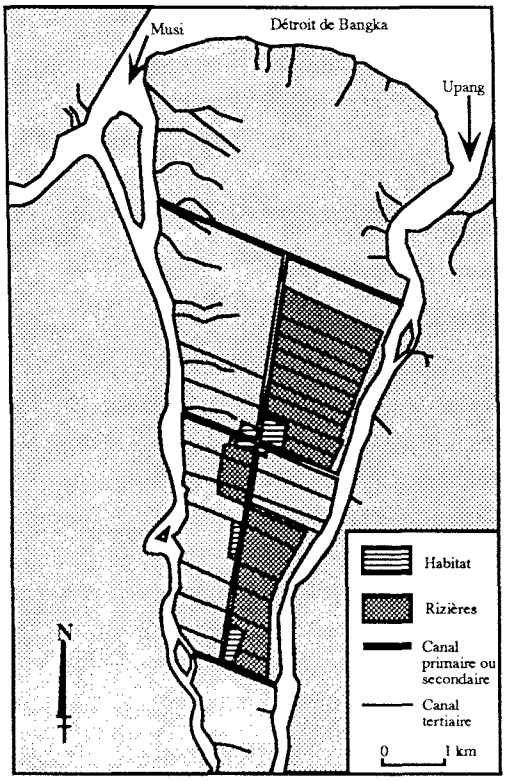
Des essais concluants

En 1969, de manière concomitante avec le démarrage du premier plan quinquennal, le gouvernement lance le *P4S* : *Proyek Pembukaan Persawahan Pasang Surut* (Projet d'ouverture de rizières «flot jusant»). Le projet est confié au *direktorat* des marais, sous l'autorité du *direktorat jenderal* des ressources en eau, lui-même dépendant du ministère des Travaux Publics. Trois des universités les plus prestigieuses d'Indonésie sont associées au projet : Institut Pertanian Bogor et Institut Teknologi Bandung pour Sumatra et Universitas Gajah Mada (Yogyakarta) pour Kalimantan. Ces universités, toutes trois sises à Java, ne disposent alors d'aucune expérience en matière de mise en valeur de marais côtiers.

Delta Upang

Enserrée entre deux bras de la Musi (Sumatra-Sud), l'île de Delta Upang se situe à environ 60 km en aval de Palembang (figure 30). Sur les 15 000 ha couverts par le projet, 4 800 ha seulement sont concernés par une mise en valeur agricole (Hardjono, 1977 : 59). Le creusement de canaux parallèles reliant les deux bras de la Musi permet d'étendre l'effet

Figure 30. Site de Transmigration de Delta Upang (Sumatra-Sud)



Source : Hardjono (1977)

de la marée (de 115 à 280 cm) à l'ensemble de l'île. Les canaux, relativement courts grâce à la forme très allongée de l'île, assurent parfaitement le drainage et l'irrigation du site. En raison de sa position très en aval dans le delta de la Musi, Delta Upang bénéficie, en plus, de sols relativement fertiles, formés d'alluvions fluviatiles récentes et de tourbes de faible épaisseur.

Entre 1969 et 1974, le projet Delta Upang accueille près de 5 400 transmigrants. Les colons javanais, madurais et balinais éprouvent quelques difficultés à s'adapter à un environnement totalement nouveau pour eux. La maîtrise des techniques liées au jeu de battement de la marée ne s'acquiert qu'avec le temps. Comme dans toutes les zones de Transmigration, de nombreuses pestes — insectes, rongeurs, sangliers, etc. — s'abattent régulièrement sur les cultures.

Certains problèmes sont plus spécifiques aux zones côtières. L'absence d'eau potable pendant la saison sèche se traduit souvent par des épidémies de choléra. Les nombreuses eaux stagnantes ne favorisent pas l'éradication de la malaria. Les colons pratiquant un travail du sol profond se heurtent rapidement à des problèmes d'acidification. Enfin, dès les premières années, les canaux montrent une forte tendance à l'envasement. Un curage régulier des canaux par les Travaux Publics s'avère indispensable à la pérennisation du réseau.

Malgré quelques problèmes restant à résoudre, Delta Upang évolue de manière favorable. Au bout de trois à quatre ans, les colons obtiennent des rendements compris entre 3 et 4 tonnes de paddy par hectare. Les variétés sélectionnées résistant mal aux conditions très particulières des *pasang surut*, les migrants leur préfèrent les variétés locales utilisées par les Bugis et les Banjar. Le cycle plus long de ces variétés interdit malheureusement la double culture. En saison sèche, les colons complètent leurs revenus en exploitant le bois des forêts avoisinantes. D'autres recherchent des emplois de manœuvres à Palembang.

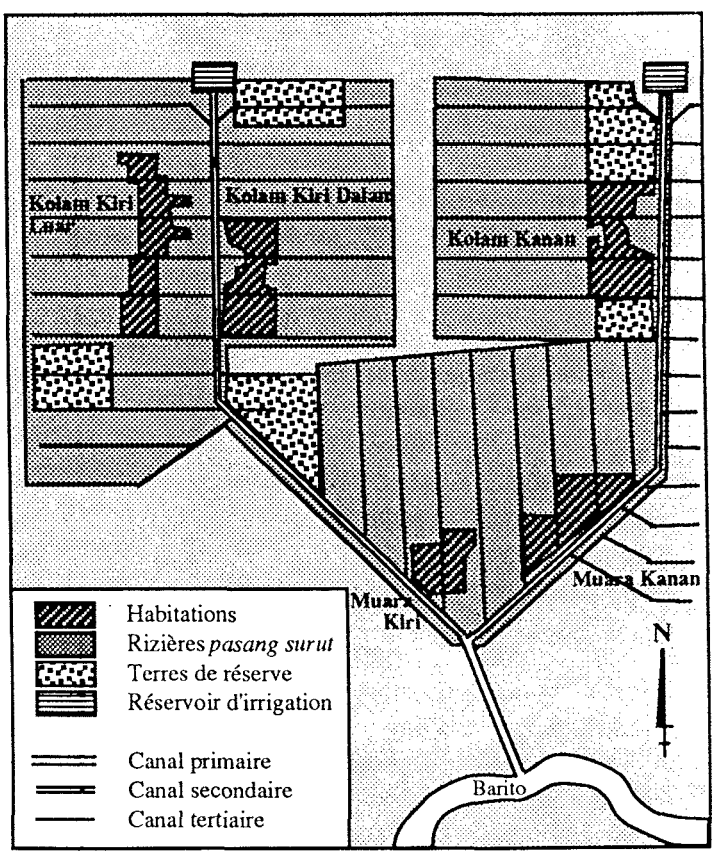
Sans apparaître véritablement florissant, Delta Upang se présente comme un centre de Transmigration tout à fait correct. Le test ayant réussi, plus rien ne s'oppose à la mise en œuvre du projet P4S : l'extension du modèle à l'ensemble de la zone côtière.

Le système *garpu*

A Kalimantan-Sud, les spécialistes en irrigation de l'université Gajah Mada décident d'améliorer le système traditionnel banjar. Pour rentabiliser au maximum le creusement des canaux, ils cherchent à étendre le jeu de battement de la marée à une surface aussi grande que possible. Pour ce faire, un canal primaire de 8-10 m de large et de 2-3 m de profondeur est creusé perpendiculairement à la rivière. A 2-3 km de la berge du cours d'eau, ce canal est divisé en deux à trois branches secondaires de 6 à 7 km de long. Chaque branche se termine par un réservoir rectangulaire de 12 ha de surface et de 2,5 m de profondeur (Sevin, 1985 : 73). De part et d'autre des canaux secondaires, des canaux tertiaires et quaternaires distribuent l'eau jusque dans les parcelles. Le plan du réseau, un canal primaire raccordé à plusieurs canaux secondaires parallèles, rappelle la forme d'une fourchette, *garpu* en indonésien. Dès lors, ce système de mise en valeur de marais est baptisé *sistim garpu.*

Le *sistim garpu* permet d'éviter la construction de barrages et de routes. A l'instar du modèle banjar, les mêmes canaux servent de voies de communication, de canaux d'irrigation et de drainage grâce au jeu de battement de la marée. La seule différence notoire concerne la taille des canaux, autant en largeur, en profondeur qu'en longueur. Les réservoirs à l'extrémité des canaux secondaires sont supposés améliorer le contrôle de l'eau.

Figure 31. Site de Transmigration de Barambai



Source : Guinness (1977).

Le système est tout d'abord testé au centre de Barambai, en amont de Banjarmasin sur le Barito. Entre 1969 et 1973, près de 5 000 transmigrants sont installés au sein des cinq villages sur le site (figure 31). Alors que les résultats des essais menés à Barambai ne sont pas encore connus, les autorités décident d'étendre le système *garpu* à 28 unités réparties entre Kalimantan-Sud et Kalimantan-Centre sur les fleuves Barito, Kapuas et Kahayan.

Pourtant, dès la troisième année après l'ouverture de Barambai, les limitations du système *garpu* apparaissent nettement. En raison de la longueur excessive des canaux secondaires, l'extrémité du réseau

n'est pas touchée par le jeu de battement de la marée. A marée haute, les eaux douces du Barito ne refluent pas jusque dans les réservoirs. Ces derniers se remplissent d'eaux plus ou moins stagnantes et acides. A marée basse, les eaux douces du fleuve ne sont pas en mesure de lessiver les sols de leur acidité. Bien au contraire, les rizières, baignées par les eaux acides des réservoirs, voient leur acidité s'accroître régulièrement. Ce phénomène est d'autant plus net en saison sèche. Lorsque le niveau d'eau dans le Barito chute d'un bon mètre, l'effet de la marée ne touche plus que la moitié aval du réseau. En outre, une intense sédimentation et le développement rapide de plantes aquatiques gênent considérablement la circulation de l'eau dans les canaux. La pérennité du système est loin d'être acquise.

Curieusement, tous les rapports émettant des doutes sur la faisabilité du projet *P4S* restent soigneusement ignorés. L'éclatement des responsabilités entre plusieurs ministères et institutions n'est pas étranger à cet aveuglement. Aucune des parties en cause n'a intérêt à critiquer le programme. Les consultants effectuent les études de reconnaissance, les Travaux Publics creusent les canaux, la Transmigration déplace et installe les colons, les Universités se chargent des suivis. Chacun prélève sa part de la manne et rejette sur les autres la responsabilité des échecs. Le système politique, enfin, n'est pas ouvert à la critique. «Malheur à celui par qui le scandale arrive» mériterait d'être un proverbe indonésien.

Le programme est lancé. Il faudra quinze ans pour arrêter le mouvement. Dans l'intervalle, le gouvernement indonésien aura installé près de 400 000 personnes dans des conditions le plus souvent déplorables, dans les provinces de Kalimantan-Ouest, Kalimantan-Centre et Kalimantan-Sud, Sumatra-Sud, Jambi et Riau.

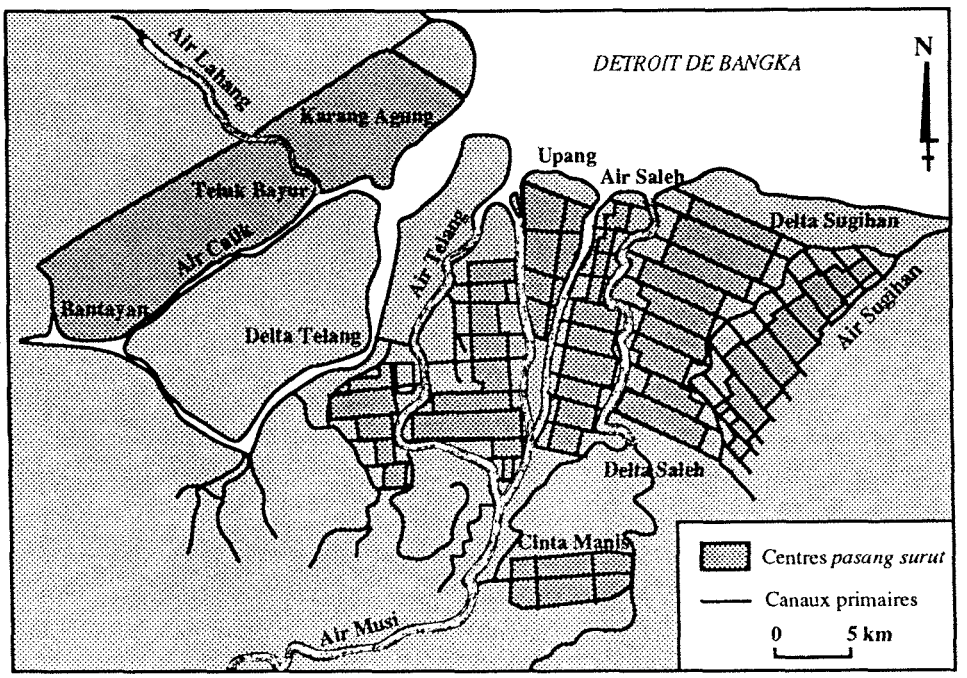
Une généralisation catastrophique

Les centres de Delta Upang et Barambai, ouverts en 1969, doivent en principe servir à tester la faisabilité des projets *pasang surut*. Pourtant, le premier plan quinquennal (1969-1974) prévoit déjà l'ouverture de 500 000 ha de forêts marécageuses pour les besoins de la Transmigration. A l'issue du plan, les réalisations ne s'élèvent qu'à 6,6 % des objectifs initiaux. Le deuxième plan quinquennal, encore plus ambitieux, prévoit l'ouverture de 1 000 000 ha. Ultérieurement, l'objectif est ramené à 250 000 ha. A l'issue des deux premiers plans, 219 895 ha sont officiellement ouverts pour la Transmigration (Collier, 1980 : 37). A l'issue du troisième plan quinquennal, 85 365 familles de transmigrants sont installées au sein de projets *pasang surut* (World Bank, 1988 : 115).

D'un rapport à l'autre, les divergences fantastiques entre les chiffres officiels concernant les surfaces totales des zones marécageuses, des zones à potentiel agricole, des objectifs, des prévisions et enfin des réalisations ... démontrent avant tout une profonde méconnaissance du milieu et de ses potentialités.

A Kalimantan comme à Sumatra, Banjar et Bugis contrôlent déjà les zones les plus favorables à une mise en valeur agricole, alluvions fluviatiles et tourbes topogènes peu épaisses. Sauf exceptions, comme Delta Upang, la Transmigration doit se contenter de mettre en valeur des terres marginales. Zones potentiellement acides sulfates et tourbes épaisses forment l'ordinaire des centres de Transmigration *pasang surut*.

Figure 32. Centres de Transmigration *pasang surut* à Sumatra-Sud



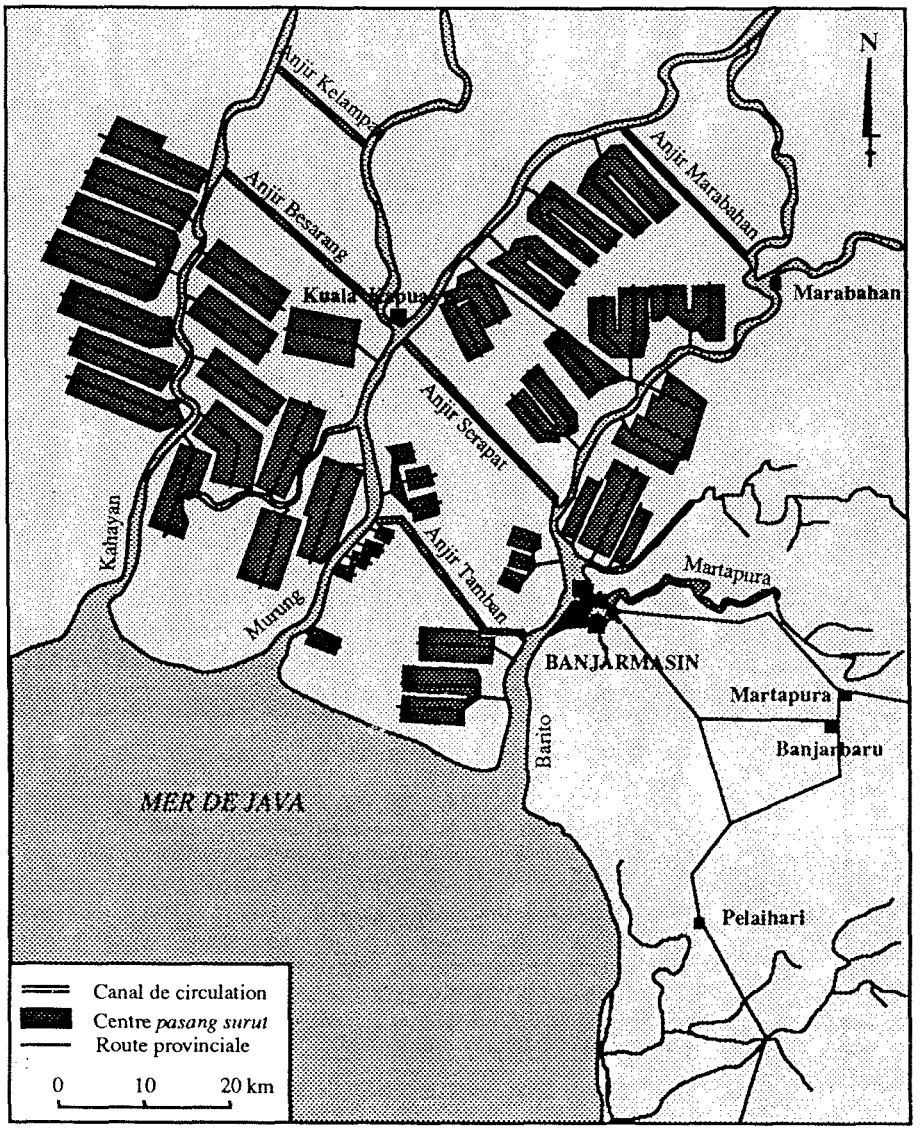
Source : Collier et al. (1984).

Les figures 32 et 33 montrent le maillage très serré de centres de Transmigration à Sumatra-Sud et à Kalimantan-Sud et Kalimantan-Centre. Soumis à de fortes contraintes naturelles, les centres apparaissent comme extraordinairement homogènes. En fonction de leur position topographique, trois grandes catégories se distinguent. La première catégorie regroupe les centres les plus proches de la côte. Situés dans des interfluves mal drainés sur des alluvions marines riches en pyrite, ceux-ci souffrent avant tout d'un problème d'acidification des sols. Les centres plus éloignés de la côte forment la deuxième catégorie. Ici, l'amplitude insuffisante du battement de la marée ne permet pas d'assurer l'irrigation et le drainage dans des canaux secondaires trop étirés. Une dernière catégorie, enfin, regroupe tous les centres ouverts sur des tourbes ombrogènes épaisses. Bereng Bengkel, à 17 km de Palangkaraya (Kalimantan-Centre) mérite une attention toute particulière.

Bereng Bengkel : ou comment survivre sur six mètres de tourbe

Le centre de Transmigration de Bereng Bengkel, avec ses 500 familles de colons installées sur 6 m d'épaisseur de tourbes acides, est un véritable monument dédié à l'incurie des technocrates.

Figure 33. Centres de Transmigration *pasang surut* à Kalimantan-Sud



Source : Departemen Transmigrasi (1987).

Le choix de l'emplacement du centre n'est en fait que l'aboutissement logique d'erreurs antérieures. En 1957, à l'occasion de la sécession de la province de Kalimantan-Centre, une simple décision administrative élève le petit village de pêcheurs de Pahandut au rang de capitale provinciale. La nouvelle capitale, appelée Palangkaraya, présente l'avantage d'une situation très centrale par rapport à la province. Elle présente aussi l'inconvénient d'être située au centre d'une des plus importantes formations de tourbes ombrogènes de toute la ceinture tropicale. Bereng Bengkel se veut la première étape du peuplement de l'hinterland de Palangkaraya.

Les premières familles arrivent en 1978-1979. Dans les *pekarangan*, à chaque pas, les colons s'enfoncent dans la tourbe jusqu'aux genoux. Le pH de la nappe phréatique varie entre 3 et 4. A part l'ananas, rien ne pousse. Les pieds de manioc et de maïs ne dépassent

guère les 50 cm en fin de cycle. Carences et toxicités colorent les feuilles de manière surprenante.

En ratissant et en brûlant racines et brindilles, les colons arrivent à compacter légèrement la tourbe. Les cendres enfouies dans des trous régulièrement espacés permettent de cultiver divers légumes. Un double arrosage journalier à l'aide d'une solution d'urée et de TSP s'avère indispensable. L'ensemble de la production du centre reste suffisamment modeste pour bénéficier de prix élevés sur le marché de Palangkaraya.

Dès 1980, tous les observateurs appelés au chevet du centre sont unanimes : il faut au plus vite réinstaller les transmigrants dans un site plus propice à l'activité agricole. Les autorités mettent plus de quatre ans à se décider. Lorsqu'enfin la décision est prise, les transmigrants refusent à l'unanimité de quitter le centre.

En fait, la localisation du centre de Bereng Bengkel n'est pas si catastrophique que cela. Les avantages liés à la proximité de Palangkaraya l'emportent largement sur les inconvénients dus à l'épaisseur de la tourbe. Le gouvernement provincial consacre l'essentiel de ses ressources à la construction de bâtiments administratifs et de logements pour les fonctionnaires. A Palangkaraya, en 1980, le salaire d'un manœuvre est trois fois supérieur à celui en vigueur à Java. Le travail ne manque pas. Quinze jours de travail sur les chantiers de la capitale provinciale assurent un revenu mensuel plus que décent à une famille de transmigrants.

La vie s'organise entre le village et la ville. Une semaine sur deux, le chef de famille rejoint la ville avec un sac rempli de légumes. La vente des légumes paye le gîte et le couvert du manœuvre. Au bout d'une semaine, il rentre au village avec des provisions et ce qu'il lui reste de sa paye. Le transmigrant de Bereng Bengkel dispose d'un revenu régulier, élevé et relativement sûr. Faut-il s'étonner qu'il se soit attaché à ses deux hectares de tourbe ?

Bereng Bengkel reste une exception. Peu de centres connaissent un milieu naturel aussi contraignant. Mais tout aussi peu de sites bénéficient de la proximité d'un centre urbain important. Barambai, à Kalimantan-Sud, est beaucoup plus représentatif de l'ensemble des projets *pasang surut*.

Barambai : vivre ou survivre ?

Malgré quelques variantes, tous les centres *pasang surut* connaissent une évolution similaire. A des débuts particulièrement difficiles, fait suite une longue période d'adaptation, au bout de laquelle la simple survie peut être considérée comme une réussite.

Des débuts toujours difficiles

Entre 1969 et 1973, 4 271 transmigrants (890 familles), originaires de Bali, Java-Est, Java-Centre, Java-Ouest et Yogyakarta, sont installés à Barambai par le ministère de la Transmigration. Ils sont rejoints en 1973-1974 par plusieurs centaines de migrants spontanés, ce qui porte la population du centre à 4 741 en mars 1974 (Hardjono, 1977 : 73).

Le centre compte 5 515 ha de superficie, dont 5 241 ha irrigués. Dès son arrivée, chaque famille reçoit une maison, des rations alimentaires, etc., et un lot de 2 ha se décomposant en 25 ares de *pekarangan*, 100 ares de rizière déjà défrichés et 75 ares encore couverts de recrûs forestiers d'âges divers.

Le principe est connu, la réalité aussi. Lorsque les premiers transmigrants arrivent à Barambai, la quasi totalité du site est recouvert d'un bon mètre d'eau, suite à une crue du fleuve. En raison d'un délai trop important entre la préparation du site et l'arrivée des migrants, les toits de chaume des maisons ont eu le temps de pourrir. Un recrû forestier vigoureux recouvre les parcelles soit-disant défrichées. Onze pour cent des migrants devront attendre leurs lots plus de six mois.

Les premiers mois sont consacrés à lutter contre l'eau, à se ménager un emplacement exondé pour l'habitation, et à préparer les rizières. Les crues emportent les premiers espoirs de récolte. Découragées, 34 familles abandonnent le centre dès la première année. Le Ministère décide d'étendre l'aide alimentaire à 18 mois dans tous les projets *pasang surut*. Les rations — riz, poisson séché, sel, huile et pétrole lampant — restent insuffisantes pour les familles de plus de deux enfants. Les difficultés d'entreposage se traduisent fréquemment par la distribution de vivres avariés.

A la recherche désespérée de revenus monétaires, de nombreux chefs de famille quittent Barambai pour des périodes de plus en plus longues. Ces absences se soldent par des retards considérables dans les travaux de défrichement. Localement, les nombreuses parcelles incomplètement défrichées servent de refuges aux multiples prédateurs des cultures. L'absence de traitements phytosanitaires adéquats, un contrôle de l'eau souvent déficient, une méconnaissance totale des techniques adaptées et la quasi absence de vulgarisateurs se conjuguent pour maintenir les rendements de riz à des niveaux extrêmement bas (0,1 à 1 tonne de paddy par hectare).

La saison sèche qui succède à une longue période d'inondations surprend également les migrants. Le niveau d'eau dans le Barito chute d'un bon mètre. A marée haute, les eaux douces du fleuve ne refluent plus dans les rizières. La réalisation d'une double culture annuelle s'avère délicate. L'obtention d'eau potable devient problématique. Choléra et malaria gagnent du terrain. Les abandons se multiplient.

Une longue période d'adaptation

Vers la troisième et quatrième année, les choses rentrent progressivement dans l'ordre. Dans leur grande majorité, les migrants limitent leur activité agricole à une seule culture de riz par an. Plusieurs raisons, à la fois d'ordre agronomique et économique, permettent d'expliquer ce choix.

Le flot ne parvenant pas jusque dans les parties amont des réseaux en saison sèche, la réalisation d'une deuxième culture y serait trop risquée. Dans les parties aval des réseaux, les inondations incontrôlées, fréquentes en saison des pluies, sont à l'origine de pertes de récolte considérables avec les variétés de riz sélectionnées à paille courte. Les paysans leur

préfèrent les variétés locales beaucoup plus résistantes. Malheureusement, la plupart de ces dernières ont un cycle plus long, pouvant aller jusqu'à 9 mois, ce qui empêche la réalisation d'une deuxième culture.

Malgré une amélioration substantielle, les rendements de riz restent faibles. Ils passent par un maximum de 3 tonnes de paddy par hectare vers la quatrième année, puis déclinent régulièrement pour se stabiliser autour de 2 tonnes de paddy par hectare Les colons s'orientent vers une agriculture de subsistance. Le riz est essentiellement destiné à l'autoconsommation. D'éventuels surplus sont commercialisés en petites quantités, ou échangés au jour le jour contre des biens de consommation courante dans les épiceries de quartier. De nombreux colons ajustent leurs surfaces cultivées aux besoins alimentaires de leur famille. Rares sont ceux qui comptent sur la riziculture pour obtenir un revenu monétaire.

Le revenu monétaire est assuré par le travail non agricole. Malheureusement, les opportunités d'emplois restent extrêmement rares à proximité des centres. La recherche d'emplois de journaliers conduit les colons à s'éloigner des centres pour des périodes relativement longues allant de un à trois mois.

A Barambai, l'attitude des colons vis à vis du travail extérieur permet de les classer en trois catégories : les agriculteurs (60,9 %), les entrepreneurs (2,4 %) et les manœuvres (36,7 %). Pour la catégorie des agriculteurs, le travail à l'extérieur n'a pour objectif que de compléter le revenu agricole. L'activité agricole est prioritaire. Aucun agriculteur n'envisage de s'absenter du centre pendant les deux mois que dure la mise en place des cultures (Guinness, 1977 : 68).

La catégorie des entrepreneurs regroupe tous les colons disposant de revenus réguliers et relativement importants grâce à des activités commerciales, artisanales ou salariées. Niveau d'éducation élevé, savoir-faire et disponibilité en capital distinguent clairement cette catégorie des deux autres. Les entrepreneurs ne renoncent pas pour autant à l'agriculture. Mais ne trouvant pas de métayers sur le centre, ils font réaliser la quasi totalité des travaux agricoles par des journaliers.

Pour la catégorie des manœuvres, l'activité agricole apparaît comme secondaire comparée à l'activité non agricole. Ces derniers n'hésitent pas à quitter le centre en pleine période de préparation du sol et de repiquage. Les travaux agricoles restent à la charge de l'épouse et des enfants. Les rizières, petites et mal entretenues ne portent que de faibles récoltes n'assurant que quelques mois d'autosuffisance alimentaire. Pour nourrir sa famille, le colon est contraint de s'absenter de plus en plus souvent. La concurrence pour les emplois de journaliers est rude. Les opportunités ne se trouvent qu'à des distances considérables des centres. Le coût élevé du voyage, les frais de logement et de nourriture sur place, les sollicitations diverses (jeux d'argent, etc.) et surtout la faiblesse des gages ne facilitent guère l'épargne. Le maigre pécule ramené sur le centre ne suffit le plus souvent qu'à rembourser les dettes contractées par la famille pendant l'absence de son chef. Après une semaine de repos, ce dernier est contraint à repartir.

La moindre maladie laisse la famille sans ressources. Or, les conditions de vie précaires des manœuvres sur les chantiers favorisent cette éventualité. Lorsque la durée de la maladie dépasse ses possibilités d'endettement (l'épicier de quartier ne peut accorder plus d'un à deux mois de crédit), la famille vend sa maison, son lopin de terre et quitte définitivement le centre. Les acheteurs ne se pressent pas. La vente des terres permet tout juste d'éponger les dettes. La vente de la maison et de son contenu paye le transport jusqu'à Banjarmasin, la capitale provinciale.

Tôt ou tard, les transmigrants de la catégorie des manœuvres abandonnent le centre. Seule une minorité retourne à Java. Certains se réinscrivent à la Transmigration. On les retrouve dans la catégorie des transmigrants locaux ou APPDT. Ils évitent cependant soigneusement les centres en *pasang surut* et privilégient les projets en culture pluviale. Tous les autres vont grossir les rangs des journaliers dans la capitale provinciale ou dans les centres secondaires. Jusque-là bridés dans leurs activités par le manque de main-d'œuvre, les entrepreneurs chinois et banjar de la région savent tirer profit de cette véritable manne. La fourniture (involontaire) d'une main-d'œuvre abondante et bon marché aux industriels locaux permet ainsi à la Transmigration d'atteindre l'un de ses objectifs : participer au développement régional.

Mais tous n'abandonnent pas le centre. Environ les deux tiers des transmigrants apprennent à s'adapter à leur nouvel environnement et à en tirer parti. L'encadrement agricole dont bénéficient les migrants n'est pour rien dans cette adaptation. Bien au contraire, certaines contraintes imposées par l'administration gênent considérablement les colons. En effet, contrairement à toute attente ces derniers intègrent rapidement les savoirs-paysans locaux. Dans un deuxième temps seulement, les migrants développent leurs propres modèles, fruit d'un syncrétisme original entre techniques extensives banjar et techniques intensives javanaises.

L'avenir est au syncrétisme

Pour les officiels, les faibles rendements de riz obtenus par les Banjar s'expliquent aisément. Paysans «primitifs», les Banjar utilisent des variétés à cycle long, travaillent à peine le sol, n'utilisent pratiquement pas d'engrais ni de pesticides. Semences locales et techniques traditionnelles ne sauraient transformer Kalimantan en grenier à riz de l'Indonésie. Les dirigeants les plus optimistes espèrent bien que les migrants javanais enseigneront la vraie riziculture aux peuplades primitives de Bornéo. Ils seront déçus.

Le contrôle insuffisant de l'eau, les risques d'acidification liés au travail du sol et le développement important des adventices et des prédateurs des cultures sont autant d'obstacles à la mise en place d'une riziculture à la javanaise. La force de travail limitée des jeunes familles de migrants et la nécessité de recourir au travail à l'extérieur pour obtenir un revenu monétaire s'accordent mal avec des techniques trop intensives en travail.

Adopter les techniques banjar

Le recours aux techniques banjar permet à un grand nombre de transmigrants de sauver une situation fortement compromise. Ce recours se fait contre la volonté des autorités. Ainsi, ces dernières s'opposent farouchement à la transformation des rizières en cocoteraies. Pour le reste, n'ayant rien de mieux à proposer, elles préfèrent fermer les yeux.

De nombreux abandons ponctuent les premières années de la vie d'un centre. Le nombre exact d'abandons s'avère difficile à obtenir. D'une part, les responsables des centres tendent tout naturellement à masquer des abandons que d'aucuns pourraient imputer à leur gestion. D'autre part, les cessions de terre étant officiellement interdites pendant dix ans dans les centres de Transmigration, vendeurs et acheteurs évitent soigneusement de se faire connaître.

En 1984, quinze ans après son ouverture, environ 30 % des familles ont définitivement abandonné le centre de Barambai. Celles qui restent ont considérablement accru leur capital foncier. Sur une surface moyenne en propriété de 4,55 ha :

— 2,00 ha proviennent de l'allocation initiale ;

— 0,84 ha proviennent de migrants ayant abandonné le site ;

— 1,71 ha proviennent d'acquisitions en dehors du site.

On observe une forte variabilité entre familles. Seulement 9,5 % des familles disposent de moins de 2 ha, 47,6 % de 2 à 4 ha, et 42,9 % possèdent plus de 5 ha (Sevin, 1985 : 103).

Quand on sait qu'en 1975, les colons de Barambai n'arrivaient à cultiver que 1,5 ha en moyenne par famille (Guinness, 1977 : 61), cet appétit de terre peut surprendre. Bien sûr, le prestige lié à la propriété foncière, d'autant plus fort chez un ex-paysan sans terre javanais, explique en partie cette volonté de s'agrandir. En raison d'une offre importante, l'effort financier reste d'ailleurs modeste. Il n'est pas rare qu'un hectare de rizière s'échange contre une bicyclette. Mais c'est avant tout l'adoption des techniques de culture banjar qui pousse les migrants à se porter acquéreurs de nouvelles terres.

Les colons apprennent rapidement — à leurs dépens — que des techniques de préparation du sol plus intensives en travail sont peu adaptées aux conditions du milieu. La fertilité chimique du sol réside dans l'horizon tourbeux superficiel. Un travail du sol trop profond à la houe ou à la charrue ramène à la surface les horizons argileux inférieurs. Ce faisant, il accélère la minéralisation et à terme la disparition de la tourbe. Plus dangereux, l'aération d'argiles potentiellement acides sulfates peut provoquer l'acidification des sols. Une préparation du sol minimum, consistant à couper la végétation herbacée à l'aide d'une machette à lame longue et mince, permet d'éviter ces problèmes.

Par contre, le repiquage de plants de riz sélectionnés (âgés de 4 semaines) dans un horizon tourbeux se traduit habituellement par des résultats désastreux. Les variétés locales, repiquées au plantoir jusqu'à un âge avancé, résistent même dans des tourbes de près d'un mètre d'épaisseur. Par contre deux sérieux handicaps sont à porter au débit de ces variétés : des rendements trop faibles et des cycles trop longs qui interdisent la double culture annuelle.

Techniques et variétés locales présentent cependant d'énormes avantages au niveau de l'organisation du travail. La préparation du terrain à la machette est une opération nettement moins exigeante en travail qu'un houage. A quantité de travail égale, un paysan peut préparer des surfaces deux à trois fois plus importantes. Avec les variétés locales, les opérations de repiquage peuvent être étalées sur deux mois. Avec les variétés sélectionnées, la date du repiquage est fixée à quelques jours près.

Malgré des rendements plus faibles, les variétés locales permettent d'obtenir des productions suffisantes. Une quantité de travail par hectare plus faible permet de cultiver des surfaces plus importantes. Cette solution n'est cependant intéressante que si la terre reste disponible en quantité suffisante. Or, la faible densité de population dans toute la zone de forêts marécageuses et le grand nombre d'abandons sur le centre vont de pair avec une faible pression foncière.

Adapter les techniques banjar

Dans le système banjar, la production de riz est destinée à l'autoconsommation des familles. Les cultures pérennes, cocotiers et plantes associées, assurent les revenus monétaires.

Pour les transmigrants, obtenir un revenu monétaire suppose, soit vendre du riz, soit chercher du travail à l'extérieur. Or, gérer rigoureusement la consommation et la vente de riz sur une longue période n'est malheureusement pas à la portée de toutes les familles paysannes. La double culture annuelle présente l'avantage de réduire la durée de la fameuse période de soudure, *musim paceklik* en javanais. Malheureusement, l'utilisation quasi obligée des variétés locales, à cycle de l'ordre de huit mois, ne permet pas la double culture.

Les transmigrants de Barambai résolvent ce problème de manière originale. A partir du début des années 1980, l'épaisseur de tourbe, considérablement réduite par minéralisation dans les parcelles les plus anciennement cultivées, permet le repiquage de variétés sélectionnées en première saison. Celui-ci reste cependant à éviter en deuxième saison en raison des risques de déficit hydrique et de la forte concurrence avec les adventices lorsque l'inondation n'est pas assurée en permanence. C'est pourtant bien à cette période que les Banjar pratiquent le troisième repiquage des variétés locales. Ces dernières résistent mieux aux stress hydriques comme aux crues inopinées. Leur taille, enfin, leur permet de prendre plus facilement le dessus sur les adventices.

Les colons associent judicieusement variétés sélectionnées et locales, dans l'espace et dans le temps. A partir du mois d'août, deux parcelles voisines sont préparées en même temps, ainsi que deux pépinières à partir de la mi-octobre. La première parcelle est repiquée en variété sélectionnée quatre semaines plus tard. La récolte se termine fin février. Dans l'intervalle, la variété locale aura été repiquée à deux reprises sur la parcelle adjacente. Le troisième repiquage intervient au mois de mars et concerne les deux parcelles. La récolte de la variété locale s'étale sur les mois de juin et juillet. Les rendements restent faibles, entre 1 et 2 tonnes de paddy par hectare pour les variétés sélectionnées, et 0,5 à 1,5 tonnes de paddy par hectare pour les variétés locales (Sevin, 1985 : 110). Les productions, par contre, dépassent largement les besoins vivriers des familles.

Ce système associant harmonieusement savoir-faire banjar et ingéniosité javanaise démontre que les transmigrants ont su prendre la mesure de leur nouveau milieu. L'adaptation a été difficile. Tous n'ont pas réussi. Ceux qui restent savent que leur avenir dépend en grande partie de la tourbe. Aujourd'hui, ils s'inquiètent de sa disparition. A Tamban Luar, en dix ans, l'épaisseur de la tourbe est passée de 100 cm à 10 cm (Collier, 1980 : 44). Lorsqu'elle disparaît entièrement, la production de riz devient problématique. C'est également pour cette raison que les transmigrants cherchent à acquérir d'autres terrains. Au contact des Banjar, ils ont bien compris que dans les marais côtiers de Kalimantan la production de riz ne pouvait être que transitoire. Pour assurer une mise en valeur durable du milieu, les rizières doivent progressivement être converties en cocoteraies[2]

Purwosari : le modèle oublié

En fait, Barambai ne représente pas la première tentative d'implantation de migrants javanais dans les marais de Kalimantan-Sud. Dès 1880-90, les Néerlandais décident de creuser plusieurs canaux pour relier le Barito à la Kapuas et à la Kahayan. Les canaux, destinés au transport, sont améliorés dans les années 1930 et complétés dans les années 1960. L'un d'entre eux, l'Anjir Tamban, relie la Kapuas au Barito à hauteur de Banjarmasin. Les Néerlandais profitent du creusement de ce canal pour tenter d'implanter une colonie javanaise. Entre 1937 et 1939, dans la forêt marécageuse en bordure du canal, 320 familles fondent le village de Purwosari. Regroupés dans des dortoirs à plusieurs familles, les colons ne bénéficient que d'une aide minimum. L'administration leur alloue le matériel nécessaire à la construction d'une maison et 1,4 ha de terrain à défricher par famille. Tous les travaux, y compris le creusement des canaux, sont à la charge des colons (Collier, 1980 : 41 ; Collier *et al.*, 1984 : 184).

Les Javanais ont tôt fait d'intégrer le savoir-faire banjar. La tourbe, peu épaisse à Purwosari, disparaît rapidement. Les rendements de riz déclinent et ne suffisent plus à assurer l'autosuffisance alimentaire des familles. De nombreux colons abandonnent le

2 Après avoir longtemps interdit la transformation des rizières en cocoteraies, le Ministère recommande, depuis la fin des années 1970, l'introduction de cocotiers hybrides pour réhabiliter les centres en difficulté (Ochs, 1979).

village et s'installent à Banjarmasin. Ceux qui restent, environ 40 % des familles, rachètent les lots abandonnés et ouvrent de nouvelles parcelles en forêt. Les anciennes rizières sont progressivement converties en cocoteraies suivant le modèle banjar. Aujourd'hui, les familles de colons possèdent en moyenne 4 à 6 ha de rizières et de cocoteraies. Leur niveau de vie dépasse même légèrement celui des Banjar des villages voisins. La mémoire collective n'a pas conservé le souvenir des premières frictions. Les deux communautés vivent en bonne entente, comme le prouve le grand nombre de mariages mixtes.

En 1969, Purwosari a trente ans. L'évolution du centre est particulièrement riche en enseignements. Sa réussite le désigne tout naturellement comme un modèle à suivre pour la mise en valeur des marais côtiers de Kalimantan-Sud. Malheureusement, les autorités n'en tiendront aucun compte.

Un avenir encore incertain

La non-prise en compte des enseignements des premiers essais ne saurait surprendre. En fait, reconnaître la supériorité du modèle extensif banjar sur le modèle intensif javanais conduirait, à terme, à la remise en cause de la Transmigration elle-même.

Si des transmigrants javanais, fortement subventionnés par l'Etat, réussissent moins bien que des migrants spontanés banjar ou bugis, on peut en effet s'interroger sur l'intérêt de l'opération. A Tamban Lupak (Kalimantan-Centre) en 1976, l'Etat exproprie et dédommage 300 familles banjar vivant là depuis 10 à 20 ans. En leur lieu et place, la Transmigration installe 250 familles de transmigrants originaires de Java-Est (Collier *et al.*, 1981 : 52). Quelques années plus tard, malgré l'arrivée de migrants spontanés et la formation de nouveaux ménages, la population excède à peine le nombre de personnes déplacées pour la création du centre. Dans ces conditions, l'opération ne se justifierait que si la production de riz des familles javanaises excédait considérablement celle des Banjar. Il n'en est malheureusement rien, puisque les Javanais s'empressent d'adopter les techniques des Banjar.

Une autre justification de l'intervention de l'Etat serait la mise en valeur de zones moins accessibles à la colonisation spontanée. Il est vrai qu'à Sumatra comme à Kalimantan, la Transmigration opère souvent en retrait de zones déjà développées par les Bugis et les Banjar. Dans la majorité des cas, la Transmigration met en valeur des zones sciemment écartées par les migrants spontanés, en raison de la forte épaisseur de la tourbe ou du battement insuffisant de la marée. La mauvaise accessibilité du site n'est que rarement en cause. A Kalimantan surtout, l'extension exagérée des canaux secondaires du système *garpu* se solde immanquablement par l'abandon des parties amont des centres.

Le rêve de grenier à riz des gouvernants prend des allures de cauchemar pour de nombreux transmigrants. Le programme P4S apparaît comme un fiasco lamentable sur les plans économique, social et écologique. Pour Hardjono, la responsabilité du fiasco

reviendrait à l'extrapolation hasardeuse d'essais menés dans le cas particulier de Delta Upang (Hardjono, 1988 : 9). Il ne faut cependant pas se laisser abuser par le rôle «expérimental» attribué au centre de Delta Upang. La méthode expérimentale ne fait pas partie du système de gouvernement indonésien.

En fait, les décisions sont prises bien avant les résultats des premiers «essais». Les signaux d'alarme tirés à l'issue du premier plan quinquennal (1969-1974) ne suffisent pas à remettre en cause les objectifs encore plus ambitieux du second. A l'issue du second plan quinquennal (1974-1979), malgré la situation catastrophique de la grande majorité des centres, seule l'extension future du programme est remise en cause. Plus des trois-quarts des transmigrants installés dans des projets *pasang surut* le sont pendant le troisième plan quinquennal (1979-1984), alors que le discours officiel met déjà l'accent sur la nécessaire réhabilitation des premiers centres créés. Les projets *pasang surut* forment l'écrasante majorité des 67 villages du programme de réhabilitation lancé avec le financement de la Banque mondiale en 1984-1986 (Hardjono, 1988 : 10). Delta Upang n'a jamais servi à tester des modes de mise en valeur futurs, mais à justifier des choix politiques passés. Le choix du site comme «terrain d'essai» n'est pas fortuit.

Peut-être en réaction à l'enthousiasme excessif des débuts, de nombreux auteurs cèdent à la morosité ambiante pour noircir le tableau. Dans la plupart des centres, la situation est grave, mais pas désespérée. Une double sélection naturelle s'opère avec le temps. D'une part, les transmigrants abandonnent rapidement les sites les moins favorables, comme les zones amont des réseaux, les tourbes épaisses, etc. D'autre part, les migrants les moins motivés cèdent leurs lots à d'autres, leur permettant ainsi de recourir à des techniques extensives mieux adaptées aux conditions du milieu. Pour les colons toujours présents sur les centres, dix ans après leur ouverture, il ne fait aucun doute que la Transmigration a eu un effet bénéfique. Toutes les familles signalent une amélioration de leur niveau de vie et de leur statut social. Mais toutes rappellent également le long calvaire des années d'adaptation et le grand nombre d'abandons. Les plus amères parlent de génération sacrifiée.

Depuis 1986, le programme est au point mort. Pourtant, le gouvernement n'a pas renoncé à mettre en valeur les immenses forêts marécageuses de Sumatra, de Kalimantan et d'Irian Jaya. Mais les milliards de roupies investis en pure perte dans les projets *pasang surut* donnent à réfléchir. Avant de redémarrer un programme de développement des zones côtières, le gouvernement indonésien réclame des garanties solides. Le problème reste entier. Soepraptohardjo et Driessen le résument parfaitement lorsqu'ils écrivent : «*no other soil type combines so many unused possibilities with so many unsolved difficulties*» (1976 : 15). La recherche internationale est régulièrement sollicitée à cette fin. Chercheurs et experts se relayent au chevet des centres malades. Selon certains responsables du Ministère, ils ne seraient guère plus efficaces que les médecins de Molière, et se contenteraient surtout de vous expliquer «pourquoi votre fille est muette».

Chapitre 6

Les projets vivriers en culture pluviale

«L'eau est le plus grand ennemi du cultivateur en pays tropical[1]*, et il en est aussi le plus grand ami».*

Fauchère *(Cours de cultures coloniales, 1935-36)*

Curieusement, c'est à partir de 1965 avec la mise en place de l'*orde baru* (régime d'ordre nouveau violemment anti-communiste), que les technocrates indonésiens découvrent les délices de la planification. Les premiers plans quinquennaux lancés à partir de 1969 n'ont rien à envier à ceux des pays de l'Est. Les objectifs, irréalistes au vu des ressources disponibles, ne sont que rarement atteints à l'issue du premier plan. Les objectifs du plan suivant, souvent révisés à la hausse, subissent le même sort, malgré des améliorations notables. Enfin, lorsque l'écart entre les chiffres officiels et la réalité devient trop prononcé, un changement de cabinet s'avère indispensable pour remettre les pendules à l'heure.

Dans tous les ministères, ce système met en place une véritable dictature de la *target*, le sacro-saint objectif du plan. Pour la Transmigration, la *target* s'établit en nombre de familles déplacées. Atteindre l'objectif du plan devient une véritable obsession pour les hauts fonctionnaires du ministère. La non-réalisation du plan, en plus de la perte de face, enclenche immanquablement un certain nombre de sièges éjectables. Sa réalisation, par contre, en plus du gain de prestige, ouvre la voie à un élargissement des prérogatives du ministère concerné. Une véritable rivalité entre ministères s'instaure.

Ainsi, les atermoiements de la Transmigration et ses échecs répétés pendant les deux premiers plans quinquennaux se traduisent par le transfert d'un grand nombre de ses prérogatives vers le ministère des Travaux Publics. Au départ uniquement investis de la réalisation des infrastructures, les Travaux Publics assurent progressivement la totalité de

1 L'auteur fait référence à ce qu'il appelle par ailleurs «la stérilisation des sols par les pluies tropicales» (Fauchère, *Cours de cultures coloniales*, Ecole Nationale d'Horticulture, Versailles, 1935-36).

la création physique des centres. A partir de 1979, ils élargissent leurs prérogatives à la sélection des sites. Or, le troisième plan quinquennal (1979-1984) prévoit le déplacement de 500 000 familles de transmigrants. Atteindre un objectif aussi ambitieux n'est pas sans incidence sur la sélection des sites.

Les espoirs placés dans le développement des zones côtières commencent à s'estomper. Les zones favorables à la production de riz apparaissent moins étendues que prévu. Les résultats économiques des centres s'avèrent désastreux. Le coût d'installation d'une famille dépasse largement les prévisions. Enfin, la maintenance des réseaux induit des frais considérables, totalement à la charge des provinces d'accueil.

Atteindre les objectifs du plan impose de réduire au maximum le coût d'installation d'une famille, et par conséquent, de limiter les infrastructures au strict nécessaire. Un nouveau type de projet de Transmigration entre en vogue. Il est bien entendu destiné à la production vivrière. L'autosuffisance en riz reste l'objectif suprême. Pour le distinguer du modèle vivrier en vigueur dans les zones côtières, le Ministère le baptise tout simplement : *non pasang surut (NPS).*

Définir ainsi par la négative ce que l'on pourrait appeler «projet vivrier en culture pluviale» n'est pas anodin. L'absence de termes indonésiens précis pour évoquer la culture continue de riz pluvial est révélatrice. Un tel système de culture n'existe pas dans l'archipel. Dans les îles extérieures, une seule culture de riz pluvial sur brûlis alterne avec une quinzaine d'années de jachère arborée. Dans les îles intérieures, le riz se cultive de manière continue mais en conditions inondées. En culture pluviale, il s'intègre toujours dans des systèmes complexes, en rotation avec des plantes sarclées.

Proposer à des transmigrants de cultiver du riz pluvial en continu ne représente à vrai dire pas une nouveauté. Rien ne ressemble plus à un projet NPS, qu'un projet irrigué... sans irrigation ! L'expérience de la *Kolonisatie*, précurseur de la Transmigration n'aurait-elle servi à rien ? Dès 1930, il ne fait aucun doute qu'en l'absence d'irrigation, la fertilité chimique médiocre des sols des îles extérieures condamne les colonies à l'échec. Dans les années 1970, les mises en garde de nombreux chercheurs abondent dans le même sens.

Un fait nouveau pousse cependant les autorités à ignorer les recommandations des uns et les mises en garde des autres. Dans les zones irriguées, les premiers résultats de la Révolution verte commencent à se faire sentir dès le début des années 1970. Dans de nombreuses régions de Java, l'introduction de variétés nouvelles permet de doubler les rendements. Grâce au programme BIMAS, le recours à la fertilisation chimique et aux traitements phytosanitaires se généralise.

Qui plus est, après les troubles de 1965, les héros de l'Indépendance abandonnent le pouvoir à des hommes nouveaux. Ces derniers, technocrates et ingénieurs frais émoulus des écoles, professent une foi sans bornes en la technique. Les progrès récents des sciences agronomiques les confortent dans leur volonté d'étendre les surfaces cultivées dans les îles

extérieures. Pour eux, la fertilité chimique médiocre des sols n'est plus un problème. «*Nous mettrons de l'engrais*».

Dès lors, le critère de fertilité du sol devient très secondaire dans la sélection des sites favorables à la Transmigration. Sa prise en compte n'intervient plus que dans les cas extrêmes, tourbes épaisses, podzols vrais, sables blancs, voire absence de sol. La sélection des sites privilégie essentiellement deux critères : la topographie et l'appropriation foncière.

Les zones à topographie accidentée sont résolument écartées. Pour les projets vivriers, la pente moyenne des terrains ne doit pas excéder 8 %. Pour les parcelles destinées aux cultures pérennes, une limite de 15 % est retenue. Cette réglementation, relativement respectée, ne vise pas uniquement à éviter les phénomènes d'érosion accélérée. Elle cherche surtout à maintenir le coût des infrastructures routières dans des limites raisonnables. La mise en valeur d'un terrain accidenté supposerait la réalisation d'ouvrages d'art et de pistes d'accès de bonne qualité. Pour les mêmes raisons, le choix d'un site de Transmigration dépend plus de son accessibilité que de la fertilité de ses sols. Ainsi, de très nombreuses colonies sont installées de part et d'autre de la Trans-sumatranaise ou d'autres routes d'intérêt stratégique.

Le deuxième critère retenu concerne l'appropriation foncière. Les zones déjà densément peuplées sont bien évidemment éliminées d'office. Dans les zones peu peuplées, où se pratique la riziculture sur brûlis et diverses formes d'agriculture peu intensive, le développeur dispose de plusieurs options. La solution la plus simple consiste à exproprier et à indemniser les populations locales. Mais pour éviter les conflits, les autorités préfèrent intégrer les autochtones dans les centres de Transmigration en tant que migrants locaux (APPDT). Dans les pires des cas, des enclaves réservées aux autochtones sont maintenues au sein du site. La solution retenue dépend avant tout de la capacité de négociation des représentants du gouvernement provincial et de la détermination des populations locales.

La tâche n'est guère plus aisée dans les zones de forêt primaire, non appropriées par les cultivateurs sur brûlis. Les agents du ministère des Forêts défendent avec acharnement leur domaine réservé. Le déclassement d'une forêt de «production» en forêt de «reconversion» nécessite fréquemment le recours au plus haut niveau de l'Etat. Les forestiers ne cèdent de bonne grâce que les forêts dégradées, euphémisme en vigueur pour qualifier les zones couvertes par *Imperata cylindrica*.

Dans ces conditions, un site retenu pour un projet de Transmigration NPS sera de préférence un terrain peu accidenté, situé à proximité d'une route, et convoité ni par les autochtones ni par les forestiers. En bref, un terrain marginal.

L'étude de plusieurs centres de Transmigration, situés à Sulawesi, Kalimantan et Sumatra, permet de bien cerner les problèmes inhérents aux projets NPS.

Les centres bénéficiant de sols fertiles, comme Mopuya et Mopugat (Sulawesi-Nord) ou Sausu (Sulawesi-Centre), forment l'exception qui confirme la règle. Leur étude est indispensable pour préciser le rôle de la fertilité chimique des sols dans l'évolution des projets.

Les centres de Sintang (Kalimantan-Ouest), de Sebamban (Kalimantan-Sud) et de Way Abung (Lampung) sont malheureusement beaucoup plus représentatifs des conditions prévalant pour les projets NPS. L'évolution de ces centres rend parfaitement compte de l'importance de la fertilité du milieu, des débouchés commerciaux pour les produits agricoles, et des alternatives à l'activité agricole.

La comparaison de l'ensemble des centres permet de mieux comprendre pourquoi l'application des recettes de la Révolution verte à la culture pluviale n'a pas connu le même succès qu'en culture irriguée.

Enfin, l'exemple de Totomulyo (Lampung) démontre qu'à certaines conditions la mise en valeur de terrains marginaux par des projets vivriers en culture pluviale reste envisageable.

Contrairement aux projets *pasang surut*, les difficultés des centres *NPS* ne proviennent pas d'une insuffisante maîtrise technique. Les solutions techniques existent dans la plupart des cas. Leur mise en œuvre se heurte cependant à des difficultés d'ordre socio-économique, insuffisamment prises en compte par les autorités.

La fertilité du sol : un rôle déterminant ?

En raison des critères privilégiés pour la sélection des sites, il apparaît somme toute logique que les centres de Transmigration soient installés sur des sols marginaux. Toute généralisation serait cependant abusive. Pour diverses raisons, des sites éminemment favorables peuvent échapper aux défricheurs autochtones.

Ainsi, le centre du massif forestier de Gunung Balak (Lampung) résiste à la hache des Lampung jusqu'en 1963. Dans cet affleurement basaltique, l'obtention d'eau potable nécessite le creusement de puits de 30 mètres de profondeur. Rédhibitoire pour un Lampung, ce problème ne saurait empêcher un paysan sans terre javanais d'accéder à la propriété.

A Kalimantan comme à Sumatra, les interfluves peu entaillés par des cours d'eau navigables demeurent peu convoités par les essarteurs. La difficulté pour obtenir de l'eau potable va habituellement de pair avec une accessibilité médiocre. A l'inverse, une trop bonne accessibilité peut conduire au même résultat. Le faible peuplement de certaines côtes de Sulawesi ou du bassin de la Mentaya (Kalimantan-Centre) s'explique ainsi par une insécurité chronique.

Dans le premier cas, la création de simples pistes d'accès désenclave des interfluves peu accessibles par voie fluviale et les ouvre à la Transmigration. Dans le deuxième cas, comme à Sulawesi, la fin des troubles relatifs aux rebellions de Permesta (1961) et de Kahar Muzakkar (1965) permet aux transmigrants d'accéder à des sites d'une fertilité exceptionnelle.

Les villages de Mopuya et de Mopugat, respectivement créés en 1972-73 et en 1973-1975, correspondent à ce dernier cas de figure. Situés à proximité de Kota Mobagu, dans la province de Sulawesi-Nord, ces deux centres bénéficient d'un environnement physique et humain exceptionnel.

Vingt-cinq ans d'insécurité et un relatif enclavement entre deux chaînes montagneuses parallèles aux côtes se traduisent par une très faible occupation humaine de la région. Au début des années 1970, la forêt primaire recouvre encore la presque totalité du site de Transmigration. Suivant l'état de la piste, il faut compter un à trois jours pour rejoindre Menado, la capitale provinciale. En 1980, le goudronnage de la route et la construction de plusieurs ouvrages d'art ramènent la durée du trajet à quatre heures.

Les relevés pluviométriques de la station voisine de Doluduo présentent des caractéristiques éminemment favorables à l'activité agricole. La pluviométrie mensuelle moyenne varie entre 79,7 mm en octobre et 228,9 mm avril. Une saison sèche survient en septembre ou en octobre, six années sur dix. Sa durée ne dépasse un mois qu'une année sur dix. Les pluviométries excédentaires (supérieures à 300 mm) sont aussi rares que les pluviométries déficitaires. Les températures moyennes mensuelles restent comprises, respectivement, entre 19,5 et 21,7 °C pour les minimales et entre 30,7 et 32,8 °C pour les maximales. Un calage judicieux du calendrier de travail sur les mois à risque (septembre et octobre) permet de réaliser trois cultures à cycle court en une seule année.

La qualité des sols ne le cède en rien aux caractéristiques climatiques. Développés à partir d'alluvions et de colluvions originaires des chaînes volcaniques environnantes, les sols présentent une forte capacité d'échange, un niveau élevé de saturation en bases et un pH proche de la neutralité. Ils bénéficient en outre d'un apport fertilisant régulier dû aux cendres d'un volcanisme basique très actif à Sulawesi-Nord. A toutes ces qualités il convient d'ajouter une topographie peu accidentée et une couverture végétale de forêt primaire à l'arrivée des transmigrants.

Quoi d'étonnant dans ces conditions que Mopuya et Mopugat représentent l'archétype du centre de Transmigration réussi. Les premières récoltes s'avèrent exceptionnelles pour les 500 familles de Mopuya et les 400 familles de Mopugat[2]. Les centres atteignent l'autosuffisance en riz dès la fin de la première année. Les cendres du brûlis enrichissent un sol déjà remarquablement fertile. Pour de nombreux migrants, cette fertilité exceptionnelle se traduit d'ailleurs par d'importants problèmes de verse du riz pluvial. Pendant les deux

2 Mopuya compte trois quartiers javanais et un quartier balinais, Mopugat un quartier sundanais et trois quartiers balinais.

premières années, l'absence d'adventices, caractéristique des défrichements sur forêt primaire, permet de faire l'économie du sarclage. Le temps ainsi libéré est mis à profit pour accélérer les opérations de défrichement. Ici, même les sangliers, habituels prédateurs des centres de Transmigration, ne posent pas problème. Bien au contraire, ils améliorent l'ordinaire des 300 chasseurs balinais de Mopugat.

La réussite rapide des centres accroît la motivation des transmigrants ainsi que celle de l'équipe d'encadrement dirigée par Pak Gani. Une véritable spirale du succès est enclenchée. Grâce à une collaboration active entre migrants et administration, un projet d'irrigation villageoise voit le jour à Mopuya dans des temps records. Les deux tiers du terroir bénéficient du projet. Le dernier tiers, ainsi que l'ensemble du terroir de Mopugat, restent dévolus à la culture pluviale en raison de leur position topographique.

Dans la partie irriguée, l'adoption unanime des variétés à haut rendement et à cycle court permet la réalisation de trois cultures successives de riz par an. En raison des divers modes de préparation du sol retenus par les exploitants (en traction manuelle ou en attelé, avec ou sans appel à salariés), on aboutit à un important décalage des cycles de culture d'une parcelle à l'autre. Ces décalages se traduisent par une augmentation constante du niveau endémique d'infestation des cultures par les rongeurs et les insectes. Au tout début des années 1980, en raison de l'amélioration de l'irrigation et de son intégration dans le réseau géré par les Travaux Publics, les paysans optent pour la double culture annuelle avec synchronisation stricte des dates de repiquage. La dynamique de cette partie du centre correspond pour l'essentiel à celle observée dans les autres centres bénéficiant de l'irrigation.

La partie non irriguée connaît également un développement rapide. Les migrants abandonnent la culture du riz pluvial à partir de la troisième année. D'une part, le cycle trop long des variétés de riz pluvial (5 mois) n'autorise que deux cultures par an. D'autre part, la culture continue de riz pluvial entraîne la prolifération de graminées adventices à cycle rapide. Les colons optent rapidement pour la monoculture de soja.

Le soja présente de nombreux avantages. A quelques jours près en fonction des variétés, le cycle de la culture est de l'ordre de trois mois. En faisant appel à la traction attelée pour la préparation du sol, l'intervalle entre deux récoltes ne dépasse jamais quatre mois. Les conditions climatiques exceptionnelles de Sulawesi autorisent ainsi trois récoltes annuelles. La culture continue d'une plante sarclée contrôle efficacement l'enherbement. Enfin, l'excellente fertilité chimique des sols permet de cultiver cette légumineuse sans recourir aux engrais chimiques. En dix ans, à raison de trois cultures de soja par an, les rendements moyens passent de 1,6 t à 1,1 t par hectare. Un rendement d'une tonne par hectare correspond à un seuil psychologique en dessous duquel le paysan décide de faire appel à la fertilisation. Grâce à un prix unitaire plus élevé que celui du riz, le revenu brut d'une culture de soja équivaut à celui d'une culture de riz. Revenus nets et rémunération du travail familial restent du même ordre pour les deux cultures, comme le montre le tableau 22. Le risque, malgré tout plus élevé en culture pluviale, est largement compensé par la réalisation de trois cultures annuelles de soja contre deux cultures seulement de riz irrigué.

Tableau 22. Bilan comparatif des cultures de riz et de soja à Sulawesi (1985-86)

Valeurs en Rp par hectare	Riziculture irriguée		Soja
	manuel	attelé	en attelé
Charges proportionnelles			
semences	8000	4300	5600
engrais	0	11000	0
pesticides	1400	14700	4000
Total	9400	30000	9600
Charges de main-d'oeuvre			
jours de travail familial	161	100	115
Valeur de la récolte	360000	255000	240000
Rémunération			
du travail familial	350600	225000	230400
de la journée de travail	2178	2250	2003

Source : Enquêtes de terrain 1985 et 1986.
Le coût de la journée de manoeuvre agricole s'élève à 2000 Rp à Sulawesi.

La vie du centre s'organise au rythme du soja. Mis à part quelques commerçants et artisans, l'essentiel des revenus des paysans provient de la vente de soja. Ce dernier est vendu en bloc immédiatement après la récolte. Le produit de la vente sert tout d'abord à rembourser les dettes contractées auprès de l'épicerie ou des usuriers villageois. une deuxième partie est destinée à l'achat de riz et de divers biens de consommation. Le solde est consacré à l'achat de matériaux de construction, tant qu'une maison digne de ce nom n'a pu être bâtie. Ultérieurement, le solde est destiné à l'épargne, de préférence sous forme de bijoux en or. Le produit de la vente de soja est habituellement épuisé dans le mois qui suit la récolte. Le paysan vit à crédit jusqu'à la récolte suivante.

Huit ans après l'ouverture du centre, de vastes maisons en dur remplacent les cabanes de planches et de tôles allouées par la Transmigration. Dans les quartiers balinais, la construction d'autels domestiques donne lieu à une concurrence effrénée entre voisins. Les voyages vers les îles d'origine sont fréquents. En 1976, à la demande des colons, la direction du centre affrète trois avions spéciaux à destination de Surabaya et de Denpasar. Les 400 familles de transmigrants de Mopugat comptent près d'une centaine d'étudiants inscrits dans les universités de Menado.

On peut s'étonner, dans ces conditions, d'un taux d'abandons relativement élevé[3]. En fait, le terme d'abandon ne rend qu'imparfaitement compte de la réalité. En effet, en huit ans, la population de Mopuya et de Mopugat fait plus que doubler. De nombreuses familles financent le voyage de proches afin de les installer sur les centres. Ces derniers attirent de nombreux migrants spontanés javanais, balinais mais aussi locaux. Cet afflux massif se traduit par une flambée des prix du foncier. Certains transmigrants se laissent tenter par

3 A Sausu, des vérifications précises auprès des chefs de quartier donnent un taux d'abandons de 21 %.

l'aubaine et vendent leur propriété au plus offrant. Avec le produit de la vente, ils espèrent acheter une petite rizière ou un commerce à Java pour y vivre de leurs rentes. Les Balinais restent en général insensibles à ce genre de calcul.

La réussite des centres attire les visiteurs les plus illustres. Ministres, ambassadeurs, et hôtes de marque se bousculent. Le président Suharto, lui-même, en est à sa deuxième visite. Au dire des transmigrants, l'excellence du réseau routier local ne serait pas étranger à la qualité des visiteurs.

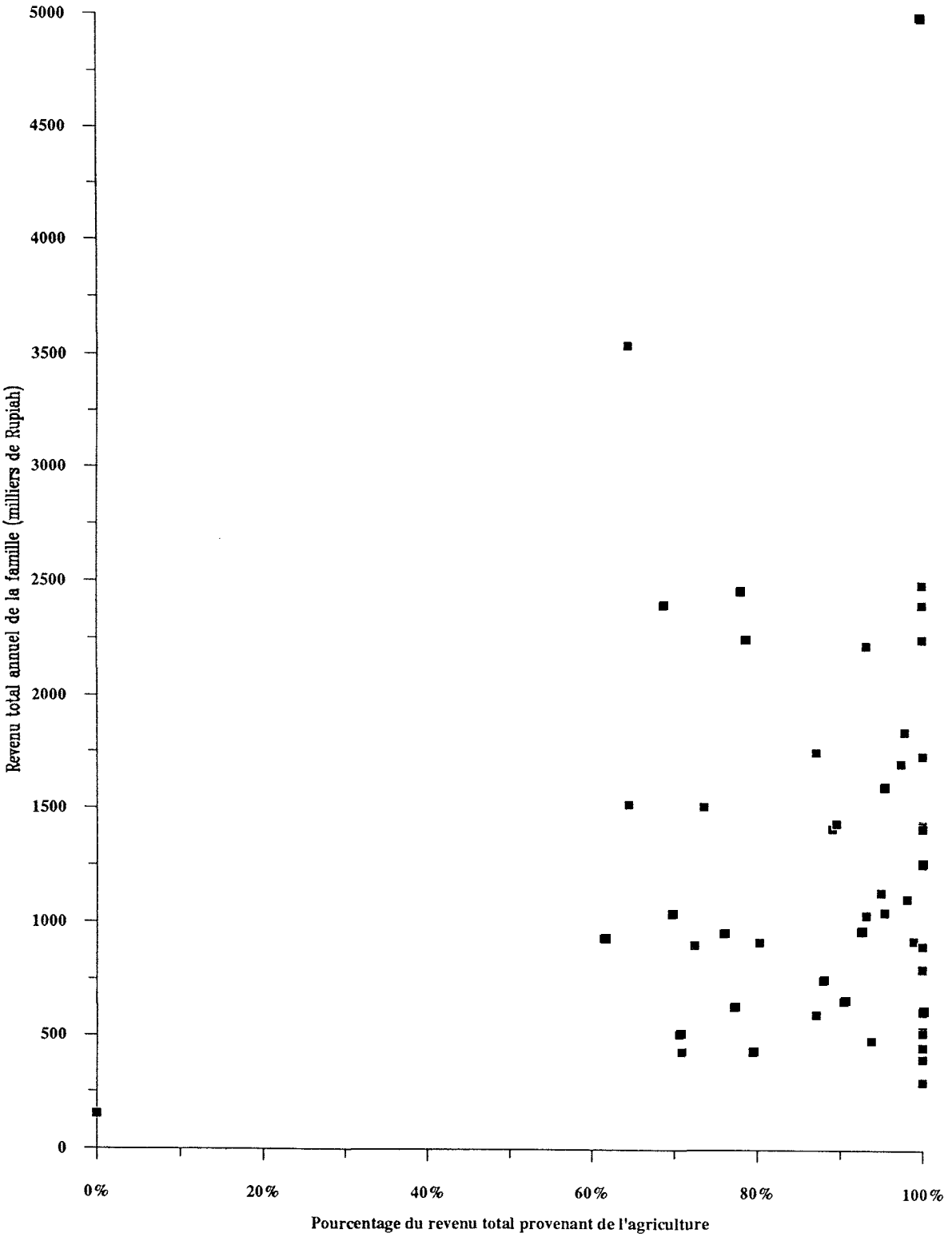
Il ne fait de doute pour personne que le succès exemplaire de centres tels que Mopuya, Mopugat ou Sausu repose exclusivement sur la fertilité du sol. Tout un chacun admet implicitement que des sols fertiles portent des récoltes abondantes dont la vente procure des revenus élevés aux transmigrants. En fait, le problème est plus complexe qu'il n'y paraît.

Tout d'abord, un sol n'est pas fertile en soi. Un niveau élevé de bases échangeables ne compense pas l'absence de pluies. On ne devrait donc parler que de fertilité du milieu et non de fertilité du sol. Pour Sebillotte, «*la notion de fertilité doit s'envisager relativement aux fonctions que le milieu doit remplir dans le processus producteur*» (1989 : 21-25 ; 1993 : 130). Les aptitudes culturales d'un milieu ne sont indépendantes, ni des cultures pratiquées, ni des techniques et des moyens disponibles. Pour un transmigrant ne disposant que d'une force de travail limitée et de moyens financiers insignifiants, un milieu fertile sera un milieu lui permettant d'assurer la subsistance de sa famille pour une quantité de travail raisonnable et une avance aux cultures minimale. A Mopuya, le milieu naturel répond parfaitement aux attentes des transmigrants. Un climat exceptionnel, sans pluies excessives ni saison sèche marquée, permet de cultiver toute l'année, sans temps morts et surtout sans risques majeurs.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'excellente fertilité chimique des sols (pH 6, capacité d'échange et taux de saturation en bases élevés, etc.) n'est pas mise à profit pour obtenir des rendements élevés. Les niveaux moyens des rendements de soja (1,1 à 1,6 t/ha) restent modestes. Pourtant, les caractéristiques chimiques des sols jouent bien un rôle prépondérant dans la réussite des centres. Elles permettent tout d'abord de cultiver le soja. Le recours à une légumineuse sarclée de cycle court, et cultivée de manière continue, contrôle efficacement l'enherbement des parcelles[4]. Mais surtout, elles permettent de cultiver le soja sans faire appel à la fertilisation chimique. Cette dernière caractéristique séduit tout particulièrement les transmigrants, toujours en mal de liquidités en début de campagne. Qui plus est, la disponibilité d'engrais n'est pas toujours assurée pendant la phase pionnière.

4 D'autres plantes sarclées permettraient d'arriver au même résultat. Parmi celles-ci, la préférence accordée au soja provient d'un calcul économique (prix unitaire élevé, facilité de commercialisation et bon revenu de la culture).

Figure 34. Revenus des familles de Mopuya (1982-83)



Source : Enquêtes de terrain (1982-83).

Les revenus des familles ne sauraient être qualifiés d'élevés. Par contre, ils sont réguliers et relativement sûrs. Ces deux qualités accordent aux paysans la solvabilité indispensable pour recourir à l'emprunt en cas de difficulté imprévue. A aucun moment, le transmigrant n'est contraint de quitter le site, à la recherche d'un revenu extérieur pour assurer la subsistance des siens pendant la période de soudure. La répartition des familles de Mopuya en fonction du niveau et de l'origine de leur revenu annuel illustre parfaitement la prédominance des activités agricoles (figure 34).

Les conditions naturelles exceptionnelles dont bénéficient certains sites de Sulawesi reléguent les zones les plus favorables de Java au second rang. La faible occupation humaine de ces sites ne s'explique que par une longue période d'insécurité. La paix civile, à partir de 1967, aurait probablement suffi à assurer leur mise en valeur par les populations locales. L'arrivée des transmigrants, à partir du début des années 1970, les aura pris de vitesse. Quoi qu'il en soit, la région, jusque-là enclavée, a connu un développement rapide et remarquable.

Malheureusement, peu de zones de Transmigration NPS peuvent présenter un bilan aussi favorable. Les conditions naturelles adverses forment le lot de la majorité des centres de Sumatra et de Kalimantan (Best, 1985 ; Kum, 1988 ; TAD, 1978 ; Euroconsult, 1983).

Sebamban : sols médiocres et facteurs aggravants

Le centre de Sebamban I à Kalimantan-Sud illustre parfaitement les difficultés que connaissent la plupart des centres de Transmigration dévolus à la culture vivrière pluviale. Sebamban I n'est que le premier d'une série de six projets situés sur la route reliant Banjarmasin à Pagatan.

Un projet ambitieux

Des études de reconnaissance sommaires délimitent une zone de 15 000 ha pour le projet. En majorité couverte d'*alang-alang* et de lambeaux de forêts secondaires suite à des défrichements abusifs, cette zone ne présente d'intérêt ni pour les populations locales ni pour les forestiers. Les transmigrants sont les bienvenus. Prévu à l'origine pour 1 200 familles, l'objectif est relevé à 2 000 familles en cours de réalisation. Deux blocs supplémentaires (A1 et B1) sont donc adjoints au projet initial, à plus de 15 km du centre administratif. Deux mille maisons de transmigrants, 1 072 puits, 5 écoles, 95 bâtiments divers, 53,5 km de routes d'accès et 11 ponts sont construits.

A partir du mois d'octobre 1979, Sebamban I accueille 8 568 personnes originaires de toutes les provinces de Java, de Bali, de Lombok et de Kalimantan-Sud. A son arrivée, chaque famille touche deux hectares de terrain dont un hectare défriché au tracteur et prêt à être ensemencé. En plus d'une aide alimentaire complète pendant douze mois, les colons

reçoivent gratuitement des semences, des plants, des engrais, des pesticides, des outils, des ustensiles de cuisine, des moustiquaires, etc. Deux cents bovins sont distribués à des migrants tirés au sort. La pleine propriété d'une vache n'est accordée qu'après restitution de deux veaux au projet. Heureux transmigrants.

Comme à l'accoutumée, la réalité diffère. Deux ans après leur arrivée, 240 familles du bloc B1 et 206 du bloc G attendent toujours leur deuxième parcelle. Dans le bloc A1, 92 familles n'ont reçu que les 25 ares de *pekarangan*. De nombreuses parcelles sont défrichées très sommairement, voire oubliées. En raison de délais «imprévus», aucune parcelle n'était prête à être ensemencée à l'arrivée des colons.

Sur les trois paquets d'intrants gratuits prévus par les Services agricoles, un seul est distribué. La mise en place du programme BIMAS laisse à désirer. En 1982, les engrais ne sont disponibles que 3 à 4 mois après le semis ; les pesticides arrivent après la récolte. Les houes offertes aux colons ne résistent pas à une tentative d'emmanchement ; les semences sont souvent trop âgées, parfois pourries et toujours en quantité insuffisante ; la plupart des plants, arrachés des *polybags* pour faciliter leur transport, arrivent morts sur le centre...

Les 200 bovins arrivent au projet dans un état sanitaire désastreux ; 24 décèdent dans les premières semaines ; une seule naissance est signalée en deux ans de présence sur le centre. Sur plus de mille puits creusés, seuls 200 fonctionnent. En saison sèche, la seule source d'eau «potable» pour les habitants des blocs A1 et B1 est une mare située à 5-6 km de distance.

Mais la critique est aisée. Créer et organiser un centre de Transmigration de 2 000 familles dans une zone pionnière de Kalimantan n'est pas une sinécure. Coincés entre une hiérarchie tatillonne et des transmigrants parfois excédés, les chefs de projet assurent la lourde tâche de coordonner les actions d'une dizaine de ministères. Les nombreux retards sont rarement imputables aux seuls agents de la Transmigration. Toutefois, certains problèmes résultant de négligences, voire de malversations pourraient être évités.

Un milieu naturel peu favorable

Sebamban, à l'instar de la majeure partie de Kalimantan et de Sumatra, bénéficie d'un climat bien arrosé. La pluviométrie annuelle moyenne s'établit à 2653 mm (station de Kota Baru). Les moyennes mensuelles varient entre 290 mm en mars et 128 mm en octobre. De décembre à juin inclus, les pluies sont régulières et abondantes. Les moyennes laissent apparaître une saison sèche peu marquée, allant de juillet à novembre. Cette période se caractérise par une pluviosité aléatoire, soit excédentaire, soit déficitaire. Ainsi, environ une année sur trois, la saison sèche est bien marquée, avec trois mois consécutifs déficitaires.

L'ensemble du site présente une topographie aux ondulations de faible amplitude. Quelques lambeaux de forêts secondaires rompent la monotonie d'un paysage dominé par *Imperata cylindrica*. Les sols, pour l'essentiel développés à partir de sédiments marins tertiaires, entrent dans la catégorie des sols ferralitiques désaturés. Les horizons "A" sont

peu épais, relativement compacts, pauvres en matière organique et fortement acides (pH 4,2 à 4,5). Les caractéristiques chimiques des sols s'avèrent médiocres : capacité d'échange faible (6 à 15 meq/100 g), taux de saturation faible (inférieur à 30 %), quantité de bases échangeables faible (2 à 4 meq/100 g), taux de matière organique faible (1,5 % avant culture), faibles réserves en phosphore et en potasse, déficiences en oligo-éléments et risques de toxicité dus à l'aluminium et au manganèse. En bref, les sols de Sebamban ne présentent qu'un seul avantage : en raison de leur médiocrité, ils sont libres de toute convoitise.

Du rêve des uns à la réalité des autres

Les solutions techniques pour la mise en valeur d'un tel milieu par des projets vivriers en culture pluviale existent. Le rapport final de l'étude de reconnaissance réalisée par l'Université propose :

— des labours répétés ou le recours aux herbicides (Round-up) pour éradiquer l'*alang-alang* ;

— le chaulage systématique pour relever le pH ;

— une forte fumure minérale pour corriger la déficience en bases ;

— l'utilisation de compost et de fumier pour relever le taux de matière organique ;

— la construction de banquettes anti-érosives ;

— l'usage de variétés sélectionnées à haut rendement ;

— en vrac, l'amélioration de la vulgarisation agricole, de la technicité des agriculteurs, des organisations rurales, des coopératives, du crédit agricole, etc. (Universitas Lambung Mangkurat, 1977).

Véritable catalogue de vœux pieux, le rapport se garde bien de signaler le coût prohibitif d'opérations telles que l'éradication de l'*alang-alang*, le chaulage et l'amélioration générale des services. Il oublie également de préciser l'inefficacité du chaulage et de la fertilisation minérale dans des sols à faible capacité d'échange soumis à un lessivage intense.

Pour la plupart, les solutions techniques ne sont pas inconnues des transmigrants. Par contre, elles leur sont souvent inaccessibles. Force de travail, capital et technicité trop faibles forment un obstacle quasi insurmontable.

En l'absence d'herbicide et de tracteurs, le transmigrant se résigne à extirper manuellement les rhizomes d'*Imperata*. L'opération, très exigeante en main-d'œuvre nécessite 107 jours-homme par hectare pour une première ouverture. Sur terrain préalablement labouré au tracteur, 72 jours-homme suffisent. Les saisons suivantes, il faut compter 49 jours-homme/ha pour contenir l'infestation. En moyenne, de la première à la troisième année, les surfaces défrichées passent de 0,42 à 0,92 puis 1,13 ha par famille. Ultérieurement, elles se stabilisent autour de 125 ares, 25 ares pour le *pekarangan* et 100 ares pour les cultures vivrières.

En première saison, les surfaces cultivées en plantes annuelles sont exclusivement consacrées au *tumpang sari* : riz pluvial, maïs et manioc[5] en culture associée. En deuxième saison, la surface cultivée dépasse rarement 40 ares de *palawija* : arachide, soja ou maïs. Certains transmigrants expliquent la faiblesse des surfaces cultivées en deuxième saison par le manque de temps pour la préparation du sol. D'autres invoquent le manque de semences ou les risques de sécheresse. Mais le plus grand nombre déclare privilégier d'autres activités.

L'entretien des cultures s'avère particulièrement fastidieux. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'*alang-alang* ne pose pas de problèmes insurmontables aux paysans. Un houage profond avec extirpation des rhizomes permet de s'en débarasser pour un temps. Le contrôle de graminées adventices à cycle court, comme *Digitaria spp.*, s'avère plus délicat. Il nécessite en moyenne deux passages d'entretien de 33 et de 17 jours-homme/ha.

La fertilisation et les traitements phytosanitaires restent des thèmes techniques mal maîtrisés. De nombreux transmigrants ne perçoivent l'intérêt des intrants qu'après une ou deux expériences malheureuses. Selon les responsables agricoles, une bonne moitié de l'engrais distribué gratuitement à Sebamban II aurait été racheté par des transmigrants de Sebamban I. A partir de la troisième année, respectivement 95 % et 88 % des migrants pratiquent la fertilisation et les traitements phytosanitaires. Malheureusement, 20 % seulement d'entre eux respectent les doses recommandées. Tous les autres invoquent le manque de capital pour justifier les doses homéopathiques pratiquées.

Or, grâce au programme BIMAS, les colons peuvent obtenir à crédit les intrants indispensables. Ils hésitent cependant à souscrire à hauteur des surfaces cultivées. Les intrants prévus par le programme BIMAS pour 50 ares sont habituellement répartis sur des surfaces plus importantes ou sur plusieurs saisons de culture. Ni le coût du crédit (1 % fixe par mois jusqu'à remboursement), ni son accessibilité (très facile par l'intermédiaire des *kelompok tani*) n'expliquent la réticence des colons à s'endetter. Cette dernière provient essentiellement de la faiblesse chronique des rendements et des risques élevés liés à la culture pluviale.

La deuxième année sur le centre correspond à la meilleure récolte jamais obtenue par les transmigrants de Sebamban. Cette année là, le rendement moyen en riz pluvial s'établit à 569 kg de paddy par hectare. En fonction de leur production et du nombre de consommateurs, 10 % seulement des familles assurent leur autosubsistance en riz en 1981-82.

La situation empire l'année suivante. Le rendement moyen de l'échantillon étudié ne s'élève qu'à 94 kg de paddy par hectare. Sur 60 familles, 21 ne récupèrent même pas la semence mise en terre. Cette récolte désastreuse s'explique par la conjonction d'un accident climatique et d'une attaque parasitaire. Une sécheresse exceptionnelle (un seul cas en 28

5 Le maïs est planté en lignes espacées de quatre à huit mètres, le manioc en lignes encore plus espacées ou en bordure de parcelle.

années d'observations) survient en pleine période de floraison du riz pluvial. Le mois précédent, une infestation de *wereng* (*Nilaparvata sp.* et *Nephotettix sp.*) avait déjà causé des dommages irréversibles aux cultures.

On comprend, dans ces conditions, que les transmigrants soient peu enclins à s'endetter pour acheter des intrants. La récolte désastreuse de 1982-83 laisse les familles sans ressources. La grande majorité des chefs de famille n'a d'autre choix que de quitter le centre, à la recherche d'emplois journaliers. Les villages autochtones de Sebamban et de Pagatan ne peuvent répondre à l'afflux croissant de demandeurs d'emploi provenant des diverses unités de Sebamban I, II et III. Certains chefs de famille s'éloignent à plus de 200 km des centres, à Kalimantan-Est ou Banjarmasin, où ils se retrouvent en concurrence avec les transmigrants des zones de *pasang surut*. L'éloignement des emplois potentiels les oblige à quitter leur famille pendant des périodes allant de 10 à 30 jours.

Les absences de plus en plus fréquentes des chefs de famille rejaillissent inévitablement sur l'activité agricole. Dans un premier temps, les hommes n'assurent plus que la préparation du sol. Ils arrêtent les nouveaux défrichements et réduisent fréquemment les surfaces cultivées. Le recours à la fertilisation chimique et aux traitements phytosanitaires devient de plus en plus rare. La deuxième culture annuelle est abandonnée. L'entretien des cultures est confié aux femmes et aux enfants.

Le cycle infernal est enclenché. La faible intensité culturale entraîne un accroissement rapide de l'enherbement des parcelles, mal contrôlé par la faible force de travail de la famille restée sur place. La prolifération des adventices et la faiblesse, voire l'absence, de la fertilisation et des traitements se traduisent par des rendements de plus en plus faibles. A partir de la cinquième année, la grande majorité des familles préfère renoncer définitivement à la culture. Progressivement, l'*alang-alang* reprend possession du terrain[6].

Sebamban : dix ans plus tard

Dix ans après l'ouverture de la zone de Transmigration de Sebamban, l'excellente route goudronnée qui relie Banjarmasin à Pagatan traverse toujours les mêmes paysages désolés. Seules de petites maisons blanches aux toits de tôle, rigoureusement alignées de part et d'autre d'allées perpendiculaires, témoignent de la présence d'anciens centres de Transmigration. Quelques kapokiers isolés dans la prairie à *Imperata* rappellent que le site était cultivé il n'y a pas si longtemps. Sebamban I dépend maintenant du gouvernement provincial de Kalimantan-Sud. Les agents du ministère de la Transmigration ont rejoint de nouveaux fronts pionniers. A l'instar des anciens bâtiments administratifs, le centre paraît abandonné, délabré.

6 Contrairement à une croyance communément répandue, ce n'est pas l'infestation des parcelles par l'*alang-alang* qui entraîne l'abandon de la culture. L'*Imperata* ne fait que se réinstaller dans les terrains abandonnés.

La faiblesse des surfaces cultivées renforce l'impression d'abandon quasi total du site. Heureusement, le centre n'est pas aussi abandonné qu'il n'y paraît. Sur les 59 familles enquêtées en 1982, il en reste encore 39 en 1991. La joie des retrouvailles est quelque peu ternie par l'énumération des départs et des décès. Les familles encore présentes semblent en sursis. Elles ne donnent guère l'impression d'avoir définitivement intégré leur nouvel habitat, comme le laisse entendre le leitmotiv : «*Beaucoup sont rentrés, nous résistons encore...*».

Un bon tiers des transmigrants de Sebamban a quitté le centre avant son dixième anniversaire. La majorité d'entre eux (45 %) est partie sans laisser d'adresse. Les autres ont, soit réintégré leur province d'origine (20 %), soit tenté leur chance dans un autre centre de Transmigration (20 %). Enfin, 15 % des lots ont été abandonnés par les enfants après le décès de leurs deux parents.

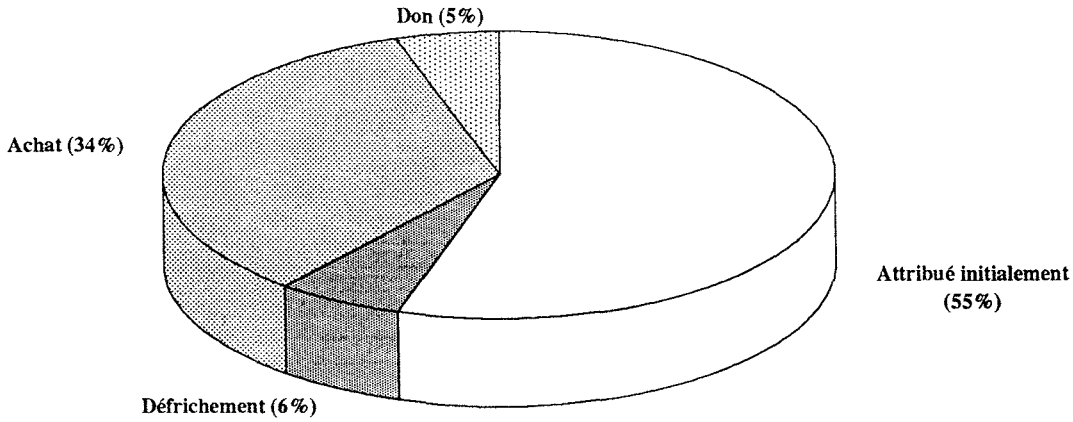
La situation varie d'un bloc à l'autre. Comme à l'accoutumée, la proportion la plus faible d'abandons (22,3 %) s'observe dans les blocs balinais. Le bloc B1 connaît un taux d'abandons (43,3 %) plus élevé que la moyenne. Celui-ci s'explique par des débuts particulièrement difficiles et surtout par l'absence chronique d'eau potable en saison sèche.

Les départs n'ont pas été compensés par un afflux de migrants spontanés. Ces derniers préfèrent s'inscrire comme APPDT dans les nombreux centres sur le point d'ouvrir dans la province. Ils bénéficient ainsi de tous les avantages des transmigrants assistés, et surtout de l'aide alimentaire gratuite.

En règle générale, les lots (terres et maison) ont été rachetés par des voisins pour leur propre compte (55 %) ou pour installer leurs enfants mariés (15 %). La cession de terres étant officiellement interdite pendant les dix premières années, les migrants préfèrent le terme de *ganti rugi* (dédommagement) à celui de *jual beli* (vente achat). Le montant des transactions reste modeste. Un lot de deux hectares se négocie rarement au delà de 150 000 Rp. Les vendeurs se contentent souvent d'un prix équivalant à un aller-simple pour Java ou Bali. Seule la vente de parcelles situées en bordure de route ou à proximité du marché donnent lieu à enchères. Plus souvent (30 % des cas), les lots ne trouvant pas de preneurs sont abandonnés ou simplement confiés à des voisins.

Le départ des uns permet aux autres d'accroître leur propriété foncière. Ainsi, près des deux tiers (64 %) des transmigrants de notre échantillon se sont portés acquéreurs de surfaces variant entre 25 et 400 ares. Dans le bloc B1, un commerçant se retrouve aujourd'hui propriétaire de 24 hectares d'*alang-alang*. Que compte-t-il en faire ? Pour l'instant rien. Mais la joie de sa jeune épouse, comptant et recomptant soigneusement les certificats de propriété empilés sur la table, fait plaisir à voir. D'autres accroissent leur propriété en défrichant, année après année, les derniers lambeaux de forêt secondaire à proximité du centre. Les réductions de surface ne concernent que 5 % des familles. Les autres (31 %) conservent intacts les deux hectares octroyés par la Transmigration. La figure 35 récapitule l'évolution du foncier à Sebamban I.

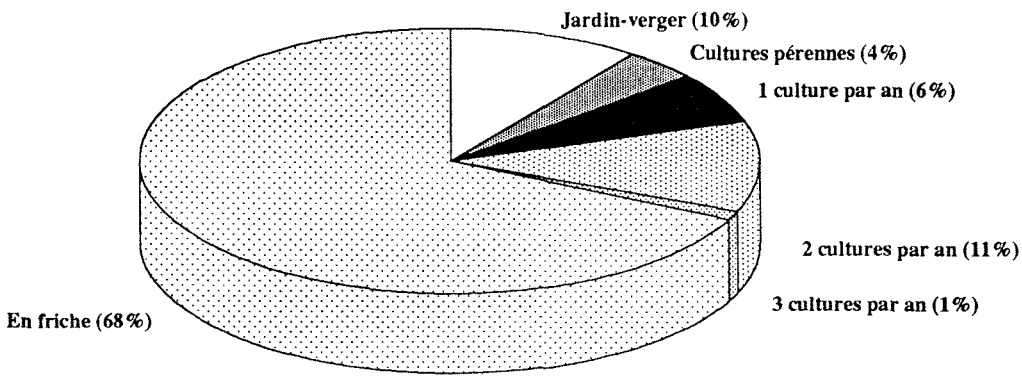
Figure 35. Origine du foncier à Sebamban en 1990



Source : Enquêtes de terrain (1990-91).

Le manque de terre ne motive pas la volonté d'accroître le domaine foncier. Comme le montre la figure 36, plus des deux tiers des surfaces en propriété ne sont pas ou plus cultivés. L'achat de terres sert avant tout à affirmer un statut social de propriétaire foncier. Ce phénomène est particulièrement accentué chez les anciens paysans sans terre que sont la plupart des transmigrants. Les transactions concernant les *pekarangan* visent surtout à

Figure 36. Utilisation du sol à Sebamban en 1990



Source : Enquêtes de terrain (1990-91).

installer les enfants à proximité, ou à se rapprocher des grands axes de communication, du marché et des écoles.

Pour 59 % des familles, l'activité agricole se limite à la production de fruits et de légumes dans les *pekarangan.* Presque entièrement autoconsommée, cette production est difficile à évaluer. La vente de poulets et, plus rarement, de bovins assure l'essentiel du revenu monétaire agricole de ces familles. Les revenus non agricoles proviennent, par ordre décroissant d'importance, d'emplois journaliers, d'activités minières, du commerce, de la fonction publique ou de l'artisanat, et de soutiens extérieurs.

La recherche débridée d'emplois journaliers des premiers temps n'a plus cours. Les opportunités trop éloignées sont laissées à d'autres. Les anciens villages assurent l'essentiel des emplois, creusement de *tambak* (bassins d'élevage de crevettes) à Pagatan et sciage de long à Sebamban-Village. Sur le centre, quelques maraîchers emploient occasionnellement des journaliers. Les revenus, faibles et peu sûrs, n'assurent que la simple survie des familles (26 % de l'échantillon). Celles-ci restent à la merci d'opportunités d'emploi aléatoires.

Dans les blocs A1 et B1, les chercheurs d'or et de diamants banjar ont fait de nombreux émules parmi les transmigrants (26 % des familles). L'exploitation commence à la houe et à la battée, à proximité des petits cours d'eau. Les plus chanceux investissent dans l'achat d'un groupe électrogène, d'une pompe et d'une lance d'incendie. De plus en plus intensive, l'exploitation minière dégrade considérablement le paysage. Relativement riches en or, les terrains livrent journellement de quoi rémunérer la main-d'œuvre. Il est rare qu'un orpailleur rentre bredouille. Une journée de travail rapporte entre 2 000 et 5 000 roupies par jour suivant le matériel utilisé. La découverte de diamants est plus aléatoire, mais aussi beaucoup plus payante. Un seul diamant peut payer dix ans de souffrances. Tous connaissent et colportent l'histoire de ce transmigrant de Sebamban II qui a trouvé un diamant de 20 carats. Ou bien était-ce 40 carats ? Aujourd'hui, il coule des jours heureux dans son village natal. Personne n'envisage de rester orpailleur longtemps. Tous rêvent de rentrer chez eux fortune faite.

Les activités commerciales concernent 18 % des familles, mais de manière fort diverse. Certains chefs de famille se sont spécialisés dans la collecte de produits vivriers sur le centre et leur revente sur le marché de Pagatan. D'autres revendent sur le centre le poisson acheté aux pêcheurs de Pagatan. Seules les épiceries rigoureusement gérées ont pu survivre à la disparition de nombreux débiteurs. Les survivantes réduisent considérablement leur chiffre d'affaire et n'accordent plus guère de crédit. Les transmigrants les plus malins (ou les moins scrupuleux) obtiennent des revenus élevés en servant d'intermédiaires dans les transactions concernant le foncier, les bovins, les bicyclettes, voire les montres-bracelet...

Dans un premier temps, les transmigrants les plus éduqués de notre échantillon trouvent à s'employer comme vacataires dans les écoles du centre. Les plus patients passent maîtres-auxiliaires (*honorer*) et finissent par obtenir le statut tant convoité de titulaire de l'Education nationale. Divers artisans disposant d'un savoir-faire peu répandu s'assurent également des revenus réguliers. Par contre, charpentiers, menuisiers et maçons ne remplissent plus leurs carnets de commande. Trop peu de familles disposent des moyens d'améliorer

leur habitat. Celles qui trouvent un gros diamant préfèrent construire la maison de leurs rêves dans leur village natal.

Enfin, l'assistance d'enfants déjà mariés et la charité des voisins assurent la survie de 5 % des familles.

L'activité agricole reste prédominante pour 41 % des familles de l'échantillon. Tous les Balinais entrent dans cette catégorie. Plutôt que de renoncer à l'agriculture, les Balinais préfèrent quitter le centre. La situation est plus diverse dans les blocs javanais. Seuls les Javanais spécialisés dans les cultures fruitières ou maraîchères persistent dans l'agriculture. En 1991, pratiquement tous les colons ont renoncé à la culture du riz pluvial. Les seuls à persister pratiquent la riziculture sur brûlis aux dépens des derniers lambeaux de forêt.

Les Balinais ont mis au point un système de culture à base d'arachide associée au maïs. Deux à trois cultures successives d'arachide par an permettent de contrôler efficacement l'enherbement des parcelles. Des doses relativement fortes d'engrais (300 kg de TSP et 100 kg d'urée par hectare) permettent d'obtenir des rendements variant entre 750 et 900 kg d'arachide-graine par hectare. Le maïs, planté en intercalaire à des densités très variables, est produit pour l'autoconsommation. Vendue sur un marché local déficitaire, l'arachide se négocie entre 1 500 et 2 000 roupies le kilogramme et assure un revenu monétaire tout à fait correct aux familles balinaises[7].

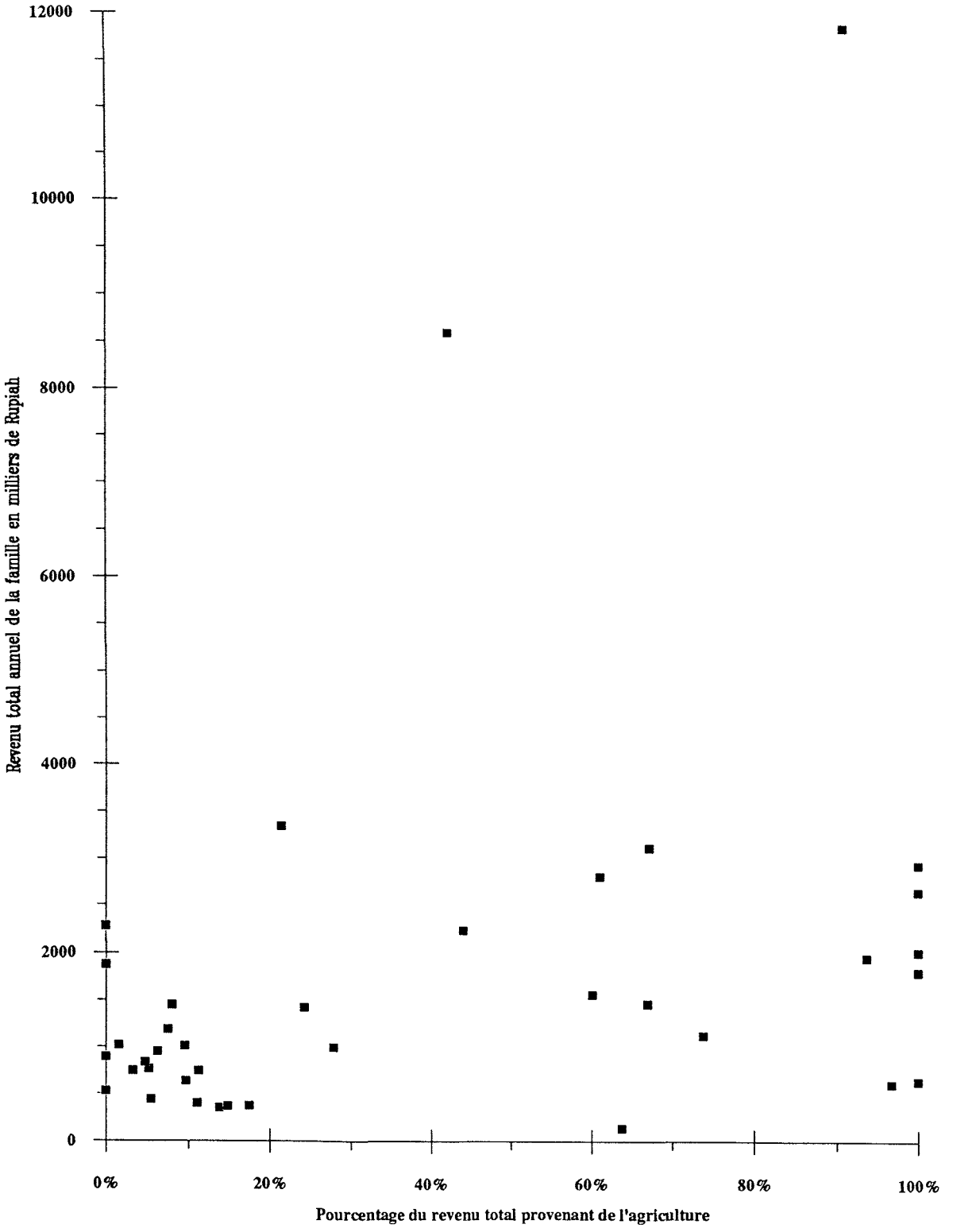
Certaines familles javanaises ont considérablement étendu leur *pekarangan*. Le calcul s'avère payant puisque dans un cas au moins le cumul annuel des ventes de fruits et de légumes dépasse 2,5 millions de roupies pour 75 ares. Le maraîchage donne des résultats encore plus intéressants à condition de disposer d'un terrain proche d'un cours d'eau pour irriguer en saison sèche. L'un des colons de l'échantillon obtient ainsi un revenu annuel net de plus de 9 millions de roupies grâce au maraîchage.

Considérant les résultats plutôt favorables des agriculteurs de l'échantillon, on peut s'étonner que tant de colons aient renoncé à l'agriculture (figure 37). En fait, ils n'ont pas renoncé sans essayer. Quelques années plus tôt, lorsque tous les colons cultivaient l'arachide, le prix du kilo de graines ne dépassait pas 300 roupies. A la même époque, le marché de Pagatan ne pouvant plus absorber tous les légumes produits par les transmigrants, les excédents servaient à engraisser les cochons des Balinais du bloc D.

A l'arrivée des premiers transmigrants, le marché local, surtout composé des pêcheurs de Pagatan et des exploitants forestiers de Sebamban, offrait des perspectives intéressantes. Les fruits, légumes et arachide de bouche atteignaient des prix 3 à 4 fois supérieurs à ceux pratiqués à Java. Malheureusement, le marché local ne pouvait en absorber que de faibles quantités. L'afflux massif de transmigrants provoqua la chute drastique des cours. Dès lors, de nombreux colons renoncèrent à l'agriculture pour se consacrer à des activités salariées

7 En 1990, un revenu annuel de l'ordre de 750 000 Rp (environ 2 000 Rp par jour) permet d'assurer la couverture des besoins élémentaires d'une famille à Kalimantan-Sud.

Figure 37. Revenus des familles de Sebamban en1990



Source : Enquêtes de terrain (1990-91).

ou à l'orpaillage. Les anciens producteurs se transformant en consommateurs, la région renoua avec la situation de pénurie antérieure. Les prix agricoles retrouvèrent alors un niveau élevé permettant à un nombre réduit de producteurs de survivre, et ce malgré des rendements faibles et des coûts de production élevés.

Il serait donc vain d'ériger les agriculteurs de l'échantillon en modèle à suivre pour les autres transmigrants. La relative réussite économique des premiers est directement liée à l'abandon de l'activité agricole par les seconds. Cette situation n'est pas particulière à Sebamban. Elle se retrouve de manière plus ou moins accentuée dans de très nombreux centres de Transmigration, à Kalimantan comme à Sumatra.

Variations sur un même thème

La grande zone de Transmigration de Sintang (Kalimantan-Ouest) présente des conditions encore moins favorables que Sebamban. Une pluviométrie moyenne annuelle de 3 525 mm assure un intense lessivage des sols. Ces derniers présentent des caractéristiques chimiques peu favorables à une mise en valeur en culture vivrière pluviale par des transmigrants. Par endroits, des loupes de sables blancs lessivés sont même inadaptés à une utilisation agricole quelconque.

Trois ans après leur ouverture, la plupart des centres connaissent des taux de défections de l'ordre de 30 %. Les quartiers installés sur des sables blancs sont totalement abandonnés. Leurs habitants ont fui le centre ou rejoint d'autres quartiers. La région offre peu d'opportunités de travail salarié. L'orpaillage n'est rentable que si l'on dispose de dragues de grande taille. Les maraîchers des centres de Transmigration tentent désespérément de pénétrer le marché urbain de la petite ville de Sintang. Face aux puissantes *kongsi* associant les commerçants chinois de la ville aux maraîchers chinois de Pontianak, la lutte est inégale. Les fruits et légumes originaires de Pontianak, la capitale provinciale distante de plus de 500 km, arrivent à Sintang moins chers que ceux des centres de Transmigration les plus proches.

Quant aux centres un peu plus éloignés de Sintang, leur isolement se traduit souvent par un approvisionnement insuffisant en vivres, en intrants, mais aussi en médicaments de première nécessité. Les écoles manquent d'instituteurs et les dispensaires restent fermés. La situation économique et sanitaire désastreuse des centres n'incite guère les fonctionnaires à rejoindre leur poste. Ceux-ci profitent de la moindre occasion pour quitter les centres. Les demandes de mutation s'accumulent. Certains vont jusqu'à soudoyer leurs supérieurs pour être affectés en ville. Les transmigrants suivent l'exemple.

A Tumbang Sangai (Kalimantan-Centre), le pays Dayak accueille les transmigrants dans un milieu encore dominé par la forêt primaire. Sampit, la ville la plus proche est à 24

heures de *klotok* (barque équipée d'un moteur diesel). Le marché local n'offre aucun débouché aux productions agricoles des transmigrants. Les sols ne sont guère plus fertiles qu'ailleurs. Par contre, les sites aurifères pullulent. De nombreux transmigrants s'installent à proximité. De véritables villages, avec leurs écoles et leurs lieux de culte, poussent comme des champignons en pleine forêt.

Dayak et Javanais s'entendent plutôt bien. Les quelques frictions des premiers temps s'estompent rapidement. L'immigration javanaise présente un intérêt insoupçonné auparavant pour les autochtones. Un jeune Dayak désirant se marier dans le respect des traditions passe plusieurs années de sa vie à accumuler le montant d'une dot particulièrement élevée. Epouser une Javanaise, outre l'exotisme, représente une économie considérable de temps et d'argent, les règles coutumières ne s'appliquant pas aux mariages inter-ethniques. Par ailleurs, le prix très élevé de la main-d'œuvre dayak constitue un frein au développement de certaines activités économiques. Faute de récolteurs, de nombreuses plantations d'hévéa ou de rotin ne sont pas exploitées. Faute de porteurs, l'exploitation de bois de fer (*Eusideroxylon zwageri*) se limite aux abords immédiats des cours d'eau. Faute de sarcleurs, les *ladang* sont infestés d'adventices. Les Dayak savent tirer parti de l'arrivée massive d'une main-d'œuvre bon marché.

Les Javanais ne sont pas perdants dans l'opération. Le coût du transport et la faible concurrence entre commerçants se soldent, au niveau local, par des prix prohibitifs pour les denrées de base. Les emplois proposés par les autochtones permettent d'obtenir le revenu monétaire indispensable à la survie des familles pendant la phase pionnière. La fréquentation des Dayak permet aux Javanais de s'adapter plus vite à leur nouvel environnement. A Tumbang Sangai, en raison de la proximité de la forêt primaire, l'adaptation passe par l'adoption des techniques indigènes d'essartage. Cruelle ironie du sort. Ces Javanais qui devaient enseigner les techniques agricoles modernes aux Dayak, se muent en essarteurs. La forêt primaire, que l'adoption de techniques intensives devait préserver, disparaît sous les coups redoublés des Dayak et des Javanais.

Le milieu naturel de Seputih Surabaya (Lampung) n'a rien à envier aux pires zones de Transmigration de Kalimantan. Les sols relativement sableux ne portent que de maigres récoltes, et se dégradent d'année en année. Dix ans après l'ouverture de la zone, plus de la moitié des transmigrants ont quitté les centres. Mais on chercherait vainement une maison abandonnée. Les arrivées de migrants spontanés compensent largement les départs de transmigrants. Ceux-là rachètent les lots de ceux-ci. Le terme consacré de *ganti rugi* (indemnisation), plutôt que rachat, convient parfaitement à la modicité des sommes en jeu. Que des transmigrants abandonnent Seputih Surabaya ne saurait surprendre. Mais que des migrants spontanés décident délibérément de les remplacer mérite une explication.

Depuis le début des années 1960, la province de Lampung connaît un taux d'accroissement démographique compris entre 5 et 6 % par an. Ce taux, le plus élevé d'Indonésie, doit davantage à la migration spontanée qu'à la Transmigration. La plupart des migrants spontanés sont de jeunes célibataires à la recherche d'emplois saisonniers et

d'aventure. Après plusieurs années de migrations circulaires, certains migrants décident de s'installer définitivement dans leur province d'accueil. Pour ce faire, ils rentrent d'abord à Java, demandent la bénédiction de leurs parents et se marient. S'inscrire à la Transmigration est exclu. Il n'y a plus de départs pour le Lampung depuis de nombreuses années et le risque est trop grand de se retrouver en Irian Jaya.

Ces migrants connaissent bien les fronts pionniers du Lampung. Ils ont travaillé en forêt, en plaine et en montagne, dans les caféières des autochtones et dans les rizières des colons javanais. Mais pour s'installer définitivement, se marier et élever des enfants, rien ne vaut une ancienne zone de Transmigration comme Seputih Surabaya.

La zone, défrichée depuis une dizaine d'années, est maintenant facilement accessible par une bonne route asphaltée. Tous les services, écoles, dispensaires, marchés, etc. sont représentés. Enfin, 99,5 % des habitants du sous-district appartiennent à l'ethnie javanaise. Peu de risques donc de transgresser des règles inconnues, de se faire molester voire empoisonner par des autochtones[8]. Seul revers de la médaille, les terrains semblent peu favorables à la culture. Mais on ne saurait s'en plaindre, puisque c'est pour cette raison que les transmigrants revendent leurs lots à très bas prix. Ces terrains, enfin, présentent un avantage de taille sur tout autre terrain plus fertile : ils sont vendus avec des certificats de propriété. Grâce à eux, le migrant s'affranchit du risque d'expropriation. Il devient légalement propriétaire et peut le prouver. Dans les priorités des migrants, la sécurité foncière l'emporte largement sur les critères de fertilité du milieu.

Mais une fois installés, les migrants spontanés se retrouvent face aux mêmes problèmes que les transmigrants. La fertilité chimique des sols ne s'est guère améliorée dans l'intervalle, bien au contraire. Curieusement, les migrants spontanés interprètent l'échec des transmigrants avec les mêmes arguments que les fonctionnaires du ministère : «*Il est vrai que les sols ne sont pas très fertiles, mais en travaillant dur, il devrait y avoir moyen de s'en sortir. Les transmigrants sont trop assistés, fainéants, manquent de motivation, etc.*». Année après année, les migrants spontanés apprendront la modestie à leurs dépens. Mais contrairement à de nombreux transmigrants, ils resteront fidèles à leur choix et s'accrocheront de toutes leurs forces à leur petit lopin de terre. «*C'est pas grand chose, mais c'est à moi*».

Si l'échec des projets *pasang surut* provient avant tout d'un contrôle insuffisant de l'eau, celui des projets en culture pluviale incombe pour l'essentiel à une mauvaise fertilité chimique des sols et/ou à l'isolement des centres. Pourtant, les autorités prêtent attention à l'accessibilité des sites. Malgré quelques problèmes, surtout en saison des pluies, presque tous les centres sont accessibles en voiture tout-terrain ou en bateau. Par contre, les autorités ne se sont pas suffisamment inquiétées des possibilités de commercialisation des productions agricoles des transmigrants, ni d'éventuelles opportunités d'emplois non agricoles.

8 Certains groupes lampung ont la réputation de ne pas hésiter à recourir au poison pour régler de légers différents.

Quant aux espoirs placés dans l'application des recettes de la Révolution verte à la culture pluviale, ils allaient se révéler vains. Les systèmes de culture les plus performants mis au point par les spécialistes de la *Farming System Research* étaient «obstinément» refusés par les paysans. Cette obstination mérite que l'on s'y intéresse de plus près.

On mettra de l'engrais ! L'échec de la Révolution verte en culture pluviale

A partir de 1976, les résultats catastrophiques de plusieurs projets en culture vivrière pluviale poussent la Banque mondiale à financer d'importantes recherches agronomiques. Plusieurs universités locales et instituts de recherche internationaux reçoivent le mandat de mettre au point des systèmes de cultures vivrières adaptés aux centres de Transmigration (CRIA, 1978 a et b ; Ismail *et al.*, 1978 ; McIntosh *et al.*, 1978 ; Bernsten, 1980 ; Thomas, 1981 ; Soepardi, 1982).

En culture irriguée, la Révolution verte se solde par une réussite incontestable. Les mêmes causes devant produire les mêmes effets, les agronomes tentent d'appliquer les recettes de la Révolution verte à la culture pluviale. Il n'y a pas de secret. Les techniques sont connues. A chaque problème, sa solution. Le relèvement du pH nécessite un chaulage intense ; l'amélioration de la capacité d'échange, la fumure organique ; le faible taux de bases échangeables, une fumure minérale élevée ; le contrôle efficace des adventices, la culture continue ou les herbicides ; le contrôle phytosanitaire, les pesticides ; les sangliers, des clôtures ; etc. Quant au transmigrant, il vaut mieux qu'il soit courageux au travail, et que le capital ne lui fasse pas défaut.

Le transmigrant pourrait à la rigueur faire face à l'un ou l'autre des problèmes cités précédemment. Mais les conditions des sols sont telles qu'il doit faire face à tous les problèmes en bloc. Pire, année après année, les mêmes problèmes se reposent avec la même acuité. En milieu tropical humide, sous des pluviométries annuelles de l'ordre de 2 000 mm, le pH du sol retombe au niveau initial moins d'un an après chaulage ; la matière organique se minéralise à grande vitesse ; la lixiviation des bases réduit considérablement l'efficacité de la fumure minérale ; les niveaux endémiques d'infestation des pestes les plus diverses s'accroissent, etc.

L'un des systèmes proposés par CRIA correspond en fait à un *tumpang sari* amélioré. En première saison, le maïs est implanté, à raison de deux pieds tous les mètres, en lignes espacées de quatre mètres. Le riz pluvial est semé dans les intervalles, quinze jours plus tard. Encore quinze jours plus tard, c'est-à-dire avec un mois de retard sur le maïs, des boutures de manioc sont plantées à proximité des poquets de maïs. Le maïs est récolté deux mois plus tard, laissant le manioc seul sur les lignes. Dans l'espace intercalaire, une culture d'arachide succède au riz pluvial en deuxième saison, puis une culture de niébé en troisième saison. Cette dernière culture est récoltée en même temps que le manioc. L'efficacité technique du système proposé est indéniable. Le sol, cultivé en permanence, reste propre tout en étant

protégé contre l'érosion. Les cultures — associées, successives ou en relais — permettent d'étaler les pointes de travail dans le temps. Par contre, l'efficacité économique du système de culture laisse davantage à désirer. Le tableau 23 récapitule les coûts en intrants et en main-d'œuvre à l'hectare. La surface maximale cultivable par une famille sans faire appel à la main-d'œuvre salariée s'établit à 54 ares en moyenne. La rémunération de la journée de travail familial (1 013 Rp) étant nettement inférieure au coût de la main-d'œuvre salariée (1 500 Rp/jour), le colon n'a aucun intérêt à étendre sa surface cultivée au delà de cette surface.

Tableau 23. Bilan du système de culture CRIA (1982)

Riz-maïs-manioc arachide-niébé	**Quantité par ha**			**Coût par ha Rp**
Charges proportionnelles				
semences	riz 40 kg	maïs 12 kg	arachide 120 kg	59800
semences	manioc 3000 boutures		niébé 40 kg	18000
engrais	urée 200 kg	TSP 200 kg	chaux 200 kg	32000
pesticides	furadan 7,5 kg	sevin 1,5 kg	diazinon 13 l	34500
total des intrants				**144300**
Main-d'oeuvre (jours)	**hommes**	**femmes**	**total**	
1ère culture	212	76	288	394000
2e culture	81	71	152	192500
3e culture	80	79	159	199000
total annuel	**373**	**226**	**599**	**785500**
Valeur des récoltes			**kg**	
riz (paddy)			2181	218100
maïs (grain)			1457	145700
manioc (frais)			14100	141000
arachide (coque)			705	176250
niébé (grain)			350	70000
total récoltes				**751050**
Rémunération du travail				
total des 3 cultures				606750
par jour de travail familial				1013

Sources : Enquêtes de terrain 1982 et données CRIA.
Le coût de la journée de manoeuvre agricole s'élève à 1500 Rp pour un homme et 1000 Rp pour une femme.

Le ratio input/output s'élève à 96 % ! Dans le meilleur des cas, si l'année agricole se déroule sans accroc, le colon peut espérer retrouver sa mise. Dans tous les autres, il se retrouvera endetté à l'issue de la campagne. Les fréquentes incursions de sangliers, les infestations de punaises et la sécheresse de 1982 n'incitent guère les transmigrants à courir ce risque.

Comme à l'habitude, le refus des paysans à adopter les thèmes techniques proposés par la recherche est mis sur le compte du manque de capital et de technicité des colons. Un gros effort de vulgarisation et la mise à disposition de crédits de campagne n'arrivent pourtant pas à vaincre leurs réticences.

En riziculture irriguée, la Révolution verte a eu pour conséquence de sécuriser les revenus des paysans. En culture pluviale, l'application des mêmes recettes se traduit par une augmentation considérable des risques. Ces risques, certains transmigrants du Lampung-Nord acceptent pourtant de les prendre.

Et pourtant, ça peut marcher

En 1982-83, les autorités provinciales du Lampung décident le reboisement du sous-district de Gunung Balak. La zone concernée par le projet correspond à l'ancien massif forestier de Gunung Balak, ouvert illégalement à la colonisation par le parti communiste indonésien en 1963. L'exceptionnelle fertilité de sols développés à partir d'un affleurement basaltique attire de nombreux colons. En 1983, la zone compte plus de 13 000 familles. Sur les cartes des forestiers, elle entre toujours dans la catégorie forêt protégée. En reboisant le massif de Gunung Balak, les autorités comptent réguler l'approvisionnement en eau du lac de Jepara qui permet d'irriguer les rizières des 12 000 familles de transmigrants de Way Jepara. Pour ce faire, les 13 000 familles de Gunung Balak sont convaincues de rejoindre des projets de *Translok* (Transmigration locale) dans le nord du Lampung. En guise de dédommagement chaque famille se voit attribuer 2 ha de terres, ainsi que la plupart des autres facilités habituellement accordées aux transmigrants.

A priori, le centre de *Translok* de Totomulyo ne diffère en rien d'un centre de Transmigration classique. Il n'en va pas de même pour les colons. Une base de recrutement pour le moins particulière réunit en un même lieu des familles se connaissant déjà. Les épreuves vécues ensemble revitalisent les réseaux d'entraide. Les colons sont de vrais agriculteurs et non des paysans sans terre. Grâce à la production de soja et de clous de girofle, Gunung Balak était un des *kecamatan* les plus prospères du Lampung. Le niveau d'éducation élevé des colons reflète parfaitement cette richesse passée.

Soucieux de perpétuer le système de monoculture de soja-maïs qui était le leur, les migrants sont contraints d'élever fortement le niveau des intrants. La pluviosité du Lampung-Nord permet en principe de réaliser trois cultures successives par an. En fait, la troisième culture ne donne que de faibles rendements. Sa fonction consiste davantage à prévenir les risques d'érosion, à contrôler les adventices, à maintenir la densité de rhizobium et à réduire les temps de préparation du sol pour les cultures suivantes. Cette culture de saison sèche fournit un revenu d'appoint non négligeable deux années sur cinq, et de l'engrais vert les autres années.

En 1986, les rendements moyens s'élèvent à 920 kg de soja et 713 kg de maïs-grain par hectare en première saison (*labuan*) ; 876 kg de soja et 520 kg de maïs en deuxième saison (*apitan*) ; rarement plus de 200 kg de soja et 100 kg de maïs en saison sèche (*lemareng*).

En ne considérant que les deux premières saisons, le bilan de la culture (tableau 24) présente une rémunération très correcte de la journée de travail. L'introduction de la traction attelée permettrait de faire passer cette rémunération de 2 100 à 3 800 roupies par jour.

Tableau 24. Bilan de la culture de soja-maïs à Totomulyo (1986)

Soja - maïs	Quantité par ha			Coût par ha Rp
Charges proportionnelles par culture				
semences	soja 29 kg		maïs 6,6 kg	22700
engrais	urée 167 kg	TSP 243 kg	KCl 39 kg	58300
pesticides		produits divers		14900
total des intrants				**95900**
Travail familial par culture				
jours-homme en culture manuelle		158		237000
Valeur des récoltes				
soja		920		391000
maïs		713		53475
total 1ère culture				444475
soja		876		372300
maïs		520		39000
total 2e culture				411300
total toutes récoltes				**855775**
Rémunération du travail familial				
1ère culture				348575
2e culture				315400
total des deux cultures				663975
moyenne par jour de travail				2101

Source : Enquêtes de terrain 1986.
Note : le coût de la journée de manoeuvre agricole s'élève à 1500 Rp.

Grâce aux revenus tirés de la vente du soja et du maïs, complétés par quelques revenus non agricoles, les habitants de Totomulyo font figure d'exception dans l'ensemble des projets vivriers en culture pluviale. En 1986, le revenu annuel moyen des familles de Totomulyo dépasse légèrement le million de roupies, alors que les autres centres de la région tournent plutôt autour de 500 000 roupies par famille et par an.

Là où pouvoirs publics et Instituts de Recherche ont échoué, les colons originaires de Gunung Balak administrent la preuve que l'exploitation intensive des sols de fertilité médiocre du Lampung-Nord est non seulement possible mais encore profitable. Pourtant, la pertinence des systèmes de culture proposés ne semble pas en cause. Les techniques préconisées par les agronomes ne diffèrent que très peu de celles pratiquées par les colons. Fumure minérale élevée et culture continue sont à la base des deux systèmes de culture. Le niveau de risque est équivalant. Qui plus est, l'un des systèmes testés par le Central Research Institute for Agriculture de Bogor ressemble trait pour trait à celui pratiqué par les colons de Gunung Balak. C'est pourtant celui qui a remporté le moins de succès auprès des transmigrants. Ne comportant pas de riz dans la rotation, les migrants n'étaient pas en mesure d'assurer leur autosubsistance alimentaire.

Le niveau technique nettement supérieur à la moyenne des colons de Gunung Balak ne suffit pas à expliquer cette différence de comportement. En raison de la fertilité chimique exceptionnelle des sols de leur région d'origine, aucun des migrants ne pratiquait la fumure minérale. Tous par contre pratiquaient la monoculture de soja et achetaient leur riz.

Le transmigrant moyen, socialement isolé dans un environnement inconnu, répugne profondément à prendre des risques financiers importants. Il cherche avant tout à assurer sa subsistance, ce qui l'amène à privilégier la culture de riz pluvial. La faiblesse des rendements, la difficulté à contrôler les adventices, etc., le laissent, année après année, dans une situation déficitaire. Contraint de recourir, de plus en plus fréquemment, au travail extérieur pour assurer la survie des siens, il finit par renoncer définitivement à l'activité agricole.

Le colon originaire de Gunung Balak fait partie intégrante d'un réseau d'entraide actif. Conséquence inattendue de l'expropriation, riches et pauvres, jeunes et vieux se retrouvent à égalité, unis dans le malheur. Les valeurs traditionnelles javanaises, comme l'entraide communautaire, retrouvent toute leur force. Dès lors, les risques ne sont plus pris individuellement, mais partagés par l'ensemble de la communauté. Les migrants cherchent à réitérer dans leur nouvel environnement un modèle ayant déjà fait ses preuves ailleurs. Pour y parvenir, ils n'ont d'autre choix que de recourir à une forte fumure minérale.

Tous les problèmes ne sont pourtant pas résolus. La reproductibilité du système à plus long terme reste problématique. Culture continue et fertilisation minérale intense provoquent une minéralisation rapide de la matière organique. Les argiles du sol étant de nature kaolinitique, la capacité d'échange provient pour l'essentiel du complexe humique. La baisse rapide du taux de matière organique se traduit par une moindre efficacité de la fertilisation minérale. Le problème de la gestion de la matière organique des sols sur le long terme reste entier.

L'évolution de la politique agricole indonésienne préoccupe encore davantage les paysans. Deux mesures gouvernementales récentes, en particulier, menacent la pérennité du système. La réduction progressive des subventions à l'agriculture fait passer le prix du kilogramme d'engrais de 110 à 240 roupies entre 1987 et 1991. Dans le même temps, pour favoriser le développement des industries de transformation du soja, le gouvernement décide de bloquer le prix au producteur. Par ces deux mesures, le renchérissement des coûts de production est exclusivement supporté par le producteur. Le niveau de risque, de plus en plus élevé, n'incite guère les agriculteurs à persévérer dans la monoculture du soja.

Le problème ne concerne pas uniquement le soja. Si le gouvernement indonésien persiste dans sa volonté de réduire les subventions à l'agriculture et de maintenir des prix agricoles bas, le développement de projets vivriers en culture pluviale sur sols marginaux semble définitivement compromis.

La prépondérance des facteurs socio-économiques

L'étude comparative d'un grand nombre de centres de Transmigration en culture vivrière pluviale ne laisse *a priori* aucun doute sur le sujet. Qu'ils soient situés à Sulawesi, à Kalimantan ou à Sumatra, le succès sourit exclusivement aux centres bénéficiant de milieux fertiles. Qu'un milieu fertile favorise le développement d'un centre de colonisation agricole ne saurait surprendre. Par contre, l'incapacité dans laquelle se trouvent les transmigrants de corriger les défaillances du milieu donne à réfléchir. En Indonésie comme ailleurs, l'activité agricole ne se restreint pas exclusivement aux sols chimiquement fertiles. L'objectif de la plupart des techniques agricoles n'est-il pas justement de corriger les insuffisances du milieu physique ?

Or, les solutions techniques existent. L'agronome ne reste jamais à court d'arguments. A chaque problème sa solution. Force est cependant de constater que les recommandations des agronomes ne sont guère suivies par les migrants. Envisager que les systèmes préconisés soient inadaptés ou peu performants relèverait du crime de «lèse-science». S'il y a inadaptation, celle-ci ne peut venir que des migrants. Il y a peu, l'on invoquait «le refus du progrès, l'immobilisme, l'attachement immodéré aux traditions» du monde paysan. Aujourd'hui, on parle plus volontiers du manque de technicité et du manque de capital des migrants.

Il est vrai que le niveau technique moyen des transmigrants est plutôt faible. La plate-forme de recrutement explique parfaitement cette faiblesse. Les volontaires à un départ en Transmigration se recrutent parmi des paysans mal dotés en terre, voire sans terre. Ouvriers agricoles et journaliers ne disposent d'aucune expérience dans la gestion d'une exploitation agricole. Tous les migrants ne sont cependant pas logés à la même enseigne. Dans chaque centre, environ 10 % des chefs de famille disposent d'un niveau technique et d'un niveau d'éducation particulièrement élevés. Ce pourcentage peut être nettement plus élevé dans les centres regroupant un grand nombre d'agriculteurs expulsés pour les besoins d'un projet d'intérêt national (barrage, autoroute, camp militaire, etc.). Cette catégorie d'agriculteurs modèles (*teladan* en indonésien) sert habituellement de courroie de transmission à la vulgarisation agricole. On comprendrait dans ces conditions que l'adoption des systèmes proposés ne soit pas immédiate. Un temps de latence plus ou moins long sépare toujours l'adoption de l'innovation par certains précurseurs de l'adoption unanime par tous les migrants (Mendras et Forsé, 1983 : 78-79). Le refus unanime des systèmes proposés, même par les colons de niveau technique élevé, oblige à rechercher d'autres explications.

L'hypothèse du manque de capital ne résiste pas mieux à l'analyse. Bien sûr, tous les colons manquent de capital à leur arrivée sur les centres. Mais par le biais du programme BIMAS, l'Etat fait un effort considérable pour mettre à la disposition de tous un crédit de campagne fortement subventionné (taux d'intérêt de 1 % par mois). Malgré quelques difficultés de mise en place et d'inévitables chicaneries administratives, l'accès au crédit demeure relativement aisé. Pourquoi, dans ces conditions, les transmigrants hésitent-ils à s'endetter ?

Tout simplement parce que, pour les paysans, les systèmes de culture proposés ne sont pas aussi performants que leurs créateurs le laissent entendre. Tout d'abord, la culture vivrière pluviale intensive engendre un coût élevé en intrants et en travail. Or, en conditions pionnières, les rendements des cultures sont peu prévisibles. D'une part, les migrants ne disposent que d'une connaissance très imparfaite de leur nouveau milieu, de ses sols et de son climat, bref, de ses capacités à produire. D'autre part, insectes, rongeurs, sangliers, voire éléphants, peuvent réduire à néant, en une seule nuit, plusieurs mois d'efforts. Faut-il s'étonner, dans ces conditions, que les paysans hésitent à s'endetter pour acheter les intrants indispensables à une culture intensive ? Ce niveau élevé de risque, inacceptable pour un paysan, explique parfaitement le refus des systèmes de culture proposés.

Le risque de voir ses espoirs de récolte anéantis par une horde de sangliers ne dépend pas du niveau de fertilité du milieu. Mais dans un milieu fertile, les pertes se limitent aux semences et au travail. Dans un milieu marginal, non seulement le transmigrant risque de perdre sa récolte, mais en plus il se retrouve endetté à l'issue de la campagne.

Devant les risques encourus, le transmigrant cherche avant tout à assurer son autosubsistance. Or, même en milieu fertile, la culture continue de riz pluvial pose des problèmes insurmontables aux colons. Le contrôle de l'infestation par les graminées adventices devient de plus en plus délicat. En milieu fertile, les migrants optent rapidement pour la culture du soja, légumineuse sarclée dont l'enherbement est plus facile à contrôler. En milieu marginal, la culture du soja n'est par contre envisageable que sous fumure élevée.

D'autres cultures annuelles pourraient apporter une réponse intéressante aux problèmes des milieux marginaux. Le maraîchage, par exemple, exige une forte artificialisation du milieu, que celui-ci soit fertile ou non. Incités par les prix élevés des fruits et légumes sur les marchés de Kalimantan et Sumatra, plusieurs centres de Transmigration ont tenté l'aventure. Malheureusement, la capacité de production des transmigrants dépasse considérablement les possibilités d'absorption par les marchés des provinces d'accueil. Localement, les villages autochtones sont rapidement saturés, et les marchés urbains des capitales provinciales pas toujours accessibles aux transmigrants.

Ne pouvant assurer ni son autosubsistance ni un débouché pour ses productions, le transmigrant est contraint de rechercher des emplois non agricoles en dehors des centres. Exploitation forestière, orpaillage et salariat agricole forment l'essentiel de ces opportunités d'emploi. Malheureusement, dans les zones de Transmigration, le marché de l'emploi n'est guère plus étendu que celui des produits. De nombreux transmigrants préfèrent alors abandonner les centres. Souvent, le départ des uns permet aux autres de se maintenir.

La mise en valeur de milieux marginaux par des projets vivriers en culture pluviale est techniquement réalisable. Sur les plans économiques et sociaux, elle implique cependant des coûts élevés. A Sebamban comme à Totomulyo, les coûts de production élevés ne gênent nullement les transmigrants, tant que les prix payés au producteur restent dans les mêmes proportions. Malheureusement, l'évolution récente de la politique économique indonésienne

va à l'encontre des vœux des transmigrants. Vingt ans d'une politique de soutien de l'agriculture arrivent à leur terme. Année après année, les subventions aux intrants diminuent. Par ailleurs, pour favoriser le développement des industries agro-alimentaires, et de manière plus générale le décollage industriel du pays, le gouvernement lance une politique de blocage des prix agricoles.

Cette nouvelle politique sonne résolument le glas des cultures vivrières dans les milieux marginaux. Les temps ont changé. L'objectif d'autosuffisance en riz, atteint depuis 1983, fait place à d'autres priorités. Dans les ministères, la fameuse réplique «on mettra de l'engrais» n'est plus au goût du jour. La baisse des recettes pétrolières oblige l'Etat à plus de prudence dans ses investissements. Il cherche désormais à impliquer le secteur privé dans la Transmigration. Les projets vivriers cèdent la place aux projets *Nucleus Estate and Smallholders.*

Chapitre 7

Les projets en cultures pérennes

«(Grâce au caoutchouc) Jambi était riche. Les coolies se rendaient au travail juchés sur des Ford cahotantes, se croisant parfois avec le délégué de l'administration en bicyclette. Les notables achetaient des voitures de toutes marques avant qu'on eût songé à construire des routes pour les faire rouler. Les florins-or s'entassaient dans les cases plus encore que dans les banques».

Georges Le Fèvre *(L'épopée du caoutchouc, 1927)*

La fin du système de cultures forcées (*cultuurstelsel*) dans les Indes néerlandaises coïncide avec la promulgation de la loi agraire de 1870. En interdisant aux «étrangers» européens ou asiatiques l'accès à la propriété foncière, cette loi a pour objectif d'éviter que les indigènes soient spoliés de leurs droits fonciers. Toutefois, la même loi autorise les compagnies privées à négocier des baux emphytéotiques avec les autorités coutumières. Cette disposition vise essentiellement à favoriser le développement des cultures d'exportation à Sumatra. Aux Pays-Bas, le libéralisme triomphe. Les fonctionnaires tatillons des colonies, trop jaloux de leurs prérogatives, reçoivent de nouvelles instructions. Désormais, ils devront favoriser les investissements du secteur privé.

Ce dernier ne se fait pas prier. De nombreuses compagnies néerlandaises, bien sûr, mais aussi britanniques et américaines investissent des capitaux importants dans la création de plantations de tabac, de caféiers, de théiers, de palmiers à huile et surtout d'hévéas (Thee Kian-wie, 1989 : 151). La pénurie chronique de main-d'œuvre bon marché à Sumatra oblige les planteurs à importer des coolies, chinois dans un premier temps, puis javanais (Lulofs, 1988 a et b). Le démarrage du programme de *Kolonisatie* en 1905 suscite une vive opposition du lobby des planteurs. Déjà confronté à des difficultés de recrutement, ce dernier craint de perdre ainsi les rares candidats à la migration. Heijting parvient cependant à vaincre la résistance des planteurs. Selon lui, la production de vivriers par les colons éviterait aux planteurs d'importer à grands frais la nourriture de leurs ouvriers.

Dans ces conditions, il est bien sûr hors de question de développer des cultures pérennes dans le cadre de la *Kolonisatie*. Les premiers projets, dévolus aux cultures vivrières, conviennent d'ailleurs parfaitement aux colons javanais. D'une part, ces derniers ne sont guère familiarisés avec les cultures d'exportation, d'autre part, les exactions de la période du *cultuurstelsel* restent gravées dans la mémoire collective.

Les projets de la deuxième phase de la *Kolonisatie* dans les années 1930 restent résolument consacrés aux cultures vivrières. A Java, le déficit de la production de riz s'accentue d'année en année. Toute l'île étant désormais mise en valeur, l'extension des surfaces cultivées n'y est plus possible. A Sumatra, le développement rapide des plantations autochtones d'hévéa surprend les grandes sociétés privées. Pratiquement nulle en 1910, la production de caoutchouc indigène dépasse celle des plantations industrielles au début des années 1930 (Gouyon, 1993 : 3). La grande dépression frappe durement le secteur des cultures d'exportations. L'effondrement des cours provoque la faillite de nombreuses sociétés. Les plantations industrielles débauchent massivement.

La longue période de crise correspondant à la Seconde Guerre mondiale, aux luttes pour l'Indépendance et à la mise en place de la jeune république se traduit par une aggravation du déficit vivrier. Le secteur des cultures d'exportation connaît une profonde désorganisation jusqu'à l'avènement de l'*orde baru*. Le climat d'insécurité propre à cette période incite les compagnies étrangères à décapitaliser. Ultérieurement, la nationalisation sans indemnisation des plantations industrielles se traduit par le départ du personnel d'encadrement étranger. Dès lors, le dynamisme du secteur se reconnaît davantage dans l'action politique que dans la production. En effet, jusqu'en 1965, les ouvriers des plantations forment le fer de lance du Parti communiste indonésien.

La détermination quasi obsessionnelle des gouvernements successifs du «nouvel ordre indonésien» à rétablir l'autosuffisance en riz du pays les pousse à négliger le secteur des cultures d'exportation. De 1905 jusque dans les années 1970, les projets de Transmigration restent ainsi exclusivement destinés à la production vivrière. Pour les autorités, proposer des cultures pérennes à des colons javanais relève de la gageure. Préférence réelle ou supposée des migrants ? Secteur réservé au colonisateur néerlandais ou au capitalisme d'Etat ? Toujours est-il que, contrairement aux apparences, Transmigration ne rime pas avec plantation.

La réussite économique du voisin malaysien donne pourtant à réfléchir. Le système FELDA, équivalent malaysien de la Transmigration, connaît une réussite exceptionnelle en privilégiant le développement de deux cultures d'exportation : l'hévéa et le palmier à huile. L'année 1976 marque un tournant décisif dans l'histoire de la Transmigration. Pour la première fois, l'on propose à des transmigrants d'intégrer des cultures pérennes à leur système de culture. Après une courte période d'adaptation, un nouveau modèle va s'imposer : le PIR (*Perkebunan Inti Rakyat* en indonésien ou encore *Nucleus Estate and Smallholders system* en anglais).

Le système FELDA en Malaysia

Culturellement et géographiquement, Sumatra est plus proche de la Malaisie péninsulaire que de Java. De même, Kalimantan présente plus de points communs avec Sabah et Sarawak qu'avec Java. Sukarno aurait d'ailleurs volontiers intégré la Malaysia dans l'ensemble des îles extérieures de l'archipel indonésien. Malaysia et Indonésie se distinguent surtout par l'origine de leur colonisateur, britannique pour le premier, néerlandais pour le second.

Les deux pays suivent des voies divergentes. La Malaysia n'accède à l'Indépendance qu'en 1957. Un transfert de souveraineté en douceur évite au pays de connaître une longue période de désorganisation et de troubles. L'économie nationale, héritage colonial oblige, repose sur quatre produits d'exportation : l'étain, le caoutchouc, l'huile de palme et le bois. Une population peu nombreuse, des ressources naturelles importantes et une grande disponibilité en terre favorisent le développement d'une agriculture basée sur des cultures pérennes d'exportation.

Jusque-là, les populations autochtones malaises n'ont guère profité du développement du secteur des plantations. Comme à Sumatra, de petites plantations villageoises peu productives côtoient de grandes plantations industrielles privées. Pour ses plantations, mais aussi pour l'extraction minière, l'armée, l'administration, etc., le colonisateur a largement fait appel à la main-d'œuvre importée, d'origine chinoise et indienne. A l'heure de l'Indépendance, Chinois et Indiens dominent l'économie nationale. Les autochtones malais, tout juste majoritaires, font figure de parents pauvres.

Redevenus maîtres chez eux, les Malais décident d'inverser la tendance et de favoriser le développement économique des autochtones. Institué en 1956, FELDA (Federal Land Development Authority) est l'un des instruments de cette politique.

A l'instar de la Transmigration, ambitions démographiques mises à part, les objectifs de FELDA sont à la fois politiques, sociaux et économiques. Son principal mot d'ordre s'intitule : «*moderniser la vie rurale*». Pour y parvenir, FELDA va progressivement mettre sur pied un modèle de colonisation agricole d'une remarquable efficacité (Alladin Hashim, 1981 : 5).

Sur le plan institutionnel, FELDA est une agence placée sous la tutelle du ministère du Développement régional. Son financement provient du gouvernement fédéral mais aussi de ressources propres. Véritable programme intégré de développement rural, l'Agence se charge de l'ensemble des opérations : études de reconnaissance, préparation des sites,

plantation, crédit, transformation, transport, commercialisation, vulgarisation agricole et développement communautaire.

Un projet type regroupe environ 400 familles sur une surface de 5 000 acres. Chaque famille reçoit 10 acres de plantation (hévéa ou palmier à huile) et un quart d'acre de jardin[1]. Chaque projet dispose des infrastructures indispensables, routes, adduction d'eau, parfois l'électricité, écoles, dispensaire, mosquée, magasins, transport et communications. Bien qu'il dispose d'un petit jardin, le colon ne produit pas sa nourriture. Les épiceries coopératives, contrôlées par l'Agence, lui accordent jusqu'à un mois de crédit gratuit. Tous les mois, la somme due est décomptée du produit de la vente de latex ou des régimes de palmiers. Comme l'arrivée des colons est concomitante avec l'entrée en production des plantations, le projet fait l'économie d'une aide alimentaire de transition.

Sur le plan technique, FELDA propose un *package-deal* (paquet technique) prenant en compte les progrès les plus récents de la recherche. Le colon bénéficie ainsi d'un matériel végétal de bonne qualité et surtout d'une gestion digne des plantations industrielles. Toute opération qui pourrait ne pas être réalisée dans les règles de l'art par les paysans, est effectuée par les soins de l'Agence... et facturée aux paysans. Ainsi, l'Agence s'assure du respect des doses d'engrais ou de produits phytosanitaires. Certains traitements sont même effectués par des avionnettes.

L'organisation du travail donne une idée du degré d'efficacité atteint par le système FELDA. Chaque colon est individuellement responsable de l'exploitation de sa plantation. Par contre, la redistribution des profits par l'Agence s'effectue sur une base collective : le bloc. Chaque bloc compte 19 à 26 exploitants (Massard, 1987 : 64). Ce système facilite l'entraide en cas de maladie ou d'empêchement grave d'un des membres du bloc. Il oblige surtout les exploitants à assurer eux-mêmes la police au sein du bloc, toute négligence individuelle se traduisant par une pénalisation collective. L'Agence se contente de proposer aux planteurs un barème d'amendes pour travaux non effectués dans les règles. Libre à eux de l'appliquer ou non.

Le coût d'installation d'une famille par FELDA s'élève à 150 000 FF en 1984 (Massard, 1987 : 65), soit six fois celui d'une famille de transmigrants. Qui plus est, le colon s'engage auprès de l'Agence à rembourser intégralement les crédits consentis. Chaque mois, le revenu de la plantation reversé au colon est amputé des mensualités de remboursement du coût d'installation, des charges variables (engrais, pesticides, etc.) et des avances consenties par l'épicerie coopérative. Outre les frais de gestion, les mensualités comprennent un provisionnement pour le renouvellement de la plantation au terme de sa période productive.

Le souci d'efficacité du système FELDA se traduit pour le paysan par un caractère particulièrement coercitif. Les colons s'en plaignent, tout en reconnaissant le bien fondé du

1 Un acre équivaut à 0,4046 ha.

système. Les abandons restent extrêmement rares. Les listes de candidatures s'allongent. La réussite est indéniable. La simple observation des conditions de vie des colons FELDA suffit à s'en faire une idée. A Bukit Kuantan, par exemple, les colons rejoignent leur plantation en motocyclette ; 14 % d'entre eux possèdent une voiture ; les maisons agrandies abritent un mobilier confortable et des téléviseurs couleur ; certaines cuisines sont équipées d'une gazinière, d'un réfrigérateur et d'une machine à laver (Massard, 1987 : 69). A 100 km à vol d'oiseau du centre de Transmigration le plus proche, le contraste est frappant.

La Banque mondiale participe également au financement de FELDA. Ses experts n'ont de cesse de convaincre les autorités indonésiennes de suivre le modèle FELDA, ou du moins de s'en inspirer. En 1976, la Banque mondiale lance le premier projet de Transmigration intégrant cultures vivrières et cultures pérennes d'exportation. Le centre de Batumarta est conçu comme un projet-pilote, un test grandeur nature chargé de vaincre les dernières réticences des autorités indonésiennes.

Batumarta, projet pilote

Jusque-là, la double affirmation : «*le Javanais est un riziculteur*» et «*le latex ne se mange pas*» résumait parfaitement les réticences des autorités vis à vis des cultures de plantations.

En effet, contrairement aux Malais, les Javanais ignorent la plupart des techniques liées aux cultures de plantation. La majorité d'entre eux n'a même jamais eu l'occasion de voir un hévéa ou un palmier à huile. Plus accoutumés aux cultures vivrières, les colons javanais privilégient avant tout l'autosuffisance alimentaire. Rien d'étonnant à ce que leurs dirigeants privilégient l'autosuffisance nationale en riz. Que la vente de latex permette d'acheter du riz ne change rien au problème. Grâce à ses revenus pétroliers, l'Indonésie est déjà en mesure d'importer le riz lui faisant défaut.

Adapter avant d'adopter

Le système FELDA semble profondément inadapté aux conditions indonésiennes. Plutôt que de l'adopter tel quel, la Transmigration cherche à l'adapter à ses propres exigences. Il est hors de question de remplacer le riz pluvial par de l'hévéa. Par contre, adjoindre une petite parcelle d'hévéas aux vivriers assurerait le revenu monétaire indispensable aux transmigrants. Ces derniers ne seraient plus obligés de quitter les centres à la recherche d'emplois journaliers au détriment des cultures vivrières.

Le modèle proposé aux migrants de Batumarta correspond parfaitement à cette vision idéalisée de l'agriculture, encore dominante dans les années 1970. Le modèle se veut intégré et harmonieux. Sur 25 ares de *pekarangan* la famille paysanne produit les fruits et légumes indispensables à l'amélioration de sa diète. Sur deux parcelles de 75 et de 100 ares, le colon

assure son autosubsistance alimentaire en riz, maïs, manioc et soja. Jusque-là, rien que de très classique.

L'innovation provient d'une parcelle de 100 ares d'hévéas installée par une société de plantation (Perseroan Terbatas Perkebunan X). La mise en place des plantations répond aux standards industriels en vigueur. La PTP X gère les plantations jusqu'à leur entrée en production. A l'ouverture des panneaux de saignée, les hévéas sont remis aux transmigrants. La vente du caoutchouc naturel assure alors un revenu monétaire régulier aux familles.

Si le colon le désire, il peut étendre lui-même sa plantation sur une deuxième parcelle de 100 ares, non encore défrichée. Enfin, une dernière parcelle de 100 ares est attribuée en guise de réserve foncière. Au total, chaque famille reçoit un lot de 5 hectares.

Pour faciliter le travail agricole et assurer le maintien de la fertilité du sol, chaque transmigrant reçoit une tête de bovin. Un modèle ne saurait être «intégré» s'il n'intégrait pas l'élevage à l'agriculture.

Batumarta devant servir de démonstration, la Banque met toutes les chances de son côté. Le centre bénéficie ainsi non seulement d'infrastructures de grande qualité, mais encore d'un encadrement particulièrement dense. Ministères et services officiels, mais aussi universités, instituts de recherche et bureaux d'études sont associés au projet. Les largesses de la Banque assurent l'indispensable coordination. Grâce à un budget de 5 000 à 6 000 $ par famille[2] et un contrôle rigoureux, prévisions de travaux et réalisations se correspondent de manière surprenante.

Projet vivrier ou projet intégré ?

Dans sa conception, Batumarta reste un projet vivrier en culture pluviale. L'élevage n'a de raison d'être que par rapport aux cultures vivrières. Quant à l'hévéaculture, elle n'est destinée qu'à compléter le revenu monétaire des familles. Les experts espèrent bien qu'une partie de ce revenu sera réinvestie dans les consommations intermédiaires indispensables à la production vivrière.

Pour les colons, mis à part la meilleure qualité des infrastructures et des services, Batumarta ne diffère que peu d'un centre de Transmigration classique pendant les six premières années. Comme ailleurs, les transmigrants s'efforcent avant tout d'assurer leur autosubsistance grâce aux cultures vivrières. Les systèmes de culture proposés par les agronomes (CRIA, 1978 a et b ; Ismail *et al.*, 1978 ; McIntosh *et al.*, 1978 ; Thomas, 1981 ; Soepardi, 1982) n'y rencontrent guère plus de succès qu'ailleurs. Trop exigeants en travail et en intrants, ils rémunèrent peu la main-d'œuvre familiale et induisent un niveau de risque inadmissible pour un paysan.

---

2 Soit le double d'un centre de Transmigration classique. Sur ce total, 1 865 $ US sont consacrés à la mise en place de l'hectare d'hévéas par la PTP.

Le recours à la traction attelée permet de cultiver des surfaces plus importantes. Dès la troisième année à Batumarta, la surface cultivée dépasse 130 ares en moyenne par famille, contre 110 ares à Sebamban. Mais le temps gagné dans la préparation du sol grâce à la traction attelée se paye par ailleurs. Ne pouvant être laissés à divaguer, les bovins doivent être nourris à l'étable. Cette charge, habituellement assurée par les jeunes garçons, représente en moyenne deux heures de travail par jour. Si faute de main-d'œuvre, cette tâche incombe au chef de famille, l'élevage voit son avenir rapidement compromis dans l'exploitation.

La conservation de la fertilité du sol grâce à la fumure animale pose des problèmes du même ordre. L'épandage manuel du fumier, sur une surface d'un hectare, est considérée comme une charge en travail peu en rapport avec les bénéfices attendus de l'opération. Le colon préfère concentrer la faible quantité de fumier produite par une seule tête de bétail sur la surface plus réduite du *pekarangan.*

Dès lors, Batumarta connaît la même évolution que les autres projets vivriers en culture pluviale. Année après année, la fertilité chimique des sols se dégrade, les adventices deviennent de plus en plus difficiles à contrôler, la pression parasitaire augmente... Les rendements chutent et la production devient insuffisante pour assurer les besoins alimentaires des familles.

Pendant les trois premières années, l'installation et l'entretien des plantations d'hévéas par les PTP nécessitent une quantité relativement importante de main-d'œuvre. Cette opportunité d'emploi représente une véritable manne pour les transmigrants. Le revenu de ce travail, habituellement réalisé par les épouses ou les jeunes gens, permet aux familles de passer le cap souvent difficile des premières années d'installation.

Malheureusement, au delà de la troisième année, l'entretien des plantations d'hévéas ne requiert plus que de faibles quantités de travail. Les PTP n'embauchent plus que des équipes très réduites. La disparition de cette source de revenu complémentaire, concomitante à une baisse générale des rendements, place les colons dans une situation délicate.

Dès la cinquième année, de nombreuses familles envisagent d'abandonner le centre. Mais pour aller où ? A Java ou à Bali, elles ne possèdent plus rien. A Batumarta, elles possèdent 5 hectares de terre. L'amélioration du statut social justifie bien quelques sacrifices, mais la survie de la famille passe avant tout. A l'issue de la sixième année, les hévéas entreront en production. Si la situation ne s'améliore pas à ce moment-là, il sera toujours temps de renoncer.

La poule aux œufs d'or

L'hévéa, les transmigrants n'y croient pas vraiment. La plupart d'entre eux ne voient leur premier hévéa qu'à leur arrivée à Sumatra. Lorsque les PTP recrutent des journaliers pour entretenir les plantations, les chefs de famille déléguent leurs épouses. Lorsque les PTP les convoquent pour leur enseigner les techniques de saignée et de greffage, ils envoient

leurs enfants adolescents. Lorsque les PTP effectuent le premier versement, ils daignent enfin se déplacer en personne.

Dès lors, la situation évolue rapidement. Avec l'hévéa, les migrants découvrent une source de revenu régulière, sûre et importante. Les versements interviennent tous les quinze jours. Inutile d'attendre cinq mois pour toucher le fruit aléatoire de son travail. L'hévéa ne craint ni les rats, ni les sangliers, ni les insectes. Dès la première année de saignée, les familles doublent leur revenu monétaire annuel, et ce pour à peine quatre heures de travail journalier. Qui plus est, mois après mois, la production s'accroît.

Les mentalités changent tout aussi rapidement. Immédiatement après l'attribution des parcelles d'hévéas[3], quelques rares transmigrants décident de revendre leur lot pour rentrer à Java. Les parcelles d'un hectare se négocient alors autour de 500 000 roupies. Après l'ouverture des panneaux, les prix quadruplent en moins d'un trimestre. Mais les vendeurs se font rares. Les colons viennent de faire connaissance avec la poule aux œufs d'or de la fable.

La fréquence de saignée évolue à la même vitesse que les mentalités. Les transmigrants découvrent surtout qu'en augmentant la fréquence de saignée, ils accroissent leur revenu immédiat. Longtemps inquiets du peu d'engouement suscité par l'hévéa auprès des transmigrants, les responsables du centre commencent à s'inquiéter d'un intérêt un peu excessif. Personne ne respecte la fréquence recommandée des trois saignées hebdomadaires (D2/D3). Les arbres sont saignés tous les jours, voire deux fois par jour. Certains n'hésitent pas à saigner de nuit, les hévéas des voisins. Mais passés les premiers excès, la fréquence se stabilise à quatre jours de saignée successifs pour un jour de repos, soit près du double de la fréquence recommandée par les experts.

Les experts, justement, fulminent contre le comportement «irrationnel» des paysans. Les experts se placent dans une logique d'entreprise capitaliste. Leur calcul tient compte du montant de l'investissement pour la création de la plantation et du coût du crédit. Pour optimiser le revenu du capital investi, ils auront intérêt à prolonger la durée de vie de la plantation et à retarder autant que possible l'inévitable renouvellement de celle-ci[4]. Or, à Batumarta, la consommation excessive d'écorce va réduire de moitié la durée de vie productive des arbres. Le renouvellement de la plantation devra donc intervenir au bout de 14 ans au lieu de 28. Dans le petit monde des spécialistes de l'hévéa, Batumarta devient synonyme de surexploitation, de gaspillage, de massacre...

---

3 Quelques semaines avant la mise en saignée.

4 Pour plus de détails sur la comparaison entre les objectifs des sociétés de plantation et les logiques paysannes, l'on se reportera utilement à l'excellente thèse de Anne Gouyon sur l'hévéaculture paysanne à Sumatra (INA Paris-Grignon, à paraître).

La maison du saigneur

Les paysans ne jugent pas leur comportement aussi irrationnel que cela. «*Pourquoi gagner un peu pendant trente ans, quand on peut gagner beaucoup pendant quinze ans ?*» Visiblement, les objectifs des experts ne correspondent pas aux objectifs des paysans. Alors que les premiers recherchent la maximisation du revenu du capital investi, les seconds privilégient leur consommation immédiate.

Ainsi, huit ans après l'ouverture des panneaux de saignée, Batumarta a changé de visage. Sur l'ensemble de notre échantillon, seulement 24,6 % des familles ont conservé la maison allouée par la Transmigration ; 33,3 % ont investi entre 0,5 et 2 millions de roupies dans l'amélioration de leur habitat ; 42,1 % ont fait construire la maison de leurs rêves pour des budgets compris entre 2 et 13 millions de roupies.

Les familles n'ayant pas investi dans l'amélioration de l'habitat se répartissent en deux grandes catégories. La première regroupe les familles contraintes de vendre leur plantation pour cause de maladie, d'infirmité, de décès du conjoint ou de divorce. Pour la deuxième catégorie, la priorité accordée à l'éducation des enfants tend à repousser l'amélioration de l'habitat plus loin dans le futur.

En fait, l'éducation des enfants est toujours prioritaire sur l'amélioration de l'habitat. Mais comme la Transmigration recrute surtout des chefs de famille jeunes, la majorité des familles dispose d'un temps de grâce d'une dizaine d'années avant d'avoir à supporter des frais de scolarité élevés.

Les autres dépenses importantes des familles pendant les 7 années séparant nos deux enquêtes concernent les voyages, les dépenses à caractère social et la santé :

— 63,2 % des familles ont dépensé entre 100 000 et 2 250 000 roupies pour rendre visite à des parents restés à Java ou à Bali. Au début, les voyages ne concernent que les chefs de famille. Avec l'entrée en production des hévéas, les déplacements se font en famille et deviennent plus fréquents ;

— 64,9 % des familles marient un ou plusieurs enfants pour des sommes comprises entre 0,3 et 4 millions de roupies. A l'heure actuelle, une cérémonie à moins de 500 000 roupies serait considérée comme une union à la sauvette. Les autres dépenses à caractère social comme les *selamatan* (repas communiels) connaissent la même inflation. Leur coût moyen passe 50 000 roupies en 1983, à 500 000 roupies en 1990.

— 29,8 % des familles font face à des dépenses de santé variant entre 100 000 et 1 500 000 roupies. Certaines d'entre elles, dans l'impossibilité d'emprunter la somme nécessaire, sont contraintes de vendre tout ou partie de leur domaine foncier.

Maximiser le revenu du capital investi est un objectif d'entrepreneur capitaliste. Ce n'est pas un objectif de paysan (Mendras, 1976 : 39-54). Pour le paysan javanais, la gestion

«correcte» du capital gracieusement offert par le Gouvernement, sera celle lui permettant d'atteindre ses objectifs prioritaires, dans l'ordre :

— la subsistance de la famille

— l'éducation des enfants

— l'amélioration de l'habitat

— l'élévation du niveau de vie.

La survie de la famille reste bien sûr la priorité absolue. Ce n'est pas par choix mais bien par obligation que les chefs de famille quittent le centre pendant de longues semaines à la recherche d'emplois journaliers. En cas d'urgence, maladie ou hospitalisation, les familles se retrouvent souvent dans l'obligation de vendre leur capital productif.

Le paysan javanais considère l'éducation comme le meilleur moyen d'assurer l'avenir de ses enfants. Les parents sont prêts à d'énormes sacrifices pour permettre à leurs enfants d'accéder à l'enseignement secondaire, voire supérieur. Leur vœu le plus cher est de les voir entrer dans la fonction publique. Quand on connaît la faiblesse des rémunérations dans la fonction publique, on ne doute plus de l'importance accordée au statut social dans la société paysanne.

L'amélioration de l'habitat suit également des règles précises. Le tape-à-l'oeil l'emporte le plus souvent sur le fonctionnel. Etre bien logé semble moins important que de le faire savoir. Vitres teintées, colonnades néo-classiques et frises sculptées, ..., le bon goût n'est pas toujours au rendez-vous.

Placé devant un choix, le paysan javanais ou balinais n'accordera pas forcément la préférence à l'investissement le plus lucratif, ni même le plus sûr. Le plus souvent, son choix se portera sur la solution «maximisant son statut social».

Les investissements productifs n'arrivent souvent qu'en dernière priorité. Ils se traduisent principalement par l'accroissement du domaine foncier, l'acquisition ou la création de nouvelles plantations d'hévéas, mais aussi par le démarrage d'activités commerciales (épicerie, intermédiaire) ou de services (transport). Ainsi, 54,4 % des familles de notre échantillon ont acheté de la terre pour un montant moyen de 500 000 Rp, les dépenses les plus importantes s'élevant à près de 3 millions de roupies par famille. Mais à Batumarta, les transmigrants ne se contentent pas de collectionner les certificats de propriété comme à Sebamban (chapitre 6). Entre 1987 et 1990, 70,2 % des familles ont investi des sommes parfois considérables dans l'établissement de nouvelles plantations. En moins de quatre ans, la surface en plantations d'hévéas a plus que doublé dans la zone de transmigration de Batumarta.

Le Javanais est un hévéaculteur

Retrouver Batumarta après sept ans d'absence réserve quantité de surprises au visiteur. Les petits étals de l'unité II ont fait place à un marché permanent particulièrement actif.

Camions, voitures et motocyclettes encombrent les voies d'accès aux centres. De superbes maisons en dur remplacent les masures installées par la Transmigration. Mais le plus surprenant est ailleurs : de part et d'autre de la route, *Imperata cylindrica* a repris ses droits sur les parcelles autrefois dévolues aux cultures vivrières.

A Batumarta, l'entrée en production des hévéas sonne le glas des cultures vivrières. Une fois installée, une plantation d'hévéas ne réclame qu'une quantité de travail peu élevée pour son entretien. L'essentiel du travail concerne la récolte, environ quatre heures par jour de saignée. Non seulement le travail peut être effectué par un adolescent, mais en plus sa rémunération est élevée.

Or, un paysan javanais n'est pas moins sensible à la rémunération de son travail qu'un autre. En l'absence d'opportunités plus intéressantes, il accepte d'investir plus de 200 jours de travail pour obtenir un rendement de 600 kg de paddy par hectare[5], soit environ 750 roupies par jour de travail de 7 à 8 heures. Mais en 1990, la rémunération d'une journée de saignée de quatre heures s'élève en moyenne à plus de 10 000 roupies. L'on comprend aisément, dans ces conditions, que les transmigrants aient renoncé à la culture vivrière.

L'abandon de la culture vivrière entraîne immanquablement l'abandon de l'élevage. Ne servant plus pour la traction attelée, l'élevage ne se justifierait que par le complément de revenu apporté. Or, l'entretien d'une ou deux têtes de bétail représente deux heures de travail par jour et une astreinte permanente pour une rémunération peu en rapport. En 1990, pratiquement tous les transmigrants avaient revendu les bovins offerts par le projet.

Une boutade fréquemment entendue à Batumarta illustre bien l'évolution des coûts d'opportunité : «*Il y a dix ans, tous les chefs de famille étaient prêts à travailler à la houe en plein soleil pendant huit heures, pour 1 000 roupies et deux repas. Mais personne ne faisait appel à eux. Aujourd'hui, les mêmes chefs de famille proposent 2 000 roupies pour quatre heures de travail à l'ombre des hévéas. Et ils ne trouvent personne qui accepte*» (Katino, transmigrant de l'unité VII, comm. pers.).

Qui oserait encore affirmer que les Javanais (ou les Balinais) sont des riziculteurs, après avoir visité Batumarta ? En l'espace de sept ans, la reconversion est surprenante. Les techniques de saignée et de greffage n'ont plus de secrets pour les transmigrants. Batumarta est devenu un important centre de production de plants greffés. L'encadrement aurait-il été plus efficace qu'ailleurs ? Tout porte à croire que non. «Ecole de saignée» et «école de greffage» ne sont que des appellations pompeuses pour désigner des démonstrations le plus souvent expéditives. Le succès provient avant tout de l'étonnant savoir-faire des paysans javanais en matière d'horticulture.

Entre 1987 et 1990, la superficie hévéicole double sur le site. L'hévéa gagne sur les parcelles autrefois destinées aux cultures vivrières. L'hévéa gagne sur les derniers lambeaux

5 Rendements moyens obtenus en riziculture pluviale à Batumarta entre 1976 et 1992.

de forêts secondaires. L'hévéa gagne jusque dans les *pekarangan* autour des maisons. La preuve est faite : les Javanais sont des planteurs.

Pour les transmigrants, Batumarta représente l'archétype de la réussite, la réalisation de leurs vœux les plus chers. Pour les initiateurs du projet, le bilan s'avère plus nuancé. La faillite du modèle «intégré» est totale. Juxtaposer des cultures d'autoconsommation et des cultures de rapport au sein d'une même exploitation semblait pourtant une idée intéressante. Le modèle proposé n'avait d'autre objectif que d'assurer à la famille paysanne son autosuffisance alimentaire et un revenu monétaire. L'intention était louable, mais le calcul erroné.

Lorsque la rémunération de la journée de travail en hévéaculture dépasse de 25 fois celle d'une journée de travail en culture vivrière... on voit mal ce qui pourrait pousser un transmigrant à vouloir assurer à tout prix son autosuffisance alimentaire. En quatre heures de saignée, un colon récolte 25 kg de caoutchouc vendu 480 roupies le kg[6], soit 12 000 Rp c'est-à-dire l'équivalent de 24 kg de riz décortiqué ; de quoi satisfaire la consommation familiale pendant quinze jours. Qui plus est, depuis le début des années 1970, le BULOG assure l'approvisionnement et la stabilité du prix du riz jusque dans les îles les plus reculées de l'archipel. Inutile, par conséquent, de vouloir se prémunir contre une éventuelle disette.

En 1990, le transmigrant de Batumarta ne répond plus à la définition que Mendras donne du paysan (Mendras, 1976 : 12). La perte d'autonomie à l'égard de la société englobante, la distinction précise entre consommation et production, l'importance des rapports avec les collectivités environnantes, et l'absence d'intermédiaire dans les contacts avec le monde englobant... font des hévéaculteurs de Batumarta des agriculteurs au sens plein du terme.

Batumarta prouve de manière éclatante qu'un riziculteur javanais, héritier de traditions millénaires, peut se muer en hévéaculteur efficace en moins de six ans[7]. Les résultats vont au delà des espoirs des initiateurs du projet. En testant l'association d'une composante pérenne à un projet vivrier, ces derniers obtiennent la preuve de la viabilité de projets exclusivement en plantations pérennes.

Succès indéniable, Batumarta ne servira pourtant pas de modèle aux projets futurs. Bien au contraire, le centre sera régulièrement cité comme exemple à ne pas suivre. Pire, il servira à justifier les règles extrêmement coercitives ultérieurement en vigueur dans les projets PIR.

---

6 Prix moyen offert par les commerçants privés à Batumarta sur l'ensemble de l'année 1990.

7 Voire en quelques semaines si on lui confie une plantation prête à produire.

Les PIR ; vers une privatisation de la Transmigration

En effet, pour la grande majorité des experts, Batumarta administre surtout la preuve éclatante du comportement irrationnel des paysans. Ceux-ci se révèlent incapables de gérer correctement le capital productif généreusement octroyé par le Gouvernement. Ce capital, ils préfèrent le dilapider en quelques années en privilégiant leur consommation immédiate et les dépenses à caractère social. Dont acte. Que les transmigrants s'enrichissent, même aux dépens des hévéas, ne devrait pourtant déranger personne. La Transmigration n'affiche-t-elle pas un objectif social ? L'objectif de développement n'est d'ailleurs pas sacrifié pour autant comme le prouve l'extension rapide des surfaces plantées en hévéas sur le site de Batumarta. Le Gouvernement n'est pas perdant dans l'opération.

Le vrai problème est ailleurs. Un projet comme Batumarta coûte cher, trop cher. Le coût moyen d'installation d'une famille s'élevait déjà à 5 000 ou 6 000 $ US à la fin des années 1970. Sur ce montant, 1 865 $ US revenaient à la PTP chargée d'installer l'hectare d'hévéas. Or, dès le début des années 1980, le ministère de la Transmigration n'a plus les moyens d'une politique aussi généreuse. La baisse régulière des prix du brut se traduit par d'importantes restrictions budgétaires.

Dès lors, le Gouvernement cherche à intéresser le secteur privé au financement de la Transmigration. Dans un premier temps, il va demander aux PTP (sociétés d'économie mixte), jusque-là simples contractants, de s'associer avec la Transmigration. Cette implication directe des PTP dans les projets va modifier les données du problème. Tant que le Gouvernement avançait les capitaux, les experts des sociétés de plantation se contentaient de regretter le «massacre» des hévéas. Désormais, il n'est plus question de laisser libre cours aux logiques paysannes. Les PTP veulent être sûres de récupérer les capitaux investis dans l'opération. Elles vont donc édicter des règles particulièrement draconiennes pour éviter que les transmigrants ne surexploitent les hévéas. La logique des experts va reprendre le pas sur celle des paysans.

L'entreprise capitaliste cherche à maximiser la rémunération du capital investi. Dans un projet de Transmigration entièrement en cultures pérennes, l'utilisation optimale de la main-d'œuvre disponible suppose que chaque famille dispose de 2 à 3 hectares de plantation. La quasi-absence de cultures vivrières oblige soit à nourrir les transmigrants pendant la période improductive (6 ans pour l'hévéa), soit de les faire venir pour l'ouverture des panneaux de saignée. Cette dernière solution serait moins onéreuse mais obligerait la PTP à faire effectuer l'ensemble des travaux préalables par des ouvriers salariés. Enfin, la transformation du produit réclame la construction d'usines de taille importante, surtout dans le cas de projets palmiers à huile. Rappelons qu'au début des années 1980, le coût moyen d'installation d'une famille FELDA s'élevait à 30 000 $ US.

La solution finalement retenue par les autorités est celle des NES (*Nucleus Estate and Smallholders* en anglais) ou PIR (*Perkebunan Inti Rakyat* en indonésien). Elle vise à associer au sein d'un même projet, un «noyau» (*nucleus*) formé par une plantation industrielle (*estate*)

avec un «plasma» formé de transmigrants (*smallholders*). Les PTP se chargent de la réalisation physique des projets : défrichement, mise en place des infrastructures, construction des maisons, établissement et entretien des plantations jusqu'à leur maturité. Le ministère de la Transmigration se charge du recrutement des transmigrants et de leur transport jusque sur le projet. Dès leur arrivée sur le site, les colons sont pris en charge par les PTP.

L'arrivée des transmigrants s'organise en plusieurs vagues. Les premiers arrivés sont employés comme journaliers par les PTP pour tous les travaux d'installation des plantations. La base de rémunération est calculée pour assurer l'autosubsistance des familles. Les vagues suivantes arrivent en fonction de l'évolution des besoins en main-d'œuvre. L'idéal consiste bien évidemment à synchroniser l'arrivée du plus grand nombre de colons avec l'entrée en production de la plantation. On évite ainsi d'avoir à assurer leur subsistance sur une longue période.

Le temps des cadeaux est révolu. Le transmigrant s'engage à rembourser intégralement le crédit consenti par la PTP. Celle-ci prélève d'office 25 à 35 % sur le produit de la vente. Bien entendu, l'intégralité de la production doit être vendue à la PTP. Soucieuse de récupérer son investissement, la PTP veille tout particulièrement au respect de techniques de production propres aux plantations industrielles : entretien, fertilisation, fréquences de saignée, etc. Elle veille surtout à éviter que les paysans ne détournent leur production. Les intérêts divergents des uns et des autres engendrent une situation conflictuelle.

Dans le PIR de Rimbobujang, dans la province de Jambi, chaque famille de transmigrants reçoit un lot de trois hectares. Celui-ci se compose de deux parcelles d'hévéas d'un hectare chacune, d'une parcelle de 75 ares pour la production vivrière et de 25 ares de *pekarangan.*

Un jour de saignée sur la première parcelle est suivi d'un jour de saignée sur la deuxième parcelle, lui-même suivi d'un jour de repos. Ainsi, chaque arbre n'est saigné qu'un jour sur trois. La récolte journalière moyenne s'élève à 25 kg de caoutchouc par hectare. En tenant compte des jours chômés pour cause de pluie, la production mensuelle moyenne avoisine les 300 kg pour deux hectares. A raison de 548 roupies par kg[8], le revenu mensuel brut s'élève à 164 400 roupies.

Sur ce montant, la PTP prélève 69 020 Rp se décomposant en :

— 49 320 Rp de remboursement de crédit (30 %)

— 10 500 Rp de fertilisants

— 4 200 Rp de frais de transport (14 Rp/kg)

— 5 000 Rp de frais de gestion

8 Prix brut PTP relevé à Rimbobujang le 14 avril 1990.

Soit un revenu net de 95 380 roupies par mois pour deux hectares de plantation d'hévéas. Quand on sait que, sur un seul hectare d'hévéas, un transmigrant de Batumarta touche en moyenne 240 000 roupies par mois[9], l'on comprend l'ampleur de la «surexploitation» des hévéas.

Le transmigrant d'un projet PIR ne contrôle ni son rythme de travail, ni le niveau d'intrants, ni l'ampleur des dégrèvements, ni même les frais de gestion. Tant que le cours du caoutchouc naturel se maintient et que la PTP dont il dépend reste bien gérée, sa situation est plus enviable que celle des colons des projets vivriers en *pasang surut* ou en culture pluviale. Dans le cas contraire...

Le projet PIR de Pelaihari dans la province de Kalimantan-Sud produit du sucre de canne. En principe, chaque famille de transmigrants y possède un lot de 2 hectares, se décomposant en 50 ares utilisés à sa convenance et 150 ares destinés à la culture de la canne à sucre. Contrairement aux projets hévéa ou palmier à huile où le migrant entretient et récolte sa propre plantation, la PTP gère directement les parcelles en canne. Le colon travaille indistinctement sur l'ensemble des parcelles du «plasma». Pratiquement considéré comme un journalier, il touche 1 250 roupies par jour de travail. Ce montant, nettement insuffisant pour assurer la subsistance d'une famille, ne correspond qu'à 50 % du prix moyen de la main-d'œuvre journalière à Kalimantan-Sud.

En contrepartie, le transmigrant est intéressé aux bénéfices de la PTP. Il n'a malheureusement aucun contrôle sur le montant de cet intéressement. Il était ainsi prévu que la participation aux bénéfices des campagnes 1988, 1989 et 1990 serait respectivement de 25, 30 puis 60 %. Curieusement, les sommes réellement touchées par les colons passèrent de 600 000 à 550 000 et enfin 250 000 roupies.

La compagnie affirme avoir scrupuleusement respecté ses engagements. La somme reversée aux colons en 1990 correspondrait bien à 60 % des bénéfices. La faiblesse des récoltes, l'augmentation des charges, la baisse (?) du prix du sucre, etc. expliqueraient que les bénéfices soient en chute libre. Pour les colons, la baisse des bénéfices proviendrait plutôt de la mauvaise gestion de l'entreprise, du train de vie excessif des administrateurs et de falsifications comptables.

Il ne nous appartient pas de trancher en faveur des uns ou des autres. Chaque explication contient sa part de vérité et sa part d'exagération. Le problème provient avant tout du total manque de transparence du système. Les transmigrants n'ont absolument aucun moyen de contrôle sur les PTP. Ces dernières décident du prix d'achat du produit, des quantités de travail et d'intrants, du montant des charges de fonctionnement et des frais de gestion. On demande aux colons d'avoir confiance en l'autorité supérieure. Les Javanais

9 500 kg de caoutchouc par hectare et par mois à Batumarta, contre 150 kg par hectare et par mois à Rimbobujang.

sont accoutumés à un système de gouvernement profondément paternaliste. Les paysans n'appellent-ils pas le président de la République «*Bapak kita*», c'est-à-dire «notre père à tous» ? Un père ne peut vouloir que le bien de ses enfants. Mais dans les PIR, des dirigeants anonymes de sociétés tout aussi anonymes se substituent au prince débonnaire. Dès lors, les enfants ne reconnaissent plus leurs pères.

Les PTP sont des entreprises capitalistes et non des entreprises paternalistes. Leur intérêt n'est pas d'assurer un revenu minimum aux transmigrants mais bien un revenu maximum à leurs actionnaires. Une gestion efficace suppose, entre autres, la réduction des charges de main-d'œuvre. Le Gouvernement imposant le respect de salaires minima aux PTP, la réduction des charges de main-d'œuvre passe obligatoirement par l'amélioration de la productivité du travail. Une pratique de plus en plus répandue consiste à réduire, sur le papier, la quantité de travail nécessaire pour une opération. Par exemple, le désherbage d'un bloc de canne à sucre habituellement réalisé en 100 jours-homme passe d'un jour à l'autre à 80 jours-homme. La Société respecte scrupuleusement la loi puisque la journée de travail est facturée à 2 250 roupies. Cependant, la PTP ne recrute pas directement les ouvriers, mais passe par un contractant qui s'engage à effectuer l'opération pour un montant total de 80 x 2 250 = 180 000 Rp. Il va de soi que le contractant n'est payé que si le désherbage est correctement réalisé. Or un sarclage correct nécessite bien 100 jours-homme par bloc. S'il veut conserver un minimum de bénéfice (30 000 Rp), le contractant ne peut proposer qu'une rémunération de 1 500 roupies par jour à ses ouvriers. A ce tarif, il ne peut recruter que des femmes et surtout de jeunes enfants. La PTP se félicite de l'amélioration de la productivité du travail ... et déplore le total manque de moralité des contractants.

Une situation conflictuelle

Si les PTP ne ressentent aucune obligation paternelle envers les transmigrants, en contrepartie, les transmigrants s'affranchissent de tout devoir filial envers les PTP. S'estimant floués par ces dernières, les colons n'hésitent pas à détourner une partie de la production. Cette pratique concerne surtout les projets hévéas. Détourner des régimes de palmier à huile présente déjà plus de difficultés, quant à la canne à sucre, mieux vaut ne pas y songer.

Dans la province de Sumatra-Sud, par exemple, la surcapacité des unités de traitement du caoutchouc engendre une concurrence entre usiniers, très favorable aux producteurs (Nancy *et al.*, 1989 : 9). Céder toute sa production à la PTP, à 70 % du prix offert par un commerçant chinois, suppose une grandeur d'âme et un désintéressement peu communs.

La défense légitime de leurs intérêts pousse malheureusement certaines PTP à des démonstrations de force excessives. La presse indonésienne rapporte régulièrement, avec les euphémismes indispensables, ce qu'il conviendrait d'appeler des exactions. En 1993, à Sumatra-Nord, l'arrestation de plusieurs paysans en période de ramadan provoque la colère de la foule. L'incendie du commissariat de police qui s'en suit oblige l'armée à intervenir. Plus de 200 paysans passeront les fêtes de l'*Idul Fitri* en prison. A Sumatra-Sud, quelques années auparavant, la bastonnade publique de sept paysans accusés de détournement rappelle aux plus vieux des spectateurs les souvenirs d'une époque qu'ils croyaient révolue.

Du FELDA au PIR

Curieuse histoire que celle de l'adaptation du système FELDA aux réalités indonésiennes. On ne saurait imaginer meilleure illustration du profond changement de cap opéré par la Transmigration pendant les années 1980.

Pendant longtemps, les responsables de la Transmigration jugeaient que le système FELDA était profondément inadapté à des colons javanais. Il semblait impensable que ces derniers, riziculteurs depuis des temps immémoriaux, acceptent de devenir planteurs. L'introduction de cultures pérennes dans un projet de Transmigration ne fut tout d'abord conçu qu'en complément de la culture vivrière. L'on espérait que grâce au revenu monétaire procuré par les plantations, le paysan ne serait plus contraint de quitter le centre pour rechercher des revenus complémentaires.

Batumarta devait servir de test. Une parcelle d'un hectare d'hévéas, installée par une société de plantation, allait améliorer les revenus des transmigrants. D'abord peu intéressés, les migrants changent rapidement d'avis lorsque les hévéas entrent en production. Non seulement le caoutchouc procure des revenus élevés, réguliers et sûrs, mais il rémunère le travail familial 25 fois plus que la culture vivrière. Ils n'en faut pas plus pour transformer des riziculteurs séculaires en planteurs d'hévéas enthousiastes.

L'engouement des colons de Batumarta pour l'hévéaculture lève les dernières réticences des autorités. Dès lors, plus rien ne s'oppose au lancement de projets en cultures pérennes, si ce n'est le coût de l'opération. En effet, la baisse régulière des prix du brut oblige le gouvernement à réduire le budget de la Transmigration. Mais à Batumarta, les PTP ont fait plus qu'administrer la preuve de leur efficacité. Elles ont démontré qu'un centre de Transmigration pouvait aussi être rentable. Dès lors, il devient tout à fait envisageable de demander au secteur privé de s'impliquer dans la Transmigration.

Avec le lancement des programmes PIR, le Gouvernement donne carte blanche aux sociétés de plantation. L'Indonésie veut rattraper son retard sur la Malaysia et se hisser aux premiers rangs des pays producteurs de caoutchouc et d'huile de palme. La réalisation physique des projets et leur gestion revient exclusivement aux PTP. Le ministère de la Transmigration se contente d'assurer le recrutement et le transport des colons jusqu'à leur lieu de destination.

Pour les sociétés de plantation, les transmigrants d'un projet PIR présentent d'énormes avantages sur de simples ouvriers. Comme ils sont propriétaires de leurs parcelles, ils doivent rembourser le crédit consenti pour la création des plantations. Ils forment un réservoir de main-d'œuvre stable dans lequel on peut puiser en cas de besoin. N'étant pas employés

permanents, la société n'a aucune obligation envers les colons. Non seulement la gestion des parcelles leur échappe, mais en plus ils ne disposent d'aucun moyen de contrôle sur les PTP. Ces dernières, par contre, n'hésitent pas à faire appel à la force publique pour les contraindre à respecter leurs engagements.

Qu'est-il advenu des objectifs sociaux de la Transmigration ? En voulant à tout prix impliquer le secteur privé dans le financement des projets, la Transmigration s'est muée en un vulgaire fournisseur de main-d'œuvre bon marché pour sociétés de plantations.

BENDUNG KOSINGGOLAN

Conclusion

Pas de Transmigration sans infrastructures

«Si vous fermez la porte aux erreurs, la vérité restera dehors».

Rabindranath Tagore

Les enseignements de la phase expérimentale de la *Kolonisatie* étaient pourtant clairs : le succès d'une colonie dépend avant tout de la qualité des infrastructures réalisées. Vouloir lésiner sur ce plan lors de la création d'un centre engage ses concepteurs à assumer des charges ultérieures bien plus lourdes. Sauf rares exceptions, comme à Sulawesi-Nord et Sulawesi-Centre, la fertilité chimique des sols des îles extérieures s'avère très médiocre. Cette caractéristique n'est pas rédhibitoire. Sur le plan agronomique, la mise en valeur des terres marginales de Sumatra et de Kalimantan par des cultures vivrières pluviales n'est pas impossible. Les solutions techniques existent. Leur mise en œuvre ne saurait cependant être assurée par des migrants sans expérience agricole ni capitaux. Totomulyo en donne une preuve éclatante. Sur le plan économique, par contre, la viabilité des systèmes de culture retenus dépend strictement du maintien d'un rapport favorable entre le prix des intrants et le prix du soja. Or, l'évolution récente de ce rapport (arrêt des subventions aux intrants et réduction des prix agricoles) va plutôt dans le sens inverse, et devrait encore s'aggraver dans un avenir proche.

En l'absence de projets de réhabilitation, de nombreuses colonies courent inévitablement à l'échec, ou stagnent pendant de nombreuses années. Cette réhabilitation peut revêtir plusieurs formes. La plus efficace consiste à l'intégrer dans un réseau régional d'irrigation. Le rôle de l'irrigation, on l'a vu, ne se borne pas à assurer l'alimentation hydrique des plantes. L'inondation des rizières permet également de recourir à des variétés performantes, de contrôler le développement de nombreuses adventices et pestes, d'améliorer l'efficacité de la fertilisation, etc. Mais par dessus tout, la riziculture inondée procure aux paysans la sécurité indispensable à tout investissement dans l'amélioration de la production agricole. Mais assurer une infrastructure d'irrigation ne suffit pas en tant que telle. En effet, la pérennité des installations suppose, d'une part, de réaliser des ouvrages de bonne qualité, et d'autre part, d'en assurer l'entretien. Dans le cas de réseaux d'irrigation classiques, l'entretien est relativement bien maîtrisé, par les Travaux Publics au niveau des prises d'eau et des canaux primaires, par l'entraide villageoise au niveau des canaux secondaires, et par les bénéficiaires directs plus en aval.

Il n'en va malheureusement pas de même dans les projets *pasang surut* où la subsidence irrégulière de la tourbe provoque de multiples ruptures des canaux, toujours très coûteuses à réparer. Qui plus est, la plupart des sols des marécages côtiers sont très délicats à mettre en valeur. Leur évolution n'autorise guère la monoculture de riz sur une période excédant quelques années. L'implantation progressive de cultures pérennes comme le cocotier et le palmier à huile permettrait de réhabiliter la plupart des projets *pasang surut* en difficulté. Cette transformation entraînerait un coût élevé et nécessiterait de toutes façons la remise en état du réseau d'irrigation-drainage.

Le recours aux cultures pérennes permettrait également de réhabiliter un grand nombre de projets en culture vivrières pluviales. D'ailleurs depuis 1983, les projets PIR ont entièrement remplacé ces derniers. Le changement ne se borne cependant pas au remplacement d'une culture par une autre. En associant les sociétés de plantations à la Transmigration, les pouvoirs publics engagent le secteur privé à financer la réalisation des infrastructures indispensables au niveau des centres. En contrepartie, les sociétés de plantations bénéficient de baux emphytéotiques attractifs, du monopole de la commercialisation du produit, et de l'assurance de disposer d'une importante main-d'œuvre «captive». Cependant, nos réticences personnelles quant à ce nouveau modèle de Transmigration ne préjugent en rien de son efficacité économique (du moins à court terme) ni de son intérêt (pour les actionnaires des sociétés).

Quoi qu'il en soit, la conclusion de cette deuxième partie apparaît clairement : il ne saurait y avoir de Transmigration réussie sans la mise à disposition d'infrastructures de qualité[1]. Mais qu'en est-il de la proposition inverse ? L'utilisation des infrastructures réalisées implique-t-elle inévitablement de recourir à la Transmigration ? Les exemples ne manquent pas pour répondre à cette question par la négative. Dans le cas de réseaux irrigués, il est absolument inutile de recruter, de transporter et d'installer à grands frais des transmigrants. Non seulement, les candidats affluent spontanément et en foule, mais encore, nombre d'entre eux se déclarent prêts à acheter les lots en question. Dans ces conditions, la forte motivation des colons ne fait guère de doute, et il y a fort à parier que les taux d'abandons soient insignifiants. Parmi les candidats, les autochtones ne sont pas absents, même si les migrants spontanés javanais restent majoritaires. Dans le cas de projets en plantations d'hévéas, que ce soit à Sumatra ou à Kalimantan, les candidats à l'acquisition ne manquent pas non plus. Le recrutement pourrait exclusivement s'adresser à de jeunes ménages autochtones ou à des migrants javanais installés dans la région de longue date. L'apprentissage des techniques hévéicoles en serait grandement facilité.

On le voit, l'intervention de l'Etat pourrait se limiter à la mise à disposition des infrastructures essentielles. Mais cette intervention est-elle seulement indispensable ? Les autochtones de Sumatra, de Kalimantan et d'ailleurs n'ont pas attendu les PTP pour installer de vastes plantations d'hévéas. Les Bugis et les Banjar n'ont pas attendu les ingénieurs des Travaux Publics pour transformer les marécages côtiers en rizières et en cocoteraies. Dans

1 Par infrastructures, nous entendons réseau d'irrigation et de drainage, voies de communication, mais aussi plantations industrielles avec usine de traitement du produit.

l'absolu, déjà, les résultats de ceux-ci ne sont pas à la hauteur des réalisations de ceux-là. Quant à comparer les coûts ..., il ne fait aucun doute que les pouvoirs publics auraient tout intérêt à subventionner les pionniers bugis.

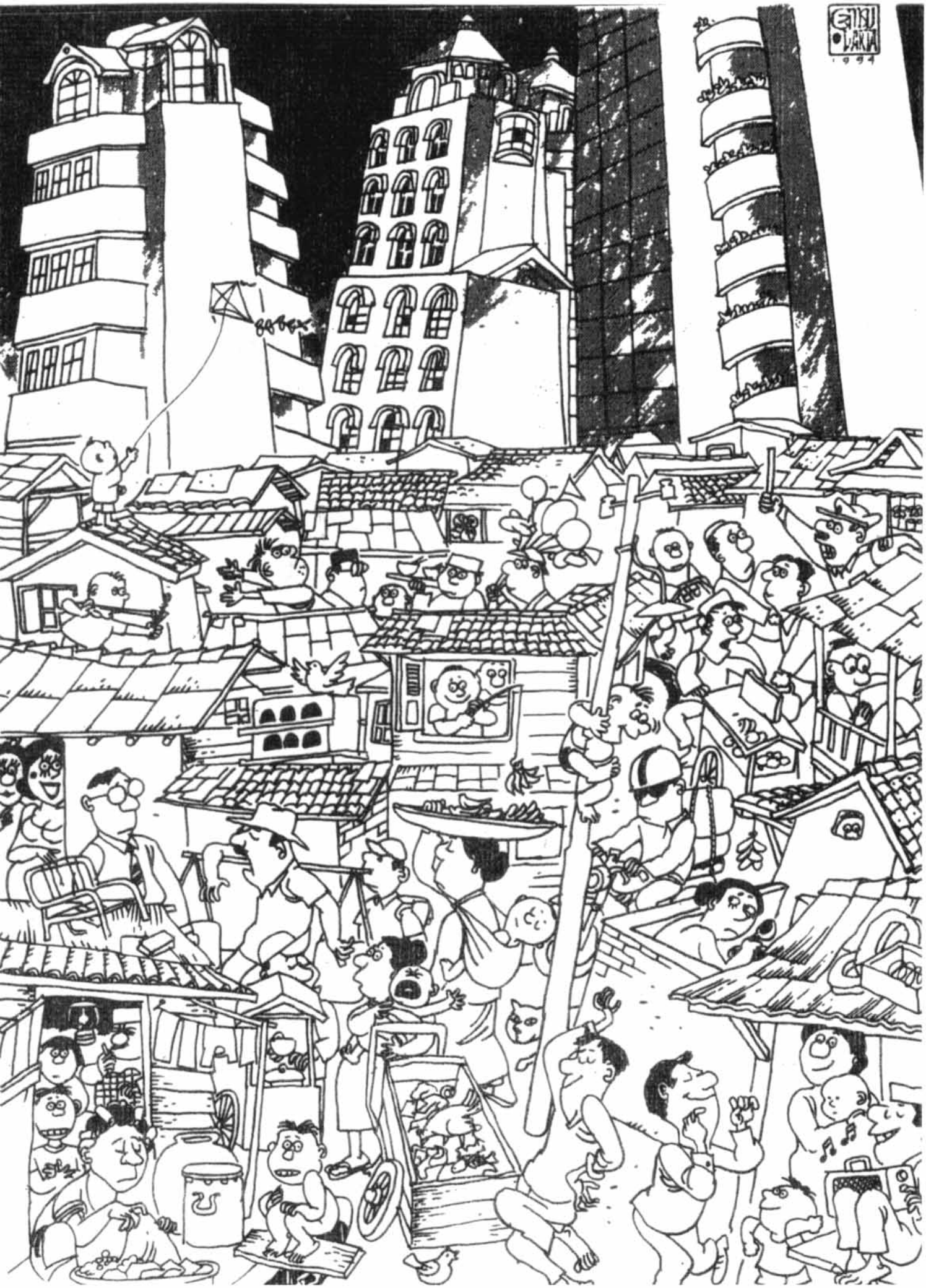
Une deuxième conclusion d'ordre général ressort de l'étude des centres de Transmigration. Elle conduit à s'interroger sur la rationalité des aménageurs. Ceux-ci ont régulièrement surestimé leurs capacités à surmonter les contraintes du milieu naturel. Les implantations de centres de Transmigration dans des zones de tourbes épaisses, de sables blancs lessivés, de sols chimiquement pauvres en sont la preuve manifeste. Les canaux interrompus dans les projets *pasang surut* également. Les mêmes aménageurs se sont régulièrement trompés sur la rentabilité économique de leurs travaux, en minimisant les coûts prévisionnels et en exagérant les résultats attendus. Placés devant l'évidence de leurs échecs, ils ont persévéré dans l'erreur pendant de nombreuses années, sans jamais admettre leur responsabilité, rejetant toujours la faute sur l'incompétence des transmigrants. Leur incompréhension des logiques paysannes les a poussé à mettre au point des encadrements coercitifs qui ont plus souvent bloqué les initiatives paysannes que promu l'adoption de techniques soi-disant modernes.

Ces constatations ne sont pas propres aux projets de Transmigration. Ailleurs également, «*les aménageurs reproduisent avec constance le même modèle de transformation agricole*», sans jamais le remettre en cause, «*tant leur logique est si profondément insérée dans un système d'organisation du pouvoir et de l'économie par le haut*» (Sautter, 1978 : 242). En Afrique, le comportement «irrationnel» des experts est parfois attribué aux habitudes mentales et aux automatismes intellectuels, plus généralement à «*la référence inconsciente à des schémas produits sur d'autres continents par une autre histoire*» (Sautter, 1978 : 243). La victime expiatoire est toute trouvée : la culture du développeur n'est autre que le fruit de la culture occidentale du développement. La spécificité culturelle de la civilisation occidentale contemporaine la conduirait à se poser comme une «*méta-culture à vocation universelle au nom de l'universalité au moins virtuelle de ses valeurs*» (Chauveau, 1992 : 429-430).

Pour battre sa coulpe, le colonisateur peut compter sur ses enfants. Que des modèles mis au point en Europe se révèlent peu adaptés aux réalités africaines, soit. Mais qu'en est-il en matière de Transmigration ? Les transmigrants d'aujourd'hui seraient-ils encore les victimes d'un modèle de colonisation agricole mis au point par les Néerlandais il y a près d'un siècle, et ce après cinquante années d'Indépendance ? Les Indonésiens, pourtant prompts à charger le colonisateur de tous les maux, ne lui font jamais ce reproche. Pourquoi donc les aménageurs indonésiens reproduiraient-ils avec une égale constance un modèle inadapté, imposé par un colonisateur honni ? Ce modèle, nous avons vu qu'il n'était guère adapté aux conditions des milieux physique et humain des îles extérieures. Pourtant, il semble parfaitement convenir aux souhaits des aménageurs du pouvoir central. Cette simple constatation nous amène à nous poser une question plus fondamentale : la civilisation occidentale contemporaine serait-elle la seule à se poser en «méta-culture» à vocation universelle, au nom de l'universalité au moins virtuelle de ses valeurs ?

Troisième partie

La Transmigration est-elle la solution ?



Introduction

«Nations which do have explicit policies regarding internal migration have generally tried either to discourage the growth of their largest cities or to encourage settlement of scarcely populated regions with important natural resources».

David M. Heer (1975)

Les deux premières parties montrent comment les perceptions — des effets du déséquilibre démographique, de la société paysanne javanaise, des milieux physique et humain des îles extérieures — et les représentations — vision agraire du développement — propres aux pouvoirs publics se sont conjuguées pour donner naissance à la Transmigration. L'ampleur de la tâche est telle, qu'on s'imagine mal comment le programme pourrait en venir à bout. La démesure transparaît dans le nombre de familles déplacées, dans le nombre de sites concernés, dans le nombre d'hectares défrichés, etc., et plus encore dans le nombre d'objectifs poursuivis. Le programme veut soulager la pression démographique à Java, promouvoir une agriculture vivrière intensive dans les îles extérieures, apporter la civilisation aux populations primitives, venir en aide aux victimes de catastrophes naturelles, participer à la défense nationale, etc. Pour atteindre cette multitude d'objectifs, l'Etat dispose d'une solution «miracle» : la colonisation agricole. Plus exactement, d'un modèle très particulier et peu diversifié de colonisation agricole : les projets en culture vivrière intensive[1]. La Transmigration représenterait-elle un cas particulier de colonisation agricole ?

Pratiquement tous les pays, à un moment ou à un autre de leur histoire, ont connu d'importants mouvements de population plus ou moins spontanés. Parmi ceux-ci, bien que moins nombreux, les exemples de colonisation agricole dirigée ne manquent pas. Certaines caractéristiques semblent communes à toutes les colonisations agricoles. Les similitudes de

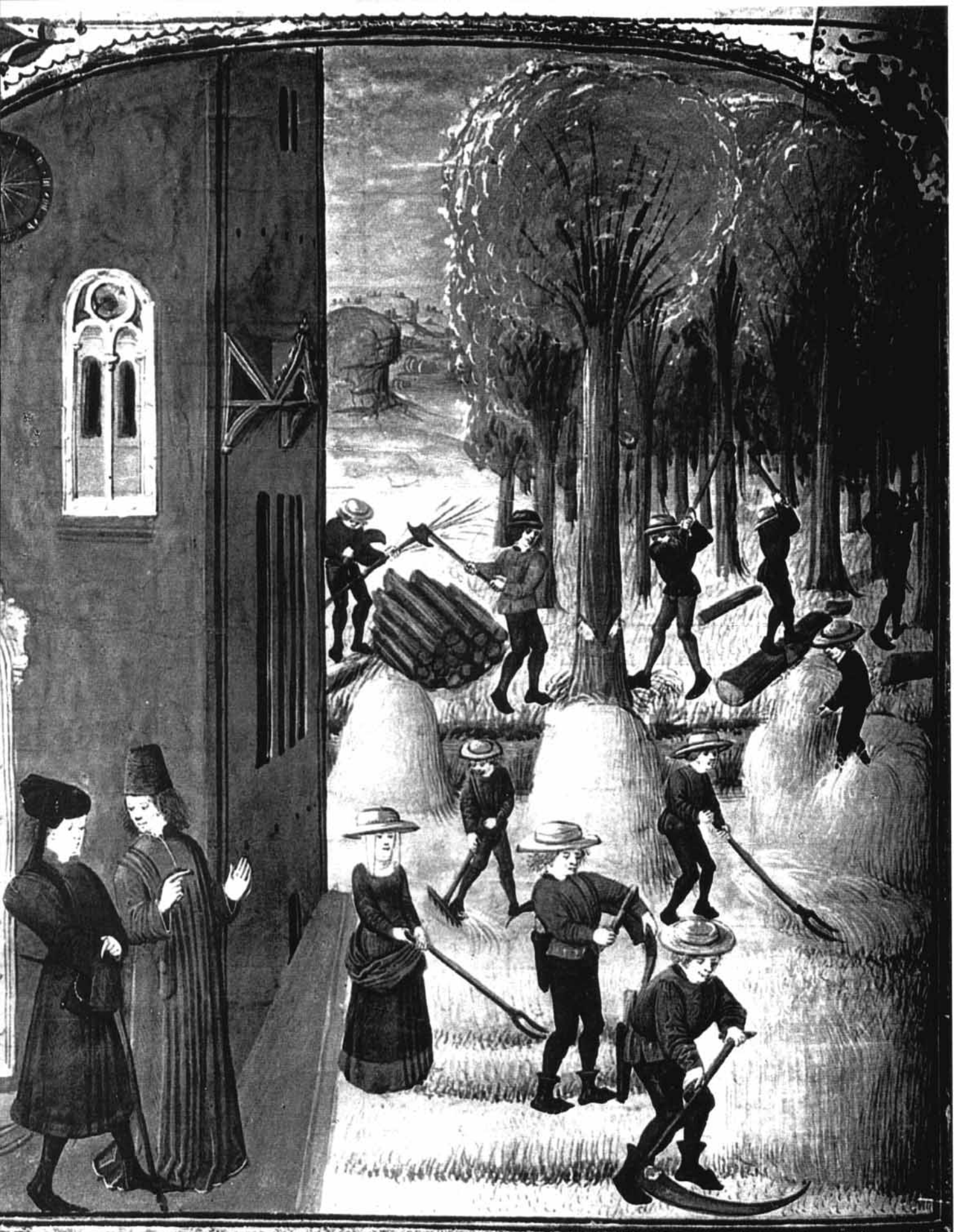
1 Du moins jusqu'en 1983, date de démarrage des projets PIR.

la Transmigration avec la colonisation romaine, avec le système des *hôtes* du Moyen Age, ou avec la Transamazonienne sont saisissantes. D'un autre côté, certains choix distinguent plus particulièrement la Transmigration des autres grandes opérations de colonisation. Resituer celle-là dans le cadre plus vaste de celles-ci devrait nous permettre de mieux en appréhender les particularités.

Ces particularités ne sont pas le fruit du hasard. Que l'Etat colonial, d'abord, et l'Indonésie indépendante, ensuite, aient privilégié les mêmes choix ne relève pas de la coïncidence. Loin de vouloir plaquer dans ses colonies un modèle issu d'une culture étrangère, le colonisateur néerlandais s'est contenté d'adapter le plus performant des modèles locaux de développement : celui à l'origine de l'expansion des royaumes agraires javanais. Un petit détour dans l'histoire nous permettra de mieux apprécier dans quelle mesure, en matière de Transmigration, les choix du présent sont prédéterminés par les choix du passé.

Mais aurait-il pu en être autrement ? L'île de Java était-elle en mesure d'initier une révolution industrielle dès le XIX^{e} siècle ? La Transmigration, en tant que politique agraire, a-t-elle eu un effet bénéfique en permettant d'attendre que l'industrialisation soit possible ? N'aurait-elle pas plutôt contribué à retarder l'inévitable industrialisation du pays ? La question est d'importance, car l'avenir du programme dépend en quelque sorte de la réponse.

Aujourd'hui, l'industrialisation rapide de l'Indonésie modifie complètement les données du problème. Pour les pouvoirs publics, il ne s'agit plus de conserver coûte que coûte les paysans à la terre, mais, bien au contraire, de favoriser l'exode rural. Une telle évolution nécessite la modernisation de l'agriculture indonésienne. Plus question, dans ces conditions, de promouvoir de petites exploitations agricoles à peine autosuffisantes. Il ne fait aucun doute que la Transmigration devra être rapidement et profondément remaniée si elle veut conserver un rôle à jouer dans le nouveau contexte économique indonésien.



Depuis que nous
auons dit cy
dessus du labou
rage du champ
au premier des prez pou
quoy ilz furent arez et
quel aer quel terre et gl
eaue et quel lieu ilz pa

Chapitre 8

La colonisation agricole

Une réponse unique à des problèmes multiples ?

«On peut affirmer, dans l'état actuel du monde que la fondation des colonies est la meilleure affaire dans laquelle on puisse engager les capitaux d'un vieil et riche pays».

J. Stuart Mill *(Principes d'économie politique, 1848)*

Dans une importante synthèse consacrée à la colonisation agricole des terres neuves dans la zone intertropicale, J.-P. Raison (1968) oppose fondamentalement colonisation spontanée et colonisation organisée. Un mouvement de colonisation spontanée ne se comprend que par référence au pays d'origine et au milieu d'accueil. Le rôle des causes répulsives au pays d'origine (effet *push*) ne se distingue pas toujours clairement de celui des causes attractives dans la zone d'accueil (effet *pull*).

Au sein de la colonisation organisée, l'auteur distingue plus précisément les colonisations orientées, les colonisations dirigées et les colonisations planifiées. Cette distinction correspond à un niveau d'intervention de plus en plus élevé de la structure d'encadrement. Dans le cas des colonisations orientées, les colons bénéficient de la propriété privée de leur terre. Dans les colonisations dirigées, les paysans conservent la liberté de culture, mais des restrictions sont appliquées au droit de propriété. Dans les colonisations planifiées, régime foncier contractuel et système de culture sont imposés aux paysans.

Parmi les facteurs caractéristiques à sa disposition, l'auteur retient :

— les objectifs de l'entreprise, but de peuplement ou but de production ;

— les systèmes fonciers adoptés, petite propriété en faire-valoir direct, grande propriété à main-d'œuvre salariée, contrats d'association entre exploitants et organisme de colonisation ;

— les techniques agricoles, agriculture «traditionnelle», partiellement mécanisée ou culture «moderne» ;

— le milieu humain et social, hiérarchie socio-économique entre colons, etc.

D'autres typologies privilégient le mode de mise en valeur de l'espace (agriculture pluviale ou irriguée), le type de culture (plantes vivrières ou pérennes, élevage), la nature des spéculations (autoconsommation, marché national, exportation), le degré d'implication de l'Etat, etc. (Scudder, 1981 ; Bahrin, 1988)

Bien entendu, aucune typologie n'est satisfaisante. Toutes sont critiquables. La prise en compte ou non de certains critères ainsi que leur hiérarchisation reposent sur des choix arbitraires. Chaque auteur a tendance à privilégier les critères distinctifs appuyant sa démonstration. Des distinctions élémentaires pour certains apparaissent injustifiées à d'autres. Ainsi, J.-P. Chauveau récuse la distinction habituelle entre migrations spontanées et dirigées. Selon lui, «*les migrations spontanées sont en fait des migrations déterminées, mais reprises en compte par les migrants eux-mêmes, dans les limites des contraintes qui leur sont imposées*» (Chauveau *in* Scudder, 1983 : 118).

De même qu'il n'est pas toujours possible d'évaluer la part respective des effets répulsifs du pays d'origine et des effets attractifs des zones d'accueil, il s'avère impossible de classer les colonisations agricoles en fonction de leur objectif. La Transmigration, on l'a vu, répond à de multiples objectifs, avoués ou non. Elle n'est d'ailleurs pas seule dans ce cas. Il semblerait même que l'un des points communs à toutes les opérations de colonisation soit justement de répondre de manière unique à des objectifs multiples.

Par définition, toute migration suppose le déplacement de personnes depuis un pays d'origine vers une zone d'accueil. Sauf cas particuliers, la distinction entre effets répulsifs du premier et effets attractifs du second apparaît comme fallacieuse. En effet, la décision de migrer repose davantage sur une comparaison des avantages et des inconvénients relatifs aux deux zones.

Le migrant cherche avant tout à améliorer ses conditions de vie. Cette amélioration passe habituellement par la recherche d'un emploi mieux rémunéré et d'un statut social plus élevé, mais ne saurait s'y réduire. La volonté de se soustraire à diverses exactions, d'échapper aux persécutions ethniques ou religieuses, de se libérer de contraintes familiales et sociales pesantes, ou plus simplement la recherche d'un climat plus clément, ont été et restent à l'origine de vastes mouvements de population.

La migration ne présente pas que des avantages. Ses coûts sont élevés. Elle représente le plus souvent une séparation définitive d'avec la famille et les amis, une rupture des réseaux d'interconnaissance et de solidarité. Le migrant se retrouve sinon seul du moins isolé dans un pays dont il ne connaît parfois ni la langue ni les usages. Au pire, il n'y est pas le bienvenu. L'adaptation à son nouvel environnement réclame une période de latence plus ou moins longue et toujours très difficile.

La colonisation agricole se distingue nettement de l'ensemble plus vaste des migrations humaines. Le colon ne peut survivre seul, ni même en petit groupe, dans un milieu hostile. La nécessité de cultiver la terre pour se nourrir le rend particulièrement vulnérable. La colonie laisse une marque distincte dans le paysage. Impossible de passer inaperçu. Leur dépendance économique des premiers résultats des cultures rend les colons encore plus vulnérables.

Pour toutes ces raisons, la colonisation agricole ne saurait s'envisager sans un minimum de garanties pour les colons. Parmi ces garanties, la sécurité physique des colons et l'accès au foncier apparaissent comme primordiales. Dès lors, toute colonisation agricole suppose un minimum d'organisation. Garantir la sécurité physique et foncière nécessite le plus souvent le recours à la loi et à la force. Les interventions de l'Etat ou du pouvoir peuvent recouvrir des formes plus ou moins élaborées, mais aucune colonisation agricole de quelque ampleur ne saurait être qualifiée de spontanée.

Les exemples ne manquent pas de par le monde. Tous les pays ont connu, à un moment ou un autre de leur histoire, une période d'intense colonisation agricole. Pour certains, la phase de colonisation est même à l'origine d'un véritable mythe fondateur.

Quelques exemples choisis à travers l'espace et le temps vont nous permettre de mieux resituer la Transmigration parmi l'ensemble des colonisations agricoles. Assurer une meilleure répartition de l'homme dans l'espace constitue la principale justification de tous les projets. Lorsque l'homme apparaît en surnombre dans un espace donné, le pouvoir cherche soit à faciliter l'émigration de ses ressortissants, soit à étendre sa zone d'influence sur des régions «vides», voisines ou lointaines. Au contraire, lorsque l'homme vient à manquer, le pouvoir facilite l'immigration de ressortissants étrangers. Lorsqu'un même pays présente des zones «surpeuplées» et d'autres «sous-peuplées», le rééquilibrage démographique devient rapidement une priorité nationale. Dans d'autres cas enfin, la création de colonies répond plus directement à des objectifs de production ou encore à des objectifs géopolitiques.

Un exutoire pour excédent démographique

La colonisation agricole est tout sauf un phénomène récent. Dans le bassin de la Méditerranée, les premières fondations de colonies grecques remontent au milieu du VIII^{e} avant J.-C.Nous excluons volontairement les mouvements d'émigration massifs et les grandes invasions, pour ne considérer que les phénomènes d'expansion territoriale par le biais de colonies agricoles.. Les récits de ces fondations recensent diverses raisons ayant incité des colons à émigrer. «*A la suite d'une sécheresse, une partie des habitants de Thêra rejoint la côte africaine pour y fonder Cyrène ; des luttes intestines contraignent les Parthéniens à quitter Sparte et à créer Tarente ; parfois aussi il s'agit de l'accomplissement d'un oracle*» (Mossé, 1988 : 911).

Bien qu'ayant donné naissance à des villes, ces premières colonies sont avant tout des centres agricoles. Leur établissement dans des zones fertiles confirme une origine liée à une

crise agraire. Il semble bien que ce soit la *sténochôria*, le manque de terre, qui pousse les Grecs à fonder des colonies. Ce manque de terre provient de l'accroissement démographique mais aussi de transformations internes dans la structure sociale et politique des cités grecques. Si le mode d'établissement des colonies reste encore mal connu, il ne fait cependant aucun doute que ces dernières jouissent d'une complète autonomie politique. Dès leur fondation, ces *poleis* ménagent un espace libre où s'élèveront des bâtiments publics. La colonisation n'est pas le fait du hasard ou d'aventuriers mais bien un phénomène organisé (Mossé, 1988 : 913).

En France et en Allemagne, «*les grands défrichements du X^e^ au XIII^e^ siècle marquent le plus grand retrait de l'arbre, de la friche, de l'eau depuis la préhistoire*» (Fourquin, 1975 : 426). Les siècles «*du plus grand recul de l'arbre*» sont aussi ceux d'un formidable accroissement démographique (Bloch, 1968 : 5-17). Les défrichements ont revêtu trois grands types : l'extension des vieux terroirs, le peuplement intercalaire, et les nouveaux villages.

Véritables colonies agricoles, ces nouveaux villages ne regroupent pas «*des hommes de même lignage, mais des indépendants désireux de quitter, si ce n'était déjà fait, l'exploitation familiale où ils se sentaient à l'étroit, peut-être mal à l'aise, et tout disposés à tenter l'aventure qui leur procurerait de suffisantes exploitations*» (Fourquin, 1975 : 433). Les villages formés d'eux-mêmes sont rares. Le plus souvent, les «villeneuves» ont pour origine une décision seigneuriale d'attirer des colons ou, plus précisément, des *hôtes*. «*Ce mot désigne des tenanciers privilégiés quant à leur statut personnel (la liberté est de règle) et aux charges auxquelles ils seront astreints*» (Fourquin, 1975 : 433). Pour attirer les colons, les seigneurs doivent leur assurer des conditions favorables. Privilèges et franchises peuvent donner lieu à la rédaction de chartes. Pour attirer les défricheurs dans des zones plus reculées, «*on doit leur procurer de quoi se construire une première demeure provisoire, leur fournir de l'équipement, les encadrer pour des travaux collectifs tels que le drainage*» (Fourquin, 1975 : 437). «*Chaque ménage reçoit un lot de terres nouvelles à peu près égal à ceux des autres. Quant au jeune centre de peuplement, son plan est souvent de tracé régulier — comme bien plus tard, ceux d'Amérique du Nord. Dans le premier cas, le plan est dit en arête de poisson : les maisons s'alignent de chaque côté du chemin frayé dans l'ancienne forêt pour la pénétrer. Dans le second cas, le village est d'aspect aggloméré, assez souvent en damier, les rues se coupant alors à angle droit*» (Fourquin, 1975 : 439). On le voit, la Transmigration n'a rien inventé.

A partir de la fin des guerres napoléoniennes, la plupart des pays d'Europe connaissent un accroissement démographique exceptionnel. L'Europe compte 300 millions d'habitants en 1870 et 452 millions en 1914. Ne trouvant pas emploi sur place, le surcroît de population se mue en excédent de population. Dès lors, les colonies deviennent, selon la définition de l'époque, «*des pays neufs dans lesquels une métropole déverse le trop-plein de sa population*» (Bouche, 1991 : 150).

Entre 1840 et 1914, 30 à 35 millions d'Européens quittent le «vieux continent». Si l'on tient compte des nombreux retours, l'émigration nette reste très importante : 25 millions (Léon, 1978 : 27 ; Mauro, 1971 : 169). L'émigration politique et religieuse ne joue plus le rôle qui fut le sien pendant les siècles précédents. A partir de 1840, le moteur de l'émigration est surtout économique.

Au Royaume-Uni, la crise agricole rejette des milliers de paysans sans terre sur le pavé des villes. Ces exclus représentent un réel danger pour la société. En facilitant l'émigration, le gouvernement veut faire d'une pierre deux coups. Il espère peupler ses colonies et débarrasser la nation de ses pauvres. La Société de colonisation, fondée en 1830, se double en 1840, du *Colonial Land and Emigration Department* qui accueille, transporte et installe les candidats à l'émigration dans tout l'empire colonial. Avec la crise agricole des années 1845-1850, les îles britanniques assurent 80 % de l'émigration européenne. L'apport irlandais est déterminant avec 1 200 000 départs en cinq ans (Léon, 1978 : 29).

En Allemagne, l'émigration gonfle brusquement avec la crise économique et politique de 1845. Les gouvernements aristocratiques encouragent les départs des proscrits républicains et des paysans ruinés par la concurrence des grandes exploitations et des pays neufs. L'Association Nationale de l'Emigration, fondée en 1848, se double de nombreuses agences d'émigration. Mais à partir de 1893, le formidable essor économique allemand de la fin du siècle tarit presque complètement les courants migratoires.

En Europe méridionale, l'Italie fournit à l'émigration les contingents les plus importants. Le pays connaît une augmentation très rapide de la population alors que l'industrialisation démarre péniblement et que l'augmentation des surfaces cultivées s'avère impossible. Entre 1870 et 1914, 15 millions d'Italiens quittent leur pays.

Pendant la même période (1870-1914), la France n'a envoyé outre-mer que 600 000 personnes. La faiblesse de l'émigration française s'explique par «*la stagnation de la population française et le recul de la natalité, aggravés par la permanence de vieilles structures agraires qui retiennent au sol une masse considérable de paysans*» (Mauro, 1971 : 172).

L'essor démographique de l'Europe reste modeste en comparaison de celui que connaît l'Asie vers la fin du XIX^{e} siècle. Presque tous les pays asiatiques sont touchés par d'importants mouvements de population. La colonisation du Penjab et des grands deltas rizicoles du Mékong et de l'Irawaddy date de cette époque. Entre 1927 et 1929, environ deux millions d'émigrants chinois s'installent en Mandchourie (Raison, 1968 : 7). L'Inde et la Chine vendent des millions de coolies aux employeurs du monde entier. Entre 1840 et 1914, avec plus de 20 millions de départs, l'Inde arrive largement en tête du palmarès de l'émigration (Léon, 1978 : 36).

En Europe comme en Asie, l'émigration ne débouche pas toujours sur une colonisation agricole. Par contre, l'émigration touche presque toujours une population paysanne pauvre,

exclue de la propriété foncière ou ruinée par une crise agricole ou économique. Lorsque cette main-d'œuvre agricole trouve à s'employer dans un secteur industriel en plein développement, les gouvernements ne cherchent pas à encourager l'émigration. Dans le cas contraire, la colonisation de terres lointaines permet de se débarrasser à bon compte d'un trop-plein de population.

Lorsque l'excédent démographique provient de crises structurelles, les gouvernements ne s'engagent que très partiellement à venir en aide aux populations concernées. Par contre, lorsque leur responsabilité est engagée, comme dans le cas de personnes déplacées plus ou moins autoritairement, les projets revêtent parfois un caractère social plus marqué.

Expulsion et colonisation : une réponse rapide à un problème conjoncturel

Plusieurs gouvernements européens préconisent l'expulsion, ou plus exactement la déportation, des éléments indésirables. La colonisation agricole serait le moyen privilégié d'assurer leur rédemption. Leroy-Beaulieu, le théoricien de la colonisation moderne, signale à ce sujet : «*C'est avec des éléments viciés que se sont fondées beaucoup de colonies aujourd'hui florissantes, comme les récoltes poussent sur le fumier*» (Leroy-Beaulieu, 1891 : 573).

Pourtant, la déportation vers l'Algérie de plus de 6 000 insurgés, condamnés après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, ne connaît guère de succès. Presque tous rentrent en France après l'amnistie de 1859 (Bouche, 1991 : 151).

Le gouvernement britannique fait massivement appel à la déportation pour peupler sa colonie australienne. A son exemple, la France transforme la Nouvelle-Calédonie en lieu de déportation de 1864 à 1897. Aux condamnés de droit commun s'ajoutent les 4 253 déportés de la Commune à partir de 1872. Les «transportés» de droit commun, presque exclusivement masculins, n'apparaissent guère aptes à former les bases d'une colonie. Quant aux déportés politiques, ils rentrent presque tous en France après l'amnistie de 1880 (Bouche, 1991 : 158). Le colon est avant tout un homme libre. Vouloir le contraindre débouche tôt ou tard sur un échec.

La colonisation agricole offre également une solution de rechange pour des personnes déplacées à la suite de guerres ou de troubles. «*En 1871, les Alsaciens et les Lorrains qui avaient opté pour la France, se voient offrir des concessions en Algérie. On installa 1 183 familles ; vingt ans après, 387 étaient encore sur leur concession ; 519 n'y étaient plus, mais demeuraient en Algérie ; 277 étaient reparties ou avaient disparu*» (Bouche, 1991 : 152). Peu de centres de Transmigration connaissent un taux d'abandons aussi élevé (67 %).

Plus près de nous, en 1964, le gouvernement français finance l'implantation en Argentine de 140 familles de colons rapatriés d'Algérie. Les conditions financières sont

exceptionnelles. Chaque famille reçoit une subvention de 30 000 francs, un prêt de subsistance jusqu'à la première récolte, une dotation en matériel individuel (un tracteur avec son train de culture complet) et collectif (bulldozers, camions, moissonneuses-batteuses, groupes électrogènes, etc.). L'Etat français paye les frais de voyage des familles, de leurs mobiliers et matériels et accorde, en 1965, un prêt complémentaire de 30 000 francs par famille pour surmonter les premières difficultés (Gaignard, 1968 : 309). Malgré le niveau élevé de l'aide attribuée par l'Etat, aucune colonie ne fêtera le deuxième anniversaire de sa fondation. Cet échec flagrant provient autant d'erreurs de conception que de réalisation. Parmi les principales causes d'échec, il convient de citer l'absence de préparation technique et administrative, l'isolement des implantations, l'inadéquation du système de culture retenu et du matériel, la méconnaissance du milieu physique et humain et, surtout, l'inadaptation psychologique et sociale des colons (Gaignard, 1968 : 315-316). La colonisation agricole, cela ne s'improvise pas.

Dans le monde entier, la réalisation de grands projets de travaux publics, plus particulièrement de barrages hydroélectriques, donne lieu à la création de colonies agricoles. L'inondation de vastes zones en amont des barrages oblige les gouvernements à exproprier et à réinstaller un grand nombre de familles paysannes. L'opération est habituellement confiée à des organismes créés pour la circonstance : Volta River Authority au Ghana, Autorité pour l'Aménagement de la Vallée du Bandama en Côte-d'Ivoire, Autorité Générale pour la mise en valeur du bassin de l'Euphrate (GADEB) en Syrie, Assouan en Egypte, Noun au Cameroun, etc.

D'une manière générale, tous les projets de ce type sont en butte à l'attitude profondément négative voire à l'hostilité des populations «déguerpies» (Meliczek, 1987 : 119). Pour gagner l'assentiment des populations, certains gouvernements font preuve de largesses engendrant souvent des attitudes de dépendance et de passivité (Lassailly-Jacob, 1982 : 285). Au sein des nouveaux villages, les systèmes de culture imposés par un encadrement dense ne connaissent guère de succès auprès des paysans. De nombreuses familles délaissent les colonies pour s'installer à proximité de leurs anciennes propriétés en bordure des barrages (Lassailly, 1979 : 225). D'autres optent pour l'exode rural. En 1986, une étude portant sur 28 grands barrages construits dans le monde conclut que tous ont des effets négatifs, tant du point de vue social que du point de vue de l'environnement (Goldsmith et Hildyard, 1986 : 11). Les facteurs hydrauliques, écologiques et sociaux sont soit ignorés, soit traités comme des questions subalternes par les planificateurs (Meliczek, 1987 : 140).

Peupler le vide

La colonisation — moyen de peupler des espaces «vides» est le corollaire indispensable de la colonisation — exutoire des excédents démographiques. L'émigration ne saurait s'envisager sans l'immigration. Pour certains Etats, attirer de nombreux immigrants représente le moyen le plus rapide et le moins onéreux d'accroître une population jugée

insuffisante. Le but de l'opération peut se limiter à une simple fourniture de main-d'œuvre à des secteurs déficitaires. Suivant les cas, cette main-d'œuvre peut être saisonnière ou permanente, peu qualifiée ou très spécialisée. Ces migrations de travail n'entrent pas dans notre propos. Par contre, toute opération visant à encourager des paysans à s'installer dans des espaces «vides» relève directement de la colonisation agricole.

«*La colonisation pionnière, c'est l'envahissement du vide par une civilisation*» (Raison, 1968 : 6). Ce vide peut s'expliquer par des conditions naturelles peu favorables à une utilisation agricole. Dans ce cas, la conquête pionnière suppose la mise en valeur de terres marginales suite à l'accroissement démographique d'une population. Une innovation technique peut également rendre utilisable des terres jugées marginales auparavant.

Le vide est plus souvent relatif qu'absolu. Il résulte alors de la faiblesse des premiers occupants (Raison, 1968 : 7). Tout groupe humain, peu nombreux, peu organisé, et incapable d'utiliser pleinement l'espace qu'il contrôle... se verra contester ses droits par des groupes plus nombreux, mieux organisés, et utilisant l'espace de manière plus intensive.

La colonisation agricole des Etats-Unis est à l'origine d'un véritable mythe fondateur : celui de la «frontière». Les travaux de Bowman (1931) et surtout de Turner (1953) consacrent le mythe. Selon Turner, l'avancée du front pionnier s'opère en quatre étapes. Le premier pionnier est trappeur, commerçant ou missionnaire. L'éleveur, puis l'agriculteur lui succèdent. Enfin, les villes se développent.

En 1800, le Kentucky fait encore office de frontière. Au fur et à mesure de l'avancée pionnière, les territoires se transforment en Etats. Une ordonnance de 1785 divise la terre en communes de 36 milles carrés, subdivisés en 36 sections de 1 mille de côté chacune, soit 640 acres (259 ha). La terre est mise en vente en concessions par communes ou en concessions individuelles. En 1785, les sections de 640 acres sont mises aux enchères au prix minimal d'un dollar l'acre. Progressivement, les surfaces minimales sont réduites à 320, 160, puis 80 acres en 1820 (Mauro, 1971 : 128). Un prix d'achat relativement faible et des délais de payement de cinq ans favorisent une spéculation effrénée. En 1862, le *Homestead Act* régularise la distribution gratuite de lots de 160 acres (65 ha) aux occupants de fait. En 1889 enfin, les dernières bonnes terres agricoles sont distribuées dans l'Oklahoma.

Le mythe d'une frontière éternelle est entretenu jusqu'au XX^{e} siècle par une population extraordinairement mobile. Seuls ceux qui réussissent se fixent. Les autres repartent tenter leur chance ailleurs, toujours plus loin (Léon, 1978 : 32). Pour le pionnier, la spéculation foncière représentait le moyen le plus sûr et le plus rapide de s'enrichir. Après un défrichement sommaire, la section achetée à l'Etat pour un dollar l'acre pouvait être revendue cinq fois plus cher à de nouveaux colons. Le pionnier repartait vers l'Ouest, répétant ce processus plusieurs fois dans sa vie.

Les Etats-Unis accueillent l'essentiel des émigrés européens. En comparaison, les autres pays neufs ne jouent qu'un rôle très secondaire. De 1850 à 1914, l'Amérique latine (y compris le Mexique) enregistre 10 millions d'entrées. Mais en raison d'un grand nombre de retours, le solde migratoire net ne s'élève qu'à 7 millions. Les seules opérations de

colonisation agricole de quelque importance dans ce continent concernent le Brésil (avec l'essor de la culture caféière à Sao Paulo et les deux colonies allemandes de Santa Catarina et du Rio Grande do Sul) et l'Argentine (avec la colonisation de la Pampa).

Les terres australes de l'Empire britannique, Australie et Nouvelle-Zélande restent à l'écart des grands courants migratoires, surtout en raison de l'extrême éloignement et des médiocres possibilités de mise en valeur de ces colonies, du moins à l'origine (Léon, 1978 : 33-34).

Entre les pays à la recherche d'un exutoire pour leurs excédents de population et ceux cherchant à accroître leur population pour mieux occuper leur espace, apparaît une troisième catégorie de pays. Ces derniers disposent à la fois d'espaces peu peuplés sur une partie de leur territoire, et d'excédents de population dans d'autres régions. Pour eux, la colonisation agricole représente surtout le moyen de corriger leur déséquilibre démographique.

La correction d'un déséquilibre démographique n'a aucun sens si elle n'est pas motivée par une meilleure répartition de la force de travail ou une meilleure occupation géopolitique de l'espace. Ces deux motivations vont d'ailleurs souvent de pair. Nous ne les distinguerons que pour des raisons de commodité.

Une meilleure répartition de la force de travail

Un déséquilibre démographique important entre deux régions d'un même Etat ne peut apparaître que si les modes de mise en valeur y sont foncièrement différents. Cette différence peut provenir du milieu naturel comme du milieu humain, et le plus souvent des deux. Elle peut paraître ténue, comme celle qui oppose la montagne aux plaines environnantes ; ou majeure, comme celle qui oppose une métropole européenne à ses colonies tropicales. Elle est habituellement le fait de pays étendus, d'empires coloniaux, d'Etats artificiels hérités des structures coloniales ou d'Etats pluri-ethniques.

Jusqu'au milieu du XIX^{e} siècle, la Sibérie, gigantesque province de l'Empire russe, n'accueille guère que des déportés. En Russie, la pratique du servage interdit toute vélléité d'émigration. Le contrôle rigoureux de tout déplacement de population permet de s'assurer une main-d'œuvre captive. De 1843 à 1860, environ 200 000 serfs sont déplacés vers les régions de Tomsk et Tobolsk. L'administration tsariste contrôle rigoureusement tous les déplacements.

L'abolition du servage en 1861, l'accroissement démographique et la stagnation de la production agricole en Russie incite de nombreux paysans à émigrer. Plus pour contrôler le

mouvement que pour le favoriser, l'administration promulgue une loi (1889) accordant des subventions aux candidats à la migration. Les colons reçoivent des terres, des réductions sur les chemins de fer, des exemptions d'impôts, etc. Contrairement au pionnier américain, le colon russe ne cherche pas à s'enrichir en spéculant sur le foncier. La plupart des installations sont définitives, le principal objectif du paysan consistant à assurer son autosuffisance alimentaire.

Avec la construction du Transsibérien (1891), le mouvement prend de l'ampleur. Pendant la seule année 1893, plus de 100 000 émigrants franchissent l'Oural pour s'installer dans les régions de Tomsk et Tobolsk. En 1905, le seuil des 500 000 colons par an est atteint, puis 700 000 en 1909. De 1850 à 1914, la population de la Sibérie passe de 3 à 15 millions d'habitants. Au total, l'Empire tsariste installe près de 10 millions de colons entre l'Oural et le lac Baïkal (Coquin, 1969 : 687-749 ; Mauro, 1971 : 174 ; Léon, 1978 : 36). Il faut rendre au tsar ce qui appartient au tsar, la Transmigration indonésienne, avec 6 millions de colons installés depuis 1905, n'est pas (encore) la plus grande opération de colonisation agricole de tous les temps.

Ne mettant en jeu que des effectifs beaucoup plus faibles, les migrations des Kabré et des Losso au Togo constituent également un exemple intéressant de colonisation agricole. Au début du XX^{e} siècle, la carte démographique du Togo présente en son centre (du 7^{e} au 9^{e} parallèle) un vide considérable creusé par les chasseurs d'esclaves. Au nord de cette zone, Kabré et Losso, sous la pression de leurs voisins, pratiquent une agriculture relativement intensive sur un domaine foncier restreint. A partir de 1924, l'administration coloniale française décide de décongestionner les régions du nord du pays par le biais de la colonisation agricole des zones «désertiques» du centre. L'administration espère ainsi mieux contrôler les populations déplacées et favoriser le développement de cultures d'exportation comme le coton. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, une soixantaine de villages kabré et losso avaient été installés. Les migrations organisées et spontanées avaient touché 150 000 personnes en tout, c'est-à-dire près de 50 % de l'effectif des ethnies concernées (Lucien-Brun, 1967 : 7-8).

Parmi les raisons poussant les Kabré et Losso à migrer, les causes sociologiques apparaissent prépondérantes. En effet, l'autosuffisance alimentaire ne fait pas défaut dans les zones d'origine. Par contre, l'autonomie économique ne s'acquiert qu'à la mort du père ; l'absence de revenu monétaire alliée aux exigences des beaux-parents empêchent pratiquement un jeune homme de se marier. La classe d'âge des 20-30 ans émigre en masse. En quelques années, les vieux pays Kabré et Losso se vident de leurs forces vives.

Le «vide» occupé par les colons est pratiquement toujours revendiqué par des populations autochtones. Dans certaines zones, l'intervention du «Commandant» suffit à convaincre les autochtones de mettre fin à leur revendication. Dans d'autres zones, conformément aux usages, les colons demandèrent l'autorisation de cultiver aux maîtres de la terre. Les autochtones se retrouvèrent rapidement débordés par l'affluence des colons.

Lorsqu'ils voulurent relever leurs exigences, ils n'étaient plus en mesure de les faire respecter.

Le bilan de la colonisation kabré et losso reste mitigé. La découverte de vastes espaces libres incite les colons à renoncer aux pratiques intensives en vigueur dans les zones d'origine. L'amélioration de la situation économique des colons va de pair avec le saccage de la végétation naturelle et la dégradation des sols sur d'immenses superficies. Dans les zones d'origine, le manque de main-d'œuvre suite au départ massif des jeunes gens se traduit par une dégradation de la situation économique. Enfin, le brassage ethnique induit par la colonisation n'a eu aucun effet de *melting pot*. Kabré et Losso ne se sont pas laissés assimiler par le milieu autochtone. Ils n'ont pas non plus tenté d'assimiler les autochtones et se considèrent toujours comme étrangers même lorsqu'ils sont majoritaires (Lucien-Brun, 1967 : 13-17). Cette situation présente d'étonnantes similitudes avec celle des colons javanais ou balinais au Lampung.

Ne concernant que des effectifs faibles en comparaison avec la Transmigration, la colonisation de l'Amazonie brésilienne a pourtant fait couler beaucoup plus d'encre. Au Brésil, la notion de «frontière» recouvre «*un phénomène de grande ampleur, fortement ancré dans l'inconscient collectif et la réalité quotidienne*» (Aubertin, 1990 : 327). «*La frontière, c'est aussi, en opposition à la société codée et encadrée, le lieu de la liberté, du hasard (et donc de la chance), le moment d'une possible redistribution des cartes. Chaque migrant qui se dirige vers la frontière nourrit l'espoir de donner le départ à un processus d'accumulation individuel, ou de le raccourcir, assurant ainsi sa promotion sociale et l'avenir de ses enfants*» (Léna, 1986 : 320).

Pour l'Etat, la colonisation de l'Amazonie représente la solution à de multiples problèmes. En facilitant l'accès au foncier à des paysans sans terre, les divers programmes mis en place poursuivent des objectifs à la fois économiques, sociaux et géopolitiques. L'objectif économique est de promouvoir l'agriculture, d'augmenter la production agricole pour les besoins nationaux et pour l'exportation. L'objectif social est de freiner l'exode rural, en réorientant vers l'Amazonie les flux migratoires submergeant les grandes villes du Sud-Est (Aubertin, 1990 : 329). La colonisation offre ainsi une solution aux paysans du Sud et du Sud-Est, expulsés pour cause de modernisation de l'agriculture. Au Brésil, la colonisation tient lieu de substitut à la réforme agraire (Rivière d'Arc, 1978 : 111). Nous reviendrons plus loin sur l'objectif géopolitique.

L'Amazonie connaît ainsi, au gré des crises économiques, plusieurs vagues de colonisation. La première tentative de colonisation organisée remonte à 1938, avec la création de la Division des terres et de la colonisation. A partir de 1954, l'Institut national d'immigration et de colonisation implante 11 noyaux de colonisation dans le Nord-Est. Avec la prise de pouvoir par les militaires en 1964, la politique amazonienne s'amplifie. Fondé en 1970, l'INCRA (Institut national de colonisation et de réforme agraire) s'appuie sur la mise en place d'un vaste réseau routier (Cuiaba - Porto Velho ; Transamazonienne ; Cuiaba - Santarem) pour organiser la colonisation de l'Amazonie (Apesteguy, 1978 : 119-122).

Le Rondônia voit sa population décupler en quinze ans. Le statut de Territoire Fédéral (jusqu'en 1982) y a grandement facilité le travail de l'INCRA en lui assurant la maîtrise foncière sur les 100 km de part et d'autre de la route fédérale. L'INCRA, régulièrement débordé par l'afflux de colons, n'arrive pas toujours à réaliser les infrastructures en temps voulu. Chaque colon achète à très bas prix un lot de 100 ha qu'il défriche au rythme de 3 à 8 ha par an, suivant sa force de travail. Riz, maïs et haricot assurent l'autosubsistance alimentaire des familles. Des plantations de café et de cacao procurent un revenu monétaire. Les pâturages constituent cependant la forme dominante de mise en valeur. En effet, l'argent gagné avec la plantation est capitalisé sous la forme de bétail. Beaucoup moins sujet aux fluctuations de prix que les produits vivriers, le bétail représente un capital stable produisant des intérêts élevés (Léna, 1986 : 331-334).

De nombreux lots changent de main dans des délais relativement courts. L'endettement contraint habituellement les colons les plus fragiles à revendre leurs terres. Mais l'échec n'est pas seul responsable. L'Amazonie fait l'objet de spéculations foncières effrénées. A l'instar des pionniers de l'Ouest américain, la mise en valeur sommaire d'un lot permet de réaliser un bénéfice important à la revente. Ce bénéfice peut alors être réinvesti dans l'achat d'un lot plus grand toujours plus loin, perpétuant ainsi la frontière. On observe couramment des cycles arrivée-départ de moins de cinq ans (Léna, 1986).

Au Brésil, «*le village n'existe pas et l'on s'interroge toujours sur l'existence d'une paysannerie attachée à la terre*» (Aubertin, 1990 : 340). L'objectif du colon amazonien n'est pas d'accéder à la propriété foncière pour assurer son autosubsistance, mais «*d'accéder plus rapidement à la société de consommation : télévision, voiture, santé, école pour les enfants*» (Hamelin, 1990 : 91). La frontière est le lieu d'une intense différenciation sociale privilégiant les stratégies individuelles. La colonisation de la forêt amazonienne permet à certains migrants de capter la rente-forêt et de renouer ainsi avec «*des trajectoires ascendantes trop difficiles à enclencher dans leur région d'origine*» (Léna, 1992 : 232). L'Amazonie ne serait donc pas un but en soi, mais le détour indispensable d'une trajectoire urbaine.

Dans le cas du peuplement de la Sibérie, du centre du Togo ou de l'Amazonie, les Etats concernés se contentent de recruter des colons et de faciliter leur installation. Il arrive que les structures d'encadrement soient nettement plus «présentes».

Le projet Terres Neuves au Sénégal, tel qu'il est défini dans le 3^{e} plan de développement économique et social (1969-1973) poursuit trois objectifs. Il vise à décongestionner le vieux bassin arachidier en favorisant l'émigration sereer, à mettre en valeur les vastes espaces sous-peuplés du Sénégal oriental et à créer des structures d'exploitation permettant de passer d'une agriculture extensive à une agriculture intensive. En raison de ce dernier objectif particulièrement ambitieux, l'opération revêt la forme d'une colonisation dirigée et fortement encadrée (Dubois, 1975 : 116).

Conçue comme un projet pilote, l'opération bénéficie du soutien financier de la Banque mondiale. Dans une première phase, de 1972 à 1974, la Société des Terres Neuves

(STN) transfère, installe et encadre 300 familles de colons au sein de 6 villages de colonisation dans la région de Maka-Koumpentoum. Chaque famille reçoit 10 ha de terres cultivables dont deux défrichés mécaniquement, une aide matérielle de départ, une indemnité de subsistance jusqu'à la première récolte, un crédit pour acheter une paire de bœufs et du matériel de culture. Un encadrement agricole très dense complète le projet. L'accent est mis sur l'intensification du système de culture. Les colons doivent s'engager par écrit à respecter le cahier des charges soumis par la STN (Dubois, Milleville et Trincaz, 1976 : 1-3).

La deuxième phase du projet (1979-80) se traduit par l'installation de dix villages supplémentaires. Malheureusement, le coût prohibitif de l'opération (évalué à un million de francs CFA par famille installée) contraint les autorités à mettre fin au projet et à dissoudre la STN en 1985.

Malgré le caractère très directif du projet, l'objectif d'intensification du système de culture ne put être atteint. Parmi les thèmes techniques vulgarisés, les paysans opérèrent un tri, retenant préférentiellement ceux permettant d'accroître rapidement les surfaces cultivées et ceux privilégiant la culture de rente traditionnelle : l'arachide. Les objectifs initiaux du projet n'avaient pas suffisamment tenu compte du rôle des femmes et des navétanes dans les exploitations agricoles du bassin arachidier. L'extension des surfaces cultivées fut beaucoup plus importante que prévue. Le schéma d'assolement et de rotation préconisé se révéla inapplicable en raison de l'emprise de l'arachide. Les études d'accompagnement réalisées par l'Orstom confirmèrent la rationalité des choix opérés par les paysans. L'extension des surfaces en arachide assurait une bien meilleure rémunération du travail que l'intensification globale de tout le système cultural (Milleville et Dubois, 1979 : 517). La réussite économique des colons ne fait aucun doute. L'objectif premier des migrants, gagner le maximum d'argent le plus vite possible, est atteint dès la deuxième campagne agricole, au même titre que l'autosuffisance vivrière des familles.

Le bilan global de l'opération Terres Neuves apparaît nettement positif. Dans le bassin arachidier, en offrant une alternative à l'exode rural, l'opération a surtout eu un effet psychologique important (Trincaz, 1979 : 35). Sur le plan démographique, la décongestion des terroirs d'origine ne s'est traduit que par un répit de cinq ans. L'effet a été plus marqué au Sénégal oriental, puisqu'elle y a permis l'enracinement d'une importante colonie sereer (7 650 personnes en 1987). Les Sereer sont même devenus majoritaires dans plusieurs villages autochtones (Garenne et Lombard, 1991 : 323-324).

De taille équivalente à un simple centre de Transmigration, l'opération Terres Neuves reste malgré tout riche en enseignements. Mieux que toute autre, elle démontre qu'un encadrement technique dense n'est pas garant de réussite. Difficile pourtant de trouver un rapport d'expert ne préconisant pas un encadrement dense dans le cadre de projets de colonisation. Il est carrément impossible de trouver un rapport recommandant de laisser plus de liberté aux paysans afin que ceux-ci puissent donner la pleine mesure de leur savoir-faire. Cette attitude de défiance envers les paysans est d'autant plus marquée dans les grandes opérations de mise en valeur régionale mettant en jeu des sommes considérables.

Les grands projets de mise en valeur régionale

Les grandes opérations de mise en valeur (assèchement de marais, réseaux d'irrigation régionale, etc.) font souvent appel à des colons. Il ne s'agit nullement d'une coïncidence. Le coût exorbitant de ce genre d'opération ne saurait s'accommoder de l'objectif d'autosuffisance d'une agriculture «traditionnelle». Tous les projets affichent un objectif de production bien marqué. On cherche avant tout à rentabiliser les investissements. La rentabilité de l'opération est directement liée à l'obtention de rendements élevés, eux-mêmes conséquence de la mise en œuvre de techniques «modernes», nécessitant un encadrement strict des paysans. Or, un colon, brutalement extrait de son environnement socio-technique, est beaucoup plus «malléable» qu'un paysan. Par ailleurs, la colonisation permet de gommer les différenciations économique et sociale préexistantes. L'égalitarisme de départ est de mise dans pratiquement tous les projets.

En principe, tous les projets ont pour objectif de faire le bonheur des colons. Malheureusement, les colons ne savent pas toujours où se trouve leur «intérêt». Tous les moyens sont alors mis en œuvre pour éviter qu'ils ne se laissent aller à leurs «mauvais penchants naturels» : pratiques agricoles extensives, consommations sociales excessives, reventes de terres, etc. Dans ce type de projet, les paysans ne jouissent habituellement ni de la pleine propriété foncière ni du libre choix des cultures. Il arrive que l'encadrement décide du niveau d'intrants et des techniques à utiliser. Dans les pires des cas, le colon est assimilé à un simple ouvrier agricole. L'expérience de l'Office du Niger illustre à merveille les excès auxquels peut mener cette volonté de faire le bonheur du paysan malgré lui.

L'origine de l'Office du Niger remonte au début du XX^{e} siècle et s'identifie à l'introduction de la culture du coton en Afrique occidentale française (Kohler *et al.*, 1971). En 1920, un projet d'aménagement de la vallée du Niger estime les possibilités d'irrigation à 1 600 000 ha. La crue du moyen Niger semble parfaitement adaptée aux besoins de la culture cotonnière. Dès 1927, plusieurs expériences permettent de conclure que les terres irriguées devraient être mises en valeur par des colons plutôt que par des salariés. Deux cultures sont retenues : le coton comme culture de rapport et le riz comme culture de subsistance (Marchal, 1974 : 77).

La conception du projet s'inspire directement des réalisations de la plaine de Gezira au Soudan anglo-égyptien (Gaitskell, 1959 ; Brausch, 1963), qui eux-mêmes s'inspiraient de projets plus anciens réalisés à Ceylan (Farmer, 1957). L'Office du Niger est créé en 1932. Les exactions commises à l'occasion de la réalisation des gros travaux (main-d'œuvre réquisitionnée de force, «deuxième portion du contingent») faillirent compromettre le projet (Magasa, 1978). Le Directeur Belime put cependant faire valoir que la fin — «*créer un îlot de prospérité*» — justifiait les moyens (Amselle *et al.*, 1985). En 1945, un peu plus de 25 000 ha étaient aménagés.

Le désir des populations de rejoindre l'Office du Niger avait été fortement surestimé. Il fallut recruter les colons jusqu'en Haute-Volta, par la persuasion d'abord, puis par la force. Jusqu'à l'abolition du travail obligatoire en 1948, les désertions pouvaient toucher des villages entiers. Les concessions, octroyées provisoirement, étaient révocables à tout moment. Les colons étaient encadrés militairement jusque dans l'organisation des travaux agricoles (Amselle *et al.*, 1985 : 11).

En 1961, l'Office du Niger est transféré à l'Etat malien, ce qui provoque le départ de plus de 2 000 colons voltaïques. Avec l'abandon de la culture du coton, jugée trop exigeante par les colons, la riziculture connut une nette amélioration. Malgré sa nationalisation, l'Office n'arrive pas à se départir de l'autoritarisme des premiers temps. La politique d'intensification lancée par l'Office dans les années 1970 s'appuie sur l'introduction de façons culturales mécanisées et sur un accroissement des temps de travaux demandés aux agriculteurs. Les façons culturales mécanisées sont réalisées d'office et facturées au paysan. D'une manière générale, l'augmentation des rendements s'est avérée insuffisante pour contrebalancer la diminution de la rémunération du travail des colons. Souvent, le paysan endetté à l'issue de la campagne préfère fuir l'Office. Peu à peu, celui-ci s'oriente vers une gestion en régie directe[1].

L'Office du Niger est l'exemple type d'une colonisation agricole à but de production. Né de considérations techniques, le projet veut avant tout rentabiliser les investissements réalisés. A aucun moment, il n'a pris en considération le souci de rémunération du travail exprimé par les paysans. Face à leurs réticences, il n'a su qu'accroître le dirigisme en matière de production. Les colons en arrivent à douter qu'ils soient les principaux intéressés de ce grand projet de mise en valeur régionale.

En Afrique comme ailleurs, les exemples de grands projets de mise en valeur ne manquent pas. Il semble bien que les plus coercitifs soient aussi ceux qui ont connu l'échec le plus flagrant. Depuis les années 1980, ces grandes opérations se font plus rares. Les Etats, cherchant à se désengager, incitent le secteur privé à les remplacer.

Colonisation de production et secteur privé

L'intérêt du secteur privé pour les opérations de colonisation agricole est relativement récent. Il ne fait d'ailleurs souvent que répondre aux sollicitations insistantes des pouvoirs publics. Plusieurs sociétés de plantation se sont laissées tenter par l'aventure. Le modèle malaysien développé par FELDA fait des émules en Asie du Sud-Est, mais aussi en Afrique.

---

1 L'évolution récente de l'Office du Niger est particulièrement bien analysée dans la thèse de J.-Y. Jamin *De la norme à la diversité : l'intensification rizicole face à la diversité paysanne dans les périmètres irrigués de l'Office du Niger (1994).*

Les projets concernent surtout des productions agricoles qu'il serait difficile de promouvoir dans le cadre de terroirs déjà établis. Il s'agit pour l'essentiel de cultures spéciales supposant une immobilisation foncière de longue durée (plantes pérennes), un matériel végétal coûteux ou des infrastructures importantes (irrigation, pistes d'accès, terrassements, unités de transformation, etc.). Pour être rentable, une opération de ce type réclame à la fois un accès facile au foncier, une main-d'œuvre bon marché et des infrastructures de qualité. Malheureusement, infrastructures de qualité et main-d'œuvre abondante vont toujours de pair avec foncier onéreux. Dès lors, la nécessité de disposer de surfaces importantes, de préférence d'un seul tenant, contraint ce genre de projet à la mise en valeur de terres neuves.

L'Etat, soucieux de diversifier ses sources de devises et désireux de développer les régions sous-peuplées du pays, concède de vastes superficies aux sociétés de plantation. Par le biais de baux emphytéotiques, les investisseurs privés accèdent ainsi au foncier à des prix défiant toute concurrence. Inévitable revers de la médaille, la mise en valeur de terres neuves entraîne des coûts élevés pour la réalisation des infrastructures indispensables et la mise à disposition de la main-d'œuvre. L'absence de main-d'œuvre locale[2] obligeait autrefois les sociétés de plantation à recruter des ouvriers dans des zones éloignées, à les transporter et à assurer leur subsistance sur place. Les premières plantations de Sumatra importaient la nourriture de leurs ouvriers depuis Java. Pendant un temps, le recours à l'esclavage et aux travaux forcés permit de réduire les coûts. Leur abolition se traduisit par la faillite de nombreuses entreprises. Les plus menacées étaient celles exigeant de grandes quantités de main-d'œuvre pendant une période seulement de l'année (canne à sucre, café, coton, etc.). Les sociétés de plantation ne disposant pas d'un important réservoir de main-d'œuvre à proximité disparurent. De nombreuses productions, comme le café et le coton, n'intéressant plus le secteur des grandes plantations, furent reprises par les petits producteurs. Les cultures nécessitant un degré d'organisation élevé et ne présentant pas de pics de main-d'œuvre marqués (hévéa, palmier à huile, bananes, ananas, etc.) restèrent aux mains des grandes plantations. Aujourd'hui, en raison de l'augmentation régulière des coûts de main-d'œuvre, il devient intéressant d'associer des colons à des projets de mise en valeur financés par les grandes plantations.

Associer des colons à un projet de plantation présente en effet de nombreux avantages pour une société de plantation. En participant à une opération d'intérêt national, la société s'attire les bonnes grâces du pouvoir. L'Etat lui accorde des baux emphytéotiques avantageux et se charge du recrutement, du transport et de l'installation de la main-d'œuvre. Souvent, l'Etat prend à sa charge la réalisation des infrastructures lourdes : routes d'accès, fourniture d'énergie, installations portuaires, etc. En cas de besoin, l'Etat se charge de faire respecter par la force les clauses du contrat liant les colons à la société de plantation.

Le colon présente de nombreux avantages sur l'ouvrier de plantation. Son statut de petit propriétaire foncier lui confère une grande stabilité. Il assure lui-même la reproduction

2 Absence toute relative ; le manque concerne surtout la «main-d'œuvre docile et bon marché».

de son exploitation et, par conséquent, de la force de travail. Le colon s'engage par contrat à vendre l'intégralité de sa production à la société de plantation et à lui rembourser le crédit consenti pour la création de la plantation. La société, elle, n'a que peu d'engagements envers le colon. Elle ne le paye que lorsqu'elle fait appel à lui. Elle s'évite ainsi les nombreux problèmes et coûts liés au maintien d'une main-d'œuvre permanente, grèves, revendications salariales, charges sociales, etc.

Bien que plus récents, les exemples de colonisation de production ne manquent pas. Dans le meilleur des cas, l'Etat met en place une association équitable bénéficiant autant aux colons qu'aux sociétés de plantation. Dans les pires, l'Etat recrée au sein de terres neuves les conditions nécessaires à l'émergence et au maintien d'une main-d'œuvre abondante et bon marché. Le colon se retrouve alors dans une situation de dépendance totale vis-à-vis de la société de plantation.

Les motivations pouvant inciter un Etat à organiser une opération de colonisation sont nombreuses. A l'instar de la Transmigration, il n'est pas toujours aisé de faire la part des motivations d'ordre social, de celles à objectif plus économique. Une troisième dimension plus géopolitique complique immanquablement l'analyse.

Ense et aratro : l'occupation géopolitique de l'espace

L'histoire du monde foisonne d'exemples de colonisation agricole conçus comme moyen d'occupation géopolitique de l'espace. L'impérialisme athénien fournit l'un des exemples les plus anciens. A partir du V^{e} siècle avant J.-C., il est à l'origine d'un nouveau type de colonie : la clérouquie (Mossé, 1988 : 913).

Cette dernière se distingue nettement des colonies grecques fondées à partir du VIII^{e} siècle avant J.-C. qui étaient des cités indépendantes ne conservant avec la ville mère que des liens commerciaux et religieux. La clérouquie est une création volontaire de l'Etat athénien. Elle se présente comme un poste militaire, peuplé de citoyens pauvres recevant un lot de terre (*cléros*). Les colons restent citoyens athéniens et doivent participer à la défense des frontières et à la pacification des peuples vaincus (Bruhat, 1988 : 99)

La colonisation romaine reprend le même concept et l'adapte à une échelle plus vaste. *Narbo Martius* (Narbonne), fondée en 118-117, est décrite par Cicéron comme «*une colonie de citoyens romains placée comme une sentinelle et une forteresse avancée contre les peuples environnants*». Cette première implantation est complétée ultérieurement par de nouvelles déductions coloniales à Narbonne et à Arles, puis à Fréjus et Orange. Béziers n'est créée qu'en 36-35 au profit des vétérans de la 7^{e} légion (Le Glay, 1975 : 202).

Presque tout le sud de la Gaule fait l'objet d'une centuriation (découpage de la terre en lots carrés — centuries — de 50,512 ha). Ce cadastre est conçu comme un outil de colonisation. Il permet d'attribuer les meilleures terres à des colons romains. Les lots,

attribués par l'empereur, vont habituellement à d'anciens légionnaires pour les remercier de vingt-cinq années de service. L'opération vise plusieurs objectifs : elle renforce les liens entre l'empereur et les légionnaires, elle favorise la mise en valeur des terres les plus fertiles et elle participe à la romanisation des campagnes. En Gaule du Sud, la colonisation romaine est le premier ciment de l'unité (Le Glay, 1975 : 235-239).

Aux frontières de l'Empire romain, le système du *limes* jouait un rôle identique. Cet ensemble défensif complexe s'étendait sur plusieurs dizaines de kilomètres de profondeur. Un enchevêtrement de fossés, de murs et de fortins permettait de lutter contre les incursions des barbares. A l'époque des Sévères, le *limes* fut également destiné à la mise en valeur agricole. En période peu agitée, devant l'impossibilité de maintenir une troupe nombreuse en armes, les légions étaient dissoutes sur place. Les légionnaires démobilisés, les *limitanei*, étaient alors chargés de cultiver le sol (Nicolet, 1985 : 521).

Le même souci de défense militaire se retrouve au Moyen Age avec le choix de l'emplacement des places fortes dans le Sud-Ouest. «*Les bastides, villes neuves fortifiées, gardaient, en ce pays contesté, les points d'appui de la frontière franco-anglaise*» (Bloch, 1968 : 16). La colonisation répond également à une préoccupation de sécurité publique. «*Qui dit population serrée dit brigandage moins aisé. Au XII^e^ siècle, les Capétiens multiplièrent les nouveaux centres d'habitat, tout le long de la route de Paris à Orléans, axe de la monarchie, pour la même raison que, au XVIII^e^ siècle, les rois d'Espagne sur la voie, mal famée, qui réunissait Madrid à Séville*» (Bloch, 1968 : 16).

La colonisation agricole à motivation géopolitique est de tous les temps et de tous les continents. Au tout début du XVI^e^ siècle, l'Empire inca avait érigé les *mitmajkuna*[3] (transferts de population) en véritable mode de gouvernement. Le système inca de contrôle de l'espace, de l'économie et de la société consistait à créer des colonies dociles en organisant des migrations forcées de population. Ainsi, 20 à 25 ans avant l'arrivée des Espagnols, les rebelles vaincus du nord furent déplacés vers le centre de l'Empire. A l'inverse, les populations du centre, pacifiées depuis plus longtemps, furent envoyées vers le nord (Gondard, 1988 : 30). De même, une fois le nord pacifié, les garnisons furent démobilisées sur place. Les familles déplacées, sinon volontaires, étaient du moins consentantes. Leur statut correspondait davantage à celui de colons que de déportés. En tout, plusieurs dizaines de milliers de personnes furent touchées par ces migrations.

Pour les conquérants incas, les *mitmajkuna* avaient pour objectif d'assurer l'intégration et l'homogénéisation de l'espace. En plus de leur rôle politique et policier, les colonies avaient une fonction économique essentielle. Leur localisation était choisie pour

3 *Mitmajkuna* est le pluriel quechua de *mitmaj*. Les Espagnols utilisent plus volontiers le terme de *mitimaes* (Gondard, comm. pers.).

permettre une meilleure utilisation des ressources du milieu (mise en valeur agricole, mais aussi construction de routes et de réseaux d'irrigation, etc.). «*Il s'agit donc bien, au sens moderne du terme, d'un aménagement du territoire portant sur de vastes espaces*» (Portais, 1989 : 450-451).

Les colonies militaires peuvent également servir de points d'appui pour une conquête ultérieure. Dans l'incapacité d'envahir l'ouest sakalave (Madagascar) au début du XIX^{e} siècle, la monarchie merina se contente d'établir des postes militaires le long des routes qui mènent à la côte occidentale. Ces centres de colonisation agricole n'essaimeront vers les plaines que vers la fin du XIX^{e} siècle (Raison, 1968 : 28).

Mais tous les militaires savent qu'il est plus facile de conquérir un territoire que de le conserver. Si des colonies militaires peuvent faciliter une conquête ultérieure, comme dans l'exemple malgache, la colonisation agricole sert surtout à en conserver le contrôle. Pour les militaires de tous les pays et de toutes les époques, la petite colonisation qui occupe le sol reste incontestablement le meilleur moyen d'assurer la pérennité d'une conquête. Pour que l'Algérie reste à jamais terre française, Bugeaud ne rêvait-il pas de soldats-colons à la romaine, sous la devise *ense et aratro* : «par l'épée et par la charrue» ?

L'évolution divergente de provinces d'un même pays peut également générer des velléités séparatistes. Tous les pays, à un moment ou un autre de leur histoire, ont eu à gérer ce genre de crise. Là encore, la colonisation agricole eut souvent un rôle important à jouer. Bien qu'il ne suffise pas à régler le problème, le brassage de la population gêne considérablement les tentatives séparatistes. Chaque colonie devient un point d'appui pour l'armée nationale. Dans l'incapacité de créer un front net, les forces séparatistes restent cantonnées dans la clandestinité. Ainsi, en favorisant l'implantation dans l'île de Mindanao d'un grand nombre de colons originaires des îles Visaya à partir de 1935, le gouvernement philippin avait pour principal objectif de défendre l'intégrité du territoire national. Cette dernière se trouvait menacée par les visées séparatistes de groupes majoritairement musulmans, soutenus à l'occasion par de grandes compagnies américaines mais aussi japonaises. Dans ces conditions, la priorité accordée aux colons chrétiens disposant d'une formation militaire ne saurait surprendre (Pelzer, 1945 : 138). L'objectif poursuivi a été atteint puisque Mindanao fait toujours partie de la République philippine. Le problème, par contre, n'a pas été résolu puisque les mouvements séparatistes musulmans restent actifs à Mindanao.

Un dernier cas de figure concerne les espaces très peu peuplés. Leur appropriation pose particulièrement problème lorsqu'ils sont situés en zone frontière. Difficile en effet, pour un Etat, de revendiquer un espace qu'il n'occupe pas physiquement. Dès lors, la

colonisation agricole des marches sous-peuplées devient un enjeu de défense nationale. Aux frontières de neuf pays d'Amérique latine[4], l'immense massif forestier amazonien est l'objet de multiples convoitises. Rares sont les pays qui ne comptent pas sur la colonisation agricole pour s'assurer la propriété de ce qu'ils estiment être leur part du gâteau amazonien.

Amputé d'environ la moitié de son territoire à l'issue de la guerre qui l'a opposé au Pérou en 1942, l'Equateur compte bien conserver le peu d'Amazonie qui lui reste[5]. En octroyant des lots de 50 ha aux colons désirant s'installer en Amazonie, les gouvernements militaires ont déclenché une dynamique pionnière active. Les sites privilégiés jouxtent la frontière colombienne au nord et la frontière péruvienne au sud[6]. Cette politique volontariste se traduit de façon expressive par l'accroissement démographique des provinces amazoniennes. La province de Napo, par exemple, passe de 62 000 habitants en 1974 à 115 000 en 1982, soit 85 % de croissance en huit ans (Léna et Barral, 1987 : 73-74).

Depuis son accession à l'Indépendance, la Colombie a également vu ses frontières et sa superficie varier énormément. A partir du début des années 1960, l'Etat décide d'orienter la migration de la population vers divers fronts pionniers dans l'*Oriente*. Cette colonisation répond aux objectifs classiques de décongestion des terres densément peuplées, de substitut à la réforme agraire et à l'exode rural, de mise en valeur de zones vierges. Elle vise surtout à affirmer la présence nationale dans les zones frontières avec le Venezuela, le Pérou et le Brésil (Gros, 1978 : 136).

Avec plus de 60 % de son territoire à l'Est des Andes, le Pérou compte également parmi les puissances amazoniennes. Les riches plantations tropicales établies dans l'*Oriente* péruvien au cours du XVII^{e} siècle par les jésuites et les franciscains ne survivent pas à la révolte des Campas en 1742. Ce n'est qu'à la fin du XIX^{e} siècle que le boom du caoutchouc et les menaces expansionnistes brésiliennes rendent son intérêt stratégique à la région. Très vite, le gouvernement entreprend un effort de recolonisation systématique sur quatre fronts pionniers (Piel, 1978 : 3).

Le Brésil, qui s'est taillé la plus large part du massif amazonien, compte bien conserver son avantage. Pour ce pays, l'Amazonie représente plus qu'un enjeu territorial. Sous le régime populiste de Vargas et surtout sous le régime militaire, l'Amazonie constitue le point d'appui essentiel du nationalisme brésilien. La formule «Brésil = Amazonie» suffit à asseoir la légitimité de l'Etat. Dès lors, toute critique de la colonisation amazonienne est jugée anti-brésilienne (Lévêque, 1986 : 349). Le concept de «frontière», lui-même, ne prend tout son sens que resitué dans un cadre géopolitique (Becker, 1986 : 297).

---

4 Brésil, Bolivie, Pérou, Equateur, Colombie, Venezuela, Guyana, Surinam et Guyane.

5 Le conflit vient de rebondir tout récemment. La presse signale plusieurs incidents de frontière violents ayant causé des dizaines (centaines ?) de morts au début de l'année 1995.

6 Le gouvernement incite également au peuplement des îles Galapagos.

L'Amazonie ne sera définitivement acquise que lorsqu'elle sera occupée. Les mots d'ordre sont clairs : «*Occupons l'Amazonie aujourd'hui ou nous la perdrons*» (discours de Costa e Silva à Belém en 1968, *in* Foucher, 1977). Dès les années 1950, les militaires préconisent l'ouverture de routes et la création de noyaux de population (Apesteguy, 1978 : 122). Le plan routier établi par les militaires en 1970 (Transamazonienne, Périmétrale nord, Cuiaba-Manaus, Belém-Brasilia) ne fait que relier, les uns aux autres, des forts érigés en Amazonie plus de deux siècles auparavant (Hamelin, 1990 : 79). En 1976, le gouvernement militaire abandonne le projet de la Périmétrale nord. En 1992, un projet de loi prévoyant la construction de la «route des frontières» resurgit opportunément avec la bénédiction des autorités militaires. Cette route longeant les frontières nord, de la Guyane française au Pérou, accueillerait de vastes colonies agricoles sur le modèle de la Transamazonienne. Au Brésil, la «frontière» n'est pas encore fermée (Léna, 1992 : 232-233).

Pour préserver l'intégrité d'un empire, lui conserver ses conquêtes ou prévenir les sécessions, la colonisation agricole peut favoriser l'intégration et (ou) l'homogénéisation de ses populations. Lorsque le groupe humain conquérant domine nettement par le nombre, le degré d'organisation et le niveau de développement, l'assimilation pure et simple — ou l'extermination, en cas de résistance — des peuples vaincus est généralement la règle. Dans ce cas, la colonisation agricole se confond avec la conquête.

Lorsque la supériorité du conquérant est moins nette, la colonisation agricole a pour objectif l'intégration plutôt que l'assimilation. L'intégration sera d'autant plus aisée que les peuples concernés sont proches par la culture, la religion, la race. Le brassage ethnique se veut alors ferment d'unité nationale, préalable indispensable à la construction d'une nation nouvelle à partir de groupes humains disparates.

Mais lorsque les groupes humains sont trop disparates et que les barrières raciales, religieuses et culturelles s'avèrent infranchissables — du moins dans un premier temps —, la colonisation agricole se contente souvent d'assurer l'homogénéisation de l'espace. A l'image de deux liquides non miscibles, l'homogénéisation conduit à l'obtention d'un mélange stable en apparence uniquement. Dans un premier temps, un semis de colonies peut suffire à contrer des velléités sécessionnistes. A plus long terme, la mise en place d'une politique nationale d'intégration s'avère indispensable pour éviter que les communautés ne se séparent à nouveau. Dans le cas contraire, la juxtaposition de communautés hostiles peut conduire à la désintégration de l'Etat plutôt qu'à sa consolidation. La tragédie bosniaque en donne une triste illustration.

La Transmigration, exception ou archétype ?

Pour J.-P. Raison, la Transmigration en Indonésie apparaît comme un cas particulier : celui d'une colonie de peuplement. Il s'agirait «*d'installer aux moindres frais le maximum de gens sur le minimum d'espace, en les réduisant par manque de terres, de capacité technique, de débouchés à une économie proche de l'autosubsistance*» (Raison, 1968 : 53). Cette formule s'apparente davantage à un constat qu'à un objectif. Si le constat n'est malheureusement pas toujours éloigné de la réalité, on ne saurait cependant réduire les objectifs de la Transmigration à une formule aussi lapidaire.

La Transmigration, c'est d'abord la recherche d'un exutoire pour l'excédent de population des îles intérieures. C'est aussi, occasionnellement, un moyen pratique d'indemniser les victimes de catastrophes naturelles et d'expropriations ; plus rarement de se débarrasser d'indésirables (projets Depsos). La Transmigration, c'est bien évidemment le moyen de parvenir à une meilleure répartition de la force de travail, en permettant à ceux qui manquent de terre d'accéder au foncier. C'est le moyen de mettre en valeur les îles extérieures, en introduisant des pratiques agricoles intensives, plus productives et moins consommatrices d'espace. En homogénéisant l'espace et en facilitant l'intégration des minorités, La Transmigration contribue à la construction nationale. En prévenant les velléités séparatistes et en peuplant les zones frontières, enfin, la Transmigration participe à la défense du territoire national.

Les similitudes entre projets de colonisation agricole sont bien plus nombreuses que les différences et ce à tous les niveaux du processus. La colonisation agricole d'un territoire n'est jamais le fait du hasard ou d'un groupe d'aventuriers isolés. C'est toujours une action volontaire et consciente visant à modifier la répartition d'une population sur un espace. La colonisation agricole est l'expression de la volonté clairement établie d'un Etat d'aménager son territoire national. L'intervention de l'Etat peut revêtir de nombreuses formes, allant de l'incitation (propagande, exemptions temporaires de taxes, etc.) à la déportation pure et simple (*mitmajkuna* inca). Mais quel que soit le niveau d'intervention, la colonisation agricole est surtout le fait d'Etats forts, bénéficiant d'une organisation structurée et centralisée.

Sauf rares exceptions, toutes les opérations s'adressent à des colons issus du milieu rural. Qu'ils soient journaliers agricoles, ouvriers, artisans ou encore vétérans de l'armée, les colons sont des ruraux, mais rarement des agriculteurs. La majorité des colons se compose de paysans sans terre. Diverses raisons peuvent conduire à l'exclusion de la propriété d'une partie du paysannat. L'accroissement démographique apparaît comme la principale cause de la congestion de vieux terroirs. La division excessive des propriétés oblige de nombreux paysans à renoncer à l'activité agricole. Mais une répartition inégalitaire de l'héritage ou un mouvement de concentration foncière peuvent aboutir au même résultat. Dès lors, la colonisation agricole de régions éloignées représente une alternative à l'exode rural ou à la réforme agraire. C'est même une alternative privilégiée, puisqu'elle permet de faire l'économie de douloureuses modifications structurelles.

La représentation, par les autorités, des zones à coloniser présente également de grandes similitudes d'une opération à l'autre. Les régions à coloniser sont toujours insuffisamment ou peu peuplées, voire vides. La négation des droits des autochtones sur l'espace à coloniser fait l'unanimité des colonisateurs. La mise en valeur de cet espace par les indigènes est considérée comme inexistante, insuffisante, inadéquate, voire néfaste. Le colon dispose toujours de techniques culturales supérieures. Sa supériorité technique n'est d'ailleurs que l'un des aspects d'une supériorité d'ordre culturel. Fruit d'une culture supérieure, le colon se voit investi d'une véritable mission civilisatrice.

L'égalitarisme de départ fait également partie des constantes. Au mythe de la terre neuve répond le mythe de l'homme nouveau. Pour effacer l'inégalité (exclusion de la propriété foncière) ayant engendré le processus de colonisation, les pouvoirs publics cherchent à mettre en place des structures rigoureusement égalitaires. D'une façon générale, «*les projets de colonisation représentent une construction utopique avec toutes ses caractéristiques (obsession de l'ordre, de l'organisation, du géométrique) qui aboutit en définitive à l'élaboration d'une structure vide de sens et dans laquelle les mécanismes régulateurs, qui pourraient éventuellement corriger les tendances évolutives dues aux dynamiques sociales réelles, ont été négligés*» (Léna, 1986 : 332). La vision globale et généralisante que les pouvoirs publics ont du paysan perpétue le mythe égalitaire. En niant l'existence de toute stratégie d'ordre individuel, les projets de colonisation pratiquent un nivellement par le bas, fortement préjudiciable à leur succès.

Le succès d'un projet, justement, est toujours particulièrement difficile à évaluer. Les projets n'affichant pas toujours clairement leurs objectifs, leur comparaison s'avère encore plus délicate. Il va de soi que des souhaits vaguement exprimés auront plus de chances d'être réalisés que des objectifs clairs et ambitieux. Il semblerait toutefois que, d'une manière générale, les planificateurs aient tendance à surestimer les retombées économiques à court terme et à sous-estimer le potentiel à long terme des projets de colonisation (Scudder, 1981 : 357). Tous les projets connaissent une période de stagnation plus ou moins longue avant de «décoller» économiquement. Particulièrement difficile, cette période se traduit par la désertion des colons les plus fragiles.

Pour les «experts» en colonisation, la réduction de ce temps de latence, et donc du nombre d'échecs individuels, passe par trois types d'améliorations : celle du choix du site, celle des infrastructures et celle de l'encadrement. Trop souvent, les sites retenus ne correspondent que très médiocrement aux exigences des systèmes de culture pratiqués par les colons. Trop souvent, les infrastructures indispensables (routes, irrigation, drainage, etc.) font défaut. Trop souvent, le personnel d'encadrement se révèle incapable de venir en aide aux colons en difficulté, que ce soit sur le plan administratif, technique ou économique.

Malheureusement, toute solution supposant plus d'études préalables, plus d'infrastructures et plus d'encadrement, se traduit immanquablement par plus de coûts. Dans le cadre de la colonisation agricole, ces coûts deviennent rapidement prohibitifs et conduisent tôt ou tard à l'abandon des opérations. Toutes les grandes opérations de colonisation connaissent ainsi des phases d'euphorie pendant lesquelles s'échafaudent les plans les plus ambitieux, et des phases de doute où l'on envisage de mettre un terme définitif au

programme. Quelques années plus tard, aucun problème n'ayant été réglé dans l'intervalle, la solution «colonisation» resurgit opportunément.

La Transmigration ne se distingue donc pas fondamentalement des autres opérations de colonisation agricole lancées dans le monde. Bien au contraire, elle apparaît exemplaire à plus d'un titre : par la durée de l'opération, par l'ampleur des transferts de population et par le nombre de projets mis en œuvre.

Si, à ses débuts du moins, la Transmigration a choisi «*d'installer aux moindres frais le maximum de gens sur le minimum d'espace*» ce n'était absolument pas dans le but «*de les réduire par manque de terres, de capacité technique, de débouchés à une économie proche de l'autosubsistance*». En fait, la Transmigration s'est contentée de reproduire hors de Java, le seul modèle envisageable pour un Javanais : le sien.

Chapitre 9

L'héritage des royaumes agraires javanais

«... so that the land of Java might once more be one, that both ruler and realm might once more be stable, that the subjects might know that they need not waver in future, and as a token that the ruler had conquered the whole world as lord of the earth».

Nâgarakertâgama (chant 68 : 5 in Schrieke, 1957)

Ce modèle javanais, transféré vers les îles extérieures de l'archipel, est avant tout celui de la riziculture irriguée. Or, la riziculture irriguée ne représente pas une exclusivité javanaise. Elle est largement pratiquée dans l'ensemble de l'Asie du Sud et du Sud-Est, et ce depuis des temps immémoriaux. La plante divine associée à une technique géniale se serait-elle progressivement imposée aux peuples asiatiques à partir d'un foyer unique ? Une société innovatrice aurait-elle imposé sa culture (aux deux sens du terme) à des groupes humains moins évolués ? La remarquable homogénéité des techniques et des structures sociales liées à la riziculture irriguée sur l'ensemble du continent asiatique a longtemps supporté cette hypothèse.

Des découvertes archéologiques récentes remettent en cause l'hypothèse d'un foyer unique d'apparition de la riziculture irriguée. Mais si l'on retient l'hypothèse de foyers multiples, si l'on admet que plusieurs sociétés asiatiques ont été à l'origine d'une technique remarquablement homogène, on peut alors se demander dans quelle mesure le choix d'un mode particulier de mise en valeur ne serait pas à l'origine d'un modèle de société.

L'histoire de Java ne débute pas avec le XIX^{e} siècle. La riche civilisation agraire décrite par Raffles en 1817 ne s'est pas construite en un jour. Ni origine, ni aboutissement, les royaumes agraires javanais du début du XIX^{e} siècle ne sont qu'un instant d'une longue évolution.

Une histoire ancienne

Une origine noyée dans la nuit des temps et de l'océan

L'origine de la culture du riz en Asie du Sud-Est a donné lieu à l'élaboration de théories aussi nombreuses que fantaisistes. Aucune n'a vraiment pris le pas sur les autres. Il est généralement admis que «*la riziculture aurait été inventée par des populations de pêcheurs sédentaires établis au bord de lacs ou de fleuves*» (Gourou, 1984 : 15). Les milieux amphibies auraient été les plus favorables à cette rencontre de l'homme et du riz. D'une part, ils permettent la sédentarisation en assurant un ravitaillement permanent en poissons et en mollusques. D'autre part, la résistance des riz sauvages à l'inondation leur accorde un avantage décisif sur les plantes concurrentes.

«*Néanmoins les recherches sur l'origine de la riziculture achoppent sur deux problèmes majeurs, la difficulté à distinguer un riz cultivé d'un riz sauvage et la disparition des sites préhistoriques les plus anciens sur tout le littoral.*» (Higham, 1989 : 178). En effet, contrairement au blé ou au maïs, les espèces sauvages de riz ne se distinguent pas aussi nettement des espèces cultivées. Très fluctuante sur le plan génétique, la plante peut acquérir ou perdre des caractères génétiques «sauvages» en quelques générations seulement. Parmi les vestiges de sites archéologiques, il n'est donc pas toujours possible de distinguer les riz de cueillette des riz cultivés. Qui plus est, la rapide remontée du niveau de la mer entre 8000 et 4000 ans avant J-C. a noyé tout le littoral du Sud-Est asiatique. Or, c'est justement à cette période et très probablement en ces lieux que se situe la domestication du riz.

On a longtemps pensé que le riz avait été introduit dans le Sud-Est asiatique à partir d'un foyer unique situé en Chine du Sud. Les vestiges les plus anciens d'une mise en culture du riz datent de 5000 avant notre ère, et proviennent du site de Hemudu, près de l'embouchure du Yangzi. La méconnaissance de sites anciens en Asie du Sud-Est ne permettait pas de contredire l'hypothèse du foyer unique de domestication du riz. Mais des fouilles récentes menées en Thaïlande, au Cambodge et au Vietnam attesteraient plutôt d'une «*domestication réalisée de façon indépendante en plusieurs endroits, y compris en Asie du Sud-Est*» (Higham, 1989 : 179).

Entre 2000 et 1400 avant notre ère, le site de Khok Phanom Di (Thaïlande) a été occupé par une communauté évoluée. Le riz y est cultivé depuis le début de son occupation, comme l'atteste la découverte de nombreux outils agricoles : haches polies, herminettes en granite pour le travail du sol et couteaux de récolte en coquillages. Le riz tient une place prépondérante dans l'alimentation. Les balles de riz servent de dégraissant pour l'argile des poteries. La richesse du site en poteries et en parures ne laisse aucun doute : non seulement la communauté comptait des potiers spécialisés, mais elle pratiquait l'échange pour obtenir des biens de prestige.

La pauvreté de certaines sépultures et la richesse d'autres laissent entendre que les individus étaient en compétition pour l'obtention de biens de prestige, principaux marqueurs

de statut social. Certains individus étaient non seulement en mesure d'accumuler ces biens mais aussi de les transmettre à leur descendance. Le regroupement des tombes par lignage permet d'identifier des familles riches (ou des familles pauvres) sur plusieurs générations. Une importante différenciation sociale semble aller de pair avec une forte division du travail (Higham, 1989 : 180-182).

Dans l'état actuel des connaissances, tout porte à croire qu'en Asie du Sud-Est la domestication du riz ait été le fait de groupes humains sédentaires, installés sur le littoral, quatre à cinq millénaires avant notre ère. La culture intensive du riz, facilitée par l'inondation contrôlée, a permis de dégager des surplus. Au vu de l'analyse des squelettes, les premiers riziculteurs s'étaient affranchis des famines et bénéficiaient d'une alimentation équilibrée, ce qui n'était pas le cas des groupes de chasseurs-cueilleurs. Les surplus ont favorisé l'accroissement démographique de la population ainsi que la division du travail. Pendant le troisième millénaire, ces populations côtières occupent progressivement les grandes vallées de l'intérieur.

Même si l'origine précise de ces populations reste objet de conjectures, il s'agit sans aucun doute d'immigrants. En effet, «*En dépit de prospections intensives, aucun habitat de chasseurs-cueilleurs n'a été retrouvé, ce qui signifie que l'implantation humaine dans ces régions paraît plutôt résulter de l'expansion de populations se nourrissant de riz et déjà familiarisées avec les animaux domestiques et la poterie*» (Higham, 1989 : 183).

Mais qu'importe après tout le nombre et la localisation des foyers de domestication du riz. Il nous importe davantage de savoir que dès le néolithique, des groupes humains ont été en mesure de cultiver le riz de manière intensive ; que cette culture a été à l'origine de surplus favorisant l'expansion démographique des communautés, le développement d'une société agraire et l'émergence d'une civilisation du riz en Asie du Sud-Est.

La riziculture à Java : innovation locale ou introduction ?

Pour les grandes nations asiatiques se réclamant de la civilisation du riz, l'invention de l'irrigation revêt encore plus d'importance que la domestication de la plante. Les débats sur l'origine de la riziculture irriguée dépassent largement le cadre scientifique. L'irrigation n'est pas une invention quelconque. Sa découverte marque la naissance d'une civilisation. A ce titre, l'antériorité de la découverte confère à un peuple le prestige incommensurable d'avoir apporté la civilisation aux «barbares» environnants. Faut-il s'étonner dans ces conditions que les chercheurs asiatiques comme occidentaux privilégient les hypothèses les plus favorables aux pays qu'ils étudient ? Sinisants et indianisants se disputent habituellement l'antériorité de l'invention de la riziculture (Hutterer, 1983 : 170).

Java n'échappe pas à la règle. En raison de l'absence de sites archéologiques suffisamment anciens, deux théories s'affrontent. Pour les uns, la riziculture aurait été introduite à Java depuis le continent, très tôt dans l'histoire (Spencer, 1963 : 82). Pour les autres, de loin les plus nombreux, la riziculture irriguée aurait été découverte de manière indépendante à Java (Lekkerkerker, 1928 : 258 ; Fisher, 1965 : 75 ; Pigeaud, 1962 : 494 ; van Setten van

der Meer, 1979 : 2-3). La découverte de houes de pierre sur l'ensemble de Java incite même Sutjipto Wirjosuparto à faire remonter les *sawah* au néolithique (Wirjosuparto, 1958). Aucun auteur ne dispose cependant de preuves irréfutables quant à l'origine ou quant à la date d'apparition de la riziculture irriguée à Java.

Les premiers épigraphes de Java datent du V^e^ siècle de notre ère. Trouvés à proximité de l'actuelle ville de Jakarta, ils attestent de travaux hydrauliques d'envergure, par exemple le creusement d'une tranchée de 10 km de long. Mais c'est à Java-Centre, vers le début du VIII^e^ siècle, «*que s'amorce véritablement le processus qui aboutira à la formation de la royauté javanaise*» (Lombard, 1990 : III-17).

Le développement concomitant de l'irrigation et de la culture indienne à Java a longtemps fait croire que les techniques rizicoles provenaient des Indes. Il n'en est rien. Comme le fait remarquer de Casparis, si les termes sanscrits dominent dans le vocabulaire religieux et dans les titres liés à la royauté, ils sont par contre totalement absents dans la terminologie agricole et dans l'administration locale (de Casparis, 1950, 1981 et 1984). Sur le plan technique, l'apport indien reste très limité. Par contre, «*la culture indienne introduit des cadres mentaux, sociaux, juridiques et institutionnels qui vont permettre aux techniques d'irrigation de s'épanouir et à la mise en valeur de concerner de vastes espaces*» (Sevin, 1992b : 117).

Une riziculture de droit divin[1]

Dans les religions indiennes, le dirigeant suprême — le *maharaja* — est investi de pouvoirs divins et magiques. Véritable dieu sur terre, le roi doit protéger son peuple, assurer son bien-être et veiller au maintien de l'harmonie entre le monde céleste et sa représentation terrestre.

Les épigraphes du début du VIII^e^ siècle illustrent la rivalité entre seigneurs locaux, les *raka* ou *rakaryan*, cherchant à établir leur autorité sur des communautés villageoises, les *wanua*. La rédaction des épigraphes en question laisse entendre que les *wanua*, placés sous l'autorité des anciens, disposaient d'une grande autonomie. En raison des liens mystiques supposés unir les villageois à leur seigneur, ce dernier ne pouvait user de la force pour imposer son pouvoir. La reconnaissance de l'autorité supérieure d'un *raka* ne pouvait être assurée que par la confirmation de ces liens mystiques.

Le rôle du clergé apparaît déterminant dans cette confirmation. Lui seul est en mesure d'investir le seigneur du pouvoir suprême, de le gratifier du titre de *maharaja*. Pour s'attirer les bonnes grâces du clergé, le roi le gratifie de *dharma* : grands domaines religieux exemptés de taxes et de corvées, ou fait élever des temples fabuleux comme ceux de Borobudur ou de Prambanan. «*Ces seigneurs nous apparaissent comme soumis aux exigences d'un potlatch permanent, ouvrant de nouvelles terres pour en faire don aux communautés religieuses, qui*

1 Selon l'expression de Denys Lombard.

en retour les confortent dans leurs prétentions et les gratifient de titres symboliques» (Lombard, 1990 : III-17).

La mise en place progressive de la royauté se traduit par la perte de l'autonomie des communautés villageoises. Une première unification semble avoir été réalisée dans le courant du IX^{e} siècle. Plusieurs inscriptions font état de regroupements de villages. Dans le *Nâgarakertâgama*[2], long poème javanais rédigé en 1365, il n'est plus question d'autonomie villageoise. «*Les chefs de villages sont nommés par un gouvernement central et se trouvent placés à la base d'une pyramide hiérarchique au sommet de laquelle se trouve le roi-dieu*» (Sevin, 1993 : 23).

Des royaumes agraires puissants

Le *Nâgarakertâgama* nous donne de précieuses informations sur l'organisation sociale et politique du plus prestigieux des royaumes javanais : celui de Mojopahit. Sous le règne de Hayam Wuruk et de son célèbre ministre Gajah Mada (XIV^{e} siècle), Mojopahit étend son influence sur Java, Bali, Sumatra, Bornéo et les îles aux épices. Mojopahit commerce avec l'Asie du Sud-Est, l'Inde et la Chine.

L'économie javanaise étant essentiellement agricole, hiérarchie sociale et accès au foncier sont intimement liés. La littérature javanaise se réfère au système indien des quatre castes bien que celui-ci ne corresponde en rien à la réalité de la situation javanaise. La société javanaise du XIV^{e} siècle se divise en quatre grands groupes : les dirigeants, les gens de religion, les gens du commun et les captifs. Contrairement aux trois premiers groupes, les captifs, considérés comme la propriété de leurs maîtres, ne sont jamais assimilés à une classe sociale. La famille royale, que la nature divine place au-dessus du commun des mortels, reste extérieure à la société (Pigeaud, 1962 : 468).

Les analogies avec la société féodale du Moyen Age européen apparaissent nombreuses. La classe des dirigeants correspond à une aristocratie foncière. Le seigneur règne en maître sur son fief, mais doit allégeance à son suzerain. Sur ses terres d'apanage, les paysans sont imposables et corvéables à merci.

Les hommes de religion constituent ce que l'on pourrait appeler un clergé. Ce dernier reste toutefois moins organisé et surtout moins hiérarchisé que son équivalent européen. Le clergé tire ses revenus des *sima* (franc-alleu) ou *dharma* (domaine sacré), grands domaines agricoles exemptés de taxes et de corvées, généreusement attribués par les souverains.

Les paysans libres, qu'ils dépendent de domaines religieux ou de fiefs, sont redevables de taxes et de corvées. En cas d'insolvabilité, le paysan, déchu de sa liberté, est réduit en

2 Le *Nâgarakertâgama*, littéralement «Traité sur la gloire du pays», composé en 98 chants par le poète de Cour Prapanca, constitue la meilleure source sur la période de Mojopahit. Le poème a été traduit en anglais par Th. Pigeaud.

servage, au même titre que les captifs ramenés d'expéditions militaires. Le rôle de ces captifs semble déterminant dans l'ouverture de nouveaux domaines rizicoles. Le seigneur ne dispose pas de moyens de pression considérables sur les hommes libres. Toute pression intolérable se solde par la fuite des villageois. Ceux-ci peuvent se réfugier dans la forêt toujours proche ou bien se placer sous la protection d'un seigneur moins cupide. L'abondance de terres libres et la rareté de la main-d'œuvre les mettent à l'abri des exactions.

L'économie du royaume dépend strictement de la production rizicole. Seule la riziculture irriguée permet la production de surplus extractibles par le pouvoir. L'organisation du travail dans les rizières devient indissociable du développement de la société et de l'administration. Plus qu'une simple source de revenu, les *sawah* constituent le principal garant de la stabilité du royaume.

Le riz javanais est échangé contre les épices des îles orientales. Les épices sont ensuite troquées contre des étoffes indiennes ou des bijoux, contre des poteries chinoises, des métaux et des soieries. En contrôlant la production rizicole, le Roi garde la main sur l'ensemble des transactions commerciales. Mais seule l'agriculture est jugée compatible avec la royauté. Pour les souverains ainsi que pour toute l'aristocratie du royaume agraire de Mojopahit, mercantilisme est synonyme de déchéance (Pigeaud, 1962).

Déclin et renaissance du royaume de Mataram

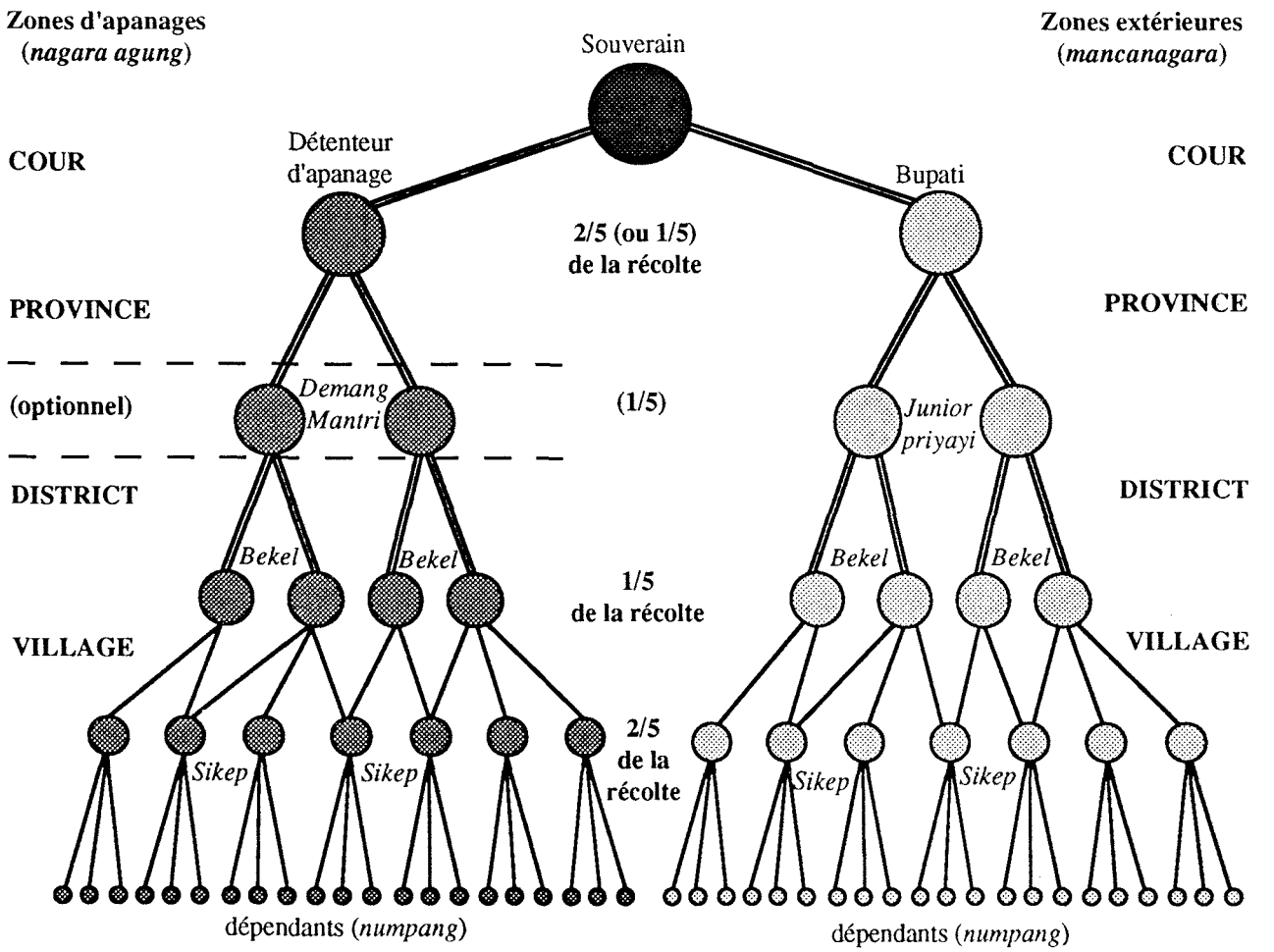
Arrivé à son apogée au XIV^{e} siècle, le royaume de Mojopahit se désagrège progressivement, pour finalement tomber sous les coups de boutoir des armées du royaume commerçant de Demak en 1527. Les causes profondes de ce déclin restent peu connues. Tout porte cependant à penser que l'autonomie croissante du clergé et la montée en puissance des grands féodaux aient affaibli le royaume. Les armées de Demak auraient su tirer parti des dissensions internes du royaume agraire de Mojopahit.

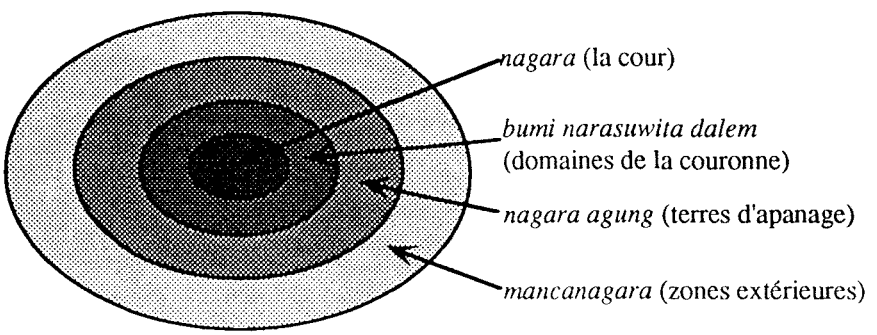
La domination du Pesisir (la côte) sur le Kejawen (le Java profond) ne sera que de courte durée. «*Vers 1586, la maison de Mataram restaure la monarchie à son profit, réunit les pays javanais sous son autorité et rétablit un ordre qui de nos jours encore, quatre siècles après, survit dans bien des domaines*» (Lombard, 1990 : III-36).

L'organisation du royaume de Mataram au début du XIX^{e} siècle nous est connue grâce aux travaux de Peter Carey. Le pouvoir royal de Mataram est nettement plus affirmé que celui de Mojopahit. Un système complexe d'apanages permet de mieux contrôler les grands du royaume et de s'assurer de leur fidélité. Conformément à la vision du monde prévalant dans les royaumes agraires asiatiques, le système d'apanage est organisé en cercles concentriques (figure 38).

La Cour (*nagara*) constitue le premier cercle avec le roi-dieu pour centre. Tous les grands du royaume sont astreints à résider dans la capitale, à proximité du *kraton*. Lorsqu'un

Figure 38. Système d'apanage en vigueur dans le royaume de Mataram (XIX^e siècle)





Organisation concentrique du royaume

Source : Carey (1986)

seigneur s'absente de la capitale, un ou plusieurs membres de sa famille restent en otages à la cour.

Le deuxième cercle se compose des terres de la couronne. Le bénéfice de leur exploitation revient directement au roi.

Le troisième cercle (*nagara agung*) regroupe les terres d'apanage des membres de la famille royale et des hauts dignitaires. Pour éviter qu'un seigneur puisse établir une assise régionale solide, ses terres d'apanage sont morcelées et dispersées en un grand nombre de villages voire de hameaux. Qui plus est, les apanages passent souvent d'un attributaire à l'autre. Rien n'étant jamais acquis, parents et dignitaires doivent régulièrement administrer la preuve de leur fidélité au roi. A cette condition, les 2/5 des récoltes de leurs terres d'apanage leur reviennent en guise de rémunération.

Le quatrième cercle (*mancanagara*) se constitue des zones les plus éloignées de la cour. Ces dernières sont administrées par des *bupati*, préfets nommés par le roi et chargés de collecter les taxes. A l'instar des terres d'apanages, les 2/5 des récoltes sont prélevés par le *bupati* ou ses représentants. Ces revenus importants sont souvent réinvestis dans l'extension des zones cultivées.

Au niveau des villages, la collecte des impôts est assurée par des percepteurs (*bekel*) émanant de la sphère villageoise. Leur rétribution correspond habituellement à 1/5 de la récolte. Seuls les *sikep*, paysans propriétaires de rizières, sont assujettis au payement des taxes. Ces derniers ne conservent que les 2/5 de la récolte en guise de rémunération de leur travail.

Dans les villages, trois groupes sociaux se différencient en fonction de l'accès au foncier. Les *sikep* sont les seuls à posséder des rizières[3]. Les *ngindhung*, apparentés aux *sikep*, possèdent leur maison et un jardin, mais n'ont pas accès aux rizières. Les *wong numpang* enfin, habituellement célibataires, ne possèdent pas de terre et dépendent d'un *sikep* pour le logement et la nourriture. A Java, les paysans sans terre ne datent pas du XX^{e} siècle.

Un *ngindhung* pouvait espérer améliorer son statut social par le mariage. Pour un paysan sans terre, le seul espoir consistait à quitter le village pour ouvrir une rizière dans une zone non encore cultivée. Dans ce cas, il bénéficiait de trois ans d'exemptions de taxes. Mais à l'issue de cette période, il n'était pas toujours en position de faire valoir son droit d'usufruit auprès des autorités. Pour cette raison, l'extension des surfaces cultivées était essentiellement le fait des *sikep*.

3 Rizières en propriété individuelle ou usufruit de rizières en propriété collective.

L'âge d'or des *sikep*

Le système des apanages et l'obligation faite aux seigneurs de résider à la cour a largement contribué à raffermir l'autorité royale. Dépendante pour ses revenus et privée de soutien populaire, l'aristocratie ne constitue plus une menace pour le pouvoir royal. Pour mieux contrôler ses vassaux, le souverain les prive d'assises régionales. Mais, ce faisant, il réduit considérablement son pouvoir de contrôle sur les villages. Les *sikep* vont en profiter.

Jusqu'au XVII^{e} siècle, l'initiative de l'ouverture de nouveaux périmètres irrigués revenait au seigneur. Ses revenus provenant pour l'essentiel de prélèvements en nature sur les récoltes des paysans, le seigneur avait tout intérêt à gérer au mieux la main-d'œuvre sous sa dépendance et à augmenter le nombre de foyers fiscaux.

A partir du XVIII^{e} siècle, l'aristocratie, confinée à la cour, n'est plus en mesure d'assurer le développement agricole des campagnes. Les *sikep* prennent le relais. Tirant parti de la main-d'œuvre de paysans sans terre à leur disposition, les *sikep* accroissent considérablement les superficies cultivées. Le mouvement de défriche connaît une ampleur sans précédent dans le Centre-Sud de Java. Non déclarées à l'administration, les nouvelles rizières et cultures de rapport échappent à l'imposition. Les *sikep* connaissent alors une période de prospérité inégalée dans l'histoire de Java. Peter Carey qualifie d'âge d'or des *sikep*, la période allant de la Paix de Giyanti (1755) jusqu'à la Guerre de Java (1825-30).

Les percepteurs villageois, eux-mêmes issus de la classe des *sikep*, trouvent plus d'intérêt à dissimuler les nouvelles rizières qu'à les taxer. La dissimulation recouvre une ampleur considérable. Le recensement et le cadastrage du district de Pacitan, opérés par le pouvoir colonial en 1820, révèlent que sur 3 757 foyers (dont 2 452 possédaient des rizières) 400 seulement payaient leurs impôts aux cours de Yogyakarta et de Surakarta. L'administration se révèle incapable de contrôler les campagnes, ou contribue au détournement. Ainsi, à la même époque, dans les provinces orientales du territoire de Yogyakarta, 2/3 des foyers payaient leurs impôts au *bupati* qui n'en déclarait que 2/5 au sultan (Carey, 1986 : 112).

La richesse de certains *sikep* dépasse largement celle de nombreux courtisans et fonctionnaires royaux. Un rapport de l'administration coloniale signale qu'en 1830 dans la région de Madiun, de nombreux *sikep* possèdent une dizaine de *bau* (7 ha) dont les 4/5 proviennent de créations récentes et échappent à l'imposition (Carey, 1986 : 85). Dans un rapport de police établi en 1808 au village de Pedhalangan, près de Klaten, un *sikep* signale le vol d'une cassette contenant 180 ducats d'argent, soit l'équivalent actuel d'une somme de 10 000 francs environ (Carey, 1986 : 86).

Tout porte à croire que c'est l'amélioration du niveau de vie dans les campagnes dans la deuxième moitié du XVIII^{e} siècle qui est à l'origine de l'important accroissement démographique javanais du début du XIX^{e} siècle[4]. A Java, contrairement à la thèse de Boserup, c'est le développement agricole qui est à l'origine de la croissance démographique, et non l'inverse.

L'enrichissement des campagnes se traduit également par l'appauvrissement relatif de l'aristocratie, incapable de prélever sa part de l'accroissement de richesse. Les diverses tentatives du pouvoir de rétablir un équilibre antérieur (augmentation de l'assiette d'imposition, multiplication des octrois, affermages confiés à des Chinois, etc.) vont provoquer les troubles à l'origine de la Guerre de Java. Celle-ci va signifier la fin de l'autonomie des royaumes agraires javanais. Elle va également mettre fin à l'âge d'or des *sikep*.

Un Etat colonial agraire

Curieusement, le pouvoir colonial ne va pas mettre fin à l'ordre agraire, mais le renforcer. L'Etat colonial néerlandais s'estime l'héritier légitime de l'Etat javanais. A l'instar des royaumes agraires asiatiques, il entend commercialiser à son seul profit l'ensemble des surplus agricoles. Pour y parvenir, il va moderniser la bureaucratie de Mataram et transformer la noblesse javanaise en un corps de fonctionnaires. En s'alliant à l'aristocratie javanaise, l'Etat reprend en main le paysannat. L'alliance s'avère payante puisque entre 1850 et 1870, Java contribue pour près d'un tiers au revenu total du Trésor néerlandais. En contrepartie, l'Etat colonial doit également assumer la principale tâche dévolue à un Etat agraire javanais : assurer le développement agricole par le biais de travaux d'aménagement hydraulique. Avant même que toute l'île ne soit mise en valeur, le pouvoir colonial envisage l'extension du système hors de Java. La première tentative a lieu en 1905, à Bagelen, dans le Lampung. La Transmigration est née.

L'extension d'un modèle de société

Replacée dans ce contexte, la Transmigration représente bien plus qu'un simple transfert de population ou un projet de développement ponctuel. Elle constitue une étape de l'expansion géographique d'un modèle de société. Comme tout modèle de société, celui-ci repose sur une vision originale du monde. Particulièrement cohérente, cette vision détermine non seulement la place et le rôle de tout un chacun dans la société mais également son mode d'expansion.

4 Les bonnes conditions d'alimentation se traduisant par une meilleure résistance à la maladie.

Une vision originale du monde

Vu d'un royaume agraire javanais, le monde réel n'est que le reflet du monde céleste. Dans cet univers clos, formé de cercles concentriques, tout participe du divin. Au centre du monde, le roi-dieu fait office de pivot de l'univers. La paysannerie, repliée sur elle-même, tourne le dos à l'extérieur. Dans ce monde centripète, le pôle positif est au centre, le pôle négatif à la périphérie. Il n'y a pas de rupture d'un cercle à l'autre, «*mais un continuum qui va du palais jusqu'à la lisière des premières forêts, une lumière qui brille au centre et dont l'éclat se diffuse en s'atténuant jusqu'aux confins*» (Lombard, 1990 : III-155). «*La forme qui domine est la hiérarchie pyramidale au sommet de laquelle trône le roi-dieu. La vision du monde réel ou fantasmagorique est donc parfaitement cohérente*» (Sevin, 1992a : 95).

Un pouvoir fort et centralisé

Unique représentant terrestre de l'ordre divin, le roi dispose bien évidemment du pouvoir absolu. L'exercice de ce pouvoir reste cependant strictement régi par la coutume, équivalent terrestre de la loi divine. Plus que le dernier de ses sujets, le roi est lié par la coutume. Un dieu ne se doit-il pas, plus qu'un autre, de respecter la loi divine ?

Le concept primordial découlant de la vision javanaise du monde est celui de l'harmonie indispensable entre le monde cosmique et son reflet terrestre. Toute activité humaine doit être pensée en fonction de la recherche et du maintien de cette harmonie. «*Dans ce monde concentrique, où tout est reflet, écho, correspondance, chacun doit s'efforcer d'être en accord, en conformité, en harmonie avec le modèle palatin. Tout mouvement spontané ou autonome qui ne s'inscrit pas exactement dans le sens du gawai (fonctionnement ou administration) royal est aussitôt senti comme une fausse note, comme un frein à l'effort général d'embellissement, comme un désordre*» (Lombard, 1990 : III-118).

Le souverain, centre de gravité ou pivot de l'univers, est le principal garant de l'harmonie suprême. En raison de l'interdépendance entre le microcosme et le macrocosme, tout désordre terrestre aurait une incidence sur l'ordre universel. En conséquence, le souverain se doit de prendre toute mesure préventive ou répressive contre toute perturbation de l'ordre social. En ce sens, la volonté de contrôle social n'est pas perçue comme une ingérence dans la vie privée de l'individu. Le contrôle social n'a pour objectif que d'assurer l'adhésion de l'individu à l'ordre social établi, principale manifestation de l'harmonie (Soemarsaid Moertono, 1968 : 3-4).

La vision cohérente et globalisante du monde n'autorise aucune représentation alternative. L'adhésion au modèle ne peut être que totale. Le pouvoir politique ne peut être qu'absolu et centralisé. Au niveau local, le pouvoir est détenu par des fonctionnaires agissant au nom du pouvoir central. Ces derniers ne font qu'appliquer les décisions du souverain. Toute initiative individuelle est rigoureusement à proscrire. Toute opinion divergente est inacceptable, toute autonomie régionale impensable.

Le Javanais ne comprend pas que l'on ne puisse pas partager sa vision du monde et sa volonté d'harmonie. Il reste totalement désarmé devant la contradiction. Lorsque la contradiction provient de l'extérieur, elle ne peut être le fait que d'individus «pas encore javanais», expression synonyme de «pas encore civilisés». Si le barbare refuse de se laisser civiliser, le Javanais n'a d'autre choix que de l'ignorer ou de le supprimer. Lorsque la contradiction provient de l'intérieur, elle ne peut être le fait que d'individus mentalement dérangés. Là encore, le Javanais n'a d'autre choix que de rejeter le contrevenant hors de la société, de l'ignorer ou de le supprimer. En ce sens, la société javanaise est une société profondément totalitaire (Lombard, 1990 : III-118).

Le royaume agraire n'est cependant pas une spécificité javanaise. Des modèles très proches se retrouvent en diverses régions d'Asie : en Inde, à Ceylan, au Siam, au Cambodge, au Vietnam et bien entendu en Chine. Tous présentent la particularité d'être fondés sur une même plante : le riz, et sur un mode de mise en valeur identique faisant appel à des aménagements hydrauliques. Tous, enfin, sont dotés d'un Etat au pouvoir despotique absolu.

Il n'y a là aucune coïncidence. Selon Wittfogel, le pouvoir despotique serait inhérent à toute société hydraulique. En s'appuyant surtout sur l'exemple chinois, l'auteur défend la thèse que seul un pouvoir fort est en mesure d'assurer la réalisation d'aménagements hydrauliques (Wittfogel, 1964 : 36-42). L'exemple javanais, de communautés villageoises autonomes progressivement fédérées puis asservies par un pouvoir central, va plutôt à l'encontre de la thèse de Wittfogel. Mais qu'importe après tout si la société hydraulique est à l'origine du despotisme ou l'inverse. Il nous suffit de savoir que le despotisme est à la société hydraulique ce que la poule est à l'œuf : l'un ne va pas sans l'autre.

Le mythe de l'Etat-providence

Le despotisme hydraulique est-il un despotisme bienfaiteur ? Selon Wittfogel, tous les despotes agro-institutionnels présentent leur régime comme providentiel pour le peuple. La croyance dans le mythe de l'Etat-providence contribue considérablement à la stabilité du pouvoir. Mais que l'on ne s'y trompe pas, «*même dans les circonstances les plus favorables, ils* (les despotes) *travaillent pour leur propre optimum de rationalité et non pour celui du peuple. Ils entreprennent des travaux hydrauliques qui doivent servir à leur puissance et à leur richesse. Et ils se taillent leur part, en qualité de maîtres fiscaux du surplus national et de consommateurs prestigieux*» (Wittfogel, 1964 : 169).

Java ne fait pas exception à la règle. Le mythe de l'Etat-providence traverse le temps. Au despotisme éclairé des royaumes agraires succède le paternalisme de l'Etat colonial, puis le *bapakisme* (de *bapak*, père ou notable) de l'Indonésie moderne. Le discours d'un

fonctionnaire de la République à ses subordonnés diffère peu des mots que Rama[5], chantre des vertus royales, adresse aux gouvernants : «*In order to protect the entire kingdom, you must care for the monasteries, maintain holy domains and temples of the gods. Roads, resthouses, fountains, lakes, dams and fisheries. Markets, bridges, all that which benefits the people you must take care of. Care of the farmlands is always the king's responsibility. For from them come all the produce for the kingdom's welfare*» (van Setten van der Meer, 1979 : 78).

La priorité au développement agricole

Rama s'affirme ainsi comme le premier des physiocrates. Toute richesse provenant de l'agriculture, son accroissement passe par l'amélioration de la production agricole. La politique économique d'un royaume agraire place le développement agricole au premier rang de ses priorités.

Dans le *Nâgarakertâgama*, à l'occasion de la grande fête annuelle, le prince de Wengker, oncle du roi Hayam Wuruk, s'adresse ainsi aux notables réunis à la cour : «*Vous devez avoir à cœur tout ce qui est dans l'intérêt des districts ruraux ; les digues, les chaussées, les édifices en dur, toutes ces fondations utiles doivent être maintenues en bon état. Par principe, tous les champs, secs ou inondés, tout ce qui est cultivé doit être protégé et entretenu*» (Lombard, 1990 : III-21).

Pour accroître la production agricole, les souverains disposent de deux moyens d'action privilégiés : améliorer les conditions de production dans les rizières et étendre les zones cultivées. Dans un cas comme dans l'autre, la solution se trouve dans une meilleure gestion de l'eau et des hommes. En riziculture, le contrôle de l'eau constitue le principal facteur déterminant. Les nombreux ouvrages hydrauliques commandités par les princes fournissent la preuve la plus tangible de cette volonté de développement agricole. Dans la vallée du Brantas, à Java-Est, cinq systèmes d'irrigation ont été repérés. Le plus ancien date du tout début du IX^{e} siècle (charte de Harinjing, 804).

La gestion des ressources humaines est aussi importante, sinon plus, que celle des ressources naturelles. Dans un ancien code daté de l'époque de Mojopahit, il est précisé que «*quiconque laisse une rizière en friche doit être considéré comme coupable et payer une amende s'élevant à la quantité de riz que cette terre aurait produite. Plus grave, le cas de celui qui incendie une moisson : il doit en verser cinq fois la valeur au cultivateur, sans préjudice de l'amende qu'il faut payer à la justice royale*» (Lombard, 1990 : III-21). Tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, entravent la production agricole sont assimilés à des criminels et punis en conséquence.

---

5 Célèbre héros de l'épopée indienne du Ramayana. Le *Ramayana Kakawin*, version javanaise de l'épopée, a été traduite en néerlandais par Hendrik Kern sous le titre *Oldjavaansch heldendicht* (1900). Le passage traduit en anglais par Nancy van Setten van der Meer provient des chants 70 et 78.

On le voit, le souverain travaille bien pour son propre optimum de rationalité et non pour celui de son peuple. Tous les efforts de développement de la riziculture irriguée tendent vers le même objectif : l'optimum du souverain passe par l'extraction maximale du surplus produit par le paysan. Au contraire, l'optimum du paysan passe par une meilleure rémunération de son travail. La riziculture sur brûlis, encore largement pratiquée à Java en bordure des royaumes agraires, rémunère très correctement le travail du paysan. Par contre, elle ne produit pratiquement aucun surplus extractible. Qui plus est, éclatés en petits groupes éloignés les uns des autres, les essarteurs sont difficilement contrôlables. En Asie, aucune des nombreuses sociétés ayant opté pour la riziculture sur brûlis n'a été en mesure de se doter d'un Etat.

Une gestion rationnelle des ressources humaines sera bien entendu une gestion permettant une ponction maximale des surplus produits. Dans l'économie peu monétarisée des anciens royaumes agraires, les ponctions sont effectuées en nature, c'est-à-dire en riz. Le pouvoir s'octroie le monopole de sa commercialisation. En théorie, la ponction maximale est limitée par le seuil de reproductibilité de la famille. Une ponction excessive mettrait en danger la survie de la famille paysanne et se solderait par la disparition d'un foyer fiscal. Dans la pratique, la ponction correspond plutôt au maximum jugé acceptable par le paysan. Beaucoup plus subjective, cette valeur dépend des autres opportunités offertes. Un seigneur voisin, pour accroître le nombre de ses contribuables, peut offrir des conditions plus avantageuses. En dernier recours, le paysan pourra toujours chercher refuge dans les forêts environnantes.

Sur le plan foncier, le paysan est propriétaire de sa terre, même si le roi en conserve la souveraineté ainsi qu'un droit de préemption. Suivant les régions de l'île de Java, cette propriété peut être individuelle ou collective (Svensson, 1983 : 79). Elle fait cependant l'objet de nombreuses restrictions. Aucune transaction, vente ou mise en gage, ne peut se faire sans en référer au souverain ou à ses représentants. Il en va de même pour toute modification d'usage de la terre. Aujourd'hui encore, dans de nombreuses régions de Java, les paysans ne disposent pas du libre choix des cultures dans les parcelles de *sawah*. Les chefs de village sont chargés de veiller au «bon usage» de terres irriguées grâce aux efforts consentis par l'Etat.

Dans les conditions prévalant à l'époque des royaumes agraires, le souverain aurait tout aussi bien pu transformer ses paysans en métayers. Les prélèvements, opérés en nature, sont d'ailleurs calculés en pourcentage de la récolte. Il ne faut cependant pas oublier qu'à cette époque, Java ne présente qu'une population clairsemée. La terre reste abondante et le travail constitue le facteur rare. Une terre n'a de valeur que si elle est cultivée, c'est-à-dire peuplée. Les chants 88 et 89 du *Nâgarakertâgama* ne laissent aucun doute à ce sujet. «*The existence of populous rural communities able to furnish labour in the neighbourhood was of more importance than theoretical ownership rights on land. The Royal interest in increase of population is put foremost ; no territorial aspirations are mentioned*» (Pigeaud, 1962 : 472). Les revenus d'un fief ou d'une terre d'apanage ne s'évaluent pas en unité de surface mais en nombre de foyers fiscaux (Carey, 1986 : 68). Pour fixer une population paysanne à la terre, est-il de meilleur moyen que de lui accorder la propriété foncière ?

Le paysan qui se sent opprimé peut mettre fin à sa dépendance en optant pour la fuite. De tels mouvements de population pouvant toucher des districts entiers sont largement attestés par la littérature (Pigeaud, 1962 : 471 ; Carey, 1986 : 115 et 124 ; Lombard, 1990 : III-130). Le seigneur, par contre, royaume agraire oblige, dépend strictement de ses paysans pour ses revenus, son train de vie, son prestige. Tel le bon berger, le seigneur aura à cœur de prendre soin de ses moutons.

L'extension de l'œkoumène

La gestion rationnelle des ressources humaines passe également par l'extension des zones cultivées — c'est-à-dire des rizières — aux dépens de la forêt. Historiquement, on l'a vu, l'octroi de *sima* au clergé permettait d'acquérir le prestige indispensable pour accéder au titre de *maharaja*. C'était aussi, plus prosaïquement, le meilleur moyen d'accroître ses richesses.

En l'absence de guerres, d'épidémies et de catastrophes naturelles, c'est-à-dire lorsque le roi réussit à maintenir l'harmonie suprême, le royaume agraire connaît un fort accroissement de population. La relative stabilité de la production rizicole, le complément protéique assuré par la pêche et la pisciculture, les fruits et légumes du *pekarangan*... contribuent à la bonne santé des habitants.

En raison des techniques de culture intensives en vigueur à Java, une famille moyenne de cinq personnes cultive environ un *bau* (0,70 ha) de rizière. Lui attribuer une surface supérieure reviendrait à gaspiller un espace coûteux à mettre en valeur en raison des ouvrages hydrauliques indispensables. Lui attribuer une surface inférieure ne permettrait pas de tirer le meilleur parti de la main-d'œuvre disponible, se solderait par un manque à gagner et mettrait en danger la reproductibilité de la famille paysanne. Bref, le seigneur a tout intérêt à veiller à ce que chaque famille sous sa dépendance dispose au moins d'un *bau* de rizière. Tout accroissement de population doit se traduire par une extension équivalente du domaine cultivé.

L'accroissement démographique ne se traduit pas par une intensification progressive des techniques agricoles, comme le suggère Boserup, mais par la transformation brutale d'un pan de forêt en rizière irriguée. Dans ses commentaires du *Nâgarakertâgama*, Pigeaud pense que l'ouverture de nouveaux périmètres était assurée par des captifs pour dettes ou des prisonniers de guerre. Les seigneurs de l'époque ne disposaient probablement pas du pouvoir de contraindre des hommes libres à la dure vie des pionniers (Pigeaud, 1962 : 471).

Plusieurs raisons nous font douter de cette assertion. Tout d'abord, ouvrir un nouveau périmètre ne sert à rien si l'on ne dispose pas de la main-d'œuvre pour le cultiver. Le seigneur aurait-il affranchi ses serfs en contrepartie du travail de mise en valeur ? Rien ne permet de l'affirmer. A notre avis, les captifs n'ont probablement fait que participer au travail de défriche. Jusqu'au XVIII^{e} siècle, la médiocrité des outils disponibles rendait cette tâche particulièrement ardue. L'extrême rareté du fer à Java est attestée par de nombreux auteurs (Pigeaud, 1962 : 508 ; Lombard, 1974 : 475). De nombreuses chartes signalent de manière

très détaillée les outils donnés par le fondateur à la nouvelle communauté (Lombard, 1990 : III-24). La création des rizières elles-mêmes était plus vraisemblablement le fait de *ngindhung* et de *wong numpang*, paysans sans terre issus d'un même village. Nul besoin de les contraindre pour les amener à créer un nouveau village. Pendant trois ans, les pionniers restent exonérés de taxes sur les rizières en cours d'installation. Lorsque le seigneur les confirme dans la pleine propriété (collective ou individuelle), les anciens paysans sans terre sont élevés au statut le plus envié de la société paysanne javanaise : celui de *cakal bakal* (fondateur). Habituellement, le nouveau village ainsi créé perpétue le nom du village mère.

Mais, en favorisant l'accès au foncier des paysans sans terre sous sa dépendance, le «despote bienveillant» défend surtout son propre intérêt puisqu'il accroît ainsi le nombre de foyers fiscaux. Le dynamisme du seigneur se révèle payant même si la croissance démographique naturelle des villages sous sa dépendance ne justifie pas l'ouverture d'un nouveau périmètre. En proposant des conditions fiscales avantageuses (trois ans d'exonération), il attire à lui les paysans sans terre d'autres villages ainsi que tous les paysans souffrant des exactions de seigneurs concurrents[6].

Il est indéniable que le seigneur joue un rôle clé dans l'extension des périmètres irrigués. Ne mobilise-t-il pas les hommes et les capitaux ? Ne dispense-t-il pas les outils ? N'est-il pas le garant de la propriété foncière ? Mais ce rôle est-il indispensable ? On est en droit de se poser la question, sachant que les spécialistes de l'irrigation sont issus du village, que le travail est assuré par la corvée et le capital par l'impôt.

Une révolution agricole sans suite

Lorsqu'au courant du XVIII[e] siècle, l'aristocratie javanaise perd progressivement le contrôle du paysannat, celui-ci administre la preuve qu'il n'a nul besoin d'une autorité supérieure pour prendre en charge son développement. Tirant pleinement parti de son autonomie retrouvée[7], le paysannat javanais enclenche une véritable révolution agricole.

Cette révolution n'est ni le fruit d'une lente amélioration des connaissances, ni le résultat d'une découverte majeure. Curieusement, son origine est plutôt à rechercher dans l'incapacité du système d'apanage javanais à extraire les surplus générés par l'activité agricole au niveau des villages. Autoritairement rassemblés autour du *kraton*, les seigneurs

---

6 Les caractères originaux de l'histoire rurale javanaise ressemblent étrangement à d'autres. Dans *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, Marc Bloch écrit : «*Les seigneurs, en général, (...) avaient intérêt (*à favoriser le peuplement*) parce qu'ils tiraient de nouvelles tenures ou de tenures accrues des redevances nouvelles : d'où l'octroi, aux colons, comme appât, de toutes sortes de privilèges et de franchises et parfois le déploiement d'un véritable effort de propagande : dans le Languedoc on vit des hérauts parcourir le pays, annonçant à son de trompe la fondation des "bastides"*» (Bloch, 1968 : 15).

7 La montée progressive de la royauté javanaise avait eu raison de la relative autonomie dont jouissaient les communautés villageoises au IX[e] siècle.

tournent le dos aux villageois. A la cour, les revenus des seigneurs ne dépendent plus de l'ouverture de nouveaux périmètres mais de l'attribution de terres d'apanage par le souverain. Dès lors, toute une aristocratie foncière naguère dynamique se transforme en un corps de courtisans parasites. La vie de cour fait naître une discontinuité entre le centre et la périphérie des royaumes concentriques.

En réduisant son contrôle sur les villages, l'aristocratie favorise l'émergence d'une paysannerie riche exploitant à son profit un véritable prolétariat rural. Dans un premier temps, les *sikep* tirent parti de la main-d'œuvre dépendante des *ngindhung* et des *wong numpang* pour accroître leurs superficies en rizières. Dans un deuxième temps, les revenus tirés de l'exploitation agricole sont investis dans le développement de l'industrie manufacturière. Les villages se spécialisent par type d'activité. Dans la région de Yogyakarta en 1836, Sleman compte 500 tisserands, Kalasan regroupe 3 000 fabricants d'huile de palme et 100 d'indigo, Bantul Karang et Sleman comptent 1 500 producteurs de sucre de palme. D'autres villages comptent un grand nombre de producteurs de chaux, de tailleurs de pierre, de potiers, de charpentiers, de sauniers, de charbonniers, etc. (Carey, 1986 : 96-97). Le rapide développement des campagnes se traduit par un fort accroissement des échanges et de la monétarisation de l'économie locale.

Au début du XIX^{e} siècle, Java dispose des atouts indispensables à la réussite d'une révolution industrielle. Une bureaucratie pléthorique, plus occupée à s'auto-administrer qu'à gérer le royaume, se révèle bien incapable d'endiguer la montée en puissance d'une véritable classe d'entrepreneurs capitalistes. Mais l'aristocratie javanaise dépassée par les événements va trouver un allié inattendu. C'est en effet l'Etat colonial néerlandais qui, en mettant fin à l'autonomie des royaumes agraires javanais, va restaurer l'ordre agraire ancien à l'issue de la Guerre de Java.

Pacte colonial oblige, l'ordre agraire convient parfaitement au colonisateur. En transformant l'aristocratie javanaise en un corps de fonctionnaires, l'Etat colonial la renforce dans sa position de percepteur des surplus générés par l'activité agricole. Le remplacement des prélèvements proportionnels en nature par des taxes foncières fixes, l'affermage des grandes propriétés à des Chinois ou à des Européens, l'accroissement des péages et des octrois et, plus généralement, le renforcement des monopoles de commercialisation mettent un terme à l'âge d'or des *sikep*.

Ce dernier se sera traduit par une déforestation et une poussée démographique concomitante, d'une ampleur sans précédent à Java. Le mouvement lancé, rien ne parviendra à l'enrayer. Le modèle javanais va progressivement s'imposer à l'ensemble de l'île de Java, puis s'étendre au-delà. En accord avec l'idéologie des royaumes agraires, les populations forestières marginales ne vont pas être repoussées mais intégrées au monde javanais.

L'intégration des populations marginales

Au XIV^{e} siècle et même largement au-delà, Java ne constitue guère qu'un ensemble de clairières isolées au sein d'une vaste forêt primaire. Aux confins du dernier cercle, aux

limites du monde civilisé, subsistent des populations de chasseurs-cueilleurs et d'essarteurs tirant leur subsistance de la riziculture sur brûlis. «*A l'époque du Nâgarakertâgama, le monde javanais nous apparaît comme une juxtaposition de clairières plus ou moins vastes qu'une politique systématique cherche à étendre et à contrôler administrativement, au milieu d'une forêt épaisse qui continue de déployer ses profondeurs dangereuses, peuplées de miasmes et d'esprits malins.*» (Lombard, 1974 : 476).

L'opposition entre clairière et forêt recouvre l'opposition fondamentale entre monde cultivé et monde sauvage, entre civilisation et sauvagerie. En opposition au monde raffiné et harmonieux de la clairière, la forêt est le domaine de brutes mal dégrossies, d'êtres primitifs et stupides. La condescendance, voire le mépris, affichés à l'égard des populations forestières ne sont pas une particularité javanaise. Thaïlandais, Khmers et Vietnamiens parlent en termes identiques de leurs «montagnards». Les sociétés occidentales ne sont d'ailleurs pas en reste.

Tous les royaumes agraires cherchent à faire profiter ces «sauvages» des bienfaits du monde civilisé. Refuser l'accès de la civilisation aux populations marginales est même considéré comme un crime. Dans le discours qu'il adresse aux notables, le prince de Wengker (*Nâgarakertâgama*) précise : «*Les paysans résidants ne doivent pas repousser les nouveaux venus lorsque ceux-ci arrivent pour défricher*» (Lombard, 1990 : III-21). Dans le code (datant de Mojopahit) précisant les peines encourues par toute personne qui réduirait la production agricole, l'amende la plus forte frappe ceux qui s'opposent à l'installation de nouveaux défricheurs. «*La mention de ce crime qualifié de atulak kadang warga (refouler ses propres parents) rejoint tout à fait l'une des dernières injonctions du prince de Wengker. On comprend que l'administration royale qui cherchait à sédentariser de nouvelles populations afin de les soumettre à l'impôt ait eu à les défendre des vexations des anciens résidants.*» (Lombard, 1990 : III-21).

L'expansion javanaise au cours des siècles s'est probablement traduite par l'absorption de plus d'un groupe de forestiers. En se sédentarisant, ceux-ci se sont fondus dans la masse javanaise. Entre le XVII^{e} et le XIX^{e} siècle, l'expansion javanaise vers l'ouest de l'île a progressivement converti l'ensemble du pays Sunda à la riziculture irriguée.

Lorsque les populations primitives et sauvages des forêts ne manifestaient pas le désir d'être intégrés au monde civilisé, il arrivait qu'on leur force la main. Sous le règne de Sultan Agung, dans la première moitié du XVII^{e} siècle, les Pinggir, les Gajah Mati et les Kalang furent déportés depuis l'est et le centre de l'île pour être installés dans la capitale. Regroupés dans des quartiers spéciaux dont les noms se sont conservés jusqu'à aujourd'hui, «*ils continuèrent, surtout les Kalang, à s'occuper du travail du bois. Qu'ils fussent bûcherons, charpentiers ou menuisiers, ils restaient en quelque sorte en contact avec leur habitat originel, mais en édifiant les palais des princes et les demeures des grands, ils collaboraient désormais à l'ordre royal.*» (Lombard, 1974 : 479).

L'expansion javanaise au cours des siècles ne saurait néanmoins être assimilée à une succession de conquêtes territoriales au bénéfice d'un groupe ethnique se réclamant d'une essence supérieure. L'objectif visé concerne moins l'expansion d'un groupe ethnique que celui d'un modèle de société. En parfait accord avec la vision du monde prévalant dans les royaumes agraires javanais, la civilisation repousse progressivement la barbarie vers sa périphérie.

La persistance de l'idéal des royaumes concentriques

Directement inspiré de celui de Mojopahit, le modèle de Mataram continue à prévaloir longtemps après la disparition des royaumes concentriques. En Indonésie, les changements majeurs s'opèrent dans la continuité. L'Etat colonial, tout d'abord, se déclare l'héritier de Mataram. Loin de remettre en cause le système, il le renforce en améliorant les techniques d'encadrement. La République indonésienne indépendante, enfin, se réclame de Mojopahit et de Mataram. Dans sa volonté de renverser l'ordre colonial, elle se contente de donner de nouveaux maîtres à l'Indonésie. Les noms changent : *Indonesia* remplace *Nederlandsch-Indië*, *Transmigrasi* remplace *Kolonisatie*. Les structures persistent.

Un pouvoir infaillible

Qu'il soit roi ou président, le chef suprême, juché au sommet de la pyramide, dispense la lumière à ses sujets. La vérité, comme la lumière, ne peut provenir que du sommet, ou plus exactement du centre de la constellation. La démocratie à l'occidentale correspond si peu à la vision javanaise que Sukarno préfère instaurer un régime de *demokrasi terpimpin*, littéralement «démocratie dirigée». De la consultation populaire, le régime ne conserve que l'idée de consensus (ou plébiscite ?), avatar moderne de l'éternelle recherche de l'harmonie. A tous les niveaux, le vote n'intervient que pour confirmer l'adhésion de tous — *mufakat* ou consensus — à la solution issue de la discussion-délibération, le fameux *musyawarah*. Base de la vie politique indonésienne, le *musyawarah - mufakat* laisse à chacun la possibilité de s'exprimer avant de se rallier à l'opinion générale, c'est-à-dire à la solution préconisée par le pouvoir.

L'exercice est loin d'être inutile. Il permet à tout un chacun de s'exprimer sans remettre en cause le pouvoir en place. Il permet surtout au pouvoir d'évaluer le degré d'adhésion ou de résistance à un projet, sans risque de perte de face. Ultérieurement, et ce malgré l'adhésion finale de l'assemblée, le pouvoir aura tout intérêt à retirer ou à modifier un projet trop disputé.

Dire que le système ne favorise pas la contestation relève de l'euphémisme. L'intérêt porté à la Transmigration par les présidents Sukarno et Suharto suffit à lui seul à expliquer la permanence du programme. A plusieurs reprises depuis l'Indépendance, la Transmigration s'est retrouvée sur la sellette. A chaque fois la contestation commence par la présentation dans la presse de quelques échecs flagrants de mise en valeur. Peu à peu, les critiques se font plus précises et quelques hommes politiques commencent à s'inquiéter du bien-fondé

du programme. Il suffit alors au président de rappeler l'intérêt fondamental de la Transmigration pour le développement de l'Indonésie pour que les critiques acerbes de la veille se transforment en encouragements chaleureux.

La conception du pouvoir dans la société javanaise[8] gêne, voire empêche, la remontée de toute information depuis la base vers le sommet. Lorsqu'en plus l'information s'avère déplaisante, tout fonctionnaire qui se respecte déploie des trésors d'ingéniosité pour la cacher à son supérieur. La devise du fonctionnaire indonésien s'écrit ABS, abréviation de *asal bapak senang*, et signifie : «l'important est que le père (le supérieur) soit content». Faire remarquer à son supérieur qu'il est dans l'erreur lui ferait perdre la face. Cette insulte à l'harmonie serait considérée comme une faute impardonnable. Tout ordre, même le plus erroné, est transmis à l'échelon suivant de la hiérarchie. En dernier ressort, le fonctionnaire préfère tromper son supérieur plutôt que de lui faire remarquer l'inanité de son ordre. Ce comportement se retrouve à tous les niveaux de la pyramide. A la question : «Je suis bien sur la route de Yogya ?» alors que vous lui tournez le dos, un informateur poli préférera vous induire en erreur plutôt que de vous contredire. Dans le même ordre d'idée, les statistiques indonésiennes reflètent plus souvent le vœu des dirigeants que la déplaisante réalité.

En matière de Transmigration, ce comportement explique la permanence de certaines erreurs et surtout le trop long temps de latence nécessaire à leur correction. En raison de la difficulté à faire remonter l'information vers le sommet de la pyramide, il faut attendre que le *bapak* se rende compte de lui-même de son erreur. Dans les cas les plus graves, lorsque cette prise de conscience tarde trop, seule une explosion de violence peut débloquer la situation. Paradoxalement, la recherche de l'harmonie peut engendrer les pires des violences.

Un pouvoir bienveillant

Le *bapakisme* n'est que la version indonésienne du paternalisme. Seule différence, mais de taille, l'absence de toute connotation péjorative. Bien entendu, le paternalisme et les relations de clientélisme qui l'accompagnent supposent une sujétion totale à l'autorité supérieure. Mais, en contrepartie, l'enfant respectueux et obéissant bénéficie de toute la bienveillance de son père. Assurer la survie et l'avenir de ses enfants est une obligation morale pour tout père de famille. Assurer la survie et l'avenir de ses administrés est une obligation morale pour tout dirigeant.

La conception indonésienne du développement est inséparable de cette vision paternaliste des relations de pouvoir. Elle considère d'abord tous les enfants sur le même plan. Tous les enfants doivent pouvoir bénéficier de la bienveillance paternelle. Il est hors de question d'en privilégier certains au détriment des autres. En Indonésie, tout programme de

8 Pour plus de détails sur la conception du pouvoir dans la culture javanaise, consulter Soemarsaid Moertono (1968) et Moedjanto (1986).

développement revêt obligatoirement une ampleur nationale. Un projet de faible dimension n'est concevable que s'il fait office de test. Si le test se révèle positif, le projet est élargi à l'ensemble de la nation. Ce qui est vrai pour l'un des enfants l'est forcément pour les autres. Tous les programmes de développement souffrent ainsi d'un surdimensionnement chronique. Le souci constant d'accroître le nombre des bénéficiaires se traduit immanquablement par une moindre qualité des prestations. En matière d'électricité, d'adduction d'eau, de routes, d'irrigation, etc., la plupart des dysfonctionnements et des pannes trouvent leur explication dans le surdimensionnement des réseaux.

La Transmigration, on l'a vu, ne fait pas exception. Les autorités accueillent mal les incessantes recommandations des consultants étrangers visant à améliorer la qualité des projets en réduisant les objectifs quantitatifs. Les autorités se préoccupent autant de la qualité des projets que les consultants. Mais si la Transmigration devait se limiter à la réalisation de quelques projets de luxe, elle perdrait du même coup sa dimension nationale, et se condamnerait à disparaître à très court terme.

Priorité à la production de riz

Le père doit tout d'abord assurer la survie de ses enfants. Celle-ci passe par l'autosuffisance alimentaire, elle-même dépendante de la production rizicole. La même préoccupation se retrouve à tous les niveaux de la pyramide. Tout paysan javanais souhaite s'affranchir du risque que représente la dépendance extérieure pour la fourniture de son aliment de base. Quant au souverain d'un royaume agraire, on imagine sans peine qu'il ne recoure pas de gaieté de cœur aux importations de riz. Plus qu'un objectif économique, l'autosuffisance nationale en riz représente une obligation morale pour le pouvoir.

Le pouvoir trouve sa légitimité dans les efforts fournis pour rétablir l'autosuffisance. La priorité va aux grands travaux, aux grands projets, aux réalisations prestigieuses. Au début du XX^{e} siècle, l'Etat colonial consacre l'essentiel du budget de développement de la colonie à des travaux d'irrigation. De nombreux observateurs étrangers parlent d'une véritable obsession de l'irrigation. Le puissant corps des ingénieurs des Travaux Publics est même accusé de confondre l'intérêt général avec l'intérêt corporatiste. Ce reproche reste d'actualité dans l'Indonésie de l'ordre nouveau.

La mise en œuvre de la Révolution verte va dans le même sens puisqu'elle accroît la dépendance du paysan vis-à-vis du pouvoir. Les semences traditionnelles — *bibit lokal*, littéralement semences locales — sont remplacées par des semences sélectionnées — *bibit pemerintah*, littéralement semences du gouvernement. Pour acquérir les intrants indispensables, le paysan dépend des crédits BIMAS mis en place par le gouvernement. Pour apprendre à utiliser les intrants, le paysan dépend des vulgarisateurs du ministère de l'Agriculture. Le BULOG, enfin, assure la stabilité des prix des principaux produits vivriers. L'espace de liberté du paysan se restreint considérablement.

Un paysannat homogène ?

Vu du sommet de la pyramide, le paysannat constitue une masse homogène. De tous temps, les élites ont propagé la vision harmonieuse et pacifique de communautés villageoises caractérisées par la solidarité et l'entraide (White, 1983 : 28). Clifford Geertz défend la même vision des communautés villageoises lorsqu'il développe sa théorie de l'involution agricole. Un siècle et demi de pauvreté partagée aurait ainsi produit un paysannat sans stratification sociale marquée, des communautés égalitaires où l'on distinguerait à grand peine les *cukupan* (juste assez) des *kekurangan* (pas assez).

Pourtant, au niveau villageois, loin des euphémismes en vigueur dans les parties supérieures de la pyramide, *cukupan* se traduit par «riche» et *kekurangan* par «pauvre» sans la moindre ambiguïté. La propriété foncière constitue un élément essentiel du statut social. Un fossé infranchissable sépare les *wong duwé* (ceux qui ont) des *wong ora duwé* (ceux qui n'ont pas).

Vu d'en-haut toujours, la même myopie collective pousse à confondre villageois, paysans et agriculteurs. Cette vision déformée de la réalité est à l'origine de l'éternel problème de recrutement qui se pose à la Transmigration. En effet, tous ses critères de sélection privilégient le recrutement d'agriculteurs sans terre. Or, cette catégorie est pratiquement inexistante dans les villages. D'une part, les villageois disposant d'une bonne expérience agricole sont également ceux possédant de la terre. D'autre part, ceux qui ne possèdent pas de terre ne sont le plus souvent employés dans l'agriculture que de manière occasionnelle et pour des tâches ponctuelles. Les premiers ne sont pas intéressés par la Transmigration. Les seconds n'intéressent pas la Transmigration.

Un paysannat assisté et contrôlé

«*Pour les gouvernants, héritiers des anciens priyayi et lecteurs assidus des théories du Professeur Geertz sur la pauvreté partagée, les villages ne constituent toujours qu'une masse inerte qui ne pourra être impulsée que d'en haut*» (Lombard, 1990 : III-84). «*Looking up for guidance*» résumerait le mieux les attentes du paysannat indonésien, selon la jolie expression d'un responsable du ministère de l'Agriculture[9]. La lumière ne peut venir que d'en haut. Sans être à proprement parler dénigrés, les savoirs indigènes et les pratiques paysannes sont relégués au rang des traditions et arts populaires. Le progrès ne peut venir que de l'adoption de l'agriculture scientifique concoctée par les agronomes au sein de leurs instituts.

Selon le point de vue des élites, les paysans sont bien braves mais manquent tellement d'éducation. Seraient-ils d'ailleurs paysans s'ils étaient éduqués ? Englués dans leur routine,

9 Citée par Dennis Garrity (comm. pers.).

bloqués par des traditions rétrogrades, les pauvres gens (*kasihan*) ne disposent ni des connaissances ni des capitaux indispensables pour échapper à leur condition misérable. Leur venir en aide est un devoir sacré pour tout représentant des pouvoirs publics.

En accord avec le paternalisme ambiant et la volonté de contrôle social absolu, l'intervention de l'Etat se veut totale et n'épargne aucun domaine de la vie du paysan. En matière de production agricole, L'Etat détermine les cultures autorisées, préconise les techniques, recommande les semences, les doses d'engrais et de pesticides, autorise ou interdit la vente des intrants, fixe leur prix ainsi que celui de la plupart des produits agricoles. L'Etat organise les paysans en *kelompok tani* (groupes d'agriculteurs) pour faciliter la tâche des vulgarisateurs agricoles. Il crée des coopératives villageoises (*koperasi unit desa*) pour assurer la fourniture d'intrants et la commercialisation de la production agricole. Toute organisation paysanne indépendante du pouvoir est bannie. Toutes les associations, qu'elles soient culturelles, religieuses, sportives, de femmes, de jeunes, de vétérans, etc., doivent être autorisées, contrôlées, intégrées dans un organigramme national.

L'Etat intervient dans tous les domaines. Les paysans ont trop d'enfants... le *keluarga berencana* (planning familial) les incite à plus de mesure. Les paysans dilapident leur argent au jeu... l'Etat interdit ou contrôle directement (*SDSB*) les jeux d'argent. Les Balinais parient des fortunes sur les combats de coqs... ceux-ci sont interdits. L'Etat cherche à contrôler les dépenses sociales jugées excessives, veut favoriser et canaliser l'épargne populaire, etc. Les seules limites au contrôle de l'Etat sont celles de ses propres possibilités de contrôle.

Un paysannat résilient

De même que le père défend les intérêts de ses enfants, les gouvernants défendent l'intérêt de leurs administrés. Que les intérêts des gouvernants et des administrés puissent diverger apparaît impensable dans un monde régi par la volonté d'harmonie. La vision javanaise du monde ne laisse aucune place à la contradiction. Toute opposition formelle à la volonté du pouvoir signifierait une remise en cause de l'ordre établi. Dans ces conditions, toute opposition ouverte est forcément violente, et prend la forme de lynchages, de jacqueries ou de guérillas.

Les villages optent habituellement pour des formes moins violentes de résistance. C'est en fait lorsque le village décide de résister que la définition de «masse informe» prend tout son sens. Quoi de plus difficile à faire bouger, en effet, qu'une masse inerte sur laquelle on n'a aucune prise. Les Javanais sont passés maîtres dans le maniement de ce que James C. Scott appelle «les armes des faibles» (Scott, 1990). La docilité simulée en constitue le principal fleuron. La fameuse «duplicité asiatique» dont se plaignaient les administrateurs coloniaux n'est rien d'autre qu'une forme élaborée de résistance passive. «Oui, je le ferai demain» peut aussi se traduire par «non, je ne le ferai jamais».

Les systèmes de culture élaborés par les instituts de recherche suscitent habituellement ce genre de réaction de la part des transmigrants. Jugés performants par les agronomes, ces systèmes ne correspondent que très rarement aux vœux des paysans. Que le paysan privilégie

d'autres critères que l'agronome semble tout bonnement impensable. Le système de pensée ne laissant aucune place à l'expression de rationalités divergentes, la résistance paysanne est toujours interprétée comme un attachement immodéré à la tradition, voire comme l'expression du manque d'éducation ou tout simplement comme de la paresse.

La résistance à l'impôt, ou d'une manière générale à toute sorte de ponction, donne également lieu à des prodiges de dissimulation et de fausses déclarations. Imposez la terre et les hectares s'évanouissent, imposez la production et les quintaux s'évaporent, imposez les personnes et des familles entières disparaissent... Au niveau villageois, «table de données» désigne surtout le meuble qui a servi de support à l'établissement des statistiques.

Les chefs de village collaborent habituellement aux efforts de dissimulation de leurs administrés. Ne pas collaborer les rejetterait hors de la sphère villageoise. Ils seraient alors perçus comme des émissaires du monde englobant et non plus comme des intermédiaires. Ils perdraient ainsi la confiance des villageois qui se rechercheraient de nouveaux intermédiaires. Toutefois, cette collaboration est tempérée par la nécessité de conserver la confiance du niveau directement supérieur de la hiérarchie, le *camat*. Le degré de dissimulation doit être acceptable par les deux parties. Les chefs de village déploient des prodiges de diplomatie pour parvenir à un *modus vivendi*.

L'acteur et le système

Le *camat* n'est pas dupe. Il a cependant tout intérêt à composer. Une position trop rigide se traduirait par une résistance plus vive, voire une explosion de violence. Le coût de l'opération dépasserait alors largement le bénéfice attendu. Qui plus est, le *camat* se rendrait coupable du crime de lèse-harmonie. Faute suprême, il placerait ses supérieurs dans l'obligation d'intervenir pour rétablir l'ordre. Ce grave manquement au devoir élémentaire du fonctionnaire — ne pas faire de vagues — serait durement sanctionné. A tous les niveaux de la hiérarchie, les fonctionnaires ont intérêt à croire et à faire croire que le système fonctionne. Et par le fait, le système fonctionne. Plusieurs siècles de pratique ont permis de le roder. Chacun trompant son prochain, tout en sachant pertinemment que celui-ci sait qu'on le trompe... plus personne ne s'y trompe.

Par contre, tout se gâte dès que l'on quitte les sentiers battus, lorsque l'apparition d'obstacles imprévus réclame des prises de décision rapides et que l'improvisation devient la règle. Le système se comporte alors comme une gigantesque flotte dont l'amiral naviguerait à vue. Plutôt que de changer de cap, les capitaines échouent leurs navires sur les récifs les uns après les autres, en espérant que le bruit des naufrages attire l'attention du commandant suprême.

En matière de Transmigration, les exemples de tels dysfonctionnements ne manquent pas. En 1978, le gouverneur de Kalimantan-Centre émet le vœu de voir installer un centre de Transmigration à proximité de la capitale provinciale, Palangkaraya. L'un de ses assistants propose, au hasard, le site de Bereng Bengkel : des sables blancs surmontés de six

mètres d'épaisseur de tourbe acide. La machine est lancée, plus rien ne pourra l'arrêter, ni les études de faisabilité, ni les difficultés liées à la réalisation physique, ni les premiers essais agronomiques entrepris. Malgré les nombreuses mises en garde des consultants étrangers, 500 familles de transmigrants sont installées à Bereng Bengkel à partir de 1980. En 1984, le Ministère leur propose enfin de les réinstaller sur un nouveau site plus propice à une mise en valeur agricole. Les transmigrants ne veulent plus déménager[10]. Et les agents de l'Etat de mettre autant de zèle à les inciter à partir, qu'ils mettaient la veille pour les encourager à rester.

Les fonctionnaires indonésiens ne sont pas moins clairvoyants que les consultants étrangers. Ce sont d'ailleurs eux qui appellent les experts à la rescousse. Mais à la question «que faire ?», les experts, pour une fois unanimes, répondent «vous allez échouer». Dès le départ, le capitaine du Bereng Bengkel savait qu'il allait échouer son navire. Mais en s'élevant contre le vœu de son supérieur, il perdait toute chance de retrouver un jour un commandement. En échouant son bateau, il ne faisait qu'obéir aux ordres.

Cet exemple, digne de *L'acteur et le système* (Crozier et Friedberg, 1977), démontre à merveille que l'optimum de rationalité du fonctionnaire ne correspond pas à celui de son employeur. Quant à l'optimum du transmigrant, qui s'en préoccupe ?

L'expansion d'un mode de gouvernement

Les intérêts en jeu dépassent largement le sort de quelques transmigrants. La Transmigration c'est aussi l'expansion d'un mode de gouvernement. En l'occurrence, la vieille dénomination d'îles intérieures et extérieures de l'archipel prend tout son sens. Le choix du centre n'est pas anodin, puisque c'est lui qui détient le modèle de référence. En parfait accord avec la vision du monde prévalant dans les royaumes concentriques, le modèle du centre doit progressivement être appliqué à la périphérie, repoussant toujours plus loin les limites de la civilisation.

Le modèle du centre est conçu de manière hégémonique. Laisser subsister des modèles alternatifs dans les zones sous son contrôle équivaudrait à remettre en cause la légitimité de tout un système de pensée. Si encore les îles extérieures présentaient un modèle voisin, il serait toujours possible de fermer les yeux sur quelques divergences. Malheureusement «la culture du *ladang*» est fondamentalement opposée à «la culture de la *sawah*» (Dove, 1985).

Contrairement à la *sawah* qui privilégie la production par unité de surface, le *ladang* privilégie la rémunération du travail. Parfaitement viable, le système ne supporte cependant que des densités de population relativement faibles. Au-delà de 30 habitants par km^2, l'inévitable réduction de la durée de la jachère arborée met la reproductibilité du système en danger. Qui plus est, le riziculteur sur brûlis dispose d'une grande liberté de manœuvre.

10 Cf. chapitre 5.

Sa force de travail et les besoins de la famille déterminent seuls les superficies cultivées. La terre en tant que telle n'a aucune valeur. Seul le travail investi lui en confère. En riziculture sur brûlis, l'investissement en travail est à renouveler tous les ans ou tous les deux ans. L'essarteur jouit d'une forte indépendance. L'absence de travaux de mise en valeur importants comme les aménagements hydrauliques ne favorise ni l'émergence d'une organisation communautaire forte, ni l'appropriation de la terre par un tiers.

Parfaitement rationnelle pour un Dayak, la riziculture sur brûlis est un système de culture inadmissible sur un plan idéologique pour les dirigeants d'un royaume agraire javanais. La perception de la riziculture sur brûlis par les responsables indonésiens reflète ainsi «*une déviation idéologique inconsciente de la réalité*» (Dove, 1985 : 12). Selon cette perception, le système est mauvais en soi. Il est dispendieux en terre, peu productif à l'unité de surface, dangereux pour l'environnement, primitif, rétrograde, nomade, il ne supporte pas de densités démographiques élevées, ne produit aucun surplus extractible, ne favorise pas le contrôle social. A lui-seul, ce dernier défaut apparaît comme rédhibitoire. Comment un système ne favorisant pas le contrôle social pourrait-il maintenir l'harmonie suprême ? L'accroissement du contrôle social n'est-il pas l'objectif de tout dirigeant ? Ce degré de contrôle n'est-il pas directement corrélé au degré d'élaboration d'une civilisation ?

Qu'il soit simple paysan, petit fonctionnaire ou dirigeant influent, aucun Javanais ne doute de la supériorité de son modèle culturel sur ceux de ses voisins. S'il veut bien reconnaître quelques vertus au modèle occidental ou au modèle japonais, par contre, il méprise profondément les populations de riziculteurs sur brûlis qu'il assimile volontiers à des chasseurs-cueilleurs. Il considère comme un devoir moral d'apporter la civilisation aux populations rétrogrades des îles extérieures.

Une mission civilisatrice et un objectif de construction nationale

Le centre ne cherche pas à repousser, et encore moins à supprimer, les populations de la périphérie à seule fin de s'approprier leurs terres. Bien au contraire, l'objectif ultime consiste à intégrer tous les peuples d'Indonésie au sein d'une grande nation. A l'instar des anciens royaumes agraires, l'Indonésie moderne s'estime investie d'une véritable mission civilisatrice vis-à-vis des peuplades primitives des îles extérieures. La Transmigration joue un rôle privilégié dans cette intégration. Par l'exemple, les transmigrants sont chargés de transmettre les techniques de culture modernes, c'est-à-dire celles de la riziculture intensive. Une fois sédentarisés et éduqués, l'intégration de ces marginaux à la nation indonésienne sera acquise.

Le Javanais ne se considère pas comme appartenant à une race supérieure dont le destin serait d'asservir les autres peuples. Les accusations de génocide parfois émises à l'encontre de la Transmigration ne reposent sur aucune réalité. Par contre, le Javanais se considère plus proche que d'autres d'un modèle idéal qu'il estime universel. «*Le Javanais, wong Jawa, est celui qui sait se tenir ; d'un petit enfant ou d'un adulte peu dégourdi, on dira qu'ils sont durung Jawa, pas encore vraiment javanais*» (Lombard, 1990 : III-89). La «javanité» ne

s'acquiert pas par le sang, mais par l'éducation, par l'adhésion au modèle idéal. Que l'on puisse refuser d'adhérer au modèle idéal semble pour le moins impensable.

Forces et faiblesses du modèle

La permanence de la Transmigration s'enracine loin dans l'histoire. De même que la *Transmigrasi* de l'après-guerre prend la suite de la *Kolonisatie* de l'époque coloniale, la *Kolonisatie* ne représente que le dernier avatar de l'expansion des royaumes agraires javanais. L'ampleur du phénomène le rattache à une politique globale intéressant l'ensemble d'une nation. Plus que l'avenir de quelques colons, c'est toute la survie d'un modèle de société qui est en jeu.

La riziculture inondée ne constitue pas le dernier stade de l'intensification d'un système agraire sous l'effet de la croissance de la population. Indépendamment de la pression démographique, ce système agraire représente le choix délibéré d'un type de mise en valeur. Même à son niveau le moins élaboré, ce choix implique la collaboration entre utilisateurs du réseau, un minimum d'organisation du travail et la mise au point de règles communautaires. L'édification et l'entretien des ouvrages hydrauliques indispensables à assurer le contrôle de l'eau nécessitent un investissement considérable en travail. En contrepartie, la riziculture irriguée permet d'obtenir une production élevée à l'unité de surface et des surplus commercialisables. Elle permet aussi de regrouper une population importante en un même lieu et favorise la division du travail. Pratiquement toutes les sociétés l'ayant adopté sont dotées d'un régime politique fort et centralisé. Aménagements hydrauliques et pouvoir fort semblent si intimement liés que certains n'hésitent pas à parler de despotisme hydraulique.

Contrôle de l'eau et organisation sociale permettent de s'affranchir des famines et de réunir les conditions favorisant l'essor démographique de la population. Déjà très intensif en travail, le système de culture ne se prête guère à une intensification supplémentaire. Les choix déjà opérés empêchent toute utilisation alternative du sol. Dans ces conditions, toute augmentation de population se traduit immanquablement par l'augmentation des surfaces cultivées en rizières.

Les royaumes agraires javanais ne forment au départ que de minuscules clairières isolées au sein de la vaste forêt tropicale. Peu à peu, la riziculture irriguée s'impose à l'ensemble de l'île. Le paysage s'inverse. De minuscules îlots forestiers subsistent en bordure des vastes zones cultivées. Avant même que l'ensemble de l'île de Java ne soit mis en valeur, les autorités projettent la colonisation agricole des îles avoisinantes.

La force de la Transmigration provient justement de cette profondeur historique. Les royaumes concentriques sont organisés de manière à repousser progressivement leurs limites, de manière à intégrer les populations barbares de la périphérie pour leur permettre d'adhérer au modèle idéal, d'accéder à la civilisation.

Cette transformation n'a rien de graduel. Nulle part on n'assiste à une intensification progressive des systèmes de culture sous l'action d'une pression démographique croissante. Aucune trace d'un passage progressif de la jachère arborée à la jachère arbustive puis à la jachère herbacée et enfin à la culture continue. Le mode d'expansion du modèle du centre est brutal. Pratiquement du jour au lendemain, la forêt cède la place à la rizière. Pratiquement du jour au lendemain, la densité démographique passe de moins de 20 à plus de 250 habitants au km^2. Dès lors, tout retour vers une situation antérieure, ou toute déviation du modèle idéal, devient impossible.

La Transmigration représente le moyen privilégié d'étendre le modèle idéal du centre à la périphérie. En conséquence, l'adhésion au modèle du centre entraîne forcément l'adhésion à la Transmigration. Douter de la Transmigration reviendrait à douter du modèle idéal. «*Transmigrasi adalah !*» (la Transmigration est !) rétorquait le ministre Martono à ses détracteurs. Cette formule lapidaire ressemble à s'y méprendre à un article de foi. Et c'est bien de foi dont il s'agit. La Transmigration, on y croît.

Comme toute médaille a son revers, cette force de la Transmigration constitue également sa principale faiblesse. Relevant d'un dogme, la Transmigration échappe à toute analyse rationnelle. Le système, on l'a vu, ne favorise pas les remises en cause. Le concept général étant inattaquable, les échecs ne peuvent être que ponctuels et ne peuvent provenir que d'erreurs de réalisation. La responsabilité des échecs revient, tour à tour, au manque de moyens, aux insuffisances de l'encadrement et, plus généralement, au manque de motivation des transmigrants, à leur faible niveau technique ou à leur «paresse».

Consciemment ou inconsciemment, les vraies causes des échecs restent ignorées. Le modèle étant globalisant, les recettes javanaises sont souvent appliquées dans les îles extérieures sans suffisamment prendre en compte les contraintes du milieu naturel. Le système ne favorisant pas les remises en cause, les acteurs préfèrent persévérer dans l'erreur plutôt que de contrarier leur hiérarchie. Qu'importe si l'immeuble s'écroule. Jusqu'au dernier moment, une énergie considérable est dépensée en replâtrages inopérants. La recherche agronomique n'échappe pas au schéma général. On ne lui demande pas d'émettre un avis, mais de répondre exclusivement aux questions posées.

L'importance de l'héritage des royaumes agraires javanais est indéniable dans l'Indonésie d'aujourd'hui. Toutefois, l'intérêt que l'historien porte à la permanence des structures anciennes ne doit pas masquer les changements en cours. Qui oserait affirmer que l'Indonésie d'aujourd'hui est encore un royaume agraire ?

La Transmigration elle-même n'est-elle pas en train d'évoluer ? Jusqu'au début des années 1980, on aurait pu l'assimiler à une dernière tentative d'imposer l'ancien idéal agraire des royaumes du centre aux îles extérieures. Le développement récent des projets PIR, en mettant l'accent sur les cultures d'exportation, remet en cause le modèle unique de la riziculture inondée. Le Ministère envisage même dans un proche avenir d'ouvrir des centres de Transmigration exclusivement destinés à la production industrielle. Dans l'Indonésie de

la fin du XX^{e} siècle, il semble bien que développement ne signifie plus colonisation agricole. L'éternel combat des royaumes agraires du centre contre les royaumes marchands de la côte aurait-il enfin tourné à l'avantage des seconds ?

Chapitre 10

Transmigration et politiques alternatives

«It is roads not taken which make all the difference».

Frost (*in* Geertz, 1963 : 130)

Le modèle unique en vigueur dans les royaumes agraires s'est progressivement étendu avec succès à l'ensemble des îles intérieures. A Bali comme à Java, les caractéristiques édaphiques du milieu autorisent le recours à des systèmes de culture intensifs. Les nombreuses vallées circulaires et les dénivelés importants favorisent le développement d'une irrigation par gravité à l'échelle villageoise. L'excellente fertilité chimique de sols régulièrement enrichis par les apports du volcanisme basique permet d'envisager la culture continue même en conditions pluviales. Par contre, dans les îles extérieures, sauf rares exceptions, le modèle s'est révélé peu adapté aux conditions du milieu. A vrai dire, les projets irrigués donnent de bons résultats, mais le coût des infrastructures s'avère très élevé. La topographie de la plupart des îles périphériques se prête mal à l'irrigation villageoise. L'irrigation des sites de Transmigration nécessite de recourir à des travaux coûteux : barrages de grands fleuves, longs canaux d'amenée et répartiteurs de grande taille. Quant à la fertilité chimique des sols, même si techniquement le problème n'est pas insurmontable, sa médiocrité interdit, de fait, toute utilisation continue en cultures vivrières pluviales. Toutes les tentatives visant à faire l'économie des infrastructures se sont soldées, à plus ou moins long terme, par la stagnation ou la disparition des colonies. La mise en valeur des vastes zones marécageuses de Sumatra et de Kalimantan s'est également avérée très coûteuse, et ce, pour des résultats plutôt médiocres. Bref, il semble bien que le modèle javanais de développement ne soit guère adapté qu'à Java.

Cette constatation n'a rien de novateur. Depuis les premiers pas de la *Kolonisatie*, la plupart des auteurs s'intéressant au programme en arrivent à la même conclusion. Malgré cela, le modèle s'est perpétué, pratiquement inchangé, pendant plus de 75 ans. Mais depuis une dizaine d'années, la situation a considérablement évolué. L'accession de l'Indonésie à l'autosuffisance en riz en 1983 n'est pas étrangère à ce revirement. L'aspect psychologique de l'événement apparaît déterminant. Tant que l'autosuffisance de la nation n'était pas

assurée, il était impensable de promouvoir des projets de Transmigration ne prévoyant pas l'autosuffisance des colons. En cela, les priorités des dirigeants de l'ancien royaume agraire rejoignent les priorités de la famille paysanne. Une fois la satisfaction des besoins élémentaires assurée, il devient possible d'envisager d'autres voies de développement. L'Indonésie va en expérimenter deux.

La première concerne ce que nous appellerons «les alternatives de la Transmigration». Les nouveaux projets lancés par le Ministère ne correspondent plus au modèle préconisé par les anciens royaumes agraires. Il apparaît clairement que ceux-là ne poursuivent plus l'objectif d'expansion de ceux-ci. Dans cette «nouvelle» Transmigration, l'aspect politique sociale du programme semble définitivement abandonné au bénéfice de l'aspect politique de développement.

La deuxième voie correspond à ce que l'on pourrait appeler «les alternatives à la Transmigration». Celles-ci concernent au premier chef la politique d'industrialisation rapide menée par le gouvernement indonésien depuis quelques années. A voir les résultats obtenus en si peu de temps, l'on est amené à se demander si cette industrialisation n'aurait pas pu (ou dû) avoir lieu plus tôt. La Transmigration n'aurait-elle pas eu pour effet de retarder l'inéluctable développement industriel de l'Indonésie ? Si tel était le cas, elle serait pire qu'une politique inefficace : une politique allant à l'encontre de ses propres objectifs.

Les alternatives de la Transmigration

La mise au point des projets en cultures pérennes vers la fin des années 1970, puis leur développement par le biais des PIR dans les années 1980, représente plus qu'un simple changement de cap pour la Transmigration. A plus d'un titre, c'est d'une véritable révolution dont il s'agit. L'adoption du nouveau modèle signifie l'abandon du principe d'autosuffisance alimentaire de la famille paysanne. Encore jugés «inadaptés aux réalités indonésiennes» au tout début des années 1980, les projets de Transmigration exclusivement en cultures pérennes deviennent pratiquement la norme à partir de 1984 avec la mise en place du programme *PIR-khusus*.

Avec les projets *PIR-khusus*, la famille paysanne, ne produisant plus qu'une infime partie de ses besoins alimentaires (fruits et légumes du *pekarangan*), perd toute autonomie. Totalement intégré à l'économie de marché, le paysan cède la place à l'agriculteur. Les liens unissant ce dernier à la société de plantation réduisent encore davantage sa marge de manœuvre. Le choix de la culture, des techniques, du niveau d'intrants, des fournisseurs et des acheteurs lui échappent. A vrai dire, le terme d'agriculteur s'applique mal à cette situation de dépendance extrême. Celui de *budak jaman kini* (serf des temps modernes), proposé par un transmigrant de Rimbobujang, conviendrait davantage.

Dans ce nouveau modèle de Transmigration, le secteur privé supporte l'essentiel du coût de l'opération. L'Etat se charge de recruter et de transporter les transmigrants. Les

infrastructures lourdes — voies d'accès principales, installations portuaires, etc. — restent également à sa charge. La société de plantation prend à son compte l'ensemble des opérations de défriche, de plantation, de maintenance, de construction, etc., mais également les frais d'installation des colons et leur entretien jusqu'aux premières récoltes. Pour permettre aux sociétés de récupérer les crédits avancés, celles-ci bénéficient du monopole de la commercialisation de la récolte (Sartika, 1992 : 7). Si nécessaire, elles sont en mesure de faire appel à la force publique pour que leur monopole soit respecté.

L'aspect «réforme agraire» de la Transmigration ne se retrouve plus dans le modèle PIR. L'époque du «cadeau royal» est révolue. Comme nous l'avons vu plus haut, pour un paysan javanais, l'accession à la propriété d'une *sawah* se traduit en termes d'indépendance, de sécurité et de statut social. La situation est très différente dans le cas des PIR. En devenant propriétaire de 3 ha de plantation, le colon s'endette pour 15 ans. Pour lui, l'accession à la propriété se traduit en termes de dépendance et d'insécurité, sans aucune amélioration de statut social. La dépendance vis-à-vis de la société de plantation est totale. Son revenu dépend strictement d'une monoculture industrielle d'exportation. Le développement incontrôlé d'une maladie des cultures ou une chute brutale des cours peuvent le laisser sans ressources. Tant que le crédit consenti ne sera pas remboursé, le migrant ne pourra pas céder sa plantation à un tiers (du moins légalement). Ne disposant pas de la liberté du choix de la culture, le paysan ne sera pas en mesure d'opter pour des spéculations plus intéressantes, même une fois le crédit remboursé. Enfin, le statut de planteur n'est guère prisé dans la société paysanne javanaise. Le recours fréquent au travail forcé dans les plantations néerlandaises de l'époque coloniale n'est probablement pas étranger à cette dévalorisation.

Toutefois, les mentalités évoluent. Depuis 1984, les PIR n'ont eu à souffrir ni de maladies incurables[1] ni d'effondrement des cours. Les migrants y bénéficient de revenus plus élevés et surtout plus réguliers que dans les projets vivriers. Dans les centres de recrutement, phénomène encore impensable il y a quelques années, de nombreux candidats optent préférentiellement pour les projets PIR. Mais tôt ou tard, une chute des cours interviendra. Lors des crises de 1920 et de 1930 de nombreuses plantations industrielles firent faillite. Les petits planteurs d'hévéas de Sumatra purent résister en se repliant sur la riziculture sur brûlis. Mais qu'adviendra-t-il des transmigrants PIR dans une situation analogue ?

Développement régional ou contrôle de la main-d'œuvre ?

L'engouement récent de la Transmigration pour les cultures de plantation conduit les autochtones à se poser des questions d'ordre plus fondamental. Que le modèle vivrier classique connaisse peu de succès ne les étonne guère. Que des cultures pérennes comme l'hévéa, le palmier à huile ou le cocotier s'accommodent mieux des caractéristiques

1 Pour les plantations d'hévéas, la quasi-absence de diversité des clones utilisés (presque exclusivement du GT1) laisse craindre le pire en cas d'apparition de maladies cryptogamiques.

physico-chimiques de la plupart des sols des îles extérieures, non plus. Les autochtones concèdent bien volontiers que des colons javanais ou balinais soient mieux à même de développer des périmètres rizicoles. Mais pourquoi faire appel à des transmigrants pour développer des cultures pérennes ? En général, Javanais et Balinais découvrent leurs premiers hévéas à l'arrivée sur les centres. L'argument de la supériorité technique des paysans des îles intérieures ne tient plus. Le manque de main-d'œuvre ou le manque d'intérêt ? Si les quotas d'APPDT sont rarement remplis par des autochtones dans les projets vivriers, il n'en va pas de même dans les projets pérennes. Dans le PIR de Nanga Jetak près de Sintang (Kalimantan-Ouest), les responsables de la PTP XIII s'étaient engagés à intégrer tous les chefs de famille du village voisin. En quelques semaines, la population autochtone du village en question avait décuplé et le projet dû refuser des transmigrants.

A l'époque des projets vivriers, les populations locales ne s'estimaient que moyennement lésées par rapport aux transmigrants. Les conditions à remplir pour pouvoir profiter de l'aide gouvernementale avaient un effet répulsif sur d'éventuels candidats. Rien de tel en matière de plantations pérennes. L'intérêt des autochtones pour l'hévéaculture remonte au tout début du XX^{e} siècle. A cette époque, le développement spontané des plantations villageoises suit de peu celui des plantations industrielles. Dès les années 1930, la superficie totale des plantations villageoises à Sumatra et à Kalimantan dépasse celle des plantations industrielles. En 1990, environ 800 000 exploitations paysannes contrôlent 80 % des superficies hévéicoles et produisent 70 % du caoutchouc indonésien (Gouyon, 1993 : 648). L'approvisionnement déficient en plants d'hévéas sélectionnés et la difficulté d'accéder au crédit entravent l'indispensable renouvellement de plantations vieillissantes. Comme au niveau provincial les plants sélectionnés et les crédits de développement vont en priorité aux PIR, les populations des régions hévéicoles éprouvent un ressentiment grandissant à l'encontre de la Transmigration. Les petits planteurs autochtones de Sumatra et de Kalimantan estiment, à juste titre, être mieux placés que quiconque pour développer les plantations pérennes dans les îles extérieures.

Les PTP, quant à elles, évitent autant que possible de faire appel aux autochtones. Les arguments avancés par les responsables des PTP pour justifier leurs réticences ressemblent étrangement à ceux de l'ancien colonisateur. L'indonésien a beau remplacer le néerlandais, les qualificatifs demeurent péremptoires, «indolence» et «indiscipline» restent les griefs principaux. Pour les mêmes raisons que les anciens colonisateurs, les PTP préfèrent faire appel à une main-d'œuvre javanaise «travailleuse» et «disciplinée».

Développement ou fourniture de main-d'œuvre ?

Bien que régulièrement mis en avant, la politique sociale et le développement régional ne sont plus au goût du jour. Désormais, la priorité va au contrôle de la main-d'œuvre. L'évolution récente de la Transmigration ne laisse aucun doute à ce sujet. Pour attirer en grand nombre les investisseurs du secteur privé, le Ministère soutient des projets de plus en plus éloignés de la production vivrière, voire agricole. Aux PIR hévéa et palmier à huile, désormais classiques, s'ajoutent des projets divers visant à la production de sucre, de fruits en conserve, de fleurs, de semences, ou encore de pâte à papier. La multiplicité des projets,

discutés au coup par coup entre le Ministère et les investisseurs, va à l'encontre de la lisibilité du programme. Les conventions liant les deux parties n'accordent que peu de place aux obligations envers les principaux intéressés. En conséquence, les transmigrants ne disposent plus de véritable statut.

La dépendance absolue du colon envers la compagnie privée semble la seule caractéristique commune à tous ces projets. De plus en plus restreintes, les surfaces en usage libre (*pekarangan*) ne permettent aucune position de repli aux paysans. Les autres parcelles sont soumises à de telles restrictions d'usage qu'il semble abusif de parler de propriété foncière. Cette pseudo-propriété présente de nombreux avantages pour la compagnie privée. Elle permet de récupérer plus rapidement les fonds investis, ces derniers étant considérés comme un crédit attribué aux transmigrants ; elle fidélise la main-d'œuvre, sans obligation de contrepartie pour la compagnie ; elle permet, enfin, de faire supporter une partie importante des frais de culture par les colons. Bénéficiant du monopole de la commercialisation, les compagnies disposent là d'une véritable main-d'œuvre captive.

Certains économistes proposent d'aller encore plus loin et de transformer la Transmigration en fournisseur de main-d'œuvre pour d'autres projets de développement économique des îles extérieures. Pour Arndt et Sundrum (1977), la Transmigration fait fausse route en optant pour la colonisation agricole. Selon eux, le retard des îles périphériques en matière agricole n'est pas flagrant. Certes les rendements rizicoles restent faibles comparés à ceux de Java et de Bali. Mais la relative faiblesse du secteur vivrier s'explique en grande partie par la priorité accordée aux cultures de rapport. D'une manière générale, le revenu moyen des familles paysannes de Sumatra ou de Kalimantan dépasse largement celui des paysans des îles intérieures. Le sous-développement des îles extérieures est surtout flagrant en matière d'infrastructures, d'industries et de services. C'est dans ces secteurs que la pénurie de main-d'œuvre est la plus criante.

En s'attachant à des projets de développement hors du secteur agricole, la Transmigration ferait tout d'abord l'économie de la recherche de terrains favorables à une utilisation agricole. N'ayant plus à distribuer ces terrains aux colons, le coût d'installation d'une famille serait considérablement réduit. On éviterait du même coup tout risque de conflit foncier avec les autochtones. Enfin, les emplois proposés n'exigeant pas de qualification particulière, la sélection des migrants en serait grandement facilitée (Arndt et Sundrum, 1977 : 74-76).

Le colonisateur néerlandais se plaignait déjà à la fin du XIX^{e} siècle de la pénurie de main-d'œuvre dans les îles extérieures. Mais est-ce bien de pénurie de main-d'œuvre dont il s'agit ? Celle qui fait défaut est avant tout la main-d'œuvre bon marché. Faut-il vraiment s'étonner du peu d'intérêt marqué par les Sumatranais pour une vie de coolie dans une plantation coloniale ? Faut-il s'étonner que les planteurs néerlandais aient dû faire appel à des mesures particulièrement coercitives pour empêcher les coolies javanais de déserter ? (Lulofs, 1988 a et b).

Quel accueil les candidats transmigrants réserveraient-ils aux propositions d'Arndt et Sundrum ? Pour Hardjono, la réponse à cette question ne fait aucun doute. La principale motivation du transmigrant consiste à accéder à la propriété foncière. Qu'il soit ouvrier

agricole ou manœuvre occasionnel, il veut assurer son avenir et celui de ses enfants en devenant paysan à part entière (Hardjono, 1978 : 109). Les emplois au sein de projets de développement à Java ne manquent pas. Quel intérêt peut-il y avoir à quitter sa famille, son village, son île natale pour renouer avec la même précarité, à Sumatra ou à Kalimantan ?

Dans les îles extérieures, les emplois salariés permanents trouvent facilement preneurs. Le flux important de jeunes diplômés vers Java est bien le révélateur d'une pénurie d'emplois. Les seuls travaux proposés à des transmigrants, si l'on retenait le plan d'Arndt et Sundrum, seraient des emplois de manœuvres journaliers. Or ce type d'emploi n'est acceptable par des transmigrants qu'en complément d'un revenu agricole. Que deviendraient-ils à l'issue d'un de ces projets de développement pour lequel ils auraient été recrutés, sans possibilité de repli ? Pour Joan Hardjono, il est indispensable que les transmigrants aient accès à la propriété foncière pour couvrir une partie au moins de leurs besoins vivriers. Pour elle, la Transmigration reste inséparable de la colonisation agricole.

Que l'on soit d'accord ou non avec la proposition d'Arndt et Sundrum, force est de reconnaître que l'installation de milliers de familles de paysans à peine autosuffisantes n'est peut-être pas le meilleur moyen de développer les îles extérieures, ni même de venir en aide auxdites familles. En l'occurrence, la réponse de Hardjono aux propositions d'Arndt et Sundrum demanderait à être nuancée. Car s'il est indéniable que le candidat transmigrant est motivé par l'accession à la propriété, il ne faudrait pas se tromper sur les raisons de cette motivation. La propriété foncière *per se* ne présente aucun intérêt pour le paysan. Comme nous l'avons déjà indiqué à plusieurs reprises, le légendaire «attachement à la terre» du paysan ne fait que traduire son attachement à la sécurité. Si la terre en question est une rizière, la sécurité n'en sera que plus forte. Pour le paysan sans terre, dont la survie quotidienne dépend d'opportunités d'emplois incertaines, l'accession à la propriété représente l'accession à la sécurité. A condition de se départir d'une vision exclusivement agraire, force est de constater que l'accession à la sécurité peut passer par d'autres voies. Ainsi, entre la sécurité d'un emploi salarié dans une ville proche et l'accession au foncier dans une zone pionnière, le paysan sans terre optera immanquablement pour la première solution.

Dans ces conditions, une politique de développement des emplois industriels n'aurait-elle pas été plus efficace qu'une politique de colonisation agricole pour venir en aide aux paysans sans terre de Java ? Certainement que si. Mais une telle politique était-elle envisageable ? Si oui, pourquoi ne l'a-t-elle pas été ?

Les alternatives à la Transmigration

Il y a encore une dizaine d'années, peu d'observateurs de l'économie indonésienne auraient osé lui prédire un quelconque avenir industriel. Quant à imaginer que l'Indonésie aurait pu s'industrialiser par le passé... Envisager ce qui ne s'est pas produit ne présente guère d'intérêt en soi. Par contre, si dès le XIX^{e} siècle la voie de l'industrialisation était ouverte à Java, il nous importera tout particulièrement de savoir pourquoi elle n'a pas été empruntée.

Java ou le Japon du Sud-Est asiatique

L'étude de l'évolution divergente, sur moins d'un siècle (1868-1960), de Java et du Japon constitue l'une des parties les plus souvent citées, et critiquées, de l'œuvre de Geertz *Agricultural involution* (1963 : 130-143). Pourtant, l'auteur se garde bien d'écrire que Java pourrait être le Japon aujourd'hui si elle avait suivi d'autres voies. Il se contente de signaler qu'à partir de situations de départ remarquablement similaires, les deux pays ont suivi des voies totalement divergentes.

Ainsi, au début de l'ère Meiji (1868), les rendements en paddy des rizières japonaises étaient du même ordre qu'à Java ; en 1960, ils sont 2,5 fois plus élevés. Pendant le même laps de temps, la proportion de la population active employée dans l'agriculture est passait de 80 à 40 % au Japon, alors qu'elle ne bougeait pratiquement pas à Java. Toujours sur la même période, la contribution du secteur agricole au PIB japonais était divisée par trois, alors qu'elle restait stable à Java.

Parmi les différences les plus marquantes figure la destination du croît démographique. Alors que les deux pays connaissaient une vigoureuse croissance démographique, le Japon conservait un nombre d'agriculteurs et une population rurale stables. La quasi-totalité de l'accroissement démographique fut canalisée vers les villes et dévolu à des activités non agricoles. Les exploitations agricoles, de taille et de niveau technologique comparables à celles de Java au début de la période considérée, échappèrent à la fragmentation et la productivité par travailleur agricole augmenta de 236 %. A Java, pendant le même laps de temps, la surface moyenne des exploitations passa de 1 à 0,5 ha, et la productivité par travailleur agricole resta stable. Dans le même temps que l'agriculture japonaise se développait, l'agriculture javanaise était en proie à un processus d'«involution agricole» (Geertz, 1963 : 132).

Au Japon, toujours au début de l'ère Meiji, le secteur agricole contribua fortement au développement du secteur industriel par le biais d'une taxation foncière élevée. Ultérieurement, le secteur industriel favorisa le développement du secteur agricole en lui fournissant des engrais bon marché, des outils agricoles plus performants et en participant au financement de l'enseignement technique et de la vulgarisation agricole, tout en lui assurant des débouchés pour ses produits.

A Java, le secteur agricole contribua au développement des plantations industrielles en leur fournissant terre et main-d'œuvre sous-payées. Le surplus extrait par le capitalisme colonial le fut au profit presque exclusif de la métropole. Alors que le Japon bénéficiait d'une économie intégrée, Java pâtissait d'une économie duale : «... *where Japanese peasant agriculture came to be complementary related to an expanding manufacturing system in indigenous hands, Javanese peasant agriculture came to be complementary related to an expanding agro-industrial structure under foreign management*» (1963 : 135). Pour Geertz, les causes de l'évolution divergente entre le Japon et Java sont nettement établies, les responsables clairement désignés.

Alors que les auteurs indonésiens émettent plus que des réserves sur la théorie de l'involution agricole, le passage du livre de Geertz mettant l'accent sur la responsabilité du colonisateur dans la stagnation économique de l'Indonésie n'est jamais remis en cause. De nombreux Indonésiens n'hésitent d'ailleurs pas à aller au-delà de la pensée de Geertz et déclarent à qui veut l'entendre : «*Sans les Néerlandais, nous serions aujourd'hui le Japon du Sud-Est asiatique*».

Pour notre part, nous en sommes moins sûrs. Non pas que nous cherchions à blanchir le colonisateur de ses «crimes». La responsabilité du pouvoir colonial dans les grands choix de politique économique des Indes néerlandaises est indéniable. Inutile cependant de le noircir davantage. Les élites javanaises portent également leur part de responsabilité dans les choix opérés. Pour regagner son influence perdue sur le paysannat suite à la «révolution des *sikep*», l'aristocratie javanaise n'a pas hésité à s'allier au pouvoir colonial. Ce faisant, elle a contribué largement à détruire dans l'œuf ce qui ressemblait aux prémisses d'une industrialisation dans les principautés javanaises. Ce dernier point apparaît assez nettement si l'on compare l'évolution des principautés javanaises à celle de la résidence du Preanger ou Priangan à Java-Ouest, à la même époque.

Java-Ouest : une industrialisation précoce

L'extension des royaumes agraires javanais ne devait toucher le pays sundanais (Priangan) que vers le début du XVII^{e} siècle. Le Priangan était alors considéré comme la périphérie du royaume de Mataram. Bien que les premières rizières datent de cette époque, la région, très peu peuplée, était encore largement dévolue à la culture sur brûlis au début du XIX^{e} siècle. A partir du milieu du XIX^{e} siècle, l'aristocratie sundanaise, dont les revenus provenaient jusque-là exclusivement des corvées imposées à leurs sujets, adopta le modèle javanais. Pour ce faire, le pouvoir découragea fortement la culture sur brûlis et regroupa autoritairement les habitants au sein de villages plus importants. La création de rizières fut assurée, d'une part, en recourant à la corvée, d'autre part, en accordant des exonérations de taxes pendant les premières années de culture. Pendant la seule période comprise entre 1863

et 1868, près de 60 000 ha de rizières furent créées dans le Priangan (Svensson, 1991 : 18). Les rizières établies par la corvée étaient appropriées par la noblesse et cultivées par des métayers. Les autres rizières étaient cultivées par leurs propriétaires et devenaient sujettes à taxation à l'issue du délai de grâce. Cette rapide extension des rizières allait être suivie par un important accroissement de population[2].

En 1870, par décision du gouverneur-général des Indes néerlandaises, l'aristocratie sundanaise fut transformée en un corps de fonctionnaires coloniaux (Svensson, 1991 : 21). Le pouvoir colonial décida d'attribuer les terres contrôlées par l'aristocratie aux métayers qui les cultivaient. Il profita également de l'occasion pour contrôler les ponctions excessives auxquelles se livrait la noblesse sundanaise et pour réduire les nombreuses taxes attachées à la propriété foncière paysanne. L'effet fut immédiat. Dans les villages, une nouvelle catégorie sociale, celle des *bumi* (équivalent sundanais des *sikep* javanais), allait prendre l'ascendant sur les autres.

Les anciens métayers ne furent pas en mesure de conserver la propriété de leurs rizières. L'obligation de payer la taxe foncière en argent et non plus en nature, les entraîna à s'endetter à des taux usuraires auprès de quelques villageois riches, les *bumi*. En très peu de temps, de nombreuses rizières changèrent de main. Contrairement à Java, où la propriété communautaire empêchait la concentration foncière, le pays sundanais vit rapidement émerger une classe de propriétaires terriens absentéistes. Certains *bumi*, une fois bien pourvus en terre, préférèrent aller s'établir en ville. Mais les citadins furent également nombreux à investir dans l'achat de rizières et de plantations. Pour cette raison, la concentration foncière fut la plus forte dans les zones les mieux desservies par les voies de communications, routes mais aussi chemin de fer. De leur côté, les paysans exclus de la propriété foncière rejoignirent les villes du Priangan, comme Bandung, Garut, Sukabumi, Cianjur et Tasikmalaya. Les *bumi*, enrichis par l'exploitation des rizières, surent tirer parti de cette main-d'œuvre providentielle en investissant dans le secteur textile. La ville de Bandung, qui comptait 47 000 habitants en 1905, atteignait 157 000 habitants en 1930. Le *kabupaten* de Bandung, où la concentration foncière dépassait celle de tous les autres districts, ne comptait plus que 50 % d'actifs dans le secteur agricole en 1930.

La fameuse Commission chargée d'étudier la réduction du bien-être des indigènes devait conclure que, contrairement aux districts javanais, le pays sundanais présentait une production agricole régulièrement excédentaire, de nombreuses opportunités d'emploi non agricoles, un fort développement de l'agriculture mais aussi de diverses industries (en particulier textiles), des conditions d'hygiène favorables, aucun mendiant ni vagabond, un niveau de vie élevé, et une forte immigration depuis les autres régions (Svensson, 1991 : 30).

---

2 Et non pas précédée. L'exemple du Priangan montre à merveille comment une décision politique se traduit par une évolution agraire, elle-même à l'origine d'un accroissement démographique. Boserup cite pourtant Java-Ouest à l'appui de sa théorie.

Les *bumi* allaient résister à la crise de 1929, alors que les planteurs néerlandais, qui tenaient jusque-là le haut du pavé, étaient laminés. Les planteurs durent licencier leurs ouvriers en masse. Les villes connurent un afflux de main-d'œuvre bon marché dont les entrepreneurs sundanais surent faire bon usage. L'industrie textile se développa et se concentra, évoluant de petites unités familiales vers de véritables usines modernes pouvant compter des dizaines de métiers à tisser. Mais la Deuxième Guerre mondiale allait sonner le glas de l'industrie textile sundanaise. L'armée japonaise commença par réorienter la production locale en fonction de l'effort de guerre, puis déménagea les usines vers d'autres pays. A l'issue de la guerre, 75 % de l'équipement industriel avait disparu.

L'industrie textile ne devait pas s'en relever avant longtemps. Immédiatement après la guerre, les luttes pour l'Indépendance, puis les troubles liés au mouvement Darul Islam, l'agitation communiste très vive dans les plantations et les usines de la région, enfin la sanglante répression du coup d'Etat communiste de 1965 n'allaient pas favoriser la reprise des activités. Les troubles ne cessèrent qu'à la fin des années 1960. Mais l'Indonésie avait mangé son pain noir. Fermement repris en main par le général Suharto, le pays allait entrer dans une ère nouvelle.

La démonstration de Geertz et surtout l'industrialisation précoce du Priangan ne laissent aucun doute. L'Indonésie était en mesure de démarrer son industrialisation dès le XIX^{e} siècle. Dans le Priangan (Java-Ouest), le phénomène a démarré en 1870. La simple modification, par le pouvoir colonial, des règles traditionnelles d'extraction du surplus par l'aristocratie sundanaise se traduisit par l'émergence d'une classe d'entrepreneurs capitalistes actifs et efficaces. Le colonisateur comprit rapidement que son intérêt n'était pas à brider, mais bien à encourager les *bumi*, principaux protagonistes du développement de la société indigène.

Dans les principautés javanaises (Java-Centre), l'industrialisation aurait pu démarrer dès le début du XIX^{e} siècle. Mais alors que les *bumi* prenaient l'ascendant sur l'aristocratie sundanaise, la noblesse javanaise rétablissait son pouvoir sur les *sikep*. Bien que le colonisateur poursuivît la même politique sur toute l'île de Java, il obtint des résultats différents en pays sundanais et en pays javanais. La responsabilité de cette évolution différente ne revient pas au colonisateur mais aux structures inhérentes aux sociétés sundanaise et javanaise. Une fois de plus, l'héritage des royaumes agraires javanais à pesé de tout son poids. En maintenant strictement l'ensemble du paysannat à la limite de l'autosubsistance, l'aristocratie javanaise a empêché l'émergence d'une classe d'entrepreneurs capitalistes dynamiques, seuls en mesure d'initier l'industrialisation du pays.

La responsabilité clairement établie de l'aristocratie javanaise ne dédouane pas le colonisateur pour autant. Car si celui-ci n'a jamais cherché à empêcher l'industrialisation de sa colonie, le moins que l'on puisse dire est qu'il n'a pas vraiment cherché à la stimuler. Pourquoi d'ailleurs l'aurait-il fait, alors que l'archipel compte encore de vastes ressources inexploitées, dans des zones encore mal contrôlées. La priorité ne devait-elle pas aller à la

colonisation agricole ? L'option pouvait sembler raisonnable au début du XX^{e} siècle. Si la *Kolonisatie* avait joué son rôle en stabilisant la pression démographique javanaise, l'industrialisation aurait pu être démarrée ultérieurement. Il n'en a malheureusement rien été. Jusqu'à la fin de l'ère coloniale, une croissance agricole du même ordre que l'accroissement de population ne devait plus permettre aux paysans javanais de retrouver la période faste des *sikep*.

Les «trente glorieuses» de l'Indonésie

La situation allait continuer à se détériorer pendant les vingt premières années après l'Indépendance. L'agriculture indonésienne était de moins en moins en mesure de soutenir l'éventuelle industrialisation du pays. Au début des années 1960, Benjamin Higgins, l'un des meilleurs spécialistes des problèmes économiques du Tiers Monde, n'hésitait pas à placer l'Indonésie au premier rang des échecs parmi les pays sous-développés de la planète (Maurer, 1993 : 49). Qui aurait alors osé imaginer que trente années plus tard, l'Indonésie serait en passe de rejoindre le club très fermé des pays nouvellement industrialisés ?

L'Indonésie amorce sa révolution industrielle avec un bon siècle de retard sur l'Europe. Le président Suharto, au pouvoir depuis 1966, apparaît incontestablement comme l'homme de ce changement. Suivant en cela un plan établi dès 1966, les gouvernements successifs du nouvel ordre indonésien entreprennent le redressement systématique d'une économie délabrée par vingt années de gestion sukarnienne. Le succès du redressement n'est pas étranger à la priorité accordée à l'agriculture par une politique essentiellement pragmatique de planification indicative. Bien entendu, cette modernisation n'aurait pas été possible sans le double choc pétrolier (1973 et 1980) dont le pays bénéficie largement de par sa position de dixième producteur mondial[3]. Mais les chocs pétroliers n'expliquent pas tout. D'autres pays en ont également profité sans que leur situation économique ne s'améliore. «*C'est bien plutôt au compte d'une politique de développement clairvoyante et mesurée qu'il faut mettre les résultats enregistrés. Le choix très ferme fait par le gouvernement de baser le développement économique du pays sur la modernisation de l'agriculture, plutôt que de se lancer d'entrée de jeu dans une industrialisation toujours aléatoire, en constitue l'aspect le plus remarquable*» (Maurer, 1993 : 50). La révolution agricole ne doit-elle pas précéder la révolution industrielle ?

C'est en effet de révolution dont il s'agit. La seule volonté politique de moderniser l'agriculture n'aurait débouché que sur des résultats fort modestes si elle n'avait pu s'appuyer sur les acquis récents de la recherche agronomique, depuis lors regroupés sous le vocable de «Révolution verte». Grâce à l'introduction des variétés de riz à cycle court et à hauts rendements, grâce à une politique ambitieuse de vulgarisation agricole, de subventions aux

3 En 1973. L'Indonésie n'occupe plus que la quinzième place en 1994.

intrants, d'amélioration des infrastructures et de stabilisation du marché, les rendements moyens en paddy sont multipliés par 2,5 en une quinzaine d'années. Pour éviter que la modernisation de l'agriculture ne contraigne brutalement un grand nombre de paysans à l'exode rural, de lourdes taxes à l'importation découragent la motorisation. La Révolution verte bénéficie en priorité aux paysans propriétaires, les seuls en mesure d'en tirer profit. Progressivement, les structures évoluent. La monétarisation croissante de l'économie villageoise conduit à la disparition progressive des échanges en travail et des paiements en nature (Hayami, 1978 ; Hayami et Kikuchi, 1981). Dans de nombreuses régions, le *bawon* — partage de récolte à vocation de redistribution sociale — est remplacé par le *tebasan*, contrat négocié, beaucoup plus favorable au propriétaire.

La forte hausse de la production agricole entraîne une amélioration considérable des revenus des ménages ruraux. L'augmentation de la demande intérieure et un souci constant de substitution des importations stimulent le développement du secteur industriel. Très faible pendant les années 1960, le taux de croissance annuel moyen du PIB s'établit à 7,8 % dans les années 1970. Au cours des trois premiers plans quinquennaux (1969-1984), le revenu annuel moyen par habitant décuple, passant de 60 à 600 $ US.

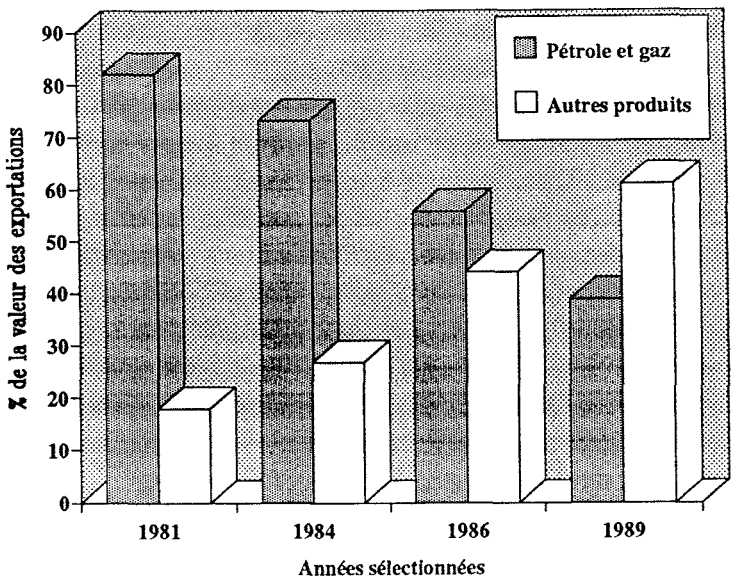
A partir de 1982, la situation économique se dégrade rapidement en raison de la baisse considérable et durable des cours du pétrole et du gaz naturel. Or, les recettes pétrolières représentent encore l'essentiel des exportations (70 %) et surtout la principale source de financement du budget de l'Etat (60 %). Les produits agricoles et industriels indonésiens, fortement subventionnés grâce aux pétrodollars, demeurent peu compétitifs sur le marché international. Le taux de croissance économique s'effondre à 2,2 % (Maurer, 1993 : 51).

Toutefois, la crise va être salutaire, puisqu'elle va décider le gouvernement à libéraliser l'économie en recourant à de douloureux ajustements structurels. La rupiah est dévaluée à deux reprises (1983 et 1986) et les budgets des ministères sont révisés à la baisse. Les subventions diminuent considérablement ou disparaissent. De nombreux monopoles sont abolis, diverses taxes à l'exportation et à l'importation sont réduites ou supprimées. Pour développer les exportations non pétrolières, l'Indonésie s'ouvre aux capitaux privés étrangers.

Les premiers signes de reprise ne se manifestent pourtant qu'en 1988, avec un taux de croissance économique de 5,7 %. En 1989 et 1990 cependant, le développement s'accélère et le taux de croissance atteint 7,4 % (Maurer, 1993 : 52). Alors qu'elle représentait encore 70 % des recettes à l'exportation en 1982, la part des produits pétroliers chute à 36,8 % en 1991-92 (figure 39). L'essentiel des recettes à l'exportation provient du textile et du prêt à porter, du bois et des contreplaqués, du caoutchouc naturel, de nombreux produits manufacturés, d'huile de palme, de café, etc. (figure 40). A l'issue de l'année budgétaire 1991-92, non seulement l'Indonésie a considérablement réduit sa dépendance des produits pétroliers, mais pour la première fois de son histoire, la part du PIB revenant au secteur industriel dépasse celle du secteur agricole (figures 41 et 42).

Grâce à une politique audacieuse de dérégulation et de libéralisation de son économie, l'Indonésie a su promouvoir les investissements domestiques et attirer les investisseurs

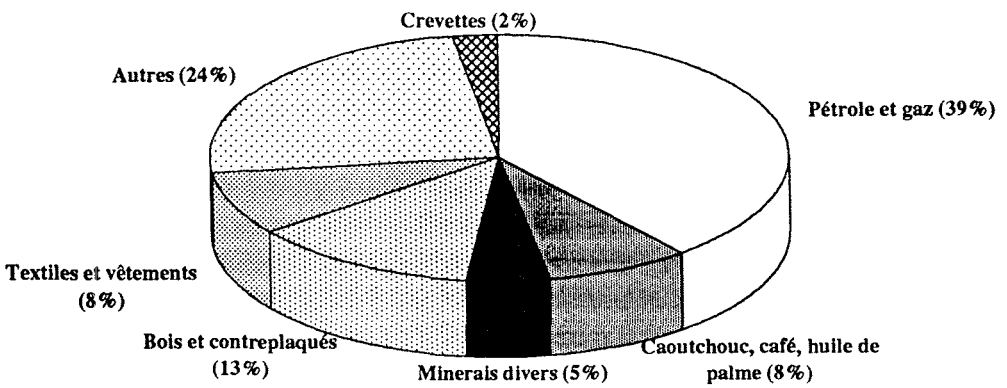
Figure 39. Réduction de la dépendance pétrolière



Sources : Maurer (1993) ; BPS, Jakarta.

Figure 40. Structure des exportations en 1989

Montant total : 22 160 millions de $ US



Source : BPS, Jakarta.

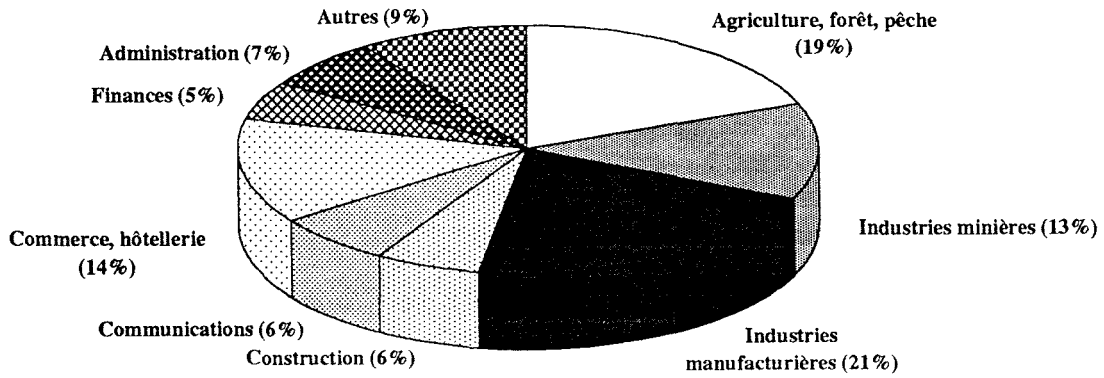
étrangers. Entre 1987 et 1990, les investissements étrangers directs dans le secteur industriel sont multipliés par six. Le Japon, avec 30 % des investissements à lui seul, arrive loin en tête du palmarès. Si l'on adjoint les quatre dragons — Taïwan, Hong-Kong, Singapour et la Corée du Sud — au Japon, les investissements asiatiques en Indonésie représentent plus de 50 % du total. Les Etats-Unis (20 %) et la CEE (10 %) apparaissent de plus en plus marginalisés sur le marché indonésien. L'engouement des pays asiatiques pour le marché indonésien s'explique par une relocalisation brutale de l'ensemble des industries manufacturières coûteuses en travail vers les pays de la région disposant d'une main-d'œuvre abondante et bon marché. Bien que concurrencée sur ce terrain par d'autres pays, comme la Chine, le Vietnam, l'Inde et le Bangladesh, l'Indonésie reste particulièrement attractive en raison de son exceptionnelle stabilité politique. L'exemple le plus souvent cité dans la littérature concerne la délocalisation de l'industrie de la chaussure, depuis les nouveaux pays industrialisés d'Extrême-Orient vers l'Indonésie. En l'espace de trois ans, 138 usines ont été autorisées à s'installer en Indonésie. Lorsqu'elles seront toutes opérationnelles, avec 434 millions de paires par an dont les 4/5 exportés, l'Indonésie deviendra l'un des principaux producteurs mondiaux de chaussures (Maurer, 1993 : 59).

L'industrie de la chaussure n'est pas seule sur les rangs. Un dynamisme équivalent anime l'industrie du textile, du prêt à porter, de la métallurgie, de l'agro-industrie, etc., sans oublier bien entendu le tourisme, principale vitrine du pays. Le développement hors pair de l'industrie sous toutes ses formes draine une partie considérable de la population rurale vers les grandes cités industrielles de la côte. Entre 1960 et 1990, la population urbaine passe de 14,8 % à 30,9 % de la population totale. Pendant la même période, le pourcentage de la population active employée dans l'agriculture passe de 73,3 % à moins de 50 %. En 1992, pour la deuxième année consécutive, l'Indonésie voit la part de l'industrie dépasser celle de l'agriculture dans la formation de son PIB (Miron de l'Espinay et Leveel, 1994 : 26). Désormais, l'Indonésie ne saurait plus être assimilée à un Etat agraire. L'éternel combat entre les royaumes agraires du centre et les cités marchandes du Pesisir semble avoir définitivement tourné à l'avantage de ces dernières.

En plus d'une relocalisation de la population par l'exode rural, l'Indonésie vit des changements démographiques encore plus profonds. Le *Keluarga Berencana* (KB), ou planning familial à l'indonésienne, connaît un succès remarquable à Java. Etabli sur une base rigoureusement volontariste, le programme utilise les moyens les plus traditionnels (théâtre d'ombres) comme les plus modernes (radio, télévision, presse) pour convaincre. A la pression permanente exercée par l'administration et les services de santé, s'ajoutent des campagnes régulières orchestrées par les médias. Entre 1965 et 1985, le taux de croissance de la population indonésienne passe 2,24 à 1,99 % par an (le taux de natalité passe de 4,27 à 3,02 %, et le taux de mortalité de 2,04 à 1,03 %). Les résultats les plus remarquables s'observent à Java-Est et Java-Centre, avec des taux de croissance avoisinant 1,1 %[4] au cours de la dernière décennie (Population Council, 1992). L'Indonésie a largement entamé sa transition démographique.

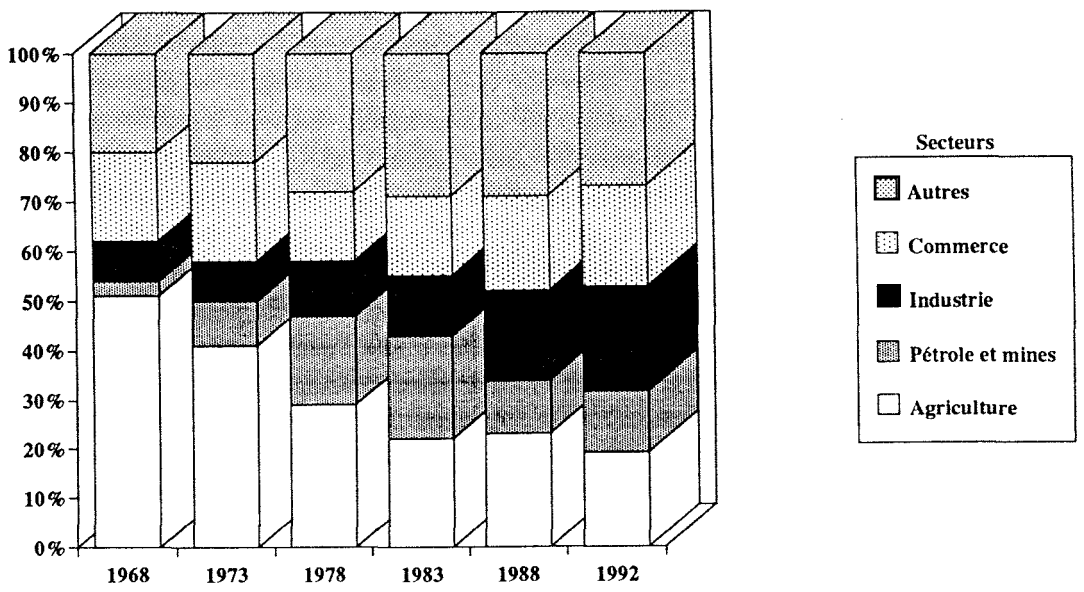
4 Cette valeur tient compte d'une importante émigration, le taux de croissance naturelle étant de l'ordre de 1,5 %.

Figure 41. Structure du Produit Intérieur Brut en 1992



Source : BPS, Jakarta.

Figure 42. Evolution de la structure du PIB



Source : BPS, Jakarta

Au vu de tous ces changements, on est en droit de se demander si la Transmigration conserve un avenir. La question n'est pas nouvelle. Son histoire est riche en interrogations de ce type. Jusqu'à présent, la formulation implicite de la question était plutôt : «pour ou contre» la Transmigration. Toutefois, la réaffirmation d'une volonté politique ferme de la part du pouvoir a toujours suffit à assurer la pérennité du programme. Aujourd'hui, la question ne se pose plus dans les mêmes termes. Depuis le début des années 1990, on se demande si la fin de la Transmigration ne sera pas plutôt la conséquence de la disparition des candidats transmigrants, pour cause de transition démographique et de développement industriel.

La Transmigration conserve-t-elle un avenir ?

Déjà, les candidats à la migration se font plus rares dans les zones traditionnelles de recrutement. Le développement industriel exceptionnel que connaît l'Indonésie se traduit par une offre importante d'emplois salariés en milieu urbain. Entre la sécurité d'un salaire industriel et l'incertitude d'un revenu agricole, entre la vie trépidante des cités et le calme mortel des fronts pionniers, les jeunes Javanais optent en masse pour l'exode rural. Une fois les paysans sans terre recyclés dans l'industrie, la Transmigration conservera-t-elle sa raison d'être ?

L'industrialisation accélérée permettra probablement d'atteindre le premier objectif historiquement assigné à la Transmigration : le soulagement de la pression démographique dans les campagnes javanaises et la réduction de la pauvreté rurale. Cet objectif, la Transmigration n'a jamais été en mesure de l'atteindre. Même pendant la période faste du 3^{e} plan quinquennal (1979-84), le nombre de colons déplacés ne s'est jamais élevé qu'au quart du croît démographique naturel javanais. En quelques années à peine, l'industrialisation a réussi là où la Transmigration échoue depuis trois quarts de siècle. L'exode rural, en vidant les campagnes de la multitude de petits paysans à peine autosuffisants, favorise en revanche la modernisation de l'agriculture javanaise.

Par contre, l'industrialisation n'apparaît guère en mesure d'atteindre les autres objectifs assignés à la Transmigration, à savoir le développement des îles extérieures et la consolidation du territoire national. Bien au contraire, l'industrialisation renforce les déséquilibres régionaux au sein de l'archipel indonésien. Le dynamisme économique actuel n'est pas étranger, on l'a vu, au redéploiement massif des industries manufacturières coûteuses en main-d'œuvre, de la région asiatique au profit de l'Indonésie. Ces industries, pour l'essentiel tournées vers l'exportation, s'implantent de préférence dans des zones bénéficiant d'infrastructures modernes, à proximité des réservoirs de main-d'œuvre bon marché. Dans ces conditions, les grandes villes de la côte nord de Java connaissent un développement fulgurant. A l'exception de Medan, de Palembang et d'Ujung Pandang, les villes des îles extérieures n'intéressent guère les investisseurs industriels. Quant aux zones enclavées de Kalimantan ou d'Irian Jaya, elles n'en apparaissent que plus isolées encore.

La Transmigration peut-elle participer au rééquilibrage du développement industriel au profit des îles extérieures ? Rien n'est moins sûr. Toute tentative de canaliser les investissements étrangers vers des zones défavorisées risquerait de les détourner vers les autres pays à main-d'œuvre bon marché de la région. Canaliser les investissements nationaux les handicaperait vis-à-vis de la concurrence internationale. Une politique incitative d'allégements fiscaux et d'amélioration des infrastructures portuaires et routières serait seule en mesure d'attirer des investisseurs industriels dans les capitales régionales de l'Indonésie.

L'Etat n'aura probablement pas les moyens de réaliser des infrastructures coûteuses dans les îles extérieures tout en améliorant celles déjà nettement insuffisantes des grandes villes javanaises. S'il choisit la première solution, les investisseurs risquent de se détourner de Java sans pour autant s'intéresser aux îles extérieures. S'il choisit la deuxième solution, il accentue le déséquilibre régional et condamne définitivement l'intégration économique des îles extérieures. Certaines élites régionales ont trouvé la solution à ce dilemme. Selon elles, il suffirait d'allouer le budget de la Transmigration aux régions et de transformer celle-ci en ministère du développement régional. C'est déjà ce que proposait Hardjono en 1988.

Les infrastructures seules ne suffiront pas à attirer les investisseurs. La main-d'œuvre bon marché fait cruellement défaut dans la plupart des îles extérieures. La Transmigration devra-t-elle également se transformer en fournisseur de main-d'œuvre, comme le proposaient Arndt et Sundrum en 1977 ? L'évolution de la Transmigration depuis une dizaine d'années n'est-elle pas significative d'une profonde réorientation du programme ? Par souci d'efficacité, mais surtout en raison du recours au financement privé, la Transmigration privilégie les implantations PIR au détriment des projets vivriers classiques. Or, dans certains cas, la distinction entre un projet PIR et la simple fourniture de main-d'œuvre à une compagnie privée peut paraître ténue à plus d'un observateur. Le recours de plus en plus indispensable au financement privé se traduit par une inévitable spécialisation des îles extérieures dans les industries extractives et la production primaire. Version moderne du pacte colonial, les îles périphériques restent confinées à l'extraction et à la production de matières premières, le développement des industries manufacturières étant réservé à la (nouvelle) métropole : les îles intérieures.

Plus que jamais, les autochtones des îles extérieures ressentent l'impression d'une exploitation — voire d'un pillage — de leurs richesses naturelles au bénéfice exclusif d'une métropole lointaine (Inside Indonesia, 1992 a). Plus que jamais, les autochtones se sentent spoliés et relégués au rang de citoyens de second ordre (Inside Indonesia, 1992 b). Mais, plus que jamais aussi, l'intégration du territoire national et l'identification de tous les peuples de l'archipel à un modèle idéologique unique apparaissent indispensables au maintien de l'unité nationale. Plus que jamais, les militaires restent persuadés que la Transmigration constitue le moyen le plus sûr de réaliser cette intégration.

Selon Stein Rokkan, tout changement de la structure territoriale résulte de l'interaction entre deux types d'espaces : un espace physique qui définit une aire géographique, et un espace culturel et social qui définit une aire d'appartenance. L'espace territorial et l'espace

social ne coïncident pas forcément. Dans l'Empire romain, l'espace social — la citoyenneté — apparaît très en retrait par rapport aux frontières physiques. A l'opposé, avec la victoire de la chrétienté, l'espace social transcende les frontières territoriales dans l'Europe du Moyen Age. Ultérieurement, «*l'Etat-Nation stabilise ses frontières en fusionnant l'espace d'appartenance — la citoyenneté — et l'espace géographique — l'identité* —» (Rokkan *in* L'Hermitte, 1992 : 5-6). Toujours selon Rokkan, pour chaque Etat, la résolution des conflits visant à la désintégration des frontières passe par la mise en place d'une structure territoriale complexe, résultante de trois axes de différenciation : administrativo-militaire, socioculturel et économique.

La Transmigration répond parfaitement à ce triple objectif. Autant pour le gouvernement colonial qui souhaite stabiliser ses nouvelles possessions que pour la jeune république à la recherche d'une identité territoriale, l'implantation de centres de Transmigration correspond à l'occupation physique d'un territoire que l'on veut rattacher au centre. Dans certains cas, comme en Irian Jaya ou à Timor Timur, cette «occupation» revêt un caractère militaire indéniable. La localisation même des centres le long de frontières disputées (Natuna, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Timor), la priorité accordée aux vétérans des forces armées lors du recrutement, les concepts de défense territoriale, de défense populaire et de ceinture de sécurité ne laissent subsister aucun doute à ce sujet.

L'axe de différenciation socioculturelle concerne également la Transmigration, même si cet objectif n'apparaît pas de manière aussi explicite que les autres. Cet axe repose sur l'adhésion des peuples de la périphérie aux normes culturelles du centre. Assuré par les écoles, la langue, les discours symboliques sur l'unité nationale, les références à l'idéologie officielle du *pancasila*, etc., cette adhésion est souvent qualifiée de mécanisme d'acculturation ou de «javanisation» de l'archipel. S'il est vrai que l'idéologie officielle du *pancasila* apparaît plus proche du modèle javanais que des modèles en vigueur dans les îles extérieures, l'accusation de «javanisation» semble cependant exagérée dans la mesure où la construction de l'identité nationale indonésienne ne se réfère pas exclusivement à des valeurs javanaises. Pour éviter l'éclatement de l'Indonésie dans les premières années de l'Indépendance, Sukarno procède à une réinterprétation des différentes cultures de l'archipel. Il «*sélectionne divers traits d'identification, historiques, culturels, sociaux et religieux parmi les divers peuples de l'archipel, et les articule pour en faire un véritable arsenal symbolique magnifié*» (L'Hermitte, 1992 : 49). L'accent est mis sur les traditions d'entraide, de consultation, de consensus, ainsi que sur la religion. Pas une religion en particulier, mais les religions en général (catholicisme, protestantisme, bouddhisme et hindouisme), afin de contrôler l'expansionnisme islamique. Le choix de la langue nationale, le *bahasa Indonesia*, langue véhiculaire en usage dans l'archipel, répond au même souci d'unification nationale. La Transmigration, par le brassage de population qu'elle implique, participe à la construction de l'identité nationale indonésienne.

Le troisième axe, celui de la différenciation économique, se retrouve dans l'objectif de développement régional affiché par la Transmigration. A tort ou à raison, celle-ci est investie d'une mission de développement agricole par la promotion des techniques modernes de riziculture intensive. Des régions entières, insuffisamment mises en valeur par des

systèmes de culture «archaïques», devraient ainsi être intégrées à l'espace économique du centre. Les résultats apparaissent rarement à la hauteur des espérances.

Malgré la non-adoption par les autochtones des systèmes promus par les transmigrants, l'amélioration des infrastructures routières et le développement des réseaux de commercialisation suffisent toutefois à assurer l'intégration économique des provinces reculées.

La Transmigration, on le voit, agit simultanément selon les trois axes de différenciation administrativo-militaire, socioculturelle et économique. La question qui se pose alors est de savoir si la Transmigration constitue un facteur stratégique d'intégration ou plutôt un catalyseur des clivages entre le centre et la périphérie (L'Hermitte, 1992 : 61).

Selon de nombreux auteurs[5], l'hostilité déclarée de la plupart des autochtones d'Irian Jaya, de Timor Timur et d'Aceh à l'égard de la Transmigration illustrerait davantage l'effet clivage que l'effet intégration. De là à prôner la disparition de la Transmigration il n'y a qu'un pas, que les opposants au programme se hâtent de franchir.

Les militaires au pouvoir ne partagent pas la même analyse du phénomène. Bien au contraire, le rejet[6] fournit la preuve éclatante de l'insuffisante intégration de la province au territoire national. En refusant l'accès à la terre à un transmigrant, l'autochtone lui signifie clairement qu'il ne le reconnaît pas comme compatriote. Renoncer à la Transmigration ne fera pas prendre conscience de son erreur à l'autochtone, bien au contraire. Dans ces conditions, la solution du problème ne passe pas par la disparition, mais plutôt par le renforcement de la Transmigration.

Tant que les militaires resteront persuadés que la Transmigration joue un rôle déterminant dans l'extension, la consolidation et l'intégration de l'Etat-Nation indonésien, la Transmigration aura un avenir en Indonésie.

5 Abondamment cités dans le numéro spécial de *The Ecologist* consacré à la Transmigration.

6 Dans la mesure où l'on peut parler de rejet. Selon la version officielle, les troubles sont à imputer à des éléments subversifs incontrôlés faisant le jeu de puissances étrangères aux motivations louches.

Conclusion

Un despotisme physiocratique

«La terre est la mère de tous les biens».

Mirabeau

La plupart des observateurs s'accordent aujourd'hui pour attribuer la responsabilité des nombreux échecs des projets de développement en Afrique à l'ignorance des logiques paysannes par les aménageurs. Persuadés de l'universalité de leur rationalité technique, les aménageurs reproduisent souvent inconsciemment des schémas élaborés dans leur propre culture pour les appliquer à des milieux qui ne s'y prêtent pas. Pour de nombreux auteurs, ce défaut serait propre à la civilisation occidentale contemporaine qui tend à se poser en «méta-culture» à vocation universelle. Soit. Mais n'est-ce pas justement le propre de toute civilisation que de croire en l'universalité de ses valeurs ? Curieusement, les plus prompts à dénoncer l'ethnocentrisme de leurs concitoyens, n'échappent pas à cette autre forme d'ethnocentrisme qui ne veut voir le «mal» qu'au sein de sa propre culture.

La volonté d'aménager rationnellement le milieu naturel n'est pas propre à la civilisation occidentale. Vouloir encadrer strictement le paysannat pour y parvenir, non plus. Par contre, elle est propre à toutes les civilisations agraires. De tous temps et dans le monde entier, les grandes civilisations agraires ont fait appel à la colonisation agricole pour assurer leur expansion territoriale.

Lorsque l'administration coloniale néerlandaise met au point la *Kolonisatie*, elle ne cherche pas à imposer un modèle culturel issu d'une autre civilisation. Croire en l'universalité de ses valeurs n'empêche pas d'être à l'écoute des autres. Toujours pragmatique, le colonisateur vise avant tout le succès de l'opération. S'adressant à des paysans javanais, il retient le modèle qu'il estime avoir le plus de chances de réussir : le modèle javanais. Ce dernier, forgé par plusieurs siècles d'évolution des royaumes agraires a largement prouvé son efficacité dans les îles intérieures. Son application dans les îles extérieures allait se révéler plus délicate.

La filiation entre *Transmigrasi* et *Kolonisatie* n'est un secret pour personne. Plus rarement signalée, la filiation entre la *Kolonisatie* et l'expansion des royaumes agraires javanais apparaît pourtant de manière toute aussi manifeste. La Transmigration, dans sa conception, traduit parfaitement la vision du monde propre aux anciens royaumes agraires javanais. Cette vision du monde s'est maintenue longtemps après leur disparition. Aujourd'hui encore, le poids de l'héritage se fait sentir. Pourtant, il y a longtemps que Java n'est plus un royaume agraire. La Guerre de Java (1825-1830) marque la fin de l'indépendance des principautés javanaises. Lorsque la Transmigration fut conçue, le modèle de société dont elle s'inspirait ne correspondait plus aux réalités d'une société qui avait considérablement évolué.

La Transmigration, nous l'avons vu, se veut, à la fois, politique sociale et politique de développement. Vision agraire oblige, la politique sociale s'adresse à des paysans que l'on veut maintenir à la terre, la politique de développement concerne exclusivement le développement agricole. En cela, la Transmigration correspond bien à la définition d'une politique agraire. Et qui plus est, une politique en parfait accord avec l'organisation de la société propre aux royaumes agraires javanais : le despotisme physiocratique.

Les princes javanais sont avant tout des physiocrates. Pour eux, comme pour Quesnay et Mirabeau, éminents représentants de la pensée physiocratique dans la France du XVIII^{e} siècle, «*la richesse d'un pays trouve sa source dans les activités productives et non dans le commerce et l'accumulation de métaux précieux*» (Mounier, 1992 : 11). Pour les physiocrates, l'agriculture est la seule activité productive digne de ce nom et la terre l'unique source de valeur. Par certains aspects, au XVIII^{e} siècle, Java ressemble beaucoup à la France. L'importance de la population rurale et la place occupée par l'agriculture dans les deux pays sont du même ordre. Le froment est à la France ce que le riz est à Java. Les similitudes ne s'arrêtent pas là. Dans un cas comme dans l'autre, les structures sociales et politiques sont basées sur l'appropriation de la terre et de son usage. Pour contrôler les hommes, les princes contrôlent la terre. A Java comme en France, une partie importante des richesses produites par une classe de paysans est prélevée au bénéfice exclusif d'une classe d'oisifs : clergé, noblesse et fonctionnaires royaux.

Mais les princes javanais sont aussi des despotes. A la différence de l'aristocratie française qui dispose de multiples moyens de ponctionner ses ouailles, l'aristocratie javanaise doit assurer un contrôle social permanent pour pouvoir conserver sa position dominante. L'économie javanaise étant moins monétarisée que l'économie française, le prince n'est pas en mesure d'ajuster ses revenus d'une année à l'autre en jouant sur l'assiette de l'imposition ou en créant de nouvelles taxes. Le revenu du prince javanais s'évalue presque exclusivement en sacs de paddy. Le prélèvement étant effectué en nature, tout paysan, même propriétaire, se retrouve de fait en situation de métayage au profit du prince. Dès lors, la richesse du prince s'évalue autant en nombre de foyers (*cacah*) qu'en surface de rizières (*jung*). Le rapport entre les deux doit rester aussi stable que possible. Car tout paysan sans terre représente un contribuable de perdu. Tout paysan riche, un contribuable insuffisamment ponctionné. Pour le prince, très logiquement, développement agricole sera synonyme d'extension des surfaces en rizières. S'il ne se préoccupe pas lui-même de cette extension, en plus du manque à gagner, il encourt des désordres sociaux sur ses terres

d'apanage et l'émigration incontrôlée d'une partie de la force de travail captive. Surtout, il court le risque de voir son rôle tenu par un autre. Et si les paysans créent des rizières sans le concours du prince, ce dernier perd toute légitimité et ne peut plus justifier ses ponctions. La révolution des *sikep*, à partir de la fin du XVIII^{e} siècle, débuta ainsi par une évasion fiscale généralisée, et aboutit à la remise en cause de l'ordre établi. Sans le secours providentiel du colonisateur néerlandais, l'aristocratie javanaise n'aurait pas été en mesure de reprendre l'ascendant sur son paysannat.

Jusque dans les dernières décennies du XIX^{e} siècle, les excellentes performances de l'agriculture javanaise auraient permis de soutenir un éventuel développement industriel. Les moyens ne faisaient pas défaut, la volonté politique si. D'une part, le colonisateur avait tout intérêt à réserver le développement industriel à sa métropole et à maintenir la colonie à la production primaire. D'autre part, les élites indigènes ne se préoccupaient que de conserver le contrôle de leur paysannat. En cela, force est de constater que les structures héritées des royaumes agraires sont remarquablement adaptées à la pérennisation de l'Etat agraire.

Ces structures marquent la Transmigration dès sa conception. En accordant un *bau* de rizière par famille de colons, l'administrateur colonial se comporte en prince javanais. Il vient en aide au paysan sans terre pour assurer la paix sociale et renforcer les liens de dépendance. Par souci d'égalitarisme et pour assister le plus grand nombre, il l'installe dans des conditions proches de l'autosuffisance, l'empêchant ainsi de s'enrichir indûment. En l'établissant à la périphérie du royaume, il étend et renforce le contrôle territorial. En accordant deux à trois hectares de terre par famille de transmigrants, le fonctionnaire indonésien se comporte en prince javanais. Il poursuit toujours les mêmes objectifs de politique sociale et de contrôle social, de développement agricole et de contrôle territorial.

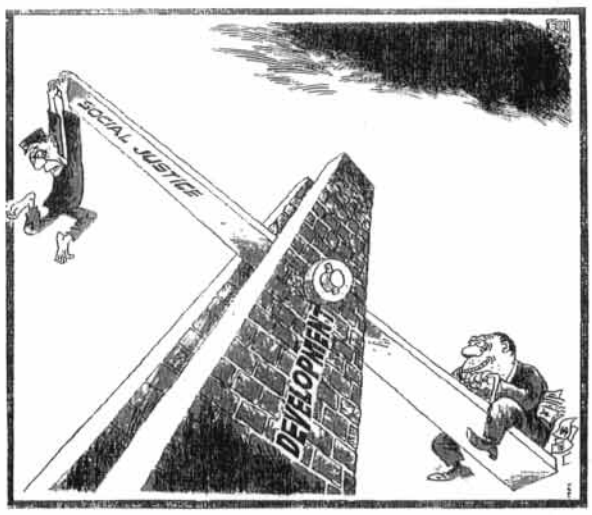
Aujourd'hui encore, l'héritage des royaumes agraires pèse lourdement sur les choix politiques et économiques d'une Indonésie qui se veut moderne. Dans sa volonté de contrôle social absolu, le pouvoir refuse obstinément de faire confiance à ses paysans. Ceux-ci, qu'ils soient Dayak ou Javanais, Bugis ou Balinais, Banjar ou Sundanais, n'ont pourtant pas cessé d'apporter les preuves de leur savoir-faire, de leurs facultés d'adaptation et de leur capacité innovatrice. Certaines agroforêts indigènes constituent un modèle de gestion forestière paysanne dont les Services forestiers feraient bien de s'inspirer. Malgré les moyens considérables mis en œuvre, les projets *pasang surut* des ingénieurs des Travaux Publics ne sont qu'une pâle imitation des systèmes bugis et banjar. Les paysans balinais des associations d'irrigation auraient plus d'une leçon à donner à ces mêmes ingénieurs. Les petits planteurs d'hévéas de Sumatra n'ont cessé de concurrencer les plantations coloniales, puis les plantations d'Etat. En six ans à peine, les Javanais de Batumarta ont acquis une remarquable maîtrise de l'hévéaculture. Dès les débuts de la Transmigration, les flux de migration spontanée ont régulièrement dépassé le nombre des migrants officiels. Jamais les pouvoirs publics ne purent se résoudre à mettre en place une politique véritablement incitative de migration.

Mais le problème dépasse largement le cadre de la Transmigration comme celui du secteur agricole. Aujourd'hui, les visions agraires du passé s'effacent progressivement. L'Indonésie sera bientôt membre à part entière du club des nouveaux pays industrialisés. En quelques années, l'exportateur de grumes est devenu le premier producteur mondial de contreplaqué. Aujourd'hui, l'Indonésie exporte des meubles. Il y a dix ans, des amis indonésiens nous demandaient de leur rapporter des chaussures de France. Aujourd'hui, le pays est en passe de devenir l'un des premiers producteurs mondiaux de chaussures. Dans les campagnes, les candidats à la Transmigration se font plus rares. L'exode rural et l'urbanisation s'accélèrent. Les capitaux nationaux et internationaux s'investissent préférentiellement dans le secteur industriel.

Pour paraphraser Mirabeau : la terre n'est plus la mère de tous les biens. Mais, si au sommet de la pyramide, les visions physiocratiques s'estompent, la nature despotique du pouvoir, elle, se maintient. Le succès rapide de l'industrialisation indonésienne est le fruit de la dérégulation et de politiques macro-économiques menées avec fermeté. La libéralisation économique a attiré un grand nombre d'investisseurs internationaux. L'Indonésie possède deux atouts majeurs : une main-d'œuvre abondante et bon marché et une extraordinaire stabilité politique. Pour maintenir son avantage sur les autres pays de la région, l'Indonésie doit pouvoir conserver l'une et l'autre. Le pourra-t-elle ? Rien n'est moins sûr. Dans les cités, les mouvements revendicatifs gagnent du terrain. Les artisans du développement indonésien réclament leur part du gâteau. Le pouvoir a de plus en plus de mal à contenir l'agitation dans les usines, et l'absence de contre-pouvoirs ne facilite pas la négociation sociale.

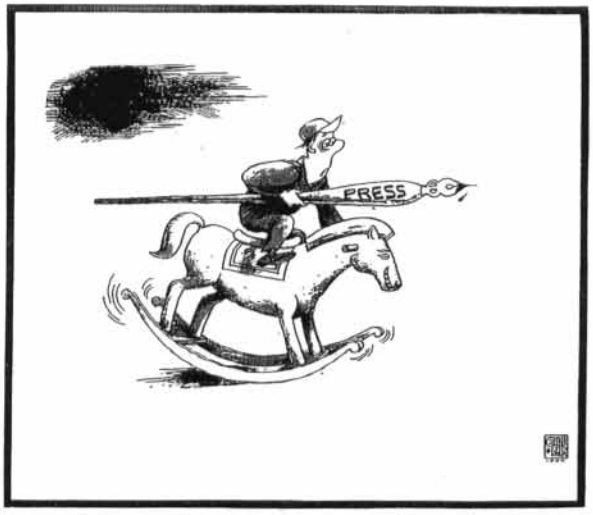
Jusqu'à présent, la libéralisation n'a touché que l'économie. L'émergence d'une classe moyenne accroît le besoin de démocratie. Mais la libéralisation politique fait peur. Les royaumes agraires javanais reposaient sur deux bases solides : la société paysanne et le contrôle social. Aujourd'hui, la première de ces bases s'effrite. On comprend que le pouvoir hésite à toucher à la seconde. S'il soulève le couvercle, celui-ci risque de lui sauter à la figure. Mais a-t-il le choix ? Un jour ou l'autre, il sautera de toute manière.

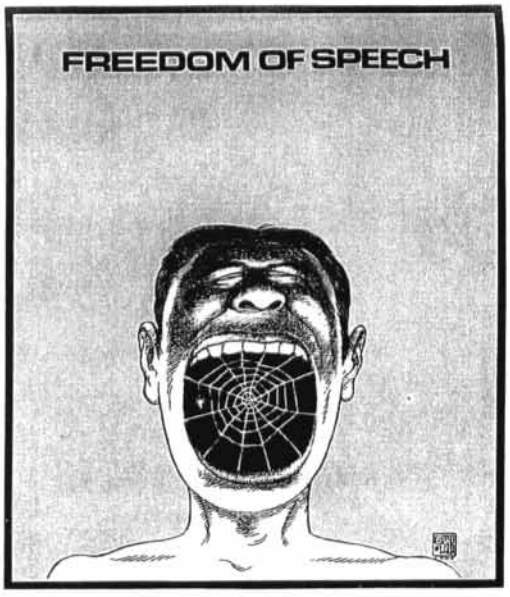
Conclusion générale



Libéralisme économique

et libéralisme tout court ?





Un remarquable outil à usages multiples

«L' expérience est une lanterne que l' on porte dans le dos, mais qui n' éclaire hélas que le chemin parcouru».

Confucius

Pour illustrer la précarité de la situation de la population rurale de certains districts chinois en 1931, Tawney écrit : «*There are districts in which the position of the rural population is that of a man standing permanently up to the neck in water, so that even a ripple is sufficient to drown him*» (Tawney, 1966 : 77 *in* Scott, 1976 : 1). L'image de «l'homme debout avec de l'eau jusqu'au cou de sorte que la moindre vaguelette suffit à le noyer» s'applique tout aussi bien à la population rurale des districts de Java-Centre et de Java-Est à la même époque. Or, c'est avant tout à cette population que la Transmigration veut venir en aide. La métaphore du paysannat javanais, que nous imaginerons debout dans une mare avec de l'eau jusqu'au cou, est intéressante à plus d'un titre. Comme toutes les métaphores, celle-ci illustre moins la réalité d'un phénomène que sa perception. De manière explicite, elle ne nous apprend pas grand chose, si ce n'est l'extrême précarité de la situation d'un paysannat en permanence menacé de noyade. De manière implicite, l'image se révèle beaucoup plus riche. Elle représente tout d'abord le paysannat comme un seul homme. Cette vision homogénéisatrice est à l'origine d'une partie des nombreuses difficultés auxquelles se heurte la Transmigration depuis sa création.

La proximité de nombreuses îles sous-peuplées laisse entrevoir que la solution est là, à portée de main. En soustrayant quelques paysans de la mare surpeuplée, on espère faire baisser le niveau de l'eau dans la mare javanaise et donner un peu d'air à son paysannat. Quant aux paysans déplacés, le modèle javanais ayant largement fait ses preuves, pourquoi innover ? Devant le fort degré d'artificialisation atteint par l'agriculture javanaise, l'homme a cru s'être affranchi des contraintes naturelles. Il ne faisait en fait que profiter de conditions du milieu exceptionnellement favorables à ses plans. Nul n'envisageait que les îles périphériques puissent différer de Java. Cette méconnaissance des milieux physique et

humain des régions d'accueil explique également une proportion non négligeable des déboires de la Transmigration.

Enfin, la métaphore de Tawney véhicule l'image d'un paysannat sans défense et sans initiative face aux problèmes qui l'assaillent. L'intervention des pouvoirs publics s'avère indispensable pour le sauver de la noyade. La sous-estimation chronique, par l'Etat, de la capacité des paysans à prendre en charge leur destinée, et la surestimation de ses propres aptitudes à contrôler les hommes et la nature sont également à l'origine d'un grand nombre de difficultés rencontrées par le programme.

Ainsi, dès le départ, la Transmigration est conçue à partir d'une triple vision erronée du problème à résoudre et des solutions à y apporter :

— vision erronée du paysannat javanais et de sa capacité d'adaptation face à l'accroissement démographique ;

— vision erronée des milieux physiques et des populations autochtones des îles périphériques ;

— vision erronée, enfin, des capacités des pouvoirs publics à contrôler les milieux physique et humain.

De Malthus à Geertz : de la réduction des «subsistances» à la «pauvreté partagée»

Dans l'apologue de la mare, pour chaque paysan supplémentaire, le niveau de l'eau monte un peu plus, menaçant l'ensemble du paysannat de noyade. La mare, en tant qu'espace de petite taille et bien délimité, permet au «piège malthusien» de fonctionner (Le Bras, 1994 : 32). Dans cet espace clos, la population tend à se multiplier plus vite que les «subsistances». La menace est claire, son bien-fondé ne fait aucun doute : la surpopulation conduit Java à sa perte. Dans un premier temps, l'accroissement rapide de la population se traduit par une diminution générale de son bien-être. A terme, si la croissance de la population n'est pas freinée par des «obstacles privatifs», elle le sera par des «obstacles destructifs» telles la maladie, la misère, la famine...

Or, il n'en est rien. Loin de confirmer «l'évidence», les 12 volumes de la monumentale enquête sur la diminution du bien-être de la population indigène (*Onderzoek naar de mindere welvaart der inlandsche bevolking op Java en Madoera 1905-1920*) témoignent plutôt d'une légère amélioration de ses conditions de vie. Plutôt que l'aboutissement d'une lente dégradation, la misère du paysannat javanais correspond à un état chronique. Le seul changement provient de la prise de conscience tardive de cette misère de la part du colonisateur.

En 1905, avec 250 habitants par km^2 Java était dangereusement surpeuplée. En 1990, avec 818 habitants par km^2, Java est toujours dangereusement surpeuplée. Maintes fois

annoncée, la catastrophe malthusienne n'a jamais eu lieu. En fait, la production des «subsistances» croît plus ou moins au même rythme que la population. Dans un premier temps, l'accroissement de la production est assuré par la création de rizières. Une fois toutes les zones facilement irrigables mises en valeur, l'extension des surfaces cultivées concerne surtout la culture pluviale. A partir des années 1930, l'augmentation de la production par unité de surface prend le relais. Celle-ci est obtenue par la création d'importants réseaux d'irrigation régionaux et par l'amélioration des réseaux existants, mais sans accroissement notoire des rendements par culture irriguée. L'accroissement de la production de riz provient, d'une part, du passage de la culture pluviale à la culture irriguée, d'autre part, du passage à la double culture annuelle sur près de 750 000 hectares à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Malgré des efforts considérables en matière d'aménagements, la production de riz n'arrive plus à suivre le rythme de la croissance démographique. Dans de nombreuses régions de Java, le maïs et le manioc complètent la diète des paysans. Dans les années 1940 et 1950, le déficit vivrier en riz du pays s'accroît, mais plus en raison de la désorganisation de l'appareil d'Etat que pour des motifs démographiques. Avec la mise en place du «nouvel ordre» indonésien et la promotion de la Révolution verte, une quinzaine d'années suffisent à l'Indonésie pour retrouver son auto-suffisance en riz.

Bien que la population de Java ait été multipliée par 3,7 entre 1900 et 1990, le paysannat ne s'est pas noyé dans la mare. Bien au contraire, il semblerait même qu'il résiste mieux aux vaguelettes que par le passé. Pour Clifford Geertz, tout le mérite en reviendrait aux *sawah* et aux caractéristiques propres de la société rurale javanaise. Selon lui, plus que toute autre activité agricole, la riziculture inondée serait en mesure de traduire tout supplément de travail par un supplément de récolte. Quant à la société paysanne javanaise, une organisation privilégiant le partage égalitaire de la terre et de la richesse serait à l'origine d'une forte homogénéité sociale. Le partage de la pauvreté, en interdisant la formation d'un prolétariat rural mais aussi l'émergence d'une classe d'agriculteurs capitalistes, serait à l'origine de ce que Geertz appelle l'«involution agricole».

En fait, cette fameuse homogénéité sociale et économique de la société rurale javanaise provient surtout d'une vision homogénéisatrice du paysannat. Une telle vision n'est pas propre à Geertz. Wolf (1957, 1966), Foster (1965) et Chayanov (1966) considèrent également les sociétés paysannes comme homogènes. Vues de l'extérieur, il est vrai, les différences peuvent sembler ténues. C'est oublier que les différences les plus ténues développent souvent des spécificités sur un mode majeur. L'observateur extérieur ne fera guère de différence entre un paysan ne possédant que 25 ares de rizière et un paysan sans terre. Pourtant, au sein de la société paysanne, une telle différence apparaît fondamentale.

La catégorie des paysans sans terre n'est pas une nouvelle venue dans la société paysanne javanaise. Au siècle dernier, alors qu'une grande partie de l'île était encore couverte de friches et de forêts, 4 ménages sur 10 étaient déjà exclus de la propriété foncière. Un siècle plus tard, malgré une fantastique croissance démographique et la mise en valeur

de toutes les terres disponibles dès 1930, la catégorie des paysans sans terre reste dans les mêmes proportions [1]. Par contre, les surfaces moyennes en propriété diminuent considérablement, passant de 1 à 0,5 ha. Autre modification majeure, alors qu'au siècle dernier pratiquement tous les paysans sans terre étaient employés à l'année comme «valets de ferme» par les petits paysans propriétaires, un siècle plus tard près de deux paysans sans terre sur trois ne sont plus du tout impliqués dans des activités agricoles. Ouvriers spécialisés, petits commerçants ou artisans occasionnels, plus souvent manœuvres sans qualifications particulières, tous restent cependant membres à part entière de la société paysanne. Dans la société javanaise, comme dans toute société agraire, le statut social du paysan est indissociable de la propriété foncière. A Java comme à Bali, ce statut s'évalue avant tout en unités de surface de rizières.

Alors que le Ministère propose de la terre «facteur de production», le candidat à la Transmigration est à la recherche de terre «facteur de statut social». Le Ministère veut recruter des agriculteurs ne disposant pas (ou plus) de la surface agricole nécessaire pour assurer la subsistance de leur famille. Il n'attire que des journaliers désireux d'améliorer leur statut social. Le transmigrant type dont rêve le Ministère correspond à un jeune chef de famille, stable, entreprenant, pauvre en terre mais riche en expérience agricole. A vrai dire, cet homme existe. Il appartient aux catégories supérieures de la société paysanne javanaise, il occupe une place prédominante dans la communauté villageoise, il est pris dans un réseau complexe de «dettes de reconnaissance», il n'a aucune raison de rejoindre la Transmigration. Le candidat que le Ministère cherche à tout prix à éviter de recruter correspond au journalier sans expérience agricole, au manœuvre vivotant au jour le jour, au jeune célibataire instable rêvant d'aventure. Cet homme existe également. Il appartient aux catégories inférieures de la société paysanne javanaise, celles regroupant les paysans sans terre, celles pour qui un jour chômé est un jour sans riz. Sans accès au foncier, il dépend, pour sa survie, d'opportunités de travail peu qualifié, précaire et souvent mal rémunéré. Il représente le type même du volontaire à la migration.

Le paysannat javanais n'est pas semblable à un homme debout dans une mare, mais plutôt à un groupe d'hommes. Certains ont pied, d'autres non. Certains sont bien entourés, solidement accrochés les uns aux autres, d'autres non. Ceux que le Ministère cherche à recruter ne s'intéressent pas à la Transmigration. Ceux qui cherchent à se faire recruter n'intéressent pas le Ministère.

1 La proportion de paysans sans terre passe de 38 % en 1870, à 42 % en 1985.

Le développement des îles périphériques : Transmigration et civilisation

Aux confins du monde civilisé, loin de la lumière dispensée par le centre, des peuplades arriérées croupissent au sein d'une nature sauvage. Dans les forêts profondes des îles périphériques, chasseurs de têtes et cannibales, mi-hommes mi-bêtes, côtoient les grands fauves et les génies malfaisants. Image d'Epinal à l'indonésienne ? Certainement. Et pourtant. Pourquoi ce soupir de soulagement chez mon homologue javanais lorsqu'il découvre que les Dayak vont vêtus, parlent indonésien, croient en Dieu et mangent du riz ? Pourquoi ces questions insistantes sur les *suku terasing* ? Pourquoi ces jeux de mots éculés sur les *orang hutan* ? Pourquoi, chez certains officiels issus de la région, cette volonté farouche de se conformer au modèle préconisé par le centre ?

Pour le centre, les populations autochtones s'avèrent incapables de rompre le cycle infernal : sous-peuplement = sous-développement. Les causes de cette incapacité sont doubles. Elles s'appellent faiblesse et ignorance. Faiblesse de la force de travail bien sûr, mais aussi faiblesse des structures d'encadrement et faiblesse de l'organisation sociale des communautés. Ignorance surtout des techniques modernes de l'agriculture intensive. Cohérent et absolu, le modèle préconisé par le centre n'offre aucune place à des modèles alternatifs. Dès lors, les transmigrants se voient investis d'une double mission sacrée : développer les îles extérieures et amener la civilisation aux populations locales. Ou plus exactement, amener les populations locales à la civilisation, puisque c'est bien d'intégration dont il s'agit.

Malheureusement, la luxuriance de la forêt tropicale masque trop souvent des sols d'une extrême pauvreté chimique. Sur la majeure partie de Sumatra et de Kalimantan, les caractéristiques édaphiques du milieu ne conviennent guère à une agriculture vivrière intensive. Dans des sols au complexe argilo-humique dominé par la kaolinite, une pluviométrie élevée provoque une intense lixiviation des bases. Pour le colon, la faible efficacité de la fertilisation chimique se traduit par des coûts de production élevés pour des rendements médiocres. A proximité des côtes, la mise en valeur des vastes marécages tourbeux s'avère tout aussi délicate. Indépendamment des problèmes posés par le contrôle de l'eau, l'aération des sols riches en pyrite provoque leur oxydation rapide et la production d'acide sulfurique. En très peu de temps, le pH du sol passe de la neutralité à la forte acidité, générant ainsi des toxicités et des déficiences préjudiciables à pratiquement toutes les cultures. Plus près des sommets, les sols souvent de meilleure qualité présentent le double inconvénient d'une moindre accessibilité et de risques d'érosion accrus en raison des fortes pentes. D'une manière générale, les terrains les plus aptes à être mis en valeur le sont déjà par les populations autochtones. Les terrains disponibles pour la Transmigration sont le plus souvent peu accessibles, difficiles à mettre en valeur, parfois les deux.

Difficile ne veut pas dire impossible. Les solutions existent. Que l'on sache, l'agriculture ne se restreint pas aux milieux fertiles. La première solution consiste à s'adapter aux conditions du milieu, c'est-à-dire à renoncer à la culture vivrière intensive, à opter pour

des jachères longues, des cultures pérennes ou des pratiques agroforestières. C'est la voie retenue par la grande majorité des populations autochtones des îles périphériques. La deuxième solution consiste à adapter le milieu aux systèmes de culture que l'on désire pratiquer. Dans ce cas, adaptation signifie artificialisation du milieu, mise en place d'infrastructures lourdes (réseau d'irrigation régional, drainage de marécages, terrassements), et recours important aux consommations intermédiaires. C'est la voie retenue par la Transmigration pendant de nombreuses années. Ce choix représente un coût élevé et pratiquement incompressible. Toutes les tentatives de lésiner sur le coût des infrastructures se sont immanquablement soldées par des échecs cuisants.

Le Ministère s'est donné autant de mal à améliorer la sélection des sites de Transmigration qu'à peaufiner ses critères de sélection des transmigrants. Malheureusement, les terrains que la Transmigration recherche tant sont déjà mis en valeur ou n'ont nul besoin d'elle pour l'être. Quant aux terrains disponibles, trop souvent ils ne conviennent pas à la Transmigration.

Le rôle de l'Etat : paternalisme et contrôle social absolu

Ce paysannat debout dans sa mare, seul l'Etat peut le sauver de la noyade. Le paysan sans terre est un paysan sans avenir. La misère le pousse à quitter son village et sa communauté pour rejoindre la ville. Pour les pouvoirs publics, le village est un havre de paix et de pureté originelle. La ville corruptrice est source de déchéance et lieu de toutes les débauches. La capitale (ville-mère en indonésien) est surtout considérée comme la mère de tous les vices. Le devoir moral commande de maintenir par tous les moyens le paysan à la terre. En ce sens, la Transmigration est avant tout une politique agraire.

A motivation morale, objectif social. Bien que les considérations économiques ne soient pas absentes, l'objectif social prime. Une Transmigration de luxe, réservée à un petit nombre d'élus, serait sans intérêt. Le but de l'opération n'est nullement de créer à grands frais un petit nombre de villages prospères. Une politique agraire qui ne concernerait qu'une minorité serait sans objet. Pour que la Transmigration ait un sens, il faut qu'elle touche le plus grand nombre possible de familles. L'ampleur de la tâche — quel que soit l'aspect privilégié : déséquilibre démographique, chômage rural à Java, sous-équipement des îles périphériques, etc. — est telle, que cette ambition va forcément à l'encontre de la qualité des réalisations. Au niveau des projets, les budgets alloués, et cela quel que soit leur montant, s'avèrent toujours insuffisants à assurer des réalisations de qualité. A l'autre bout de la lorgnette, le coût d'installation d'une famille, même très faible, s'avère toujours trop élevé, puisqu'il impose une limite au nombre total de familles transmigrées ; limite bien entendu inférieure au nombre de familles que l'on souhaiterait déplacer. Le dilemme est cornélien. A osciller entre qualité et quantité, la Transmigration tombe de Charybde — ça ne sert à rien — en Scylla — c'est une catastrophe. Et toujours, à vouloir installer le maximum de familles à l'unité de surface, elle reproduit dans les îles périphériques la situation qu'elle

voulait corriger dans les îles intérieures. Dans leurs nouvelles mares, les paysans ont toujours de l'eau jusqu'au cou.

N'y aurait-il pas d'autres solutions ? Pourquoi donc, les populations autochtones de Sumatra, de Kalimantan et de Sulawesi bénéficient-elles d'un revenu *per capita* plus élevé que celles des îles intérieures ? Comment se fait-il que le taux d'alphabétisation des Dayak soit supérieur à celui des Javanais ? Ne pourrait-on pas envisager que les populations autochtones choisissent leur propre voie de développement ? Pourquoi ne pas proposer, aux transmigrants, des systèmes de culture déjà éprouvés par les autochtones ?

N'importe quel *camat* vous le dira : ces gens là sont incontrôlables. Or, le maintien de l'harmonie au sein d'un royaume agraire exige le contrôle social absolu. Relâchez le contrôle, et vous verrez apparaître une classe de paysans riches cherchant à remettre en cause l'ordre établi. Proposez des systèmes de culture dayak aux transmigrants, et vous augmenterez le nombre d'éléments incontrôlables. L'évolution d'un royaume agraire ne peut aller que dans un seul sens : vers plus de contrôle social. Dans ces conditions, la construction de la Nation indonésienne ne peut se concevoir que par l'adhésion des populations périphériques aux valeurs du centre, par leur intégration au modèle dominant. Pour les militaires au pouvoir, il ne fait aucun doute que la Transmigration constitue un facteur stratégique hors pair de consolidation et d'intégration de l'Etat-Nation indonésien.

Transformer une politique inefficace en une institution utile

Notre question de départ s'énonçait : la Transmigration est-elle une politique adaptée au(x) problème(s) que les pouvoirs publics souhaitent résoudre ? Le problème à résoudre étant mal posé, le programme avait peu de chances de pouvoir y remédier de manière efficace. Comment, en effet, contrecarrer une réduction du bien-être des indigènes, si celle-ci n'est qu'imaginaire ? Quant à corriger le déséquilibre démographique au sein de l'archipel, à soulager la pression sur le foncier à Java ou même se contenter de maintenir le *statu quo*... l'ampleur de la tâche est telle que tout le budget de la Nation n'y suffirait pas. La médiocre fertilité du milieu dans les îles périphériques complique encore davantage la tâche, leur mise en valeur s'avérant plus complexe et plus coûteuse que prévue. Mais le vice de forme fondamental de la Transmigration consiste à investir la colonisation agricole d'un double objectif de politique sociale et de politique de développement.

Dans l'incapacité de résoudre le problème posé, la Transmigration le déplace. Progressivement, de nouveaux objectifs — aide aux victimes de catastrophes naturelles, indemnisation de paysans expropriés, défense et unité nationale, etc. — s'adjoignent aux précédents, sans que l'on ne puisse discerner de véritable hiérarchie entre eux. Aujourd'hui, les objectifs sont toujours aussi nombreux, mais les ambitions plus réalistes. La politique sociale n'est plus destinée à l'ensemble des îles intérieures, mais à des sites bien délimités. La politique de développement n'est plus destinée à l'ensemble des îles extérieures, mais à des projets

bien déterminés. Aujourd'hui, la Transmigration n'est plus une politique, elle est devenue une institution.

La différence est de taille, elle explique en tout cas l'incroyable longévité du programme. En tant que politique, la non-réalisation régulière des objectifs affichés aurait rapidement conduit à sa disparition. En tant qu'institution, elle n'a plus à proprement parler d'objectifs, mais plutôt un mandat, un rôle à jouer au sein du concert des ministères indonésiens. Depuis une dizaine d'années, ce mandat a d'ailleurs considérablement évolué. Autrefois, les slogans s'adressaient aux paysans : «*A l'étroit chez vous ? Pour un avenir meilleur, rejoignez la Transmigration !*». Aujourd'hui, les nouveaux slogans s'adressent à d'autres interlocuteurs : «*Vous voulez créer une entreprise, ouvrir une plantation ? Pensez à la Transmigration !*».

Désormais, le Ministère cherche à faire financer la majeure partie de ses programmes par le secteur privé. Il n'assure plus que le recrutement et le transport des colons depuis les zones d'origine jusque vers les sites à développer. A partir de là, les sociétés privées (ou semi-publiques) prennent en charge tous les frais. Les projets vivriers ne sont plus au goût du jour. Le secteur privé s'intéresse surtout aux cultures de rapport : canne à sucre, hévéa, palmier à huile, etc., ou à la production de pâte à bois. Le Ministère n'exclut d'ailleurs pas de participer à des projets strictement industriels. La politique agraire des débuts n'est plus qu'un lointain souvenir. La Transmigration s'est transformée en pourvoyeuse de main-d'œuvre bon marché pour les entreprises investissant dans les îles périphériques.

Les projets y ont gagné en efficacité. Les infrastructures sont de meilleure qualité, les matériels végétaux de premier ordre, les techniques modernes, l'encadrement dense... les revenus des transmigrants plus élevés que par le passé. Mais les transmigrants ne sont plus des colons ; les colons sont des hommes libres. Les transmigrants ne sont plus des paysans ; les paysans conservent une position de repli. Les transmigrants sont devenus des semi-prolétaires presque totalement dépendants de leurs employeurs. Dans de nombreux sites, les transmigrants s'insurgent contre les règles édictées par les sociétés de plantations. De plus en plus souvent, ces dernières en appellent à la force publique pour venir à bout des récalcitrants. En soutenant ouvertement celles-là au détriment de ceux-ci, en optant pour l'efficacité économique à court terme au détriment de la stabilité sociale (et de l'harmonie !), le prince paternaliste et débonnaire confirme qu'il s'est mué en actionnaire de société anonyme.

Aujourd'hui, la Transmigration ne représente plus le dernier avatar de l'extension des royaumes agraires javanais. L'ordre ancien s'efface devant des règles nouvelles. La vision essentiellement agraire du développement cède le pas devant une vision plus globale où les règles du marché font office de morale. Aurait-il été possible, il y a une dizaine d'années, d'exproprier plusieurs centaines de familles dans les environs de Bogor, sous le prétexte

fallacieux d'une utilisation insuffisamment intensive de leur terroir, et ce à seule fin de créer un terrain de golf ? [2]

Le paysan ne demandait qu'une seule chose au prince : lui permettre de rester paysan. Par volonté politique, ou peut-être en raison de l'absence d'alternatives, le choix du prince a toujours été en concordance avec les vœux du paysan. Aujourd'hui, le prince a rompu le pacte le liant à ce dernier. L'Indonésie moderne n'a plus que faire de ses paysans. Le développement rapide du secteur des plantations et surtout de celui des industries manufacturières absorbe une quantité importante de la main-d'œuvre rurale. Pour que ce développement puisse se maintenir de manière durable, le pays doit continuer à attirer les capitaux étrangers. Or, pour les investisseurs, l'attrait de l'Indonésie tient pour l'essentiel à deux facteurs : une main-d'œuvre abondante et bon marché et une exceptionnelle stabilité politique.

Or, disposer d'une main-d'œuvre bon marché et abondante dans le secteur industriel est en opposition totale avec les visions agraires du passé. Le pays n'a plus besoin de maintenir à la terre une multitude de petits paysans à peine autosuffisants. Bien au contraire, il lui faut moderniser la production agricole vivrière de manière à ce qu'un plus petit nombre de producteurs soit en mesure de nourrir un prolétariat urbain de plus en plus nombreux. Cette évolution est actuellement très sensible dans toutes les zones rurales de Java. Les paysans propriétaires, les seuls en mesure de se maintenir, se transforment en agriculteurs spécialisés. C'est la fin des paysans. Le processus est connu, Henri Mendras l'a parfaitement décrit dans un ouvrage désormais célèbre (Mendras, 1967, rééd. 1984). Il n'est pas exclu que d'ici peu, comme en France, les seuls à subsister correspondent à ces ménages pluri-actifs, où l'un des conjoints assure la production agricole alors que l'autre complète le revenu familial en recourant à des emplois non agricoles (Delord et Lacombe, 1981). Quant aux paysans sans terre, attirés par des emplois urbains relativement stables et mieux rémunérés que le travail agricole, ils désertent les campagnes en masse.

La vitesse et l'ampleur de l'industrialisation en Indonésie n'ont cependant rien de comparable avec le cas français. En France, l'industrialisation est un phénomène ancien et progressif conduit sur plusieurs générations. Par croissance interne, le plus souvent, les enfants et les petits-enfants du maréchal-ferrant ont élevé l'atelier de village à la taille d'une multinationale. En Indonésie, rien de tel. D'un jour à l'autre — l'expression est à peine exagérée — des usines employant plusieurs centaines, voire milliers, d'ouvriers sortent du néant. Ici, point de croissance interne, mais des investissements massifs de capitaux extrêmement mobiles, le plus souvent liés à la diaspora chinoise. L'importance des capitaux investis a eu pour effet, en moins de cinq ans, de résorber le chômage rural dans les zones proches des grands complexes industriels. Dans les faubourgs de Bogor et de Bandung, la

2 Les caricatures de G. M. Sudarta (voir plus haut) illustrent parfaitement les inquiétudes de la grande majorité des Indonésiens devant des «dérives» de plus en plus fréquentes.

pénurie de main-d'œuvre agricole[3] conduit de plus en plus d'agriculteurs à envisager la motorisation.

L'origine des capitaux en question amènerait plutôt à s'interroger sur la durabilité de l'industrialisation de l'Indonésie. En effet, les capitaux investis conservent une grande partie de leur «mobilité». Les investissements concernent essentiellement des industries exigeantes en main-d'œuvre. Les usines ne sont habituellement pas construites pour durer. Les entrepreneurs chinois, régulièrement victimes de la vindicte populaire, privilégient tout naturellement le court terme. Que l'Indonésie perde sa stabilité politique et il y a fort à parier que les capitaux de la diaspora chinoise s'évanouissent au profit d'autres pays du Sud-Est asiatique.

L'Indonésie sera-t-elle en mesure de conserver sa stabilité politique ? Rien n'est moins sûr. En effet, la disparition des paysans se traduit également par l'émergence d'un véritable prolétariat urbain. Celui-ci reste encore inexpérimenté et inorganisé. Mais dans de nombreuses usines, les revendications commencent à se faire plus précises et plus pressantes. Le pouvoir, intimement lié aux milieux d'affaires, ne tient pas à lâcher du lest. Il irait à l'encontre de son intérêt immédiat et réduirait la compétitivité du pays face aux concurrents du Sud-Est asiatique. Jusqu'à présent, les héritiers des anciens royaumes javanais ont prouvé qu'ils étaient bien armés pour maintenir l'harmonie au sein de la société agraire. Mais seront-ils en mesure de maintenir l'harmonie au sein d'une société indonésienne en pleine mutation ? L'avenir le dira.

La Transmigration conserve-t-elle un rôle à jouer dans cette nouvelle donne ? Probablement oui. Il serait dommage de se passer de tant d'expérience et de savoir-faire accumulés. A condition de tirer les leçons des échecs passés, et de ramener le programme à des dimensions raisonnables, les pouvoirs publics disposent là d'un remarquable outil à usages multiples. Jusqu'à présent, son utilité en tant qu'institution pourvoyeuse de main-d'œuvre bon marché aux sociétés de plantation, pour venir en aide aux victimes de catastrophes naturelles, pour indemniser à bon compte les paysans expropriés, pour implanter des points d'appui dans les zones frontières, etc., ne fait aucun doute. Il serait dommage d'en rester là. Le programme gagnerait beaucoup en efficacité si les pouvoirs publics consentaient à faire davantage confiance aux paysans et à faire évoluer la Transmigration vers une politique moins interventionniste et plus incitative.

Une telle évolution est-elle envisageable ? Aujourd'hui, nous serions tentés de répondre par la négative. Mais les Indonésiens nous ont si souvent surpris... Après la révolution agricole des années 1970 et la révolution industrielle des années 1990, pourquoi l'Indonésie ne réussirait-elle pas sa révolution démocratique ? Là encore, l'avenir le dira. Par contre, une chose est sûre, la Transmigration en tant que politique agraire, en tant que programme de colonisation agricole... a vécu.

---

3 Les salaires dans l'industrie sont deux à quatre fois supérieurs aux salaires agricoles en 1994.

Annexe 1

Travaux de terrain et publications

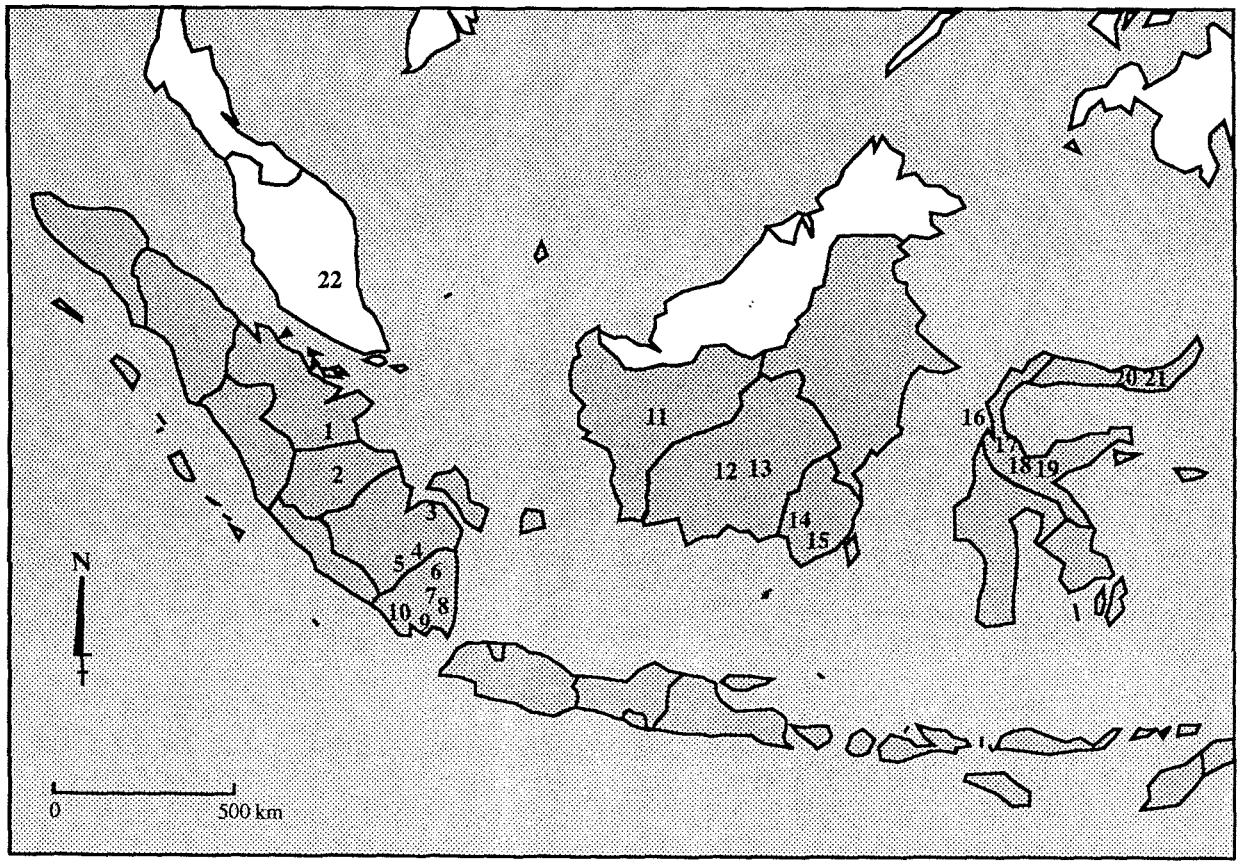
Comme nous l'avons déjà signalé en avant-propos, notre thèse s'appuie sur un important travail de terrain, dont elle ne rend compte que très imparfaitement. Il y a plusieurs raisons à cela. Tout d'abord, à aucun moment, pendant les onze années de notre affectation en Indonésie, les travaux de terrain n'ont été organisés dans une optique de thèse. Conformément aux souhaits du Ministère, nos recherches avaient essentiellement pour objectif d'émettre des recommandations permettant d'améliorer la Transmigration. Retenir une problématique de thèse en accord avec cet objectif aurait grandement facilité la présentation de nos travaux de terrain. Mais avec le recul, une telle solution n'était plus envisageable car elle n'aurait pas permis de «comprendre» la Transmigration. La problématique de thèse finalement retenue privilégie l'argumentation, mais ne permet pas de trop entrer dans le détail du fonctionnement d'un centre de Transmigration. Les lecteurs plus particulièrement intéressés par ce dernier point, ainsi que par des études plus précises des systèmes de production évoqués dans la thèse, pourront se reporter aux diverses études déjà publiées par ailleurs.

Les études de terrain succintement présentées ci-après furent menées entre 1980 et 1991 dans les îles de Kalimantan, Sumatra, Sulawesi et Java. Après une première phase destinée à des études de reconnaissance et à l'analyse des systèmes de production autochtones à Kalimantan, nous devions effectuer une importante étude comparative de centres de Transmigration situés dans plusieurs îles. L'étude régionale de la province du Lampung, la première à accueillir des transmigrants, allait nous permettre d'analyser l'évolution des centres et de vérifier l'impact du programme sur le développement régional à plus long terme. Enfin, en même temps que nous nous intéressions aux systèmes de production agroforestiers, nous devions effectuer un retour sur terrains anciens, c'est-à-dire revisiter des centres de Transmigration étudiés plusieurs années auparavant.

Etudes de reconnaissance et systèmes de production autochtones

Les deux premières années (1980-81) furent consacrées à des études de reconnaissance dans la province de Kalimantan-Centre. En raison de l'absence de documents cartographiques de base, de l'absence de documents statistiques fiables, des difficultés de déplacement et de la taille de la zone d'étude, le travail devait être effectué à l'occasion de tournées relativement rapides, sous la forme de relevés sommaires et d'enquêtes superficielles. Ce

Figure 43. Localisation des principaux sites étudiés



1 Taluk Kuantan
2 Rimbobujang
3 Delta Upang
4 Belitang
5 Batumarta
6 Totomulyo
7 Tatakarya
8 Metro
9 Pringsewu
10 Krui
11 Sintang
12 Tumbang Sangai
13 Bereng Bengkel
14 Barambai
15 Sebamban
16 Malonas
17 Parigi
18 Tolai
19 Sausu
20 Mopugat
21 Mopuya
22 Bukit Kuantan

travail de bureau d'études, qui ne correspondait pas au mandat institutionnel de l'Orstom, était considéré comme un préalable indispensable pour le démarrage de recherches de nature plus fondamentale. Ces travaux devaient donner lieu à la publication d'un atlas [1] et de plusieurs rapports. [2]

L'année agricole 1981-82 fut consacrée à l'analyse des systèmes de production autochtones à Kalimantan-Centre. Une attention toute particulière fut accordée à l'étude de la riziculture sur brûlis avec jachère arborée. L'étude a consisté à suivre de manière régulière pendant toute une année agricole 60 familles tirées au sort dans 7 villages répartis dans l'ensemble de la zone. Les 60 familles ont fait l'objet : d'enquêtes répétées à plusieurs périodes du calendrier cultural, de mesures de surfaces, de production et de temps de travaux, etc. Les études devaient déboucher sur plusieurs rapports [3] et publications. [4]

Etudes comparatives de centres de Transmigration

Entre 1982 et 1985, nous avons procédé à l'étude comparative d'une quinzaine de centres de Transmigration répartis entre Kalimantan, Sumatra et Sulawesi. L'objectif des études visait à l'obtention de données agro-économiques de base aussi fiables que possible. Dans chaque centre nous avons sélectionné un échantillon aléatoire composé de 40 à 80 familles de transmigrants. Chaque famille est enquêtée à quatre reprises à l'occasion des tournées de terrain. Cette méthode présente de nombreux avantages, car elle permet :

— de suivre les mêmes familles pendant toute une année agricole ;

— de mettre en confiance les paysans, souvent inquiets au premier passage ;

— de réaliser des enquêtes plus complètes qu'en un seul passage (une enquête qui se veut efficace ne peut guère dépasser une heure d'entretien) ;

— de vérifier la véracité des déclarations effectuées aux passages précédents (l'espoir d'une aide ou la crainte de l'impôt sont à l'origine de fréquentes dissimulations) ;

— de mieux discerner les dynamiques de processus en cours ;

---

1 Orstom, 1982 - *Atlas. Reconnaissance survey in Central-Kalimantan.* Jakarta, Orstom - Departemen Transmigrasi, 14 maps.

2 Entre autres : Levang et *al.*, 1981 - *Reconnaissance survey in Central-Kalimantan.* Phase I, Technical report 3, Agronomy. Orstom Transmigration project, Jakarta, 84 p.

3 Sieffermann et Levang, 1982 - *East Mentaya Priority Area (Central-Kalimantan).* Phase II report (part 1), Physical environment, Orstom Transmigration project, Jakarta. Levang et *al.*, 1982 - *East Mentaya Priority Area (Central-Kalimantan).* Phase II report (part 3), Agricultural development, Orstom Transmigration project, Jakarta, 72 p.

4 Levang, 1983 - L'appréciation de la fertilité d'un sol par les Dayak du Kalimantan Central. *Jour. d'Agric. Trad. et de Bota. Appl.*, 30 (2) : 127-137. Levang, 1984 - Shifting cultivation for Transmigration projects ? How "primitive" techniques could help to solve development problems in Central-Kalimantan Transmigration areas. *Ilmu. Pert (Agric. Sci.)*, 3 (6) : 275-283. Levang, 1993 - Jachère arborée et culture sur brûlis dans les îles extérieures de l'archipel indonésien, *in* Floret et Serpantié (éd.), *La jachère en Afrique de l'Ouest*, Montpellier, Orstom : 179-192.

— d'obtenir des données quantitatives plus précises en incitant les paysans à comptabiliser les temps de travaux, à noter les doses d'intrants et à mesurer les productions.

Dans le même ordre d'idée, sur chaque centre, nous avons sélectionné de manière non aléatoire 10 chefs de famille (instruits, sérieux et désirant collaborer) pour tenir un journal. Les résultats obtenus ont dépassé nos prévisions les plus optimistes, puisqu'en moyenne huit à neuf familles sur dix tenaient leur journal avec conscience et constance pendant toute l'année. Nous leur demandions de consigner, au jour le jour :

— leur alimentation (nombre et composition des repas) ;

— leur emploi du temps (type d'occupation et durée pour tous les membres de la famille, travaux agricoles et non agricoles, recours éventuel à de la main-d'œuvre non familiale) ;

— leurs revenus (en nature ou en liquide, d'origine agricole et non agricole) ;

— leurs dépenses (journalières ou exceptionnelles, en liquide et en nature).

Le succès de la méthode provient sans conteste de l'intérêt personnel manifesté par la plupart des chefs de famille pour la tenue d'un journal. Particulièrement riche en données de qualité, la méthode est cependant très lourde. L'exploitation des cahiers requiert plusieurs traitements intermédiaires et de nombreuses vérifications avant de procéder aux calculs. A l'arrivée, le niveau de précision est tel, que chaque famille apparaît comme un cas particulier et toute généralisation s'avère délicate. En conséquence, nous n'avons procédé aux études de détail que dans les centres de Transmigration de :

— Sebamban I à Kalimantan-Sud [5]

— Batumarta I et VI à Sumatra-Sud [6]

— Mopuya à Sulawesi-Nord

— Teluk Kuantan à Riau (Sumatra)

— Malonas et Sausu à Sulawesi-Centre [7]

Dans les autres centres, le suivi n'a concerné que l'échantillon aléatoire. Il s'agit de :

— Tolai à Sulawesi-Centre [8]

— Pauh, Pandan, Mensiku et Kelansam près de Sintang à Kalimantan-Ouest [9].

---

5 Levang et Marten, 1984 - *Sebamban I, Agro-economic survey of a Transmigration center in South-Kalimantan.* Orstom Transmigration project, Jakarta, 91 p.

6 Levang et Marten, 1984 - *Batumarta, Agro-economic survey of a Transmigration center in South-Sumatra.* Orstom Transmigration project, Jakarta, 100 p.

7 Edmond, Levang et Marten, 1986 - *Sausu Malonas Tolai : lessons in successful Transmigration. Agro-economic survey of three Transmigration centers in the Central Sulawesi province.* Orstom Transmigration project, Jakarta, 76 p.

8 Cf note Malonas et Sausu

9 Levang *et al.*, 1986 - *Usaha untuk memperbaiki taraf hidup transmigran de Sintang. Survey agro-ekonomi di daerah Transmigrasi Sintang (Kalbar).* Orstom Transmigration project, Jakarta, 61 p.

En 1986 également, nous avons été en mesure d'assister à une campagne de recrutement orchestrée par les services régionaux de la Transmigration dans la province de Yogyakarta. Une série d'enquêtes rapides dans plusieurs villages de la Province nous ont permis de nous faire une idée précise des difficultés de recrutement qui se posaient au ministère de la Transmigration. D'une part, la grande majorité des volontaires pour un départ en Transmigration ne satisfaisait pas aux critères de sélection. D'autre part, ceux qui remplissaient les conditions prescrites ne souhaitaient pas partir. Enfin, certaines destinations éloignées, comme l'Irian Jaya, n'intéressaient ni les uns ni les autres.

Etude régionale dans la province du Lampung

L'un des principaux acquis des recherches monographiques très détaillées conduites pendant plusieurs années dans les centres de Transmigration peut se résumer par la mise en évidence d'un très net «effet hameau». En effet, en raison d'une dynamique communautaire très forte, chaque hameau (ou village regroupé) présente une forte homogénéité. Cette homogénéité se traduit plus au niveau des activités, qu'elles soient agricoles ou non agricoles, qu'à celui des revenus. La dispersion des revenus familiaux, relativement faible dans les centres jeunes, s'accroît régulièrement dans le temps. A l'inverse, la dispersion des activités, relativement forte les deux premières années, tend à disparaître. Cette tendance à la spécialisation des familles d'un même hameau se retrouve autant pour le choix du système de culture que pour celui de l'activité non agricole. Le système de culture jugé le plus performant est adopté par toutes les familles pratiquement sans exception. Il ne faut voir là aucun attachement démesuré à une quelconque tradition. Lorsqu'un chef de famille se décide à innover, il risque, en cas d'échec, de se couvrir de ridicule. Par contre, en cas de succès tout le hameau suivra rapidement les traces d'un précurseur auréolé de gloire. Le même comportement se retrouve pour les activités non agricoles. Certains villages se spécialisent dans la poterie, la menuiserie, le portage, voire dans la fabrication de balais, d'éventails ou de cages à oiseaux. Lorsqu'un village dispose d'une réputation bien établie, ce genre d'activité peut définitivement prendre le pas sur l'agriculture. Cette forte homogénéité intra-villageoise se traduit inévitablement par une forte hétérogénéité inter-villageoise. Bien que placés dans un environnement physique identique, deux villages voisins peuvent présenter des différences considérables suivant la spécialisation retenue.

Pour la réalisation de l'étude régionale de la province du Lampung, cette constatation nous a amené à privilégier des enquêtes légères mais dans un grand nombre de villages, au détriment d'enquêtes plus lourdes et plus complètes mais dans un nombre restreint de villages. De 1986 à 1989, nous devions ainsi enquêter 56 villages (autochtones, de Transmigration et de migrants spontanés) répartis dans l'ensemble de la Province. A raison d'échantillons aléatoires de 40 familles par village, 2 240 questionnaires furent remplis au total, selon une méthode proche du *Rapid Rural Appraisal*. Dans chaque village, une enquête semi-directive réalisée auprès des responsables locaux et de quelques chefs de famille influents permettait de compléter les informations recueillies à l'aide des questionnaires fermés.

La taille de l'échantillon et l'utilisation de questionnaires fermés permettaient de recourir à des analyses statistiques des données plus sophistiquées que pour les monographies réalisées auparavant. Analyse en composantes principales, analyse des correspondances et régressions multiples diverses devaient nous prendre beaucoup de temps pour des résultats finalement modestes. L'effet village, l'appartenance ethnique, la fertilité du milieu, l'irrigation et le type d'activité non agricole ressortent de toutes les analyses. Rien de très enthousiasmant, du moins vu sous l'angle explicatif. Sous l'angle descriptif, par contre, nous avons pu établir des formules simples permettant d'obtenir le revenu annuel moyen des ménages d'un village, à partir de données faciles et rapides à obtenir, comme le pourcentage de ménages possédant un téléviseur, une radio et une maison en dur, par exemple. L'étude régionale concernant la province du Lampung est présentée dans un ouvrage collectif bilingue (français et anglais) comportant 20 cartes thématiques [10].

Etude des systèmes de production agroforestiers

Les années 1989 à 1991 ont été consacrées à un retour sur des terrains suivis au début des années 1980 ainsi qu'à l'étude de systèmes agroforestiers à base de *damar* (*Shorea javanica*) et d'hévéa à Sumatra. Ces études, *a priori* sans rapport avec la Transmigration, concernent des populations autochtones ayant opté pour des systèmes de culture à base de plantes pérennes. Dans le développement de leurs activités, les autochtones nouent toutes sortes de rapports — amicaux, intéressés ou hostiles — avec une importante population de migrants officiels et spontanés. La présence de migrants originaires des îles intérieures, leur proximité ou tout simplement l'éventualité d'une installation à proximité, influent considérablement sur le comportement des autochtones et induisent des stratégies foncières particulières. Les recherches en agroforesterie ont donné lieu à plusieurs publications récentes[11].

Retour sur terrains anciens

Le retour sur terrains anciens a concerné plusieurs sites de Transmigration. A savoir :

---

10 Benoit D., Levang P., Pain M., Sevin O., 1989 - *Transmigration et migrations spontanées en Indonésie. Propinsi Lampung, Sumatera.* Paris - Jakarta, Orstom - Departemen Transmigrasi, 443 p.

11 Gouyon A., de Foresta H., Levang P., 1993 - Does "jungle rubber" deserve its name ? An analysis of rubber agroforestry systems in Southeast Sumatra. *Agroforestry Systems*, 22 : 181-206. Levang P., 1991 - *Les agroforêts indonésiennes, contribution de l'agro-économiste.* Atelier international "Quelles agroforesteries pour l'Orstom ?", Paris, Orstom, 5 p. Levang P., Mary F., 1993 - *Forêts, agroforêts ou plantations ? Un siècle d'histoire agraire dans le Pesisir (Sumatra).* Communication au groupe "Avenir des zones tropicales humides", Réseau Recherche-Développement, Ministère de la Coopération, Caisse Française de Développement, Paris, 18 p. Levang P., Michon G., de Foresta H., Guizol P., Mary F., 1993 - *Conservation des ressources naturelles et développement : les agroforêts à damar du Pesisir, Sumatra.* Communication présentée aux journées d'études "L'accès aux ressources génétiques : un enjeu de développement. Diversité culturale et sociale". Solagral - FPH - UICN - CFCF, Paris, 11 p. Levang P., Gouyon A., 1993 - *De la retouche à la rupture. L'introduction de l'hévéa dans les systèmes de riziculture sur brûlis à Sumatra.* Communication au séminaire "Innovation et Sociétés", Montpellier, 13 p.

— cinq centres de Transmigration installés dans la zone East-Mentaya à Kalimantan-Centre reconnue par l'Orstom en 1980 et 1981 avant toute implantation ;

— Tatakarya au Lampung ;

— Sebamban I à Kalimantan-Sud ;

— Batumarta I et VII à Sumatra-Sud ;

— Sausu à Sulawesi-Centre.

Le centre de Tatakarya, encore totalement en culture pluviale lors de la première enquête en 1986, avait bénéficié de l'irrigation à partir de 1987 et 1988. Trois ans plus tard, il était particulièrement intéressant de voir comment les familles avaient réagi à l'arrivée de l'irrigation. A Sebamban, Batumarta et Sausu, nous nous sommes employés à retrouver les familles déjà enquêtées au début des années 1980 pour les interroger sur l'évolution de leur composition, de la propriété foncière, des activités, des revenus, etc. Les principaux résultats de ces études sont évoqués dans les chapitres 4 à 7 de la thèse.

Pendant les onze années passées en Indonésie, notre équipe[12] a enquêté entre 3 000 et 4 000 familles réparties dans une centaine de villages et centres de Transmigration situés dans les îles de Java, Sumatra, Sulawesi et Kalimantan. Toutes nous ont admirablement accueillis. Du chef de village au plus humble des villageois, tous nous ont ouvert leur maison et fait partager leur repas. La viande manquait souvent, mais jamais la bonne humeur. On m'a pris pour un espion (rarement), pour un pasteur (parfois), pour un extravagant (souvent). Qu'un étranger puisse venir de si loin pour s'intéresser à eux, à leurs vies simples et sans intérêt, relevait un peu de la folie. A vous tous, Dayak, Javanais, Banjar, Balinais, Bugis, Madurais, Minangkabau, Sundanais, Lampung, Sasak... je dédie ce travail.

12 Riskan Marten, Sudirman Subchan, Epi Tasrif, Sumartono, Arini Rahyuwati, Piyono, Wiyono, Srie Hermiaty, Sri Martani, Joko Wiryatno et Karsan, tous ingénieurs au Ministère de la Transmigration ; Thierry Edmond, élève-ingénieur du Cnearc ; Eric Mougeot, élève-ingénieur de l'Ensa Toulouse.

Annexe 2

La Transmigration :

une littérature relativement abondante

En 1995, la Transmigration va fêter ses 90 ans d'existence. A cet âge honorable, les personnalités n'en sont plus à écrire leurs mémoires mais plutôt à collectionner les biographies les concernant. En effet, les travaux concernant la Transmigration ne manquent pas. Ceux-ci sont de toutes sortes. Aux innombrables rapports du Ministère et des bureaux d'études, il convient d'ajouter les nombreux articles de la presse écrite[1], quelques ouvrages et articles scientifiques, de rares synthèses d'étape, et finalement très peu de thèses.

Le premier âge de la Transmigration, la *Kolonisatie*, nous est surtout connu grâce au remarquable ouvrage de Karl J. Pelzer : *Pioneer settlement in the Asiatic tropics. Studies in land utilization and agricultural colonization in Southeastern Asia* (1945). Bien avant Geertz, l'auteur s'interroge sur les conditions du passage du stade de chasseur-cueilleur à celui d'agriculteur en Asie du Sud-Est. Pour quelles raisons, certains groupes humains ont-ils opté pour la riziculture sur brûlis et d'autres pour la riziculture irriguée ? Pour Pelzer, ce choix, dicté par l'environnement physique et par le niveau d'organisation sociale des groupes humains concernés, est à l'origine de dynamiques divergentes, se traduisant à terme par des différences de densité démographiques considérables. Confrontés à la saturation de leur espace dès la fin du XIX^{e} siècle, les adeptes de la riziculture irriguée, qu'ils soient originaires de Cebu aux Philippines ou de Java-Centre en Indonésie, n'ont alors d'autre choix que de coloniser les terres sous-utilisées de leurs voisins riziculteurs sur brûlis de Mindanao ou de Sumatra.

Dans les deux chapitres consacrés plus particulièrement à la surpopulation à Java et à la migration organisée des Javanais vers Sumatra, l'auteur nous livre une synthèse remarquable des réalisations de la *Kolonisatie* de 1905 à 1941. Cette synthèse s'appuie sur de nombreux documents officiels de l'administration coloniale néerlandaise et plus particulièrement sur ceux de la *Centrale Commissie voor Migratie en Kolonisatie van Inheemschen* (Commission centrale pour la migration et la colonisation des indigènes).

---

1 Les articles sont surtout nombreux dans la presse indonésienne. Dans la presse internationale, signalons : En Quête (1983), Aggarwala (Forum du Développement, 1984), Burton (Time International, 1991), Sartika (Panos, 1992), The Economist, 1992.

Jusqu'à l'invasion japonaise, la Commission Centrale assurait la publication d'un bulletin informatif donnant régulièrement des nouvelles du front pionnier. Entre 1938 et 1941, onze numéros du *Kolonisatie Bulletin* devaient paraître en deux éditions, une en néerlandais et une en indonésien.

Plusieurs articles en néerlandais publiés dans des revues coloniales servent également de base à l'analyse de Pelzer. Pour l'essentiel, il s'agit de Heijting (1932 ; 1938), Hooijer (1912), Schalkwijk (1918 ; 1921), Rookmaaker (1937), Maassen (1937 ; 1938), van der Zwaal (1936 a, b et c), Groeneveldt (1934 ; 1936 a et b), et Vissers (1940). L'auteur a su tirer un parti remarquable de tous ces articles peu accessibles à des lecteurs non néerlandophones.

Dans sa conclusion, Pelzer salue la performance que constitue la mise au point progressive de ce remarquable outil de développement agricole par le colonisateur néerlandais. S'il admet que «*la colonisation agricole à elle seule n'est pas en mesure de résoudre tous les problèmes économiques et démographiques du pays*» (Pelzer, 1945 : 237), il estime cependant que «*la colonisation agricole sera en mesure d'absorber l'accroissement démographique de Java et de Madura pendant de nombreuses décades*» (Pelzer, 1945 : 239).

Entre 1945, date de parution de l'ouvrage de Pelzer, et 1977, date de parution de *Transmigration in Indonesia* de Hardjono, pratiquement aucune information concernant le programme ne filtre d'Indonésie. Ces 25 ans de silence s'expliquent pour de nombreuses raisons. Tout d'abord, Pelzer a remarquablement fait le tour de la question. Disserter sur le même sujet qu'une œuvre aussi magistrale n'est envisageable que si la situation évolue de manière radicale. Ensuite, en raison des troubles liés à la guerre et aux luttes pour l'Indépendance, les déplacements de population ne reprennent qu'en 1950. Entre 1950 et mars 1969, les réalisations restent très modestes. Oubliant les leçons de la *Kolonisatie*, la jeune république indépendante se berce de discours et d'illusions. Elle tente ses propres expériences et cherche surtout à masquer ses échecs. Enfin, la Transmigration ne connaît de réel renouveau qu'avec le premier plan quinquennal de 1969 à 1974. Un quart de siècle après le bilan dressé par Pelzer, l'heure est venue de refaire le point de la situation. Joan M. Hardjono va s'y employer.

En s'appuyant sur 123 documents officiels (décrets présidentiels, décrets ministériels, décisions conjointes, recommandations, règlements, statuts, clarifications, études préliminaires, études de reconnaissance, état d'avancement des travaux, etc.) et une trentaine d'ouvrages plus généraux, Hardjono brosse un portrait aussi fidèle que possible de la Transmigration à l'issue du premier plan quinquennal.

Le mérite de Hardjono n'a pas seulement consisté à recenser et à rendre accessible la volumineuse littérature du Ministère. La contribution de l'ouvrage a été déterminante pour

faire connaître hors d'Indonésie les réalisations et surtout les ambitions de la Transmigration. Suite à Hardjono, de nombreux chercheurs commencent à s'intéresser au programme. Le Bulletin of Indonesian Economic Studies[2] n'avait publié jusque-là que des études d'ordre général concernant les migrations inter-îles (McNicoll, 1969 ; McDonald, 1972 ; Keyfitz, 1973 ; Sundrum, 1976). A partir de 1977, de nombreuses études concernent spécifiquement la Transmigration (Suratman et Guinness, 1977 ; Arndt et Sundrum, 1977 ; Speare, 1978 ; Hardjono, 1978 ; Fachurrozie et MacAndrews, 1978 ; Ross, 1980 ; Burbridge, Dixon et Soewardi, 1981 ; Arndt, 1983 ; Perry, 1985 ; Hardjono, 1986 ; Kawagoe et Hayami, 1989 ; Gondowarsito, 1990). L'enthousiasme des premières années s'estompe progressivement. Depuis 1990, le BIES n'a plus publié d'articles concernant spécifiquement la Transmigration.

Lorsque suite au choc pétrolier, l'Indonésie obtient les moyens d'une politique de grande ampleur, le monde entier découvre la Transmigration. A partir de la fin des années 1970, les consultants et experts internationaux de tous bords se bousculent à Jakarta. La Banque mondiale, Le World Food Programme, l'United Nations Development Programme, la Food and Agriculture Organization, l'Asian Development Bank, l'Islamic Development Bank et la Communauté Economique Européenne soutiennent le programme et y participent financièrement à des degrés divers. En plus de toutes ces organisations internationales, plusieurs ONG et quelques pays comme l'Allemagne (GTZ-TAD), les Etats-Unis (USAID), le Japon, la coopération néerlandaise, le Royaume-Uni (ODA-LRDC) et la France (ORSTOM) participent au programme sur la base d'accords bilatéraux.

Vers le milieu des années 1980, plus de 200 consultants étrangers étaient employés aux ministères de la Transmigration et des Travaux Publics pour les besoins du programme. Parmi tous ces experts, les chercheurs n'étaient que très minoritaires. Le gros du contingent se composait surtout de consultants travaillant pour de très nombreux Bureaux d'études. Cette période se distingue tout particulièrement par une énorme production de rapports : rapports préliminaires, rapports de faisabilité, rapports de reconnaissance, rapports de phase II, rapports de phase III, rapports de suivi, rapports de synthèse, etc. Tous ces rapports concernent des projets bien délimités. Certains, très bien faits, représentent des mines d'informations. D'autres, par contre, ressemblent à s'y méprendre à la énième copie d'un rapport passe-partout où seuls les noms de lieux ont été modifiés. En raison de l'âpre concurrence entre bureaux d'études, la plupart de ces rapports ne sont publiés qu'en un nombre très limité d'exemplaires. Le moyen le plus simple et le moins répréhensible de s'en procurer consiste à pratiquer le troc : un rapport contre un rapport. Les autres moyens conduisent à la disparition totale des travaux les plus intéressants des rayonnages du Ministère en quelques semaines à peine.

Les nombreuses publications en langue indonésienne présentent le même défaut. Mal répertoriées et mal distribuées, elles sont aussi de qualité très inégale. Trois ouvrages réunissant des articles concernant la Transmigration méritent cependant d'être signalés. Il

2 Publié par l'*Australian National University* (Canberra), ce périodique triannuel constitue depuis de nombreuses années "la" référence en matière d'études économiques sur l'archipel indonésien.

s'agit de *Transmigrasi, dari Kolonisasi sampai swakarsa* édité par Joan Hardjono (1982), de *Transmigrasi, dari daerah asal sampai benturan budaya di tempat pemukiman* édité par Rukmadi Warsito *et al.* (1984) et *Transmigrasi di Indonesia, 1905-1985* édité par Sri Edi Swasono et Masri Singgarimbun à l'occasion du 80^{e} anniversaire de la Transmigration (1985).

De nombreux consultants tirent parti de leur passage au Ministère pour publier des articles scientifiques, des ouvrages ou des chapitres d'ouvrages concernant la Transmigration (Guinness, 1977 ; Collier, 1980 ; Collier *et al.*, 1981 ; Hanson, 1981 ; Mink, 1982 ; Collier *et al.*, 1984 ; Christanty *et al.*, 1985 ; Blanadet, 1985 ; Babcock, 1986 ; Whitten *et al.*, 1987 ; Scholz, 1988 ; Tjondronegoro, 1988 ; Davis, 1988 ; Hardjono, 1988 ; Levang et Sevin, 1989 ; Benoit *et al.*, 1989 ; Mougeot et Levang, 1990 ; Lorenz et Errington, 1991 ; Charras et Pain, 1993 ; Sevin, 1989, 1990, 1993). La liste n'est ni exhaustive, ni close. Mises à part quelques publications présentant le programme de manière générale, toutes les autres concernent des aspects particuliers de la Transmigration : impact régional, développement des zones côtières, impact sur l'environnement, développement de certaines productions, évolution du programme, etc.

Une mention spéciale revient à l'ouvrage *Indonesia. The Transmigration program in perspective* publié en 1988 par la Banque mondiale. Onze ans après Hardjono, ce rapport rédigé par Gloria Davis et Helen Garrison fait remarquablement le point sur les réalisations de la Transmigration pendant les deuxième et troisième plans quinquennaux (1974-1984). Avec ses 227 pages et ses 65 tableaux, l'étude a de quoi ravir les amateurs de chiffres officiels.

Les mêmes réalisations sont analysées de manière très différente dans deux ouvrages parus en 1986. La revue *The Ecologist*, en collaboration avec *Survival International* et *Tapol*, consacre un numéro spécial à la Transmigration. Celui-ci contient une lettre ouverte au président de la Banque mondiale lui demandant de surseoir au financement du programme, une pétition à envoyer à la Banque, un appel à action, et six articles franchement hostiles à la Transmigration. En se basant sur de nombreux articles de la presse écrite mais aussi sur une relecture des textes officiels, *The Ecologist* dénonce pêle-mêle :

— la collusion des organismes internationaux et des pays occidentaux. Le support international, dont bénéficie la Transmigration et d'autres soi-disants (*sic*) programmes de développement national, aurait pour seul objectif d'accéder au marché et aux ressources de l'archipel afin de mieux le piller (Colchester, 1986 : 61) ;

— la Transmigration ne supprime pas la pauvreté mais la déplace. Plutôt que d'améliorer le niveau de vie des migrants, la Transmigration les maintient dans la misère (Otten, 1986 : 71) ;

— la Transmigration comme étant le principal responsable du recul de la forêt en Indonésie. Qui plus est, les milliers d'hectares dévastés le sont en pure perte, le programme s'avérant incapable de les mettre en valeur (Secrett, 1986 : 77) ;

— le rôle que joue la Transmigration dans l'acculturation, l'assimilation, l'ethnocide des populations tribales autochtones (Colchester, 1986 : 89 et 99) ;

— la Transmigration ne sert qu'à renforcer le pouvoir de la dictature militaire du général Suharto dans les régions périphériques de l'archipel (Budiardjo, 1986 : 111).

Malgré un parti-pris évident, les articles en question présentent l'avantage de recenser tous les griefs habituellement émis à l'encontre de la Transmigration. Au même titre que la Banque mondiale pèse le pour, *The Ecologist* pèse le contre. Les deux plateaux de la balance contiennent pourtant les mêmes informations. Seules les interprétations divergent.

Dans ce genre d'exercice, la palme revient incontestablement à Mariël Otten pour son ouvrage *Transmigrasi myths and realities : Indonesian resettlement policy, 1965-1985.* Pour rester dans le ton du livre, nous dirons que la Transmigration y est présentée comme l'antichambre de l'enfer. L'auteur justifie son engagement en écrivant : «*Bien que les sources peuvent être considérées comme étant neutres, ce document ne prétend pas être objectif, dans la mesure où je considère qu'il est impossible d'être "objectif" vis à vis de la dictature du général Suharto. Qui plus est, le programme de Transmigration a une telle histoire d'échecs et de déceptions qu'il n'est pas difficile d'être critique*» (Otten, 1986b traduit par L'Hermitte, 1992 : 79).

La Transmigration, enfin, semble n'avoir suscité qu'un nombre fort limité de thèses, du moins à notre connaissance. La plus ancienne, celle de Gloria Davis (1976), retrace l'histoire de l'immigration balinaise dans la région de Parigi à Sulawesi-Centre de 1907 à 1974. Muriel Charras (1982) s'intéresse à la migration balinaise vers Sulawesi au travers de deux études de cas.[3] Ria Gondowarsito (1986) étudie le cas particulier d'une communauté déplacée suite à la mise en eau d'un barrage. Sumitro Arintadisastra (1989) compare les performances de transmigrants installés dans trois zones écologiques distinctes de Kalimantan-Sud. Cette dernière thèse mise à part[4], toutes les autres sont des thèses en anthropologie ou en sociologie.

D'autres thèses, sans être spécifiquement consacrées à la Transmigration, lui accordent une place importante. Imron Husin (1978) étudie les implications de la migration dans la province de Sumatra-Sud. Said Rusli (1978) s'intéresse aux migrations inter-rurales à partir de la province de Java-Ouest, alors que Soedarmo (1988) consacre sa thèse à l'étude des motivations poussant les Madurais à la migration spontanée. Christine Drake (1989), enfin, s'intéresse plus particulièrement au problème de l'intégration nationale en Indonésie à partir d'études de cas réalisées à Sulawesi-Sud.

Gageons que la liste n'est pas close. Une synthèse d'étape présentant les réalisations des IV^{e} et V^{e} plans quinquennaux serait la bienvenue. Elle permettrait de faire le point sur dix années (1984-1994) de développement des projets PIR.

---

3 C'est à l'heure actuelle la seule thèse en français sur le sujet.

4 Probablement en économie rurale. Nous ne disposons que de l'intitulé de cette thèse. Notre demande de copie auprès de l'Université des Philippines est restée sans réponse.

Bibliographie

Aditjondro G.J., 1986 - Transmigration in Irian Jaya : issues, targets and alternative approaches. *Prisma*, 41 : 67-82.

Adiwilaga A., 1970 - «Pembahasan peranan dan pengaruh Transmigrasi dalam pembinaan persatuan dan kesatuan bangsa». *In : Arti dan peranan Transmigrasi di Indonesia*, Jakarta, P.T. Makarti Djaya.

Aggarwala N., 1984 - Déracinés volontaires. *Forum du Développement*, Mars 1984 : 4.

Alladin Hashim, 1981 - Development and planned population distribution. Some aspect on the role of the Federal Land Development Authority (FELDA). *Land Development Digest*, 4 (1) : 4-27.

Amselle J.-L., Bagayoko D., Benhamou J., Leullier J.-C., Ruf T., 1985 - *Evaluation de l'Office du Niger (Mali).* Mission d'évaluation, Ministère des Relations extérieures, de la Coopération et du Développement, Paris, 213 p.

Anderson B.R.O., 1983 - Old State, new society : Indonesia's new order in comparative historical perspective. *Journal of Asian Studies*, 42 (3) : 477-496.

Andriesse J.P., 1977 - *Nutrient level changes during a 20 year shifting cultivation cycle in Sarawak (Malaysia).* ISSS conference CLAMATROPS, Kuala Lumpur, 15 p.

Apesteguy C., 1978 - «La colonisation dirigée en Amazonie et la mise au pas de l'INCRA (Brésil)». *In : L'encadrement des paysanneries dans les zones de colonisation en Amérique Latine*, Paris, CNRS : 119-122.

Arintadisastra S., 1989 - *Performance of Transmigration beneficiaries in three ecological areas of South Kalimantan, Indonesia.* PhD thesis, University of the Philippines, 164 p.

Arndt H.W., Sundrum R.M., 1977 - Transmigration : land settlement or regional development ? *Bulletin of Indonesian Economic Studies*, 13 (3) : 72-90.

Arndt H.W., 1983 - Transmigration : achievements, problems, prospects. *Bulletin of Indonesian Economic Studies*, 19 (3) : 50-73.

Aubertin C., 1990 - Mouvements de populations et changements économiques dans le Centre-Ouest brésilien. *Cahiers des Sciences Humaines*, 26 (3) : 327-342.

Aumeeruddy Y., 1993 - *Agroforêts et aires de forêts protégées. Représentations et pratiques agroforestières paysannes en périphérie de Parc National de Kerinci Seblat, Sumatra, Indonésie.* Thèse de Doctorat, Montpellier II, 438 p.

Babcock T.G., Cummings F.H., 1984 - Land settlement in Sulawesi, Indonesia. *Malaysian Journal of Tropical Geography*, 10 : 12-25.

Babcock T., 1986 - «Transmigration : the regional impact of a miracle cure». *In : Central government and local development in Indonesia*, Singapore, Oxford University Press : 157-189.

Bachelard G., 1934 - *La formation de l'esprit scientifique. Contribution à une psychanalyse de la connaissance objective.* Paris, VRIN.

Badré L., 1983 - *Histoire de la forêt française.* Paris, Arthaud, 311 p.

Bahrin T.S., 1988 - «A survey of government pioneer land settlement programmes in South-East Asia». *In* Manshard W., Morgan W.B., éd. : *Agricultural expansion and pioneer settlements in the humid tropics*, Tokyo, The United Nations University : 170-193.

Bartlett H.H., 1956 - «Fire, primitive agriculture in the tropics». *In* Thomas W.L., éd. : *Man's role in changing the face of the earth*, Chicago, University of Chicago Press.

Beccari O., 1989 - *Wanderings in the great forests of Borneo.* Singapore, Oxford University Press, 424 p.

Becker B.K., 1986 - Signification actuelle de la frontière : une interprétation géopolitique à partir du cas de l'Amazonie brésilienne. *Cahiers des Sciences Humaines*, 22 (3-4) : 297-317.

Beguin H., 1960 - *La mise en valeur agricole au sud-est du Kasaï.* Bruxelles, Inéac 88, 289 p.

Benoit D., Levang P., Pain M., Sevin O., 1989 - *Transmigration et migrations spontanées en Indonésie. Propinsi Lampung, Sumatera.* Paris - Jakarta, Orstom - Departemen Transmigrasi, 443 p.

Bernsten R.H., 1980 - *Cropping systems research in a national program : Indonesia.* Symposium on methodology and evaluation of issues in international FSR, 8 p.

Besson I., 1991 - Le défi de l'ethno-agronomie : réflexions d'un agronome sur une opération de développement menée avec des ethnologues sur les plantations paysannes d'hévéas du sud de la Thaïlande. *Les Cahiers de la Recherche-Développement*, 30 : 78-82.

Best R., 1985 - *Review of the Karang Agung I project, South-Sumatra Province*. Working paper, World Bank, Jakarta, 19 p.

Blanadet R., 1985 - Kalimantan-Tengah. L'ouverture d'une nouvelle province indonésienne à la Transmigration. *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, 2 : 165-183.

Bloch M., 1968 - *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*. Paris, Armand Colin, 105 p.

Bock C., 1988 - *The head-hunters of Borneo*. Singapore, Graham Brash, 342 p.

Boeke J.H., 1942 - *The structure of Netherlands Indian economy*. New York, Institute of Pacific Relations, 201 p.

Boeke J.H., 1966 - «Objective and personal elements in colonial welfare policy». *In : 1966 Indonesian economics : the concept of dualism in theory and policy*, The Hague, W. van Hoeve : 265-299.

Bohannan P., 1955 - Some principles of exchange and investment among the Tiv. *American Anthropologist*, 57 : 60-70.

Bonnemaison J., 1986 - *La dernière île*. Paris, Arléa - Orstom, 405 p.

Boomgaard P., 1989 - «Java's agricultural production, 1775-1875». *In* Maddison A., Prince G., éd. : *Economic growth in Indonesia 1820-1940*, Dordrecht - Providence, Foris Publications : 97-131.

Boomgaard P., Zanden J.L. van, 1990 - *Food crops and arable lands, Java 1815-1942*. Amsterdam, Royal Tropical Institute, 144 p.

Boomgaard P., Gooszen A.J., 1991 - *Population trends 1795-1942*. Amsterdam, Royal Tropical Institute, 256 p.

Booth A., 1988 - *Agricultural Development in Indonesia*. Sydney, Allen and Unwin, 295 p.

Boserup E., 1970 - *Evolution agraire et pression démographique*. Paris, Flammarion, 221 p.

Bouche D., 1991 - *Histoire de la colonisation française*. Paris, Fayard, 607 p.

Boussard J.-M., 1987 - *Economie de l'Agriculture*. Paris, Economica, 310 p.

Bowman I., 1931 - *The pioneer fringe*. New York, American Geographical Society, 362 p.

Braudel F., 1979 - *Civilisation matérielle, Economie et Capitalisme XV^e-XVIII^e siècle*. Paris, Armand Colin, 544 p.

Brausch G.E.J.-B., 1963 - Problèmes du travail au Gezira (Soudan). *Civilisations*, 13 (3) : 250-266.

Breman J.C., 1963 - «Java : population growth and demographic structure». *In : Drie geographische studies over Java*, Leiden, E. J. Brill : 252-308.

Bruhat J., 1988 - «Colonisation». *In : Encyclopœdia Universalis (Corpus 5)*, Paris : 98-102.

Budiardjo C., 1986 - The politics of Transmigration. *The Ecologist*, 16 (2-3) : 111-116.

Burbridge P., Dixon J.A., Soewardi B., 1981 - Land allocation for Transmigration. *Bulletin of Indonesian Economic Studies*, 17 (1) : 108-113.

Burling R., 1962 - Maximization theories and the study of economic anthropology. *American Anthropologist*.

Burton S., 1991 - Centrifugal Force. *Time International*, November 11 : 22-24.

Cancian F., 1966 - Maximization : norm, strategy and theory. *American Anthropologist*, 68 : 465-470.

Cancian F., 1989 - «Economic behavior in peasant communities». *In* Plattner S., éd. : *Economic Anthropology*, Stanford, Stanford University Press : 127-170.

Carey P., 1986 - Waiting for the 'Just King'. The agrarian world of South-Central Java from Giyanti (1755) to the Java War (1825-30). *Modern Asian Studies*, 20 (1) : 59-137.

Casparis J.G. de, 1950 - *Inscripties uit de Çailendra-tijd, Prasasti-2 dari zaman Cailendra*. Bandung.

Casparis J.G. de, 1981 - Pour une histoire sociale de l'ancienne Java. *Archipel*, 21 : 125-151.

Casparis J.G. de, 1984 - «Some notes on relations between central and local government in ancient Java». *In* Marr D.G., Milner A.C., éd. : *Southeast-Asia in the 9th to 14 th centuries*, Singapore, Institute of Southeast Asian Studies - Australian National University : 49-61.

Central Research Institute for Agriculture, 1978 - *Cropping systems research (Indramayu and Lampung)*. Annual report 1976-77, CRIA - IRRI, Bogor, 130 p.

Central Research Institute for Agriculture, 1978 - *The final result on cropping systems research in Transmigration areas of Southern-Sumatera*. Central Research Institute for Agriculture - Directorate General of Transmigration, Bogor, 114 p.

Chailley-Bert J., 1901 - *Java et ses habitants.* Paris, Armand Colin, 375 p.

Charras M., 1982 - *De la forêt maléfique à l'herbe divine. La Transmigration en Indonésie : les Balinais à Sulawesi.* Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 340 p.

Charras M., Pain M., éd., 1993 - *Spontaneous settlements in Indonesia.* Paris - Jakarta, Orstom - CNRS - Departemen Transmigrasi, 405 p.

Chauveau J.-P., 1992 - «Du populisme bureaucratique comme idéal-type de la culture du développement». *In : L'Afrique sub-saharienne. Sécurité, stabilité et développement*, Paris, Secrétariat Général de la Défense Nationale : 429-460.

Chayanov A., 1966 - *The theory of peasant economy.* Homewood, Illinois, Richard D. Irwin.

Christanty L., Hadyana, Hadikusumah H.Y., 1985 - *The homegarden potentials in contributing to the diet and income of people in Transmigration areas of Lampung and in transmigrants' origin villages in Java.* Workshop on agro-ecosystem research, Baguio, 23 p.

Clerc D., 1994 - Malthus et Marx. *Alternatives Economiques*, Sept-Oct 1994 : 58-59.

Colchester M., 1986 - Banking on disaster : international support for Transmigration. *The Ecologist*, 16 (2-3) : 61-70.

Colchester M., 1986 - Unity and diversity : Indonesia's policy towards tribal peoples. *The Ecologist*, 16 (2-3) : 89-110.

Collet O.J.A., 1925 - *Terres et peuples de Sumatra.* Amsterdam, Elsevier, 562 p.

Collier W.L., 1980 - Fifty years of spontaneous and government sponsored migration in the swampy lands of Kalimantan: past results and future prospects. *Prisma*, 18 : 2-55.

Collier W.L., Rachman B., Supardi, *et al.*, 1981 - *Social and economic aspects of rice based cropping systems in the coastal wetlands of Indonesia.* International Workshop in Research Priorities in Tidal Swamp Rice in Indonesia, Jakarta, 71 p.

Collier W., Rachman B., Supardi, Ali B., Rahmadi, Jurindar A.M., 1984 - «Cropping systems and marginal land development in the coastal wetlands of Indonesia». *In : Workshop on research priorities in tidal swamp rice*, Los Baños, IRRI : 183-196.

Cook S., 1966 - The obsolete 'anti-market' mentality : a critique of the substantive approach to economic anthropology. *American Anthropologist*, 68 : 323-345.

Coquin F.-X., 1969 - *La Sibérie, peuplement et immigration paysanne au XIX^e siècle.* Doctorat ès Lettres, Université de Paris.

Couty P., 1988 - Voir et comprendre le changement dans les sociétés paysannes africaines. Un point de vue d'économiste. *STATECO*, 56 : 5-25.

Couty P., 1991 - L'agriculture africaine en réserve. Réflexions sur l'innovation et l'intensification agricoles en Afrique Tropicale. *Cahiers d'Etudes Africaines*, 31 (1-2) : 65-81.

Crozier M., Friedberg E., 1977 - *L'acteur et le système.* Paris, Editions du Seuil, 500 p.

Dalton G., 1961 - Economic theory and primitive society. *American Anthropologist*, 63 : 1-25.

Dalton G., 1962 - Traditional agriculture in primitive African economies. *Quarterly Journal of Economics*, 76 : 360-378.

Dalton G., 1965 - Primitive money. *American Anthropologist*, 67 : 44-65.

Dalton G., 1971 - *Economic anthropology and development : essays on tribal and peasant economies.* New York, Basic Books.

Dalton G., 1971 - *Economic development and social change.* New York, Natural History Press, Doubleday.

Davis G.J., 1976 - *Parigi : a social history of the Balinese movement to Central Sulawesi 1907-1974.* Ph.D. thesis, Stanford University, 315 p.

Davis G.J., 1988 - «The Indonesian transmigrants». *In* Denslow J.S., Padoch C., éd. : *People of the tropical rain forest*, Berkeley, Los Angeles, London, University of California Press : 143-154.

Delord B., Lacombe P., 1981 - *La multi-activité des agriculteurs, conjoncture ou structure ?* Colloque National de l'Association des Ruralistes Français, L'Isle d'Abeau, 23 p.

Departemen Transmigrasi, 1993 - *Rekapitulasi pelaksanaan pemindahan Transmigrasi dari prapelita sampai dengan pelita V.* 2 p.

Djatnika R., 1985 - Les ancrages ruraux. Les Wakaf ou 'biens de mainmorte' à Java-Est : étude diachronique. *Archipel*, 30 : 121-136.

Dounias E., 1989 - *Esquisse de l'économie de prédation d'une communauté de chasseurs-cueilleurs Kubu à Sumatra.* Mémoire de DEA, USTL, Montpellier.

Dove M.R., 1985 - The agroecological mythology of the Javanese and the political economy of Indonesia. *Indonesia*, 39 : 1-36.

Dove M.R., 1986 - «The ideology of agricultural development in Indonesia». *In* MacAndrews C., éd. : *Central government and local development in Indonesia.*, Singapore, Oxford University Press : 221-247.

Drake C., 1989 - *National integration in Indonesia, patterns and policies.* Honolulu, University of Hawaii Press.

Driessen P.M., Sudjadi M., 1984 - «Soils and specific soil problems of tidal swamps». *In : Workshop on research priorities in tidal swamp rice*, Los Baños, IRRI : 143-160.

Dubois J.-P., 1975 - Les Serer et la question des Terres Neuves au Sénégal. *Cahiers Orstom, série Sciences Humaines*, 12 (1) : 8-120.

Dubois J.-P., Milleville P., Trincaz P., 1976 - *Opération Terres Neuves. Projet pilote Koumpentoum-Maka.* Rapport de synthèse, Orstom, Dakar, 59 p.

Dufumier M., 1986 - *Les politiques agraires.* Paris, Que sais-je ? Presses Universitaires de France, 126 p.

Durand F., 1989 - *L'évolution du couvert forestier en Indonésie. Histoire et cartographie des grands sous-ensembles régionaux (I : texte, II : cartes).* Mémoire de DEA "Connaissance des Tiers-Mondes", Université Paris VII-Jussieu.

Durand F., 1994 - *Les forêts en Asie du Sud-Est, recul et exploitation. Le cas de l'Indonésie.* Paris, L'Harmattan, 411 p.

Edmond T., Levang P., Marten R., 1986 - *Sausu Malonas Tolai, lessons in successful Transmigration. Agro-economic survey of three Transmigration centres in the Sulawesi-Tengah province.* Orstom Transmigration project, Jakarta, 76 p.

Ehrlich P., 1972 - *La Bombe P.* Paris, Fayard.

Ehrlich P., 1990 - *The population explosion.* New York, Simon & Schuster.

En Quête, 1983 - La Transmigration. *En Quête*, 7 : 3-6.

Euroconsult- ID Consultants, 1983 - *Transmigration II project, Jambi province.* Euroconsult- ID Consultants, Jakarta, 62 p.

Fachurrozie S.A., MacAndrews C., 1978 - Buying time : forty years of Transmigration in Belitang. *Bulletin of Indonesian Economic Studies*, 14 (3) : 94-103.

Farmer B.H., 1957 - *Pioneer peasant colonization in Ceylon : a study in Asian agrarian problems.* London, Oxford University Press, 387 p.

Fauchère M., 1935 - *Cours de cultures coloniales (1935-36).* Ecole Nationale d'Horticulture, Versailles, 201 p.

Faure E., 1964 - «Du malthusianisme». *In : œuvres complètes d'Elie Faure (Tome 3)*, Paris, J.-J. Pauvert : 681.

Fell R.T., 1991 - *Early maps of South-East Asia.* Singapore, Oxford University Press, 122 p.

Fisher C.A., 1965 - *South-East Asia : a social, economic and political geography.* London.

Foresta H. de, Michon G., 1990 - «Complex agroforestry systems and conservation of biological diversity». *In : International Conference on the Conservation of Biodiversity : "In Harmony with Nature"*, Kuala Lumpur : 488-500.

Foresta H. de, Michon G., 1991 - *Agroforesteries indonésiennes : systèmes et approches.* Atelier International "Quelles agroforesteries pour l' Orstom ?", Paris, 11 p.

Foresta H. de, Michon G., 1991 - *Etablissement et gestion des agroforêts paysannes en Indonésie. Quelques enseignements pour l'Afrique forestière.* Symposium International "L'alimentation en forêt tropicale, interactions bioculturelles et applications au développement", Paris (Unesco), 13 p.

Foster G.M., 1965 - Peasant society and the image of limited good. *American Anthropologist*, 67 (2) : 293-314.

Foucher M., 1977 - «Le Brésil et l'Amazonie nouvelle». *In : Amazonies nouvelles*, Paris, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine : 105-110.

Fourquin G., 1975 - «Les effets de la croissance». *In* Duby G., Wallon A., éd. : *Histoire de la France rurale (I)*, Paris, Seuil : 426-451.

Fusfeld D., 1957 - «Economic theory misplaced : livelihood in primitive society». *In* Polanyi K., Arensberg C.W., Pearson H.W., éd. : *Trade and market in early empires*, New York, Free Press.

Gaignard R., 1968 - La faillite de l'expérience de colonisation agricole des "pieds noirs" en Argentine. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 83 : 308-317.

Gaitskell A., 1959 - *Gezira, a story of development in the Sudan.* London, Faber and Faber.

Garenne M., Lombard J., 1991 - «La migration dirigée des Sereer vers les Terres Neuves (Sénégal)». *In* Quesnel A., Vimard P., éd. : *Migrations, changements sociaux et développement*, Paris, Orstom : 317-332.

Geertz C., 1963 - *Agricultural involution : the process of ecological change in Indonesia.* Berkeley, University of California Press, 176 p.

Goldsmith E., Hildyard N., éd., 1986 - *The social and environmental effects of large dams.* Camelford, Wadebridge Ecological Centre, 331 p.

Gondard P., 1988 - Archéologie d'un paysage précolombien. Les Andes au nord de Quito (XV^{e}-XVI^{e} siècle). *Mappemonde*, 88/4 : 28-31.

Gondowarsito R., 1986 - *Transmigrasi bedol desa : an empirical case study of inter-island resettlement in Indonesia.* Ph.D. thesis, University of Bielefeld.

Gondowarsito R., 1990 - Transmigrasi bedol desa. Inter-island village resettlement from Wonogiri to Bengkulu. *Bulletin of Indonesian Economic Studies*, 26 (1) : 48-68.

Gourou P., 1940 - *L'utilisation du sol en Indochine française.* Paris, Centre d'Etudes de Politique Etrangère, Hartmann, 466 p.

Gourou P., 1984 - *Riz et civilisation.* Paris, Fayard, 296 p.

Gouyon A., 1993 - Les plaines de Sumatra-Sud : de la forêt aux hévéas. *Revue Tiers Monde*, 34 (135) : 643-670.

Gouyon A., Foresta H. de, Levang P., 1993 - Does 'jungle rubber' deserve its name ? An analysis of rubber agroforestry systems in Southeast Sumatra. *Agroforestry Systems*, 22 : 181-206.

Gouyon A., Supriono A., 1993 - *De la forêt à hévéas aux usines d'Akron : une production paysanne pour un marché industriel.* Avenir des zones intertropicales humides, Réseau Recherche-Développement, Caisse Française de Développement, Paris, 21 p.

Groeneveldt W., 1934 - Het transmigratievraagstuk voor de Buitengewesten. *Koloniale Studiën*, 18 : 553-576.

Groeneveldt W., 1936 - Kolonisatie van Javanen in het algemeen en in de Residentie Benkoelen in het bijzonder. *Landbouw*, 12 : 297-346.

Groeneveldt W., 1936 - Boschvernieling in Nederlandsch-Indië speciaal in de Buitengewesten. *Koloniale Studiën*, 20 : 28-66.

Gros C., 1978 - «Colonisation de la forêt et rôle de l'Etat : quelques remarques sur le cas de l'Oriente colombien». *In : L'encadrement des paysanneries dans les zones de colonisation en Amérique Latine*, Paris, CNRS : 133-138.

Gudeman S., 1986 - *Economics as culture : models and metaphors of livelihood.* New York, Methuen.

Guinness P., 1977 - *Transmigrants in South-Kalimantan and South-Sulawesi.* Population Institute, Gadjah Mada University, Yogyakarta, 148 p.

Guritno P., Guritno H., Djamal T.S., Bondan M., 1991 - *Lordly shades : wayang purwa Indonesia.* Jakarta, PT Jayakarta Agung Offset, 101 p.

Hamelin P., 1990 - Occupation humaine le long de la transamazonienne : le cas d'Uruara. *Cahiers du Brésil Contemporain*, 11 : 77-94.

Hanson A.J., 1981 - «Transmigration and marginal land development». *In* Hansen G.E., éd. : *Agricultural and rural development in Indonesia.* Boulder, Westview Press : 219-235.

Hardjono J., 1977 - *Transmigration in Indonesia.* Kuala Lumpur, Oxford University Press, 116 p.

Hardjono J., 1978 - Transmigration : a new concept ? *Bulletin of Indonesian Economic Studies*, 14 (1) : 107-112.

Hardjono J., 1982 - *Transmigrasi : dari kolonisasi sampai swakarsa.* Jakarta, PT Gramedia, 197 p.

Hardjono J., 1986 - Transmigration : looking to the future. *Bulletin of Indonesian Economic Studies*, 22 (2) : 28-53.

Hardjono J., 1988 - *Transmigration and the utilization of marginal land in Indonesia.* International Geographical Congress, Sydney, 17 p.

Haudricourt A.G., 1968 - «La technologie culturelle, essai de méthodologie». *In* Poirier J., éd. : *Ethnologie générale*, Paris, Gallimard.

Hayami Y., 1978 - *Anatomy of a peasant economy. A rice village in the Philippines.* Los Baños, Philippines, International Rice Research Institute, 149 p.

Hayami Y., Kikuchi M., 1981 - *Asian village economy at the crossroads : an economic approach to institutional change.* Tokyo, University of Tokyo Press, 275 p.

Heeren H., 1976 - *Transmigrasi di Indonesia.* Yogyakarta, Universitas Gajah Mada
Heijting H.G., 1932 - De eerstnoodige Kolonisatie. *De Indische Gids*, 54 : 507-518.
Heijting H.G., 1938 - De les van wortelvast Gedongtatakan (Javanen-kolonisatie). *De Indische Gids*, 60 : 1106-1117.
Higham C.F.W., 1989 - La civilisation du riz en Asie du Sud-Est. *La Recherche*, 20 (207) : 178-186.
Hooijer D.G., 1912 - Emigratie naar de Residentie Benkoelen. *Indisch Genootschap* : 149-167.
Hose C., 1988 - *Natural man : a record from Borneo.* Singapore, Oxford University Press, 284 p.
Hugo G.J., Hull T.H., Hull V.J., Jones G.W., 1987 - *The demographic dimension in Indonesian development.* Singapore, Oxford University Press, 417 p.
Husin I., 1978 - *Migration to South-Sumatra and some of its implications.* Ph.D. thesis, Australian National University, 173 p.
Hutterer K.L., 1983 - The natural and cultural history of Southeast Asian agriculture : ecological and evolutionary considerations. *Anthropos*, 78 : 169-212.
Inside Indonesia, 1992 - The last stand of the Moi people. *Inside Indonesia*, June 1992 : 21-22.
Inside Indonesia, 1992 - Growing money on trees. *Inside Indonesia*, June 1992 : 23-25.
Irawan H., 1993 - «Baturaja Transmigration project (South Sumatra)». *In : Management of Transmigration projects*, Jakarta, Department of Manpower and Transmigration : F 1-13.
Ismail I.G., Suprapto, Arjasa S., Sasa J., Effendi S., McIntosh J.L., 1978 - *Cropping systems research in Transmigration areas. Southern Sumatra.* Annual report, Central Research Institute for Agriculture, Bogor, 112 p.
Jamin J.-Y., 1994 - *De la norme à la diversité : l'intensification rizicole face à la diversité paysanne dans les périmètres irrigués de l'Office du Niger (Mali).* Thèse de doctorat, Institut National Agronomique de Paris-Grignon, 255 p.
Kawagoe T., Hayami Y., 1989 - Farmers and middlemen in a Transmigration area in Indonesia. *Bulletin of Indonesian Economic Studies*, 25 (3) : 73-97.
Keyfitz N., 1972 - Review of Widjojo Nitisastro's "Population in Indonesia". *Economic Development and Cultural Change*, 20 (3) : 606.
Keyfitz N., 1973 - The long-term prospect for Indonesian population. *Bulletin of Indonesian Economic Studies*, 9 (1) : 107-109.
Koentjaraningrat, 1985 - *Javanese Culture.* Singapore, Institute of Southeast Asian Studies, Oxford University Press, 550 p.
Kohler J.-M., Marchal J.-Y., Remy G., 1971 - *Les colons mossi à l'Office du Niger. L'expérience de trente années de colonisation dirigée.* Orstom, Ouagadougou, 18 p.
Kolonisatie Bulletin, 1938 - Indrukken uit Trimoerdjo-Metro. *Kolonisatie Bulletin*, 2 : 6-13.
Kolonisatie Bulletin, 1938-41. Uitgave van de Centrale Commissie voor Migratie en Kolonisatie van Inheemschen, Batavia, 1-11.
Kum, 1988 - *Summary findings of socio-economic survey on transmigrant households.* Seminar on socioeconomic survey findings under the Trans V Program, 11 p.
L'Hermitte I., 1992 - *Migration interne et intégration du territoire national. Le cas de la Transmigration en Indonésie.* Mémoire de DEA, Paris-Dauphine, 82 p.
Lahuec J.-P., Krisnadjaja, Sevin O., *et al.*, 1981 - *Reconnaissance survey for the selection of transmigration sites in central Kalimantan (Phase 1 : Geography).* Indonesia-Orstom Transmigration project PTA-44, Orstom, Jakarta, 130 p.
Lassailly V., 1978 - «Une opération de développement intégré au Ghana : l'exemple de New Mpamu, nouveau village reconstruit en bordure du lac Volta». *In : Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique Tropicale. Logique paysanne et rationalité technique*, Paris, Orstom : 223-227.
Lassailly-Jacob V., 1982 - «Les grands projets d'aménagement et de développement dans les domaines agricoles, forestiers, hydrauliques, miniers ou pastoraux». *In* Bris E.L., Roy E.L., Leindorfer F., éd. : *Enjeux fonciers en Afrique Noire*, Paris, Orstom - Karthala : 281-293.
Laumonier Y., 1983 - *Sumatra Sud / Southern Sumatra.* Institut de la Carte Internationale du Tapis Végétal / Seameo-Biotrop, Toulouse.
Laumonier Y., 1991 - *Végétation de Sumatra : écologie, flore, phytogéographie.* Thèse de Doctorat d'Etat, Université Paul Sabatier de Toulouse, 350 p.

Le Fèvre G., 1927 - *L'épopée du caoutchouc*. Paris, Stock, 253 p.
LeClair E.E., 1962 - Economic theory and economic anthropology. *American Anthropologist*, 64 : 1179-1203.
LeGlay M., 1975 - «La Gaule rurale». *In* Duby G., Wallon A., éd. : *Histoire de la France rurale (I)*, Paris, Seuil : 191-285.
Lekkerkerker C., 1928 - *Land en Volk van Java*. Groningen - Batavia.
Lena P., 1986 - Aspects de la frontière amazonienne. *Cahiers des Sciences Humaines*, 22 (3-4) : 319-343.
Lena P., Barral H., 1987 - «L'occupation humaine de l'Amazonie (Equateur, Brésil)». *In : Connaissance du milieu amazonien*, Paris, Orstom : 69-92.
Lena P., 1992 - Trajectoires sociales, mobilité spatiale et accumulation paysanne en Amazonie brésilienne : un exemple en Rondônia. *Cahiers des Sciences Humaines*, 28 (2) : 209-234.
Leon P., 1978 - *La domination du capitalisme 1840-1914 : Histoire économique et sociale du monde (tome 4)*. Paris, Armand Colin.
Leroi-Gourhan A., 1973 - *Evolution et techniques, II, Milieu et techniques*. Paris, Albin Michel, 475 p.
Leroux P., Ivanoff J., 1991 - Ethno-agronomie ou agro-ethnologie ? Réfléxions sur une enquête dans les plantations villageoises d'hévéa de Thaïlande du Sud-Est. *Les Cahiers de la Recherche-Développement*, 30 : 64-77.
Leroy-Beaulieu P., 1891 - *De la colonisation chez les peuples modernes*. Paris, Guillaumin, 466 p.
Levang P., Sudirman S., Marten R., 1981 - *Reconnaissance survey in Central Kalimantan*. Phase I, Technical report 3, Agronomy, Orstom Transmigration project, Jakarta, 84 p.
Levang P., Sudirman S., Marten R., 1982 - *East Mentaya priority area, Central Kalimantan*. Phase 2 report (part 3) Agricultural development, Orstom Transmigration Project, Jakarta, 72 p.
Levang P., 1983 - L'appréciation de la fertilité d'un sol par les Dayak du Kalimantan Central. *Journal d'Agriculture Tropicale et de Botanique Appliquée*, 30 (2) : 127-137.
Levang P., Marten R., 1984 - *Sebamban I. Agro-economic survey of a Transmigration center in South Kalimantan*. Orstom Transmigration project, Jakarta, 91 p.
Levang P., 1984 - Shifting cultivation for transmigration projects ? How "primitive" techniques could help to solve development problems in central Kalimantan Transmigration areas. *Ilmu. Pert. (Agric. Sci.)*, 3 (6) : 275-283.
Levang P., Marten R., 1984 - *Batumarta. Agro-economic survey of a Transmigration centre in South Sumatra*. Orstom Transmigration Project, Jakarta, 100 p.
Levang P., Tasrif E., Soemartono, Arini R., Edmond T., 1986 - *Usaha untuk memperbaiki taraf hidup transmigran di Sintang. Survey agro-ekonomi di daerah Transmigrasi Sintang, Kalimantan Barat*. Orstom Transmigration Project, Jakarta, 61 p.
Levang P., Sevin O., 1989 - 80 ans de Transmigration en Indonésie (1905-1985). *Annales de Géographie*, 549 : 538-566.
Levang P., 1989 - «Systèmes de production et revenus familiaux». *In* Pain M., éd. : *Transmigration et migrations spontanées en Indonésie. Propinsi Lampung, Sumatera*, Jakarta - Paris, Orstom - Departemen Transmigrasi : 193-283.
Levang P., 1991 - *Les agroforêts indonésiennes, contribution de l'agro-économiste*. Atelier International "Quelles agroforesteries pour l'Orstom ?", Paris, 5 p.
Levang P., Mary F., 1993 - *Forêts, agroforêts ou plantations. Un siècle d'histoire agraire dans le Pesisir (Sumatra)*. Communication au groupe "Avenir des zones tropicales humides", Réseau Recherche-Développement, Caisse Française de Développement, Ministère de la Coopération, Paris, 18 p.
Levang P., Michon G., Foresta H. de, Guizol P., Mary F., 1993 - *Conservation des ressources naturelles et développement : les agroforêts à damar du Pesisir, Sumatra*. Table ronde "L'accès aux ressources génétiques: un enjeu de développement. Diversité culturale et sociale", Paris, Solagral - FPH - UICN - CFCF , 11 p.
Levang P., Gouyon A., 1993 - *De la retouche à la rupture. L'introduction de l'hévéa dans les sytèmes de riziculture sur brûlis à Sumatra*. Colloque "Innovation et Sociétés", Montpellier, 13 p.
Levang P., 1993 - «Jachère arborée et culture sur brûlis dans les îles extérieures de l'archipel indonésien». *In :* Floret C., Serpantié G. éd., *La jachère en Afrique de l'Ouest*, Montpellier, Orstom : 179-192.

Levêque F., 1986 - Les processus de formation et les dynamiques des régions pionnières. Les cas de la côte atlantique nicaraguayenne et de l'Amazonie brésilienne. *Cahiers des Sciences Humaines*, 22 (3-4) : 345-354.

Loeb E.M., 1972 - *Sumatra : its history and people*. Singapore, Oxford University Press.

Lombard D., 1974 - La vision de la forêt à Java (Indonésie). *Etudes Rurales*, 53-54-55-56 : 473-485.

Lombard D., 1990 - *Le carrefour javanais : essai d'histoire globale. (I) Les limites de l'occidentalisation.* Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 267 p.

Lombard D., 1990 - *Le carrefour javanais : essai d'histoire globale. (II) Les réseaux asiatiques.* Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 423 p.

Lombard D., 1990 - *Le carrefour javanais : essai d'histoire globale. (III) L'héritage des royaumes concentriques.* Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 337 p.

Lorenz C., Errington A., 1991 - Achieving sustainability in cropping systems : the labour requirements of a mulch rotation system in Kalimantan, Indonesia. *Trop. Agric. (Trinidad)*, 68 (3) : 249-254.

Lucien-Brun B., 1967 - Réflexions sur un cas typique de colonisation de terres neuves : celle des Kabre et des Losso au Togo. *Bulletin de Liaison des Sciences Humaines, Orstom*, 8 (4) : 7-20.

Lulofs M.H., 1988 - *Rubber*. Singapore, Oxford University Press, 314 p.

Lulofs M.H., 1988 - *Coolie*. Singapore, Oxford University Press, 216 p.

Maassen C.C.J., 1937 - *De Javaansche Landbouwkolonisatie in de Buitengewesten*. Batavia, Landsdrukkerij, 89 p.

Maassen C.C.J., 1938 - Javanese agricultural migration to the Outer Provinces. *Bulletin of the Colonial Institute of Amsterdam*, 2 : 183-192.

Maddison A., 1989 - «Dutch income in and from Indonesia, 1700-1938». *In* Maddison A., Prince G., éd. : *Economic growth in Indonesia 1820-1940*, Dordrecht - Providence, Foris Publications : 15-42.

Magasa A., 1978 - *Papa-commandant a jeté un grand filet devant nous. Les exploités des rives du Niger 1902-1962*. Paris, François Maspero.

Malassis L., 1994 - Economie globale, alimentaire, agricole et rurale. *Economie Rurale*, 219 : 29-32.

Malthus T.R., 1980 - *Essai sur le principe de population*. Paris, INED.

Marchal J.-Y., 1974 - L'Office du Niger : îlot de prospérité paysanne ou pôle de production agricole ? *Canadian Journal of African Studies*, 8 (1) : 73-90.

Marsden W., 1986 - *The history of Sumatra*. Singapore, Oxford University Press, 479 p.

Mary F., 1987 - *Agroforêts et sociétés. Analyse socio-économique de systèmes agroforestiers indonésiens.* Montpellier, ENSAM / INRA, 96 p.

Massard J., 1987 - «Développement rural et société, les colons Felda en Malaisie». *In : Le développement rural : comprendre pour agir*, Paris, Orstom : 191-209.

Maurer J.-L., 1986 - *Modernisation agricole, développement économique et changement social. Le riz, la terre et l'homme à Java*. Genève, PUF - Publications de l'UIHEI, 322 p.

Maurer J.-L., 1991 - «Croissance de la population et production vivrière à Java. Deux siècles d'évolution démographique et agricole en Indonésie». *In : Les Spectres de Malthus*, Paris, EDI : 349-374.

Maurer J.-L., 1993 - «L'économie indonésienne en 1992 : libéralisation croissante et confirmation du décollage». *In* Etienne G., Revel-Mouroz J., éd. : *Economies d'Asie et d'Amérique latine : changements de cap*, Genève, CRAM/IHEAL : 47-75.

Mauro F., 1971 - *Histoire de l'économie mondiale 1790-1970*. Paris, Sirey.

Mauss M., 1948 - Les techniques et la technologie. *Journal de Psychologie normale et pathologique*, n. spéc. "Le travail et les techniques" : 71-78.

McDonald P., 1972 - Fewer Indonesians ? *Bulletin of Indonesian Economic Studies*, 8 (1) : 69-78.

McDonald P., 1980 - «An historical perspective to population growth in Indonesia». *In* Garnaut R.G., McCawley P., éd. : *Indonesia: dualism, growth and poverty*, Canberra, Australian National University.

McIntosh J.L., Effendi S., Ismail G., 1978 - *Cropping systems and management practices for red-yellow podzolic soils*. Workshop for "Intercropping with Cassava", November 27 to December 1, 1978, Trivandrum, India, 45 p.

McNicoll G., 1969 - Net migration between Java and the outer islands. *Bulletin of Indonesian Economic Studies*, 5 (1) : 78-80.

Meliczek H., 1987 - Colonisation rurale dans le bassin de l'Euphrate (Syrie). *Réforme Agraire*, 1-2 : 117-142.

Mendras H., 1976 - *Sociétés paysannes. Eléments pour une théorie de la paysannerie.* Paris, Armand Colin, 238 p.
Mendras H., Forsé M., 1983 - *Le changement social : tendances et paradigmes.* Paris, Armand Colin, 284 p.
Mendras H., 1984 - *La fin des paysans.* Arles, Actes Sud - Labor - L'Aire, 437 p.
Mendras H., 1994 - *La Seconde Révolution française 1965-1984.* Paris, Gallimard, 456 p.
Michon G., 1985 - *De l'homme de la forêt au paysan de l'arbre : agroforesteries indonésiennes.* Thèse de Doctorat, Université des Sciences et Techniques du Languedoc, Montpellier, 273 p.
Michon G., Bompard J.-M., 1987 - Agroforesteries indonésiennes : contributions paysannes à la conservation des forêts naturelles et de leurs ressources. *Revue d'Ecologie (Terre Vie)*, 42 : 3-37.
Michon G., Foresta H. de, 1990 - «Complex agroforestry systems and the conservation of biological diversity». *In : "In Harmony with Nature", International Conference on the Conservation of Biodiversity*, Kuala Lumpur : 457-473.
Miksic J.N., 1985 - Traditional Sumatran trade. *Bulletin de l'Ecole Française d'Extrême-Orient*, 74 : 423-462.
Milleville P., Dubois J.-P., 1979 - «Réponses paysannes à une opération de mise en valeur de terres neuves au Sénégal». *In : Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique tropicale. Logique paysanne et rationalité technique*, Ouagadougou, Orstom - CNRS : 513-518.
Milleville P., 1987 - Recherches sur les pratiques des agriculteurs. *Les Cahiers de la Recherche Développement*, 16 : 3-7.
Ministère de l'Agriculture, 1994 - *L'agriculture indonésienne. Parvenir à l'autosuffisance en riz et la maintenir.* Jakarta, Ministère de l'Agriculture, 24 p.
Mink S., 1982 - *Prospects for small farm goat production in a Transmigration area of Indonesia. Results of a survey.* Working paper, Balai Penelitian Ternak, Bogor.
Miron-de-l'Espinay I., Leveel M.-C., 1994 - Clés pour l'Indonésie. *Crédit Lyonnais Informations*, Février 1994 : 21-42.
Moedjanto G., 1986 - *The concept of power in Javanese culture.* Yogyakarta, Gadjah Mada University Press, 220 p.
Mohr E.C.J., 1938 - «The relation between soil and population density in the Netherlands East Indies». *In* Brill E.J., éd. : *Comptes rendus du Congrès International de Géographie*, Amsterdam, Leiden : 478-493.
Mossé C., 1988 - «La colonisation grecque». *In : Encyclopœdia Universalis (Corpus 8)*, Paris : 911-913.
Mougeot E., Levang P., 1990 - *Marketing of rice, cassava and coffee in Lampung, Indonesia.* Bogor, CGPRT Centre, 123 p.
Mounier A., 1992 - *Les théories économiques de la croissance agricole.* Paris, Inra - Economica, 427 p.
Multatuli, 1991 - *Max Havelaar ou les ventes de café de la Compagnie commerciale des Pays-Bas.* Arles, Actes Sud - Labor - L'Aire, 442 p.
Myrdal G., 1976 - *Le drame de l'Asie. Enquête sur la pauvreté des nations.* Paris, Seuil, 395 p.
Nancy C., Gouyon A., Anwar, Negri M., 1989 - «Perspectives d'amélioration de la filière caoutchouc naturel en Indonésie : analyse de la filière et comportement des agents (Sumatra-Sud)». *In :* Griffon M. éd., *Economie des filières des régions chaudes. Formation des prix et échanges agricoles*, Montpellier, Cirad : 805-828.
Neale W., 1957 - «The market in theory and history». *In* Polanyi K., Arensberg C.W., Pearson H.W., éd. : *Trade and market in early empires*, New York, Free Press.
Nedeco - Euroconsult - Biec, 1984 - *Nationwide study of coastal and near coastal swamp land in Sumatra, Kalimantan and Irian Jaya (I).* Main Report, Jakarta, 95 p.
Nicolet C., 1985 - «Afrique romaine». *In : Encyclopœdia Universalis (Corpus 1)*, Paris : 519-523.
Ochs R., 1979 - *Introduction of hybrid coconut growing into the Transmigration projects.* Rapport de Mission, Institut de Recherches pour les Huiles et Oléagineux.
Odum E.P., 1971 - *Fundamentals of ecology.* Philadelphia, W. B. Saunders.
Olivier de Sardan J.-P., 1993 - Le développement comme champ politique local. *Bulletin de l'APAD*, 6 : 11-18.
Orstom, 1982 - *Atlas. Reconnaissance survey in Central Kalimantan.* Jakarta, Orstom - Departemen Transmigrasi, 14 maps.
Otten M., 1986 - Transmigrasi : from poverty to bare subsistence. *The Ecologist*, 16 (2-3) : 71-76.
Otten M., 1986 - *Transmigrasi : Indonesian resettlement policy, 1965-1985.* Copenhagen.

Pain M., Mufti M., Daswati S., Marlina N., 1989 - *Peuplement et développement régional en Indonésie. Settlement and regional development in Indonesia. Propinsi Lampung, Sumatera.* Jakarta, Orstom-Departemen Transmigrasi, 170 p.

Payne R., 1990 - *The white Rajahs of Sarawak.* Singapore, Oxford University Press, 189 p.

Pelissier P., 1979 - «Le paysan et le technicien : quelques aspects d'un difficile face-à-face». *In : Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique tropicale. Logique paysanne et rationalité technique*, Ouagadougou, Orstom - CNRST : 1-8.

Pelzer K.J., 1945 - *Pioneer settlement in the Asiatic tropics.* New-York, American Geographical Society, 290 p.

Peper B., 1970 - Population growth in Java in the 19th century : a new interpretation. *Population Studies*, 24 (1) : 71-84.

Perry D.H., 1985 - The economics of Transmigrant farming. *Bulletin of Indonesian Economic Studies*, 21 (3) : 104-117.

Piel J., 1977 - «Les franges pionnières de l'Oriente central péruvien jusqu'en 1956». *In : Amazonies nouvelles*, Paris, Travaux et Mémoires de l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine : 3-10.

Pigeaud T.G.T., 1962 - *Java in the 14th century : a study in cultural history. (IV) Commentaries and recapitulation.* The Hague, Martinus Nijhoff.

Plattner S., éd., 1989 - *Economic anthropology.* Stanford, Stanford University Press, 487 p.

Polanyi K., 1944 - *The great transformation.* New York, Holt, Rinehart and Winston.

Polanyi K., 1947 - Our obsolete market mentality. *Commentary*, 13 : 109-117.

Polanyi K., 1957 - «The economy as instituted process». *In* Polanyi K., Arensberg C.W., Pearson H.W., éd. : *Trade and market in early empires*, New York, Free Press : 243-270.

Polanyi K., 1966 - *Dahomey and the slave trade.* Seattle, University of Washington Press.

Polanyi K., 1983 - *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps.* Paris, Gallimard, 419 p.

Population Council, 1993 - Indonesia 99 : results from the demographic and health survey. *Studies in Family Planning*, 24 (3) : 197-201.

Portais M., 1989 - «La conquête inca : une étape dans l'histoire de l'espace andin équatorial». *In : Tropiques lieux et liens*, Paris, Orstom : 445-452.

Pospisil L., 1963 - *Kapauku Papuan economy.* New Haven, Yale University Press.

PT Humpuss and Times, 1988 - *Indonesia from the air.* Jakarta - Singapore, PT Humpuss - Times, 224 p.

Raffles T.S., 1988 - *The history of Java. (1) Text.* Singapore, Oxford University Press, 288 p.

Raffles T.S., 1988 - *The history of Java. (2) Plates.* Singapore, Oxford University Press, 92 p.

Raison J.-P., 1968 - La colonisation des terres neuves intertropicales. *Etudes Rurales*, 31 : 5-112.

Reid A.J.S., 1983 - «Low population growth and its causes in pre-colonial Southeast Asia». *In : Workshop on Java's population growth*, Canberra.

Ricklefs M.C., 1981 - *A history of modern Indonesia.* London, Macmillan Press, 335 p.

Rieley J., Sieffermann R.G., Fournier M., Soubies F., 1992 - «The peat swamp forests of Borneo : their origin, development, past and present vegetation and importance in regional and global environmental processes». *In : IXth International Peat Congress*, Uppsala : 78-95.

Rivière d'Arc H., 1978 - «Politique amazonienne et encadrement des colons dans le nord du Mato Grosso». *In : L'encadrement des paysanneries dans les zones de colonisation en Amérique Latine*, Paris, CNRS : 111-117.

Riwanto T., 1989 - Centre-regional aspects of Transmigration policy : the case of Riau. *Prisma*, 48 : 50-65.

Robbins L., 1932 - «The subject matter of economics». *In : An essay on the nature and significance of economic science*, London, Macmillan.

Robequain C., 1946 - *Le monde malais.* Paris, Bibliothèque Géographique, 510 p.

Rokkan S., 1987 - *Centre-periphery structures in Europe.* London, Campus.

Rookmaaker H.R., 1937 - De Javanenkolonisatie in de Lampongsche Districten. *Koloniale Studiën*, 21 : 411-431.

Ross M.R., 1980 - The role of land clearing in Indonesia's Transmigration programme. *Bulletin of Indonesian Economic Studies*, 16 (1) : 75-85.

Rouw A. de, 1991 - *Rice, weeds and shifting cultivation in a tropical rainforest. A study of vegetation dynamics.* Wageningen, Anneke de Rouw, 263 p.

Rusli S., 1978 - *Inter-rural migration and circulation in Indonesia : the case of West Java.* MA thesis, Australian National University, 148 p.

Sahlins M.D., 1960 - «Political power and economy in primitive society». *In* Carneiro R., Dole G., éd. : *Essays in the science of culture*, New York, Crowell.

Sahlins M.D., 1963 - «On the sociology of primitive exchange». *In* Banton M., éd. : *The relevance of models for social anthropology*, London, Tavistock : 139-227.

Sahlins M.D., 1972 - *Stone-age economies.* Chicago, Aldine.

Salisbury R.F., 1962 - *From stone to steel.* Melbourne, University of Melbourne Press.

Sandbukt O., 1989 - Resource constraints and relations of appropriation among tropical forest foragers : the case of the Sumatran Kubu. *Research in Economic Anthropology*, 10 : 117-156.

Sartika D., 1992 - World's biggest resettlement scheme goes private. *PANOS*, october 13

Sautter G., 1978 - "Dirigisme opérationnel" et stratégie paysanne, ou l'aménageur aménagé. *L'Espace Géographique*, 4 : 233-243.

Schalkwijk W.C., 1918 - De kolonisatieproeven in de Lampongsche Districten. *Koloniale Studiën*, 2 : 415-440.

Schalkwijk W.C., 1921 - De kolonisatie met van Java afkomstige gezinnen in de Residentie Lampongsche Districten over het jaar 1920. *Koloniale Studiën*, 5 : 219-240.

Scholz U., 1974 - *Land Use. Sumatra regional planning study.* Draft final, University of Bonn, Bukittinggi.

Scholz U., 1983 - *The natural regions of Sumatra and their agricultural production pattern : a regional analysis. (1) Text.* Bogor, Central Research Institute for Food Crops, 257 p.

Scholz U., 1983 - *The natural regions of Sumatra and their agricultural production pattern : a regional analysis. (2) Maps.* Bogor, Central Research Institute for Food Crops.

Scholz U., 1988 - «Resource use of frontiers and pioneer settlement in Southern Sumatra». *In* Manshard W., Morgan W.B., éd. : *Agricultural expansion and pioneer settlements in the humid tropics*, Tokyo, The United Nations University : 141-159.

Scholz U., 1989 - Okonomie und Okologie im Einklang : Kleinbäuerliche Produktions Systeme auf Sumatra. *Geographische Rundschau*, 41 (7-8) : 424-430.

Schrieke B., 1957 - *Ruler and realm in early Java.* The Hague, W. van Hoeve, 491 p.

Scidmore E.R., 1985 - *Java : the garden of the East.* Singapore, Oxford University Press, 339 p.

Scott J.C., 1976 - *The moral economy of the peasant. Rebellion and subsistence in Southeast Asia.* New Haven, Yale University Press, 246 p.

Scott J.C., 1990 - *Domination and the arts of resistance. Hidden transcripts.* New Haven, Yale University Press, 251 p.

Scudder T., 1981 - *The development potential of new lands settlement in the tropics and subtropics : a global state-of-the-art evaluation with specific emphasis on policy implication.* New York, Institute for Development Anthropology, 406 p.

Scudder T., 1983 - «Migrations et opérations de développement». *In* Couty P., Pontié G., Robineau C., éd. : *Le développement : idéologies et pratiques*, Paris, Orstom : 113-119.

Sebillotte M., éd., 1989 - *Fertilité et système de production.* Paris, INRA.

Sebillotte M., 1993 - L'agronome face à la notion de fertilité. *Natures-Sciences-Sociétés*, 1 (2) : 128-141.

Secrett C., 1986 - The environmental impact of Transmigration. *The Ecologist*, 16 (2-3) : 77-86.

Setten van der Meer N.C. van, 1979 - *Sawah cultivation in ancient Java.* Canberra, Oriental Monograph Series 22, Australian National University, 168 p.

Sevin O., 1989 - «Banjar et Néerlandais : les vicissitudes d'un polder (Kalimantan, Indonésie)». *In : Tropiques lieux et liens*, Paris, Orstom : 228-240.

Sevin O., 1990 - «Transmigration et aménagement des marais maritimes sur la côte Sud de Kalimantan (Indonésie)». *In* Vennetier P., éd. : *Eau et aménagement dans les régions inter-tropicales (tome 1)*, Talence, Centre d'Etudes de Géographie Tropicale : 309-333.

Sevin O., 1992 - La riziculture javanaise des origines. *Géographie et Cultures*, 2 : 111-118.

Sevin O., 1992 - Java entre hindouisme et islam. *Géographie et Cultures*, 3 : 89-104.

Sevin O., 1993 - *L'Indonésie.* Paris, Que sais-je ? Presses Universitaires de France, 127 p.

Sevin O., Benoit D., 1993 - Techniques d'encadrement et terres neuves : les enseignements du delta du Batang Hari (Jambi, Indonésie). *Géographie et Cultures*, 7 : 93-112.

Sevin O., 1993 - «Un exemple d'innovation très contestée : la Transmigration locale au Lampung (Sumatra, Indonésie)». *In* Vennetier P., éd. : *Innovations et developpement rural dans les pays tropicaux*, Talence, Ceget : 165-183.

Sieffermann G.R., Levang P., 1982 - *East Mentaya Priority Area (Central Kalimantan)*. Phase II report (part 1), Physical environment, Orstom Transmigration project, Jakarta.

Sieffermann R.G., Triutomo S., Sadelman M.T., Kristijono A., Parhadimulyo S.A., 1987 - *The peat genesis in the lowlands of Central Kalimantan province. The respective influence of podzolisation and bad drainage, the two main processes of peat genesis in Kalimantan*. VIIth International Peat Symposium, Yogyakarta, 17 p.

Sieffermann R.G., 1988 - Le système des grandes tourbières équatoriales. *Annales de Géographie*, 544 : 642-666.

Sieffermann R.G., Fournier M., Triutomo S., Sadelman M.T., Semah A.-M., 1988 - «Velocity of tropical forest peat accumulation in Central Kalimantan Province, Indonesia». *In : VIIIth International Peat Congress*, Leningrad : 90-98.

Sieffermann G.R., Rieley J.O., Fournier M., 1992 - *The low-land peat swamps of Central Kalimantan (Borneo) : a complex and vulnerable ecosystem*. International Conference on Geography in the ASEAN Region, Yogyakarta, 26 p.

Sigaut F., 1975 - La technologie de l'agriculture. Terrain de rencontre entre agronomes et ethnologues. *Etudes Rurales*, 59 : 103-111.

Sigaut F., 1985 - «Une discipline scientifique à développer : la technologie de l'agriculture». *In* Blanc-Pamard C., Lericollais A., éd. : *Dynamique des systèmes agraires : à travers champs, agronomes et géographes*, Paris, Orstom : 11-29.

Sinar Harapan, 1985 - 21 février 1985. *Sinar Harapan*.

Sinar Harapan, 1985 - 8 mars 1985. *Sinar Harapan*.

Soedarmo, 1988 - *Motivasi bertransmigrasi swakarsa penduduk Pulau Madura*. Ph.D. thesis, Universitas Gajah Mada, 242 p.

Soemarsaid Moertono, 1968 - *State and statecraft in old Java. A study of the later Mataram period, XVIth to XIXth century*. Ithaca, Cornell University, 167 p.

Soepardi G., 1982 - *Problems and solutions in agricultural production in the Batumarta Transmigration area, South Sumatra*. Bogor Agricultural University, Bogor.

Soepratohardjo M., Driessen P.M., 1976 - *The lowland peats of Indonesia, a challenge for the future*. ATA 106 Midterm Seminar, Tugu, 9 p.

Speare A., 1978 - Alternative population distribution policies. *Bulletin of Indonesian Economic Studies*, 14 (1) : 93-106.

Spencer J.E., 1963 - «The migration of rice from mainland Southeast Asia into Indonesia». *In* Barrau J., éd. : *Plants and the migrations of Pacific people*, Honolulu.

Studiecommissie voor het ladangvraagstuk, 1931 - Enquête betreffende het ladangvraagstuk. *Landbouw*, 6 (11) : 1022-1033.

Sukarno, 1964 - *Transmigration as a matter of life and death for nation building*. Department of Information, Jakarta,

Sundrum R.M., 1976 - Interprovincial migration. *Bulletin of Indonesian Economic Studies*, 12 (1) : 70-92.

Sundrum R.M., 1982 - «Transmigration in Indonesia». *In* Jones G.W., Richter H.V., éd. : *Population resettlement programmes in Southeast Asia*, Canberra.

Suratman, Singarimbun M., Guinness P., 1977 - *The social and economic conditions of transmigrants in South Kalimantan and South Sulawesi*. Institute of Population Studies, Gajah Mada University, Yogyakarta.

Svensson T., 1983 - «Peasants and politics in early twentieth-century West Java». *In* Svensson T., Sorensen P., éd. : *Indonesia and Malaysia, Scandinavian Studies in Contemporary Society*, London and Malmö, Curzon Press : 75-138.

Svensson T., 1991 - *State bureaucracy and capitalism in rural West Java : local gentry versus entrepreneurs in Priangan in the 19th and 20th century*. Copenhagen, Nordic Intitute of Asian Studies, 74 p.

Swasono S.E., Singarimbun M., 1986 - *Transmigrasi di Indonesia 1905-1985*. Jakarta, Penerbit Universitas Indonesia, 409 p.

Tawney R.H., 1966 - *Land and labor in China*. Boston, Beacon Press.

Teissier J.H., 1979 - *Relations entre techniques et pratiques*. Paris, INRAP, 38, 19 p.

The Economist, 1992 - Indonesia living space. *The Economist*, June 27, 1992

Thee Kian-wie, 1989 - «The development of Sumatra, 1820-1940». *In* Maddison A., Prince G., éd. : *Economic growth in Indonesia 1820-1940*, Dordrecht - Providence, Foris Publications : 133-158.

Thomas P., 1981 - *The maintenance of soil productivity in Transmigration sites in Central Sumatra*. Overseas Development Ministry, Land Resource Development Centre, Surrey, England.

Tjondronegoro S.M.P., 1988 - «Ex-military settlements in Indonesia and the emergence of social differentiation in frontier areas». *In* Manshard W., Morgan W.B., éd. : *Agricultural expansion and pioneer settlements in the humid tropics*, Tokyo, The United Nations University : 160-169.

Transmigration Area Development, 1978 - *Technical reports (1-23)*. GTZ, Samarinda.

Trincaz P.-X., 1979 - Transformations sociales dans les zones nouvelles d'implantation rurale : les Serer dans les terres neuves du Sénégal oriental. *Cahiers Orstom, série Sciences Humaines*, 16 (1-2) : 19-36.

Turner E.J., 1953 - *The frontier in American history*. New York, Holt, 375 p.

Universitas Lambung Mangkurat, 1977 - *Laporan pelaksanaan proyek Transmigrasi di Kalimantan Selatan*. Universitas Lambung Mangkurat, Banjarmasin, 57 p.

Utomo K., 1974 - «Villages of unplanned resettlers in the subdistrict Kaliredjo, Central Lampung». *In* Koentjaraningrat, éd. : *Villages in Indonesia*, Ithaca, Cornell University Press : 281-298.

Vissers P.M., 1940 - De Landbouwkolonisatie van Javanen te Belitang. *Kolonisatie Bulletin*, 9 : 2-28.

Wallace A.R., 1989 - *The Malay archipelago*. Singapore, Oxford University Press, 638 p.

Wander H., 1965 - *Die Beziehungen zwischen Bevölkerungs- und Wirtschaftsentwicklung, dargestellt am Beispiel Indonesiens*. Tübingen, J.C.B. Mohr.

Warsito R., Sujarwadi, Kustadi, *et al.*, 1984 - *Transmigrasi, dari daerah asal sampai benturan budaya di tempat pemukiman*. Jakarta, Universitas Kristen Satya Wacana, 274 p.

White B., 1983 - Agricultural Involution and its critics : twenty years after. *Bulletin of Concerned Asian Scholars*, 15 (2) : 18-31.

White B., 1991 - «Economic diversification and agrarian change in rural Java, 1900-1990». *In* Alexander P., Boomgaard P., White B., éd. : *In the shadow of agriculture : non-farm activities in the Javanese economy, past and present*, Amsterdam, Royal Tropical Institute : 41-69.

Whitten A.J., Haeruman H., Alikodra H.S., Thohari M., 1987 - *Transmigration and the environment in Indonesia. The past, present and future*. Cambridge, Cambridge University Press, 44 p.

Widjojo N., 1970 - *Population trends in Indonesia*. Ithaca & London, Cornell University Press, 266 p.

Wirjosuparto S., 1958 - «Apa sebabnya Kediri dan daerah sekitarnya tampil kemuka dalam sejarah». *In : Prasaran untuk konggres ilmu pengetahuan nasional pertama*, Malang.

Wittfogel K.A., 1957 - *Oriental despotism, a comparative study of total power*. New Haven, Yale University Press.

Wittfogel K.A., 1964 - *Le despotisme oriental : étude comparative du pouvoir total*. Paris, Editions de Minuit, 655 p.

Wolf E.R., 1957 - Closed corporate peasant communities in Mesoamerica and Central Java. *Southwestern Journal of Anthropology*, 13 (1) : 1-18.

Wolf E.R., 1966 - *Peasants*. Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 116 p.

Wolters O.W., 1967 - *Early Indonesian commerce, A study of the origins of Srïvijaya*. Ithaca, New York, Cornell University Press, 404 p.

World Bank, 1988 - *Indonesia : the Transmigration program in perspective*. Washington, The World Bank, 227 p.

Zwaal J. van der, 1936 - De Javanenkolonies Gedong Tataän en Wonosobo in de Lampongsche Districten. *Koloniaal Tijdschrift*, 25 : 201-216.

Zwaal J. van der, 1936 - Transmigratie van Javanen naar de Buitengewesten. *Koloniaal Tijdschrift*, 25 : 410-419.

Zwaal J. van der, 1936 - Nieuwe Javanenkolonies in de Lampongsche districten. *Koloniaal Tijdschrift*, 25 : 331-335.

Noms propres et acronymes

Abung : un des principaux groupes ethniques lampung.
Aceh : province située à l'extrême nord de l'île de Sumatra, 55 392 km^2 et 3,4 millions d'habitants en 1990.
Acihais : ou *orang Aceh*, en indonésien, habitant de la province d'Aceh.
ADB : *Asian Development Bank*, Banque Asiatique de Développement.
Alor : île située à l'extrémité orientale de Nusa Tenggara Timur (petites îles de la Sonde), un peu au nord de l'île de Timor.
Ambon : île de l'archipel des Moluques.
Anjir Tamban : canal reliant les fleuves Barito et Murung, à proximité de Banjarmasin (Kalimantan-Sud).
APPDT : *Alokasi Penempatan Penduduk Daerah Transmigrasi*, lots réservés aux transmigrants originaires de la région d'accueil. Pour être considéré comme originaire de la région d'accueil, il suffit d'être enregistré auprès des services officiels de la province concernée par le projet de Transmigration. Sur les documents officiels, l'appartenance ethnique n'est précisée que pour les Indonésiens de descendance chinoise.
Bagelen : nom donné à la première colonie créée au Lampung en 1905 par des colons originaires de Kedu (Java-Centre).
Bakotrans : *Badan Koordinasi Transmigrasi*, office chargé de coordonner les actions de tous les ministères concernés par la Transmigration.
Bali : île et province indonésienne située à l'est de Java, 5 561 km^2 et 2,8 millions d'habitants en 1990.
Baliem : la vallée du Baliem, en plein centre de l'Irian Jaya n'a été «découverte» que quelques années avant la Seconde Guerre mondiale.
Balinais : groupe ethnique, majoritairement de religion hindouiste, installé à Bali et dans l'ouest de l'île de Lombok.
Banda : célèbres îles aux épices de l'archipel des Moluques. L'une d'entre elles fut «avantageusement» acquise par les Néerlandais en échange de l'île de Manhattan (1674) tombée aux mains des Britanniques.
Banda Aceh : capitale de la province d'Aceh, la plus septentrionale de l'île de Sumatra.
Bandar Lampung : capitale de la province du Lampung, formée de la conurbation de Tanjung Karang, Teluk Betung et Panjang.
Banjar : groupe ethnique dominant de la province de Kalimantan-Sud.
Banjarmasin : capitale de la province de Kalimantan-Sud.
Bantul Karang : ville et district de la province de Yogyakarta.
Banyumas : ville et district de la province de Java-Centre.
Bappeda : *Badan Perencanaan Pembangunan Daerah*, Direction régionale de la planification et du développement (attachée à chaque gouvernement provincial).
Barambai : centre de Transmigration *pasang surut*, situé dans la province de Kalimantan-Sud.
Barito : principal fleuve de la province de Kalimantan-Sud.
Batak : groupe ethnique majoritaire dans la province de Sumatra-Nord.
Batang Hari : principal fleuve de la province de Jambi.
Batavia : ancien nom de Jakarta.
Batumarta : contraction de Baturaja et Martapura, nom donné au site de Transmigration situé à mi-chemin de ces deux villes dans la province de Sumatra-Sud.
Belitang : site développé par la *Kolonisatie* dans la province de Sumatra-Sud.
Bengkulu : province et capitale de cette province (sud-ouest de Sumatra), 21 168 km^2 et 1,2 million d'habitants en 1990.
Bereng Bengkel : centre de Transmigration installé sur des tourbes épaisses à 17 km de Palangkaraya (Kalimantan-Centre).
BIES : *Bulletin of Indonesian Economic Studies*. Revue publiée par l'*Australian National University*, Canberra.

Bima : figure héroïque du Mahabharata. Bima, le deuxième des cinq frères Pandawa, intervient dans la plupart des actes de l'épopée. Dans la chronique *Babad alas Mertani*, il apparaît comme le héros défricheur, repoussant toujours plus loin les limites de la civilisation.

BIMAS : *bimbingan masal*, littéralement «encadrement de masse». Vaste programme de vulgarisation agricole et de crédits de campagne destiné à la promotion de la révolution verte.

Bogor : (anciennement Buitenzorg) ville située à 60 km au sud de Jakarta, regroupant un grand nombre d'instituts de recherche agricole ainsi qu'un célèbre jardin botanique.

Bojonegoro : ville et district de Java-Est.

Bornéo : île partagée entre l'Indonésie (Kalimantan), la Malaysia (Sabah et Sarawak) et l'Etat indépendant de Brunei Darussalam.

Borobudur : temple bouddhique de dimensions gigantesques élevé par les souverains de la dynastie des Sailendra à Java-Centre (VIII^{e} et IX^{e} siècle).

BPS : *Biro Pusat Statistik*, bureau central des statistiques.

Brantas : fleuve de Java-Est. La vallée du Brantas est le siège des aménagements rizicoles les plus anciens de Java-Est (XI^{e} au XV^{e} siècle).

BRI : *Bank Rakyat Indonesia*, littéralement banque populaire indonésienne. Banque chargée d'assurer le crédit aux exploitants agricoles (programmes Bimas et Inmas).

BRN : *Biro Rekonstruksi Nasional*, office chargé d'installer les soldats démobilisés de l'armée de libération nationale dans des centres de colonisation au Lampung.

Brooschoft : un des principaux tenants de la voie morale.

BTI : *Barisan Tani Indonesia*, Front paysan indonésien, mouvement inféodé au Parti communiste indonésien.

Bugis : groupe ethnique originaire de Sulawesi-Sud.

Bukit Kuantan : centre de colonisation Felda en Malaisie péninsulaire.

Bukittinggi : capitale culturelle du pays minangkabau (Sumatra-Ouest).

BULOG : *Badan Urusan Logistik*, office gouvernemental chargé des importations de produits vivriers, de leur stockage et répartition entre les provinces indonésiennes, et de la stabilisation des prix.

Bungo : Rivière de Jambi, affluent de la Batang Hari.

CEE : Communauté Economique Européenne.

Célèbes : ancien nom de Sulawesi, une des principales îles de l'archipel.

Centrale Commissie voor Migratie en Kolonisatie van Inheemschen : commission chargée d'organiser la migration et la colonisation indigène dans les années 1930.

Cibaliyung : district de Java-Ouest.

Cirebon : ville et district de Java-Ouest.

CRIA : *Central Research Institute for Agriculture*, institut de recherche agricole localisé à Bogor (*LP3* en indonésien).

CTN : *Cadangan Tentara Nasional*, troupes supplétives de l'armée de libération nationale. Leur démobilisation dans le cadre de projets de colonisation agricole s'est effectuée dans des conditions pour le moins anarchiques.

Daendels (Herman Willem) : Gouverneur-général des Indes néerlandaises (1808-1811) nommé par Louis Napoléon (frère de Napoléon I^{er} et roi des Pays-Bas), pour contrer l'influence britannique dans l'océan Indien.

Daerah Istimewa Yogyakarta : zone spéciale de Yogyakarta (Java) correspondant à l'extension de l'ancien sultanat de Yogyakarta. Statut équivalent à celui d'une province, 3 169 km^{2} et 2,9 millions d'habitants en 1990. Pour remercier le sultan Hamengkubuwono IX du soutien qu'il apporta à la cause indépendantiste, le gouvernement de la République accorda un statut particulier au Sultanat.

Daerah Khusus Ibukota : littéralement «zone spéciale de la capitale», dont le statut équivaut à celui d'une province, 590 km^{2} et 8,2 millions d'habitants en 1990.

Dani : groupe ethnique papou, majoritaire dans la vallée du Baliem (Irian Jaya).

Darul Islam : guérilla et mouvement séparatiste dirigé par un mystique musulman appelé S. M. Kartosuwirjo (1905-1962). En mai 1948, ce dernier s'auto-proclame imam de l'Etat islamique indonésien connu sous le nom de Darul Islam (Terre d'islam). La rébellion restera active à Java-Ouest jusqu'à l'exécution de Kartosuwirjo en 1962.

Dayak : ensemble de groupes ethniques répartis sur l'île de Bornéo.
Dayak Ngaju : groupe ethnique majoritaire dans la province de Kalimantan-Centre.
Dekker (Eduard Douwes) : né en 1820, il part en 1838 pour les Indes néerlandaises où il devient fonctionnaire de l'administration coloniale. Il écrit sous le pseudonyme de Multatuli (j'ai beaucoup souffert) et meurt dans la misère en 1887. Son livre *Max Havelaar* reste une œuvre majeure de la littérature néerlandaise.

Delta Upang : premier centre de Transmigration de type *pasang surut* (Sumatra-Sud).
Demak : ville et district de Java-Centre sur la côte nord de l'île. Siège d'un royaume à l'origine de la chute de Mataram.
Denpasar : capitale de la province de Bali.
Departemen Sosial : ministère des Affaires Sociales.
Departemen Transmigrasi dan Perambah Hutan : ministère de la Transmigration et du défrichement. Nouveau nom pris par le ministère de la Transmigration à l'occasion du remaniement ministériel de 1993.
Depsos : abréviation de *Departemen Sosial.*
Deventer (C. Th. van) : champion de la politique «éthique», auteur en 1899 du célèbre article *Een eereschuld* (une dette d'honneur), à l'origine des politiques sociales destinées aux indigènes des colonies.
Dieng : plateau volcanique (Java-Centre) réputé pour ses ressources géothermiques et ses émanations de gaz.

Diminishing Welfare Commission : voir *Mindere welvaart ...*
DIY : *Daerah Istimewa Yogyakarta.* Voir ce terme.
DKI : *Daerah Khusus Ibukota.* Voir ce terme.
Doluduo : ville à proximité de Kota Mobagu (Sulawesi-Nord).
Emil Salim : ministre de l'Environnement pendant les années 1980.
Ensam : Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Montpellier.
Ethici : groupe de pression au Parlement néerlandais (voir Deventer).
Fajaresok : village à proximité de Pringsewu (Lampung).
FAO : *Food and Agriculture Organisation.* Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation.
FELDA : *Federal Land Development Authority.* Office malaysien chargé du développement rural et de la colonisation agricole.
Flores : une des petites îles de la Sonde, province de Nusa Tenggara Timur.
FMI : Fonds Monétaire International.
FSR : *Farming System Research.* Courant de la recherche agronomique privilégiant les recherches-système (analyses systémiques).
Gading Rejo : ville et sous-district du Lampung, ancien centre de Transmigration créé en 1906.
Gajah Mada : célèbre Premier ministre du roi Hayam Wuruk à l'âge d'or de Mojopahit (XIV^{e} siècle).
Gajah Mati : population forestière installée à la périphérie de la capitale sous le règne de Sultan Agung (XVII^{e} siècle).
Galunggung : volcan de Java-Ouest dont la dernière éruption (1983) s'est soldée par plusieurs milliers de sans-abris.
Gani : chef du centre de Transmigration de Mopuya (Sulawesi-Nord).
Gedong Tataan : ville et sous-district du Lampung. Nom de district à l'époque coloniale.
Giyanti (1755) : la paix de Giyanti devait se traduire par le partage de Java-Centre entre les Cours de Yogyakarta et de Surakarta.
GTZ : *Gemeinsame Technische Zusammenarbeit,* agence allemande de coopération technique.
Gunung Agung : volcan balinais dont l'éruption en 1963 s'est soldée par des milliers de morts et des dizaines de milliers de sans abris.
Gunung Balak : affleurement basaltique de faible altitude (300 m) dans la province du Lampung.
Harinjing : charte datant de 804 et mentionnant le creusement d'un canal par les chefs du village et la construction d'une digue sur un affluent du Konto (bassin versant du Brantas, Java-Est).
Hayam Wuruk : (ou Rajasanagara, 1350-1389). C'est sous son règne que se situe l'apogée de Mojopahit et de la royauté javanaise (XIV^{e} siècle).

Heijting : administrateur colonial chargé de créer le premier centre de Transmigration.
IDB : Islamic Development Bank.
INCRA : Institut National de Colonisation et de Réforme Agraire au Brésil.
Inderagiri : fleuve principal dans la province de Riau.
INMAS : *Instruksi masal*, programme plus souple ayant pris la succession du *BIMAS*.
IPB : *Institut Pertanian Bogor*, institut agronomique de Bogor.
Irian Jaya : province indonésienne correspondant à la partie occidentale de la Nouvelle-Guinée, 421 981 km^2 et 1,6 million d'habitants en 1990.
ITB : *Institut Teknologi Bandung*, institut technologique de Bandung.
Jakarta : capitale de l'Indonésie (anciennement Batavia). Voir également *Daerah Khusus Ibukota*.
Jambi : ville et province indonésienne (centre-est de l'île de Sumatra), 44 924 km^2 et 2,0 millions d'habitants en 1990.
Java : une des principales îles composant l'archipel indonésien, 132 187 km^2 et 107,5 millions d'habitants en 1990. Ne pas confondre avec le pays javanais qui ne recouvre qu'une partie de l'île.
Java-Centre : province située au centre de l'île de Java, 34 206 km^2 et 28,5 millions d'habitants en 1990.
Java-Est : province située à l'est de l'île de Java, 47 922 km^2 et 32,5 millions d'habitants en 1990.
Java-Ouest : province située à l'ouest de l'île de Java, 46 300 km^2 et 35,4 millions d'habitants en 1990.
Javanais : groupe ethnique majoritaire dans les parties centre et est de l'île de Java.
Kahar Muzakkar (1921-1965) : Ce lieutenant-colonel de l'armée de libération à Sulawesi-Sud refuse de se laisser démobiliser et prend le maquis avec 20 000 hommes de troupe en juillet 1950. En rébellion ouverte contre le pouvoir, il rallie le mouvement Darul Islam. De plus en plus isolé, il est finalement abattu par les forces gouvernementales en février 1965.
Kahayan : un des fleuves traversant Kalimantan-Centre.
Kalang : population forestière installée à la périphérie de la capitale sous le règne de Sultan Agung (XVII^e siècle).
Kalasan : ville de la région de Yogyakarta.
Kalimantan : partie indonésienne de l'île de Bornéo, 539 460 km^2 et 9,1 millions d'habitants en 1990.
Kalimantan-Centre : province indonésienne située au centre de l'île de Bornéo, 132 600 km^2 et 1,4 million d'habitants en 1990.
Kalimantan-Est : province indonésienne située à l'est de l'île de Bornéo, 202 440 km^2 et 1,9 million d'habitants en 1990.
Kalimantan-Ouest : province indonésienne située à l'ouest de l'île de Bornéo, 146 760 km^2 et 3,2 millions d'habitants en 1990.
Kalimantan-Sud : province indonésienne située au sud de l'île de Bornéo, 37 660 km^2 et 2,6 millions d'habitants en 1990.
Kapuas : rivière de Kalimantan-Centre reliée au Barito par une série de canaux creusé à l'époque coloniale. Le principal fleuve de Kalimantan-Ouest porte le même nom.
Katingan : un des fleuves traversant la province de Kalimantan-Centre.
Kediri : ville et district de Java-Est.
Kedu : ville et district de Java-Centre.
Kejawen : «javanité», «philosophie javanaise» ou essence de la culture javanaise. Le terme de Kejawen est également employé (à tort) par des auteurs comme Geertz pour désigner le pays javanais au sens propre, c'est-à-dire le centre et l'est de l'île de Java, à l'exclusion de la zone côtière nord appelée Pesisir. Le Kejawen correspond à l'extension des anciens royaumes agraires javanais, le Pesisir à celle des royaumes marchands.
Kelansam : site de Transmigration situé à proximité de Sintang (Kalimantan-Ouest).
Kelud : volcan de Java, réputé pour ses éruptions violentes et catastrophiques.
Klaten : ville et district de la province de Java-Centre, à mi-chemin entre Yogyakarta et Surakarta.
Kompas : grand quotidien indonésien d'informations.
Kota Agung : ville et sous-district de la province du Lampung.
Kota Baru : ville située sur l'île de Pulau Laut et district oriental de la province de Kalimantan-Sud.
Kota Mobagu : chef-lieu de district au centre de la province de Sulawesi-Nord.
Kotawaringin-Barat et **Kotawaringin-Timur :** districts de la province de Kalimantan-Centre.

Kubu : chasseurs-cueilleurs vivant dans les forêts des plaines du sud de Sumatra.
Lampongsche Volksbank : banque populaire du Lampung créée en 1911 pour financer la *Kolonisatie*, et liquidée en 1928 suite à de nombreuses malversations.
Lampung : province située à l'extrémité méridionale de l'île de Sumatra, 33 307 km^2 et 6,0 millions d'habitants en 1990.
Lampung Pesisir : nom donné aux sous-districts de la côte ouest du Lampung. Nom de l'un des principaux sous-groupes ethniques lampung.
LEA : Laboratoire d'Etudes Agraires du centre Orstom de Montpellier.
Madiun : ville et district de la province de Java-Est.
Madura : île située en face de la ville de Surabaya (Java), et faisant partie de la province de Java-Est.
Madurais : à l'origine, habitants de l'île de Madura, les Madurais sont aujourd'hui majoritaires dans plusieurs districts de l'est de Java. En raison de leurs particularités culturelles, ceux-ci ne sont pas considérés comme Javanais.
Mahabharata : grande épopée indienne racontant la guerre opposant les cinq frères Pandawa à leurs cousins les cent Kurawa.
Makasar : ancien nom de la ville d'Ujung Pandang, capitale de la province de Sulawesi-Sud, et groupe ethnique apparenté aux Bugis.
Malaysia : nom recommandé pour désigner l'Etat regroupant les onze Etats de l'ancienne Fédération de Malaisie (Malaisie péninsulaire), Sabah et Sarawak (Malaisie orientale).
Malonas : site de Transmigration dans la province de Sulawesi-Centre.
Maluku : nom indonésien de l'archipel et de la province des Moluques, 74 505 km^2 et 1,9 million d'habitants en 1990.
Martono : ministre de la Transmigration de 1983 à 1988.
Mataram : nom officiel du royaume qui réunit sous son autorité le centre et l'est de l'île de Java au X^e siècle. Après une éclipse de plusieurs siècles, la maison de Mataram restaure la monarchie à son profit vers 1586, et réunit à nouveau les pays javanais sous son autorité jusqu'au début du XIX^e siècle.
Medan : capitale de la province de Sumatra-Nord.
Menado : capitale de la province de Sulawesi-Nord.
Mensiku : site de Transmigration situé à proximité de Sintang (Kalimantan-Ouest).
Mentawai : îles situées à l'ouest de Sumatra, dans l'océan Indien.
Mentaya : un des fleuves traversant la province de Kalimantan-Centre.
Merauke : Ville située en Irian Jaya, à l'extrémité sud-est de l'Indonésie. Souvent citée dans les discours officiels avec Sabang, ville située à l'extrémité nord-ouest de l'archipel. L'expression *dari Sabang ke Merauke* (de Sabang à Merauke) fait référence à la taille du pays et à l'unité de la Nation.
Metro : ville de la Kolonisatie fondée vers la fin des années 1930 dans le centre du Lampung. Aujourd'hui chef-lieu du *kabupaten* Lampung-Centre.
Minahasa : groupe ethnique de religion chrétienne installé dans l'est de la province de Sulawesi-Nord (région de Menado).
Mindere Welvaartscommissie : commission chargée d'étudier la réduction du bien-être des populations indigènes au début du XX^e siècle. Les résultats de l'enquête furent publiés en 12 volumes et 19 parties, entre 1905 et 1920.
Mojopahit : royaume agraire javanais créé en 1293 par le prince Vijaya. Mojopahit connaît son apogée sous le règne de Hayam Wuruk. Le royaume, mis à mal par les armées de l'Etat musulman de Demak disparaît au début du XVI^e siècle (1528).
Moluques : archipel regroupant les célèbres îles aux épices en Indonésie orientale. Voir Maluku.
Mopugat : site de Transmigration dans la province de Sulawesi-Nord.
Mopuya : site de Transmigration dans la province de Sulawesi-Nord.
Muara Bungo : chef-lieu de district dans la province de Jambi (Sumatra).
Murdani (Benny) : général commandant-en-chef des Forces armées indonésiennes au début des années 1980.

Musi : fleuve principal de la province de Sumatra-Sud.
Nâgarakertâgama : «Traité sur la gloire du pays» ; long poème javanais composé en 98 chants par le poète de Cour Prapanca en 1365. Source d'information particulièrement riche sur la période de Mojopahit.

Nanga Jetak : site de Transmigration PIR-hévéa dans la région de Sintang (Kalimantan-Ouest).

Natuna : groupe d'îles situées dans la mer de Chine du Sud. Partie la plus septentrionnale de l'archipel indonésien.

Nederlandsch-Indië ou Nederlandsch Oost-Indië : Indes néerlandaises (orientales). Nom de l'Indonésie à l'époque coloniale.

NES : *Nucleus Estate and Smallholders.* Voir PIR.

Nias : îles de l'océan Indien, au large de Sumatra.

NPS : *Non Pasang Surut.* Nom donné aux projets en culture pluviale, par opposition aux projets *pasang surut.*

Nusa Tenggara Barat : province indonésienne regroupant la partie occidentale des petites îles de la Sonde (Lombok et Sumbawa), 20 177 km^2 et 3,4 millions d'habitants en 1990.

Nusa Tenggara Timur : province indonésienne regroupant la partie orientale des petites îles de la Sonde (Sumba, Flores, Alor et la partie occidentale de Timor), 47 876 km^2 et 3,3 millions d'habitants en 1990.

ODA-LRDC : *Overseas Development Agency, Land Resources Development Centre.* Coopération britannique.

ONG : Organisation Non Gouvernementale.

ORSTOM : Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération. Anciennement : Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer (O.R.S.T.O.M.).

P4S : *Proyek Pembukaan Persawahan Pasang Surut.* «Projet d'ouverture de rizières flot jusant» confié au *direktorat* des marais, sous l'autorité du *direktorat jenderal* des ressources en eau, lui-même dépendant du ministère des Travaux Publics.

Pacitan : ville et district de la province de Java-Est.

Pagatan : village de pêcheurs bugis à proximité du site de Transmigration de Sebamban (Kalimantan-Sud).

Pahandut : petit village sur la Kahayan, retenu pour devenir le site de la future capitale de la province de Kalimantan-Centre (Palangkaraya) en raison de sa position centrale.

Palangkaraya : capitale de la province de Kalimantan-Centre. Ville administrative, construite de toutes pièces dans un site déshérité (60 000 habitants environ en 1990).

Palembang : capitale de la province de Sumatra-Sud.

Panaragan : vaste zone de Transmigration dans la province du Lampung.

Pandan : site de Transmigration à proximité de Sintang (Kalimantan-Ouest).

Parigi : ville et sous-district de la province de Sulawesi-Centre, zone d'immigration balinaise.

Pauh : site de Transmigration à proximité de Sintang (Kalimantan-Ouest).

Pedhalangan : village à proximité de Klaten, province de Java-Centre.

Pekalongan : ville et district de la province de Java-Centre.

Pelaihari : ville de la province de Kalimantan-Sud.

Perkebunan Inti Rakyat : version indonésienne du *Nucleus Estate and Smallholders system.* Association formée d'un noyau, représenté par une plantation industrielle, et d'un plasma, composé de petits planteurs installés en périphérie.

Permesta : *Piagam Perjuangan Semesta Alam.* Rébellion contre le pouvoir central déclenchée à Ujung Pandang le 2 mars 1957 par le lieutenant-colonel H. N. V. Sumual. Très active à Sulawesi, la rébellion prit fin en avril 1961 avec la réddition des principaux leaders du Permesta.

Pesisir : littéralement «côte». A Java, désigne toute la partie nord de l'île (côte de la mer de Java), siège des anciens royaumes marchands, par opposition au Kejawen, siège des anciens royaumes agraires. Au Lampung, le Pesisir correspond aux sous-districts de la côte de l'océan Indien, dans l'ouest de la Province.

Pinggir : population forestière installée à la périphérie de la capitale sous le règne de Sultan Agung (XVII^e siècle).

PIR : *Perkebunan Inti Rakyat.* Voir ce terme.

PKI : *Partai Komunis Indonesia.* Comptant plus de 3 millions de sympatisants en 1965, le parti communiste indonésien est interdit après avoir tenté de prendre le pouvoir à la faveur du coup d'Etat du 30 septembre 1965. Le contre coup d'Etat dirigé par le général Suharto va se traduire par une solide reprise en main

du pays. Environ 500 000 sympatisants (ou supposés tels) du PKI seront physiquement éliminés entre 1965 et 1967.

Pontianak : capitale de la province de Kalimantan-Ouest.

Prambanan : célèbre temple hindouiste à proximité de Yogyakarta, élevé à la même époque que le stupa bouddhiste de Borobudur par la dynastie concurrente des Sanjaya.

Prapanca : poète de Cour, auteur du Nâgarakertâgama.

Preanger : nom néerlandais du Priangan.

Priangan : district montagneux de Java-Ouest correspondant plus ou moins à l'extension du pays sundanais.

Pringsewu : ville et sous-district du Lampung. Créée par la Kolonisatie en 1927, Pringsewu compte aujourd'hui plus de 1 000 habitants au km^2.

PRRI : *Pemerintah Revolutioner Republik Indonesia* (Gouvernement révolutionnaire de la République d'Indonésie). Gouvernement rebelle formé à Bukittinggi (Sumatra-Ouest) le 15 février 1958 et dirigé par Sjafruddin. Les principaux leaders de la rébellion se rendirent aux Forces armées entre juin et octobre 1961.

PTP : *Perseroan Terbatas Perkebunan*, société de plantations à capitaux mixtes.

Punan : chasseurs-cueilleurs vivant dans les forêts de plusieurs régions de Bornéo.

Pundu : petit village dayak situé sur un affluent de la Mentaya (Kalimantan-Centre).

Purwosari : village fondé par la *Kolonisatie* sur l'Anjir Tamban (Kalimantan-Sud).

Rama : héros du Ramayana. le Ramayana et le Mahabharata, deux grandes épopées originaires de l'Inde, sont les principales sources d'inspiration des théâtres traditionnels javanais et balinais.

Ramayana Kakawin : cette version javanaise de l'épopée du Ramayana a été traduite en néerlandais par Hendrik Kern en 1900.

Rawa Seragi : vaste marécage côtier au sud-est du Lampung.

Repelita : acronyme de *REncana PEmbangunan LIma TAhun*, plan quinquennal de développement.

RePPProT : *Regional Physical Planning Programme for Transmigration.* Vaste programme visant à cartographier les ressources foncières de l'archipel. S'appuyant sur une analyse rapide de photographies aériennes avec une quasi-absence de vérifications de terrain..., l'étude présente surtout le mérite d'exister. Dans le détail, elle est rarement utilisable.

Riau : province située au centre-est de l'île de Sumatra, 94 562 km^2 et 3,3 millions d'habitants en 1990.

Rimbobujang : vaste zone de Transmigration à proximité de Muarabungo dans la province de Jambi.

Sabah : Etat de la Malaysia, situé dans le nord de l'île de Bornéo (Malaisie orientale).

Sabang : ville et île situées à l'extrémité nord-ouest de l'archipel indonésien (province de Aceh). Voir aussi Merauke.

Sampaloe : rivière de la région de Parigi (Sulawesi-Centre).

Sampit : ville portuaire située sur la Mentaya (Kalimantan-Centre).

Saparua : île de l'archipel des Moluques.

Sarawak : Etat de la Malaysia, situé dans le nord de l'île de Bornéo (Malaisie orientale).

Sasak : groupe ethnique dominant dans l'île de Lombok.

Sausu : site de Transmigration à proximité de Parigi, dans la province de Sulawesi-Centre.

SDSB : équivalent indonésien du loto, dont les recettes servaient à financer des manifestations culturelles et sportives. Suite à plusieurs manifestations d'étudiants intégristes musulmans (l'islam interdit les jeux d'argent), le SDSB fut supprimé en 1993.

Sebamban : important site de Transmigration dans la province de Kalimantan-Sud.

Semangka : fleuve et baie situés au sud de la province du Lampung.

Seputih Surabaya : sous-district du Lampung, près de l'embouchure de la Way Seputih.

Sidoharjo : village de la *Kolonisatie*, situé à l'est de la ville de Pringsewu (Lampung).

Sidomulyo : village de la *Kolonisatie* situé dans la zone de Belitang (Sumatra-Sud).

Sinar Harapan : quotidien d'informations indonésien.

Sintang : chef-lieu de district de la province de Kalimantan-Ouest.

Sleman : ville et district de la province de Yogyakarta.

Solo : autre nom de Surakarta, ville de Java-Centre et résidence des sultans Susuhunan depuis 1755. Royaume concurrent de Yogyakarta.

Sri Bhawono : site de colonisation développé par le BRN près de Sukadana (Lampung).
Suharto : (1921-), le général Suharto est arrivé au pouvoir à l'occasion du contre coup d'Etat communiste dont il prit la tête dès le 1er octobre 1965. Il est régulièrement réélu à la tête de l'Etat indonésien depuis 1968.
Sukadana : ville et sous-district du Lampung. A l'époque de la *Kolonisatie*, Sukadana était le chef-lieu du district englobant la zone de colonisation de Metro.
Sukamandang : village dayak sur le fleuve Seruyan (Kalimantan-Centre).
Sukarno : (1901-1970), fondateur du Parti Nationaliste Indonésien en 1927, Sukarno (avec Hatta) déclare l'Indépendance de l'Indonésie le 17 août 1945. Nommé premier président de la nouvelle République d'Indonésie, il gouverne sans partage jusqu'au coup d'Etat communiste de 1965. Renversé par Suharto en 1966, il reste en résidence surveillée jusqu'à sa mort en 1970.
Sulawesi : l'une des principales îles de l'archipel indonésien (anciennement Célèbes), 189 216 km^2 et 12,5 millions d'habitants en 1990.
Sulawesi-Centre : province centrale de l'île de Sulawesi, 69 726 km^2 et 1,7 million d'habitants en 1990.
Sulawesi-Nord : province septentrionale de l'île de Sulawesi, 19 023 km^2 et 2,5 millions d'habitants en 1990.

Sulawesi-Sud : province méridionale de l'île de Sulawesi, 72 781 km^2 et 7,0 millions d'habitants en 1990.
Sulawesi-Sud-Est : province située au sud-est de l'île de Sulawesi, 27 686 km^2 et 1,3 million d'habitants en 1990.
Sultan Agung : souverain du royaume de Mataram de 1613 à 1645, Sultan Agung parvint à rassembler les terres javanaises et à rétablir l'autorité du royaume agraire sur les royaumes marchands du Pesisir.
Sumatra : une des principales îles de l'archipel indonésien, 473 606 km^2 et 36,4 millions d'habitants en 1990.

Sumatra-Nord : province située au nord de l'île de Sumatra, 70 787 km^2 et 10,3 millions d'habitants en 1990.

Sumatra-Ouest : province située à l'ouest de l'île de Sumatra, 49 778 km^2 et 4,0 millions d'habitants en 1990.

Sumatra-Sud : province située au sud de l'île de Sumatra, 103 688 km^2 et 6,3 millions d'habitants en 1990.

Sumba : une des petites îles de la Sonde (Nusa Tenggara Timur).
Sumberjaya : ville et sous-district de la province du Lampung, créée par le BRN au début des années 1950.

Sunda : pays sundanais correspondant plus ou moins à l'ancien district du Preanger ou Priangan.
Sundanais : groupe ethnique majoritaire dans le Priangan, zone montagneuse dans l'ouest de l'île de Java.
Surabaya : deuxième ville d'Indonésie. Ville portuaire et capitale de la province de Java-Est.
Surakarta : autre nom de Solo, ville de Java-Centre et résidence des sultans Susuhunan depuis 1755. Royaume concurrent de Yogyakarta.
Survival International : association internationale pour la défense des droits des populations tribales (basée à Londres).
TAD : *Transmigration Area Development*, grand projet de la GTZ (Coopération allemande) dans la province de Kalimantan-Est.
Tamban Lupak : village et site de Transmigration dans la zone marécageuse de Kalimantan-Centre.
Tanjung Raya : sous-district de la province du Lampung.
Tapol : abréviation de *tahanan politik* (prisonnier politique). Association pour la défense des prisonniers politiques et des droits de l'homme en Indonésie.
Tatakarya : site de Transmigration dans la province du Lampung.
Tegal : ville et district de la province de Java-Centre.
Teluk Kuantan : site de Transmigration dans la province de Riau.
The Ecologist : revue britannique ayant consacré un numéro spécial (vol. 16 n° 2/3, 1986) pour lancer une campagne internationale contre la Transmigration.
Timor : île la plus orientale de l'archipel de la Sonde.

Timor Timur : (ou Timor oriental) moitié est de l'île de Timor, ancienne colonie portugaise, envahie militairement en 1975 et annexée par l'Indonésie. Considérée comme la 27^{e} province de l'Indonésie, 14 874 km^{2} et 0,7 million d'habitants en 1990.
Tirtonirmolo : village de la région de Yogyakarta.
Tolai : site de Transmigration proche de Parigi (Sulawesi-Centre).
Tomini : ville et golfe dans la province de Sulawesi-Centre.
Toraja : groupe ethnique installé dans les zones montagneuses de la province de Sulawesi-Sud.
Torue : rivière de la région de Parigi (Sulawesi-Centre).
Totomulyo : site de Transmigration de la province du Lampung.
TSP : *Triple Super Phosphate*, super phosphate triple.
Tulang Bawang : fleuve et sous-district de la province du Lampung.
Tumbang Sangai : village dayak en aval des rapides sur la Mentaya (Kalimantan-Centre).
UGM : *Universitas Gajah Mada*, première université indonésienne (Yogyakarta).
Ujung Pandang : nouveau nom de Makassar, capitale de la province de Sulawesi-Sud.
UNDP : *United Nations Development Programme*. Programme des Nations Unies pour le Développement.
Universitas Lambung Mangkurat : université sise à Banjarmasin (Kalimantan-Sud).
Untoro : ancien village de la *Kolonisatie*, à proximité de Metro (Lampung).
USAID : *United States Agency for International Development*, Agence de coopération américaine.
Van den Bosch : (1780-1844), gouverneur-général des Indes néerlandaises de 1830 à 1833, puis ministre des colonies de 1834 à 1839, Johannes Van den Bosch est l'inventeur du *cultuurstelsel*.
Van Kol : un des principaux membres du groupe *Ethici*.
Way Abung : rivière et vaste zone de Transmigration dans le centre de la province du Lampung.
Way Rarem : rivière et barrage important permettant l'irrigation de toute la zone de Way Abung (Lampung).

Way Seputih : fleuve de la province du Lampung.
Wengker : région de Java-Est. Le prince de Wengker, personnage influent à la Cour de Mojopahit, était l'oncle du roi Hayam Wuruk (XIV^{e} siècle).
WFP : *World Food Programme*, programme des Nations Unies contre la faim dans le monde.
Wonogiri : ville et district de la province de Java-Centre.
Wonosobo : sous-district de la province du Lampung. La partie du sous-district correspondant à la plaine de la Semangka a été mise en valeur par la *Kolonisatie* dans les années 1920.
Wuriantoro : barrage situé à proximité de Wonogiri (Java-Centre).
Yogyakarta : ville et province dans le centre de Java (voir *Daerah Istimewa Yogyakarta*). Fondée en 1749, la ville est considérée comme le foyer de la culture javanaise.

Glossaire

Alang-alang : nom indonésien de l'*Imperata cylindrica.*

Apitan : ou *musim apitan* est un terme javanais qui désigne la saison de culture intermédiaire entre la saison des pluies (*labuan*) et la saison sèche (*lemareng*) en agriculture pluviale.

Asal bapak senang : littéralement «l'important est que le père (le supérieur) soit content». Bien que présentée sur un mode humoristique, cette règle d'or, souvent abrégée *ABS*, est scrupuleusement observée par tout fonctionnaire soucieux de sa tranquillité ou de son avancement.

Atulak kadang warga : littéralement «refouler ses propres parents» en javanais. Une amende très forte frappait toute personne tentant de s'opposer à l'installation d'un nouveau défricheur dans un village javanais.

Bahasa Indonesia : langue nationale indonésienne. Originaire du *Melayu* ou malais, cette langue véhiculaire en usage dans l'archipel fut choisie comme langue nationale lors de l'accession à l'Indépendance de l'Indonésie.

Banjar : terme balinais désignant l'association de voisinage. Ne pas confondre avec le groupe ethnique banjar.

Banyak anak banyak rezeki : littéralement «beaucoup d'enfants beaucoup de chance». Proverbe indonésien mettant l'accent sur l'intérêt à posséder une progéniture nombreuse.

Bapak : père ou monsieur en indonésien. Appellatif réservé aux supérieurs et aux personnes de sexe masculin plus âgées.

Bapakisme : version indonésienne du paternalisme.

Batig slot : terme néerlandais désignant les bénéfices tirés de l'exploitation coloniale et rapatriés aux Pays-Bas.

Bau ou bahu : mesure de superficie javanaise de l'ordre de 0,7 ha. Le *bau* correspond approximativement à la superficie de rizière habituellement attribuée à un ménage javanais.

Bawon : terme javanais désignant le partage de récolte, ou la part de la récolte revenant aux moissonneurs. Le *bawon* varie entre 1/4 et 1/12 de la récolte de paddy suivant les variétés et les régions. Très favorable aux récolteurs, le *bawon* tend à être remplacé par le *tebasan* depuis la révolution verte.

Bedeng : abri sommaire accueillant jusqu'à une douzaine de familles de colons en attendant la construction des maisons individuelles à l'époque de la *Kolonisatie.*

Bekel : notable javanais et agent du fisc sous le royaume de Mataram.

Belukar : terme indonésien désignant des formations arbustives basses ou des recrûs forestiers secondaires.

Besok : demain en indonésien. De sens très proche du *mañana* espagnol, *besok* désigne tout aussi bien le futur proche et le futur plus éloigné.

Bhinneka Tunggal Ika : «l'unité dans la diversité». Devise, empruntée au sanskrit, de la République d'Indonésie.

Bibit lokal : littéralement «semence locale», désigne toute variété non sélectionnée par un institut de recherche.

Bibit pemerintah : littéralement «semence du gouvernement» désigne les variétés sélectionnées recommandées par la vulgarisation agricole.

Bibit unggul : variété sélectionnée.

Budak jaman kini : serf des temps modernes.

Bumi : équivalent sundanais du *sikep* javanais ou du koulak russe.

Bupati : chef de district (*kabupaten*), niveau administratif intermédiaire entre le sous-district (*kecamatan*) et la province.

Cacah : terme javanais pour «feu», chef de famille. Unité de recensement.

Cakal bakal : terme javanais désignant les fondateurs d'un village ou d'une communauté agraire. Equivalent de *tiyang baku.*

Camat : chef de sous-district (*kecamatan*), niveau administratif intermédiaire entre le village (*desa*) et le district (*kabupaten*).

Cetak sawah : opération consistant à «créer» une rizière. L'ensemble des travaux de terrassement se répartit habituellement sur trois années pleines. Lorsque le propriétaire du terrain confie l'opération à un tiers, ce dernier obtient l'usufruit de la rizière pendant toute la période de «création».

Cukupan : formé à partir de la racine *cukup* (assez), ce terme désigne «ceux qui ont juste de quoi vivre», euphémisme s'appliquant aux villageois plutôt aisés.

Cultuurstelsel : littéralement «système de culture» en néerlandais, ce système de cultures forcées à été introduit en 1830 à Java et dans quelques autres régions de l'archipel par Van den Bosch et progressivement aboli à partir de 1870. Il obligeait les paysans à consacrer 1/5 de leurs terres et 1/5 de leur temps de travail à des cultures d'exportation (café, canne à sucre, indigo, etc.).

Damar : résine en indonésien. Dans le sud-ouest de Sumatra, la résine de *Shorea javanica* (Dipterocarpaceae) est exploitée dans des agroforêts villageoises. *Damar* s'applique indifféremment à l'arbre ou à la résine extraite de l'arbre.

Demang : équivalent de chef de district dans certaines régions.

Demokrasi terpimpin : littéralement «démocratie dirigée». Ce terme, proposé par Sukarno, devait désigner une phase transitoire vers l'accession à une démocratie pleine et entière.

Dharma : (ancien javanais), domaine agricole géré par des religieux.

Digitaria sp. : graminée adventice à cycle court, particulièrement gênante en riziculture pluviale.

Dioscorea hispida : igname sauvage ou *gadung* en indonésien. Très riche en acide cyanhydrique, cette igname ne peut être consommée sans danger qu'après un rouissage intense.

Durian : *Durio zibethinus* (Bombacaceae). Considéré comme le roi des fruits en Asie du Sud-Est, le durian (ou durion) atteint des prix très élevés sur les marchés urbains.

Durung Jawa : littéralement «pas encore Javanais» sert à désigner un enfant mal élevé au comportement encore insuffisamment policé.

Ethici : nom donné à un groupe de pression au Parlement néerlandais regroupant les tenants d'une voie morale (éthique) à l'égard de la colonie.

Eusideroxylon zwageri : (Lauraceae), bois de fer de Bornéo. Bois imputrescible très recherché pour la construction (pilotis, planches, poutres, bardeaux).

Gadu : terme javanais désignant la contre-saison en riziculture inondée.

Gaduhan : bail à mi-croît. Contrat passé entre le propriétaire du bétail et l'éleveur. Le croît du troupeau (un veau sur deux ou un chevreau sur deux) est réparti en parts égales entre le propriétaire et l'éleveur.

Gamelan : orchestre javanais comprenant essentiellement des instruments à percussion.

Ganti rugi : dédommagement ou indemnisation en indonésien. L'achat et la revente des lots attribués par la Transmigration étant officiellement interdits, les colons utilisent habituellement ce terme pour qualifier les transactions foncières.

Garpu : fourche ou fourchette en indonésien. Terme employé, en raison de leur forme, dans le cas des réseaux de drainage et d'irrigation par le jeu de battement de la marée.

Gawai : mettre en mouvement l'ordre social, faire fonctionner, administrer (en javanais).

Gelandangan : sous-prolétariat urbain.

Glongsor : groupe statutaire composé d'immigrants récents dans un village (javanais de l'est et du centre), et ne disposant d'aucune propriété foncière.

Gogol : groupe statutaire composé de paysans au sens plein du terme, c'est-à-dire ceux possédant une rizière, un *pekarangan* et une maison (javanais).

Gubug : cabane in indonésien.

Heerendienst : corvée effectuée au bénéfice de l'administration coloniale (néerlandais).

Honorer : fonctionnaire contractuel en attente de titularisation (indonésien, emprunt au néerlandais).

Hutan : forêt en indonésien. *Rimba* ou *hutan rimba* désignent la forêt primaire. Terme à forte connotation péjorative lorsqu'il est appliqué aux agroforêts des îles périphériques.

Hutang budi : dette de reconnaissance (indonésien).

Idul Fitri : terme originaire de l'arabe pour désigner la fête clôturant le ramadan. Equivalent de *lebaran* en indonésien.

Imperata cylindrica : nom latin de l'*alang-alang*. Cette graminée particulièrement envahissante brûle très facilement. Les feux répétés empêchent tout recrû forestier.

Jual beli : littéralement «vendre acheter», désigne toute transaction monétaire en indonésien.

Jung : mesure de superficie correspondant à 4 *bau*, environ 2,8 hectares.

Jungle rubber : terme anglais à connotation péjorative désignant les plantations villageoises d'hévéas particulièrement mal entretenues, dont l'aspect rappelle davantage une jungle qu'une plantation.

Kasihan : apitoiement ; malheureusement ; interjection : le pauvre.
Kebun : jardin, verger ou plantation en indonésien.
Kebun karet : plantation d'hévéas.
Kebun rotan : plantation de rotin. Deux espèces de rotins (*Calamus caesius* et *Calamus trachycoleus*) sont cultivées à Kalimantan. Toutes les autres espèces sont des produits de cueillette.
Kecamatan : sous-district. Niveau administratif intermédiaire entre le village et le district (*kabupaten*).
Kekurangan : formé à partir de la racine *kurang* (insuffisant, qui manque, qui fait défaut), le terme désigne les villageois en situation de manque, par opposition aux *cukupan*, villageois plus aisés.
Kelompok tani : groupements d'agriculteurs formés pour faciliter l'action de la vulgarisation agricole.
Keluarga berencana : planning familial indonésien.
Klotok : barque de taille variable équipée d'un moteur diesel à Kalimantan-Centre. L'onomatopée rappelle le bruit caractéristique du moteur.
Kongsi : terme emprunté au chinois et désignant une association commerciale.
Kontrak : emprunté au néerlandais, le terme est surtout employé pour les contrats impliquant des transactions monétaires.
Kontraktor : entrepreneur.
Koperasi Unit Desa (KUD) : coopérative villageoise. Fortement encouragé par le gouvernement, le secteur coopératif reste embryonnaire en raison du manque de capitaux et de l'absence de gestionnaires compétents au niveau villageois.
Kraton : palais royal, centre du monde javanais traditionnel.
Kuli : groupe statutaire composé de paysans au sens plein du terme, c'est-à-dire ceux possédant une rizière, un *pekarangan* et une maison (javanais).
Kumpulan : groupe statutaire ne possédant ni maison ni propriété foncière (javanais).
Labuan : première saison de culture en agriculture pluviale. Correspond au début de la saison des pluies (javanais).
Ladang : essart destiné à la culture sur brûlis. Par extension, le terme peut désigner le système de culture sur brûlis dans son ensemble. Dans toute l'Indonésie occidentale, le *ladang* est dévolu à la riziculture pluviale.
Lebak : terme utilisé à Sumatra pour désigner les dépressions en arrière des bourrelets de berge des grands fleuves, et habituellement destinées à la riziculture de décrue.
Lebaran : fête religieuse clôturant le jeûne du ramadan.
Lemareng : troisième saison de culture en agriculture pluviale. Particulièrement risquée, celle-ci correspond à la saison sèche (javanais).
Lindung : groupe statutaire composé de paysans ne possédant qu'un *pekarangan* et une maison, mais pas de rizière (javanais).
Maharaja : roi suprême (vieux javanais emprunté au sanskrit).
Mancanagara : terme javanais désignant l'ensemble des territoires «extérieurs», situés en dehors du *nagara-agung* et soumis à l'administration directe.
Mantri : haut fonctionnaire en javanais ancien.
Marga : clan, et parfois territoire clanique, à Sumatra.
Menumpang : groupe statutaire composé de villageois possédant leur maison mais aucune propriété foncière (javanais).
Mufakat : accord, consensus obtenu après discussion (emprunt de l'arabe).
Musim paceklik : période de soudure avant la moisson.
Musyawarah : discussion, délibération (emprunt de l'arabe).
Nagara : terme javanais désignant la capitale du royaume agraire.
Nagara agung : territoire autour de la capitale confié en apanage aux princes et aux dignitaires de la Cour.
Nâgarakertâgama : «Traité sur la gloire du pays» ; long poème javanais composé en 98 chants par le poète de Cour Prapanca en 1365. Source d'information particulièrement riche sur la période de Mojopahit.
Ngindung : terme javanais désignant les paysans sans terre.
Non pasang surut (NPS) : projet de Transmigration en culture pluviale, par opposition aux projets en pasang surut.
Nusup : groupe statutaire ne possédant ni maison ni propriété foncière (javanais).

Orang : signifie homme, être humain, en indonésien. Associé à un nom de pays, il désigne les nationaux du pays en question : *orang Perancis* pour Français, *orang Spanyol* pour Espagnol, etc. Associé à un adjectif, il désigne l'homme à qui s'applique l'adjectif en question. L'*orang hutan*, littéralement «homme de la forêt», a été francisé en orang-outan.

Orde baru : littéralement «ordre nouveau», également appelé «nouvel ordre indonésien». Politique de redressement national mise en œuvre par le président Suharto après la répression du coup d'Etat communiste du 30 septembre 1965.

Padi sawah : riz irrigué ou riz inondé, par opposition à *padi ladang*, riz pluvial.

Palawija : terme générique désignant toutes les cultures secondaires, ou intermédiaires entre deux récoltes de riz (javanais).

Pancasila : littéralement «les cinq principes», fondement de l'idéologie politique indonésienne, énoncés par Sukarno en 1945.

Pasang surut : littéralement «flot jusant», désigne les projets de Transmigration où l'irrigation et le drainage sont assurés par le jeu de battement de la marée.

Pekarangan : jardin verger abritant l'habitation dans un village javanais. Le regroupement de plusieurs *pekarangan* constitue un hameau, généralement entouré de rizières.

Pelita : voir *prapelita* et *repelita*.

Perkebunan Inti Rakyat : version indonésienne du *Nucleus Estate and Smallholders system*. Association formée d'un noyau, représenté par une plantation industrielle, et d'un plasma, composé de petits planteurs installés en périphérie.

Pondok : groupe statutaire composé d'immigrants récents dans un village (javanais de l'est et du centre), et ne disposant d'aucune propriété foncière.

Prabot dusun : membres de l'administration villageoise (javanais).

Prapelita : terme indonésien désignant la période précédant (*pra*) la planification quinquennale (*pelita*), c'est-à-dire de l'Indépendance (1949-50) jusqu'au 1er avril 1969.

Priyayi : aristocrate, membre de la noblesse javanaise. A l'origine, un corps administratif et militaire.

Puddling : malaxage du sol en conditions humides. Le travail du sol répété (piétinage et/ou labour) permet d'imperméabiliser le fond de la rizière et, par conséquent, d'éviter les pertes d'éléments nutritifs par lessivage.

Raka ou ***Rakaryan :*** seigneur en vieux javanais.

Ramai : bruyant, animé, joyeux. En indonésien l'adjectif «bruyant» n'a pas de connotation péjorative. Comme ailleurs en Asie, le bruit est associé à la vie et à la gaîté, rarement à la gêne.

Rawa : marais, marécages.

Red-yellow podzolics : sols ferralitiques désaturés à tendance podzolique, de couleur jaunâtre à rougeâtre.

Rendengan : première saison de culture (saison des pluies) en riziculture inondée (javanais).

Repelita : acronyme de *REncana PEmbangunan LIma TAhun*, plan de développement quinquennal.

Rumah : maison en indonésien.

Rupiah : roupie indonésienne. Un dollar américain valait environ 2 000 roupies au début des années 1990.

Saptamarga : serment prêté par les militaires indonésiens. Les projets de Transmigration *saptamarga*, installés à proximité des frontières terrestres de l'Indonésie, sont réservés aux vétérans de l'armée.

Satu negara, satu bangsa, satu bahasa : «un pays, une nation, une langue». Slogan unitaire datant de la lutte pour l'Indépendance.

Sawah : rizière. Le terme désigne tout aussi bien les rizières irriguées, inondées, de décrue, de bas-fonds, de marécage, etc. Il n'exclut en fait que la riziculture pluviale.

Selamatan : repas communiel, cérémoniel, rituel.

Sikep : à Java, paysans aisés, propriétaires de rizières. A l'époque des royaumes agraires, seuls les *sikep* (*bumi* en sundanais) étaient soumis à l'impôt.

Sima : (vieux javanais) domaine agricole attribué par une charte royale. Franc-alleu.

Sistim garpu : réseau de drainage et d'irrigation par le jeu de battement de la marée en forme de fourchette (*garpu*).

Spontan : *transmigran spontan* (ou *tran spontan*) désigne, par opposition à *transmigran umum* (littéralement transmigrants généraux), tous les migrants qui ne sont pas totalement pris en charge par le Ministère. Les *tran spontan* se subdivisent en *DBB* (*dengan bantuan biaya*) ou partiellement assistés, en *TBB*

(*tanpa bantuan biaya*) ou non assistés, et en *spontan spontan* ou spontanés *stricto sensu* pour les migrants indépendants des projets de Transmigration.

Stengah gogol : littéralement «demi-paysan» en javanais. Groupe statutaire composé de paysans ne possédant qu'un *pekarangan* et une maison, mais pas de rizière.

Suku terasing : littéralement «tribu isolée». Groupe ethnique considéré comme étant à l'écart du monde, loin de toute civilisation.

Tambak : bassin d'eau saumâtre destiné à la pisciculture ou à l'élevage de crevettes.

Tanah gagas : terre médiocre en dayak ngaju. Terme réservé tout particulièrement aux sols sableux et légers.

Target : emprunté à l'anglais, le terme désigne l'objectif numérique affiché par le plan quinquennal.

Tebasan : nouveau système de moisson remplaçant le *bawon* et introduit depuis la révolution verte. Contrairement au *bawon* (partage de récolte), le coût du *tebasan* est négocié entre le propriétaire de la rizière et un contremaître sur la base du coût de la main-d'œuvre. La récolte est ensuite effectuée par des journaliers extérieurs au village.

Tegal ou ***Tegalan :*** termes javanais désignant les champs destinés à la culture pluviale (de manière permanente, et non temporaire comme dans le cas du *ladang*).

Teladan : exemple, modèle à suivre.

Tengkawang : différentes espèces de *Shorea* (Dipterocarpaceae) dont l'amande du fruit est riche en huile comestible.

Teri : forme particulière du parcellaire en zone de colonisation. Lots monoblocs, de forme allongée et perpendiculaires à la route d'accès. En plaçant l'habitation à proximité immédiate des parcelles, cette disposition vise à favoriser le travail agricole au détriment de la vie sociale.

Tiwul : terme javanais désignant le plat du pauvre, un mélange de riz et de manioc en proportions variables. Chez les plus pauvres, le riz peut disparaître du mélange.

Tiyang baku : terme javanais désignant les fondateurs d'un village ou d'une communauté agraire.

Translok : abréviation de *Transmigrasi lokal* (Transmigration locale), terme réservé aux migrations de population internes à la province du Lampung. Ces déplacements de population vers le nord de la Province, concernent essentiellement des migrants spontanés javanais ayant défriché «illégalement» des zones forestières aujourd'hui destinées au reboisement.

TSP (Triple Super Phosphate) : le superphosphate triple, obtenu par attaque phosphorique des phosphates naturels, dose 38 à 48 % de P_2O_5 soluble. C'est le seul engrais phosphaté disponible dans les centres de Transmigration.

Tumpang sari : littéralement «hôte de l'essentiel», système de culture javanais associant des cultures intercalaires (les hôtes), en général de maïs et du manioc, à la riziculture pluviale (l'essentiel).

Wakaf : (emprunt de l'arabe), bien de main-morte, fondation religieuse inaliénable.

Wanua : vieux javanais pour pays, communauté villageoise.

Wayang kulit : théâtre d'ombres javanais traditionnel, représentations avec écran et figurines en cuir (*kulit*).

Wedana : ancien fonctionnaire de l'administration indigène, placé sous l'autorité du *bupati* (chef de district) à l'époque coloniale.

Wereng : insectes ravageurs du riz, appartenant aux genres *Niloparvata* et *Nephotettix*.

Wong : est l'équivalent javanais de *orang* en indonésien qui signifie homme, être humain.

Wong duwé : celui qui possède, le riche, en javanais.

Wong Jawa : le Javanais ou la Javanaise, en langue javanaise.

Wong numpang : celui qui profite de, qui est à la charge de. Désigne les passagers d'un véhicule de transport, les ouvriers agricoles placés à l'année sous la dépendance d'un agriculteur, ou encore les enfants mariés restant à la charge de leurs parents.

Wong ora duwé : celui qui ne possède pas, le pauvre, en javanais.

Summary

Initiated in 1905 by the Dutch colonizer, the Transmigration program constitutes today the largest agricultural resettlement project ever undertaken by a State. Conceived to correct the important demographic imbalance within the archipelago, Transmigration aims at the double objective of a social policy in the «inner islands» (Java, Madura, Bali) and of a development policy in the «outer islands» (Sumatra, Kalimantan, Sulawesi, Irian Jaya).

The program passes by euphoria and disappointment phases and knows at least as much successes as failures. The latter are generally attributed to the lack of means, to the insufficient selection of sites and of migrants, to the bad preparation of the projects and to the poor management of the ministries involved.

The first part of the thesis shows that the difficulties faced by Transmigration come less from implementation problems than from an overall inadapted conception from the start. This inadaptation is the result of an erroneous perception of the evolution of the Javanese peasantry in the face of demographic growth, of ancient prejudices towards land and people of the «outer islands» and, over all, of an exclusively agrarian vision of development. In the second part, many examples from Transmigration centers in Sumatra, Kalimantan and Sulawesi show how these perception and representation problems reflect in the choices of the planners and in the replies by the peasants. The third part, after having compared the program to other agricultural colonizations projects in the world, concludes that Transmigration is in fact only the last avatar of the expansion of the former Javanese agrarian kingdoms, that its difficulties take their origin in both a specific vision of the world and of the concept of power.

But Indonesia no longer is an agrarian kingdom. Today, the priority goes to the industrialization of the country and to the modernization of its agriculture. In the face of this new deal, Transmigration will have to adapt or to vanish.

Ringkasan

Diawali pada tahun 1905 oleh penjajah Belanda, Transmigrasi sampai saat ini merupakan program perluasan areal pertanian (kolonisasi) terbesar yang pernah dilaksanakan oleh suatu negara. Dengan maksud memperbaiki pemerataan penduduk antar pulau, Transmigrasi mempunyai dua tujuan : yaitu tujuan sosial bagi pulau-pulau Jawa, Madura, Bali dan tujuan pembangunan bagi pulau-pulau Sumatra, Kalimantan, Sulawesi dan Irian Jaya.

Transmigrasi mengalami masa-masa kegemilangan dan masa-masa kekecewaan, perlu diketahui bahwa tingkat keberhasilannya sama dengan tingkat kegagalannya. Masalah-masalah yang timbul biasa disebabkan karena kurangnya sarana dan prasarana, kesalahan dalam penentuan lokasi maupun transmigrannya serta kelemahan aparat pemerintah baik di lapangan maupun di pusat.

Bagian pertama dalam disertasi ini menggambarkan bahwa masalah-masalah yang timbul dalam Transmigrasi bukan berasal dari pelaksanaannya akan tetapi bersumber dari konsep dasar yang kurang sesuai. Yaitu hasil persepsi yang salah tentang evolusi petani Jawa terhadap pertumbuhan penduduk, prasangka yang tiada habisnya terhadap «tanah sabrang» dan penduduknya, dan kurang memikirkan pembangunan di luar sektor pertanian. Bagian kedua, dengan menampilkan beberapa proyek Transmigrasi di Sumatra, Kalimantan dan Sulawesi, menggambarkan masalah-masalah yang dialami oleh para transmigran akibat dari persepsi dan perwujudan oleh para perencana. Pada bagian terakhir, dengan membandingkan Transmigrasi dengan proyek sejenis di beberapa negara lainnya di dunia, mengungkapkan bahwa Transmigrasi pada kenyataannya adalah bentuk lain ekspansi kerajaan agraris Jawa. Sumber dasar kesulitan-kesulitan Transmigrasi terletak pada pandangan hidup dan konsepsi kekuasaan orang Jawa pada zaman dulu.

Tetapi Indonesia bukan lagi suatu kerajaan agraris. Sekarang prioritasnya menuju industrialisasi dan modernisasi pertanian. Menghadapi persoalan baru tersebut, Transmigrasi akan harus menyesuaikan diri atau lenyap.

Table des illustrations

Liste des figures

Figure 1. L'archipel indonésien 30
Figure 2. Evolution du nombre de transmigrants (1951-1993) 48
Figure 3. Contribution des îles intérieures à la Transmigration (1905-1993) 49
Figure 4. Principales zones d'accueil de la Transmigration 54
Figure 5. Croissance de la population de Java (1815-1990) 87
Figure 6. Densités démographiques à Java (1930-1961-1990) 89
Figure 7. Surfaces récoltées annuellement et rendements des *sawah* 93
Figure 8. Evolution des surfaces cultivées à Java 94
Figure 9. Evolution des surfaces plantées en riz à Java (1865-1940) 95
Figure 10. Evolution de la population et de la production de riz à Java 96
Figure 11. Evolution de la surface par actif agricole à Java 96
Figure 12. Evolution de la population employée dans l'agriculture 97
Figure 13. Extension des zones d'origine des transmigrants (1905-1993) 102
Figure 14. Evolution de la répartition de la population indonésienne 117
Figure 15. Densités démographiques dans les Indes néerlandaises en 1930 118
Figure 16. Occupation de l'espace au Lampung en 1930 120
Figure 17. Occupation de l'espace à Kalimantan-Centre en 1980 121
Figure 18. Occupation de l'espace à Gunung Balak (Lampung) en 1930 128
Figure 19. Répartition des zones marécageuses en Indonésie 130
Figure 20. Belitang, au temps de la *Kolonisatie* et en 1990 182
Figure 21. Colonisation agricole à Metro (1989) 183
Figure 22. Centre de Transmigration de Tolai : parcellaire en *teri* 189
Figure 23. Le site de Transmigration de Way Abung - Panaragan 190
Figure 24. Origine des ménages de Tatakarya en 1986 194
Figure 25. Surfaces en propriété à Tatakarya (1986) 194
Figure 26. Revenus des familles de Tatakarya (1990) 196
Figure 27. Transactions foncières à Tatakarya (1986-1990) 197
Figure 28. Surfaces en rizières à Tatakarya (1990) 200
Figure 29. Mise en valeur des marécages côtiers par les Bugis (côte est de Sumatra) 224
Figure 30. Site de Transmigration de Delta Upang 226
Figure 31. Site de Transmigration de Barambai 227
Figure 32. Centres de Transmigration *pasang surut* à Sumatra-Sud 229
Figure 33. Centres de Transmigration *pasang surut* à Kalimantan-Sud 230
Figure 34. Revenus des familles de Mopuya (1982-83) 251
Figure 35. Origine du foncier à Sebamban en 1990 258
Figure 36. Utilisation du sol à Sebamban en 1990 258
Figure 37. Revenus des familles de Sebamban en 1990 261
Figure 38. Système d'apanage en vigueur dans le royaume de Mataram (XIX^{e} siècle) 339
Figure 39. Réduction de la dépendance pétrolière 377
Figure 40. Structure des exportations en 1989 377
Figure 41. Structure du produit intérieur brut en 1992 379
Figure 42. Evolution de la structure du PIB 379
Figure 43. Localisation des principaux sites étudiés 408

Liste des tableaux

Tableau 1. Nombre de familles et de personnes transmigrées (1951-1993) 47
Tableau 2. Répartition des transmigrants par zone d'accueil (1905-1986) 53
Tableau 3. Budgets de la Transmigration dans les provinces d'accueil (1979-1982) 55
Tableau 4. Transmigration et surfaces agricoles utiles dans les provinces d'accueil en 1985 57
Tableau 5. Transmigration et infrastructures routières (1985) 58
Tableau 6. Flux migratoires entre Java et les autres îles (1950-1972 et 1975-1980) 66
Tableau 7. Evolution de la propriété foncière à Java 97
Tableau 8. Catégories de migrants et zones de recrutement prioritaires 103
Tableau 9. Evolution de la population indonésienne de 1600 à 1990 116
Tableau 10. Evolution des superficies forestières dans les îles extérieures (1952 et 1990) 119
Tableau 11. Ressources forestières dans les provinces d'accueil en 1985 122
Tableau 12. Temps de travaux en riziculture sur brûlis (Kalimantan-Centre) 134
Tableau 13. Rendements et productivités en riziculture sur brûlis (Kalimantan-Centre) 152
Tableau 14. Revenus agricoles à Tatakarya avant et après irrigation 198
Tableau 15. Revenus non agricoles à Tatakarya avant et après irrigation 199
Tableau 16. Evolution de l'utilisation d'engrais en riziculture 200
Tableau 17. Evolution des dépenses en pesticides et en herbicides 201
Tableau 18. Evolution de l'usage du pulvérisateur 201
Tableau 19. Evolution du recours à la main-d'œuvre salariée 201
Tableau 20. Evolution de la rémunération de la riziculture 202
Tableau 21. Evolution de la propriété foncière à Belitang (Sumatra-Sud) 206
Tableau 22. Bilan comparatif des cultures de riz et de soja à Sulawesi (1985-86) 249
Tableau 23. Bilan du système de culture CRIA (1982) 266
Tableau 24. Bilan de la culture de soja-maïs à Totomulyo (1986) 268

Légendes des photographies

Couverture : Marionnette en cuir (*wayang kulit*) du théâtre d'ombres javanais représentant Bima, le héros défricheur de l'épopée du Mahabharata. Extrait de *Lordly shades* (Guritno et *al.*, 1991).

Page 9 : Carte des îles de la Sonde établie par Nicolas Sanson d'Abbeville vers 1683. Extrait de *Early maps of South-East Asia* (Fell, 1991).

Page 27 : La famille Sumerta, transmigrants balinais à Sebamban (Kalimantan-Sud). Photo Levang.

Page 77 : (a) : Quartier de Jakarta vu du ciel. Extrait de *Indonesia from the air* (PT Humpuss and Times, 1988). (b) : Agroforêt à damar de la région de Krui (Lampung). Photo Michon et de Foresta. (c) : Panneau publicitaire de la Transmigration (La Transmigration vous assure un avenir meilleur). Photo Levang.

Page 83 : Village de Java-Centre vu du ciel. Extrait de *Indonesia from the air* (PT Humpuss and Times, 1988).

Page 113 : Abri sur *ladang* à Kalimantan-Centre. Noter l'essart de l'année en premier plan, celui de l'année précédente livré au recrû forestier au second plan et la forêt primaire en toile de fond. Photo Levang.

Page 145 : Colon de Malonas à Sulawesi-Centre. Les transmigrants sont chargés de promouvoir l'agriculture intensive dans les îles périphériques. Photo Levang.

Page 163 : Où es-tu vérité ? Célèbre interrogation de Socrate. Dessin de G.M. Sudarta.

Page 171 : Quatre types de projets. (a) Rizières irriguées en terrasses de Sulawesi. (b) : Canal d'irrigation et de drainage *pasang surut* à Kalimantan-Sud. (c) : Parcelles en culture pluviale abandonnées à l'*alang*

alang à Sebamban (Kalimantan-Sud). (d) : Hévéa en saignée à Batumarta (Sumatra-Sud). Photos Levang.

Page 177 : Rizière irriguée de Bumiarum (zone de colonisation agricole de Pringsewu, Lampung). Photo Levang.

Page 215 : Tranchée dans une forêt sur tourbe ombrogène à proximité de Palangkaraya (Kalimantan-Centre).

Page 241 : Transmigrants de Mesuji (projet en culture pluviale du nord du Lampung). Les rendements des cultures, corrects après défriche, décroissent rapidement en culture pluviale continue. Photo Levang.

Page 273 : Saigneur d'hévéa en action à Batumarta (Sumatra-Sud). Photo Levang.

Page 293 : Barrage de Kosinggolan assurant l'irrigation de la zone de Transmigration de Doluduo (Sulawesi-Nord). Photo Levang.

Page 301 : *Happy life in Jakarta slum.* Dessin de G.M. Sudarta.

Page 305 : Extension du domaine cultivé par la colonisation agricole au Moyen Age en France. Extrait de *Histoire de la forêt française* (Badré, 1983).

Page 331 : Prince javanais en costume de cour au début du XIX^{e} siècle. Extrait de *History of Java* (Raffles, 1988).

Page 363 : Zone industrielle spéciale de Batam à 20 kilomètres au sud de Singapour. Extrait de *Indonesia from the air* (PT Humpuss and Times, 1988).

Page 385 : L'engagement des dirigeants, ici le président Suharto et son épouse, est une des clefs du succès des programmes de développement agricole. Extrait de *L'agriculture indonésienne* (Ministère de l'-Agriculture d'Indonésie, 1994).

Page 393 : Libéralisme économique et libéralisme tout court. Inquiétude devant les excès du premier et aspiration au second. Dessins de G. M. Sudarta.

Page 405 : Représentation de la montagne (*gunungan*) dans le théâtre d'ombres javanais. Symbole de l'environnement apparaissant en début et en fin de représentation. Extrait de *Lordly shades* (Guritno *et al.*, 1991).

Table des matières

Sommaire 3

Kata pengantar 5

Remerciements 6

Prologue : Tanah sabrang **11**
Expert ou chercheur ? 12
Entre agronomie et sciences sociales : l'«anthropologie agronomique» 15
Synthèse ou thèse ? 20

Introduction générale . La Transmigration en Indonésie : politique sociale, politique de développement ou géopolitique ? **25**
Au nom du peuple indonésien... 31
Trop beau pour être vrai ? 35
De la *Kolonisatie* à la Transmigrasi, 90 ans d'histoire 36
La *Kolonisatie* : une dette d'honneur 36
La phase expérimentale (1905-1931) 37
Le second souffle (1931-1941) 38
Les solutions d'urgence de l'immédiat après-guerre 38
Le temps du doute et du rêve 39
Le renouveau de la Transmigration 39
L'âge de la *target* 40
Le programme s'emballe 41
Correction de tir 41
Un dilemme permanent : quantité ou qualité 42
Un bilan mitigé 45
Des objectifs fluctuant au gré des politiques globales 45
Des chiffres imposants mais insuffisants 46
Développer les îles extérieures 52
Sécurité, défense et construction nationales 60
Pour ou contre la Transmigration ? 64
De nombreuses insuffisances 65
Des remises en cause plus globales 66
Des objectifs inavoués ? 68
Des effets secondaires 69
La thèse 70

Première partie : Des prémisses erronées **75**

Introduction 79

Chapitre 1 : Les hommes sans terre 85
Des hommes en trop : l'annonce d'une catastrophe malthusienne 86
La catastrophe malthusienne est reportée à une date ultérieure 91
Le transmigrant tel qu'on voudrait qu'il soit 99
Des origines de plus en plus diverses 101

Catégories et zones prioritaires 103
La recherche perpétuelle du «bon» transmigrant 104
Les transmigrants : ni élite ni rebut de la société 105
Motivations et objectifs des migrants 107
«Propension migratoire» contre «attachement à la terre» ? 109
Les îles intérieures sont-elles surpeuplées ? 111

Chapitre 2 : Les terres sans hommes 115
Des terres vierges ? 115
D'importantes réserves foncières ? 125
Les «meilleures» terres sont déjà occupées 125
Des terres libres, mais difficiles d'accès 127
Des terres libres, mais de fertilité médiocre 129
Des terres libres, mais difficiles à mettre en valeur 130
Des systèmes de culture adaptés aux environnements physique et économique 134
La riziculture sur brûlis 134
De la cueillette à l'agroforesterie 136
Des terres pas si vierges que cela 137
Droit coutumier et droit indonésien 138
De multiples conflits d'intérêts 139
Une capacité d'accueil plus restreinte que prévu 141

Chapitre 3 : Une vision agraire du développement 147
Des préjugés tenaces 148
L'intensification : paradigme ou dogme ? 150
Encadrement technique ou contrôle social ? 155
Une politique agraire 159

Conclusion : Un problème de perception et de représentation 165

Deuxième partie : Quatre grands types de projets **169**

Introduction 173

Chapitre 4 : Les projets irrigués 179
Les enseignements de la *Kolonisatie* 180
Onze clés pour le succès 180
La mise au point du modèle : Metro et Belitang 181
La préparation des sites 181
L'arrivée des colons 183
Deux modèles de développement 184
Défrichements et mises en culture 184
Les marchés 184
Une surveillance médicale accrue 185
Education et loisirs 185
Administration et imposition 185
Variations sur un même thème 186
Parigi, des Balinais à l'assaut de Sulawesi 187
Way Abung : mieux vaut tard ... 190
L'irrigation est pour demain 191
Tatakarya : avant et après l'irrigation 193
L'irrigation réhabilitation 202

L'évolution des centres : une formidable croissance démographique 203
Les villages de la phase expérimentale de la *Kolonisatie* 203
Les villages de la *Kolonisatie* de la grande époque 205
La Révolution verte 207
Transmigration = Irrigation ? 211

Chapitre 5 : Les projets *pasang surut* 217
Un milieu plus varié qu'il n'y paraît 219
Bugis et Banjar, un savoir-faire étonnant 220
Profiter du jeu de battement de la marée 220
Des variétés et des techniques adaptées 222
Des techniques qui s'exportent 223
Des essais concluants 225
Delta Upang 225
Le système *garpu* 227
Une généralisation catastrophique 228
Bereng Bengkel : ou comment survivre sur six mètres de tourbe 229
Barambai : vivre ou survivre ? 231
Des débuts toujours difficiles 231
Une longue période d'adaptation 232
L'avenir est au syncrétisme 234
Adopter les techniques banjar 235
Adapter les techniques banjar 236
Purwosari : le modèle oublié 237
Un avenir encore incertain 238

Chapitre 6 : Les projets vivriers en culture pluviale 243
La fertilité du sol : un rôle déterminant ? 246
Sebamban : sols médiocres et facteurs aggravants 252
Un projet ambitieux 252
Un milieu naturel peu favorable 253
Du rêve des uns à la réalité des autres 254
Sebamban : dix ans plus tard 256
Variations sur un même thème 262
On mettra de l'engrais ! L'échec de la Révolution verte en culture pluviale 265
Et pourtant, ça peut marcher 267
La prépondérance des facteurs socio-économiques 270

Chapitre 7 : Les projets en cultures pérennes 275
Le système FELDA en Malaysia 277
Batumarta, projet pilote 279
Adapter avant d'adopter 279
Projet vivrier ou projet intégré ? 280
La poule aux œufs d'or 281
La maison du saigneur 283
Le Javanais est un hévéaculteur 284
Les PIR ; vers une privatisation de la Transmigration 287
Une situation conflictuelle 290
Du FELDA au PIR 291

Conclusion : Pas de Transmigration sans infrastructures 295

Troisième partie : La Transmigration est-elle la solution ? 299

Introduction 303

Chapitre 8 : La colonisation agricole, une réponse unique à des problèmes multiples ? 307
Un exutoire pour excédent démographique 309
Expulsion et colonisation : une réponse rapide à un problème conjoncturel 312
Peupler le vide 313
Une meilleure répartition de la force de travail 315
Les grands projets de mise en valeur régionale 320
Colonisation de production et secteur privé 321
Ense et aratro : l'occupation géopolitique de l'espace 323
La Transmigration, exception ou archétype ? 328

Chapitre 9 : L'héritage des royaumes agraires javanais 333
Une histoire ancienne 334
Une origine noyée dans la nuit des temps et de l'océan 334
La riziculture à Java : innovation locale ou introduction ? 335
Une riziculture de droit divin 336
Des royaumes agraires puissants 337
Déclin et renaissance du royaume de Mataram 338
L'âge d'or des *sikep* 341
Un Etat colonial agraire 342
L'extension d'un modèle de société 342
Une vision originale du monde 343
Un pouvoir fort et centralisé 343
Le mythe de l'Etat-providence 344
La priorité au développement agricole 345
L'extension de l'œkoumène 347
Une révolution agricole sans suite 348
L'intégration des populations marginales 349
La persistance de l'idéal des royaumes concentriques 351
Un pouvoir infaillible 351
Un pouvoir bienveillant 352
Priorité à la production de riz 353
Un paysannat homogène ? 354
Un paysannat assisté et contrôlé 354
Un paysannat résilient 355
L'acteur et le système 356
L'expansion d'un mode de gouvernement 357
Une mission civilisatrice et un objectif de construction nationale 358
Forces et faiblesses du modèle 359

Chapitre 10 : Transmigration et politiques alternatives 365
Les alternatives de la Transmigration 366
Développement régional ou contrôle de la main-d'œuvre ? 367
Développement ou fourniture de main-d'œuvre ? 368
Les alternatives à la Transmigration 371
Java, ou le Japon du Sud-Est asiatique 371
Java-Ouest : une industrialisation précoce 372
Les «trente glorieuses» de l'Indonésie 375
La Transmigration conserve-t-elle un avenir ? 380
Conclusion : Un despotisme physiocratique 387

Conclusion générale : Un remarquable outil à usages multiples **391**
De Malthus à Geertz, de la réduction des «subsistances» à la «pauvreté partagée» 396
Le développement des îles périphériques : Transmigration et civilisation 399
Le rôle de l'Etat : paternalisme et contrôle social absolu 400
Transformer une politique inefficace en une institution utile 401

Annexe 1 : Travaux de terrain et publications 407

Annexe 2 : La Transmigration, une littérature relativement abondante 415

Bibliographie 421

Noms propres et acronymes 435

Glossaire 445

Summary 451

Ringkasan 452

Table des illustrations 453
Liste des figures 453
Liste des tableaux 454
Légendes des photographies 454

Table des matières 457